Année 1961. — N° 21. Le Numéro : 1 NF 14 Septembre 1961.

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AVIS ET RAPPORTS

DU

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

ABONNEMENTS : FRANCE ET OUTRE-MER : 8 NF ; ETRANGER : 12 NF
(*Compte chèque postal :* **9063.13, Paris.**)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations | DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION 26, RUE DESAIX, PARIS 15e | POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 0,20 NF

SESSION DE 1961

Séances des 11 et 12 Juillet 1961.

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE AU PREMIER SEMESTRE 1961

(*Question dont le Conseil économique et social est saisi par le décret n° 59-600 du 5 mai 1959, art. 21.*)

Rapports présentés, au nom du Conseil économique et social, par MM. André Malterre et Jacques Dumontier.

SOMMAIRE

I. — Etat de la situation économique en juin 1961. — Rapport présenté, au nom du Conseil économique et social, par M. Jacques Dumontier :

Première partie. — Tendances récentes de la conjoncture économique internationale.
Deuxième partie. — L'économie française.

Annexes au rapport :

I. — La conjoncture par secteur.
II. — La conjoncture par région.

II. — Prévisions économiques pour le deuxième semestre de 1961 et politique économique. — Rapport présenté, au nom du Conseil économique et social, par M. André Malterre :

I. — Prévisions économiques.
II. — Eléments de politique économique.

III. — Avis adopté par le Conseil économique et social au cours de sa séance du 12 juillet 1961.

IV. — Annexes statistiques :

A. — France.
B. — Données étrangères.

I. — ETAT DE LA SITUATION ECONOMIQUE EN JUIN 1961

Rapport présenté, au nom du Conseil économique et social, par M. Jacques Dumontier.

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE. — LES TENDANCES RÉCENTES DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE.

I. — Evolution générale.
II. — Etats-Unis.
A. — Aspect physique.
1° Production industrielle.
2° Autres facteurs.
B. — Aspects monétaires et financiers.
C. — Les grands problèmes économiques actuels des Etats-Unis.
1° Reprise de l'expansion.
2° Problème de l'emploi.
3° Nécessité des réformes.
III. — Europe occidentale.
1° Les pays du Marché commun.
2° Evolution de l'économie anglaise.
3° Les problèmes économiques européens.

CONCLUSION.

DEUXIEME PARTIE. — L'ÉCONOMIE FRANÇAISE.

Chapitre Ier. — *La production.*
I. — La production agricole.
1° Blé.
2° Betteraves.
3° Production laitière.
4° Production de viande.
II. — L'activité industrielle.
A. — Le rythme de développement de l'activité industrielle.
1° Evolution d'ensemble de la production industrielle.
2° Les enquêtes auprès des chefs d'entreprise.
3° Indication rapides.
4° Evolution de l'emploi.
5° Les rentrées fiscales.
B. — L'évolution de la production par branches.

CONCLUSION.

Chapitre II. — *Les relations économiques et financières avec l'extérieur.*
I. — Le commerce extérieur.
A.— Le commerce avec les pays étrangers.
1° L'évolution globale.
2° L'évolution du commerce extérieur mois par mois.
3° Evolution par produits.
B. — Le commerce avec la zone franc.
1° Interprétation des résultats de 1960.
2° L'évolution du commerce avec les pays d'outre-mer dans les premiers mois de 1961.
II. — La balance des paiements.
A. — La balance des paiements en 1960.
B. — L'évolution des éléments constitutifs de la balance des paiements dans les premiers mois de 1961.
C. — Etat de la trésorerie en devises.

Chapitre III. — *Consommation et pouvoir d'acht.*
I. — L'évolution des revenus et de la consommation.
A. — L'évolution des revenus.
B. — L'évolution de la consommation.
1° En 1960.
2° Au commencement de 1961.
II. — L'évolution du pouvoir d'achat réel.
A. — L'évolution des prix.
1° L'évolution en 1960.
2° L'évolution récente.
B. — Le pouvoir d'achat réel.

Chapitre IV. — *Les moyens du financement et les investissements.*
I. — Echanges financiers.
A. — L'exécution du budget de 1960.
B. — Le budget social.
1° Les prestations sociales.
2° Les cotisations.
3° Vue d'ensemble.
C. — Evolution récente.
1° Comptes de 1960.
2° Le budget de 1961.
II. — L'évolution des marchés monétaire et financier.
A. — Fin de l'année 1960.
1° Expansion monétaire.
2° Epargne.
B. — Premier trimestre 1961.
C. — Conclusion.
III. — Les investissements.
A. — Les investissements des entreprises.
1° Les investissements au cours des années passées.
2° Les investissements en 1960.
3° L'année 1961.
B. — Les investissements des ménages.
C. — Conclusion.

CONCLUSION. — *Les facteurs de l'expansion.*

INTRODUCTION

Comme d'habitude, le rapport de conjoncture examinera en premier lieu les tendances récentes de la situation économique internationale et, en second lieu, l'état actuel de la conjoncture française.

En annexe sont données des indications sur la situation économique des différentes régions.

PREMIERE PARTIE

LES TENDANCES RECENTES DE LA SITUATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

L'appréciation générale qu'il paraîtrait possible de formuler, au début de l'été 1961, s'il fallait résumer l'ensemble des caractéristiques multiples de la conjoncture, serait la suivante : il est incontestable que les signes défavorables sont moins nombreux qu'il y a quelques mois, et même plusieurs tendances favorables tendent à se renforcer ; mais l'amélioration reste partielle, hésitante et une reprise vigoureuse de l'économie n'est pas en vue à bref délai. L'économie mondiale semble être dans *une phase de transition.*

Ce caractère incertain apparaît dans l'analyse conjoncturelle. Mais cet aspect descriptif actuel ne saurait être dissocié des perspectives à un peu plus long terme, dégageant seules les tendances plus profondes et les problèmes fondamentaux qui demeurent — même lorsqu'ils ont été provisoirement écartés.

I. — Evolution générale.

En Europe orientale, en U. R. S. S., en Chine, la croissance se poursuit à un rythme rapide, même en tenant compte que, dans ces pays, les pourcentages d'augmentation sont bruts et non nets, c'est-à-dire que la notion de production globale s'y exprime de manière différente.

Au sein du monde « occidental » par contre, les régions peu développées éprouvent des difficultés sérieuses d'expansion, leurs ressources financières restant très réduites par suite de la détérioration des « termes de l'échange », qui se prolonge depuis 1954 comme le montre le tableau n° 1 :

TABLEAU N° 1

Termes de l'échange.

(1954 = 100.)

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1960 4e trim
Amérique du Nord ..	102	104	104	108	110	109	110
Zone de libre échange	100	100	99	105	107	107	108
Moyenne régions développées	100	101	100	104	106	106	107
Marché commun.....	99	100	99	104	105	106	106
Afrique	99	97	92	91	90	«	(1) 89
Moyenne régions sous-développées	99	96	92	92	90	89	88
Australie, Nouvelle-Zélande, Union sud-africaine	95	94	94	79	83	»	(1) 80
Amérique latine (pétrole exclu).....	91	87	83	76	71	»	(1) 71

(1) Troisième trimestre.

Il y a là une cause profonde de tensions. L'aide internationale (dons, prêts, assistance technique, etc.) n'est qu'un paliatif. Des experts ont calculé que, pour l'Amérique latine, la diminution des recettes provenant de la baisse du cours des matières premières, en une seule année, dépassait *de plus de dix fois* les crédits reçus des organismes internationaux et des Etats-Unis.

Aussi, la mise en valeur se trouve-t-elle retardée ; l'inflation galopante sévit souvent d'une manière chronique (en Amérique latine notamment). Un des problèmes à court et à moyen termes les plus importants — sans doute le plus important de l'économie mondiale — consiste à trouver le moyen de relancer *effectivement,* d'une manière substantielle, l'activité des régions peu développées du globe. C'est un sujet dont il est beaucoup parlé, mais dont la solution concrète se dessine encore mal.

II. — Etats-Unis.

Il est commode de regrouper les différentes données économiques sous deux chefs : facteurs à dominante physique et facteurs à dominante financière.

A. — ASPECT PHYSIQUE

1° *Production industrielle.*

C'est l'indice qui, malgré ses imperfections, est considéré habituellement comme le plus représentatif. Sur ce point, la plupart des commentateurs, constatant son évolution, s'accordent à reconnaître que la récession est finie aux Etats-Unis. Le point bas se situe en février-mars 1961. En effet, l'indice général de la production industrielle, corrigé des variations saisonnières, qui s'était d'abord stabilisé autour de 110 de janvier à juillet 1960 (1957 = 100), avait ensuite progressivement fléchi vers 102 en janvier 1961, était resté à ce niveau en février-mars et avait remonté, pour la première fois en avril, à près de 105. En mai, il est à 108.

Cette reprise, encore timide, est due surtout au redressement de l'industrie sidérurgique (qui travaille à présent à 70 p. 100 environ de sa capacité de production, contre 50-55 p. 100 il y a quelques mois), à un renouveau d'activité dans la construction et aux nouvelles commandes militaires. Fin mai, « les signes évidents d'une reprise économique existent », annonce officiellement le département du commerce.

2° *Autres facteurs.*

L'évolution de ceux-ci n'est cependant pas toujours aussi encourageante, même dans leurs perspectives.

Le *taux de chômage* (corrigé des variations saisonnières), exprimé en pourcentage de la population active, n'a cessé de monter ces derniers mois ; il atteint à présent près de 7 p. 100 et ne semble pas devoir baisser au-dessous de 6 p. 100 en 1961, malgré la reprise escomptée de l'activité économique. En mars, le nombre des chômeurs complets était encore de 3,5 millions. Cependant, ces chiffres recouvrent un plein emploi de la main-d'œuvre qualifiée, un léger chômage des ouvriers et un net chômage pour les universitaires.

Les *profits* et les commandes de machines-outils des sociétés continuent à baisser, ainsi que, en avril, les ventes au détail. Les faillites sont plus nombreuses.

Les *investissements* ou les « dépenses pour installations nouvelles », en dépit des nouveaux engagements consentis par l'administration, des facilités de crédit accordées aux entreprises, de la baisse des taux d'intérêt à long terme, etc., continuent à ne faire montre d'aucune tonicité, malgré la modification en hausse des projets actuels. Certes, le « taux annuel » désaisonnalisé de ces dépenses marque, pour la fin de l'année, une tendance provisoire à se relever :

En milliards de dollars.

Premier trimestre.....	34,4
Deuxième trimestre.....	34,2
Troisième trimestre.....	35,5
Quatrième trimestre.....	37,3

Mais il ne faut pas oublier qu'en 1956 et 1957, au moment de la prospérité, ce taux annuel moyen était respectivement de 35 et 37 milliards de dollars, alors que la population comprenait quelque 12 millions d'habitants de moins et que le niveau des prix était de 8 à 10 p. 100 plus faible.

Quant à l'avenir, les perspectives les plus récentes ne sont pas encore brillantes d'après les statistiques du bureau du commerce et du McBraw Hill Department of Economics : elles en sont, pour 1964, de 6,5 p. 100 au-dessous de 1960 :

	En milliards de dollars
1960	35,69
1961	35,35
1962	34,15
1963	33,06
1964	33,34

Il est vrai que ces évaluations pourront être révisées en raison de l'accélération de l'activité économique.

Cependant, et pour se limiter à l'année en cours, les autorités officielles font preuve d'optimisme. Selon leurs dernières estimations, la donnée statistique la plus synthétique : le taux annuel du produit national brut, après avoir fléchi de 505 milliards de dollars au deuxième trimestre 1960 à 499 au premier trimestre 1961 (1), pourrait remonter à 530 à la fin de l'année (2). C'est l'opinion dominante. D'ailleurs un tel taux ne représenterait encore que 4 p. 100 d'expansion depuis le deuxième trimestre 1960. De plus ce résultat serait atteint en dix-huit mois et encore sans tenir compte de l'augmentation des prix qui est déjà de 1,2 p. 100 du deuxième trimestre 1960 par rapport au premier trimestre 1961.

B. — Aspects monétaires et financiers

Le plan international doit être distingué du domaine intérieur, malgré l'interdépendance existant entre eux.

1° *Sous l'angle international*, les deux faits les plus importants, et solidaires, sont l'arrêt de l'hémorragie d'or et le rétablissement partiel de la balance des paiements.

En 1960, la ponction sur les réserves en or s'était accentuée, et l'excédent sur les créances à court terme fortement réduit :

Tableau n° 2

(En milliards de dollars au 31 décembre.)

	1958	1959	1960
a) Montant des réserves en or	20,58	19,51	17,81
b) Créances à court terme	12,08	13,61	13,87
Excédent (*a* — *b*)	8,50	5,90	3,94

L'excédent était ainsi tombé fin 1960 à moins de 4 milliards de dollars, alors que la couverture monétaire légale, à elle seule, est de l'ordre de 11 milliards de dollars. L'éventualité d'une demande de remboursement de tous les créanciers était certes exclue ; cependant cette situation compromettait la stabilité du dollar. Des capitaux fuyaient l'Amérique à court terme pour bénéficier des taux d'intérêt plus élevés pratiqués sur des places étrangères ; d'autres, à long terme, s'investissaient également à l'étranger en raison de la main-d'œuvre moins onéreuse ; enfin les Etats-Unis, de par leurs responsabilités internationales, sont obligés, à titre économique ou militaire, d'effectuer d'importants transferts au reste du monde : commandes off shore, dons et prêts au « tiers-monde », etc.

Sous toutes ces charges, et malgré un redressement très net de la balance commerciale, le déséquilibre de la balance des paiements s'était aggravé en 1960, atteignant 3,8 milliards de dollars, dont 2.1 de sorties de capitaux flottants, et 1,7 provenant des échanges commerciaux.

Les mesures de redressement prises dès la fin de l'administration Eisenhower, une meilleure entente entre les instituts d'émission ont entraîné, depuis quelques mois, une amélioration certaine. Les sorties d'or sont à peu près stoppées, certaines semaines comprenant même des rentrées nettes (stock d'or au 23 mai : 17,40 milliards de dollars). Quant à la balance des paiements, pour le premier trimestre, ses résultats ne sont pas encore connus, mais le Department of Commerce s'attend à ce que le déficit soit notablement inférieur à celui du quatrième trimestre 1960 (corrections saisonnières effectuées) et il est prévu que, pour l'ensemble de 1961, le solde négatif de la balance des paiements puisse être réduit à 1,5 milliard de dollars, c'est-à-dire correspondant au seul déficit des mouvements de fonds, les capitaux flottants ayant une influence nulle.

2° *Sur le plan intérieur*, où il n'est pas sans intérêt de constater que les prix varient très lentement (ceux de gros comme ceux de détail), l'administration s'efforce de favoriser la reprise économique en octroyant de larges facilités de crédit, en abaissant le loyer de l'argent à long terme et surtout en consentant un déficit budgétaire, dans des limites qui sont estimées modérées. Dès à présent, une « rallonge » de 3 milliards de dollars a été prévue au budget 1961-1962 à titre militaire (crédits qui seront sans doute augmentés). Il y a également un supplément de 5 milliards de dollars à des fins économiques et sociales : travaux publics, aide à l'enseignement, accroissement de la durée des indemnités de chômage. Malgré certaines plus-values fiscales, on s'attend, par suite de ces différentes mesures, à un déficit budgétaire de 2,2 milliards de dollars pour l'exercice en cours, se terminant au 30 juin, et de 4,4 pour l'exercice suivant ; à condition qu'il ne faille pas aller encore plus loin.

Il semble que Wall Street joue la reprise, même l'inflation, ce qui n'est pas sans inquiéter les milieux financiers qui n'ont pas perdu le souvenir du krach de 1929. L'indice Dow-Jones des 30 valeurs industrielles, qui était à 566 le 25 octobre 1960, a « crevé » tous les plafonds précédents et dépassé 700 à deux reprises.

Il n'existe pas d'éléments économiques suffisants pour justifier un tel optimisme, aucun véritable « boom » des affaires n'étant probable à court terme : en fait l'administration n'essaie que de relever *un peu* le rythme moyen de croissance.

C. — Les grands problèmes économiques actuels des États-Unis

Il ne semble pas inutile, après la description rapide des faits, de reprendre l'examen de ceux-ci d'une manière plus générale, sur le plan des idées, et en ce qui concerne l'avenir.

En raison du caractère du présent rapport, et malgré leur importance fondamentale qui n'est pas sous-estimée, ne seront pas abordés ici les problèmes *à long terme*, tels que la nécessité d'un rythme de croissance accru du monde occidental, de transferts financiers beaucoup plus importants vers les pays sous-développés, d'une réforme du système actuel des liquidités internationales qui dépendent trop de l'état de la balance des paiements des Etats-Unis, etc. Les remarques qui suivent seront intentionnellement limitées au court terme, avec quelques prolongements vers le moyen terme — sans vouloir, à dessein, donner un sens précis à ces définitions.

1° *Reprise de l'expansion.*

Le Gouvernement américain essaie de modifier les données économiques en raison des difficultés énormes qui l'assaillent dès maintenant. Par exemple, et même en remettant à plus tard l'accélération du taux de *croissance* moyen (qui est un problème de fond), il lui faut, sur le plan conjoncturel, faire reprendre *l'expansion*. On y croit et elle semble s'amorcer. Mais les augures, constatant d'une part que les investissements privés restent relativement modestes, d'autre part que la dernière récession a été la plus courte et la plus faible des deux ou trois précédentes (les zéniths des phases d'expansion étant eux-mêmes de moins en moins élevés), craignent que la reprise soit également modérée et de courte durée, un palier, ou même un nouveau fléchissement apparaissant dès 1962. Or, les progrès en productivité, la diminution des prix de revient, l'équilibre de la balance des paiements, etc., dépendent de la vigueur de cette expansion. Et aussi le prestige des Etats-Unis.

2° *Problème de l'emploi.*

Un problème étroitement lié au précédent, et encore plus grave, n'a même pas, *dans l'état actuel des structures*, de solution satisfaisante concevable. C'est le problème de l'emploi qui peut se résumer ainsi :

a) Tout le monde est d'accord pour reconnaître qu'un taux de chômage de 7 p. 100 de la population active (non compris les chômeurs partiels) est trop lourd et malsain, qu'il serait nécessaire de réduire ce taux à 4 p. 100 (y compris les chômeurs partiels). Ce qui impliquerait la création de 7 millions de nouveaux emplois ;

b) Or, avec l'augmentation normale de la productivité, le volume actuel de la production pourrait, dès l'année prochaine, être obtenu avec 1,8 million de travailleurs en moins (1).

(1) Aux prix courants. Aux prix moyens de 1960, ces taux sont respectivement de 506 et 495 milliards de dollars.

(2) Déclaration, le 22 mai, du Dr W. Heller, président du comité des conseillers économiques.

(1) National Planning Association, 3 avril 1961.

C'est ainsi que se pose le problème à court terme. Et, dans une perspective plus longue, le mouvement « en ciseaux » se poursuivra dans le mauvais sens : tendance à la réduction de l'emploi par le progrès technique ; mais arrivée sur le marché du travail d'effectifs annuels qui grossissent, de par la modification de la pyramide des âges : 800.000 environ jusqu'en 1958, 1.100.000 à présent, bientôt 1.400.000.

3° *Nécessité des réformes.*

Aussi le président Kennedy est-il partisan de ces réformes : politiques budgétaire et monétaire mises davantage au service de l'économie, planification minimum souple, accroissement de la part reconnue aux besoins collectifs, impulsion générale venant de l'Etat plutôt que des initiatives individuelles. Mais, ainsi qu'il a été spécifié, l'inconnue est le temps qu'il lui faudra pour modifier l'opinion et parvenir à ses fins.

III. — Europe occidentale.

Le rythme d'expansion est plus élevé en Europe, spécialement dans les pays constituant le groupe du Marché Commun. Pour la période récente — 1960 et début 1961 — on constate, après une période de léger flottement et de stabilisation, une reprise de l'expansion contraire, par conséquent, à l'évolution des Etats-Unis jusqu'au dernier mois actuellement connu (avril 1961).

TABLEAU N° 3

Indices généraux de la production industrielle par trimestre.

(Indice corrigé des variations saisonnières.)

(1er trimestre 1959 = 100.)

	1959			1960				1961
	II	III	IV	I	II	III	IV	I
Marché commun	102	104	109	113	115	116	117	(1) 120
O. E. C. E. (moyenne)	103	104	109	112	114	115	116	(1) 118
Association européenne de libre échange	102	105	109	111	112	112	112	111
Royaume-Uni	103	105	110	111	112	113	112	111
Etats-Unis	106	102	102	108	107	106	102	100

(1) Janvier-février.

1° *Les pays du Marché Commun.*

Au premier semestre de 1961, l'activité économique a été importante dans les pays du Marché Commun et a fait craindre le frein des pénuries.

a) Développement de la demande.

La demande, dans l'ensemble des six pays, a été soutenue de l'intérieur. Une forte majoration de salaires a stimulé la consommation des ménages, tandis qu'aucun signe de fléchissement n'apparaît dans le taux de croissance des entreprises. Les échanges intra-communautaires se sont développés à un rythme plus rapide et sont de 15 p. 100 plus élevés que l'année dernière. Par contre, les exportations vers les pays tiers étaient, au début de l'année, légèrement orientées vers la baisse, en raison de la diminution des ventes en Amérique du Nord et dans les pays peu développés.

Selon les chiffres publiés par le Marché Commun (1), la production industrielle a été, au premier trimestre 1961, de 8 p. 100 au-dessus du premier trimestre 1960. Plus instructive est la progression de l'indice corrigé des variations saisonnières, qui a monté de 2,5 p. 100 au premier trimestre 1961, contre 1,7 p. 100 au cours des trois derniers mois de 1960. Une fois de plus, cette accélération a été marquée surtout en Allemagne et, dans une certaine mesure, en Italie.

(1) Ces chiffres ne sont pas identiques à ceux du tableau précédent provenant de l'O.E.C.E., car ils contiennent des moyennes mobiles et excluent certains secteurs.

b) Risques de pénurie.

Devant cette expansion, les experts des différents pays craignent l'apparition de pénuries, notamment dans les capacités de production et de main-d'œuvre. Certes, une telle crainte est affichée depuis longtemps par les milieux allemands sans que l'expansion se réduise dans ce pays. En fait, c'est surtout l'industrie allemande, prépondérante il est vrai, qui se plaint de manquer de main-d'œuvre. Jusqu'à présent, cette pénurie ne s'est traduite que par le succès de fortes revendications de salaires. Au total, malgré les prévisions pessimistes, l'expansion persiste.

c) Les prix.

Les prix sont, dans l'ensemble, restés stables dans les pays de la Communauté. Ils ont, cependant, augmenté légèrement en Allemagne et en Italie. Mais, dans ces pays, les salaires ayant moins augmenté, dans les années précédentes, que la productivité, il subsiste des possibilités d'augmentation des salaires non utilisées. Cependant, il est certain que celles-ci diminuent en raison des hausses de salaires en Allemagne.

Au total, l'expansion s'est poursuivie, d'une manière relativement équilibrée, dans les pays du Marché commun.

2° *Evolution de l'économie anglaise.*

L'économie anglaise a constitué, au commencement de l'année 1961, le point faible de l'économie occidentale.

Pendant l'année 1960, une chute de la demande de biens durables de consommation en grande partie provoquée par le Gouvernement, s'est manifestée cependant que la demande de biens d'équipement continuait à être soutenue. Néanmoins, le rythme moyen de croissance de l'Angleterre est un des plus bas d'Europe, aussi bien pour le produit national brut que pour la production industrielle : depuis 1953 l'augmentation n'est que de 29 p. 100 pour la production industrielle, au lieu de 61 p. 100 pour l'ensemble de l'O. E. C. E. (donc plus pour ces pays, Royaume-Uni non compris).

Mais, pour assurer la défense de la livre, le Gouvernement surveille avant tout la hausse des prix, comme la balance des capitaux.

Or, en 1960, le solde courant de la balance des paiements a été très déficitaire : le déficit a été de 170 millions de livres pour l'année entière. Une des causes de ce déficit, qui lui donne un certain caractère permanent, est la possibilité des pays de la zone sterling d'utiliser leurs réserves accumulées à Londres à des achats dans d'autres pays.

Mais ce déficit a été compensé (et même transformé en excédent apparent) par une entrée considérable de capitaux provenant essentiellement des taux d'intérêts à court terme qui ont été particulièrement favorables à Londres en 1960 et de la crise du dollar. Mais un tel mouvement ne saurait être durable et encore moins cumulatif. Il est comme un mouvement de balance qui ne peut que revenir en arrière : or, en 1961, la défense du dollar risque de faire suivre un autre chemin à ces capitaux et l'équilibre des comptes anglais se trouve de nouveau menacé.

3° *Les problèmes économiques européens.*

Royaume-Uni à part, les perspectives économiques sont encourageantes pour l'Europe occidentale. D'après la commission de la Communauté économique européenne, et en ce qui concerne les pays de ce groupe considérés dans leur ensemble, « les perspectives pour l'année 1961 permettent de prévoir une augmentation de la production industrielle pouvant atteindre 6 à 7 p. 100 par rapport à l'année précédente », l'évolution allant dans le sens d'une progression moins rapide des biens d'équipement, les biens de consommation, au contraire, étant plus favorisés.

Les tendances économiques, cependant, ne sauraient être soustraites du climat politique général, et il ne faudrait pas méconnaître que celui-ci risque de s'alourdir en 1961.

Sous l'angle *monétaire et financier*, certains traits doivent également être mentionnés. Et notamment, malgré une balance commerciale moins favorable en 1960, et surtout au début de 1961, qu'en 1959, les mouvements de capitaux vers l'Europe ont conservé une telle ampleur que les réserves en or et devises, à l'inverse de celles des Etats-Unis, ont encore augmenté, surtout en Allemagne.

TABLEAU N° 4

Réserves officielles brutes.

(En milliards de dollars, en fin de période.)

	1958	1959	1960	1961 (Fév.)
Allemagne	5,22	5,01	7,15	7,14
Italie	2,07	2,95	3,08	2,93
France	0,71	1,72	2,07	2,23
Pays-Bas	1,39	1,35	1,75	»
Belgique	1,34	1,22	1,42	(1,44)
Total Communauté	10,74	12,27	15,53	15,42
Total O. E. C. E.	19,04	20,46	24,87	24,66
Dont: Royaume-Uni	3,07	2,74	3,23	3,19

Pour tenter de freiner ce mouvement, certains pays — notamment l'Allemagne et le Royaume-Uni — ont abaissé le taux d'escompte. Mais l'Allemagne a dû prendre une autre mesure : la réévaluation du deutschmark en mars 1961 (4 DM pour un dollar, au lieu de 4,20 auparavant), qui devait en principe renchérir les exportations, abaisser le prix des importations, diminuant ainsi le « pompage » des réserves des autres nations par l'Allemagne. En fait, le résultat escompté n'a pas été atteint, sans doute parce que la revalorisation a été trop faible.

Les marchés boursiers européens sont en plein optimisme. Malgré le risque politique, les opérateurs jouent la poursuite d'une expansion, basée elle-même sur la conviction d'une amélioration continue du niveau de vie. Au surplus, l'exemple de Wall Street les entraîne. C'est un pari sur l'avenir.

Il convient d'être prudent, toutefois, en ce qui concerne le proche futur, car la conjonction de facteurs favorables dont l'Europe a bénéficié peut s'achever. Il n'est pas impossible — ce serait même souhaitable — que le prix de certaines matières premières importées s'élève. Les exportations plafonnent, alors que les importations progressent, et la balance commerciale du Marché commun devient légèrement déficitaire. Si la balance des paiements des Etats-Unis se redresse, ce ne peut être, en grande partie, qu'au détriment des liquidités européennes, ce qui risque de ralentir le développement économique. La défense de la livre impose des efforts accrus au Royaume-Uni. L'insuffisance de main-d'œuvre devient plus gênante en Allemagne. De-ci, de-là, la faiblesse de la demande, liée à celle du pouvoir d'achat, se répercute sur le rythme de production dans certaines branches. Comme aux Etats-Unis, les charges militaires, le prix des services s'accroissent. Enfin, nul ne sait si l'Angleterre finira, ou non, par adhérer au Marché commun, en raison des avantages consentis aux pays du Commenwealth et qui paralysent sa liberté d'action.

D'une manière générale, on ne voit pas très bien comment une reprise vigoureuse et *durable* de l'Europe occidentale pourrait être « nourrie » en dehors d'une expansion également vigoureuse des Etats-Unis et au moins notable du « tiers-monde », double condition qui reste possible mais ne peut encore être tenue pour probable dans le délai limité qui est seul envisagé.

L'Europe risque de pâtir de l'évolution du « tiers-monde », où la stagnation continue. Cependant, des améliorations, très partielles, sont en cours ou prévues. Aide accrue (mais très insuffisante) des Etats-Unis à l'Amérique latine. Nouveaux efforts pour amener l'Allemagne et les autres pays à balances excédentaires à développer leurs crédits aux régions insuffisamment développées (Inde). Contacts multipliés et amorces d'études économiques communes entre pays d'Afrique noire, soucieux de leur mise en valeur. Mais tout cet effort est dispersé et insuffisant.

CONCLUSION

Ce qui apparaît, en conclusion, ce sont les contradictions du système occidental, qui tendent d'ailleurs à se renforcer. Les excédents agricoles qui s'accumulent dans les pays « riches » alors que la faim subsiste dans tant de régions du monde, sont dénoncés depuis longtemps sans qu'il ait pu, jusqu'ici, être apporté plus que des palliatifs à cette situation intolérable. C'est là, sans doute, la contradiction la plus apparente aux yeux de l'opinion commune. Mais cette contradiction n'est pas la seule : on veut la stabilité monétaire, mais on veut aussi une expansion rapide ; on veut accroître les profits et la productivité, mais on veut aussi le plein emploi : on veut augmenter les salaires, mais on veut maintenir les prix ; on veut étendre ses marchés à l'étranger, mais on veut défendre ses producteurs, etc.

La seule solution est dans le sens d'une discipline minimum consentie non seulement pour les échanges, mais pour les développements de la production et de la consommation.

C'est dans cette voie que — très lentement — s'effectue l'évolution, dans le cadre, actuellement, du Marché commun qui, d'une manière ou d'une autre, semble appelé à étendre ses pouvoirs et son champ d'action, mais qui se heurte en ce moment à la difficulté de réaliser une politique agricole commune. Dans le cadre aussi de la nouvelle O. C. E. D. où il sera tenté de mieux harmoniser les politiques nationales au sein de l'alliance occidentale.

L'étape prochaine est celle de l'organisation des marchés des matières premiers agricoles et industrielles. Après la dispersion des initiatives et des efforts, source d'un gaspillage insensé, l'évolution des idées, comme les faits, poussent enfin à la coopération, et il ne peut en résulter que des conditions de vie meilleures. Le mouvement, encore une fois, est très lent, mais il semble déjà irréversible.

DEUXIEME PARTIE

L'ECONOMIE FRANÇAISE

Depuis un an, l'analyse de la conjoncture économique de la France exige une méthode nouvelle car l'évolution économique a changé, sinon de nature du moins d'aspect.

Dans les années précédentes, le problème essentiel était d'étudier les renversements de conjoncture qui venaient de se produire et d'examiner les résultats proches ou lointains de la mise en œuvre de la politique de contraction de la demande de fin 1957 ou du relèvement du taux de change normal comme en janvier 1959.

En 1960, l'économie française a retrouvé une « vitesse de croisière ». Le bilan du retour à ce mouvement de croissance continue dans la stabilité a été dressé fin 1960. Il a montré quel en avait été le prix et qui l'avait supporté. Il est donc inutile d'y revenir.

A la fin du premier semestre 1961 l'avenir doit commander l'analyse du présent. Le problème se pose, en effet, de savoir si sous cette apparente continuité d'évolution les éléments constitutifs de cette expansion ne se transforment pas peu à peu.

La production continue à augmenter sans doute, mais le rythme de croissance est-il toujours le même ; les mêmes secteurs progressent-ils toujours ou bien la structure de la production ne se modifie-t-elle pas progressivement ?

Le commerce extérieur est toujours équilibré, mais les conditions de cet équilibre ne se sont-elles pas profondément modifiées depuis le début de 1959 ? Les exportations restent à un niveau élevé, mais leur structure est-elle toujours la même ; celle des importations n'est-elle pas elle aussi en train de se modifier ? Les mouvements de capitaux en provenance de l'étranger continuent à être favorables à la France, mais leur nature est-elle toujours semblable ?

Depuis deux ans, le pouvoir d'achat a pu sans doute augmenter, mais la nature de cette augmentation est-elle toujours la même ?

L'organisation des marchés monétaires et financiers permet-elle le développement de l'épargne, de financer les investissements ?

Autant de questions que l'on peut se poser actuellement et qui exigent une analyse détaillée de l'évolution des principaux éléments constitutifs de la vie économique.

C'est à cette étude que nous procéderons dans le cours du présent rapport en essayant d'analyser à chaque fois quelle a été l'évolution réelle du secteur étudié, d'une part, de 1959 à 1960 et, d'autre part, dans les premiers mois de 1961, de sorte que l'on puisse faire ressortir les modifications intervenues à l'intérieur de chaque secteur.

Notre étude se portera successivement sur la production, les échanges extérieurs, la consommation et le pouvoir d'achat, enfin la situation financière et les investissements.

Elle se terminera par une analyse des « facteurs de l'expansion économique ». Ces moteurs sont-ils toujours les mêmes, ou bien aux facteurs qui avaient entraîné l'expansion au début de 1959 ne se substituent-ils pas d'autres facteurs ?

CHAPITRE Ier

LA PRODUCTION

En 1960, la production a augmenté beaucoup plus qu'en 1959 : 6,30 p. 100 d'après les comptes de la nation, contre 2,8 p. 100. Un tel résultat, enregistré par les comptes de la nation, est supérieur aux prévisions du plan intérimaire, qui avait assigné à l'économie française un taux de croissance de 5,5 p. 100. Une part importante de ce surplus est due à l'excellente campagne agricole ; mais la production industrielle, elle aussi, a dépassé légèrement les objectifs prévus.

TABLEAU N° 5

Evolution de la production.

(En pourcentage.)

	1959/1958	1960/1959	
		Prévisions du plan intérimaire.	Comptes de la nation.
Agriculture, industries agricoles et alimentaires	+ 3,4	+ 2,7	+ 6
Industrie	+ 2,8	+ 7	+ 7,5
Transports, services et commerce	+ 2,4	+ 4,9	+ 5,1
Ensemble	+ 2,8	+ 5,5	+ 6,3

Deux questions se posent : selon quelles modalités cette expansion de l'économie française s'est-elle produite ? Ce mouvement se poursuit-il au même rythme en 1961 ? Pour y répondre, on analysera l'évolution de la production agricole et celle de la production industrielle.

I. — La production agricole.

En 1959, la production agricole tout en étant satisfaisante dans l'ensemble avait été assez faible pour certains produits : lait, sucre notamment. En 1960, au contraire, la production, favorisée par de bonnes conditions atmosphériques, a été très forte dans presque tous les domaines. Au total, elle a crû d'un pourcentage double de celui prévu par le plan intérimaire.

La cause principale de cette augmentation non prévue de la production agricole est la récolte de betteraves sucrières, qui a augmenté de 139 p. 100 par rapport à l'année dernière, année particulièrement défavorable et de près de 50 p. 100 par rapport à une année normale.

Cet accroissement de la production betteravière a entraîné une augmentation de 0,5 p. 100 de la production nationale brute. Il explique pour sa plus grande part la différence entre les prévisions du plan intérimaire (5,5 p. 100) et les constatations des comptes provisoires de la nation (6,3 p. 100).

Les autres productions végétales ont également été en augmentation : légumes et fruits, vin, céréales secondaires. La seule exception est le blé dont la production a été en recul de 6 p. 100 sur l'année précédente : en 1959, il est vrai, la production de blé avait été très forte et les résultats de 1960 sont encore en augmentation de plus de 10 p. 100 sur la moyenne des résultats 1956-1959.

La production laitière a aussi fortement augmenté en 1960 : plus 10 p. 100 contre un recul de 5 p. 100 en 1959. La production de viande s'est accrue dans les mêmes proportions pour les principales viandes : bœuf, veau et mouton. Sur le porc, une baisse du volume de la production a été seulement enregistrée.

Cette situation très satisfaisante de l'agriculture a eu des conséquences particulièrement heureuses, notamment l'amélioration des revenus agricoles. Elle pose cependant des problèmes

d'écoulement pour éviter la constitution d'excédents difficilement vendables. Il en est ainsi notamment pour la betterave, la viande de bœuf, les produits laitiers, l'orge, le maïs et les pommes de terre hâtives.

TABLEAU N° 6

Evolution des principales productions agricoles.

I. — Production végétale.

	MOYENNE 1955/1959.	1958	1959	1960 (*)	VARIATIONS 1960/1959.
					P. 100.
Blé (millions de quintaux)...	96,5	96	115,5	108,8	— 6
Orge (millions de quintaux)..	42,3	38,9	49,3	57	+ 15,5
Maïs (millions de quintaux)..	15,4	16,7	18,2	26,1	+ 43,5
Pommes de terre (millions de quintaux).....	138,9	127,5	122,1	150,8	+ 23,5
Betteraves industrielles (millions de quintaux).....	107,5	128,9	77,6	185	+ 139
Vin (millions d'hectolitres).	50,8 (1)	46,1	58,3	61,2	+ 5

(*) Chiffres provisoires.

(1) Moyenne peu représentative en raison de la faiblesse de la récolte 1957. La moyenne 1955-1959, 1957 excepté, ressort à 56,5.

TABLEAU N° 7

II. — Production animale.

	1956	1957	1958	1959	1960 (*)	VARIATIONS 1960/1959.
						P. 100.
Bœuf	955	960	935	1.000	1.100	+ 10
Veau	360	342	330	350	385	+ 10
Porc	1.075	1.095	1.095	1.200	1.160	— 3,5
Mouton.	110	118	110	123	135	+ 9,5
Cheval	85	85	95	76	78	+ 2,5

(*) Chiffres provisoires.

Source: Ministère de l'agriculture et Confédération nationale de l'élevage.

Dans certains cas, les débouchés ne peuvent être trouvés qu'à l'exportation et à des prix inférieurs à ceux du marché intérieur. Il en résulte une charge pour les finances publiques.

Dans une certaine mesure, on peut dire qu'il est anormal de compter dans la production nationale brute au prix intérieur les excédents de production, notamment de betteraves: de telles modalités de calcul grossissent en effet artificiellement la valeur de la production nationale.

⁂

Pour 1961, il n'est pas encore possible de savoir si la production agricole se développera au même rythme qu'en 1960. Il est peu probable que l'expansion soit aussi forte, compte tenu des facteurs exceptionnels qui ont exercé leur influence en 1960.

En tout état de cause, la situation actuelle de l'agriculture est caractérisée par les faits suivants:

1° *Blé.*

Les retards importants constatés dans les ensemencements de cet hiver se sont quelque peu résorbés, ainsi que le montre le tableau ci-dessous. Les ensemencements seront probablement inférieurs d'environ 300.000 ha sur 1960.

TABLEAU N° 8

Evolution des ensemencements en blé.

(En milliers d'hectares.)

	1960	1961
1er janvier	4.191	2.268
1er février	4.261	2.973
1er mars	4.268	3.442
1er Avril	4.313	3.794
1er mai	4.359	3.902

Par contre, les superficies en orge sont supérieures de 14 p. 100 à celles de l'année dernière et celles d'avoine de 40 p. 100.

2° *Betteraves.*

D'après la Confédération générale des planteurs de betteraves, la campagne en cours commence assez bien: la fin de l'hiver passant de l'humidité à la sécheresse a permis, après un retard momentané dans les travaux, de pratiquer des semis hâtifs. Le printemps chaud a favorisé de bonnes levées.

Les planteurs paraissent avoir compris la nécessité de réduire les ensemencements en fonction de l'importance du stock de sucre qui devra être reporté sur l'an prochain. Les superficies ensemencées sont de 340.000 hectares contre 422.264 en 1960.

3° *Production laitière.*

La production est en hausse dans la grande majorité des régions. Depuis deux ans, elle se poursuit à un rythme de 5 p. 100 par an en moyenne. Dans certains départements, toutefois, la sécheresse prolongée au mois de mars et au début d'avril a eu une certaine action: dans ces régions, la production stagne (Haute-Loire, Lot, Vaucluse, Var, Haute-Garonne) ou même est en régression (Tarn-et-Garonne, Landes).

4° *Production de viande.*

La production de *viande de bœuf* ressort de l'augmentation du cheptel et d'une meilleure utilisation de celui-ci.

De 933.000 tonnes en 1958, elle est passée à 1.100.000 tonnes en 1960. Devant cette augmentation de production, les importations ont été à peu près supprimées depuis août 1960 et le marché est soutenu par l'exportation et le stockage.

Les exportations ont porté en 1960 sur 110.000 tonnes environ, dont 70.000 pour les pays du Marché commun.

Le stockage, repris en juin 1960, n'a cessé depuis lors, mais les réalisations hebdomadaires sont passées de 2.500 tonnes-semaine à 1.000 tonnes-semaine au printemps. Cependant, on ne saurait stocker indéfiniment sans exporter.

La production de *porc* passe par le maximum de son cycle fin 1959 et devait atteindre son minimum au milieu de 1960. Aussi, les stocks ont-ils été rapidement absorbés et a-t-on dû importer pour 27.000 tonnes chaque mois depuis septembre 1960, d'abord des pays du Marché commun, puis des pays-tiers. L'année 1961 correspond donc à la période du cycle où la production française est légèrement inférieure à la consommation.

La production de *mouton* a atteint en 1960 un niveau relativement élevé avec 135.000 tonnes. L'importation nette n'a pas dépassé 2 p. 100 de cette production contre 25 p. 100 avant-guerre.

Par contre, la production de *cheval de boucherie* n'est que de 75.000 tonnes et nécessite une importation de 25.000 tonnes. La demande est toujours accrue et le cheptel ne suffit plus.

Au total, la production de viande française est nettement excédentaire: l'année 1960 a vu se poser d'une manière définitive le problème d'écoulement.

Au total, la production agricole sera importante en 1961. Cependant, les chiffres qui expriment sa progression par rapport à 1960 seront moyens en raison d'une récolte de betteraves très inférieure à celle de 1960. Par ailleurs, le gel des premiers jours de juin a affecté les jardins potagers, mais la perte qui en résulte sera probablement faible dans la production commercialisable. Même si les autres récoltes sont satisfaisantes, le rythme de la progression d'une année sur l'autre ne sera sûrement pas le même.

Enfin, bien que traditionnellement, l'analyse de la conjoncture soit limitée à la France continentale, on doit signaler la grave crise agricole en perspective en Algérie, en raison de la sécheresse. La récolte en céréales semble ne devoir être que de 10 millions de quintaux contre 20 annuellement. En outre, près du quart du cheptel ovin, soit plus d'un millier de têtes, a dû être abattu.

II. — L'activité industrielle.

Nous étudierons successivement le rythme de développement de l'activité industrielle et la répartition de cette augmentation de la production entre les diverses branches de l'économie.

A. — Le rythme de développement de l'activité industrielle

Par rapport à 1959, le progrès de la production industrielle, en 1960, a été très rapide. Les prévisions du plan intérimaire ont même été dépassées. Celui-ci avait en effet prévu une augmentation de 7,5 p. 100 de la production industrielle (bâtiment exclu). Les résultats de la comptabilité nationale montrent que la progression a été en réalité de 8,51 p. 100. Si on se limite aux branches suivies par l'indice de la production indsutrielle, la progression est encore beaucoup plus forte: 10 p. 100 pour l'indice, bâtiment compris et 11 p. 100 pour l'indice, bâtiment exclu.

Mais cette comparaison d'une année sur l'autre donne une vue assez fausse de l'évolution réelle de la production industrielle depuis deux ans. Ces résultats sont dus, en effet, pour une grande part à la faiblesse de l'activité industrielle au début de l'année 1959.

1° *Evolution d'ensemble de la production industrielle.*

a) Année 1960.

On dispose maintenant, pour l'ensemble de l'année 1960, de la série complète des indices de la production industrielle qui montre une coupure très nette entre les deux semestres.

En moyennes mobiles, qui atténuent les variations accidentelles, les résultats sont les suivants :

Tableau n° 9

(Base 100 en 1952.)

Janvier	172	Juillet	175
Février	170	Août	177
Mars	170	Septembre	179
Avril	170	Octobre	181
Mai	171	Novembre	183
Juin	172	Décembre	184

La progression de l'année 1960 apparaît ainsi curieusement située dans le deuxième semestre. Il n'était pas prévu qu'elle serait aussi importante au début de l'année : il semble que les investissements aient fait sentir leurs effets en fin d'année.

b) Période actuelle.

L'analyse de la période actuelle est beaucoup plus délicate. En ce qui concerne les indices, on dispose seulement de séries partielles qui donnent une importance plus grande aux résultats rapidement connus, en particulier ceux de l'automobile.

Les résultats partiels donnent :

Décembre	181	Février	181	Avril	182
Janvier	181	Mars	182	Mai	»

On voit que les séries partielles donnent pour décembre une valeur inférieure aux séries globales.

Les renseignements que l'on peut avoir sur le mois de mai semblent indiquer que la tendance ne sera pas changée.

On ne peut s'empêcher de comparer ce palier « légèrement ascendant » à celui de l'année dernière, où toutes les conditions d'une forte expansion étaient réunies.

Il est possible que cette modulation actuelle de l'indice soit due à la manière dont sont fournis les renseignements : il est possible aussi qu'une variation saisonnière, due à la cadence annuelle des commandes de l'Etat et des grosses entreprises, intervienne. Dans ce cas, les chiffres actuels ne seraient pas incompatibles avec une expansion effective. C'est dans l'analyse des perspectives de fin d'année que l'on peut seulement trouver l'interprétation de la tendance actuelle.

2° *Les enquêtes auprès des chefs d'entreprise.*

Les réponses des chefs d'entreprise à l'enquête lancée par l'I. N. S. E. E. confirment la progression de 1960 et tendraient à donner une interprétation favorable à l'évolution actuelle de l'indice de la production industrielle.

En effet, la répartition des réponses entre les entreprises qui déclarent leur production en augmentation et celles qui la déclarent en diminution est restée la même depuis 1959, comme le montre le tableau ci-après.

Il est fort symptomatique que, interrogés trois fois par an, les chefs d'entreprise ne montrent pas la même cassure de cadence au premier semestre que l'indice de la production industrielle ou les indicateurs partiels.

L'évolution des réponses des chefs d'entreprise de quatre mois en quatre mois indique une croissance continue, à peine ralentie.

Tableau n° 10

(En pourcentage.)

	Novembre 1959 à mars 1960.	Mars 1960 à juin 1960.	Juin 1960 à novembre 1960.	Novembre 1960 à mars 1961.	Mars 1961 à juin 1961.
Proportion d'entreprises déclarant leur production :					
En augmentation	39	39	39	37	33
En diminution	14	10	13	12	10

D'après ces mêmes chefs d'entreprise, la demande continue à décroître très légèrement :

Tableau n° 11

(En pourcentage.)

	Novembre 1959 à mars 1960.	Mars 1960 à juin 1960.	Juin 1960 à novembre 1960.	Novembre 1960 à mars 1961.	Mars 1961 à juin 1961.
Proportion d'entreprises déclarant la demande de leurs produits :					
En augmentation	42	43	38	36	36
En diminution	16	14	14	16	16

Ces indications relativement optimistes sont confirmées par les indications données sur le mouvement des stocks. La proportion des chefs d'entreprise qui considèrent leurs stocks comme légèrement supérieurs à la normale s'est un peu accrue entre novembre et mars 1961. De même, les délais de livraison se sont réduits très légèrement.

Tableau n° 12

Evolution des stocks de produits fabriqués.

(En pourcentage.)

	Juin 1959 à novembre 1959.	Novembre 1959 à mars 1960.	Mars 1960 à juin 1960.	Juin 1960 à novembre 1960.	Novembre 1960 à mars 1961.	Mars 1961 à juin 1961.
Proportion des industries déclarant leurs stocks de produits fabriqués :						
En augmentation	13	28	19	18	25	24
En diminution	31	16	17	20	14	15

3° *Indications rapides.*

a) La consommation d'électricité (voir tableau n° 13).

La consommation d'électricité qui a été pendant longtemps un indice représentatif de l'activité industrielle paraît être maintenant une source moins bonne de renseignements sur la production industrielle, sans que l'on puisse expliquer les divergences qui apparaissent entre son évolution et celle de l'indice de la production industrielle.

Pendant l'année 1960, la croissance de la consommation d'électricité avait été très importante : 1,5 par mois environ, soit 14 p. 100 d'augmentation pendant l'année.

C'est pourquoi une chute de 2,50 p. 100 de décembre à avril (en séries corrigées des variations saisonnières) inquiétait à l'époque ceux qui suivent la conjoncture, d'autant plus que l'indice de la production industrielle était à un faible niveau. En mai et juin, il semble cependant que la tendance se soit améliorée. La courbe de la consommation désaisonnalisée peut alors s'interpréter comme une croissance continue, troublée par un développement anormal et inexpliqué au deuxième semestre 1961.

En effet, depuis deux ans, l'évolution de la consommation d'électricité diverge d'avec celle de la conjoncture. On en trouve une explication dans l'influence d'une hydrologie extrême : quand l'année est pluvieuse, il y a beaucoup de pertes dues au transport de force et, en outre, les industries chimiques, notamment d'électrolyse, fonctionnent à plein rendement. Il n'en reste pas moins que la faiblesse de la consommation d'électricité est trop nette au premier semestre 1961 pour être purement technique.

Un bilan total de l'énergie serait plus indicatif. Celui qui a pu être tenté sommairement montre de même une sous-consommation en 1961. Cependant, le temps clément de l'hiver 1961 en est une explication partielle.

TABLEAU N° 13

Variation de la consommation d'électricité d'un mois sur l'autre corrigée des variations saisonnières.

(En pourcentage.)

ANNÉES	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMB.	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
1960.....	+ 0,9	+ 1,7	+ 0,5	— 0,03	— 0,06	+ 1,5	+ 1,5	+ 1,4	+ 3,1 (1)	+ 1,7	— 0,02	+ 1,3
1961.....	— 0,03	— 2,2	+ 0,4	— 0,5	»	»	»	»	»	»	»	»

(1) On ne peut éliminer les pertes accidentelles qui ont dû se produire en raison d'inondations.

b) Le marché du carton.

La production de papier et carton, en indices désaisonnalisés, connaît la même stagnation depuis novembre 1960. Par ailleurs, le carnet de commandes du carton a tendance à se contracter depuis un certain nombre de mois. En principe, cet indicateur est très représentatif de l'évolution de la conjoncture. La contraction du carnet de commandes du carton annonce un « tassement » de la conjoncture. Il faut noter, toutefois, que cet indice — comme tous les autres d'ailleurs — n'est pas parfait, dans la mesure où le développement de nouveaux emballages utilisant les matières plastiques peut expliquer la stagnation de l'activité des cartonnages, en dehors de toute diminution de l'activité économique générale.

c) Le marché de l'acier.

Le second indicateur partiel est le marché de l'acier. Les stocks d'acier chez les marchands de fer sont au plus haut. Il semble qu'ils annoncent un plafonnement de la conjoncture si l'on en croit l'expérience des années passées. En outre, le marché sidérurgique européen est lourd. Les prix des diverses qualités d'aciers, notamment les tôles, ne sont plus soutenus en Europe occidentale.

Cependant, en juin, des prises de commandes inattendues se sont manifestées, notamment en matière de tôles minces.

4° *Evolution de l'emploi.*

a) Enquête trimestrielle du ministère du travail.

L'enquête trimestrielle du ministère du travail reste, par son exhaustivité, la meilleure source statistique sur les variations de l'emploi. Corrigée des variations saisonnières par l'I. N. S. E. E., elle doit être interprétée en éliminant les industries agricoles et alimentaires.

En effet, l'énorme récolte de betterave, à l'origine de l'augmentation de 0,4 p. 100 du revenu national, avait amené les distillateurs et raffineurs et les activités correspondantes à accuser un chiffre saisonnièrement anormal d'emploi au 1er janvier 1961.

Si l'on élimine donc les industries agricoles et alimentaires, on trouve un indice des effectifs en croissance continue : 104,4 en base 1954 (encore légèrement inférieur au record du printemps 1958) et une durée hebdomadaire également en croissance, même après correction des variations saisonnières, et égale à celle de fin 1957.

TABLEAU N° 14

Chapitre Emploi.

Indice des effectifs corrigés des variations saisonnières.

Enquête trimestrielle du ministère du travail.

(Base 100 en 1954.)

1958				1959				1960				1961	
1er janvier.	1er avril.	1er juillet.	1er octobre.	1er janvier.	1er avril.	1er juillet.	1er octobre.	1er janvier.	1er avril.	1er juillet.	1er octobre.	1er janvier.	1er avril.
Industrie de transformation, y compris le bâtiment, et non compris les industries agricoles et alimentaires.													
106,7	106,7	106	105,3	103,7	102,4	102,4	102,5	103,2	103,4	103,8	104,2	104,3	104,4

TABLEAU N° 15

Durée hebdomadaire du travail « Ouvriers » corrigée des variations saisonnières (1).

(Heures.)

1957	1958		1959				1960				1961	
1er octobre.	1er juillet.	1er octobre.	1er janvier.	1er avril.	1er juillet.	1er octobre.	1er janvier.	1er avril.	1er juillet.	1er octobre.	1er janvier.	1er avril.
Ensemble des activités.												
46,7	46,2	46	45,4	45,7	46,2	46	46,4	46,4	46,5	46,6	46,5	46,7
Industrie de transformation y compris le bâtiment.												
46,8	46,1	45,9	45,1	45,4	46,1	46,1	46,2	46,3	46,5	46,6	46,3	46,7
Industries textiles.												
44,2	42,1	41,1	39,5	41	42,5	42,9	43,5	43,5	43,5	43,5	43,2	43,5
Industrie du papier-carton.												
46,6	46,1	45,9	45,3	45,5	46	46	46,3	46,6	46,9	46,7	46,7	46,7

(1) Coefficients saisonniers recalculés sur la période 56-60.

b) Indices rapides.

L'analyse du tableau ci-après montre qu'à la fin de l'année 1960 le nombre des chômeurs secourus, qui avait sensiblement diminué pendant le premier semestre, quand la production industrielle stagnait, s'est stabilisé au second semestre, à un moment où l'indice de la production industrielle augmentait. Il en est de même du mouvement des demandes d'emploi non satisfaites.

Par contre, une nette augmentation des offres d'emploi non satisfaites, traduisant un accroissement des besoins en main-d'œuvre de l'industrie et donc une expansion de celle-ci, a été enregistrée en fin d'année.

Dans les premiers mois de 1961, une nouvelle baisse du nombre des chômeurs secourus s'est produite. Elle a été accompagnée d'une baisse également sensible du nombre des demandeurs d'emploi. Par contre, les offres d'emploi non satisfaites ont augmenté tout le premier trimestre.

c) Conclusion.

Les divers indices relatifs à l'emploi indiquent que celui-ci a été soutenu d'une manière constante pendant l'année 1960 et le commencement de 1961.

TABLEAU N° 16

Evolution des chômeurs secourus, des demandes et offres d'emploi non satisfaites au 1er de chaque mois.

(Données corrigées des variations saisonnières.)

(En milliers.)

ANNÉES	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMB.	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
I. — *Chômeurs secourus.*												
1960	39,5	39	37	36	36	34,5	33	32,5	32,1	33,5	32,1	32,5
1961	32,8	31,8	30,9	29,3	27,9	27	»	»	»	»	»	»
II. — *Demandes d'emploi non satisfaites.*												
1960	147,5	144	138	132	130	126	123	127	128	127	125	128
1961	125	123	120	112	108	»	»	»	»	»	»	»
III. — *Offres d'emploi non satisfaites.*												
1960	22,2	24,6	25,2	24,5	22	24,5	24,3	23,6	24,4	25	26,1	28,5
1961	31,2	34,2	34,4	34,5	35,1	35,8	»	»	»	»	»	»

5° *Les rentrées fiscales.*

Enfin, les rentrées fiscales apportent une note favorable à l'appréciation de la conjoncture globale. En particulier, le premier trimestre 1961 a vu d'excellentes recettes sur le chiffre d'affaires.

Cependant, les rentrées fiscales du premier trimestre correspondent à des ventes un peu antérieures et à une production d'une période encore plus lointaine. C'est pourquoi ces bonnes rentrées fiscales du premier trimestre 1961 ne font que confirmer la bonne tenue de la production fin 1960.

B. — L'ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION PAR BRANCHES

L'année 1960 avait été caractérisée par une évolution très divergente de la production selon les diverses branches de l'industrie.

TABLEAU N° 17

Evolution de l'activité industrielle.

	VARIATION EN POURCENTAGE par rapport à l'année précédente.	
	1959/1958	1960/1959 (1)
Industries de base	+ 5,5	+ 9
Industries mécaniques et électriques	+ 2	+ 7
Autres industries (industries agricoles et alimentaires exclues)	+ 1	+ 8,5
Bâtiment	+ 2	+ 4

(1) Chiffres provisoires.
Source : comptes de la Nation pour 1960.

TABLEAU N° 18

Indices de la production industrielle par branches corrigées des variations saisonnières.

(Base 100 en 1952.)

	1959	1960												1961			
	Oct.	Janv	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avril
Production des métaux	151	155	162	166	166	165	162	169	167	171	176	175	177	175	182	181	178
Transformation des métaux	174	179	171	174	179	170	179	174	177	185	183	186	183	175	176	179	181
Sidérurgie	147	152	156	157	157	157	154	161	154	163	166	163	166	164	171	170	168
Première transformation des métaux	164	176	182	173	173	171	175	187	170	178	175	190	179	188	198	192	181
Fonderie	118	123	117	117	115	113	121	126	126	129	127	132	132	129	129	126	127
Automobile	227	252	249	255	254	245	255	234	234	256	229	244	234	232	218	237	221
Construction électrique	218	225	224	216	236	225	246	220	267	270	252	239	261	236	240	234	252
Industries chimiques	256	284	273	265	288	289	313	346	336	342	335	328	310	325	301	332	331
Textiles	134	137	132	136	131	131	137	134	134	136	138	139	135	137	138	138	141
Papier-carton	196	220	212	211	214	212	216	222	222	225	232	236	226	233	233	230	232
Cuirs et peaux	106	107	106	103	99	101	100	91	101	98	103	113	111	101	114	109	107

Le dernier rapport de conjoncture avait apprécié la situation de la production industrielle à la fin du troisième trimestre de 1960 par rapport à 1958 de la façon suivante :

Les diverses branches de l'industrie française étaient réparties en trois groupes.

Dans le premier, la production avait fortement augmenté d'avril 1958 au troisième trimestre de 1960. Ce groupe comprenait l'industrie du gaz, la chimie, la construction électrique, l'industrie du papier-carton et, malgré le ralentissement constaté au troisième trimestre de 1960, l'industrie automobile.

Le second groupe de branches était caractérisé par une expansion beaucoup plus faible de la production par rapport à avril 1958 et surtout par le fait que cette expansion n'était pas due à un mouvement continu de progression de la production, mais était la résultante d'un léger mouvement de baisse qui a atteint son point le plus bas au deuxième trimestre de 1959 et d'un mouvement de hausse d'une plus grande ampleur depuis cette date.

Cette situation était celle des industries des métaux tant au stade de la production qu'à celui de la transformation, en dehors des branches de la construction électrique ou de l'industrie automobile.

Le dernier groupe comprenait les branches où la production n'avait pratiquement pas progressé et même quelquefois sensiblement baissé par rapport aux résultats atteints en avril 1958. Etaient dans ce groupe, notamment le bâtiment, l'industrie textile et les cuirs et peaux.

L'analyse de la situation de la production industrielle par branches six mois plus tard fait apparaître de sensibles différences. Les secteurs qui étaient en forte avance ont ralenti leur mouvement de progression.

Le premier de ces secteurs est bien entendu celui de l'automobile. Pour l'ensemble de l'année 1960, la production de ce secteur s'est encore accrue de 9 p. 100, mais l'évolution en cours d'année a été nettement défavorable à partir du deuxième semestre. Cette situation est due essentiellement à la baisse des exportations que nous analyserons au deuxième chapitre.

C'est seulement au mois de mars que l'industrie automobile a bénéficié d'une relative amélioration de la situation, grâce à une augmentation de la demande intérieure, qui a anticipé sur le relèvement saisonnier.

La construction électrique, dont la production avait fortement augmenté en 1960, semble maintenant plafonner au niveau atteint au milieu de l'année 1960. Il en est de même de l'industrie chimique où, d'après le centre d'observation économique de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, « le ralentissement du rythme d'expansion suit de très près une certaine contraction de la demande par rapport au niveau des derniers mois de 1960 ».

L'expansion de l'industrie chimique est difficile à analyser dans le court terme pour plusieurs raisons : la discontinuité de ses augmentations de production due à la mise en service de très grosses unités, le conditionnement de la marche de certaines de ces spécialités par l'état de l'hydraulicité, enfin la très forte expansion elle-même.

Dans le secteur du papier-carton enfin, la progression de la production a continué dans les derniers mois de 1961. Mais un plafonnement de la production est intervenu depuis novembre dernier et, ainsi que nous l'avons signalé ci-dessus, le carnet de commandes de l'industrie du carton évolue actuellement de façon assez défavorable.

Les industries signalées comme en forte progression dans le dernier rapport de conjoncture paraissent donc toutes voir leur expansion se ralentir et, dans le cas de l'automobile, faire place à une période de régression.

Par contre, dans les industries qui étaient signalées comme étant nettement en retard il y a six mois, des progrès importants ont été enregistrés.

Il en est ainsi en premier lieu du secteur du bâtiment, ainsi que le montre le tableau ci-après.

TABLEAU N° 19

Evolution de la production du bâtiment et des travaux publics.

(Indice, base 100 en 1952, corrigé des variations saisonnières.)

ANNÉES	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMB.	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
1960.....	116	121	132	123	126	123	126	124	126	124	125	124,5
1961.....	125	132	138	128	»	»	»	»	»	»	»	»

Le secteur du bâtiment qui avait progressé rapidement au premier trimestre de 1960 avait ensuite connu une stagnation complète pendant les neuf mois suivants. Les résultats du premier trimestre de 1961 sont beaucoup plus satisfaisants.

Le nombre des logements terminés est en hausse de 9 p. 100 sur l'an passé, celui des mises en chantier de plus de 20 p. 100, celui des autorisations de construire de 15 à 20 p. 100.

L'industrie des cuirs et peaux qui avait vu sa production diminuer pendant presque toute l'année 1960, s'est redressée progressivement. Les cinq derniers mois, en dehors de janvier, donnent des résultats sensiblement meilleurs.

D'autres secteurs des industries de consommation, qui avaient rencontré certaines difficultés l'année passée, sont en progression. Il en est ainsi pour la plupart des articles ménagers où la reprise constatée à la fin de l'année 1960 paraît se confirmer, d'après le centre d'observation économique de la chambre de commerce et d'industrie de Paris. Celui-ci indique, en effet, que « la production de réfrigérateurs paraît avoir été assez élevée en mars (progrès supérieur à 15 p. 100) ; l'augmentation des ventes au premier trimestre a été plus sensible encore grâce notamment aux baisses de prix intervenus. L'amélioration des ventes paraît nettement plus faible sur les machines à laver. Les ventes de récepteurs de télévision marqueraient en début d'année une avance de l'ordre de 15 à 20 p. 100 sur l'an passé ».

L'ensemble de la production des articles ménagers a connu, en 1960, une très forte augmentation sur 1959, ce qui lui a fait adopter un plan de production en hausse en 1961 ; elle s'étonne de ce que les ventes ne suivent pas la cadence de production.

L'industrie textile plafonne encore, sans doute au niveau atteint en avril 1958. L'activité reste soutenue dans ce secteur, notamment dans les filatures. L'alourdissement des stocks est sensible à tous les échelons.

Les objectifs du plan en ce domaine ont été revisés en baisse à l'occasion du plan intérimaire. En effet, ce secteur, et plus spécialement la branche du coton, pose un problème de récession à long terme. Ainsi, les cotonniers s'abstiennent-ils, à l'heure actuelle, de développer leurs exportations de coton en Allemagne, où le marché est libre pour les mêmes raisons, par crainte de développer excessivement leur capacité de production et de commercialisation. En ce domaine, la propension à l'abstention peut être prudente, mais en tout cas sévère dans l'immédiat.

Les ventes des Grands Magasins ont été au premier trimestre 1961 en augmentation de 13 p. 100 sur le premier trimestre de 1960, soit 10 à 11 p. 100 en volume, dont 15 p. 100 (13 p. 100 en volume) sur les produits non alimentaires.

Le deuxième trimestre est un peu moins bon, mais encore très encourageant

⁂

Au total, cette analyse de l'évolution de la production par branches conduit à conclure que l'expansion de l'économie française apparaît en ce premier trimestre de 1961 beaucoup plus homogène qu'elle ne l'était en 1959 et même au milieu de 1960.

Cette situation est due notamment à une reprise des industries de biens de consommation. Elle est plus conforme dans ses grandes lignes au plan quadriennal, que ne pouvait l'être la situation de l'économie française au cours des dernières années, car celle-ci était soutenue par l'avance très considérable sur les prévisions du plan d'un certain nombre de secteurs et notamment de l'industrie automobile.

Mais ceci ne veut pas dire que cette situation ne soit pas sans danger, car l'économie française s'était « habituée » à certaines modalités de développement reposant sur un progrès constant de l'industrie automobile et des facilités d'exportation d'acier. Le retour à une structure qui peut être plus saine au point de vue technique, risque de s'accompagner cependant d'une certaine crise de reconversion.

CONCLUSION

Dans l'ensemble, la plupart des indicateurs globaux donnent l'impression d'une croissance continue, même si elle s'était ralentie légèrement en hiver. La récente enquête de l'I.N.S.E.E. auprès des chefs d'entreprise confirme les indications tirées de la statistique de l'emploi.

Si l'on fait le point à la fin du premier semestre 1961, on voit que l'évolution des dix-huit premiers mois a bien été celle du plan intérimaire.

Il reste à savoir pourquoi deux indices donnent des indications divergentes : l'indice général de la production industrielle et la consommation d'électricité, qui semblaient tous deux jadis les repères les plus fidèles. La raison en est à la fois dans l'irrégularité de l'évolution de cet hiver entre les branches d'activité et dans un rythme saisonnier plus caractérisé peut-être de l'évolution économique.

Le maintien de l'activité en 1961 n'est qu'une moyenne. Les diverses productions ont réagi avec un temps plus ou moins long à la reprise de 1960, ou ont été plus ou moins affectés par l'ouverture des frontières ou les difficultés d'exportation. Certes l'expansion est plus homogène en 1961 que précédemment, mais elle comprend encore des mouvements en sens inverse. L'incidence de ces mouvements divergents n'est pas nulle sur les indices ou sur la consommation d'électricité.

Par ailleurs, il semble que la distribution des revenus, les dépenses des particuliers, les investissements publics et ceux des petites entreprises ont adopté de plus en plus un rythme saisonnier comportant notamment une amélioration en automne et un palier au début de l'année.

Au total, la très petite diminution du rythme de croissance installée au début de 1961, si elle n'infirme pas le progrès d'une activité soutenue, décèle néanmoins des difficultés dans certains secteurs.

CHAPITRE II

LES RELATIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES AVEC L'EXTERIEUR

I. — Le commerce extérieur.

Le commerce extérieur de la France avec les pays étrangers et avec les pays d'outre-mer doit être traité dans des paragraphes différents, les facteurs qui agissent sur l'un et sur l'autre n'étant pas les mêmes.

A. — Le commerce avec les pays étrangers

L'étude du commerce avec les pays étrangers d'une année à l'autre, puis mois par mois, enfin par produits, montre que d'importants changements sont intervenus.

1° *Evolution globale.*

a) Conditions nouvelles.

L'équilibre de la balance commerciale a été atteint en 1960 dans des conditions très différentes de celles de 1959.

En 1959, cet équilibre résultait de l'action combinée d'une forte hausse des exportations, chiffrée à 32 p. 100 par les Comptes de la Nation et d'une quasi-stagnation des importations, qui avaient augmenté de 1 p. 100 seulement. Cette situation correspondait à la remise en ordre de l'économie française. Celle-ci avait été fondée en effet sur l'arrêt temporaire de la croissance de l'économie française, ce qui explique l'évolution des importations, et sur l'incitation à l'accroissement des exportations, sous l'effet notamment de la dévaluation.

En 1960, la production française a repris progressivement le mouvement d'expansion qui la caractérisait depuis plusieurs années et qui avait été interrompu. Cette reprise s'est traduite par une augmentation sensible des importations en provenance de l'étranger, chiffrée à 18 p. 100 par les Comptes de la Nation.

Les exportations par contre n'ont pas continué à augmenter au même rythme que l'année précédente. La progression n'a atteint d'une année sur l'autre qu'un chiffre égal à celui des importations : 18 p. 100.

Un sensemble de facteurs explique cette évolution : il faut souligner en premier lieu que l'année 1959 avait été une année de rattrapage ; les efforts entrepris depuis plusieurs années par les industriels français pour conquérir des marchés étrangers ont porté leurs fruits grâce à la dévaluation de décembre 1958, qui a été le facteur immédiat de l'augmentation des exportations.

Cependant il était évidemment peu probable dès cette époque que les exportations pourraient continuer durablement à augmenter de près d'un tiers par an. Le Conseil économique et social l'avait fait remarquer dès 1959.

D'autres facteurs ont joué. Les premiers ont trait à l'évolution de l'économie française : la pression de la demande intérieure, qui s'est progressivement accentuée au cours de l'année 1960, a pu orienter à nouveau certains industriels vers la satisfaction des besoins du marché intérieur, alors que la contraction des ventes sur ce marché l'année précédente avait forcé ceux-ci à rechercher des clients dans les pays étrangers. La hausse lente mais continue des prix français a pu également jouer un rôle.

Le facteur le plus important semble, cependant, avoir été l'évolution de la conjoncture internationale. La disparition de certains facteurs temporaires qui avaient incité à l'accroissement des exportations, tels que la grève de l'acier aux Etats-Unis, la contre-offensive des constructeurs d'automobiles américains, la faiblesse générale de la conjoncture américaine, la médiocrité relative de la conjoncture de certains pays européens ont joué un grand rôle dans cette évolution des exportations.

b) Résultats de 1960.

En 1960, comme en 1959, les chiffres publiés par les douanes donnent un pourcentage de couverture des importations de l'étranger de 99 p. 100.

Rappelons que le pourcentage donné ci-dessus est celui des exportations F. O. B. aux importations C. A. F. Comme la France dispose de bateaux et de compagnies d'assurance, il suffit à peu près que la balance commerciale avec l'étranger soit couverte à 93 p. 100 pour ne pas nous coûter de devises.

Les comptes de la nation reprennent les chiffres bruts des échanges avec l'étranger donnés par les douanes avec de très légers suppléments qui rectifient les exportations en hausse très légère par rapport aux importations.

Ils y ajoutent le solde des « utilisations de services », c'est-à-dire les frets et les assurances correspondant aux transports internationaux.

On obtient ainsi l'excédent réel sur les biens et services qui est de 1.870 millions de nouveaux francs en 1960, plus élevé qu'en 1959.

Les transactions courantes avec l'étranger autres que sur biens et services ont également enregistré un excédent de 1.297 millions de nouveaux francs, dont le poste principal est le tourisme (980 millions de nouveaux francs contre 1.056) et dont les postes importants sont les intérêts (+ 542) et le transfert de salaires (— 469).

Tableau n° 20

(En millions de nouveaux francs.)

	1959	1960
Exportations Fob	20.190	24.430
Importations Caf	20.090	24.020
Excédent	100	410
Solde des « utilisations de services »	1.400	1.460
Excédent réel sur les biens et les services	1.500	1.870
Autres transactions	+ 1.897	+ 1.297
Balance entre les pays de l'outre-mer et l'étranger	— 161	— 360
Total de la balance commerciale de la zone franc au sens le plus large	+ 3.236	+ 2.807

Au total et compte tenu des échanges entre l'outre-mer et l'étranger, le commerce international de la France et des pays de la zone franc a été excédentaire de 2.807 millions de nouveaux francs.

c) Dans les premiers mois de 1961.

Pour les premiers mois de 1961, il ne paraît pas y avoir de modifications dans les tendances observées les deux années précédentes. Pour les premiers mois de l'année, en effet, les résultats sont à peu près les mêmes.

Pour les quatre premiers mois, la couverture d'après les chiffres douaniers était en moyenne à 99 p. 100. Exportations comme importations sont nettement supérieures à celles de l'année dernière. En conséquence, l'accroissement de nos réserves en devises semble se poursuivre en 1961 au même rythme qu'en 1960.

Mais cette analyse limitée à l'étude des résultats globaux du commerce extérieur n'est pas suffisante. Sous l'apparente similitude des résultats, certaines évolutions se sont produites, qui modifient peu à peu la structure de nos relations avec les pays étrangers.

C'est pourquoi une étude détaillée des données du commerce extérieur est nécessaire.

2° *L'évolution du commerce extérieur mois par mois.*

Une étude de l'évolution du commerce extérieur mois par mois exige que les variations saisonnières soient éliminées au préalable. Dans le cas contraire, une telle étude ne présenterait, en effet, aucun intérêt.

Les données statistiques auxquelles nous aurons recours sont donc corrigées des variations saisonnières. Elles portent sur l'évolution des importations et exportations en volume.

TABLEAU N° 21

Indices du volume du commerce avec l'étranger.
(Données corrigées des variations saisonnières.)
(Base 100 en 1956.)

	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMB.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
I. — Exportations :												
1959	109	111	114	125	130	139	135	139	142	149	149	149
1960	156	163	165	163	159	160	161	158	164	166	169	162
1961	162	164	175	178	»	»	»	»	»	»	»	»
II. — Importations :												
1959	95	91	89	92	92	95	95	98	100	107	112	121
1960	121	129	125	125	119	117	117	118	124	123	127	133
1961	130	129	127	134	»	»	»	»	»	»	»	»

L'étude de ce tableau montre que l'indice corrigé des variations saisonnières, représentatif de l'évolution réelle des exportations qui avait encore augmenté sensiblement au premier trimestre de 1960, a ensuite à peu près régulièrement diminué jusqu'au mois d'août. Au troisième trimestre de l'année, un nouveau mouvement de hausse se produit ; une nouvelle chute se produit en fin d'année et c'est seulement en mars que les exportations augmentent à nouveau sensiblement.

Sans doute ne faut-il pas attacher une importance excessive à ces mouvements des exportations de mois en mois ; ils ne sauraient être significatifs dans leurs détails. Mais cette inégalité dans l'évolution des exportations mois par mois contraste fortement avec le mouvement à peu près continu du progrès qui avait été enregistré en 1959. Ces résultats sont encore très bons, puisque même dans les périodes de chute ils ont été supérieurs à ceux des mois correspondants de 1959. Mais ils montrent que la progression des exportations rencontre un certain nombre d'obstacles.

Il est très caractéristique de noter que les importations ont suivi dans leurs grandes lignes à peu près la même évolution que les exportations. Une chute se produit également au second trimestre et au début du troisième.

Cette évolution des importations explique le maintien de l'équilibre du commerce extérieur en 1960 ; les importations ont diminué au même moment que les exportations. Il y a eu une adaptation du régime des importations au régime des exportations.

3° *Evolution par produits.*

L'analyse de la structure comparée des importations en 1959 et en 1960 montre des évolutions très caractéristiques.

La première qui doit être notée est la croissance très considérable des importations de produits finis. Celle-ci atteint, en effet, près de 50 p. 100. Sans doute, cette situation est-elle due aux nécessités d'importation des biens d'équipement nécessaires à l'expansion de l'industrie française.

Mais il importe de noter que l'augmentation des importations de biens de consommation a connu la même ampleur en 1960 par rapport à 1959. Cet accroissement est la conséquence de la libération des échanges et de la mise en place progressive du Marché commun. Il est d'ailleurs réconfortant de constater que malgré cette augmentation des importations de produits finis, le commerce extérieur a tout de même été en équilibre en 1960.

Ceci est dû en partie à la faible augmentation des importations alimentaires, mais aussi et surtout à la hausse des importations de produits énergétiques et plus exactement de pétrole, de sorte que le poste « Matières premières et demi-produits » n'a augmenté au total que de 23 p. 100. La hausse aurait été beaucoup plus sensible si l'apport du pétrole saharien n'était pas venu diminuer la charge de la balance commerciale.

Du côté des exportations, une première remarque doit être faite : la hausse très considérable des exportations de produits alimentaires, qui est la conséquence sur le plan du commerce extérieur des excédents constatés sur le marché intérieur (dans l'état actuel de la répartition des revenus) dus au développement des productions agricoles.

Des autres postes d'exportation du tableau ci-après, il est difficile de tirer des conclusions, car ces postes sont trop contractés et ne rendent pas compte des transformations de structure qui sont intervenues à l'intérieur des postes « Exportations de biens d'équipement » et « Exportations de biens de consommation ».

Le tableau suivant tiré des comptes de la nation donne l'évolution en cours d'année des exportations de quelques produits caractéristiques. Il permet de mieux analyser les phénomènes qui se sont produits au cours de l'année 1960.

TABLEAU N° 22

Evolution par groupes de produits.
(En millions de nouveaux francs.)

	1959 (1).	1960 (1).	VARIATION P. 100.
1° *Importations.*			
Alimentation, boissons, tabac	174	191	+ 10
Matières premières et demi-produits	1.065	1.311	+ 23
Dont : énergie	400	375	— 7
Produits finis	332	495	+ 49
Biens d'équipement	238	358	+ 50
Biens de consommation	94	137	+ 46
2° *Exportations.*			
Alimentation, boissons, tabac	157	225	+ 43
Matières premières et demi-produits	806	949	+ 18
Produits finis	616	802	+ 30
Biens d'équipement	228	341	+ 49
Biens de consommation	388	461	+ 19

(1) Moyenne mensuelle.

TABLEAU N° 23

Evolution en cours d'année des exportations de quelques produits caractéristiques en 1960 (*).
Indices (base 100 = moyenne trimestrielle de l'année.)

	PREMIER trimestre.	DEUXIÈME trimestre.	TROISIÈME trimestre.	QUATRIÈME trimestre.
Fils et filés	93	100	94	111
Verre	92	96	96	106
Biens d'équipement mécanique	94	106	95	104
Habillement	94	81	113	106
Articles en cuir	92	85	115	115
Industries diverses	87	92	91	125
Laine (demi-brute)	116	103	79	99
Produits sidérurgiques	107	96	90	104
Automobiles et cycles	131	100	70	87
Produits de la première transformation de l'acier	107	96	85	102

(*) Chiffres provisoires.

Ce tableau montre très clairement la baisse profonde des exportations d'automobiles au cours de l'année, l'évolution défavorable des exportations de produits sidérurgiques et dans une moindre mesure des produits de la première transformation de l'acier.

Par contre, les exportations des biens de consommation (habillement, articles en cuir, industries diverses) ont nettement augmenté.

La comparaison des résultats des trois premiers mois de 1961 avec ceux des mois correspondants de 1960 montre que les tendances observées l'année dernière se poursuivent cette année.

En ce qui concerne les *importations :*

TABLEAU N° 24

	MILLIONS de nouveaux francs.
Sont en augmentation:	
Les machines et appareils	+ 102
Les fontes, fers et aciers	+ 92
Les pâtes à papier et papiers	+ 52
Les produits chimiques	+ 36
Les tissus	+ 36
Les bois	+ 32
La construction électrique	+ 29
Les céréales	+ 26
Sont en diminution:	
Les produits du règne végétal (autres que les céréales)	— 136
Les produits pétroliers	— 95
Les produits des industries alimentaires	— 44
Le matériel de transport	— 38
Les produits du règne animal	— 35
Les matières plastiques, le caoutchouc	— 32
Les cuirs et peaux	— 27

En ce qui concerne les *exportations :*

TABLEAU N° 25

	MILLIONS de nouveaux francs.
Sont en augmentation:	
Le matériel de transport (autre que les automobiles)	+ 153
Les machines et appareils	+ 99
Les céréales	+ 70
Les produits du règne animal	+ 67
Les produits pétroliers	+ 32
La construction électrique	+ 26
Les métaux non ferreux	+ 25
Les ouvrages en métaux	+ 25
Les produits des industries alimentaires	+ 24
Les tissus	+ 21
Les produits des industries parachimiques	+ 18
Sont en diminution:	
Les automobiles	— 369
Les fontes, fers et aciers	— 100
Les produits minéraux (autres que les combustibles)	— 32

B. — LE COMMERCE AVEC LA ZONE FRANC

Les échanges avec la zone franc avaient sensiblement augmenté en 1960 par rapport à 1959. Les importations, qui étaient restées stationnaires l'année précédente, ont augmenté de 15 p. 100 environ en 1960. Les exportations, qui n'avaient augmenté que de 2 p. 100, ont progressé de 13 p. 100.

Au total, l'excédent qui marque traditionnellement les échanges commerciaux de la France avec les pays de la zone franc est resté à peu près le même d'une année sur l'autre.

Mais ces chiffres doivent faire l'objet d'une interprétation. Par ailleurs, il est nécessaire de les comparer avec les résultats des premiers mois de 1961.

1° *Interprétation des résultats de* 1960.

Les importations en provenance des pays d'outre-mer sont pour plus de 50 p. 100 des produits agricoles ou des produits des industries agricoles et alimentaires. Ces postes ont enregistré une hausse assez faible : 4 p. 100 dans le premier cas, 1 p. 100 dans le second, qui correspond à une progression normale des échanges dans un tel domaine.

La hausse de l'ensemble des importations s'explique par l'augmentation considérable des achats de pétrole et de matières premières. Les importations de pétrole ont quintuplé en 1960, celles de caoutchouc ont triplé, celles d'aluminium doublé. Pour les minerais de fer et les métaux non précieux bruts, les importations sont de 50 p. 100.

Cette évolution des importations correspond à deux phénomènes. Le premier est le développement de l'exploitation du pétrole et de certaines matières premières dans les pays africains, conformément aux plans de développement de ces pays. Le second est la sensible reprise d'activité de l'industrie française en 1960 qui a entraîné une augmentation rapide des besoins en matières premières.

L'analyse de l'évolution des exportations doit être plus détaillée ; il ne faut pas retenir la simple opposition des chiffres de progression de ces exportations en 1959 et 1960.

Ces chiffres donnent en effet une fausse idée de l'évolution des exportations vers les pays d'outre-mer en 1959 et 1960. S'il est certain que les exportations n'ont pas bénéficié du boom qui s'est produit sur les exportations vers l'étranger au début de 1959, elles ont augmenté sensiblement dès le second semestre de l'année. En 1960, par contre, elles sont restées à peu près stables, de sorte qu'au quatrième trimestre de l'année dernière, le montant des exportations a été à peu près le même qu'au premier.

Le raisonnement annuel donne donc des résultats à peu près inverses de la réalité. C'est seulement parce que le premier semestre de 1959 avait été particulièrement mauvais que les exportations paraissent avoir été en augmentation en 1960. En réalité, le mouvement de hausse de celles-ci s'est produit au second semestre de 1959.

Les comptes de la Nation pour 1960 comprennent un tableau de la structure géographique des échanges de la France avec les pays d'outre-mer que nous reprenons à titre d'information.

TABLEAU N° 26

Structure géographique des échanges.
(En millions de nouveaux francs.)

	1959						1960 (*)					
	Importations.		Exportations.		Solde.		Importations.		Exportations.		Solde.	
		P. 100.		P. 100.		P. 100.		P. 100.		P. 100.		P. 100.
Algérie, Sahara	1.676	28,5	5.020	56,4	3.344	110,5	2.535	37,5	5.697	55,9	3.162	92,9
Maroc	982	16,7	709	8,0	— 273	— 9,1	968	14,2	985	9,7	17	0,5
Tunisie	375	6,4	569	6,4	194	6,4	345	5,1	615	6,0	270	7,9
Autres P. O. M.	2.855	48,4	2.605	29,2	— 250	— 8,1	2.948	43,4	2.894	28,4	— 54	— 1,5
Dont Guinée	(83)	(1,4)	(193)	(2,1)	(110)	(3,6)	(57)	(0,8)	(64)	(0,6)	(7)	(0,2)
Totaux	5.888	100	8.903	100	3.015	100	6.796	100	10.191	100	3.395	100

(*) Chiffres provisoires.

De ce tableau, il ressort que 37 p. 100 seulement des importations proviennent de l'Algérie et du Sahara ; ce chiffre est relativement faible, mais il ne faut pas oublier qu'il est appelé à s'élever, compte tenu de la progression des fournitures de produits pétroliers sahariens. De 1959 à 1960, il est déjà passé de 28 à 37 p. 100. Dès 1961, il sera sans doute encore sensiblement plus élevé.

Par contre, 56 p. 100 de nos exportations vont vers l'Algérie.

Le Maroc et la Tunisie représentent en 1960, à eux deux, 20 p. 100 environ de nos importations et 15 p. 100 de nos exportations.

En ce qui concerne les autres pays d'outre-mer, leur place est considérable dans nos importations : 43 p. 100, mais beaucoup plus faible dans les exportations : 28 p. 100.

2° *L'évolution du commerce avec les pays d'outre-mer dans les premiers mois de* 1961.

Au premier trimestre, les importations ont été en faible hausse par rapport au trimestre correspondant de 1960 : + 2 p. 100.

Par contre, les exportations sont nettement plus faibles : — 10 p. 100, de sorte que l'excédent traditionnel de la balance commerciale avec la zone franc a sensiblement diminué : + 30 p. 100 au lieu de + 56 p. 100.

En avril, ce mouvement s'est accentué : la balance commerciale avec l'outre-mer n'a plus accusé qu'un excédent de 35 millions de nouveaux francs, correspondant à une couverture de 105 p. 100. Pour le mois de mai l'excédent est de 110 p. 100. Mais les événements d'Algérie ont perturbé les échanges de ces mois et il serait excessif de déduire une tendance de ces résultats.

TABLEAU N° 27

Echanges avec la zone franc dans les premiers mois de 1960 *et dans les premiers mois de* 1961.

(En millions de nouveaux francs.)

	1960					1961				
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.
Importations	528	608	658	651	664	566	615	735	669	720
Exportations	902	951	919	814	813	767	811	890	704	810
Pourcentage de couverture	171	156	140	125	123	136	132	121	105	110

L'analyse de ces échanges par produits montre une forte hausse des produits pétroliers : + 167 millions de nouveaux francs par rapport à l'année dernière à la même période, ce qui est normal.

La baisse des exportations est très largement répartie entre les principaux postes. Elle atteint aussi bien les automobiles que les céréales et les biens d'équipement.

Cette évolution défavorable est due essentiellement à la diminution des exportations vers l'Algérie.

II. — La balance des paiements.

Dans les premiers mois de l'année 1961, la balance des paiements reste excédentaire, comme en 1959 et 1960. Mais des différences dans les éléments constituants de cet excédent apparaissent. Par contre, l'évolution de la balance des paiements dans les premiers mois de 1961, telle qu'elle peut être appréciée, paraît se situer dans la même ligne qu'en 1960.

A. — La balance des paiements en 1960

1° Comme en 1959, le facteur le plus important de l'évolution favorable de nos règlements avec l'étranger a été l'excédent de la balance des biens et services de la métropole.

Cet excédent est de 637 millions de dollars pour l'année 1960 et se répartit à peu près également entre les deux semestres comme l'année précédente :

TABLEAU N° 28

Excédent des opérations sur biens et services.

(En millions de dollars.)

ANNÉES	PREMIER SEMESTRE	DEUXIÈME SEMESTRE
1959	+ 396	+ 321
1960	+ 300	+ 337

Mais la répartition de cet excédent entre les biens et les services est profondément différente :

En effet, en 1959, l'excédent des opérations sur marchandises entrait pour plus de moitié dans l'excédent global des opérations sur biens et services, alors qu'en 1960 il n'entre dans cet excédent que pour 7 p. 100 environ.

Cependant, le rapport des importations et des exportations a été à peu près le même en 1959 et en 1960, l'excédent aurait donc dû théoriquement être le même.

La différence s'explique sans doute pour une part par des considérations techniques tenant à des modifications des modes de calcul de la balance des paiements.

Mais elle tient aussi à des raisons de fond : les exportateurs français ont vraisemblablement usé de façon plus générale en 1960 qu'en 1959 de la faculté que leur donne la réglementation des changes de refacturer le produit de leurs ventes dans la limite de six mois alors que cette limite était de trois l'année précédente. De plus, la part croissante des exportations françaises de biens d'équipement qui bénéficiaient souvent de crédits à moyen terme a joué dans le même sens ; enfin, la réglementation du volume des ventes d'automobiles en consignation a eu un effet comparable.

2° *Autres postes que transactions sur les biens et services.*

a) Par contre, l'excédent sur les autres postes (1) est beaucoup plus important, comme le montre le tabelau ci-après.

(1) Pour la compréhension des différents tableaux, signalons que les évaluations en dollars sont données par la direction des finances extérieures et celles en francs par les comptes de la Nation. Ces dernières appellent « autres postes que transactions sur les biens et services » ce qui est appelé « services » par la D. R. E. En outre, certains paiements de transports et d'assurances sont réintégrés dans la balance des biens et services des comptes de la Nation.

TABLEAU N° 29

(En millions de dollars.)

	1959			1960		
	Recettes.	Dépenses.	Solde.	Recettes.	Dépenses.	Total.
Transports	180,4	230,5	— 50,1	217,7	236,2	— 18,5
Maritimes	91,7	205	— 113,3	100	195,8	— 95,8
Autres	88,7	25,5	+ 63,2	117,7	40,4	+ 77,3
Voyages	318,7	131,4	+ 187,3	500,2	263,4	+ 236,8
Assurances	40,2	45,6	— 5,4	30	34,8	— 4,8
Revenus du capital	167,6	87,1	+ 80,5	191,7	107,6	+ 84,1
Revenus du travail	16,9	147,8	— 130,9	36	134,5	— 98,5
Revenus de la propriété intellectuelle	62	87,7	— 25,7	48,2	90,9	— 42,7
Autres services privés et divers	469,6	281,1	+ 188,5	627,2	273,7	+ 353,5
Total des services non gouvernementaux	1.255,4	1.011,2	+ 244,2	1.651	1.141,1	+ 509,9
Recettes et dépenses du Gouvernement français	27,1	304,2	— 277,1	34,9	285,6	— 250,7
Recettes et dépenses des gouvernements étrangers	343,5	3,5	+ 340	350,9	13,1	+ 337,8
Total général	1.626	1.318,9	+ 307,1	2.036,8	1.439,8	+ 597

L'amélioration est générale. En ce qui concerne les transports, elle est liée à l'évolution satisfaisante du commerce extérieur d'une part et à un certain nombre de facteurs particuliers d'autre part : le raccourcissement du parcours moyen de nos importations pétrolières, la persistance de taux de prêts modérés, la progression de nos courants d'échanges ferroviaires sur les courants d'échanges maritimes, conséquence de l'augmentation des ventes en Europe occidentale.

Si les dépenses du tourisme français à l'étranger ont doublé en 1960, le progrès des recettes a été tel que le solde positif s'est encore accru en 1960 et qu'il représente près de la moitié de l'excédent total des opérations sur services.

Le déficit du poste « revenus du travail » a diminué d'une part, par le fait de la réduction du nombre des travailleurs étrangers entrant en France, d'autre part, pour des raisons techniques depuis le rattachement économique de la Sarre à la République fédérale d'Allemagne, les transferts des salaires des frontaliers allemands ne sont plus comptabilisés dans la balance des comptes française.

3° *Opérations en capital.*

Les opérations en capital privées et publiques s'étaient soldées en 1959 par un important excédent (+ 195 millions de dollars depuis le dernier rapport de conjoncture). En 1960, cet excédent a fait place à un léger déficit : 28 millions de dollars.

Ce contraste mérite une analyse détaillée de l'évolution de ces opérations pendant ces deux années.

Une première remarque doit être faite : dans le dernier rapport de conjoncture un tableau de la balance des paiements pour 1959 avait été établi qui distinguait le premier et le second semestre. De ce tableau, il ressort que l'excédent des opérations en capital enregistré en 1959 résultait entièrement des opérations effectuées au premier semestre ; au second semestre un déficit de 38 millions de dollars avait été enregistré. La coupure ne s'établit donc pas entre deux années, mais entre le premier semestre de 1959 et la période couvrant les trois semestres suivants.

L'excédent de 1959 avait, en fait, un caractère exceptionnel, la dévaluation de 1958 ayant entraîné d'importants rapatriements de capitaux des résidents français au début de l'année suivante.

Une seconde remarque doit être faite : ce sont essentiellement les opérations publiques en capital qui expliquent le solde légèrement déficitaire des mouvements de capitaux en 1960. D'importants remboursements de dettes ont été en effet effectués. Aux échéances prévues qui portaient sur 132 millions de dollars, sont venus s'ajouter 185 millions de remboursements anticipés et 181 millions de dollars correspondant à l'épuisement total des tirages en devises effectués sur le Fonds monétaire international en 1958.

Mais, et il importe de le souligner, les investissements nets étrangers en France se sont maintenus à un niveau élevé comme en 1959.

⁂

Au total, l'excédent a été de 540 millions de dollars pour 1960. La progression des avoirs publics a été beaucoup plus forte que celle des avoirs privés des intermédiaires agréés : 517,6 millions de dollars et 22,4 millions de dollars.

L'accroissement des avoirs publics nets se répartit de la façon suivante :

TABLEAU N° 30

(En millions de dollars.)

Avoirs officiels en or	+ 351,4
Avoirs officiels en devises convertibles	+ 24,4
Diminution des engagements vis-à-vis du F. M. I.	+ 186,1
Avoirs officiels en devises bilatérales	— 16,7
Augmentation des engagements en francs convertibles	— 27,6
Total	+ 517,6

B. — L'ÉVOLUTION DES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DANS LES PREMIERS MOIS DE 1961

Les données dont on dispose sur le premier trimestre de 1961 confirment l'évolution favorable de la balance des paiements.

Le commerce extérieur avec l'étranger a été équilibré au premier trimestre. Les recettes de tourisme paraissent supérieures dans les premiers mois de 1961 à ce qu'elles étaient dans les premiers mois de 1960.

D'après les renseignements actuellement disponibles, les mouvements de capitaux devraient laisser un avoir excédentaire.

Ces indications sont confirmées par le mouvement des avoirs publics nets, qui est déjà connu pour les quatre premiers mois de 1960 et qui a évolué de la façon suivante :

TABLEAU N° 31
(En millions de dollars.)

	31 décembre 1960.	31 janvier 1961.	28 février 1961.	31 mars 1961.	30 avril 1961.	31 mai 1961.
Avoirs publics nets.	+2.171	+2.220	+2.315	+2.485	+2.573	+2.716

C. — ETAT DE LA TRÉSORERIE EN DEVISES

Ces excellents résultats permettent, à la fois, d'acquérir des devises et de rembourser des dettes. Comme on l'a signalé dans le précédent rapport du Conseil économique et social, l'amélioration de notre trésorerie en devises ne suffit pas à apprécier le gain de nos finances extérieures : il faut y ajouter le remboursement de nos dettes.

A cet effet, l'année 1960 a peut-être moins apporté que l'année 1959. Mais la situation de 1959 avait un caractère exceptionnel : c'était l'effet du renversement de la confiance et du retour de capitaux enfuis. Par contre, le bénéfice d'une balance commerciale (au sens très large) peut se cumuler d'une année à une autre. On a vu qu'il était presque aussi important en 1960 qu'en 1959. Il a continué à se manifester pendant les quatre premiers mois de 1961.

Au 31 mai 1961, la France était, d'une part, détentrice de devises convertibles et d'or et, d'autre part, débitrice à long terme.

A l'actif, la trésorerie publique en devises était la suivante, en millions de dollars :

Réserves d'or	1.994
Devises convertibles	611
Soldes des avoirs et des engagements à court terme	111
	2.716

Le passif était le suivant :

Dettes à long terme	1.804
Dettes consolidées à l'U. E. P.	303
	2.107

La dette à long terme envers les Etats-Unis, le Canada et la B. I. R. D. a été contractée essentiellement de décembre 1945 à octobre 1948 pour une durée de vingt-cinq à trente-cinq ans et au faible taux de 2 à 3 p. 100 (sauf le taux de la B. I. R. D. à 4 1/2 p. 100 pour 250 millions de dollars). Au 31 mai 1961, cette dette atteignait 1.804 millions de dollars.

La dette consolidée à l'U. E. P. représentait le solde débiteur de la France lors de la dissolution de cette Union en 1959. Son terme est de dix ans environ ; son taux est plus élevé : 4 p. 100 environ. Cette dette était de 303 millions de dollars au 31 mai 1961.

Le solde de la balance au 31 mai 1961 était égal à 609 millions de dollars. Notre dette nous impose une charge d'intérêt, qui n'est pas très importante grâce au taux favorable dont nous avons bénéficié en 1945, mais nous permet de faire face à des incidents conjoncturels. La position de la France sur le plan international est très voisine de celle de l'entrepreneur qui a emprunté à long terme à sa banque pour s'assurer une trésorerie.

Si l'on considère que nos avoirs sont hypothéqués par un passif de près de deux millions de dollars, l'objectif visé dans le domaine des finances extérieures a bien été atteint à ce jour. A cet égard, la dévaluation de décembre 1958 a été réussie. L'effort doit être continué puisque notre actif net est faible, encore que si tous les pays se donnaient pour objectif un actif net positif, ils ne pourraient l'atteindre tous. Or, nous accusons un léger excédent de nos ressources en devises sur nos dettes à long terme. Les ressources en devises ont rattrapé les dettes à long terme dans le courant de décembre 1960. Depuis cette date, nous gagnons environ régulièrement 100 millions de dollars par mois.

CHAPITRE III

CONSOMMATION ET POUVOIR D'ACHAT

L'augmentation des revenus des ménages et de la consommation depuis 1959 sont deux faits essentiels de la conjoncture de ces dernières années.

Il est nécessaire toutefois de rechercher les conditions dans lesquelles le progrès des revenus et de la consommation a été réalisé chaque année et de déterminer les limites auxquelles il s'est heurté, notamment par le fait de la hausse des prix.

I. — L'évolution des revenus et de la consommation.

A. — L'ÉVOLUTION DES REVENUS

Le tableau suivant, tiré des comptes de la nation pour 1960, permet d'apprécier l'évolution des revenus des ménages au cours des deux dernières années.

TABLEAU N° 32

Evolution des revenus des ménages.

	EN MILLIONS de nouveaux francs.			EN INDICES			
				Année 1958 = 100.		Année précédente = 100.	
	1958 (1)	1959	1960 (2)	1959	1960 (2)	1959	1960 (2)
Salaires nets	79.920	87.260	96.030	109,2	120,2	109,2	110,4
Revenu brut des entrepreneurs individuels	57.880	59.630	64.210	103	110,9	103	107,7
Intérêts et dividendes	6.050	6.380	6.830	105,5	112,9	105,5	107,1
Prestations sociales et assistance (3)	34.690	37.730	41.670	108,8	120,1	108,8	110,4
Subventions d'équipement et dommages de guerre	1.130	1.300	1.490	115	131,9	115	114,6
Ressources diverses	10.100	11.720	13.270	116	131,4	116	113,2
Revenu brut	189.770	204.020	223.500	107,5	117,8	107,5	109,5
Impôts directs et cotisations sociales	— 10.630	— 12.220	— 12.560	115	118,2	115	102,8
Autres opérations de répartition	— 7.810	— 8.390	— 9.220	107,4	118,1	107,4	109,9
Revenu disponible	171.330	183.410	201.720	107,1	117,7	107,7	110

(1) Chiffres revisés.
(2) Chiffres provisoires.
(3) Les agrégats globaux mêlent ces deux éléments fort différents. On peut cependant retrouver les chiffres des seules prestations sociales des ménages évaluées pour ces trois années à : 28.560, 31.240 et 34.620 millions de nouveaux francs. L'augmentation de 1960 sur 1959 est de 11 p. 1.000.

Il ressort du tableau précédent que les deux années 1959 et 1960 ont été caractérisées par une expansion générale des revenus qui atteint d'une année sur l'autre 7 p. 100 en 1959 et 10 p. 100 en 1960. Il est intéressant de noter que la masse des salaires a augmenté à peu près dans les mêmes proportions les deux années : 9 à 10 p. 100. Par contre, les revenus des chefs d'entreprise n'ont progressé que de 3 p. 100 en 1959 alors qu'ils ont progressé de 7 p. 100 en 1960. Cette différence de rythme semble tenir essentiellement à l'évolution des revenus agricoles. D'après les comptes de la nation, en 1959, le revenu brut de l'agriculture aurait diminué de 6 p. 100 environ, alors qu'il a augmenté de 10 p. 100 en 1960. Par contre, les revenus des chefs des entreprises non agricoles ont augmenté chaque année d'un pourcentage égal : 7 p. 100.

Deux autres éléments caractéristiques de l'évolution des revenus doivent être notés : une augmentation des prestations sociales et de l'assistance parallèle à celle des salaires, une très faible augmentation des impôts et cotisations sociales en 1960.

En ce qui concerne le premier point, il faut noter que cet accroissement des dépenses sociales a porté surtout sur les assurances sociales, c'est-à-dire sur le remboursement des frais médicaux, des frais pharmaceutiques et des journées d'hospitalisation, et dans une moindre mesure sur les retraites. Par contre, les prestations familiales n'ont augmenté que de 5 p. 100 en 1959, pour une augmentation de 9 p. 100 de la masse des salaires nets. Ce n'est qu'en 1960 que la masse des prestations familiales aurait suivi la masse des salaires, selon les comptes de la nation.

⁂

Pour les premiers mois de 1961, il est impossible d'établir une situation aussi précise de l'évolution des revenus des ménages. Toutefois des indications partielles peuvent être données sur l'évolution des salaires et de certaines prestations sociales.

Du 1er janvier au 1er avril 1961, l'indice du taux des salaires horaires, résultant de l'enquête trimestrielle du ministère du travail a augmenté de 1,8 p. 100. Cette augmentation est à peu près exactement comparable à celle observée pendant les quatre trimestres de 1960.

TABLEAU N° 33

Evolution de l'indice des taux de salaire horaire.

(D'après l'enquête trimestrielle du ministère du travail.)

	INDICE base 100 en janvier 1956.	VARIATION en pourcentage par rapport au trimestre précédent.
1er janvier 1960	137,2	+ 1,5
1er avril 1960	139,3	+ 1,8
1er juillet 1960	141,8	+ 1,8
1er octobre 1960	144,3	+ 1,9
1er janvier 1961	147	+ 1,9
1er avril 1961	149,6	+ 1,8

Par ailleurs, le traitement des fonctionnaires a été augmenté de 2 p. 100 au début de l'année.

Les prestations familiales n'ont fait l'objet par contre que d'une augmentation de moitié si l'on compte en termes de masse de prestations. En effet, seules les allocations familiales ont été augmentées de 2 p. 100. Or, celles-ci ne représentent que la moitié environ des prestations familiales.

B. — L'ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION

1° *En 1960.*

Le tableau ci-dessous donne l'évolution de la consommation en valeur de 1958 à 1960 par fonctions principales de consommation.

TABLEAU N° 34

Evolution de la consommation en valeur par fonctions.

ANNÉES	ALIMENTATION	HABILLEMENT	HABITATION	HYGIÈNE et santé.	TRANSPORTS et télécommunications.	CULTURE et loisirs.	DIVERS	TOTAL
En millions de nouveaux francs courants.								
1958	57.340	19.050	22.950	13.570	11.450	11.050	14.790	150.200
1959	59.990	20.080	25.270	15.310	12.500	12.350	15.920	161.420
1960 (*)	63.730	22.220	27.570	17.180	13.770	13.730	17.520	175.720
Evolution par rapport à l'année précédente. Indice de valeur.								
1959 (1958 = 100)	104,6	105,4	110,1	112,8	109,2	111,8	107,6	107,5
1960 (1959 = 100) (*)	106,2	110,7	109,1	112,2	110,2	111,2	110,1	108,9

De ce tableau il ressort qu'en 1959 la consommation a augmenté de 7,5 p. 100 ; en 1960, sa progression a été un peu plus forte : 8,9 p. 100. Au total, le progrès est de 17 p. 100 en deux ans.

Si on analyse la progression de la consommation par fonction, il apparaît que celle-ci s'est faite essentiellement au profit des dépenses de services : hygiène et santé, culture et loisirs, transports et communications, habitation.

Les dépenses d'alimentation n'ont augmenté par contre que de 10 p. 100 et celles d'habillement de 16,5 p. 100.

2° *Au commencement de* 1961.

Pour les premiers mois de 1961, seuls des renseignements partiels sont disponibles. D'après l'un des meilleurs indices dont on peut disposer, celui des ventes des grands magasins, il apparaît une très forte reprise de l'activité commerciale. Le volume des ventes de mars a dépassé de plus de 12 p. 100 celui de décembre. Le progrès sur un an est de 16 p. 100, chiffre très considérable si on le compare à celui du mois correspondant de l'an dernier. Ces chiffres représentent une progression très sensible des ventes, même si l'on tient compte du fait que le chiffre d'affaires des grands magasins progresse plus vite que celui des autres formes de commerce.

Par ailleurs, les immatriculations d'automobiles ont repris plus fortement que ne l'aurait voulu le mouvement saisonnier au début de 1961.

⁂

Mais nous n'avons étudié dans ce premier paragraphe que l'évolution des revenus et de la consommation, en valeur et pour l'ensemble de la population française.

Il est nécessaire de tenir compte de l'évolution des prix, de l'accroissement de la population et d'analyser par grandes catégories sociales l'évolution des prix et des revenus pour déterminer l'évolution du pouvoir d'achat réel.

II. — L'évolution du pouvoir d'achat réel.

A. — L'ÉVOLUTION DES PRIX

Le tableau ci-dessous donne l'évolution de l'indice des prix qui est utilisé pour le calcul de la consommation réelle dans le cadre de la comptabilité nationale. C'est donc un indice des prix de la consommation nationale et non l'indice des prix d'un budget familial d'une composition donnée, comme l'indice des 250 articles.

1° *L'évolution en 1960.*

TABLEAU N° 35

Indices des prix à la consommation.

(250 articles.)

ANNÉES	ALIMENTATION	HABILLEMENT	HABITATION	HYGIÈNE et santé.	TRANSPORTS	CULTURE et loisirs.	DIVERS	TOTAL
1959 (1958 = 100)	102,5	104,6	107,2	108,1	108	110,3	108,5	105,6
1960 (1959 = 100)	102,8	104,5	103,9	105,2	103,1	103,3	104,8	103,7

L'augmentation des prix de l'alimentation et de l'habillement a été la même pour les deux années. Elle est à chaque fois considérable pour l'habillement, où elle atteint près de 5 p. 100.

Pour les autres postes, les augmentations enregistrées en 1959 sont beaucoup plus fortes que celles constatées en 1960.

Les causes de ces hausses sont très diverses et différentes suivant les années. La hausse des produits alimentaires, bien qu'inférieure à la hausse moyenne générale des prix, a pour origine un accroissement des frais de commercialisation et un soutien des prix agricoles nécessaires à la production. Certes, l'abondance de la production agricole provoquerait naturellement des baisses encore plus sensibles des prix des produits agricoles, mais la politique de stockage suivie a limité ces conséquences. Au 1er mars 1961, les stocks de beurre atteignaient 33.000 tonnes et les stocks de viande atteignaient 60.000 tonnes ; les stocks de sucre et de vin sont également très importants.

La hausse des prix dans le domaine des services s'explique par deux causes principales : la hausse des prix des loyers, qui a été de 17 p. 100 en 1959, et la hausse des salaires, qui constituent la majeure partie si ce n'est la totalité du coût des services.

Pour les prix industriels, les causes des hausses des prix sont plus complexes à déterminer et surtout ont évolué au cours de la période que nous étudions. En 1959, la hausse des prix industriels s'explique en grande partie par les effets de la dévaluation. En 1960, par contre, il n'en est plus de même.

L'indice des prix des matières premières importées a augmenté jusqu'en février 1960, date à laquelle il a atteint son point maximum. Mais, par la suite, cet indice a baissé. C'est ainsi que, de février 1960 à janvier 1961, il a diminué de 9,3 p. 100 ; ce n'est que dans les derniers mois qu'il a à nouveau augmenté (+ 2,7 p. 100 de janvier 1961 à avril 1961).

D'autres prix des produits de base, par contre, ont augmenté : en 1960, prenant ainsi le « relais » des prix des matières premières importées de mars 1960 à mars 1961, les prix des matières premières nationales ont augmenté de 8 p. 100. Cet accroissement s'explique surtout par la hausse des prix du bois (15 p. 100 pendant cette période) et par celle de l'acier (6 p. 100).

A ces causes essentielles s'ajoute, en outre, l'effet de la hausse des salaires sur les prix de revient, qui a joué en 1960 un rôle sans doute atténué, mais certain.

⁂

Pour les quatre premiers mois de 1961, cependant, aucune augmentation des indices des prix n'a été constatée.

2° *L'évolution récente.*

Depuis le 31 décembre 1960, l'indice des prix (250 articles) a diminué de 1,1 p. 100. Les méthodes d'enregistrement des prix masquent cependant une certaine hausse au mois de janvier. Le mouvement de diminution n'est intervenu en effet qu'en février et il a porté essentiellement sur l'alimentation et les combustibles. Cette dernière baisse a d'ailleurs un caractère saisonnier.

Par contre, les produits industriels accusent chaque mois, depuis décembre, une hausse très légère, qui fait suite à celle observée au dernier trimestre de 1960.

L'indice des prix de détail est au même niveau en décembre 1960 et en avril 1961. Cette stabilité concerne aussi bien les dépenses alimentaires que les dépenses non alimentaires. Il faut noter toutefois qu'à l'intérieur de ce dernier groupe un mouvement de baisse important s'est produit : par le fait de l'extension des conventions médicales, l'indice du coût des soins médicaux a diminué de 4,9 p. 100. Par contre, un mouvement de hausse s'est produit sur deux postes : l'habillement + 0,8 p. 100 en quatre mois et les loisirs : + 1 p. 100.

L'indice des 179 articles est resté également stable depuis le début de l'année.

TABLEAU N° 36

Evolution des indices des prix depuis la fin de 1960.

	DÉCEMBRE 1960	1961					
		Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.
1° Prix de gros (indice base 100 en 1949) :							
Ensemble	182,5	183,3	182,1	181,8	180,7	181,8	»
Dont :							
Alimentation	169,6	171,3	167,3	166,4	164,3	166,6	»
Combustibles industriels	199,8	200	200	198	194,1	194,3	»
Produits industriels	188,3	188,3	189,3	190	190,6	191,2	»
2° Prix de détail à Paris (indice base 100 : 1er juillet 1956 au 30 juin 1957) :							
Ensemble	133	133,1	133,2	133,1	133,0	132,7	»
Dont :							
Aliments-boissons	130,6	131,4	131,4	131	130,7	130,6	»
Articles non alimentaires	135,4	134,9	135,1	135,3	135,4	134,9	»
Dont :							
Habitation	136	137,5	137,7	138	137,9	163,3	»
Hygiène et soins	141,4	134,1	134,1	134,4	134,5	134,6	»
Transports	143,7	143,8	143,8	143,3	143,4	143,4	»
Habillement et linge	121,2	121	121,3	121,8	122	122,2	»
Distractions et divers	148	148,5	148,8	149	149,5	149,6	»
3° Prix de détail (indice des 179 articles)	123,69	123,52	123,55	123,39	123,26	»	»

B. — Le pouvoir d'achat réel

En plus du mouvement des prix, d'autres facteurs doivent être pris en considération avant que l'on puisse calculer l'évolution du pouvoir d'achat réel.

L'analyse de l'évolution des revenus des ménages et de la consommation, que nous avons présentée ci-dessus, repose sur une étude de la masse des revenus et du total de la consommation. Elle ne tient pas compte du fait que le nombre des travailleurs a pu également augmenter, ce qui peut modifier l'évolution du revenu individuel. De même, lorsqu'on ne retient que la masse des prestations familiales, on ne tient pas compte de l'évolution du nombre des allocataires.

Par ailleurs, il est nécessaire d'analyser l'évolution du pouvoir d'achat pour les principales catégories sociales, les moyennes auxquelles nous avons eu recours dans la première partie de ce chapitre n'ayant pas une signification suffisamment précise.

Un tel travail est particulièrement délicat à faire, car il suppose que soient réunies de nombreuses données statistiques que nous n'avons pas.

Cependant, il peut être partiellement effectué pour certaines catégories sociales dont on connaît particulièrement les revenus : les salariés.

Pour ceux-ci, il est possible, en effet, de suivre l'évolution de leur pouvoir d'achat par heure de travail sur la base de leur salaire horaire et de leur gain horaire, c'est-à-dire primes comprises. Il est également possible de calculer l'évolution de leurs revenus mensuels nets. Ces revenus sont obtenus à partir des moyennes des salaires horaires, compte tenu de la durée du travail observée par l'enquête trimestrielle du ministère du travail, des majorations pour heures supplémentaires, des retenues pour la cotisation ouvrière à la sécurité sociale, de la surtaxe progressive et des prestations familiales. Trois revenus mensuels nets sont ainsi calculés, pour le célibataire, le père de deux enfants, le père de cinq enfants.

L'évolution de ces taux et de ces revenus, comparée à celle de l'indice officiel des prix et des indices des budgets calculés par les organisations syndicales ouvrières laisse apparaître d'importantes divergences. Celles-ci seraient facilement localisées si les organisations calculant des budgets donnaient toutes les pondérations des divers éléments du budget et la valeur des indices partiels : les plus grandes divergences ne proviennent pas des observations, mais des pondérations utilisées. En particulier, les hausses relativement importantes du budget des centrales syndicales reflètent vaisemblablement un pourcentage élevé de services dans les budgets des organisations ouvrières réévalués pendant les trois dernières années et notamment pendant l'année 1960.

En outre, les indices officiels correspondent à un budget de famille effectif : ceux de la plupart des organisations syndicales sont normatifs. Enfin, la prise en compte difficile de l'augmentation des prix des fruits et légumes, en raison des variations saisonnières, entraîne des décalages aberrants.

Enfin, il faut signaler que le S. M. I. G. a encore moins augmenté que les salaires : la situation des travailleurs qui sont payés au S. M. I. G. s'est donc encore aggravée.

Le tableau ci-après donne les résultats de ces calculs. Il se réfère à plusieurs dates différentes : le 1er janvier 1961, afin d'apprécier la tendance récente, et le 1er avril 1960, afin d'apprécier la tendance de l'évolution du pouvoir d'achat sur un an.

Mais il se réfère aussi à des dates plus anciennes : le 1er juillet 1957, qui marque le point culminant de la hausse du pouvoir d'achat dans les dix dernières années, et l'année 1949, date de référence traditionnelle de toutes les études économiques actuelles à moyen terme.

Il apparaît sur ces bases que le pouvoir d'achat du salaire horaire, seul disponible actuellement, a sans aucun doute augmenté dans les trois derniers mois. La hausse du taux de ce salaire est supérieure même à celle des budgets-types ouvriers. Il en est de même sur un an.

Par contre, la référence au 1er juillet 1957 laisse apapraitre un léger gain du pouvoir d'achat de salaire horaire par rapport à l'évolution de l'indice officiel des prix.

Tableau n° 37

Evolution du pouvoir d'achat depuis 1949.

(En pourcentage.)

	DE l'année 1949 au 1er avril 1961.	DU 1er juillet 1957 au 1er avril 1961.	DU 1er avril 1960 au 1er avril 1961.	DU 1er janvier 1961 au 1er avril 1961.
Indice général de l'activité des ouvriers	+ 9,9	— 1,1	+ 0,8	+ 0,2
Taux des salaires horaires	× 3	+ 34,3	+ 7,4	+ 1,8
Revenus mensuels nets dans la zone 0 (1) :				
Célibataire	× 3,3	+ 32,5	+ 9,5	+ 2,5
Père de deux enfants	× 2,9	+ 29,3	+ 8,2	+ 2,3
Père de cinq enfants (6)	× 2,6	+ 28	+ 7,6	+ 1,6
Allocation familiale dans la zone 0 (3) :				
Père de deux enfants	× 1,7	+ 11,7	+ 2,9	»
Père de cinq enfants (6)	× 1,9	+ 17,8	+ 5,3	»
Indice des 250 articles	× 1,9 (2)	+ 30,1	+ 1,8	»
Budgets types :				
C. G. T.-F. O.	× 2,9	+ 46,4	+ 5,5	+ 1,2
C. F. T. C.	× 2,5	+ 40	+ 4,5	+ 0,7
C. G. T. (4)	»	+ 40	+ 8,5	+ 0,5
I. O. Z. budget du manœuvre (5)	× 2,3	+ 39,9	+ 4	+ 0,8
U. N. A. F. (famille de quatre personnes)	× 2,3 (7)	+ 29,9	+ 6,5	+ 3,4

(1) Ensemble (professionnels et manœuvres). Le revenu mensuel net des salariés est obtenu à partir des moyennes des salaires horaires, compte tenu de la durée du travail, des majorations pour heures supplémentaires, des retenues pour la cotisation ouvrière à la sécurité sociale, de la surtaxe progressive, de la prime de transport à Paris et des prestations familiales.

(2) Rapporté à l'indice des 213 articles selon la méthode adoptée par l'I. N. S. E. E.

(3) Les allocations familiales ont été revalorisées le 1er janvier 1955, le 1er avril 1956, le 1er janvier 1957, le 1er janvier 1958, le 1er août 1959, en août 1960 et janvier 1961.

(4) 15 avril 1961/15 juillet 1957, 15 avril 1961/15 avril 1960, 15 avril 1961/15 janvier 1961.

(5) 15 avril 1961/moyenne année 1949, 15 avril 1961/15 juillet 1957, 15 avril 1960/15 avril 1961, 15 avril 1961/15 janvier 1961.

(6) Dont deux enfants de plus de dix ans.

(7) D'après l'indice base 100 en 1949 établi par l'U. N. A. F. au 15 de chaque mois.

L'augmentation de la durée moyenne du travail a incontestablement eu pour conséquence d'augmenter les gains touchés par un travailleur salarié.

C'est ainsi que pour l'année 1960, l'évolution relative du taux horaire et de la masse paraît avoir été la suivante :

TABLEAU N° 38

(En pourcentage.)

	TAUX horaire de base.	GAIN horaire.	GAIN hebdomadaire.	MASSE des salaires.
Au premier semestre 1960...	+ 3,3	+ 3,7	+ 5,5	+ 7
Au deuxième semestre 1960.	+ 3,7	+ 4,6	+ 2,8	+ 3
Total	+ 7	+ 8,3	+ 8,3	+ 10

Les différences entre les deux semestres sont de caractère saisonnier.

C. — CONCLUSION

L'année 1960 a été incontestablement une année de hausse des salaires réels dans leur ensemble. Les premiers mois de 1961 ont vu cette tendance se confirmer. Il est d'ailleurs naturel qu'il en soit ainsi. La répartition du revenu national, profondément modifiée de 1958 à 1959, s'est maintenue sans grande modification de 1959 à 1960 et vraisemblablement pendant les premiers mois de 1961. Aussi, les gains relatifs des diverses parties prenantes considérées dans leur ensemble, sont-ils à peu près ceux du revenu national. Par contre des divergences individuelles sensibles ont été accusées selon la profession, la région et la situation de famille.

CHAPITRE IV

LES MOYENS DE FINANCEMENT ET LES INVESTISSEMENTS

I. — Echanges financiers.

Les finances publiques ont continué, en 1961, comme en 1960, à accuser un équilibre rigoureux.

A. — L'EXÉCUTION DU BUDGET DE 1960

Budget des administrations.

Le budget de 1960 a été exécuté comme il avait été prévu. Mais d'après les comptes de la nation, les recettes et les dépenses ont été respectivement supérieures d'environ 2,2 milliards de nouveaux francs aux prévisions. La publication des résultats définitifs du budget donne les chiffres suivants (en milliards de nouveaux francs) :

Budget général :	
Recettes	60,4
Dépenses	59,6
Excédent	0,8
Prêts et comptes spéciaux.....	7,1
Impasse (solde général).....	— 6,3

La plupart des recettes du budget général étaient d'ordre fiscal. Cependant, les autres administrations, essentiellement les collectivités locales, ont aussi d'autres recettes fiscales. Le total s'établit ainsi :

Recettes fiscales de l'Etat.....	56,6
Recettes des autres administrations.....	10,8
	67,4

La ponction fiscale totale représentait 23,6 p. 100 du revenu national contre 23,3 en 1958 et 23,8 en 1959.

B. — LE BUDGET SOCIAL

1° *Les prestations sociales.*

Les prestations sociales, y compris les prestations des A. S. S. E. D. I. C., ont augmenté en 1960 : elles atteignent 33 milliards de nouveaux francs contre 27,3 en 1958 et 29,8 en 1959.

Assurances sociales.....	8
Accidents du travail.....	1,8
Prestations familiales.....	9,9
Retraites	13,3
	33

L'accroissement est dû aux assurances sociales, notamment en raison du remboursement de la franchise semestrielle de 3.000 F. L'accroissement des prestations familiales (9 p. 100) est moindre que celui des salaires, malgré l'augmentation du nombre des enfants à charge, mais l'écart est moindre que de 1958 à 1959.

2° *Les cotisations.*

Les cotisations sociales ont augmenté dans la même proportion et se sont élevées à 28,3 milliards de nouveaux francs :

Cotisations d'Etat.....	1,1
Cotisations patronales.....	22
Cotisations salariales.....	5,2
	28,3

3° *Vue d'ensemble.*

Si l'on regarde à la fois les prestations publiques et les prestations sociales supprimant les doubles emplois, on obtient le compte général de tout le secteur administratif dont le solde s'exprime ainsi :

Recettes courantes.....	110,1
Dépenses courantes.....	103,3
Epargne brute.....	6,8
Formation de capital fixe.....	6,2
	0,6

Ainsi, en 1960, l'ensemble du secteur non productif, après avoir financé des investissements propres (écoles, etc.) était encore en très léger excédent de 600 millions de nouveaux francs.

Les comptes de la nation montrent d'ailleurs que, tout en étant en amélioration constante, les rapports entre les comptes administratifs et l'économie productrice sont très faibles :

En milliards de nouveaux francs.

1958	— 0,3
1959	+ 0,5
1960	+ 0,6

Par rapport au revenu national disponible qui a été comme on l'a vu de 171, 183 et 202 milliards de nouveaux francs, la proportion n'a jamais dépassé 0,30 p. 100. On voit donc que le besoin de financement des dépenses administratives et des transferts a été à peu près nul et que leur influence sur l'économie n'a pu venir de leur masse mais de leur nature.

C. — EVOLUTION RÉCENTE

1° *Comptes de 1960.*

La dernière situation résumée des opérations du Trésor au 31 décembre 1960 a paru au *Journal officiel* du 25 mai. Elle fait apparaître une « impasse d'exercice » plus faible que celle prévue.

En milliards de nouveaux francs.

Budget général :	
Ressources totales.....	65,6
Dépenses	63
	+ 2,6
Prêts et comptes spéciaux (net).....	— 6,8
Solde de l'excédent de la loi de finances	— 4,2

La différence entre ce résultat et celui des comptes de la nation provient d'une plus-value des ressources et surtout d'une non-exécution de certaines dépenses du budget militaire et de celui de l'éducation nationale.

Il y a donc eu une très légère contraction de l'impasse d'exercice effective ; celle-ci était passée de 5 milliards de nouveaux francs en 1958 à 6 milliards de nouveaux francs en 1959 et 4 milliards de nouveaux francs en 1960.

2° *Le budget de* 1961.

a) Prévision.

Le budget prévu pour 1961 est analogue à celui de 1960. Les prévisions sont les suivantes :

Opérations de caractère définitif :

	1960	1961
Recettes	58,7	62,6
Dépenses	58,0	62,9
Déficit (— ou excédent)	— 0,7	+ 0,3
Prêts et comptes spéciaux	6,8	6,5
	6,1	6,8

Les augmentations les plus substantielles sont celles des dépenses civiles, tant ordinaires qu'en capital. Par contre, les prêts du F. D. E. S. diminuent nettement.

b) Exécution du budget de 1961.

Les quatre premiers mois d'exécution de l'année 1961 donnent un solde très voisin de celui de l'année 1960 : l'excédent total est très légèrement supérieur mois par mois. L'impasse au 1er mai était négative, c'est-à-dire que les recettes excédaient les sorties, prêts compris, de 1,2 milliard environ contre 1 milliard en 1959.

Cependant, deux chefs de dépenses ultérieures non prévues initialement viendront vraisemblablement grever le budget 1961 : d'une part, l'augmentation substantielle des traitements des fonctionnaires ; d'autre part, les conséquences des mauvaises récoltes en Algérie qui entraîneront une charge pour le Trésor. Il est donc probable que l'impasse finale sera plus importante que celle de 1960.

II. — L'évolution des marchés monétaire et financier.

A. — Fin de l'année 1960

1° *Expansion monétaire.*

La publication des comptes de la nation et du rapport du conseil national du crédit permet de faire le point de l'année 1960. Celle-ci a été caractérisée par la continuation de la tendance (observée en 1959) à la reconstitution des liquidités. Mais l'analyse de cette poursuite de l'expansion monétaire montre que l'origine en est différente.

a) *Les excédents de devises,* tout en restant importants, n'ont pas atteint la moitié du montant de 1959 (3,2 milliards de nouveaux francs contre 7,2) et surtout n'ont représenté en 1959 que le quart en importance des contreparties des nouvelles disponibilités monétaires. Cet excédent est inférieur à celui de la balance des finances extérieures, car une partie de ce dernier a été utilisée à rembourser des prêts internationaux.

b) *Les créances sur le Trésor* ont augmenté en 1960 de 2 milliards de nouveaux francs contre 0,5 en 1959. Mais cette somme, en réalité, représente une différence. Le Trésor a bénéficié automatiquement de recettes de 3,9 milliards de nouveaux francs :

— d'une part, en raison du développement des comptes chèques postaux et des émissions de monnaie divisionnaire de 1,2 milliard ;

— d'autre part, grâce à l'application de la règle relative au minimum d'effets publics qui doivent entrer dans le portefeuille des banques, le Trésor n'a utilisé que *1,7 milliard* de nouveaux francs (contre 2,3 en 1959).

Le Trésor a profité de ses surplus pour réduire ses engagements envers la banque.

c) La part la plus importante de l'expansion provient *des crédits à l'économie* qui sont passés de 5,7 milliards de nouveaux francs en 1959 à 8,1 milliards de nouveaux francs, soit une augmentation de 45 p. 100. Une telle augmentation traduit une forte demande de monnaie.

Sur ce total, moins de trois milliards de nouveaux francs environ ont été consacrés au financement des fonds de roulement, soit le double de 1959. C'est cette partie de crédits qui a contribué à la forte expansion monétaire de 1960.

2° *Epargne.*

a) Monétaire.

Il semble que les besoins de fonds de roulement aient deux origines :

— l'une des causes est certainement l'accroissement de l'activité économique en 1960, notamment dans la deuxième partie de l'année ;

— l'autre cause est le comportement des particuliers qui, d'une part, ont sensiblement augmenté leur épargne, et, d'autre part, n'en ont cherché qu'un placement liquide.

Les comptes de la nation estiment l'épargne des ménages à 4 milliards de nouveaux francs en 1960. Cette épargne s'est maintenue liquide : par exemple l'augmentation des comptes chèques dans les banques atteint 3,5 milliards de nouveaux francs. Cette réticence à chercher des placements à long terme provient, d'une part, d'une certaine hésitation devant un phénomène nouveau, d'autre part peut-être d'une insuffisance du marché financier. Les épargnants demandent des actions ; les entreprises n'offrent que des obligations à la fois par crainte de ne pas garder le contrôle de l'affaire, mais surtout en raison du système fiscal favorisant cette forme de placement.

Il est regrettable que l'on ne puisse dans ces travaux localiser l'épargne et porter un jugement sur la conclusion des comptes de la nation disant : « que l'épargne de 1960 a été le fait de catégories sociales diverses et notamment des salariés dont l'épargne se serait beaucoup développée en 1960 ».

Il semble, cependant, que cette épargne des salariés a deux caractères : d'une part, les salariés n'ont simplement fait que reconstituer leur trésorerie personnelle, qu'ils avaient laissé baisser depuis trois ans. Il est néanmoins possible qu'un nouveau comportement des salariés soit effectivement enregistré vis-à-vis de l'épargne. Des sommes provisoirement en attente seraient progressivement « consolidées » comme épargne.

En sens inverse, une telle épargne, constituée de sommes en attente, risque d'être précaire.

Si cette explication psychologique vraisemblable correspond à la réalité, l'épargne des salariés n'augmenterait pas dans le proche avenir.

b) L'épargne sur le marché financier.

En 1960, l'épargne s'est moins dirigée sur le marché financier que précédemment. Les dépôts dans les caisses d'épargne ont augmenté de 3,2 milliards de nouveaux francs, ce qui est important certes, mais moins que la progression de l'année passée. Les fonds qui restent liquides pour les déposants ont été, en fait, dirigés sur le marché financier par la caisse des dépôts et consignations.

L'épargne dirigée sur le marché financier par les compagnies d'assurances a été du même ordre de grandeur que l'année dernière (0,7 milliard de nouveaux francs).

Enfin, les émissions de valeurs mobilières ont été en diminution sur celles de 1959, malgré l'abstention de l'Etat sur le marché financier. Les émissions d'obligations sont passées de 4,5 à 4,6, mais les émissions d'actions ont diminué de 3 à 2,15 milliards de nouveaux francs.

Ainsi, par les voies directes comme par les voies indirectes, le placement de l'épargne sur le marché financier a été faible en 1960.

B. — Premier trimestre 1961

L'évolution de l'année 1960 a été décrite en détail parce que le premier trimestre 1961 présente, dans l'ensemble, une évolution anormale. Alors que saisonnièrement les mois d'hiver sont ceux d'une pause, sinon d'une régression, dans le dévelop-

pement de la masse monétaire, le premier trimestre 1961 a vu la continuation de l'expansion des années précédentes qui constitue, en réalité, une accélération provisoire, si l'on tient compte des mouvements saisonniers. Les disponibilités monétaires et « quasi monétaires » (car ce sont les dépôts à terme qui ont justement augmenté) ont cru de 1,62 milliard de nouveaux francs (contre une légère baisse l'an dernier).

Ce mouvement est composé d'une manière différente de celui de 1960 :

— l'excédent de devises a été fort notable : 1,69 milliard de nouveaux francs en trois mois, en raison notamment de l'excédent de la balance des comptes et de l'utilisation entière de celui-ci à l'accroissement des devises ;

— par contre, le désendettement de l'Etat a été notable : 1,05 milliard de nouveaux francs en raison de l'excédent des ressources des premiers mois de l'année ;

— enfin et surtout, les crédits à l'économie ont augmenté de 0,58 milliard de nouveaux francs, alors qu'ils sont habituellement en régression.

Cette situation est très difficile à interpréter actuellement, faute d'une identification précise des crédits. L'épargne liquide et à court terme a augmenté très fortement (4,1 milliards de nouveaux francs contre 3,3 l'an passé), notamment pour les fonds détenus par le public. Les dépôts à vue dans les banques ont augmenté sensiblement, malgré le paiement du premier tiers provisionnel. Les bons du Trésor sur formules et les bons de la Caisse nationale de crédit agricole sont aussi en augmentation sensible. Ces derniers avaient déjà connu une forte augmentation en 1960.

Cependant, l'émission des valeurs mobilières dans le public connaît également une forte augmentation : 3,3 milliards de nouveaux francs pour les quatre premiers mois de 1961 contre 2,65 en 1960, le mois d'avril ayant été particulièrement fort.

C. — Conclusion

La situation monétaire et financière de l'économie française est constituée par une grande liquidité. L'expansion de la masse monétaire qui avait été de 10,4 et 6,3 les années précédentes, a atteint 12,3 p. 100 en 1960, et le mouvement s'est accentué au premier trimestre 1961. La vitesse de circulation de cette monnaie est en fléchissement léger mais net.

L'état jouant un rôle neutre, ou même légèrement déflationniste, le commerce extérieur, par contre, a augmenté sérieusement les liquidités, notamment dans la période récente.

Les disponibilités monétaires se sont notablement accrues parmi les particuliers et dans les exploitations agricoles. Pour les uns et pour les autres, les dépenses de consommation n'ont pas suivi l'augmentation des revenus, ni en 1960, ni au premier trimestre de 1961.

Les entreprises industrielles et commerciales ont augmenté leurs fonds de roulement et très probablement certaines d'entre elles ont investi en partie sur des crédits à court terme. Il est vraisemblable que les commerçants ont continué à soutenir leurs stocks.

III. — Les investissements.

A. — Les investissements des entreprises

1° *Les investissements au cours des années passées.*

D'après les comptes de la nation, les investissements de l'ensemble des entreprises (publiques et privées) ont été en stagnation pendant les années 1958 et 1959). Les chiffres en francs de 1956 (c'est-à-dire en volume constant) sont les suivants en milliards de nouveaux francs :

1956	22,8
1957	25,6
1958	26,4
1959	26,2
1960	27,8

En quatre ans, l'augmentation en volume a été de 22 p. 100, soit 5 p. 100 par an au maximum.

2° *Les investissements en* 1960.

En 1960, l'augmentation a été de 6,5 p. 100 par rapport à 1959. Elle a porté principalement sur le matériel de transport. Au total, 34.4 milliards de nouveaux francs avaient été investis en 1960 par les entreprises en capital fixe. Cependant, cette moyenne comporte une progression fort différente pour les entreprises publiques et pour les entreprises privées. Les premières, en effet, ont maintenu leurs investissements en volume en 1960 au niveau de 1959 alors que les entreprises privées ont augmenté les leurs de 10 p. 100.

Ce chiffre concorde avec les résultats de l'enquête de l'I. N. S. E. E. auprès des chefs d'entreprise montrant que les investissements des entreprises privées en 1960 semblent avoir été en augmentation de 15 p. 100 en volume si l'on ne tient pas compte des sociétés pétrolières et de 11 p. 100 si l'on en tient compte.

Le progrès accusé en 1960 et dans les années immédiatement antérieures a porté presque uniquement sur l'outillage. Si la construction industrielle reprenait en 1961, le rythme des investissements pourrait être soutenu.

3° *L'année* 1961.

En 1961, les entreprises publiques devraient, dans l'ensemble, investir à peu près dans les mêmes proportions qu'en 1960. On a vu que les prêts et comptes spéciaux de l'Etat ne s'élevaient qu'à 6 milliards de nouveaux francs contre 5,8 en 1960. De même, les entreprises privées continueraient à investir dans une mesure voisine de celle de 1960. D'après l'enquête de l'I. N. S. E. E., les intentions des entrepreneurs seraient un investissement de plus de 10 p. 100 si l'on ne tient pas compte des sociétés pétrolières et 8 à 9 p. 100 si l'on en tient compte.

Cependant, ces chiffres émanent d'indications relatives aux grosses entreprises maintenant fermement leur volume d'investissements, et de petites entreprises (celles qui occupent moins de 100 salariés), lesquelles ont des projets en baisse très sensible. D'après les indications que l'on peut avoir sur les premiers mois de l'année, l'amélioration commencée en 1960 se poursuivrait en 1961.

Au total, les investissements publics et privés semblent devoir continuer leur progression à l'époque actuelle.

B. — Les investissements des ménages

Dans les investissements des ménages, nous nous occuperons essentiellement de la construction. En 1959, l'accroissement de la construction pour les ménages avait diminué car l'effort s'était porté entièrement sur les H. L. M. locatifs (dont il a été tenu compte à l'alinéa précédent). En 1960, le mouvement inverse a été observé et il apparaît que l'effort d'investissement des ménages a augmenté de 3 p. 100 en volume, retrouvant en 1960 le niveau de 1958, bien que le nombre des logements terminés pour l'ensemble des activités soit inférieur à celui de 1959 (314.000 contre 320.000). La baisse a été compensée par une augmentation des dépenses des gros entretiens de logement. Au commencement de l'année 1961, l'effort de construction à la charge des ménages semble devoir se maintenir à peu près au même rythme.

C. — Conclusion

L'effort d'investissement au premier semestre 1961 semble se maintenir à peu près au même rythme qu'en 1960. Les investissements publics et ceux des ménages sont en progression moins forte, mais les investissements privés de entreprises, qui forment la grosse masse, continuent à être soutenus.

CONCLUSION

Les facteurs de l'expansion.

L'expansion a donc continué, bien qu'avec des irrégularités, pendant le premier semestre 1961. Il serait intéressant de dégager quelles ont été les conditions de l'expansion pendant cette période et comment se sont comportés les différents facteurs de l'expansion. Une telle analyse est difficile. On peut seulement dégager successivement les facteurs généraux de l'expansion et les modalités par lesquelles ceux-ci ont fait sentir leur effet en 1961.

1° Les facteurs primaires de l'expansion sont incontestablement les tâches multiples que s'est donnée la nation et la nécessité pour elle de s'adapter à la concurrence des pays européens.

Les tâches offertes à la nation se traduisent par une évolution de la politique économique vers des objectifs d'avenir : par une distribution plus grande des revenus aux facteurs de la produc-

tion. Cependant, une partie de la main-d'œuvre et des sommes importantes sont encore distraites des fins économiques et devront être un jour reconverties.

La nécessité de s'adapter à la concurrence des pays européens fait éclater de plus en plus les structures anciennes, notamment celles de la production et de la distribution.

Ces facteurs primaires font sentir leurs effets par l'augmentation de la capacité et de la productivité de l'appareil productif du pays ;

2° L'augmentation de la productivité a continué en 1961 à se développer d'une manière satisfaisante. S'il est difficile d'en trouver une mesure d'ensemble, on peut en trouver l'assurance dans l'investissement des périodes passées, notamment de 1960. Cependant, l'insuffisance de la main-d'œuvre qualifiée, due à une formation qui n'est pas en rapport avec nos besoins, a incontestablement freiné nos possibilités de développement. L'année 1961 est une année de basse démographie et de faible formation technique.

Pour se réaliser pleinement, l'augmentation de la production nécessiterait en outre que soient levés des obstacles à l'expansion : un des plus graves est la plus faible mobilité de la main-d'œuvre, liée à l'insuffisance du nombre de logements.

Néanmoins, au total, si l'on tient compte des résultats enregistrés, il semble que la capacité de production augmentera d'une année sur l'autre de 5 à 8 p. 100. La concrétisation de cette avance en une production effective dépend alors de l'importance de la demande globale.

3° La demande globale est l'expression finale des facteurs de l'expansion. Ceux-ci ne peuvent faire sentir leur effet que s'il y a des acheteurs pour la production et, au total, si la demande est soutenue. A cet égard, il est facile de voir que les éléments classiques de la demande ne sont pas tous aussi puissants.

Le déficit budgétaire est pratiquement nul depuis trois ans ; cet hiver, l'impasse a été particulièrement faible. Aussi, l'effet direct des administrations n'a pas été d'accroître annuellement la demande globale ; il est possible cependant qu'il lui ait encore donné un caractère saisonnier.

Le commerce extérieur pris dans son sens large est encore excédentaire : son rétablissement a contribué à l'expansion des périodes précédentes. Mais, après le redressement spectaculaire des années précédentes, les progrès ne sauraient être que faibles : les importations croissent en même temps que les exportations. Si une telle progression équilibrée du commerce extérieur est le signe et, dans une certaine mesure, une cause indirecte de l'expansion, elle n'en augmente pas par elle-même la demande globale, ni dans l'immédiat, ni même dans l'avenir.

La demande de consommation par les particuliers a été un des éléments en croissance de la demande globale en 1961. Elle a eu pour origine une augmentation des revenus réels pendant les quinze mois précédents, assez générale encore que fort inégale. Bien qu'une augmentation sensible de la thésaurisation en ait limité provisoirement les effets, elle a soutenu incontestablement l'activité.

Enfin, la demande d'investissement des entreprises, quoique moins forte que l'année précédente, est encore substantielle. Comme les possibilités de financement, actuellement très larges, ne sauraient constituer un obstacle, le développement des investissement peut donc s'adapter à la volonté d'investir. Cette volonté a deux sources distinctes : l'une est la nécessité de se moderniser, face à la concurrence du Marché commun ; elle n'a pas encore fini de faire sentir ses effets. L'autre est le développement de la consommation prévu par les producteurs. Ceux-ci puisent leur confiance dans le développement de la consommation actuelle et aussi dans les perspectives de développement prévues au IVe plan.

Au total, la demande globale est en croissance en 1961 sous l'effet conjugué de l'accroissement de la consommation et des investissements. Ces derniers ont suffisamment de motifs autonomes de se développer pour qu'une répartition harmonieuse des revenus suffise à entraîner une demande globale alimentant l'expansion : s'il a semblé qu'un essoufflement se produisait au commencement de l'année, c'est précisément en raison des hésitations des uns et des autres, qui semblent n'avoir été que momentanées.

ANNEXES AU RAPPORT

ANNEXE I

CONJONCTURE PAR SECTEUR

Le développement des régions fortes et la stagnation ou même le recul des régions faibles s'est poursuivi en 1961 dans une indifférence quasi générale.

De plus, le vieillissement de la population française n'a pas facilité les choses. L'arrivée d'une population jeune est précédée d'une montée très coûteuse dont les charges sont venues s'ajouter à celles dues à une augmentation de la durée de vie, à celles dues à des charges militaires, à celles qu'entraîne la promotion des pays sous-développés amis et, enfin, à celles que rendent nécessaires les investissements indispensables à une expansion durable.

Dans de telles conditions, le point de la situation à court terme dans un cadre régional ne doit pas être interprété comme celui qu'il est possible de faire pour l'ensemble du territoire, il est beaucoup plus relatif et de ce fait peut apporter certains risques d'interprétation.

L'évolution de la conjoncture dans une région faible peut être momentanément et relativement plus favorable que celle qui est observée dans une région forte, sans préjuger pour cela de la situation dominante et privilégiée de la région forte.

C'est dans ce sens qu'il faut comprendre les commentaires qui sont présentés dans ce document consacré à la conjoncture régionale.

Activité de la main-d'œuvre.

L'amélioration de la situation de l'emploi observée en 1960 s'est poursuivie sur l'ensemble du territoire en 1961. A la fin du premier semestre 1961, les offres d'emploi sont partout en augmentation et les demandes d'emploi non satisfaites en recul.

Une région fait exception : le Languedoc ; elle est la seule où les offres soient en recul et les demandes en augmentation.

Une autre région connaît également quelques difficultés, c'est celle du Midi-Pyrénéen où les offres ont très légèrement augmenté, mais où les demandes ont augmenté davantage.

En Auvergne, où la situation d'ensemble est bonne, une exception existe également pour la Haute-Loire, comme pour le département du Morbihan, en Bretagne.

Enfin, dans certaines régions les offres d'emploi non satisfaites sont supérieures aux demandes : ce sont l'Alsace où le rapport des offres aux demandes est supérieur à 4 ; la Lorraine avec un rapport de 3,8 ; la Franche-Comté avec 1,9 et le Nord 1,7.

Le même rapport des offres aux demandes est, rappelons-le, de 0,33 pour la France entière, de 0,23 pour la région parisienne, 0,52 pour la région Rhône-Alpes, 0,04 pour la région Provence-Côte-d'Azur.

Les deux rapports départementaux les plus élevés sont observés dans la Moselle avec 7 et le Bas-Rhin avec 5, ce qui souligne un suremploi caractérisé, mais aussi un dynamisme remarquable pour l'économie de ces deux départements. Mais pour considérer cette situation de l'emploi avec précision, il ne faut oublier ni l'arrivée des classes creuses à l'âge d'activité, ni la situation due au service militaire prolongé.

Entre 1965 et 1970, la situation ne sera plus la même. Déjà, vers 1963 et 1964, se fera sentir l'arrivée à l'âge actif des jeunes nés après la dernière guerre.

Les disparités de situation régionale risqueraient alors de se développer dans des proportions qui pourraient devenir inquiétantes dans certaines régions notamment la Bretagne, les pays de la Loire, le Nord, sans oublier naturellement la région parisienne.

Energie.

Dans l'ensemble du pays la consommation d'énergie s'est accrue par suite de l'expansion malgré une clémence générale de la température.

Pour l'électricité une très bonne hydraulicité à la fin de 1960 et au début de 1961 a permis de pousser la production hydraulique en réduisant la production thermique.

La production hydraulique en 1960 a dépassé celle de 1959 de 32 p. 100 dans le Massif central, de 28 p. 100 dans le Sud-Est, de 27 p. 100 dans les Alpes, de 46 p. 100 dans l'Est et de seulement 3 p. 100 dans le Sud-Ouest.

Les stocks de charbon se sont accrus et la consommation en recul a augmenté les difficultés des charbonnages.

La concurrence qu'apporte le gaz naturel au gaz d'usine (plus du tiers de la consommation du gaz est aujourd'hui alimentée par le gaz naturel) a réduit la consommation de houille de plus de 20 p. 100 dans les usines à gaz.

Dans l'industrie charbonnière alors que la situation reste à peu près favorable dans les bassins du Nord, Pas-de-Calais et Blanzy, elle commence à être moins bonne en Lorraine, et dans les bassins du Centre Midi, on prévoit des chômages supérieurs à ceux prévus au protocole (2 journées chômées) en Auvergne et dans les Cévennes.

Cette récession dans le charbonnage a eu une autre conséquence non négligeable : c'est l'augmentation des rendements par poste au fond au cours des douze derniers mois de 7 p. 100 pour la France, d'un peu moins de 6. p. 100 dans la région du Nord et de 8 p. 100 en Lorraine.

Les perspectives restent ingrates par suite également du développement à peu près général de la consommation de fuel lourd, sauf dans quelques régions où elle reste stationnaire et, même dans la région parisienne, la Bretagne et la Lorraine, c'est un léger recul qui est observé. Les constructions mêmes de grands ensembles dans les régions urbaines et industrielles ont entraîné une augmentation de la consommation de fuel domestique pour le chauffage.

Une baisse de la consommation de fuel léger assez généralisée provient vraisemblablement des mesures prises contre la pollution de l'atmosphère. La consommation d'essence semble ne plus progresser aussi rapidement ; le supercarburant en revanche ainsi que le gas-oil connaissent une augmentation de consommation sur tout le territoire.

Quelques événements sont à signaler dans l'industrie pétrolière :

— le gisement de Saint-Martin-de-Bossenay dans l'Aube devrait produire 180.000 tonnes par an ;

— à Lacq, la commercialisation de l'essence produite par l'usine de dégazolinage est commencée ;

— la raffinerie de Donges se développe pour porter sa capacité de production à 3,5 millions de tonnes en 1962 ;

— à Gravanchon, une augmentation de la production de gaz liquéfié est attendue prochainement.

Un taux d'expansion de 8 p. 100 par an avec une dispersion régionale assez faible autour de cette moyenne est à attendre en 1961 pour les produits pétroliers.

Industrie.

L'industrie dans son ensemble est en expansion sur tout le territoire ; cependant les régions où les charbonnages, l'industrie textile et celle du travail des étoffes représentent les activités dominantes connaissent une progression relative plus modérée et des difficultés de conversion.

D'autres régions où la reconstruction avait occupé une grande place dans l'activité économique connaissent également quelques difficultés.

Dans *les mines de fer* les premiers mois de 1961 ont été fertiles en événements sociaux et autres, grèves belges, mouvements revendicatifs dans les mines (notamment dans les bassins de Longwy et Thionville) inondations dans le Nord et en Belgique, ce qui explique une certaine stagnation de l'extraction en 1961. D'autres incidents sociaux ont également eu lieu à Auboué, Rebou et Villerupt.

En basse Normandie, le port de Caen a exporté à un rythme normal pour la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la Hollande le minerai de fer. Dans la *sidérurgie* l'expansion rapide de la production d'acier inoxydable est à signaler (tôle de Gueugnon). En ce qui concerne la production globale, elle semble plafonner, malgré une progression continue dans l'Est, par suite d'un certain plafonnement dans le Nord et les autres régions.

Pour la production des produits métallurgiques, on observe en 1961, sur 1960, une augmentation générale, mais de taux légèrement différent suivant les régions : 8 p. 100 dans l'Est, l'Ouest et le Midi méditerranéen ; 3 p. 100 dans le Sud-Ouest et même une baisse de 3 p. 100 dans le Sud-Est.

Dans les industries mécaniques l'expansion est à peu près générale sauf dans l'industrie automobile où la région parisienne connaît des différences de situation suivant les marques.

A l'expédition des gares parisiennes vers la région Ouest, on a enregistré en 1961 une baisse sur les véhicules automobiles de plus de 20 p. 100. On semble plus tranquille à Sochaux qu'à Paris.

Par voie de conséquence dans la région de Clermont et Montluçon une inquétude pèse sur la production de pneumatiques.

Le *décolletage* dans la région Rhône-Alpes connaît une grande activité. Les régions de la Basse-Loire sont toujours fortement affectées par la crise mondiale des constructions navales sans avoir pour autant poussé la conversion qui s'impose.

En ce qui concerne les *métaux non ferreux* on observe une augmentation des importations de cuivre brut par le Havre de près de 20 p. 100, sur celle de l'an dernier. Dans la région de

la Méditerranée la production de bauxite a augmenté de seulement 4 p. 100 malgré la reprise des exportations du Var vers l'Allemagne.

La production d'aluminium s'accroît notamment à Artrix et à Lannemezan. Dans la production chimique minérale après la progression de la fin de 1960, un plafond semble atteint en 1961. La production du premier semestre 1961 par rapport au premier semestre de 1960 connaît une augmentation dans l'Est de plus de 20 p. 100, une baisse de 5 p. 100 dans le Nord, de 25 p. 100 dans le Sud-Ouest, une baisse de 20 p. 100 dans le Sud-Est, une augmentation de seulement 8 p. 100 dans les régions de la Méditerranée surtout due à l'alumine. A Lacq la production de soufre ne cesse de s'accroître : en un an la progression a été de 50 p. 100.

La production d'engrais a augmenté de 10 p. 100 pour les *potasses* d'Alsace, celles *d'engrais azotés* de plus de 30 p. 100 dans la région Midi-Pyrénées. Dans l'industrie du caoutchouc, une augmentation de 9 p. 100 des importations au Havre est enregistrée ainsi que la construction à Port-Jérôme d'une usine qui produira du caoutchouc synthétique.

Pour la production de matières plastiques, les progrès sont continus et plus particulièrement grands dans la région Rhône-Alpes.

Dans cette région la production de soieries et de textiles artificiels et surtout de textiles synthétiques est en forte expansion pour répondre à une demande accrue. Dans *l'industrie textile et le travail des étoffes*, la reprise des derniers mois s'est maintenue en 1961 sur l'ensemble du territoire sauf dans la région du Languedoc et du Nord (surtout dans le Pas-de-Calais) où la durée de la reprise semble moins assurée. En ce qui concerne le lin, une augmentation des surfaces par suite notamment de la réduction des superficies réservées aux betteraves à sucre devrait apporter une production aux usines du Nord qui connaissent quelques difficultés.

Pour la production de *matériaux de construction*, on note dans l'ensemble une augmentation généralisée de la production de l'ordre de 30 p. 100 dans les régions du Nord et de l'Est, de 5 p. 100 dans le Sud-Est et de 10 p. 100 dans le Sud-Ouest. Dans l'Ouest, c'est une certaine stagnation qui est observée et dans les régions du Midi un léger recul déjà perçu dans les derniers mois de 1960.

La demande de *bois* est très forte et la production se développe partout dans des conditions favorables.

La production de *papiers et cartons* est en hausse continue sur tout le territoire, les importations de pâtes à papier à Rouen ont augmenté de plus de 45 p. 100 sur celles de l'an dernier.

Les *industries alimentaires*, malgré quelques difficultés dans la conserve de poissons, connaissent une évolution favorable sur l'ensemble du territoire, mais elles sont encore insuffisantes dans beaucoup de régions où elles pourraient amortir davantage les fluctuations dues aux aléas météorologiques.

Dans la construction, les objectifs restent beaucoup trop modestes devant des besoins immenses en logements mais aussi en pièces et en surface, car les normes admises encore aujourd'hui pour juger du peuplement et du surpeuplement des logements sont inférieures à celles qui étaient utilisées en 1896 pour juger de l'état du logement des parisiens à l'occasion du recensement.

De plus, les besoins de logements d'évasion qui tendent à se banaliser, sans oublier ceux des vacanciers et des touristes notamment dans le cadre du Marché commun, sont très mal perçus, alors qu'ils représentent pour certaines régions la meilleure voie, sinon la seule, pour connaître une expansion durable.

Dans cette voie, les Alpes-Maritimes et le Var ont montré le chemin ; c'est en effet dans ces départements que la cadence de construction est la plus forte de France ; entre le recensement de 1954 et le prochain en mars 1961 le nombre des logements autorisés aura représenté 50 p. 100 du patrimoine existant en 1954 dans les Alpes-Maritimes, plus de 40 p. 100 dans le Var, contre plus de 30 p. 100 dans la Haute-Savoie, l'Isère et la Moselle, 22 p. 100 dans la région parisienne et 16 p. 100 dans la région du Nord. La *construction* est le seul secteur dans lequel le marché noir se soit maintenu depuis la Libération et dans lequel les spéculations sur les terrains assurent des gains spectaculaires.

Si, vers 1906, pour le prix d'un logement dans la région parisienne on ne pouvait acheter que deux voitures automobiles, pour le prix d'un même logement, en 1954, on pouvait déjà se procurer dix voitures et, en 1961, douze. Ceci explique en grande partie le plafonnement de la construction depuis 1958, alors que l'industrie automobile, malgré ses difficultés à l'exportation, a continué à augmenter ses ventes de voitures particulières sur l'ensemble du territoire à un rythme annuel compris entre 8 et 16 p. 100 suivant les régions.

Agriculture. — Alimentation.

Dans l'agriculture, l'abondance rencontre parfois des difficultés d'écoulement. Une distribution encore insuffisante et des industries alimentaires insuffisantes en capacité n'arrivent pas à régulariser le marché en amortissant les variations dues aux conditions météorologiques. Les marchés les plus sensibles sont ceux des fruits et légumes et les régions qui les produisent sont donc facilement sensibilisées par l'évolution de la conjoncture : c'est le cas de la Bretagne, mais il y en a d'autres.

Ensuite, dans la hiérarchie des sensibilités viennent le marché de la viande et celui du lait et des produits de laiterie.

Dans les régions du *Nord* de la France, c'est l'abondance des *betteraves* et du *sucre* qui a provoqué des difficultés. Le marché du houblon se trouve également en face de perspectives d'excellentes récoltes. Dans celles de l'Ouest, ce sont les produits animaux qui sont difficiles à écouler : produits de laiterie, beurre, fromage et naturellement lait, mais aussi les volailles dont la production s'est industrialisée.

Dans la région *Midi-Pyrénées*, l'écoulement du maïs et des volailles est également difficile mais comme dans les autres régions méridionales c'est le marché du vin qui a causé le plus de souci.

Un progrès dans l'agriculture se développe petit à petit sur l'ensemble du territoire. Comme tout progrès il provoque des changements de structures d'autant plus violents que les régions étaient plus en retard.

Dans l'agriculture de ces régions une conversion est en cours ; les jeunes l'acceptent plus volontiers que leurs anciens et de ce fait s'y adapteront plus facilement.

La mécanisation de l'agriculture se poursuit, sa consommation d'énergie s'accroît libérant de plus en plus l'agriculteur de travaux pénibles, mais aussi l'entraînant dans des dépenses d'investissements dont la structure de l'exploitation ne permet pas toujours un amortissement facile. L'augmentation générale des crédits en cours dans les caisses de crédit agricole en est un témoignage.

C'est ainsi qu'on observe également sur l'ensemble du territoire une augmentation importante de la consommation de produits pétroliers par les agriculteurs.

Pour la prochaine campagne, les perspectives de production pour les céréales panifiables est plus favorable que celle de l'an dernier, plus spécialement dans les régions Nord, Picardie, Bassin parisien, Normandie et Champagne. Pour l'orge, la situation est très défavorable dans la région Centre. Dans les régions Midi-Pyrénées et Aquitaine une inquiétude subsiste pour le maïs, dans ces régions on signale un engouement pour le sorgho. Dans la région Provence les perspectives de récolte de riz sont bonnes ainsi que celles d'olives.

Dans la région Poitou-Charente des progrès dans les semis de tournesol sont observés.

Dans les régions de vignobles les perspectives sont bonnes.

Pour conclure, la situation agricole de la campagne 1961-1962 semble devoir se signaler par sa précocité et une abondance qui, faisant suite à celle de la précédente campagne, rencontrera des difficultés d'écoulement dont il serait souhaitable que la distribution n'abuse pas aussi bien vis-à-vis du producteur que du consommateur. Il semble que de larges couches de population parmi les consommateurs (personnes âgées, enfants, malades, convalescents, veuves avec charges de famille, etc..) représentent des consommateurs en puissance.

CONCLUSION

L'évolution de la conjoncture régionale au cours du troisième trimestre aura une grande importance cette année car c'est pendant cette période que se fixeront les possibilités d'équilibre pour les douze mois suivants entre les recettes et les dépenses des différentes catégories de Français, agriculteurs, salariés, fonctionnaires, industriels et commerçants, mais aussi entre les recettes et les dépenses des Français habitant les différentes régions car, aux disparités existant entre les différentes catégories de bénéficiaires de revenus, s'ajouteront des disparités régionales de plus en plus fortes et de mieux en mieux perçues. De cette évolution dépendra la conjoncture sociale de la rentrée de vacances.

ANNEXE II

SOMMAIRE

1. — Nord.
2. — Picardie.
3. — Région parisienne.
4. — Centre.
5. — Haute-Normandie.
6. — Basse-Normandie.
7. — Bretagne.
8. — Pays de la Loire.
9. — Poitou-Charente.
10. — Limousin.
11. — Aquitaine.
12. — Midi-Pyrénées.
13. — Champagne.
14. — Lorraine.
15. — Alsace.
16. — Franche-Comté.
17. — Bourgogne.
18. — Auvergne.
19. — Rhône-Alpes.
20. — Région du Languedoc. — Roussillon.
21. — Provence - Côte - d'Azur. — Corse.

LA CONJONCTURE PAR REGION

Comme nous l'avons indiqué dans le rapport nous nous sommes efforcés, grâce à la collaboration de correspondants régionaux du Conseil économique, de développer cette annexe. Malheureusement, nous ne disposons pas encore de correspondants dans chaque région ce qui nous a amenés à combler ces lacunes en utilisant les statistiques disponibles mais sans avoir les contacts locaux indispensables pour bien faire le point.

Nous espérons que le prochain rapport, grâce à des collaborations régionales plus nombreuses, atteindra mieux son objectif qui est, rappelons-le, de suivre l'évolution de la conjoncture de chaque région de programme considérée comme un tout.

1. — NORD (1).

Evolution récente et situation présente.

La région Nord—Pas-de-Calais a connu, au cours du premier trimestre 1961, une conjoncture favorable dans l'ensemble.

Agriculture

L'agriculture a subi au départ d'assez grosses difficultés pour l'exécution des façons culturales. Mais le temps extrêmement favorable de février et mars a permis de combler tous les retards et provoqué un départ précoce de la végétation.

Les recettes des agriculteurs ont dû être en augmentation assez sensible : l'ampleur extraordinaire de la récolte de betteraves, la production laitière en forte hausse, surtout dans le Pas-de-Calais, l'abondance des ressources fourragères limitant les besoins en aliments du bétail ont probablement plus que contrebalancé la mévente des pommes de terre et la baisse des beurres ; la hausse du porc à la production et la fermeté des bovins ont joué dans le même sens.

D'ailleurs, la demande de l'agriculture s'est nettement améliorée, après un temps d'hésitation, particulièrement en engrais.

Les industries agricoles et alimentaires ont connu une fortune diverse. Les salaisons, comme la boucherie, ont éprouvé quelques mécomptes, mais les biscuiteries, chocolateries, confiseries, brasseries ont bénéficié d'une activité exceptionnelle et n'ont été touchées que tardivement par la baisse saisonnière.

Production industrielle

La production industrielle, dans son ensemble, a été soutenue.

a) Depuis septembre 1960, la production industrielle s'est accrue moins vite que l'on ne pouvait l'espérer. Les progrès enregistrés d'une année à l'autre ne se comparent pas à ceux réalisés un an plus tôt (2 p. 100 pour le dernier trimestre 1960 par rapport au dernier trimestre 1959). C'est là un chiffre assez modeste. L'année 1960 a apporté pour sa part un progrès de 6,5 p. 100 par rapport à 1959 qui ne marquait pratiquement aucun progrès sur 1958, moins 2,3 p. 100 de hausse annuelle moyenne est un taux de croissance industrielle extrêmement modeste à notre époque.

Les données d'ensemble manquent encore pour le premier trimestre écoulé. Celles dont on dispose pour janvier et février, tout en restant de 2,5 p. 100 supérieures à janvier-février 1960, n'indiquent pas de progrès par rapport à la fin de l'année :

— l'économie de la région du Nord manque d'élasticité.

C'est que la production régionale d'énergie dont nous exportons une bonne partie est plutôt en baisse : le début de 1961 a été le plus médiocre depuis six ans, car la concurrence des autres formes très favorables d'énergie et d'hydraulicité ont nui aux houillères. Le bâtiment ne connaît aucun essor malgré l'importance des besoins. Le textile, dans son ensemble, n'a pas dépassé ses meilleurs niveaux de 1957. Or, ce sont là trois branches importantes de l'activité régionale.

L'ensemble des industries de transformation présente un peu plus de ressort, mais les derniers six mois marquent un progrès de 4,5 pour 100 seulement sur la période correspondante 1959-1960. Pour la deuxième fois, l'industrie du Nord connaît un développement rapide durant les mois qui suivent les congés, puis « s'essouffle ». Même l'industrie des métaux donne cette impression, malgré sa progression plus rapide que beaucoup d'autres industries.

Pourtant la consommation d'énergie est en sensible progression d'une année sur l'autre : 10 p. 100 environ. Mais ici encore, on constate un certain relâchement de la croissance dans les derniers mois, malgré les fortes livraisons des houillères aux sucreries.

A en juger par les consommations d'électricité, la chimie, le papier-carton, le bois et l'ameublement, le coton et la laine, les grains et les farines, les industries du lait et de la conserve, l'industrie du verre, les métaux non ferreux et quelques secteurs de la métallurgie ont été les principaux soutiens du lent développement économique ; certaines de ces branches cessent cependant de progresser ces derniers mois.

Cette lente progression des activités est confirmée par l'évolution du chiffre d'affaires régional mesuré par la T. V. A., compte tenu des variations de prix. Pratiquement, le volume régional des affaires soumis à la T. V. A. n'atteignait pas en 1960 celui de 1957. Cela ne veut pas dire que les activités économiques ne se sont pas développées ; mais elles n'en seraient pratiquement redevables qu'à l'exportation.

b) L'enquête effectuée par l'I. N. S. E. E. en mars confirme ces indications. La capacité de production n'a pas été utilisée à plein. La tension relative constatée en octobre s'est desserrée en février, mais en partie pour des raisons saisonnières. Ce sont les industries agricoles et alimentaires, certaines branches de la construction métallurgique et mécanique qui présentent le plus de capacité de production disponible, sans parler de l'industrie du lin.

Mais ce qui fait défaut surtout pour utiliser cette capacité de production disponible, c'est la main-d'œuvre, car seuls les matériaux de construction et le verre, ainsi que les industries agricoles et alimentaires, auraient pu accroître de plus de 10 p. 100 leur production avec le personnel dont elles disposaient en février.

Compte tenu de l'emploi, la capacité de production disponible est faible, beaucoup plus faible qu'il y a un an et de l'ordre de 8 p. 100 théorique, comparable à celle existant lors de la précédente enquête.

D'ailleurs, la tendance générale a été plutôt à l'augmentation de l'emploi, à l'encontre de la situation existant un an plus tôt, prolongeant — à peu de chose près — la tendance constatée en octobre. La durée hebdomadaire a, il est vrai, diminué légèrement, un peu plus que l'an dernier.

La demande observée d'octobre à février donnerait cependant une indication plus favorable. Elle augmente encore légèrement, moins que lors de l'enquête d'octobre, mais dans l'ensemble elle se présente mieux qu'il y a un an. Les industries agricoles et alimentaires connaissent un certain ralentissement, d'ordre saisonnier probablement. Quant à la demande de l'étranger, elle paraît encore en légère augmentation.

Aussi, dans l'ensemble, les commandes en carnets sont en augmentation et n'ont jamais été aussi élevées depuis trois ans. Mais cette constatation ne peut être acceptée sans nuances car la hausse notable constatée vient surtout de certains secteurs de la construction mécanique et des industries agricoles et alimentaires.

L'évolution de la production constatée par les industriels enquêtés est dans le même sens. Augmentation, sans doute un peu moindre que celle enregistrée en octobre, mais un peu meilleure qu'il y a un an. Ici c'est la chimie, les industries du bois et papier et la sidérurgie qui contribuent à affaiblir quelque peu la tendance ascendante. Mais on sait que la sidérurgie a travaillé pratiquement à la limite de sa capacité de production.

(1) D'après le rapport à la « Commission de conjoncture et de prévision » du comité d'expansion économique du Nord et du Pas-de-Calais.

Les stocks ont continué à présenter une légère augmentation, mais celle-ci ne paraît pas très significative du point de vue conjoncturel.

Depuis que l'enquête a été effectuée, il semble cependant que la demande se soit gonflée au moins dans certaines branches d'activité : le tissage de la laine par exemple et la filature de coton semblent dans ce cas. La sidérurgie et la métallurgie au contraire ont connu, vers mars, une légère hésitation des commandes qui paraît actuellement être du passé.

En bref, la production régionale plafonne à des niveaux assez élevés. Les carnets de commandes sont assez bien garnis. Il semblerait que l'inélasticité de l'économie de la région tienne à l'existence d'importantes branches d'activité qui plafonnent, peut-être aussi à l'insuffisance d'investissements dans les secteurs les plus susceptibles de progresser, mais encore à des difficultés de trouver sur place la main-d'œuvre nécessaire à l'expansion.

Emploi

Comme nous l'avons vu, l'emploi semble s'être accru quelque peu au cours de la période écoulée, la durée hebdomadaire du travail subissant de son côté une très légère réduction.

Du moins en est-il ainsi dans l'échantillon d'entreprises de l'enquêtes « perspectives » de l'I. N. S. E. E. :

Nous ne possédons pas de statistiques exhaustives de l'emploi qui nous permettent de contrôler ces tendances. Les statistiques des bureaux de main-d'œuvre sont des statistiques de chômage. Là, il faut bien constater que le chômage recensé dans la région reste très faible au 31 mars : 2.723 chômeurs complets, 4.747 chômeurs partiels pour l'ensemble, le Pas-de-Calais ayant les deux tiers du chômage complet et seulement un quart du chômage partiel.

Dans le Pas-de-Calais, le chômage complet touche surtout les ports de Calais et Boulogne et le chômage partiel quasi exclusivement Calais.

Dans le Nord, le gros du chômage complet se concentre à Lille et Caudry, le chômage partiel sur les centres textiles : Armentières, Caudry, Fourmies, Halluin, Lille, Roubaix et Tourcoing.

Si le chômage complet est en baisse continue de janvier à mars, le chômage partiel présente au contraire une pointe dans le Nord.

Tel quel le chômage complet est très inférieur à ce qu'il était il y a un an et se retrouve au niveau de 1956 ou 1959. Le chômage partiel présente au contraire une pointe assez marquée dans quelques centres textiles — Roubaix, Tourcoing, Halluin notamment — à un niveau voisin l'an dernier.

Mais cette pointe du chômage partiel ne marque aucune réduction significative de l'emploi car, sur ces mêmes places, les offres d'emploi insatisfaites sont en augmentation très nette en face de demandes en baisse. Elle traduit donc des difficultés particulières à quelques firmes, nullement l'évolution conjoncturelle. Celle-ci accentue la tension sur le marché du travail surtout dans le Nord où les offres d'emploi augmentent chaque mois au cours du trimestre, tandis que les demandes d'emploi se tiennent à un nivau très inférieur et en décroissance marquée.

Le Pas-de-Calais se singularise cette fois encore, les demandes d'emploi restant nettement supérieures aux offres qui ne varient guère. Mais dans le Pas-de-Calais, la situation évolue depuis un an vers le plein emploi, plus de la moitié des demandes insatisfaites étant concentrée sur le littoral.

Ainsi les statistiques des bureaux de main-d'œuvre confirment les dires des chefs d'industries. Le plein emploi règne toujours dans la région, comportant çà et là des tensions ou au contraire quelques zones de chômage structurel. Les tensions sont particulièrement vives dans l'industrie textile et l'industrie des métaux, sans être cependant comparables à celles enregistrées en 1957.

Dans quelques branches, on connaît les effectifs employés : textiles, bâtiment, houillères, sidérurgie, on constate une légère hausse de l'emploi ces derniers mois, sauf dans les houillères. Mais à l'exception de la sidérurgie, l'emploi est nettement inférieur à celui d'il y a un an.

Il existerait actuellement dans la région des capacités de production inemployées qui exigeraient, pour être mises en œuvre d'après l'enquête « perspective », quelque 6 p. 100 de main-d'œuvre supplémentaire dans l'industrie de transformation.

Revenus et consommation

Nous ne possédons pas d'indice des prix régionaux. Il est vraisemblable qu'ils ont suivi la même évolution qu'en France : c'est-à-dire qu'après la hausse du deuxième semestre 1960, ils sont restés stables au cours du premier trimestre 1961.

La consommation régionale qui piétinait depuis quelques années est en gros développement.

Le commerce de son côté a enregistré une appréciable augmentation de ses ventes. Son chiffre d'affaires, au cours des six derniers mois connus, est en augmentation de 9 p. 100 sur la période correspondante un an auparavant. Certains commerces — vêtements, chaussures, alimentation générale — sont particulièrement favorisés, tandis que la boucherie-charcuterie subit une mévente sensible.

Certes, les prix ont monté d'une année sur l'autre. Il n'en est pas moins vrai que le volume des ventes est en hausse de 4 p. 100 de 1959 à 1960, la hausse s'étant accentuée dans les derniers mois de l'année. Le début de l'année 1961 paraît plus prometteur encore.

Avec la reprise de la consommation, se développent les revenus des commerçants. Ceux des agriculteurs sont aussi en amélioration, nous l'avons vu en analysant leurs conditions de production. Quant aux salariés, ils avaient bénéficié de hausses de salaires relativement importantes fin 1959 et au début de 1960. Nous estimions que les hausses de salaires n'étaient pas épuisées.

De fait, les entreprises ayant répondu à l'enquête « perspective » ont accru leurs salaires de 1,8 p. 100 d'octobre 1960 à février. C'est à peu près la hausse enregistrée par le taux de salaire honoraire au cours du dernier trimestre dans la région qui s'établit à 7,5 p. 100 au-dessus de son niveau d'il y a un an.

La masse des rémunérations soumises au versement forfaitaire s'est accrue davantage encore : 9 p. 100 en 1960 par rapport à 1959. Depuis septembre cependant, elle ne présente plus d'augmntation, tout en maintenant son avance sur la période correspondante de l'année antérieure. La hausse des prix constatée, ayant été d'environ 3,8 p. 100, le pouvoir d'achat des salariés s'est donc élevé d'environ 5 p. 100 dans l'ensemble. Nous disons dans l'ensemble, car cet accroissement est très inégalement réparti selon la situation de famille par suite du piétinement des prestations familiales.

Ainsi apparaît une remarquable coïncidence entre le développement de la consommation et celui des revenus des salariés. L'examen des courbes permet cependant de constater que la reprise de la consommation a bénéficié avec retard des augmentations de salaires réels, ce qui explique le volume très satisfaisant de l'épargne.

CONCLUSION

La conjoncture régionale du premier trimestre de l'année a été bonne, malgré quelques hésitations au cours des deux premiers mois. Nous en savons la dépendance par rapport aux conjonctures internationale et française. La conjoncture internationale n'a pas retenti de façon défavorable sur les exportations. D'ailleurs, il semble que le danger ne se manifesterait pas avant le second trimestre. L'hésitation toute relative de l'expansion française et aussi la faible activité de l'industrie du bâtiment n'ont pas favorisé la production de notre région. Mais, ce qui paraît avoir freiné davantage notre expansion, c'est la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, qui a fortement touché particulièrement certains secteurs de la construction mécanique.

Perspectives pour le second trimestre 1961.

Perspectives d'évolution de l'activité industrielle

a) La demande prévue par les chefs d'entreprise en février se relève. Depuis deux ans, ces derniers n'avaient jamais été aussi optimistes. L'industrie textile se singularise toutefois par une réserve marquée dans toutes ses branches. En fait, leur évolution semble avoir été interprétée avec quelque pessimisme.

Aussi, les chefs d'entreprises prévoient-ils une nouvelle augmentation de production, à peine inférieure à celle escomptée au cours de l'été. Le lin, la laine et les industries agricoles et alimentaires constituent les seules exceptions.

L'évolution des revenus constatée dans la région justifie cet optimisme. Si le facteur revenu jouait seul sur la demande, il est certain que la consommation régionale devrait continuer à se développer comme il a été observé au premier trimestre. Nos industries agricoles et alimentaires et toutes celles destinées à la consommation devraient être appelées à en bénéficier, d'autant que la hausse des salaires n'a pas cessé, au cours du trimestre qui vient, de s'achever et les effets de ces hausses sur la consommation ne sont sans doute pas épuisés.

Il en est de même dans la France métropolitaine, et l'on pourrait tabler sans excès sur un accroissement de l'ordre de 1 p. 100 de la demande intérieure de consommation au cours du prochain trimestre.

A cela s'ajoute la demande de l'étranger. Les chefs d'entreprise escomptaient sa stabilité. En fait, depuis la conclusion de l'enquête, elle s'est fortement développée dans certaines branches, le tissage de laine par exemple. Notre sidérurgie, protégée par ses prix de vente, ne devrait pas souffrir beaucoup d'un regain de la concurrence constatée sur les marchés internationaux, d'autant que les menaces de récession mondiale semblent s'estomper.

Une éventuelle reprise américaine doit être favorable aux exportations, de même que l'extrême tension de l'économie allemande et la forte croissance de l'économie des Pays-Bas ou de l'Italie. La réévaluation du mark et du florin joue dans le même sens et permet d'envisager sans inquiétude sur notre économie régionale, sauf peut-être certaines activités particulières, les effets immédiats de la « baisse conjoncturelle » de nos droits de douane.

Quant à la demande d'investissements, elle doit rester bonne dans l'ensemble. Les gros investissements de notre sidérurgie bénéficient en effet en partie aux entreprises régionales et, par ailleurs, nos chefs d'entreprise pensent investir 20 p. 100 de plus que l'an dernier, contre 8 à 9 p. 100 de plus pour l'ensemble de la France, ce dont nous devons bénéficier en partie.

Même l'industrie du bâtiment et des travaux publics devrait enfin connaître des jours moins sombres. Sans doute, sommes-nous mal informés des dépenses d'investissements consacrées aux bâtiments et travaux publics. Mais l'ensemble dunkerquois doit leur donner quelques activités du même ordre que la mise en gabarit international du canal Dunkerque—Valenciennes, la construction d'un fragment d'autoroute Lille—Dunkerque, la continuation de

la construction d'écoles ou l'électrification de la ligne Fouquereuil—Dunkerque. Par ailleurs, les crédits publics d'investissements sont assez sensibles et l'on sait que les investissements publics font un large appel au bâtiment et travaux publics.

En outre, on doit constater, dans cette région où le logement est si en retard, le relèvement du nombre de permis de construire, relèvement très sensible en fin d'année 1960. Il est vrai que les logements « en cours » sont actuellement moins nombreux qu'il y a deux ans, s'ils le sont plus que l'année dernière.

Nous pouvons donc prévoir une augmentation de la demande et une augmentation de la production dans le trimestre à venir. Mais cette augmentation ne pourra pas être très importante. Certes, il y a des capacités de production disponibles. Mais nous les avons chiffrées à 8 p. 100 seulement et, d'une part, le niveau des stocks est assez important et légèrement supérieur à la normale dans de nombreuses branches d'activité, d'autre part, la mise en œuvre des capacités techniques de production disponibles exigerait une main-d'œuvre supplémentaire.

Emploi

L'enquête « perspective » reste favorable quant aux prévisions d'emploi : les chefs d'entreprises escomptent encore une augmentation des effectifs employés, tout particulièrement dans certains secteurs des activités métallurgiques, la chimie, les industries agricoles et alimentaires, la bonneterie. Le textile et les matériaux de construction sont plus réservés.

La durée hebdomadaire du travail devrait cette fois se relever légèrement au niveau de l'été dernier.

C'est apparemment la seule possibilité d'expansion qui reste, et elle est restreinte, puisque le chômage est infime et situé dans des localités où les chômeurs n'ont que peu de chance de bénéficier des effets de la conjoncture.

Aussi ne peut-on s'attendre à une forte augmentation de production industrielle au cours du deuxième trimestre 1961. Un relèvement de 2 p. 100 paraît un maximum difficile à réaliser.

Activités de branche

a) Les houillères du bassin du Nord-Pas-de-Calais ont réduit leur production de 5,7 p. 100 au cours du premier trimestre. Elles ont pu ainsi équilibrer production et ventes et même diminuer un peu leur stock.

Au niveau actuel de production leur situation paraît équilibrée. Les ventes sont en légère amélioration d'ensemble et très aisées pour les cokes. L'hydraulicité déterminera la tendance au cours des prochains mois.

Les difficultés de recrutement de personnel gêneraient en tout état de cause une reprise appréciable de la production si une demande plus importante venait à se manifester.

b) L'industrie textile dans son ensemble paraît devoir continuer sur sa lancée. Le haut niveau d'activité du premier trimestre doit se prolonger jusqu'aux congés : les carnets de commandes le garantissent un peu partout. On signale cependant que dans certaines branches de cet important secteur, les ordres nouveaux sont à la petite semaine. Le climat semble quelque peu assombri depuis quinze jours.

On a noté, depuis quelques temps, un certain raffermissement des prix. Mais les matières premières sont pour la plupart en hausse et les salaires viennent d'être augmentés de 3 à 4 p. 100 selon les catégories.

Seule l'industrie du jute et le tissage de lin n'ont pas une activité satisfaisante.

c) Le bâtiment bénéficie de mises en chantier plus importantes. Celles-ci suivent de plus près les autorisations de bâtir accordées. L'accroissement assez général des projets d'investissements privés et publics doit contribuer aussi à lui donner un certain regain d'activité. Les entreprises régionales n'en seraient peut-être pas les seules bénéficiaires, car il semble que les entreprises extérieures à la région obtiennent fréquemment des chantiers dans notre région.

d) Sidérurgie : doit continuer à travailler à sa pleine capacité dans les mois à venir. On ne peut attendre un développement important de la production avant la mise en activité des investissements lourds en cours.

e) La construction métallique et mécanique doit continuer sa progression d'ensemble ; ses carnets de commandes sont bien garnis et on trouve encore chez elle des capacités de production inemployées, mais l'utilisation de ces capacités exigerait un surcroît de main-d'œuvre difficile à trouver.

CONCLUSIONS GENERALES

Il apparaît que, d'une manière générale, les perspectives économiques restent bonnes pour le deuxième trimestre 1961, c'est-à-dire, pratiquement jusqu'à la période des congés payés. Elles se révèlent même meilleures qu'on ne pouvait l'escompter au début de 1961, les craintes que l'on éprouvait alors au sujet de la conjoncture internationale faisant planer une ombre sur l'activité exportatrice du Nord-Pas-de-Calais. Il semble actuellement que la fin de la récession aux Etats-Unis, la réévaluation du mark et du florin en Europe constituent des facteurs favorables à la poursuite d'une expansion qui se manifeste depuis plusieurs mois. A cela s'ajoute l'accroissement des revenus et de la consommation intérieure dont la prolongation est probable. Mais si aucun indice ne permet à l'heure actuelle d'émettre des craintes sur l'orientation générale du mouvement, on peut cependant s'interroger sur sa signification. L'étude de la conjoncture ne peut en effet jamais être dissociée des données structurelles qui la déterminent et plusieurs remarques peuvent, de ce point de vue, être présentées :

1° *La conjoncture régionale est l'expression globale d'une série de tendances particulières.*

Si l'économie du Nord et du Pas-de-Calais est en expansion, le rythme de cette expansion reste modéré : au cours des deux dernières années, la production industrielle seule n'a pas dépassé le taux de progression moyen de 3 p. 100 l'an, ce qui constitue un résultat extrêmement modeste. Quant au chiffre d'affaires régional, compte tenu des variations de prix, il n'avait pas rejoint en 1960 le niveau de 1957, niveau qui avait représenté pour certaines branches, comme le textile, un record difficile à dépasser. On sait que cette situation s'explique dans une large mesure par le plafonnement des activités régionales dominantes. Aussi bien, les phases de haute conjoncture, comme celle que nous traversons, ne compensent-elles qu'avec peine les retards enregistrés au cours des périodes de stagnation.

Mais il s'agit bien entendu d'un jugement d'ensemble qui ne peut s'appliquer sans correctif à telle ou telle conjoncture locale particulière. Une analyse approfondie qui sortirait du cadre de la conjoncture régionale proprement dite devrait notamment tenir compte de la localisation géographique des principales branches d'industrie ; elle ferait ressortir l'existence de plusieurs zones caractérisées par l'évolution propre à une activité dominante. Ces différentes zones sont peut-être encore, à l'heure présente, davantage juxtaposées qu'articulées entre elles. Ainsi s'expliquerait en partie la coexistence de phénomènes de « suremploi » et de poches de chômage chronique. On notera au passage que ce manque d'articulation pourrait, s'il était vérifié, constituer un élément de faiblesse au regard de la croissance régionale.

2° *La conjoncture régionale est le produit de causes diverses.*

La structure économique de la région est assez largement différenciée. Les industries de biens d'équipement et les entreprises exportatrices voisinent avec les industries de consommation orientées vers la satisfaction de la demande nationale ou régionale. L'augmentation des revenus et notamment des salaires commande étroitement celle de la consommation et, par suite, l'activité du commerce et des industries de consommation locales.

Mais elle ne peut évidemment suffire à relancer l'ensemble de l'activité régionale. Inversement, le développement des exportations ou des commandes de biens d'investissements ne réagit qu'avec un certain décalage sur le pouvoir d'achat et la demande des consommateurs.

L'expérience semble montrer que seule la conjoncture de ces divers éléments moteurs peut provoquer une augmentation sensible de l'activité régionale. Bien que banale, cette constatation prend tout son relief si l'on songe que l'accroissement de la consommation intérieure, de l'investissement privé et public et de l'exportation n'est pas nécessairement un phénomène concomittant. Elle présente une importance particulière pour le Nord-Pas-de-Calais puisque, comme on l'a signalé plus haut, les stimulants expansionnistes doivent être particulièrement puissants pour éviter le plafonnement de la conjoncture régionale.

3° *La conjoncture régionale prend toute sa signification dans le domaine de l'emploi.*

Envisagé comme « facteur de production », le travail est généralement doté d'une mobilité restreinte.

Il est d'ailleurs logique et souhaitable que l'activité se porte là où il y a des hommes et non l'inverse. Dans ces conditions, les fluctuations de la conjoncture régionale ont des conséquences sociales certaines. A cet égard, la situation actuelle paraît quelque peu paradoxale. En dépit d'une tendance de fond à l'accroissement démographique et d'un net plafonnement des possibilités d'emploi dans les branches dominantes, le chômage global est pratiquement nul et le manque de main-d'œuvre freine même l'expansion de quelques activités. Il semble que l'équilibre ait été assuré jusqu'ici par une émigration nette vers d'autres régions. Mais cette soupape de sûreté est illusoire. Quels qu'en soient l'importance, les avantages ou les inconvénients, le problème de l'emploi et du chômage est essentiellement un problème de qualification. Non seulement la juxtaposition géographique de nos industries régionales peut faire coexister des zones de chômage et des zones de sur-emploi, mais leur juxtaposition technique pose une question du même ordre ; elle pourrait engendrer simultanément un surcroît de main-d'œuvre non qualifiée et une pénurie de spécialistes et de cadres.

Cet aspect qualificatif du problème ne doit jamais être négligé lorsqu'on analyse la situation de l'emploi dans la région.

Compte tenu des données structurelles qui viennent d'être signalées, la conjoncture régionale peut donc être considérée comme favorable. Mais ces mêmes données ne permettent pas d'espérer des résultats spectaculaires au cours des prochains mois ni même peut-être des prochaines années.

Population.

	NAISSANCES				DÉCÈS			
	1957	1958	1959	1960	1957	1958	1959	1960
Nord	47.007	46.552	47.485	47.471	27.507	26.367	26.725	26.540
Pas-de-Calais	29.194	29.381	29.433	28.800	14.862	13.394	13.844	13.786
Total	76.201	75.933	76.918	76.271	42.369	39.761	40.569	40.326

Source : I. N. S. E. E.

Stabilité des naissances. Réduction de la mortalité, spécialement de la mortalité infantile, encore de 45 p. 100 supérieure à la mortalité infantile française. La nuptialité est en augmentation marquée depuis 1959.

Indice régional des versements forfaitaires et retenues à la source.

Série désaisonnalisée (moyenne mobile sur trois mois.)
(Unité : juillet 1956-juin 1957 = 100.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	105,9	99,2	100,3	101,4	102,9	105,3	106,8	108	108,6	109,3	110	109	110
1958	118,3	112,1	114,6	116,3	117,1	118,5	120	120,8	120	118,7	119,8	120	121,5
1959	123	120,4	119,3	118	118,4	110,4	124,5	125,3	126,5	127,3	128,7	129,5	128
1960	134,1	126,5	127	129	132,5	132,5	135,2	135,9	136,5	137,5	138,5	140,1	138,7
1961	»	138	138	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Consommation apparente d'électricité (M. T.)

Moyenne mobile sur trois mois d'après séries désaisonnalisées.
(Unité : 1956 = 100.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	»	106	106	106	106	106	106	108	109	112	111	111	112
1958	»	116	118	119	117	115	115	115	117	118	121	120	120
1959	»	119	120	118	121	115	126	125	124	124	125	126	129
1960	»	129	132	132	134	133	132	133	133	135	137	137	140
1961	»	143	145	145	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : I. N. S. E. E.

Indice régional du volume des ventes.

Série brute.
(Unité : juillet 1956-juin 1957 = 100.)

ANNÉES	MOYENNE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	102,9	99,5	100,9	102,2	103,4	103,3	103,5	104,2	104,3	104,3	102,9	103,4	102,7
1958	103,4	101,5	101,3	100,5	100,5	110,8	102,4	102,3	103,2	103	103,5	103,7	102,9
1959	106	108,1	109,7	103	105,5	108	106	104,8	104,7	107,5	107,3	105,5	104,8
1960	110,5	103,6	104,1	105,9	110,8	111,9	111,5	107,8	112,5	115	114,7	112,6	111,1
1961	»	110,5	116,5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Indice régional du volume des affaires.

(Moyenne mobile sur trois mois.)
(Unité : 1956 = 100.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	»	104,4	105,3	105,4	106,6	107,9	109	109,1	110,2	111,5	113,9	113,7	115,1
1958	»	115,2	114,1	112	112,1	110,7	110,1	110,2	108,4	108,2	104,7	102,9	102,9
1959	»	103,9	106,1	104,2	106,8	108,6	110	108,4	107,3	110	110,4	110,9	106,1
1960	»	100,7	96,1	98,7	101,8	107	107,9	107,8	108,3	109,8	113,8	114,9	110,7 (1)
1961	»	107,7 (1)	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

(1) Provisoire.
Source : I. N. S. E. E.

Indice régional des effectifs au premier jour du trimestre (séries désaisonnalisées).

Ensemble des activités.
(Unité : 1954 = 100.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	»	99,5	»	»	99,8	»	»	100,2	»	»	100,5	»	»
1958	»	100,7	»	»	100,8	»	»	100,2	»	»	99,6	»	»
1959	»	98,6	»	»	97,1	»	»	97,6	»	»	97,6	»	»
1960	»	97,7	»	»	97,1	»	»	96,8	»	»	96,8	»	»
1961	»	97,2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : I. N. S. E. E.

Production industrielle. — Indice d'ensemble y compris le bâtiment.

Moyenne mobile sur trois mois, d'après séries désaisonnalisées.
(Unité : 1952 = 100.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1958	»	»	»	140	138	135	135	132	131	131	134	135	134
1959	»	129	126	125	128	131	133	133	133	135	139	143	145
1960	»	145	145	143	142	142	142	141	140	140	143	147	148

Source : I. N. S. E. E.

2. PICARDIE

La Picardie, en 1961, a vu sa population dépasser son niveau de 1900 : avec bientôt 1.500.000 habitants elle s'approchera de celui qu'elle a connu vers 1850. Sans doute avant 1965 aura-t-elle dépassé son record du siècle dernier, montrant sa vitalité malgré les deux dernières guerres qui ne l'ont, ni l'une ni l'autre, épargnée.

La zone capitale de cette région est Amiens dont l'agglomération doit être peuplée aujourd'hui de plus de 110.000 habitants, contre 92.000 vers le début du siècle et 67.000 vers 1876.

Vient ensuite l'agglomération de Saint-Quentin peuplée de quelque 60.000 habitants, suivie des agglomérations de Beauvais, Compiègne et Soissons, toutes trois peuplées respectivement d'environ 30.000 habitants.

Creil, avec 42.000 habitants est, comme une partie de l'Oise, fortement marquée par la proximité de l'agglomération parisienne.

Enfin, Ternier, Abbeville et Laon groupent chacune plus de 20.000 habitants.

En dehors de ces agglomérations, on dénombre 16 villes de plus de 5.000 habitants.

La population éparse est très faible dans cette région ; elle ne représente qu'un peu plus de 10 p. 100 de la population agglomérée.

Le nombre des communes est très élevé (2.367), autant que dans l'Aquitaine (2.364), pour une superficie de territoire moindre de moitié de celle de l'Aquitaine et une population de 66 p. 100.

L'évolution de la balance naissance-décès est positive et donne un excédent de naissance annuel de 12.000 contre environ 7.000 dans l'Aquitaine, ce qui classe cette région au 8e rang, alors qu'elle occupe le douzième par sa population.

La Picardie est une région riche où le progrès technique a pénétré dans l'agriculture depuis longtemps déjà ; toutefois, la mortalité infantile y est encore un peu élevée.

La situation de l'emploi évolue favorablement, le rapport des offres aux demandes d'emploi a augmenté de moins de 0,2 à 0,5 au cours des douze derniers mois.

Cette évolution est observée dans tous les départements de la région.

Dans l'agriculture, la récolte de betteraves a été abondante et la production de sucre si forte que les difficultés d'écoulement qui en ont résulté se sont répercutées sur le comportement des producteurs, qui paraissent avoir réduit leurs superficies cultivées en betteraves de près de 20 p. 100 cette année.

La collecte de blé est supérieure à celle de la campagne précédente de 5 p. 100 environ. D'après les ensemencements de 1961, la production de blé, pour la prochaine récolte, devrait être en hausse de 10 p. 100. Il en est de même pour la production d'orge.

Les ventes de tracteurs agricoles qui avaient baissé en 1960 dans cette région, connaissent une très nette reprise en 1961.

La consommation d'énergie est stable.

Dans l'industrie cotonnière, la situation est plus prospère, mais sans perspective de grande expansion. Les ventes de voitures particulières et commerciales, qui avaient progressé de 5 p. 100 en 1960, connaissent en 1961 une reprise, signe de haute conjoncture avec une augmentation de 25 p. 100 sur la période correspondante de 1960.

Dans la construction, malgré la fin de la reconstruction, l'activité est toujours soutenue. Si le nombre des logements terminés avait un peu plafonné ces temps derniers, celui des logements autorisés en 1961 est de 70 p. 100 plus élevé que celui de la même période de 1960.

Depuis le dernier recensement de 1954, on peut estimer l'augmentation du parc immobilier à 10 p. 100. Le rythme d'augmentation des avoirs des déposants dans les caisses d'épargne se maintient au-dessus de 12 p. 100.

⁂

Dans l'ensemble, la conjoncture de cette région est favorable et les perspectives bonnes, sans doute légèrement supérieures à la moyenne.

MOUVEMENT DE GROSSES UNITÉS ÉCONOMIQUES

Construction à Villers-Cotterêts d'un dépôt de plus de 10.000 voitures (Société Volkswagen).

Construction à Compiègne d'une usine de production de métaux (Société Péchiney).

Construction d'une usine de résines synthétiques à Compiègne.

A Compiègne également, on signale l'augmentation de la production de sable de fonderie.

A Laon, développement des Forges de basse Indre.

A Martescourt, développement de la Société des constructions métalliques.

A Guise, construction d'une fabrique de meubles métalliques.

A Beauvais, développement de la Société des freins Lockeed, des tracteurs agricoles Perguson, de l'aérodrome Tillé.

Construction de l'autoroute du Nord, section Pierrefitte—Senlis.

A Amiens, construction d'une usine de carbone.

3. — REGION PARISIENNE

A. — POPULATION

Dans la région parisienne, le problème du surpeuplement est toujours à l'ordre du jour.

Avec une population de près de 8,4 millions d'habitants, elle est plus peuplée que celles du Nord, du Rhône et des Alpes réunies (7,5 millions d'habitants).

Mais son développement naturel par l'excédent des naissances sur les décès est aussi de beaucoup le plus élevé de toutes les régions ; il dépasse aussi celui de la région du Nord et de la région Rhône-Alpes réunies.

Avec un excédent des naissances sur les décès de plus de 60.000 par an, excédent qui augmentera certainement encore, cette région a sa croissance propre alors qu'au début de ce siècle sa balance était négative et sa croissance ne venait que de l'immigration.

Ce changement de situation est insuffisamment perçu car il représente un dynamisme en puissance mal reconnu.

Sa première conséquence est une pression montante sur l'enseignement.

La population de 6 à 13 ans de la région, qui était de 755.000 au recensement de 1954, dépassait, au 1er janvier 1960, 1.010.000, soit une augmentation de plus de 33 p. 100 et de plus de 50 p. 100 en Seine-et-Oise.

Ce sont là des augmentations considérables dont les conséquences ne sont pas suffisamment prévues.

Mais ce mouvement naturel est toujours complété par un mouvement migratoire dont malheureusement il n'existe aucune mesure chiffrée en dehors des recensements. Encore ne s'agit-il que d'un état à un moment donné qui ne fournit qu'un solde des mouvements.

Etant donné l'importance de cet aspect du peuplement de la région parisienne, voici un essai tiré des résultats de deux recensements qui fait bien le point de la situation :

Migrations dans la Seine et la région parisienne.
(Unité : 1.000.)

CIRCONSCRIPTIONS D'ACTION RÉGIONALE (Décret n° 60-516 du 2 juin 1960.)	FRANÇAIS NÉS EN FRANCE HABITANT LA SEINE en 1896 et 1954 et la région parisienne en 1954 par région d'origine.				FRANÇAIS NÉS DANS LA RÉGION PARISIENNE habitant d'autres régions.		
	Seine.		Région parisienne 1954.	Demeurant Seine-et-Oise 1954.	1954	Demeurant Seine 1954.	Demeurant Seine-et-Oise 1954.
	1896	1954					
1. — Nord	82,3	159,9	219,5	53,9	44	36,7	7
2. — Picardie	106,8	144,3	222,7	61	68,5	46,1	14,5
3. — Centre	155,2	186,9	270,3	66,9	88,3	63,9	17,5
4. — Normandie (Haute-)	60,5	94,8	138,4	39,8	45,2	32,1	11
5. — Normandie (Basse-)	73,1	85,5	118,5	28,8	36	29,3	5,3
6. — Bretagne	81	211,7	297,7	79	33	25,8	6,3
7. — Pays de la Loire	86,2	117,3	160,1	37,8	46,7	37,3	7,6
8. — Poitou-Charentes	37,8	71,9	100	21,5	24	19,1	3,8
9. — Limousin	68,5	92,3	117,1	21,4	19,3	16,3	2,3
10. — Aquitaine	42,5	92,5	116,6	20,2	38,5	31	5,3
11. — Midi-Pyrénées	71,3	77,3	96,7	16,9	31	26,8	3
12. — Champagne	79,3	89,8	127,4	24	35,7	25,2	4,1
13. — Lorraine	78,4	79,6	108,1	21,9	27	20,9	4
14. — Alsace	63,5	32,9	42,5	8	9	7,5	1
15. — Franche-Comté	70,9	49,9	64,5	11	13,2	10,7	1,8
16. — Bourgogne	152,9	126,3	171,8	31,9	80,5	64,5	8
17. — Auvergne	80,3	80,1	101,5	17,8	39,3	34,7	3
18. — Rhône-Alpes	101,3	86,8	108,7	18,4	47,3	39,5	5,6
19. — Languedoc	25,8	46,2	58,2	10	16,3	13,1	2,5
20. — Provence-Côte-d'Azur-Corse	25,5	60,4	73,2	10,8	65	53,1	8,7

La comparaison avec le seul département de la Seine en 1896 est valable car à cette époque le mouvement était exclusivement orienté vers la Seine alors qu'aujourd'hui il s'étend à toute la région dans laquelle on assiste de plus à un mouvement centrifuge qui porte plus d'habitants de la Seine vers la Seine-et-Oise et la Seine-et-Marne (plus de 400.000 en 1954) que dans le sens inverse (228.000) mais aussi de Paris vers la banlieue, d'autant plus que ce mouvement s'est encore accéléré depuis le dernier recensement par suite notamment de l'évolution de la construction de logements à la recherche de terrains à des prix moins élevés dans la périphérie (1). D'après une enquête sur l'occupation des logements neufs, près de 90 p. 100 sont occupés par des ménages habitant déjà la région, ce qui ne change que de très peu la structure de la population par origine.

Alors qu'à la fin du siècle dernier, la région du Centre, suivie par la Bourgogne, la Picardie et la région du Rhône-Alpes, était en tête des régions assurant le peuplement de la région parisienne, aujourd'hui c'est la Bretagne qui vient en tête (alors qu'elle occupait la septième place en 1896) suivie par le Centre, la Picardie (toujours troisième), le Nord, la Bourgogne passée de la seconde à la cinquième place.

La région Rhône-Alpes est passée de la quatrième place à la douzième. Parmi les reculs signalons l'Auvergne, passée de la huitième à la quatorzième place, l'Alsace, passée de la quinzième à la vingtième place.

Deux régions seulement n'ont pas changé de rang, la Picardie au troisième, et le Languedoc-Roussillon au dix-neuvième.

Dans ces mouvements, les guerres ont eu une bonne part pour l'Alsace et la Lorraine avant 1914, le Nord avant 1939, la Normandie, à la dernière.

Mais les Français nés à Paris peuplent également d'autres régions notamment le Centre, la Bourgogne, la Picardie et la Provence.

Il est certain que d'autres habitants de la région nés dans une autre contrée, quittent également la région parisienne. Il serait souhaitable de connaître aussi les migrations d'habitants, au moins entre deux recensements.

La tendance à l'émigration de la région parisienne devrait se développer avec l'augmentation de la durée de vie, du niveau de vie, des moyens de transports mais aussi par la promotion de certaines régions d'accueil en province.

B. — Situation économique d'ensemble

L'évolution de la situation économique dans la région parisienne a été et demeure favorable.

1° La situation de l'emploi, déjà en progrès en 1960 sur 1959 par l'augmentation des offres et la diminution des demandes, s'est encore améliorée au cours du premier semestre 1961. Cependant, le rapport des offres aux demandes n'est que de 0,23 contre 0,33 à l'échelon national.

Le nombre des chômeurs secourus a diminué de 20 p. 100 au cours des douze derniers mois, alors qu'il reculait de 30 p. 100 pour la France entière.

2° *Dans l'agriculture*, la collecte de blé est égale à celle de la précédente campagne.

Les superficies cultivées en blé et en orge sont en augmentation et laissent espérer une augmentation de la production pour la prochaine récolte.

La production de betteraves et de sucre a été tellement forte qu'elle rencontre des difficultés d'écoulement pour le sucre de la dernière récolte, ce qui a entraîné une diminution des surfaces ensemencées.

La production légumière et fruitière a été très bonne et en avance. Le montant des prêts en cours dans les caisses de crédit agricole se sont accrus de 20 p. 100 au cours des douze derniers mois.

La consommation d'énergie est en augmentation pour l'électricité dans l'industrie d'environ 10 p. 100 ; de 9 p. 100 pour le gaz. Dans la consommation, le gaz de l'Est et le gaz naturel occupent une place de plus en plus grande, un peu moins de 25 p. 100 en 1959, 48 p. 100 en 1960 et 70 p. 100 en 1961.

La consommation de gaz naturel arrivée à la fin de 1959 a dépassé celle du gaz de l'Est dès mai 1960 ; depuis elle n'a cessé d'augmenter pour représenter à elle seule bientôt 60 p. 100 de la consommation totale.

La consommation de produits pétroliers est en augmentation de 7 p. 100 pour l'essence et le super, naturellement beaucoup plus forte pour le super (+ 23 p. 100).

Cette tendance s'est poursuivie au cours du premier semestre 1961 et devrait continuer comme pour le gaz-oil d'ailleurs au rythme annuel de 10 p. 100.

Pour le fuel lourd, après une progression de 7 p. 100 de 1959 à 1960 un plafonnement est observé en 1961.

Pour le fuel domestique, on note un équipement des nouveaux ensembles d'habitation en concurrence avec le charbon. Toutefois la clémence de l'hiver a freiné les consommations qui monteraient en flèche à la fin de l'année si l'hiver est rigoureux.

(1) Dans le département de la Seine, la commune de Bagneux a vu sa population passer de 1954 à 1960 de 13.774 à 27.998, celle de Fresnes de 7.750 à 17.474, celle de Villeneuve-la-Garenne de 4.035 à 10.348 ; en Seine-et-Oise la population de la Celle-Saint-Cloud de 5.018 à 15.000, celle de Sarcelles de 8.397 à 27.444, celle de Villiers-le-Bel de 4.852 à 11.012.

3° *Dans l'industrie :* on note une augmentation de la production dans toutes les branches et plus particulièrement dans la construction électrique, l'industrie chimique, les industries alimentaires. Dans les industries textiles et le travail des étoffes, les progrès sont plus faibles (moins de 5 p. 100).

Dans l'industrie automobile, après une augmentation générale de production de 1959 à 1960, le deuxième semestre est en net recul par rapport au premier.

L'année 1961 s'annonce beaucoup moins favorable encore pour cette industrie dans la région parisienne. La production des usines Renault est en recul par rapport à celle de la même période de 1960 : de 40 p. 100 pour les voitures particulières, de 5 p. 100 pour les utilitaires ; celle des usines Panhard est en recul de 20 p. 100 ; celle des usines Simca est en très légère baisse pour les voitures particulières et en recul de 40 p. 100 pour les utilitaires.

Dans les usines Citroën une légère augmentation est observée sur les voitures particulières (+ 5 p. 100) et une augmentation plus sensible (14 p. 100) pour les utilitaires. La production des scooters est en voie de disparition alors que celle des cyclomoteurs se poursuit (+ 10 p. 100 en un an).

Les autres producteurs de véhicules utilitaires connaissent une augmentation de production de plus de 10 p. 100.

Dans les industries alimentaires, la meunerie plafonne alors que la production de pâtes alimentaires a augmenté de près de 20 p. 100.

Les immatriculations de véhicules neufs, qui avaient augmenté de 16 p. 100 pour les voitures particulières et commerciales en 1961, ne progressent que de 10 p. 100. Les disparités entre marques s'accentuent.

Les immatriculations de tracteurs agricoles dans la région avaient déjà plafonné en 1960. La construction représente toujours l'activité la plus importante de la région avec 450.000 logements autorisés depuis 1954 et 430.000 terminés, ce qui n'a augmenté le parc immobilier de cette région aux besoins immenses que de 15 p. 100. Il reste encore beaucoup à faire, les besoins s'accroissant en surface encore plus qu'en nombre sont loin d'être satisfaits, et l'arrivée des jeunes entre 1965 et 1970 à l'âge du mariage se heurtera à cette pénurie.

4° *Dans les transports*, on note une augmentation du tarif de la S. N. C. F. de 4 p. 100, en tonnage, un recul léger mais continu du trafic urbain de la R. A. T. P. est observé.

Une baisse du trafic fluvial pour les embarquements et de légers progrès pour les débarquements sont à signaler.

Le trafic aérien de passagers est en augmentation de 35 p. 100 par rapport à la période correspondante de 1960 ; sa progression doit se poursuivre comme d'ailleurs celle du fret qui a augmenté de 20 p. 100.

5° *Dans le commerce*, le chiffre d'affaire des grands magasins, qui avait été en hausse de 14 p. 100 de 1959 à 1960, se situe en 1961 à 16 p. 100 au-dessus de son niveau correspondant de 1960. Le nombre des faillites est en recul notable alors qu'il avait augmenté en 1960. Le nombre des créations de fonds dans la région reste supérieur à celui des radiations, malgré une modernisation en cours qui pourrait amener des sélections dans les mois à venir. Les ventes de tabac ont augmenté d'un peu moins de 5 p. 100 en un an, celles des vins également avec une augmentation des stocks.

Les arrivages de fruits et légumes ont été en avance et abondants, ceux de beurre et de fromage ont été très abondants et difficiles à écouler.

La consommation de lait plafonne avec une recherche plus poussée de lait de qualité.

C. — Les salaires

Si l'on se réfère aux dernières statistiques disponibles pour 1961 dans les industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la région parisienne, en un an le salaire horaire moyen a augmenté de près de 8 p. 100.

Les charges incidentes du salaire en pourcentage des salaires sont passées de 48,25 à 49,80.

Le salaire horaire se situe à 3,13 fois le niveau qu'il avait à la même période de 1949 ; rappelons que les charges incidentes du salaire étaient de 44,7 p. 100.

On peut penser que le gain mensuel moyen a augmenté de 3,7 fois depuis 1949, ce qui semblerait indiquer, par rapport aux prix de gros industriels, un dépassement de 90 p. 100 environ. Par rapport à 1960 le dépassement ne serait que de 5 p. 100.

Le montant des avoirs des déposants s'augmente au rythme annuel de 11 p. 100.

Le montant de la taxe sur la valeur ajoutée qui, en 1960, dépassait celui de 1959 de 15 p. 100, s'est encore accru en 1961 de 17 p. 100 par rapport à la période correspondante de 1960.

CONCLUSION

Les perspectives sont bonnes dans l'ensemble et orientées vers l'expansion, malgré les inquiétudes des milieux de l'automobile.

Mouvement de grandes unités économiques

Mise en service du nouvel aéroport d'Orly.

Poursuite du grand ensemble de Massy-Antony.

Création d'un grand ensemble scolaire à Jouy-en-Josas.

Réalisation d'un grand ensemble à Meudon-la-Forêt.

Réalisation d'une gare-marché à Montereaux (Seine-et-Marne).

Réalisation d'un grand ensemble à Boissy-en-Brie.

Implantation d'une usine de courroies en caoutchouc à Argenteuil.

Implantation d'une fabrique de coussins mousse pour voitures à Mantes.

Implantation d'une usine de matières plastiques.

Fermetures, à Limours, d'une usine d'engrais, à Vernon, d'une usine de produits chimiques, à Mantes, d'une fabrique de filés de coton.

4. — CENTRE

La région du Centre, la quatrième par le nombre de ses départements (6), la cinquième par sa surface (près de 4 millions d'hectares), n'est que la dizième par sa population.

Cette dernière, sans avoir encore atteint son niveau de 1900, connaît un redressement qui lui permettra de retrouver son peuplement du début du siècle, entre 1965 et 1970. Une balance naissances décès positive de l'ordre de 10.000 par an lui donne le douzième rang dans la compétition régionale. Notons en passant une mortalité infantile (décès de moins d'un an) un peu trop élevée par rapport à la moyenne.

Cette région ne dispose pas de zone capitale, ni d'industrie motrice. Sans doute le tourisme, grâce au charme de la Touraine, des bords de la Loire et de ses affluents depuis longtemps reconnu mais peut-être insuffisamment mis en valeur et exploité à une époque où les transports, l'augmentation des besoins d'évasion des travailleurs et l'augmentation du nombre des personnes en âge de retraite, ouvre un marché nouveau pour le peuplement par des consommateurs.

L'agglomération la plus importante est celle de Tours qui doit grouper près de 140.000 habitants alors que celle d'Orléans ne dépasse pas 115.000, bien qu'elle soit considérée comme la capitale de cette région.

Ensuite viennent Châteauroux avec 61.000 habitants, Chartres avec 43.000, Blois 33.000 et Vierzon près de 30.000. Enfin pour l'ensemble de la région en dehors des agglomérations ci-dessus, il n'y a pas 20 villes de plus de 5.000 habitants. Malgré cet aspect peu dynamique, la région poursuit sa vie économique et sociale parallèlement à celle de la France.

La situation de l'emploi s'est améliorée, notamment dans l'Indre et l'Indre-et-Loire.

En un an les offres d'emploi ont doublé et les demandes ont baissé de plus de 30 p. 100.

Dans l'agriculture, la collecte de céréales panifiables est en augmentation de 15 p. 100 sur celle de la campagne précédente.

Pour la prochaine campagne, le recul des superficies ensemencées en blé laisse prévoir un recul de la production.

Les superficies consacrées à l'orge dépassent 420.000 hectares et sont supérieures à celles consacrées au blé.

Il semble que la conjoncture industrielle se soit nettement améliorée en 1961.

Si en 1960 les ventes de voitures particulières et commerciales neuves avaient dépassé celles de 1960 de 10 p. 100, en 1961 ces ventes, dépassent celles de 1960 de plus de 20 p. 100.

En ce qui concerne les ventes de tracteurs agricoles, la situation s'est renversée. Après une baisse de 17 p. 100 en 1960, le niveau de 1959 est de nouveau dépassé en 1961, ce qui est une situation relativement exceptionnelle cette année.

La consommation d'énergie est en augmentation de 8 p. 100 en moyenne.

La production industrielle connaît, à l'échelle de la région, à peu près le même rythme que pour la France. L'activité de la construction est soutenue, bien qu'en léger recul sur celle de l'an dernier. Le nombre des logements autorisés assure un niveau élevé à l'activité du bâtiment qui sur quelque 75.000 logements autorisés depuis le dernier recensement, en a terminé une cinquantaine de mille, soit une augmentation du patrimoine immobilier de cette région de plus de 8 p. 100 en six ans.

Dans le commerce, les affaires sont prospères, les faillites presque nulles : on observe même en 1961 une augmentation des créations de fonds qui dépasse largement les réalisations.

L'augmentation des avoirs des déposants dans les caisses d'épargne qui, avait été de 10 p. 100 en 1960, connaît en 1961 un rythme annuel de 12 p. 100.

Dans son ensemble la conjoncture reste bonne et les perspectives favorables ; l'expansion est proche de la moyenne.

Mouvement dans les grandes unités économiques et sociales

Construction d'un ensemble de 1.200 logements à Blois.

Construction d'une usine d'ascenceurs à Gien.

Construction d'une fabrique de parois et rideaux en duralumin près de Dreux ; développement d'une usine de produits chimiques.

Fermeture d'une fabrique de machines agricoles à Vierzon.

5. — HAUTE-NORMANDIE

La Haute-Normandie, pourtant proche des deux grands pôles d'attraction que constituent la région parisienne et la région du Nord, conserve une position capitale grâce à la Seine-Maritime dans laquelle Rouen et le Havre constituent les éléments moteurs.

Sur 1,4 million d'habitants de cette région, 0,5, c'est-à-dire plus du tiers, vivent dans les agglomérations de Rouen et du Havre.

La population de la Seine-Maritime, du début du siècle dernier à 1961, a augmenté de plus de 20 p. 100, alors que celle de l'Eure, après avoir connu un maximum vers le milieu du siècle dernier autour de 426.000 habitants, est tombée à un minimum voisin de 300.000 avant la dernière guerre.

Malgré un redressement depuis la Libération, la population de l'Eure dépasse seulement 350.000 habitants elle est encore loin de son niveau optimum qu'elle ne retrouvera que par la promotion des huit petites villes de plus de 5.000 habitants et de moins de 25.000 habitants qui constituent l'élément urbain de ce département.

La Seine-Maritime dispose d'une trentaine de villes de plus de 5.000 habitants dont seize font partie des agglomérations du Havre et de Rouen, Dieppe, Fécamp et Elbeuf étant les unités isolées les plus importantes.

La balance naissances-décès qui était négative au début du siècle est aujourd'hui longuement positive puisque cette région, qui se classe quinzième par sa population, est la septième pour son accroissement naturel de population. Cette région peut avoir vers 1965 une population supérieure à 1,5 million.

Le bilan de l'année 1960

L'année 1960 a été plus favorable que l'année 1959, mais elle s'est surtout mieux terminée.

L'emploi, malgré une augmentation des offres, a connu un niveau légèrement plus élevé des demandes et du chômage total et partiel.

Dans l'agriculture, la production fourragère a été excellente et la production de viande a été en augmentation de 16 p. 100 pour les veaux, 12 p. 100 pour les gros bovins, 8 p. 100 pour les ovins ; par contre, la production de viande de porc a légèrement baissé.

La collecte de blé a été en net recul.

La production de lait a été également en progrès.

La pêche a vu la valeur des apports augmenter de 10 p. 100, bien que les quantités de poisson aient été les mêmes qu'en 1959. Le volume des apports de crustacés a augmenté de près de 20 p. 100 et ceux de mollusques de plus de 70 p. 100.

La consommation d'énergie a augmenté de plus de 12 p. 100 pour l'électricité, de 8 p. 100 pour le gaz, de 9 p. 100 pour le fuel lourd, de 27 p. 100 pour le fuel léger destiné à l'industrie.

La consommation d'essence et de gaz oil a peu varié, alors que celle de super a augmenté de 16 p. 100.

La production des huiles a connu une hausse de 15 p. 100.

Les immatriculations de véhicules ont augmenté de 12 p. 100 et celles des tracteurs agricoles ont diminué de près de 5 p. 100.

Dans la construction, le nombre des logements autorisés en 1960 a été légèrement inférieur à celui de 1959, mais supérieur à 11.000.

Le trafic ferroviaire est de plus en plus concurrencé par la route qui, dans certains cas, concurrence même le trafic fluvial. Les achats de camions et camionnettes ont augmenté de 25 p. 100 de 1959 à 1960, ce qui souligne l'augmentation des investissements dans ce moyen de transport.

L'activité des ports de la région s'est maintenue malgré une certaine nostalgie du passé.

Les entrées ont peu augmenté en poids, sauf pour les hydrocarbures, les minerais et métaux.

Les sorties ont peu varié pour le Havre ; à Rouen elles ont progressé de 10 p. 100 par suite de l'augmentation des exportations de céréales. Dans le commerce, la situation s'est améliorée en 1960 ; les faillites ont baissé de 35 p. 100.

Les ventes d'appareils ménagers ont été supérieures à celles de 1959 ainsi que celles des téléviseurs.

Les avoirs des déposants dans les caisses d'épargne ont augmenté de 14 p. 100.

En 1961

Le premier semestre 1961 a connu une évolution plus favorable que celle de 1960.

Les demandes d'emploi sont en baisse et les offres en hausse à la fin de ce premier semestre. Toutefois, la situation en Seine-Maritime peut se compliquer au cours du deuxième semestre dans les textiles notamment, où la production est supérieure à celle de l'an dernier avec un léger gonflement des stocks.

Dans l'agriculture, la production animale et végétale s'annonce bonne et soutenue.

La collecte de blé est légèrement inférieure à celle de la précédente campagne.

Pour la prochaine campagne, l'augmentation des surfaces ensemencées fait espérer une récolte supérieure.

La pêche s'est distinguée par un apport considérable de mollusques, alors que les autres apports sont inférieurs à ceux de 1960.

Dans l'industrie, une expansion modérée est prévue.

La consommation d'énergie poursuit son rythme de croissance. Les ventes de voitures particulières commerciales neuves sont en augmentation de 27 p. 100 et celles des tracteurs de près de 14 p. 100, ce qui est relativement exceptionnel dans la conjoncture actuelle.

Sur 75.000 logements autorisés depuis 1954, 60.000 sont terminés, ce qui représente une augmentation de près de 15 p. 100 du patrimoine immobilier de cette région.

En 1961, le nombre de logements autorisés a augmenté de plus de 10 p. 100 par rapport à la période correspondante de 1960.

Le trafic des ports est nettement plus élevé qu'en 1960 : 25 p. 100 pour le Havre, 30 p. 100 pour Rouen. Outre les augmentations des importations de produits pétroliers (près de 30 p. 100) au Havre sont à signaler celles de caoutchouc et de cuivre ; à Rouen celles de pâtes à papier (plus de 40 p. 100). En revanche, les importations de vin marquent un recul de 30 p. 100 et celles de sucre, importantes en 1960, sont nulles cette année au Havre.

A l'exportation, il faut signaler à Rouen l'augmentation des produits pétroliers, des produits métallurgiques, des engrais, du gypse et des produits céréaliers.

Le trafic de Dieppe est en léger recul et celui du Tréport en augmentation.

Les avoirs des déposants dans les caisses d'épargne ont augmenté de 12 p. 100 au cours des douze derniers mois, soit un peu moins qu'en 1959-1960.

Dans l'ensemble, les perspectives sont bonnes mais avec une légère incertitude pour les derniers mois de 1961.

MOUVEMENT D'UNITÉS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES IMPORTANTES

Implantation à Maronne d'une fabrique de marbrerie pour travaux publics.

Implantation d'un laboratoire de produits pharmaceutiques à Evreux.

Implantation d'une usine d'aliments du bétail à Cany.

Développement de la Société Antar, de la Société Largométal.

Construction de grands ensembles pour l'habitat à Canteleu, Saint-Etienne-du-Rouvray, Biborel.

Approfondissement de l'estuaire de la Seine pour permettre la remontée à Rouen des bateaux de 15.000 tonnes. Construction au port de Rouen de silos à blé de 100.000 tonnes.

Abandon de la fabrication de tuyaux de caoutchouc à Nonancourt, et de produits chimiques et engrais à Rouen.

6. — BASSE-NORMANDIE

1° En Basse-Normandie, les blessures laissées par la guerre sont guéries. La population de cette région a retrouvé son niveau de 1901 (1.228.000 habitants) sans retrouver son niveau de 1851, époque à laquelle elle était peuplée par plus de 1.500.000 habitants.

La balance naissances-décès est positive et supérieure à 10.500, alors qu'en 1900 cette région connaissait une balance déficitaire supérieure à 9.000. Les décès dépassaient les naissances, en 1900, de 3.100 dans le Calvados, de 2.800 dans la Manche et 3.200 dans l'Orne.

La capitale de cette région est Caen, qui connaît une expansion remarquable malgré les destructions provoquées par la dernière guerre.

La population de cette agglomération, tombée à près de 50.000 en 1946, atteignait 75.000 en 1954, 92.000 en 1958 ; elle doit dépasser 100.000 aujourd'hui. C'est un bel exemple de résurrection.

Les autres villes de cette région sont petites ; seules Cherbourg et Alençon dépassent l'une 38.000, l'autre 22.000 habitants ; toutes les autres ont une population inférieure à 20.000 habitants.

Dans le Calvados, on dénombre 10 villes de 5.000 habitants, dont une dans l'agglomération de Caen. Dans la Manche 7, outre Cherbourg ; dans l'Orne 4, outre Alençon. En Basse-Normandie, Caen n'a pas de concurrence.

Cette dispersion rend la modernisation lente sur un sol parmi les plus riches de France et empêche d'en tirer les revenus qui pourraient en être attendus pour l'expansion nationale dans un cadre européen.

2° Après un malaise dû à la fin de la reconstruction, la *situation de l'emploi* s'est améliorée. Les offres d'emploi non satisfaites ont triplé en 1 an et les demandes ont baissé de près de 30 p. 100. Toutefois le rapport des offres aux demandes n'est encore que de 0,16 alors qu'il est de 0,33 pour la France entière. C'est dans la Manche que les demandes d'emploi non satisfaites sont les plus fortes.

3° *Dans l'agriculture* la production animale a été très bonne notamment pour les bovins (en hausse de plus de 10 p. 100) ; celle de porcs s'est maintenue.

La production de lait est en forte augmentation et l'écoulement du fromage et du beurre est parfois difficile.

La collecte de blé est sensiblement égale à celle de la campagne 1959-1960.

Les perspectives pour la prochaine campagne sont très bonnes et supérieures à celles de la précédente.

Les ventes de tracteurs après avoir baissé en 1960 par rapport à 1959, ont connu une reprise au cours du premier semestre 1961.

4° *Les ventes de voitures neuves* ont augmenté de plus de 22 p. 100. La consommation d'énergie est en hausse, de près de 10 p. 100 en un an. Pour l'électricité, les produits pétroliers et le gaz, elle est restée stationnaire. Elle est en recul pour le charbon.

5° *La production de minerai de fer* qui, en 1960, a dépassé celle de 1959 de plus de 12 p. 100 se maintient en 1961 à un niveau supérieur à celui de 1960 à la même époque de l'année. La production de laminés qui avait connu une hausse de 17 p. 100 en 1960, reste à ce niveau en 1961, alors que celle des fontes continue sa progression.

Dans le Calvados, il faut signaler le développement de la production d'argile réfractaire.

6° Le port de Caen poursuit ses exportations de minerai de fer vers la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la Hollande.

7° La construction bénéficie des logements autorisés en 1960 en augmentation sur ceux de 1959. Toutefois en 1961, les autorisations sont retombées au-dessous du niveau de 1960. Dans les caisses d'épargne les avoirs des déposants qui avaient augmenté de 7 p. 100 seulement en 1960, ont connu une progression plus forte en 1961 qui a porté l'augmentation des douze derniers mois à plus de 10 p. 100.

Les perspectives d'expansion sont médiocres sauf pour la région de Caen et de l'Orne où une volonté de modernisation semble avoir gagné les milieux ruraux.

Parmi les mouvements à signaler dans la vie des grosses unités économiques et sociales, signalons la création d'une usine atomique près de Cherbourg, une implantation à Honfleur d'une usine pour traiter le bois et la construction d'un nouveau bassin à Caen.

7. — BRETAGNE (1)

EVOLUTION DE LA POPULATION

Malgré un excédent des naissances sur les décès de l'ordre de 17.000 chaque année, la population de la région n'augmente que très lentement (0,6 p. 100 de 1954 à 1960).

L'accroissement naturel est presque complètement annulé par l'émigration, orientée essentiellement vers la région parisienne, et les grands centres urbains. Depuis 1956, le mouvement migratoire porterait en moyenne sur 14.000 personnes par an.

Durant les années 1958, 1959, 1960, mariages, naissances et décès sont restés pratiquement au même niveau.

Depuis 1956, les taux de natalité et de mortalité enregistrent une baisse, mais restent toutefois supérieurs aux taux nationaux.

En 1961, l'évolution de la population de la région ne devrait guère différer de celle constatée les années antérieures, et particulièrement de 1960.

Population de la région (Côtes-du-Nord, Finistère, Ille-et-Vilaine, Morbihan).

Recensement (estimation I. N. S. E. E. au 1er janvier de chaque année).

(En milliers.)

1954	1957	1958	1959	1960
2.340	2.348	2.348	2.353	2.354

Evolution des taux de natalité et mortalité.

(Calculés d'après les estimations de population indiquées dans le tableau précédent.)

(En pourcentage.)

	1957	1958	1959	1960
Natalité	19	18,9	18,7	18,6
Mortalité	12,6	11,6	11,7	11,8

Source : C. R. E. F. E.

Evolution des mariages, décès, naissances.

	1958	1959	1960
Mariages	17.071	17.340	17.006
Naissances	44.360	44.071	43.726
Décès	27.248	27.702	27.898

Source : I. N. S. E. E.

(1) Centre régional d'études et de formation économiques.

L'emploi

Le marché du travail de la région, qui depuis 1957 ne cessait de s'alourdir a enregistré à la fin du deuxième semestre 1960 une détente qui s'est régulièrement accentuée durant les quatre premiers mois de 1961.

Depuis décembre 1960, le nombre des demandes d'emploi non satisfaites (après élimination des variations saisonnières) est en diminution continuelle.

Les chiffres bruts des demandeurs d'emploi inscrits à la fin des quatre mois de 1961 sont inférieurs à ceux de chacun des mois correspondants de 1960.

Le mouvement de regression semble bien affirmé et l'amélioration devrait se poursuivre au cours du prochain semestre.

Les données globales de la région ne rendent toutefois pas compte des disparités intra-régionales. L'amélioration ne concerne que trois départements sur quatre, tandis que la situation s'est encore aggravée durant les premiers mois de 1961 dans le département du Morbihan où le nombre de chômeurs en avril n'avait jamais été aussi élevé.

Demandes d'emploi non satisfaites.

ANNÉES	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
						Données brutes.						
1957.....	6.583	7.894	6.853	6.234	5.713	4.773	4.641	4.789	5.450	6.163	6.572	7.455
1958.....	9.039	9.007	8.871	8.653	7.502	6.296	5.999	6.029	6.667	7.163	8.093	9.297
1959.....	11.380	12.670	11.401	10.179	9.860	8.058	7.383	7.311	8.591	10.106	11.488	12.645
1960.....	14.465	14.904	13.765	12.902	10.944	8.706	8.825	9.312	9.646	9.646	11.703	12.705
1961.....	13.662	13.811	12.622	11.259	»	»	»	»	»	»	»	»
						Données désaisonnalisées.						
1957.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1958.....	7.320	6.945	7.325	7.777	7.525	7.660	7.948	7.956	8.022	7.753	8.158	8.640
1959.....	9.214	9.768	9.414	9.246	9.890	9.803	9.781	9.526	10.338	10.937	11.580	11.751
1960.....	11.702	11.489	11.366	11.720	10.976	10.591	11.689	12.301	11.607	11.051	11.797	11.807
1961.....	11.062	10.648	10.422	10.235	»	»	»	»	»	»	»	»

Source: Inspection du Travail et de la main-d'œuvre.

Energie

La consommation d'énergie électrique haute tension, toutes branches, a progressé lentement de 1957 à 1960. Les consommations de l'année 1960 ne sont supérieures que de 3 p. 100 à celles de 1959.

Cependant, cette progression tend à s'accélérer. La consommation globale du premier trimestre 1961 marque par rapport au trimestre correspondant de 1960, une augmentation de 14 p. 100. Cette hausse se répartit de la façon suivante dans les quatre principaux secteurs : mines et carrières 13 p. 100, métallurgie et industrie mécanique 11 p. 100, industries chimiques 12 p. 100, textiles 10 p. 100.

Par rapport au quatrième trimestre 1960, l'augmentation de la consommation globale est de 9 p. 100 se répartissant ainsi entre les différents secteurs : mines et carrières 10 p. 100, métallurgie et industrie mécanique 3 p. 100, industries chimiques 12 p. 100, textiles 3 p 100.

Industrie

a) En 1960, l'activité industrielle de la région s'est caractérisée par une *reprise sensible* intervenant après la longue période de stagnation qui s'était prolongée de 1957 au début de 1960.

Le ralentissement de l'expansion connue en France en 1958 avait débuté un peu plus tôt en Bretagne, dès 1957. Subi dans la région avec plus d'intensité, il a pris fin plus tardivement. Le mouvement d'expansion ne revêt pas cependant la même ampleur que sur le plan national.

C'est que les grands secteurs de la production qui ont connu les progrès les plus spectaculaires en 1959-1960, sont peu ou pas représentés en Bretagne.

La reprise de l'économie française, d'abord suscitée par un accroissement des exportations, n'a pas atteint dans sa première phase l'industrie bretonne peu diversifiée, et presque exclusivement orientée vers les marchés intérieurs. Il est d'ailleurs significatif que les branches qui, en 1960, ont connu les plus forts taux d'accroissement de leur production, soient celles qui ont pu procéder à des exportations : kaolin, papiers spéciaux.

Le relèvement du pouvoir d'achat intérieur a très certainement contribué de façon décisive à stimuler le démarrage de l'industrie régionale : chaussures, textiles, machines agricoles.

Mais la clef de voûte de l'activité industrielle reste en Bretagne le secteur de la construction et des industries connexes.

La reprise de l'économie régionale, apparue à la fin du premier semestre 1960, a également coïncidé avec une relance de la construction qui reste légère, mais dont les effets amplificateurs ont été importants.

L'activité des industries alimentaires (conserveries et laiteries) est liée aux aléas de la pêche et de la production agricole.

En 1960, les fabrications de conserves de poissons ont été inférieures dans leur ensemble à celles de 1959. Celles de légumes ont été plus fortes (sauf pour les pois) entraînant des difficultés d'écoulement.

Conséquence d'une forte production laitière, la production des laiteries (beurre) a été très supérieure à celle de l'année précédente (de l'ordre de 40 p. 100).

b) En 1961 : dans la mesure où les statistiques actuellement disponibles sur l'activité des premiers mois de 1961 le permettent, on constate que le mouvement amorcé l'an passé s'est précisé au cours des 4 premiers mois de 1961. La production dans les textiles, chaussures, machines agricoles, papiers et cartons, extraction de matériaux de construction et kaolin est supérieure à celle de la période correspondante de 1960.

La branche de la sidérurgie-fonderie par contre ne participe pas d'une façon aussi nette au mouvement d'expansion. La production globale du premier trimestre 1961 est inférieure de 5 p. 100 à celle du trimestre correspondant de 1960. Toutefois, comparées à celles du deuxième semestre de 1960, les fabrications des premiers mois de 1961 sont en légère progression.

Dans le bâtiment, l'activité reste soutenue dans l'ensemble de la région. L'amélioration par rapport à l'an passé est sensible et beaucoup d'entreprises de ce secteur éprouvent des difficultés à recruter de la main-d'œuvre qualifiée.

La campagne 1961 de la conserverie a été à peine entamée, les fabrications de conserves de maquereau sont légèrement supérieures à celles de l'an passé.

Les autres productions de poisson et de légumes seront fonction des tonnages pêchés et des rendements en culture.

L'activité des laiteries au printemps de 1961, a été supérieure à celle du printemps 1960, entraînant un gonflement inquiétant des stocks.

Perspectives

A court terme, les prévision sont favorables, et la production industrielle (papiers, cartons, chaussures, textiles, kaolin et matériaux de construction) devrait se maintenir au rythme actuel jusqu'à l'automne (supérieur à celui de 1960).

L'activité du bâtiment ne suscite pas d'inquiétudes pour 1961. A plus long terme, les perspectives sont plus difficiles à établir et l'évolution de l'économie régionale sera surtout fonction de celle de l'économie nationale et de la politique de développement régional.

L'AGRICULTURE

(Janvier-mai 1961.)

1° *La production.*

L'hiver très doux a favorisé une végétation précoce; malgré un freinage causé par les froids de la deuxième quinzaine de mars les cultures sont en avance de 15 jours à 3 semaines.

La sécheresse et la douceur de février-début mars a permis de compenser les effets néfastes d'un automne trop humide; d'une part, les blés ont repris vigueur, ils sont maintenant en bon état végétatif sauf quelques parcelles en fonds argileux humides qui n'ont pas reçu d'engrais azotés; d'autre part, des blés alternatifs ont été semés et le déficit en surface blés d'hiver a été ramené à 12-15 p. 100.

Les céréales secondaires ont été semées dans de bonnes conditions. Les surfaces ont augmenté en remplacement des blés qui n'ont pu être semés. Cela ne posera d'ailleurs pas de problèmes en Bretagne, normalement acheteuse nette de céréales secondaires; cela accentuera sa tendance à l'auto-approvisionnement; celle-ci est marquée par une réduction des livraisons de blé, les agriculteurs préférant donner à leurs animaux un blé qui leur serait payé 37 NF le quintal et ne pas acheter de l'orge importé à 40 ou 42 NF.

La production fourragère s'annonce très satisfaisante, la première coupe de foins allie quantité et qualité, du moins partout où la récolte est faite dans de bonnes conditions. Fourrages annuels, artificiels, pâturages peuvent être notés très bon.

Pommes de terre : excellente végétation de départ, mais risques de fortes et précoces attaques de mildiou.

Pommes de terre primeur : récolte précoce et abondante.

Artichauts : même remarque.

Fruits : saison satisfaisante des fruits à pépins, attaques assez graves de tavelure dans les vergers mal soignés.

Production laitière très abondante (les industries laitières signalent en moyenne des progressions de l'ordre de 20 p. 100 par rapport à 1960. Pourtant jusqu'à maintenant elles n'ont pas rencontré trop de difficultés dans le placement des beurres et des camemberts.

Les abattages de bœuf et de veau augmentent sans qu'il soit possible, par suite de l'hétérogénéité des sources, de préciser le pourcentage. Contrairement à la situation générale en France, il n'y a pas eu de réduction de la production de porcs en Bretagne pendant la période de creux cyclique de l'hiver 1960-61.

LES PRIX A LA PRODUCTION

Les engraisseurs bretons ont bénéficié des hauts prix cycliques et ont réalisé une recette assez satisfaisante. Mais la baisse est menaçante, les cours des qualités supérieures se maintiennent encore presque au niveau des maxima (3 NF le kilogramme vif à Saint-Hilaire-du-Harcouët pour le bon porc charcutier, contre 3,10 en février) mais les cours des qualités moyennes ont tendance à s'effondrer (2,50 NF à la Guerche-de-Bretagne pour le bon porc de viande contre 2,85 en février).

Les prix des diverses qualités de viande de bœuf sont restés sensiblement stables pendant l'hiver, la hausse saisonnière est limitée.

La baisse saisonnière du prix du veau est également faible, de 2,90 NF à 2,70 de février à mai contre 3 à 2,40 en 1960.

Les prix du beurre fermier sur les marchés locaux s'était abaissé au-dessous de 5 NF le kilogramme pour la première fois depuis trois ans vers la mi-avril, il s'était repris au mois de mai où il a été coté chaque semaine à 5,40 NF.

Les cours des produits avicoles ont suivi leur mouvement saisonnier classique, le prix des œufs a baissé très rapidement pendant le mois de février et en mars, avril et mai s'est stabilisé un peu au-dessous de 0.10 NF l'unité.

Les cours du poulet gras sont faibles et n'ont pas accusé une hausse saisonnière très marquée. Les éleveurs sont réservés quant à son avenir, et quelques-uns continuent à abandonner cette spéculation au profit de l'œuf.

Sur les marchés de primeurs, les producteurs sont pessimistes, l'abondance et la précocité des récoltes ont provoqué une baisse rapide des prix des pommes de terre et déjà des artichauts. Alors qu'en 1960 les cours de la pomme de terre oscillaient de 0,35 à 0,45 NF le kilogramme fin mai, ils varient actuellement de 0,13 à 0,20 NF.

Quelques prix à la production.

	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI
Bœuf (1 kg) :					
1960	1,76	1,75	1,78	1,70	1,65
1961	1,84	1,84	1,88	1,90	1,90
Veau :					
1960	3,20	3,05	2,70	2,60	2,40
1961	2,85	2,90	2,70	2,80	2,70
Porc (Saint-Hilaire-du-Harcouët) :					
1960	2,70	2,75	2,80	2,85	2,80
1961	3,05	3,10	3,05	3,02	3,02
Porc 1re qualité (la Guerche) :					
1960	»	»	»	»	»
1961	2,85	2,88	2,70	2,64	2,52
Beurre (1 kg) :					
1960	7,70	6,20	6,50	5,80	6,00
1961	6,10	5,70	5,40	5,00	5,40
Œufs :					
1960	1,80	1,90	1,30	1,25	1,40
1961	2,00	1,45	1,15	1,20	1,20
Poulets gras :					
1960	3,00	»	3,80	4,20	4,50
1961	2,75	2,75	2,90	3,40	3,20
Pommes de terre primeurs :					
1960	»	0,50	0,40	0,45	0,45 à 0,60
1961	0,45	0,35 à 0,40	0,30	0,26	0,12 à 0,20
Artichauts :					
1960	»	2,00	1,20	0,50	0,30
1961	1,40	1,05	0,90	0,30	0,40
Poulet (1 kg) (Saint-Hilaire) :	4e sem. avril.	1re sem. mai.	2e sem. mai.	3e sem. mai.	4e sem. mai.
1960	3,40	3,80	3,80	4,10	4,10
1961	4,05	4,50	4,50	4,50	4,35

Epargne

Le volume des versements en caisse d'épargne (nationale et privées) a marqué une progression continue de 1957 à 1960.

L'augmentation la plus forte se situe en 1959. Les excédents se sont accrus de façon importante de 1957 à 1959 compris, faisant plus que doubler d'une année à l'autre.

1960 toutefois connaît un ralentissement par rapport à 1959.

Les retraits augmentent plus que les versements et les excédents sont inférieurs.

Les chiffres du premier trimestre 1961 laissent apparaître un redressement sensible par rapport au dernier trimestre 1960.

Les versements ont augmenté d'un trimestre à l'autre de 16,5 p. 100, les retraits de 16 p. 100 et les excédents de 20 p. 100.

Dépôts en caisse d'épargne.

(Caisse nationale d'épargne et caisses privées.)

(En millions de nouveaux francs.)

	VERSEMENTS	RETRAITS	EXCÉDENTS
1957	232	207	25
1958	281	228	53
1959	391	281	110
1960	401	303	98
1er trimestre 1960	104	74	30
2e trimestre 1960	91	78	13
3e trimestre 1960	104	73	31
4e trimestre 1960	103	79	24
1er trimestre 1961	120,63	91,76	28,87

Source : I. N. S. E. E.

Commerce

Dans l'ensemble, les chiffres d'affaires du commerce (gros et détail) ont été, durant le deuxième semestre 1960, *supérieurs* à ceux de l'époque correspondante de 1959. Les progressions constatées sont demeurées faibles dans le domaine des produits alimentaires, ont été plus accentuées dans le secteur non alimentaire (seules les branches du meuble et de l'électroménager connaissent une stagnation et même une régression).

L'activité satisfaisante du deuxième semestre s'est prolongée (compte tenu des baisses saisonnières de janvier et février) durant les premiers mois de 1961.

Dans le commerce de détail, la progression des ventes de produits *industriels* a été sensible par rapport aux mois correspondants de 1960. Un très grand mouvement a été constaté à l'occasion des fêtes de Pâques. La hausse a été particulièrement vive dans la vente des vêtements et chaussures.

Le secteur longtemps déprimé des appareils électroménagers a connu une reprise (sous le double effet d'une campagne publicitaire des grandes marques et d'une politique de baisse de prix). Par contre, les ventes de meubles n'ont guère varié.

Le chiffre d'affaires de l'alimentation de détail des premiers mois de 1961 marque une légère augmentation par rapport à 1960.

D'une façon générale, aussi bien pour les produits alimentaires que pour les biens industriels, l'accroissement des chiffres d'affaires a davantage concerné les établissements du commerce « intégré » : grands magasins, entreprises à succursales multiples, coopératives de consommation, magasins populaires, que les commerces indépendants.

Les établissements à faible marge (type Leclerc) après une hausse rapide, connaissent depuis quelque temps, une stagnation de leurs ventes.

Dans les prochains mois, l'ouverture de la saison touristique, le maintien de la consommation intérieure stimulée par la reprise de l'économie régionale, devraient contribuer à assurer à l'activité commerciale un niveau satisfaisant.

Transports

De 1957 à 1960, le nombre d'immatriculations des voitures particulières et commerciales croît régulièrement.

Les achats de camions et camionnettes, après une diminution en 1958 et 1959, ont repris en 1960, tandis que ceux de tracteurs agricoles régressent d'année en année, ainsi que ceux de motocycles, scooters et vélomoteurs.

En 1960, par rapport à 1959, les immatriculations de voitures particulières sont supérieures de 13 p. 100, celles de camions de 21 p. 100, celles de remorquees et semi-remorques de 33 p. 100. Les immatriculations de tracteurs agricoles sont inférieures de 10 p. 100 et celles de motocycles, scooters et vélomoteurs de 52 p. 100.

Par rapport au trimestre correspondant de 1960, les immatriculations de voitures particulières ont augmenté de 26 p. 100 au cours du premier trimestre 1961. Par contre les immatriculations de camions et camionnettes, celles de tracteurs agricoles, de remorques et semi-remorques marquent une régression respectivement de 5 p. 100, 2 p. 100 et 26 p. 100.

Tourisme

La saison de 1959 favorisée par un été très ensoleillé avait été en Bretagne excellente, meilleure que celle de 1958.

Celle de 1960, bien que les conditions climatiques aient été moins bonnes que l'année précédente, s'est révélée dans l'ensemble très satisfaisante, à peine inférieure à celle de 1959.

Les étrangers auraient été plus nombreux qu'en 1959, et d'après l'enquête de l'I. N. S. E. E., ils représenteraient 27 p. 100 de la clientèle.

Les perspectives pour la saison 1961 sont bonnes.

Salaires

De 1957 à 1960, les versements forfaitaires de 5 p. 100 sur les salaires ont augmenté de 49 p. 100. En 1960, la progression par rapport à 1959 est de 5,6 p. 100.

Les encaissements enregistrés durant le premier trimestre 1961 sont supérieurs de 14 p. 100 à ceux du trimestre correspondant de 1960.

Principaux événements survenus dans la région au cours de l'année 1960 et des premiers mois de 1961

S'inscrivant dans le cadre de la politique de décentralisation, plusieurs implantations industrielles ont été décidées ou réalisées dans la région.

Dans l'Ille-et-Vilaine : les travaux de construction de la nouvelle usine Citroën se sont poursuivis et l'établissement devrait commencer à fonctionner dès l'automne prochain.

A Fougères, les effectifs des établissements textiles (confection, lingerie) ont augmenté d'environ 300 unités en l'espace d'un an d'avril 1960 à avril 1961).

A Redon, les établissements Flaminaire (briquets) ont réalisé une extension permettant l'embauche d'une centaine de salariés supplémentaires ;

On signale encore l'installation projetée de deux usines parisiennes de petite mécanique (serrurerie automobile et appareils de ventilation et de chauffage) amenant la création d'une centaine d'emplois.

Dans le Finistère : la zone industrielle de Brest a accueilli 7 entreprises installées ou en cours d'installation (environ 150 emplois créés actuellement). Ce chiffre passerait à 1.500 ouvriers d'ici trois ou quatre ans.

Parmi les plus importantes, une fabrique de matériel électronique, une fabrique de matériel avicole.

Ouverture d'une mine d'étain près de Brest (150 emplois fin 1961).

A Brest, mise en chantier d'une cale de radoub (5 milliards d'anciens francs).

Dans les Côtes-du-Nord : parmi les implantations les plus notoires on signale la construction d'une fabrique d'aliments du bétail.

L'installation à Dinan d'une fabrique d'appareils de levage amènerait la création attendue de quelques centaines d'emplois.

Les travaux de construction du barrage de la Rance ont débuté.

Dans le Morbihan : aucune implantation notable à signaler.

Importants travaux d'aménagement au port de pêche de Lorient.

Le mouvement d'industrialisation, à peine amorcé et qui n'a créé qu'un nombre limité d'emplois nouveaux, a cependant constitué un facteur de reprise de l'économie régionale.

Par ailleurs, on note dans la conserverie (activité importante dans le Morbihan et le Finistère) un mouvement de concentration qui devrait amener la fermeture d'un certain nombre d'établissements.

Indice d'activité du bâtiment.
(Base 100 en 1958.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	»	102	99	103	106	108	108	102	57	107	111	107	107
1958	»	101	103	106	105	104	106	103	54	107	108	101	104
1959	»	97	96	101	103	97	105	102	48	101	101	100	97
1960	»	88,5	90	102	100	101	104	103	54	103	105	98	101
1961	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : Fédération du bâtiment et des activités annexes.

Consommation d'électricité haute tension toutes branches.
(Unité : milliers de kilowatts.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	51.260	»	13.512	»	»	12.903	»	»	11.456	»	»	13.389	»
1958	52.456	»	13.381	»	»	13.994	»	»	11.274	»	»	13.809	»
1959	58.560	»	14.888	»	»	14.541	»	»	12.715	»	»	16.416	»
1960	60.480	»	15.725	»	»	14.994	»	»	13.324	»	»	16.437	»
1961	»	»	17.997	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : Préfecture d'Ille-et-Vilaine.

Wagons chargés (arrondissement de Rennes et réseau breton).
(En milliers.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	23,1	»	»	27,3	21,7	23,2	24,5	23	19,9	21,2	26,2	24,1	22,8
1958	20,8	20,4	20,9	22,6	20,8	21,1	24,5	20,8	16,6	18,8	21,2	21,1	20,4
1959	20,7	18,7	18,2	21,8	21,5	21,1	24	20,4	17,2	21,1	23,4	21,3	19,9
1960	19,3	17,1	17,9	23,4	18,9	20,1	22,9	17,4	15,3	18,4	19,3	21 »	19,3
1961	»	19	20,4	21,9	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : I. N. S. E. E.

Recouvrement des taxes sur la valeur ajoutée.
(En millions de nouveaux francs.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1958	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1959	»	»	29,32	»	»	32,35	»	»	33,19	»	»	37,19	»
1960	»	»	30,31	»	»	35,53	»	»	35,34	»	»	41,51	»
1961	»	»	34,42	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : I. N. S. E. E., Bulletin régional.

Crédits bancaires recensés en fin de trimestre (région).
(En millions de nouveaux francs.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1958	»	»	»	»	»	542	»	»	584	»	»	599	»
1959	»	»	558	»	»	569	»	»	714	»	»	709	»
1960	»	»	675	»	»	590	»	»	710	»	»	748	»
1961	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source: Bulletin régional I. N. S. E. E.

Production de papier et carton (région).
(En tonnes.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	28.024	»	7.240	»	»	7.199	»	»	6.271	»	»	7.314	»
1958	28.310	»	7.488	»	»	7.414	»	»	5.915	»	»	7.493	»
1959	27.301	»	7.714	»	»	7.030	»	»	5.481	»	»	7.076	»
1960	29.370	»	7.031	»	»	7.772	»	»	6.297	»	»	8.270	»
1961	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source: Syndicat des producteurs de papiers, carton et cellulose.

Immatriculation des voitures particulières neuves.

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	19.026	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1958	21.540	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1959	22.129	»	6.787	»	»	5.536	»	»	3.823	»	»	5.989	»
1960	24.893	»	6.429	»	»	6.916	»	»	5.360	»	»	6.278	»
1961	»	»	7.731	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

Immatriculation de tracteurs agricoles neufs.

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	7.344	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1958	6.720	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1959	6.333	»	2.078	»	»	1.418	»	»	1.268	»	»	1.569	»
1960	5.700	»	1.466	»	»	1.516	»	»	1.440	»	»	1.274	»
1961	»	»	1.437	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

8. — PAYS DE LA LOIRE

Bilan de l'année 1960

Cette région, dans son ensemble, connaît un accroissement démographique continu. Depuis le dernier recensement de la population, cette dernière s'est accrue de plus de 120.000 habitants.

Mais à l'intérieur de la région, l'évolution est très diversifiée ; si dans la Loire-Atlantique on dénombre plus de 800.000 habitants (alors que le maximum atteint avait été de 670.000 vers 1911), en revanche, dans la Mayenne, le nombre des habitants est inférieur à 250.000 contre 532.000 en 1866.

Entre ces deux extrêmes se place le Maine-et-Loire dont la population avait été profondément affectée par les guerres. Il connaît un redressement démographique heureux depuis la Libération, puisque le nombre de ses habitants a dépassé le record de peuplement du siècle dernier (532.000) avec aujourd'hui plus de 550.000 habitants. En ce qui concerne la Sarthe et la Vendée, malgré un redressement notable ces dernières années, la population record de 473.000 en 1851 pour la Sarthe et 443.000 en 1906 pour la Vendée n'est pas encore atteinte, puisqu'on peut évaluer la population actuelle de ces départements à 445.000 pour la Sarthe et 400.000 pour la Vendée.

On peut conclure que la région motrice est la Loire-Atlantique et qu'elle pourrait servir de zone capitale pour cette contrée.

En 1960, si le nombre des naissances est resté sensiblement le même que celui de 1959, le nombre des décès a été, comme pour la France entière, en augmentation.

La balance naissances-décès est toujours favorable pour la région et pour chaque département, mais légèrement inférieure à celle de 1959 (21.000 contre 24.000).

Il est à signaler qu'une des caractéristiques démographiques est l'importante dispersion des habitants représentant 45 p. 100 (contre 55 p. 100 de la population (agglomérée). En Vendée, la dispersion des habitants dépasse celle-là de 10 p. 100.

Cette situation de fait est sans doute à l'origine d'une certaine inertie et d'un particularisme qui rendent difficiles une promotion et une adaptation rapide à l'évolution économique et sociale.

Il semble pourtant que les jeunes, nombreux dans cette région, évolueront plus vite que leurs aînés, sans doute par suite des progrès des moyens de déplacements.

L'évolution de l'emploi, après un premier semestre médiocre, a été plus favorable pendant le deuxième semestre 1960. Par rapport à la moyenne mensuelle de 1959, celle de 1960 a augmenté de 40 p. 100 pour les offres d'emploi et de 8 p. 100 pour les demandes.

Dans l'agriculture, l'année 1960 a été bonne, aussi bien pour la production animale que pour la production végétale. Pour la production de viande, on peut évaluer son augmentation à 4 p. 100 ; pour celle du lait, l'augmentation a été supérieure à 10 p. 100 ; enfin la production de volailles et d'œufs se développe et occupe une place notable dans le revenu de l'agriculture de la région.

Pour la production végétale, aussi bien pour les fourrages que pour les cultures maraîchères et les pommes de terre, la production a été abondante, mais des difficultés d'écoulement ont été souvent rencontrées. La situation céréalière est bonne mais n'a pas atteint le niveau élevé des autres productions.

La récolte de vin a été exceptionnelle. Les sorties des chais ont dépassé celles de 1959 de 40 p. 100 pour les vins de qualité et 15 p. 100 pour les vins courants. En ce qui concerne la pêche — pour les poissons et les coquillages — les tonnages ont été à peu près les mêmes qu'en 1959 ; pour les crustacés, ils ont été en augmentation de 25 p. 100.

Le montant des transactions a augmenté de 14 p. 100. Les livraisons aux conserveries ont été sensiblement les mêmes qu'en 1959 sauf pour les sardines pour lesquelles elles ont été nettement inférieures.

Dans l'industrie, d'après les enquêtes auprès des chefs d'entreprise, la production se serait accrue de 5 p. 100 ; un peu plus de 60 p. 100 des entreprises pourraient produire davantage. Environ 20 p. 100 sont limitées par le matériel, 10 p. 100 par la main-d'œuvre. La consommation d'énergie a augmenté d'environ 8 p. 100 pour l'électricité, de 7 p. 100 pour le gas-oil, de 3 p. 100 pour le fuel lourd, de plus de 40 p. 100 dans l'industrie et de 30 p. 100 dans l'agriculture. Les ventes d'essence ont augmenté de 3 p. 100 et celles de super-carburant de 15 p. 100.

Les immatriculations de voitures particulières et commerciales neuves ont augmenté de près de 12 p. 100 alors que celles des tracteurs agricoles baissaient de 17 p. 100. Ceci semble indiquer une certaines saturation du marché des tracteurs.

Dans la construction, le nombre des logements autorisés en 1960 a été en recul de 8 p. 100 sur celui de 1959. Dans le commerce le nombre des fonds de commerce a connu une diminution moins forte qu'en 1959 (25 contre 45) alors qu'une légère augmentation des faillites (600 contre 540) était observée.

Un léger gonflement des stocks a été enregistré pour certains produits alimentaires.

Les ventes de postes de radio ont légèrement progressé. Celles de télévision commencent, entraînées par le département moteur de la Loire-Atlantique qui, à la fin de 1960, disposait de 75 p. 100 des téléviseurs.

Le montant des effets compensés dans 11 chambres de la région a augmenté de 32 p. 100. Leur nombre ne s'est élevé que de 20 p. 100, soit une augmentation de 10 p. 100 du montant d'un effet compensé moyen. Les avoirs des déposants dans les caisses d'épargne ont progressé de 8,5 p. 100 de décembre 1959 à décembre 1960 contre 10 p. 100 pour la France entière.

Il est à noter que les avoirs des déposants ont augmenté de 11 p. 100 dans la Loire-Atlantique, de moins de 8 p. 100 dans le Maine-et-Loire, de 4 p. 100 dans la Mayenne, de 6,4 p. 100 dans la Sarthe et de 9,5 p. 100 dans la Vendée.

Enfin cette région, qui pourrait attirer de nombreux touristes, ne dispose que de 315 hôtels homologués avec 8.723 chambres ; ceci explique sans doute en partie qu'elle n'ait reçu en 1960 que 20 p. 1.000 des touristes français et étrangers et seulement 12 p. 1.000 des seuls touristes étrangers. Toutefois, la saison touristique en 1960 a été dans l'ensemble meilleure qu'en 1959. Pour conclure, l'année 1960 a été plus favorable que l'année 1959 avec un net avantage pour le deuxième semestre sur le premier.

L'année 1961

Dans l'ensemble la conjoncture du premier semestre 1961 s'est poursuivie au rythme du deuxième semestre 1960. L'évolution démographique a été voisine de celle de 1959, la balance naissance-décès reste favorable. La situation de l'emploi à la fin de ce premier semestre est plus favorable qu'à la même époque de l'an dernier : augmentation des offres d'emploi de plus de 50 p. 100 pour la région et baisse des demandes non satisfaites de plus de 25 p. 100.

Le trafic du port de Nantes est en augmentation de 15 p. 100 à l'importation et de 10 p. 100 à l'exportation.

Dans l'agriculture, la situation est assez bonne malgré des difficultés d'écoulement.

La production de viande et de lait dépasse celle de l'an dernier.

La collecte de céréales est en retard de plus de 10 p. 100 sur celle de l'an dernier à la même époque.

La situation de la pêche est bonne, le montant des transactions a augmenté de plus de 30 p. 100.

La consommation d'énergie est en progression, aussi bien pour l'électricité que pour les produits pétroliers.

Les immatriculations de véhicules ont dépassé de près de 25 p. 100 celles de la même période de 1960 et celles des tracteurs agricoles de près de 9 p. 100.

Si le nombre des postes de radio reste stationnaire, celui des postes de télévision augmente rapidement dans tous les départements de la région. En un an le parc automobile a quintuplé. La Loire-Atlantique ne représente plus que 45 p. 100 de celui de la région.

Les avoirs des déposants au cours des douze derniers mois ont augmenté de 12 p. 100.

Les perspectives sont très bonnes dans les industries mécaniques, les industries alimentaires, celles du papier et carton, du verre, du bois et du cuir.

Dans la construction, le nombre des logements autorisés en 1961 dépasse de 35 p. 100 celui de la même péroide de 1960 tout en restant inférieur à celui de 1958 (17 p. 100). Depuis 1954, sur environ 100.000 logements autorisés, 75.000 sont terminés.

Les constructions navales posent toujours les mêmes problèmes de conversion à long terme.

Mouvement d'unités économiques et sociales importantes

Au Mans et près du Mans, réalisation d'un centre d'apprentissage pour 1.100 élèves dont 50 p. 100 d'internes — et d'un grand ensemble d'habitat.

Construction d'un grand ensemble d'habitat à Saint-Herblain.

A Saint-Nazaire :

— Agrandissement et conversion vers la production de pièces automobiles de Sud-Aviation ;
— Développement de la Société de précision ;
— Implantation de la Société Provimi.

A Sablé, construction d'une usine d'ébénisterie pour radio et télévision.

A Pouzauges, création d'une nouvelle chaîne de conserves de porc (jambon blanc).

Enfin, la croissance de la commune de Montreuil-Belfroy, dans le Maine-et-Loire, est à signaler : de 1954 à 1959, sa population a été multipliée par 2,6.

9. — POITOU-CHARENTES

La région Poitou-Charentes, la douzième par sa population, n'a pas encore retrouvé celle de 1901 ; il faudra pour cela attendre sans doute 1963. Vers 1965, cette région devrait avoir plus de 1,5 million d'habitants.

Mais il est moins probable que les départements la composant retrouvent les maxima qu'ils ont connu dans le passé au milieu du siècle dernier pour les Charentes et vers 1891 pour les Deux-Sèvres. Avant 1970, seule la Vienne retrouvera bientôt sa population de 1891.

Le mouvement naturel de la population se traduit par un excédent des naissances sur les décès de l'ordre de 9.000 par an, ce qui la classe treizième parmi les 21 régions.

Dans cette région la population éparse est importante et plus particulièrement dans la Charente où elle est supérieure à la population agglomérée.

L'agglomération de Poitiers est une capitale régionale bien modeste dont la population est d'environ 60.000 habitants contre 39.000 vers 1900.

Les agglomérations de la Rochelle et d'Angoulême avec actuellement quelque 65.000 habitants chacune dépassent celle de Poitiers.

L'agglomération de Niort vient ensuite avec 41.000 habitants suivie par Rochefort, Châtellerault avec un peu plus de 30.000 habitants ; enfin Saintes et Cognac avec un peu plus de 20.000 habitants.

En dehors de ces agglomérations on dénombre seulement une douzaine de villes de plus de 5.000 habitants parmi lesquelles se trouve Royan, reconstruite, peuplée dans le cadre de son agglomération de quelque 17.000 habitants, qui connaît une reprise touristique supérieure à celle d'avant guerre.

La situation de l'emploi dans la région s'est améliorée au cours des douze derniers mois, les offres d'emploi ont plus que doublé alors que les demandes diminuaient de près de 30 p. 100.

Dans l'agriculture la production de viande est en augmentation de plus de 10 p. 100 pour les bovins et stationnaire pour le porc.

La production de lait est abondante et l'écoulement du beurre rencontre des difficultés.

Les ventes de cognac sur le marché extérieur sont en progression.

La collecte des céréales panifiables est en augmentation de 10 p. 100 sur celle de la campagne 1959-60.

Les superficies ensemencées en 1961 ont été légèrement inférieures à celles de l'an dernier.

Dans la pêche on observe une légère baisse en volume qui se traduit par une hausse en valeur de l'ordre de 10 p. 100.

La consommation d'énergie suit sa progression régulière avec une légère accélération pour l'électricité.

Pour les produits pétroliers l'évolution de la consommation d'essence marque un temps d'arrêt au profit du super ; la consommation de fuel lourd par l'industrie a augmenté de plus de 10 p. 100 comme celle de fuel léger, au détriment de celle du charbon.

Le trafic du port de la Pallice est en légère augmentation grâce à une hausse de 30 p. 100 des exportations et malgré une baisse des importations de 8 p. 100.

On note une baisse des importations d'engrais (— 25 p. 100) et une augmentation des exportations de spiritueux (+ 40 p. 100).

Dans le secteur industriel, les industries alimentaires ont connu une reprise d'activité comme celles du bois, de l'ameublement et de la construction électrique.

La production de papier carton dans la Charente est également en expansion.

La situation est moins brillante dans les industries du textile et du travail des étoffes peu importantes dans cette région.

Les industries annexes de l'automobile et le bâtiment sont les activités communes des quatre départements les plus importantes.

En ce qui concerne les véhicules, les immatriculations de voitures particulières et commerciales augmentent au rythme annuel assez faible de 7 p. 100.

Les ventes de tracteurs agricoles marquent en 1961 un léger recul sur 1960 de plus de 12 p. 100.

Cette tendance souligne une certaine saturation du marché.

Dans la construction le nombre des logements autorisés, en forte augmentation sur celui de 1960 et 1959, laisse prévoir une activité en expansion dans les mois qui viennent plus particulièrement dans les deux Charentes et la Vienne.

Depuis le dernier recensement, sur 46.000 logements autorisés, 36.000 ont été terminés soit une augmentation du patrimoine immobilier de 8 p. 100.

Dans le commerce on assiste à une concentration et à une organisation dans les centres urbains et dans les quartiers où se sont implantées les constructions neuves.

Dans l'ensemble le chiffre d'affaires du commerce est en augmentation.

La saison touristique qui avait été en progrès en 1960 par rapport à 1959, devrait connaître encore une augmentation sensible en 1961.

Les avoirs des déposants qui avaient augmenté de 10 p. 100 de 1959 à 1960, ont augmenté en 1961 à un rythme de 15 p. 100.

MOUVEMENT D'UNITÉS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES IMPORTANTES.

Construction d'un gazoduc desservant Chauvigny, Nouailles et Poitiers.

Construction d'une nouvelle faculté à Poitiers.

Construction d'une deuxième jetée à Royan.

Construction d'un port sur la Charente et de la ligne Nantes-Bordeaux à Cabariot.

Construction à Niort d'une usine de produits chimiques.

Construction d'une usine Royco à Doisay-sur-Vienne.

Extension de la fabrication de produits chimiques à Melle.

10. — LIMOUSIN

Cette région, la plus petite de « ses vingt sœurs » par sa population (un peu plus de 700.000 habitants) sinon par sa surface (1.706.000 hectares) occupant la quatrième place derrière l'Alsace, la région parisienne et la Haute-Normandie, n'a pas une situation économique particulièrement dynamique.

Dans cette région la population éparse dépasse la population agglomérée du chef-lieu de plus de 8 p. 100 ce qui la rend assez réfractaire à une adaptation au progrès technique. Après avoir connu un maximum de population au début de ce siècle, proche du million, cette dernière est retombée à son niveau de 1801, ce qui n'est le cas pour aucune autre région, sauf peut-être pour celle du Midi-Pyrénées. Elle se distingue toutefois de celle-ci car elle est la seule des régions françaises où la balance naissance-décès est négative. La moins bien classée après elle est l'Auvergne dont la balance est positive et de l'ordre de 3.000 seulement alors que celle du Midi-Pyrénées est proche de 11.000.

La population du Limousin est celle qui compte le plus de personnes âgées de 65 ans et plus : près de 17 p. 100 contre moins de 12 p. 100 pour la France entière.

Elle est également la seule région de France où le nombre des femmes de 65 ans et plus soit supérieur à celui des filles de moins de 15 ans.

En ce qui concerne l'emploi, le nombre des offres d'emploi non satisfaites est toujours faible alors que celui des demandes a diminué en 1960 par rapport à 1959 de 16 p. 100 exclusivement dans la Haute-Vienne. Dans les deux autres départements les demandes sont très faibles.

Le nombre des chômeurs secourus a baissé de 30 p 100.

A la fin du premier semestre 1961 une amélioration s'est signalée par une augmentation importante des offres d'emploi dans la Corrèze et un recul des demandes d'emploi.

Une augmentation spectaculaire du nombre des logements autorisés qui a plus que doublé en un an, est sans doute à l'origine de cette amélioration.

Dans cette région il a été terminé 19.000 logements sur près de 26.000 autorisés depuis 1954 ce qui ne correspond pas à 8 p. 100 du patrimoine dénombré au recensement de 1954. Cependant la durée hebdomadaire du travail dans la région est supérieure à 40 heures dans toutes les branches. C'est dans le papier carton qu'elle est la plus forte avec près de 49 heures ainsi que dans le bâtiment, les industries chimiques et les industries du bois. Dans les industries agricoles et alimentaires elle dépasse 46 heures. Elle dépasse légèrement 45 heures dans les industries mécaniques.

Dans la céramique et les matériaux de construction elle dépasse tout juste 42 heures, alors que dans le textile, le travail des étoffes et le cuir, elle se situe juste au-dessus de 40 heures.

Le marché de l'automobile indique une expansion qui semble confirmer une augmentation des revenus.

Les ventes de voitures particulières et commerciales neuves, qui en 1960 n'avaient augmenté que de 3 p. 100 ont augmenté, dans les premiers mois de 1961 par rapport à la période correspondante de 1960, de 18 p. 100 pour la région (15 p. 100 en Corrèze, 18 p. 100 dans la Creuse et 13 p. 100 dans la Haute-Vienne).

En revanche le marché des tracteurs a connu une baisse des ventes en 1960 de plus de 16 p. 100. Pour les premiers mois de 1961 le recul par rapport à la période correspondante de 1960 est de 10 p. 100.

Le nombre des postes de radio a augmenté au cours des douze premiers mois de près de 5 p. 100 alors que celui des téléviseurs faisait plus que doubler, mais il ne représente pas encore un dixième de celui des appareils radio.

La consommation d'énergie est en augmentation de 16 p. 100 pour le gaz, 10 p. 100 pour l'électricité. Pour les produits pétroliers, les ventes d'essence sont restées stationnaires. En revanche celles de super ont augmenté de 15 p. 100, celles de gaz oil de 10 p. 100, celles de fuel léger de 5 p. 100 pour l'industrie et de 25 p. 100 pour l'agriculture.

La production de porcelaine a connu une reprise de 15 p. 100, celle observée dans la chaussure n'a été que de 12 p. 100.

La production de charbon de la Creuse a connu un recul de plus de 15 p. 100.

Les compensations effectuées dans les chambres de la région ont diminué en nombre de 6 p. 100 mais augmenté en montant de près de 20 p. 100.

Les prêts en cours au crédit agricole ont augmenté en un an de plus de 16 p. 100.

Les dépôts dans les caisses d'épargne ont augmenté de 11 p. 100 au cours des douze derniers mois. De fin 1959 à fin 1960 ils s'étaient accrus de moins de 8 p. 100.

Dans l'agriculture si la collecte de blé est sensiblement égale à celle de la campagne précédente, la production de viande a progressé de plus de 16 p. 100 pour les gros bovins, de plus de 10 p. 100 pour les veaux. En revanche celle de porc est en recul de plus de 8 p. 100.

Pour conclure, ont peut penser que la conjoncture est plus favorable qu'il y a un an et que les perspectives sont bonnes sans pour autant percevoir un changement de la tendance à long terme selon laquelle cette petite région se vide progressivement de sa population.

11. — AQUITAINE

POPULATION

L'année 1960 se présente, en général, comme la plus mauvaise de la période 1958-1960. C'est en 1960, en effet, que l'on enregistre le nombre le plus faible de naissances et le nombre le plus fort de décès.

Dans la région Aquitaine, malgré l'apport bénéfique des Basses-Pyrénées, le nombre des naissances de 1960 a été inférieur à ceux de 1958 et 1959, alors que les décès ont augmenté de 5,5 p. 100. Par conséquent, les excédents de naissance ont reculé de 13,5 p. 100 par rapport à 1958 et de 19,1 p. 100 par rapport à 1959.

Il faut noter cependant que les mariages sont en légère augmentation sur les deux précédentes années. La mortalité infantile continue à diminuer, mais son rythme de diminution se ralentit : les décès de moins d'un an n'ont diminué que de 5,5 p. 100 en deux ans.

Des disparités départementales apparaissent dans cet ensemble : pour les naissances, seules les Basses-Pyrénées sont en progrès (+ 2 p. 100) sur 1959, les Landes restent au même niveau, tandis que la Gironde recule de 2,8 p. 100, le Lot-et-Garonne de 4 p. 100 et la Dordogne de 5 p. 100.

Partout les décès sont plus importants que l'année précédente, particulièrement dans les Basses-Pyrénées (+ 7 p. 100) et la Dordogne (+ 6,4 p. 100). Il y a donc une baisse générale des excédents de naissances. Dans les Basses-Pyrénées, grâce à l'augmentation des naissances, le recul n'est que de 3,7 p. 100, mais il va de 22 à 27 p. 100 dans les Landes, la Gironde et le Lot-et-Garonne et atteint jusqu'à 87,4 p. 100 en Dordogne.

De plus l'évolution de la mortalité infantile diffère sensiblement suivant les départements. Si deux d'entre eux, la Dordogne et la Gironde, sont en net progrès sur 1958, au contraire, les Basses-Pyrénées et le Lot-et-Garonne ont plus de décès infantiles qu'au cours des deux années précédentes. Enfin les Landes, se maintiennent au niveau antérieur.

Agriculture

Le trait prédominant de l'évolution agricole depuis ces dernières années est une sorte de changement structurel dû à l'introduction massive et au développement de la culture du maïs. Cette orientation nouvelle a résulté principalement de deux séries de facteurs : un facteur technique qui est l'introduction en France de maïs hybride américain, particulièrement bien adapté aux conditions climatiques du Sud-Ouest, surtout dans les régions côtières (rendement supérieur de 30 p. 100 aux précédents essais) ; et un facteur national : la production était déficitaire, comparativement aux besoins, jusqu'en 1959 et provoquait de ce fait un lourd déséquilibre de la balance commerciale vers les zones sterling et dollar.

Actuellement, la production est largement excédentaire et l'on prévoit que la politique gouvernementale d'encouragement à la culture des céréales ne sera plus suivie. Il se pose en effet un problème de débouchés que les organismes stockeurs ont parfois des difficultés à résoudre puisqu'il faut exporter. On peut évaluer, grâce au chiffre des semences vendues aux producteurs que les semailles de maïs sont achevées aux deux tiers et qu'il devrait y avoir cette année encore un accroissement des surfaces : on prévoit un accroissement de 50 à 60.000 hectares supplémentaires par rapport à 1960.

Malgré l'achat régulier des récoltes par les organismes stockeurs, et malgré leur stricte observance du prix légal, les cultivateurs ont une certaine inquiétude quant à l'écoulement de la récolte à venir, d'autant plus que les rendements devraient eux-aussi s'accroître cette année.

La pluviosité de l'été 1960 a entravé les semis d'automne et souvent le maïs a été préféré au blé. Les conditions atmosphériques pourraient entraîner une qualité inférieure et un pourcentage de déchets plus fort que précédemment.

De même, les gelées et les pluies ont forcément réduit la production de certaines primeurs et de certains fruits (récolte de cerise inférieure de 50 p. 100 à celle de 1960) ou bien la sécheresse du début de l'année suivie d'une pluie abondante a fait baisser la qualité de certains autres (fraises, asperges).

En ce qui concerne les vins, la crainte de gelées tardives avait figé le marché. Depuis, le risque semblant définitivement écarté, on a assisté à une reprise des transactions qui ont parfois fait notablement varier les cours.

— Baisse sur les vins blancs ordinaires à partir du moment où les coopératives se sont mises à vendre (autour du 10 mai).

— Les vins blancs de qualité maintiennent leur cours, bien que leur valeur soit parfois inégale.

Il y a donc un décrochage entre les vins ordinaires et les vins supérieurs, ce qui se produit assez rarement.

— Les vins rouges ont toujours fait l'objet de transactions, mais celles-ci, intensifiées ces derniers temps ont provoqué une chute très légère des prix.

— Les vins rouges de qualité supérieure, après avoir connu un fort courant d'achat, de novembre à février, voient le volume des transactions baisser depuis un mois. Les prix sont eux aussi en baisse, bien que la qualité se maintienne absolument.

Les agriculteurs, dans leur ensemble, se plaignent beaucoup de leur situation et estiment que leurs prix de vente sont orientés vers la baisse, alors que le prix du matériel et les différentes charges sont en augmentation constante. Les doléances enregistrées concernent surtout la situation de l'exploitation de dimensions moyennes et, en général, le manque de main-d'œuvre, la disproportion entre les prix agricoles et les prix industriels, le pouvoir d'achat en régression, l'inquiétude quant aux débouchés, les erreurs ou l'absence de la politique gouvernementale, le poids des différentes charges imposées à l'agriculteur.

Commerce

L'évolution du commerce dans la région Aquitaine a suivi depuis 1957 l'évolution générale de ce secteur. On observe plus particulièrement certaines tendances.

La modernisation générale des points de vente est manifeste, plus peut-être dans les petits centres que dans les grandes villes. Les problèmes de financement que pose cette modernisation sont réglés soit par autofinancement, soit par recours au crédit à moyen terme. De même une évolution parallèle se fait jour en ce qui concerne les techniques de gestion. Les commerçants, de plus en plus soucieux de la promotion de leurs entreprises ont souvent recours à une aide technique ou, dans le même ordre d'idées, continuent à créer et à développer des groupements d'achats, tandis que d'autres s'orientent vers l'intégration à des chaînes volontaires ou succursalistes.

Durant la même période, on note un développement du commerce itinérant dans les milieux ruraux de la Dordogne et des Landes en particulier, tandis que dans les villes, les grands magasins se développent en intensité surtout (libre-service), car ils restent stables quant au nombre. Depuis ces dernières années pourtant ce développement tend à se ralentir. En effet, le secteur tertiaire dans le Sud-Ouest est suffisamment développé, et on estime généralement qu'il pourrait supporter sans grands changements une augmentation démographique ou un accroissement de la population : si l'on tient compte du fait que la moyenne française est de 146 points de vente pour 10.000 habitants, il apparaît que l'équipement commercial du Sud-Ouest est souvent supérieur à cette moyenne : 186 en Gironde, 156 dans les Basses-Pyrénées, 147 dans le Lot-et-Garonne, tandis que les chiffres des Landes (136) et de la Dordogne (123) témoignent d'un sous-équipement apparent, compensé par le commerce itinérant.

Au cours de l'évolution plus récente, on note un accroissement du chiffre d'affaires global, sans augmentation du nombre des entreprises, qui cache une certaine évolution par secteurs : diminution du nombre de commerces marginaux surtout dans l'alimentation au profit d'autres secteurs comme l'électroménager. Depuis 1960, l'évolution des affaires est normale : stabilité due à celle de la monnaie, tandis que certains secteurs sont en voie de saturation : automobiles, télévision.

De même, pour l'avenir, aucun bouleversement notable n'est à envisager, l'évolution saisonnière semble devoir se dérouler normalement.

Banques

On assiste dans ce secteur depuis 1959 à une lente progression d'activité aussi bien sur le marché intérieur qu'à l'exportation. Ces tendances se confirment au cours de l'évolution la plus récente (début de 1961). En particulier, on note une augmentation d'ensemble des comptes créditeurs et des escomptes commerciaux.

Dans cette profession, les conditions de l'emploi demeurent stables ; on enregistre seulement un assez grand nombre de demandes d'emploi émanant presque exclusivement de jeunes qui viennent de terminer leurs études. Ces demandes, supérieures aux besoins surtout en ce qui concerne le personnel féminin ne peuvent être que partiellement satisfaites. Les salaires, relevés en janvier 1960 de 5 à 7 p. 100 sont demeurés inchangés.

Emploi

L'étude des courbes des « chômeurs totaux secourus » et des « demandes d'emploi non satisfaites » sur le plan régional (cf. tableau) comparée aux courbes nationales montre que depuis de longues années les variations de l'emploi dans la région et en France sont concomitantes. Cependant, lorsque la situation s'améliore en France, cette amélioration est moins prononcée en Gironde. Par exemple, depuis 1957-1958, le chômage résiduel doit être plus fort en Gironde que dans la France entière.

La situation évolue donc de façon défavorable. Les services spécialisés de la préfecture de la Gironde estiment qu'en 1960, la Gironde a près de 50 p. 1000 des chômeurs secourus français au lieu de 30 p. 1000 en 1954 ; et 45 p. 1000 de demandes d'emploi non satisfaites au lieu de 38 p. 1000, alors que la population active de la Gironde représente entre 20 et 21 p. 100 de la population active française.

De plus, l'extraordinaire faiblesse des offres d'emploi en Gironde est un autre indice de la gravité de cette situation.

A tout ceci vient s'ajouter le fait que de nombreuses entreprises de la région réduisent leur activité ou ferment leurs portes alors que la création d'entreprises nouvelles n'influe que très peu sur le marché régional de la main-d'œuvre. Le classement de la région en zone spéciale de conversion n'a pas eu les effets escomptés.

Pourtant certains organismes comme l'Assedic estiment qu'il y a moins de chômeurs inscrits chez eux que l'année dernière à la même époque. L'évolution saisonnière est normale : une forte pointe de demandes d'emploi se produit de décembre à février, qui n'est résorbée que vers la fin de l'été et le début de l'automne.

Comme l'année dernière, on note dans tous les secteurs la difficulté de trouver des ouvriers spécialisés ou qualifiés, ceux-ci étant attirés par d'autres régions.

Prix et salaires

Pour les trois premiers mois de 1961, les prix sont en hausse dans les secteurs suivants : conserves, importations de bois, industrie du bois (plus de 3 p. 100), produits chimiques. Dans les autres industries il n'y a pas eu de variations notables, sauf une baisse des cours du café.

En ce qui concerne les salaires, les revendications du secteur public n'ont pas eu, en Gironde, de répercussion sur le secteur privé. De ce fait, les salaires n'ont subi aucun changement dans la grande majorité des professions. Toutefois, les salaires ont augmenté de 4 p. 100 dans la bonneterie, et de 2 p. 100 dans l'industrie du papier au 1er janvier 1961, tandis qu'en mars 1961 des accords ont été conclus pour la couture (majoration de 5 p. 100 sur les taux de juin 1960) et pour les maîtres tailleurs (majoration de 4 p. 100).

Dans la métallurgie, la question du relèvement des salaires posée depuis l'an dernier est soumise à un médiateur. D'autre part, malgré une conjoncture défavorable, il est constaté chez les fabricants de meubles une hausse consécutive à l'accord paritaire modifiant la grille des salaires minima.

Les salaires sont restés constants dans le commerce de détail non alimentaire.

Industrie

Une assez grande stabilité caractérise l'activité industrielle de la région depuis 1960. Les prix qui restent au même niveau depuis que la monnaie est stabilisée, n'entraînent que peu de variations des salaires. Un examen par secteurs montre toutefois certaines disparités, surtout dans les secteurs touchés par la fermeture d'usines importantes (métallurgie).

Une pénurie de travailleurs a été enregistrée dans la bonneterie (main-d'œuvre spécialisée) et dans la conserverie. Par contre, un chômage partiel est signalé par les transporteurs routiers et les fabricants de meubles.

Les chiffres d'affaires sont stationnaires pour les industries du meuble, du vêtement, du papier, les commerces des cafés et les transports. Ils sont en progression sensible pour les produits chimiques, l'industrie du bois et les chaussures (plus de 20 p. 100).

Les perspectives sont favorables pour les produits chimiques et la bonneterie. Malgré des ordres normeaux à court terme, les importateurs de bois font état d'un léger ralentissement en raison du manque de crédits pour les constructions individuelles. De même, les fabricants de parquets signalent l'éventualité de l'arrêt de certaines usines de moyenne importance, ce qui poserait de graves problèmes de reclassement de la main-d'œuvre.

Sur les marchés extérieurs, les transactions ont été faibles en général (sauf pour les vins).

Le fait le plus important de ce tableau reste donc la fermeture de nombreuses entreprises. Ce mouvement qui doit se poursuivre en 1961 est dû à la tendance générale à la concentration dans toute la France.

La direction départementale du travail remarque qu'en 1958-1959-1960, trente-huit entreprises ont disparu dans le seul département de la Gironde (représentant un effectif de 1.083 ouvriers).

I. — Mouvement de la population

Naissances (dans les cinq départements).

ANNÉES	PREMIER TRIMESTRE	DEUXIÈME TRIMESTRE	TROISIÈME TRIMESTRE	QUATRIÈME TRIMESTRE	TOTAL
1957	9.232	9.285	9.185	8.849	36.551
1958	9.001	9.213	8.659	9.025	35.898
1959	9.286	9.380	9.132	8.553	36.351
1960	8.908	9.211	9.105	8.503	35.727
1961	»	»	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

II. — Emploi

1° *Demandes d'emploi non satisfaites (dans les cinq départements).*

ANNÉES	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMB.	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
1957	7.345	7.438	6.772	6.284	5.816	5.456	4.368	4.370	4.774	5.501	6.093	6.457
1958	7.441	7.305	6.681	6.367	6.179	5.503	4.930	4.919	5.485	6.198	7.351	8.271
1959	8.271	9.576	10.154	9.846	9.251	8.670	7.626	6.673	6.697	6.872	7.306	8.828
1960	9.545	10.664	10.697	10.768	9.093	8.043	6.800	6.137	6.291	6.334	6.571	8.193
1961	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

2° *Chômeurs totaux secourus (Gironde).*

ANNÉES	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMB.	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
1957	1.246	1.296	1.243	1.169	1.068	1.064	763	870	756	824	945	1.025
1958	1.090	1.171	1.123	1.094	1.059	934	924	856	922	904	1.071	1.281
1959	1.534	1.746	1.796	1.742	1.878	1.709	1.437	1.389	1.165	1.682	1.638	1.747
1960	2.026	2.303	2.193	2.112	1.860	1.580	1.441	1.375	1.255	1.290	1.396	1.574
1961	1.812	1.756	1.679	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source: Préfecture.

3° *Durée hebdomadaire du travail dans certaines activités pour les quatre départements.*
(En heures.)

	PREMIER TRIMESTRE	DEUXIÈME TRIMESTRE	TROISIÈME TRIMESTRE	QUATRIÈME TRIMESTRE
Bâtiment et travaux publics:				
1957	48,3	49,4	48,4	48,1
1958	48,1	49,2	50,2	48,8
1959	49,4	49,1	49,4	»
1960	»	»	»	»
Industries chimiques:				
1957	46,5	45,5	45,5	44,6
1958	44,9	45,7	44,6	44,6
1959	47,7	46,7	46,9	»
1960	»	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

III. — Energie

Consommation d'énergie: vente de fuel lourd à l'industrie (dans les cinq départements).
(En tonnes.)

ANNÉES	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMB.	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
1957	22.863	20.512	21.205	21.833	17.957	18.007	19.782	12.997	16.877	18.809	18.028	19.033
1958	19.348	17.454	18.108	17.379	17.832	17.342	14.669	10.983	15.088	15.962	15.519	17.611
1959	14.437	12.082	12.734	12.834	11.915	10.584	8.776	6.566	10.132	10.262	8.511	13.707
1960	15.208	15.584	14.647	11.287	11.043	10.393	10.555	8.146	8.971	10.901	13.231	13.194
1961	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

IV. — Agriculture

Collecte de céréales (blé, maïs).
(En tonnes.)

ANNÉES	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMB.	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
1959	8.041	16.564	27.063	30.801	15.047	13.501	37.838	42.903	11.553	28.720	41.943	25.627
1960	22.417	30.980	45.926	43.027	44.239	34.084	37.832	42.903	11.553	19.608	44.034	49.483
1961	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

V. — Industrie

Permis de construire accordés et nombre de logements correspondants (Gironde).

ANNÉES	PREMIER TRIMESTRE		DEUXIÈME TRIMESTRE		TROISIÈME TRIMESTRE		QUATRIÈME TRIMESTRE	
1957	788	772	881	1.084	757	729	834	922
1958	991	1.066	928	1.311	708	1.503	759	940
1959	803	1.662	976	1.207	584	946	975	1.744
1960	707	675	727	1.616	775	3.022	1.044	2.411
1961	»	»	»	»	»	»	»	»

Source: préfecture.

VI. — Commerce, transports et communications

1° *Radiations de fonds (Gironde).*

ANNÉES	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMB.	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
1957.....	245	179	176	154	179	129	170	120	146	196	185	297
1958.....	212	201	196	171	163	152	172	125	145	190	169	287
1959.....	251	172	163	187	137	127	172	122	153	194	189	405
1960.....	195	141	148	133	123	128	135	99	102	157	145	222
1961.....	150	120	157	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : préfecture.

2° *Inscriptions nouvelles (en Gironde).*

ANNÉES	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMB.	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
1957.....	177	181	178	143	138	159	172	126	145	166	112	122
1958.....	202	192	218	205	155	186	129	127	143	153	156	212
1959.....	226	247	186	214	202	183	181	152	125	174	153	218
1960.....	253	279	292	223	194	211	170	134	160	194	183	181
1961.....	252	256	285	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : préfecture.

3° *Wagons chargés dans l'arrondissement de Bordeaux.*

(1.000.)

ANNÉES	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMB.	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
1957.....	36,7	34,7	38,9	35,9	38,9	38,1	40,5	32,8	37,3	40,8	39,2	41,7
1958.....	32,2	29,7	32,2	30,4	28,4	29,7	29,7	24,5	30,1	31	27,5	29,2
1959.....	27	26	28	28	25	29	29	23	28	29	27	28
1960.....	24,5	23,5	27,6	26,5	24,8	29,1	28,8	22	29,5	28	25,9	28,5
1961.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : I. N. S. E. E.

VII. — Finances

Excédent des dépôts de la caisse d'épargne.

(En millions d'anciens francs.)

ANNÉES	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMB.	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
1957.....	744	342	209	218	113	— 8	190	337	91	— 9	39	— 76
1958.....	867	553	439	395	— 115	179	429	369	78	84	169	279
1959.....	949	319	237	460	205	207	595	452	221	214	117	410
1960.....	700	482	190	310	147	41	424	349	175	148	64	157
1961.....	796	99	166	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : préfecture de la Gironde.

VIII. — Salaires

Produit du versement forfaitaire de 5 p. 100 sur les salaires « particuliers » (en Gironde seulement).

(En millions d'anciens francs.)

ANNÉES	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMB.	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
1957.....	439	383	292	406	322	264	283	364	298	364	281	288
1958.....	524	436	329	502	340	318	415	357	331	434	369	360
1959.....	549	504	399	519	373	341	475	379	340	409	451	408
1960.....	545	540	328	461	411	371	484	428	378	471	421	451
1961.....	683	552	368	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : préfecture.

12. — MIDI-PYRENEES

Population

(1.975.000 habitants au recensement de 1954.)

Pas de phénomène marquant à signaler. Le nombre des mariages (tableau n° 1) de 1960, pratiquement inchangé par rapport à 1959, est en légère progression par rapport à 1957 et 1958. Les mariages du premier trimestre 1961 sont toutefois inférieurs (— 6,1 p. 100) à ceux du premier trimestre 1960. Les naissances sont remarquablement stables depuis 1957 autour du chiffre de 31.000 par an ; le premier trimestre 1961 marque toutefois une pointe (+ 5 p. 100) par rapport au premier trimestre 1960. Les décès oscillent depuis 1957 entre 24.000 et 26.000 par an ; la pointe de décès du premier trimestre 1960 ne s'est pas reproduite en 1961. Au total la population s'accroît, par le mouvement naturel, de 5.000 à 7.000 personnes par an, ce qui représente un taux d'accroissement naturel de 2,5 à 3,5 p. 100 (calculé par rapport à l'effectif de 1954).

Emploi

La situation de l'emploi s'est sensiblement améliorée en 1960, après la dépression de 1959 : offres d'emploi plus nombreuses (tableau 5) demandes d'emplois non satisfaites moins nombreuses (tableau 6) mais sans atteindre le niveau particulièrement élevé de 1957. Le premier trimestre 1961 marque un progrès par rapport à 1960 pour les offres d'emploi (chiffres désaisonnalisés), mais les demandes d'emploi non satisfaites (chiffres désaisonnalisés) dépassent en janvier et février 1961 le niveau du quatrième trimestre 1960, mars 1961 marquant toutefois une diminution. Au total, la situation de l'emploi dans son ensemble peut être considérée comme stable à un niveau satisfaisant, proche du plein emploi.

Il convient toutefois de signaler la situation plus difficile du secteur de la construction aéronautique. De janvier 1961 à avril 1961, d'après le résultat de l'enquête sur les carnets de commandes effectuée par l'I. N. S. E. E., le nombre des salariés est resté pratiquement inchangé (9.851 en avril contre 9.822 en janvier), mais la durée hebdomadaire moyenne du travail a diminué de 50 h 56 à 48 h 61, la cause en étant le dégonflement du carnet de commandes qui de plus de douze mois en janvier est passé à huit et neuf mois en avril ; cette situation est d'ailleurs uniquement imputable à l'entreprise dominante du secteur Sud-Aviation (7.200 salariés), les autres entreprises ne connaissant pas de difficultés.

Agriculture

La tardivité de la récolte de maïs en 1960 et les pluies de l'automne ont réduit de près de moitié, dans l'ensemble de la région, les semailles de blé d'automne et ont entraîné, malgré le recours à des semailles de printemps, une réduction des emblavures de l'ordre de 20 p. 100 par rapport à une année normale ; le rendement moyen (en raison du rendement plus faible des blés de printemps) sera également inférieur à la normale ; la récolte 1960 sera donc très sensiblement au-dessous de la normale.

Les superficies en maïs ont été par compensation augmentées par rapport à 1960 ; les semailles se sont faites dans de très bonnes conditions et les perspectives sont bonnes pour le moment, mais il est encore trop tôt pour se prononcer sur la future récolte.

La récolte de fourrage est bonne et exclut le risque de vente massive de bétail pesant sur les cours, à l'entrée de l'hiver, par suite du manque de fourrage pour l'hiver.

La collecte de lait (tableau n° 11), en progression très nette en 1960 par rapport aux années antérieures, continue à augmenter en 1961 mais la production laitière trouve difficilement à s'écouler et les organismes collecteurs ne respectent pas les prix officiels du lait à la production.

Le tableau 12 montre l'augmentation de 1957 à 1960, des quantités de viande abattue dans la région. Le premier trimestre de 1961 est marqué par un chiffre exceptionnellement élevé en mars.

Energie

Le tableau 7 montre depuis 1957 le mouvement ascendant de la consommation de l'électricité haute tension avec un palier en 1959 ; le premier trimestre 1961 sensiblement supérieur au premier trimestre 1960 continue la progression.

Les chiffres du tableau 8 relatif à la consommation de fuels lourds présentent des irrégularités dues sans doute à des phénomènes de stockage ; la consommation a progressé légèrement (+10 p. 100) de 1957 à 1960 ; janvier et février 1961 marquent une hausse très sensible par rapport à 1960, qu'il serait prématuré d'interpréter.

Les chiffres de consommation de gaz industriel (tableau 9) et de consommation de charbon par l'industrie (tableau 10), sont malheureusement très incomplets et les chiffres de 1961 ne sont pas disponibles.

Industrie

L'indice d'activité relatif à la Haute-Garonne calculé par l'Union régionale des groupements patronaux marque une légère progression depuis 1957 ; le chiffre des trois premiers mois de 1961 légèrement inférieurs dans l'ensemble à la moyenne de 1960 dépassent toutefois ceux des trois mois précédents.

L'indice du chiffre d'affaires industriel à Toulouse calculé par l'I. N. S. E. E., corrigé des variations de prix et des variations saisonnières (tableau 14) témoigne d'une remarquable stagnation (coupée par le creux de la récession de 1959). Les deux premiers mois de 1961 sont en légère baisse sur les mois précédents, sans qu'on puisse en tirer de conclusion précise, l'indice accusant des irrégularités accidentelles d'un mois à l'autre. Au total, la tendance pour Toulouse et la Haute-Garonne paraît être à la stabilité.

Pour l'ensemble de la région on ne possède pas d'indice d'activité ou de chiffre d'affaires, mais on peut tirer quelques indications des réponses fournies dans la région à l'enquête nationale de février 1961 sur la situation et les perspectives dans l'industrie. Sur quarante réponses d'industriels de la région, onze indiquent que leur production a augmenté depuis octobre 1960 et cinq qu'elle a diminué (vingt-quatre sans changement ou variations saisonnières), treize prévoient une augmentation d'ici les vacances d'été 1961 et trois une diminution (vingt-quatre sans changement ou variations saisonnières) ; ces résultats, d'ailleurs concordant avec ceux relatifs à l'ensemble du territoire, indiqueraient une tendance modérée à l'expansion ; il faut cependant noter une légère indication en sens contraire : la capacité de production inutilisée s'est accrue pour neuf entreprises et a décru pour sept entreprises (sans changement pour vingt-quatre entreprises).

Commerce

L'indice du chiffre d'affaires des commerces alimentaires à Toulouse, corrigé des variations de prix (tableau 15) marque une progression modérée (6 p. 100 de 1957 à 1960) ; les premiers mois de 1961 ne marquent pas de tendance nette : progression en janvier, recul en février. Cet indice ne concerne que Toulouse.

L'indice du chiffre d'affaires des commerces divers, corrigé des variations de prix, bien que relatif également à la seule ville de Toulouse, donne une idée des tendances de la consommation dans l'ensemble de la région. Il accuse une progression sensible (+11,4 p. 100) de 1957 à 1960 (1) avec une pointe très marquée au deuxième semestre 1960 ; les deux premiers mois de 1961 marquent un retour à un niveau plus faible mais encore sensiblement plus élevé qu'aux premiers mois de 1960.

(1) Il convient de remarquer que pour ces deux indices relatifs à la consommation des particuliers, un creux se présente en 1958 alors qu'il apparaît en 1959 pour les indices relatifs à la production.

Transport, tourisme

Le trafic ferroviaire apprécié d'après le tonnage des marchandises expédiées (tableau 17) accuse une progression régulière de 1957 à 1960 qui se poursuit pendant les premiers mois de 1961.

La consommation d'essence et de super-carburant (tableau 18) montre le progrès régulier du tourisme automobile qui se poursuit en 1961 : les chiffres des premiers mois sont supérieurs de 20 à 25 p. 100 aux chiffres correspondants de 1960.

Finances privées (Epargne)

Les excédents de dépôts à la caisse nationale d'épargne (tableau 19), en augmentation régulière de 1957 à 1959, ont légèrement diminué en 1960. Le tableau 20 relatif à l'ensemble des caisses (dont les chiffres ne sont disponibles que depuis 1959) montre la même diminution en 1960. Sur les deux tableaux les chiffres de janvier et février 1961 sont inférieurs à ceux des mois correspondants de 1960 ; mais celui de mars 1961 dépasse celui de mars 1960.

Tension sociale

Dans le secteur public, le mouvement revendicatif national a été suivi dans le cadre régional.

Dans le secteur privé, la pression à la hausse des salaires n'est pas violente mais est continue.

Pour une certain nombre de secteurs (textile, chimie, imprimerie, ameublement) les salaires sont fixés sur le plan national et les organisations patronales et ouvrières locales n'interviennent pas.

Dans les secteurs où les salaires sont discutés sur le plan local, la pression revendicative est vive à Sud-Aviation, malgré des salaires nettement plus élevés que les salaires moyens de la métallurgie.

Les revendications sont également assez aiguës de la part des employés de magasin ; elles portent sur les barèmes de salaire minima qui sont largement dépassés par les salaires pratiqués dans les grands magasins, mais dont l'augmentation se répercuterait sur les salaires effectifs dans les entreprises moins importantes.

Prix des terrains et des logements neufs

On ne trouve pratiquement plus de terrain à bâtir dans le périmètre de l'agglomération de Toulouse à moins de 30 à 40 NF le mètre carré.

En ce qui concerne les logements neufs à Toulouse, on en trouve facilement à louer pour un prix relativement abordable : 230 à 250 NF pour un F3 ; le prix à l'achat d'un F3 dans un immeuble collectif se situe vers 40 à 50.000 NF dont une partie n'est payable qu'à terme sous forme de remboursements au Crédit foncier.

1. *Mariages.*

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	3.104	»	2.299	»	»	3.291	»	»	3.820	»	»	3.006	»
1958	3.141	»	2.066	»	»	3.389	»	»	3.850	»	»	3.220	»
1959	3.286	»	2.247	»	»	3.526	»	»	4.082	»	»	3.290	»
1960	3.281	»	2.182	»	»	3.417	»	»	4.347	»	»	3.178	»
1961	»	»	2.048	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : I. N. S. E. E.

2. *Naissances vivantes.*

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	7.769	»	7.948	»	»	7.881	»	»	7.803	»	»	7.444	»
1958	7.264	»	7.701	»	»	7.860	»	»	7.295	»	»	7.641	»
1959	7.755	»	7.790	»	»	7.834	»	»	7.942	»	»	7.543	»
1960	7.749	»	7.616	»	»	8.082	»	»	8.049	»	»	7.248	»
1961	»	»	7.997	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : I. N. S. E. E.

3. *Décès.*

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	6.468	»	7.340	»	»	5.700	»	»	5.203	»	7.629	»	»
1958	5.934	»	6.948	»	»	5.754	»	»	5.071	»	5.965	»	»
1959	6.317	»	6.945	»	»	6.525	»	»	5.423	»	6.375	»	»
1960	6.513	»	8.799	»	»	5.668	»	»	5.217	»	6.369	»	»
1961	»	»	6.934	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : I. N. S. E. E.

4. *Excédent (+) ou déficit (—) des naissances sur les décès.*

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	1.301	»	+ 608	»	»	+ 2.181	»	»	+ 2.600	»	— 185	»	»
1958	1.690	»	+ 753	»	»	+ 2.106	»	»	+ 2.224	»	+ 1.676	»	»
1959	1.438	»	+ 845	»	»	+ 1.309	»	»	+ 2.519	»	+ 1.078	»	»
1960	1.235	»	— 1.183	»	»	+ 2.414	»	»	+ 2.832	»	+ 879	»	»
1961	»	»	+ 1.063	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

5. *Offres d'emploi non satisfaites (désaisonnalisées).*

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	897	886	1.070	1.033	922	863	884	884	820	683	891	913	912
1958	671	956	897	781	756	972	599	574	502	452	533	502	529
1959	463	437	425	491	392	428	491	583	463	435	416	531	459
1960	517	517	595	516	382	587	560	633	638	364	403	481	529
1961	»	612	685	501	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Sources: I. N. S. E. E., ministère du travail, Centre de recherches économiques et statistiques de la faculté de droit de Toulouse.

6. *Demandes d'emploi non satisfaites (désaisonnalisées).*

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	4.080	4.816	3.902	4.248	4.029	4.044	4.013	3.967	4.085	4.014	4.076	3.949	3.820
1958	4.419	3.780	3.741	3.696	3.817	3.981	4.217	4.471	4.833	4.741	5.079	5.303	5.370
1959	5.547	5.751	5.826	5.683	5.860	5.898	5.596	5.367	5.665	5.233	5.129	5.265	5.287
1960	5.187	5.255	5.433	5.250	5.030	4.944	4.742	5.007	5.205	4.950	5.389	5.630	5.410
1961	»	5.768	5.633	5.369	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Sources: I. N. S. E. E., ministère du travail, Centre de recherches économiques et statistiques de la faculté de droit de Toulouse.

7. *Consommation d'électricité haute tension par l'industrie.*
(En millions de kilowattheures.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	196	162,2	152,7	196,2	212,6	230,2	218,2	221,2	204,6	198,3	203,7	191,6	160,8
1958	215,1	175,2	161,4	217,2	232,9	238,2	227,6	232,2	214,3	208,5	210,3	197,1	175,8
1959	212,1	171,8	165,2	208	242,7	245,8	239,7	236,8	216	208,6	217,8	199,4	193,8
1960	264,4	199,1	218,2	263,5	274,5	291,1	282,2	281,8	263,9	270,8	276,1	286,2	266
1961	»	253,1	246,3	291,2	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source: E. D. F.

8. *Fuel lourd (désaisonnalisé).*
(1.000 tonnes.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	4	4,7	2,5	3	3,3	4,4	3,3	3,2	2,8	3,8	4,5	6,4	6,3
1958	4,5	8,1	4,3	7,4	6,5	3,4	3,7	3,9	3,6	3,4	3	3,1	3,2
1959	3,8	3,4	3,5	3,4	4,1	3,7	3,7	3,7	3,5	4,6	3,6	4,1	3,8
1960	4,4	4,9	4,5	4,1	3,9	4,3	4,2	3,5	5	4,8	3,7	5,2	4,9
1961	»	6,6	6	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Sources: Comité professionnel du pétrole, I. N. S. E. E., C. R. E. S.

9. *Gaz (usages industriels).*
(En millions de thermies.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1958	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1959	»	»	238,4	266,8	»	»	260,6	»	230,2	273,4	287,8	304,6	323,3
1960	330,8	359,1	327,1	321,9	309,7	306,9	281,5	310,8	276	337,7	357	363	419,5
1961	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source: G. D. F.

10. *Combustibles minéraux solides (livraisons à l'industrie).*
(1.000 tonnes.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1958	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1959	30,8	34,6	29,3	31,7	35,7	33,5	32,8	»	77,8	»	34,5	32,6	27,8
1960	32,4	29,1	32,5	»	32,2	32,7	30,2	30,8	26,8	»	36,9	36	37,1
1961	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source: délégation Charbonnages de France.

11. *Collecte de lait.*
(En millions d'hectolitres.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	201	229,7	226,4	266,9	209,3	232,2	213,1	203,8	182,1	174,4	168,2	151,7	156,1
1958	196,9	166,3	164	181,7	209,4	236,9	226,5	218,1	205,9	198,1	195,2	181,6	179,5
1959	219	188,7	186,4	217,3	242,1	259,5	232,3	210,3	203	208,5	226,8	245,5	237,8
1960	254,7	232,5	229,2	261,4	262,7	287,1	250,9	255,2	243	255,1	262,4	265	251,7
1961	»	290,7	280,7	314,2	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source: Directions des services agricoles (préfecture).

12. *Abattage de viande (total) (désaisonnalisé).*
(En tonnes.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	6.685	6.933	7.032	6.358	6.615	7.033	6.372	6.714	6.669	6.267	6.923	6.638	6.661
1958	6.611	6.590	6.262	6.503	6.701	6.587	6.469	6.754	6.609	6.705	6.676	6.646	6.832
1959	7.429	6.923	7.105	7.024	7.444	7.422	7.700	7.536	7.345	7.603	7.777	7.549	7.724
1960	7.985	7.210	8.258	8.386	7.609	7.774	8.358	7.969	8.367	8.204	7.788	8.271	7.630
1961	»	7.885	7.892	8.754	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Sources: Direction des services vétérinaires, C. R. E. S.

13. *Indice d'activité (Toulouse et Haute-Garonne). — Ensemble pondéré (désaisonnalisé).*
(Base 100 = mars 1952.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	108	113	111,6	107,6	105,6	112,6	103,7	111	102,5	106,8	109	104,6	107,9
1958	111,7	118,1	111,2	106,8	113,8	111,4	112,2	110,4	105,6	112	116,3	110,1	112,1
1959	112,5	113,4	110,9	107,4	110,2	105,8	114,3	111,3	106,1	118	118,8	117,1	117,1
1960	114,3	100,7	119	120	118,9	122,7	120,7	111,3	114,8	115,2	108,9	114,1	105,6
1961	»	114,5	108,4	113,1	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Sources: Union régionale des groupements patronaux, C. R. E. S.

14. *Indice C. A. Toulouse. — Industrie corrigée des variations de prix* (1) *et désaisonnalisé.*
(Base 100 = moyenne 1952.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	130,4	133	137,2	129,2	129,7	132,6	124,9	126,9	126,9	131,7	128,9	126,6	136
1958	132,5	136,5	130,2	127,7	131,2	129,6	137	151,3	126,1	130,2	126,1	134,2	134,6
1959	125,3	124,3	118	131,2	129,7	121,5	124,4	140,2	108,4	127	120,5	129,6	131,7
1960	132,3	122,8	138,9	136,8	134,5	139,2	135,4	135,1	122,4	136,4	117,9	134,3	134,6
1961	»	133	130,1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

(1) L'indice a été divisé par l'indice national des prix de gros des produits industriels.
Sources: I. N. S. E. E., C. R. E. S.

15. *Indice C. A. à Toulouse. — Commerces alimentaires (corrigé des variations de prix* [1] *et désaisonnalisé).*
(Base 100 = moyenne 1952.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	146,6	145,3	135,8	138,9	142,7	148,3	143,4	153,4	161,1	149	167,4	145,9	139
1958	144,5	154,2	135,8	147,2	146,7	157,7	129	150,3	142,9	138,9	150,8	133,2	146,5
1959	150,3	149,8	144,6	144,3	145,3	141,5	150,5	154,8	142,9	154,8	156,2	152,8	165,6
1960	155,5	161,5	163,2	170,7	150,8	146,5	159,8	146,3	146	159,8	148,1	159	153,6
1961	»	165,9	150,8	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

(1) L'indice a été divisé par l'indice national des prix de détail alimentaires.
Sources: I. N. S. E. E., C. R. E. S.

16. *Indice C. A. à Toulouse. — Commerces divers (corrigé des variations de prix* [1] *et désaisonnalisé).*
(Base 100 = moyenne 1952.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	158,5	147,5	157,9	145,7	148,9	154,6	149,5	172,8	170,2	158	162,2	168,8	165,1
1958	150	152,9	159,4	149,5	147	153,8	151,4	141,3	133,7	142,5	157,5	153,4	158,1
1959	159,8	156,9	146,8	152	153,3	147,1	169,5	162,3	161,5	163,1	168,2	168,8	168,6
1960	180,6	144,2	168,5	172,5	165,4	181,2	183,8	161,3	204,7	196,5	195,2	192,4	202,6
1961	»	179,2	182,2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

(1) L'indice a été divisé par l'indice national des prix de détail des objets manufacturés.
Sources: I. N. S. E. E., C. R. E. S.

17. *S. N. C. F. — Marchandises expédiées (arrondissements de Toulouse et de Tarbes) (désaisonnalisé).*
(1.000 tonnes.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	356	335	359	354	348	375	335	389	346	332	360	361	335
1958	411	421	422	410	422	411	402	428	363	417	417	403	416
1959	446	420	415	395	444	399	440	453	552	449	435	479	478
1960	519	510	545	499	510	508	537	535	510	534	507	530	499
1961	»	545	555	599	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source: S. N. C. F.

18. *Essence plus supercarburant.*
(1.000 mètres cubes.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	21,5	15,7	11,6	17	22,9	19,2	26,1	22,6	30,1	28,3	24,3	25,6	14,5
1958	24	16,4	16,6	19,3	22,7	29,9	20,9	31,7	30,1	29,3	26,2	22,7	22
1959	25,5	19,3	17,8	22,2	23,1	27	26	33,7	36,6	27,7	26,2	23,7	23
1960	27,1	18,2	18,6	25,7	28,9	26,7	29,1	33,8	39,5	30,5	27,5	24,8	22,2
1961	»	22,7	22,6	30,8	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Sources: Comité professionnel du pétrole, I. N. S. E. E.

19. *Caisse nationale d'épargne (excédents de versements).*
(En milliers de nouveaux francs.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	1.280	4.673	3.448	1.913	1.786	553	— 376	1.203	2.357	910	— 227	— 170	— 712
1958	2.755	4.748	2.961	2.825	3.233	— 2.166	1.433	3.633	4.856	2.062	2.432	2.635	4.353
1959	3.908	5.370	2.413	2.539	3.470	2.342	3.134	5.185	5.819	3.172	3.505	2.631	7.311
1960	3.719	7.654	5.863	2.271	2.895	4.585	2.194	4.463	5.412	3.555	2.084	1.401	2.244
1961	»	6.469	3.832	3.496	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Sources: Caisse nationale d'épargne, I. N. S. E. E.

20. *Ensemble de la caisse nationale d'épargne et des caisses d'épargne privées (excédents de versements).*
(En milliers de nouveaux francs.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1958	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1959	8.916	11.320	6.472	6.441	9.218	5.551	5.149	11.958	11.620	7.036	7.471	5.951	16.087
1960	8.590	18.626	10.886	5.859	7.356	7.337	3.852	13.525	12.373	8.406	5.259	4.995	4.890
1961	»	17.919	8.995	6.885	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Sources: Caisse nationale d'épargne, caisses d'épargne privées, I. N. S. E. E.

13. — CHAMPAGNE

La Champagne est une des régions les moins peuplées (la dix-neuvième par sa population). Elle est moins peuplée qu'au milieu du siècle dernier, mais elle va bientôt retrouver sa population de 1900. Deux départements l'ont déjà dépassée, c'est la Marne et l'Aube, le département des Ardennes y arrivera bientôt, ce sera plus long pour la Haute-Marne.

La grande zone capitale est l'agglomération de Reims avec 132.000 habitants, vient ensuite l'agglomération de Troyes avec 90.000 habitants et celle de Mézières-Charleville avec 55.000 habitants, plus bas Châlons-sur-Marne avec 43.600 habitants, Epernay et Saint-Dizier 26.000, Chaumont et Sedan 21.000.

Après ces agglomérations il n'en reste pas dix de plus de 5.000 habitants dans toute la région. La balance naissances-décès est bonne, la région se classe neuvième avec un excédent annuel de 11.000.

La population éparse y est relativement faible : moins du tiers de la population agglomérée, mais le nombre des communes y est élevé.

La situation de l'emploi s'est progressivement améliorée et en 1961, elle est devenue encore plus favorable. Au cours des douze derniers mois les offres d'emploi ont doublé alors que les demandes baissaient de 10 p. 100. Cette tendance est la même dans tous les départements de la région.

La collecte de blé est supérieure de 50 p. 100 à celle de la précédente campagne, elle-même très bonne.

Les superficies ensemencées en blé sont supérieures à celles de l'an dernier ainsi que celles ensemencées en orge.

Pour le vin, les sorties de chais sont supérieures à celles de l'an dernier.

La consommation d'énergie poursuit son accroissement.

La consommation de fuel lourd est en forte hausse, celles de fuel léger et domestique sont importantes mais moins élevées : de l'ordre de 20 p. 100.

Les ventes de tracteurs agricoles après une baisse en 1960, ont connu une forte reprise en 1961 qui les a porté largement au-dessus de leur niveau de 1959.

Les ventes de voitures particulières et commerciales, après avoir augmenté de 12 p. 100 entre 1959 et 1960, auront en 1961 une progression de 20 p. 100 sur celles de la même période de 1960.

Dans la construction, une augmentation massive du nombre des logements autorisés en 1961 va donner à l'activité régionale une forte relance, notamment dans l'Aube qui semblait en avoir besoin.

Dans le commerce la situation est favorable et ne semble pas avoir changée dans les mois qui viennent. Les avoirs des déposants dans les caisses d'épargne qui n'avaient augmenté que de 10 p. 100 de 1959 à 1960 progressent en 1961 au rythme de 13 p. 100.

Dans l'ensemble la conjoncture est proche de la moyenne et les perspectives favorables malgré les craintes des milieux de la laine et de la bonneterie.

Mouvement d'unités économique

Construction d'un pipe-line relié au fer dans l'Aube.
Construction de nouveaux fours de fonderie dans la Haute-Marne.
Développement de la production de métaux non ferreux.
Construction d'une conserverie alimentaire à Reims.
Abandon de la société Lambretta à Troyes.

14. — LORRAINE

Bilan de l'année 1960.

Emploi

En 1960, on constate une amélioration de la situation de l'emploi, pour atteindre une situation de plein emploi.

Dans certains secteurs, il existe même une pénurie d'ouvriers spécialisés, notamment dans les industries de transformation.

Agriculture

La *production laitière* a été abondante en 1960 et a dépassé les niveaux atteints des trois dernières années.

Par contre, la *collecte de blé* a été inférieure de plus de 25 p. 100 à celle de 1959 et n'atteint même pas les chiffres de 1957 et 1958.

Le montant des prêts du crédit agricole continue à progresser régulièrement.

Industrie

L'extraction du *minerai de fer* continue à se développer au cours de ces dernières années : la progression plus importante en 1960, que les années antérieures, a atteint 10 p. 100.

Houille : du fait de l'aggravation de la situation charbonnière, la production qui s'était développée en 1958 et 1959 a diminué d'environ 2 p. 100 en 1960.

La production de coke, par contre, progresse.

Sel : la production de sel gemme qui avait déjà diminué en 1959, continue à régresser et atteint le niveau le plus bas des quatre dernières années.

Par contre, la production de sel raffiné en régression en 1959, progresse en 1960 et dépasse les chiffres atteints en 1958.

Sidérurgie : la progression de la production de fonte brute et d'acier a été plus accentuée en 1960 qu'en 1959 ; elle atteint environ 10 p. 100. En ce qui concerne les produits finis, elle est encore plus marquée (plus 17 p. 100).

L'activité du secteur de la *transformation des métaux* a été en 1960 très variable suivant les branches. Si on enregistrait à la fin de l'année une reprise dans la fonderie, la crise continuait à sévir dans l'équipement ménager et les machines agricoles.

Dans le secteur des *matériaux de construction et des industries du verre*, l'activité a été très moyenne durant l'année 1960. En ce qui concerne *l'industrie du bois*, l'activité a été meilleure qu'il n'était prévu : dans plus de la moitié des entreprises, la production s'est développée. Toutefois, dans l'ameublement, les commandes en carnet à la fin de 1960 étaient très faibles et les industriels craignaient de devoir ralentir leur production en 1961. L'activité des industries papetières lorraines est en expansion et le rythme des commandes s'accélère depuis fin octobre.

Dans *l'industrie textile*, l'activité a été satisfaisante pendant toute l'année, sauf dans l'industrie linière.

Dans le *bâtiment et les travaux publics*, l'activité a été normale.

En ce qui concerne *l'industrie alimentaire*, on note un ralentissement assez net de la brasserie : par rapport à 1959, la production de bière en Meurthe-et-Moselle était en régression de 31 p. 100.

Banque-Finances

Le montant des effets compensés s'est développé régulièrement au cours des dernières années ; la progression en 1960 atteint 14 p. 100.

De même, le montant des *avoirs dans les caisses d'épargne* continue à augmenter ; pour 1960, l'augmentation a été de près de 20 p. 100.

Evolution de la conjoncture au cours du premier trimestre 1961

L'activité économique au cours du premier trimestre 1961 a été en progression sensible, mais le rythme d'accroissement a été toutefois inférieur à celui de l'année précédente.

Selon les chefs d'entreprise, la tendance de la production est restée orientée à l'augmentation au cours du premier trimestre 1961 ; la consommation d'énergie par l'industrie continue à progresser et le niveau d'emploi est très élevé ; on note même une pénurie de main-d'œuvre spécialisée dans le secteur des industries de produc-

tion et de transformation des métaux en Meurthe-et-Moselle et en Moselle, dans les secteurs de la fonderie et de la confection dans la Meuse, et dans la bonneterie dans les Vosges.

Dans les mines de fer et surtout dans la sidérurgie, la conjoncture est bonne ; dans ce dernier secteur, les carnets de commandes sont remplis pour plus de six mois et on continue à enregistrer des commandes nouvelles.

En ce qui concerne les houillères, la situation reste difficile et les houillères du bassin lorrain poursuivent la réduction de leurs programmes de production.

La situation dans les industries de transformation des métaux est meilleure qu'à la fin de 1960 ; on note une reprise dans les secteurs qui paraissaient en difficulté, telle la machine-outil ou la mécanique générale : la situation reste moins bonne pour les fontes hydrauliques.

Les industries des matériaux de construction et du verre paraissent orientées vers l'expansion.

Dans le secteur des industries du bois, la situation des scieries vosgiennes est délicate : les fortes hausses intervenues fin 1960 pour les bois sur pied et qui se chiffraient en moyenne à plus de 40 p. 100 par rapport à l'exercice antérieur, n'ont pu être répercutées intégralement dans le prix de vente des sciages et les prix de vente sont souvent inférieurs aux prix de revient.

En ce qui concerne l'ameublement, on n'enregistre aucune amélioration.

L'activité du papier-carton est excellente et les carnets de commandes sont tellement gonflés que des délais de livraison sont imposés à la clientèle.

Dans le textile, l'activité est satisfaisante ainsi que dans la bonneterie et le secteur de la confection et du travail des étoffes enregistre des commandes supérieures à celles de l'année précédente à pareille époque.

Bonne activité également dans les industries du cuir et de la chaussure.

Dans le bâtiment, l'activité a peu progressé par rapport à 1958.

Dans le secteur du commerce, l'activité est satisfaisante avec quelques restrictions pour les branches électroménager et radiotélévision qui connaissent des difficultés.

Dans l'alimentation, on note une progression des secteurs intégrés.

Les commerces de vêtements et de confection ont vu leurs ventes augmenter et les commerces de chaussures, au contraire, ont enregistré une diminution de leurs ventes.

Salaires

Il semble que les industriels lorrains soient plutôt favorables à une augmentation des salaires. La présence d'activités en expansion comme la sidérurgie, et le manque de main-d'œuvre, surtout de main-d'œuvre spécialisée, incitent à une hausse.

D'après le sondage effectué auprès des industriels lorrains, 86 p. 100 des réponses (pondérées d'après l'importance de l'entreprise) prévoient une faible hausse des salaires d'ici aux vacances d'été 1961 et 12 p. 100 une hausse sensible ; 2 p. 100 seulement prévoient la stabilité.

Exportation

En ce qui concerne l'évolution des exportations, la majorité des industriels lorrains prévoient la stabilité des exportations françaises (77 p. 100 des réponses).

13 p. 100 des réponses prévoient une diminution et 10 p. 100 une augmentation.

Prix des terrains et des logements neufs

Ce problème revêt une importance proportionnellement moins grande pour la région lorraine, un nombre important de grandes entreprises logeant son personnel.

Des disparités profondes se manifestent dans l'économie lorraine : disparités à la fois géographiques et professionnelles.

Les disparités géographiques ressortent de la présence dans une même région économique, de deux zones ; l'une très industrialisées, comprenant la Moselle et le Nord de la Meurthe-et-Moselle, l'autre à tendance agricole, comprenant la Meuse et les Vosges et le Sud de la Meurthe-et-Moselle. Les conséquences se font sentir, au point de vue démographique : la densité de la population est en Moselle et en Meurthe-et-Moselle de 139 et 125 habitants au kilomètre carré, alors qu'elle n'est que de 66 dans les Vosges et 35 dans la Meuse. De même, l'augmentation de la population a été plus sensible dans les deux premiers départements : elle atteint, entre 1954 et 1959, 12 p. 100 pour la Moselle et 8,4 p. 100 pour la Meurthe-et-Moselle, alors que les pourcentages d'augmentation ne sont que de 4 pour la Meuse et de 3,7 pour les Vosges.

Il s'en suit de graves problèmes au point de vue enseignement ; l'infrastructure de l'enseignement n'ayant pas suivi l'évolution démographique, le nombre des écoles est nettement insuffisant sur le pôle de développement que représente le bassin sidérurgique lorrain.

Au point de vue activité, on note également un déséquilibre grave. Puissamment équipée en industries de base, l'économie lorraine manque d'industries de transformation. Jusqu'à présent, les efforts tentés dans ce sens ont été peu importants et limités dans leurs objectifs.

D'autre part, l'agriculture lorraine est encore actuellement mal adaptée aux besoins du marché ; les ressources agricoles sont insuffisamment exploitées et, d'autre part, pour certains produits, il existe des difficultés d'écoulement.

Enfin certaines industries, comme le textile qui joue un rôle important sur toute l'économie d'une partie des Vosges, connaissent de graves difficultés structurelles.

Principaux événements ayant marqué la vie de la région lorraine au cours de l'année 1960 et du premier semestre 1961.

I

I. — Accidents météorologiques

Les pluies et inondations des derniers mois de l'année 1960 ont retardé les travaux de préparation des sols en vue des ensemencements.

En Meurthe-et-Moselle, le déficit d'ensemencement touche 40 p. 100 des surfaces normalement ensemencées. Le remplacement par des céréales de printemps et notamment par l'orge et le maïs risque de donner lieu à des excédents considérables et de poser de graves problèmes de débouchés.

II. — Incidence des grèves belges sur l'extraction du minerai de fer

Dans certains sièges, 60 à 65 p. 100 des ventes sont exportées régulièrement vers les usines belges ou luxembourgeoises. C'est dans le bassin de Briey que le ralentissement le plus net a été observé : il atteignait 12 p. 100 en janvier 1961 par rapport à janvier 1960.

Actuellement, les dernières répercussions ont complètement disparu.

III. — Crise charbonnière

Les répercussions de la crise charbonnière se font particulièrement sentir dans le bassin lorrain : une diminution de production de 14 p. 100 est envisagée d'ici 1965.

Des compressions d'effectifs sont prévues, ainsi que des jours chômés, afin de réduire la production.

IV. — Découverte de nouveaux procédés techniques intéressant l'industrie lorraine

Enrichissement du minerai lorrain : un procédé d'enrichissement du minerai de fer lorrain vient d'être découvert par le Centre de recherches des aciéries de Pompey. Il s'agit d'un procédé de traitement du minerai siliceux par la soude caustique qui aboutit à éliminer presque tout le phosphore.

Ce procédé, en permettant d'utiliser dans les conditions les plus modernes et de façon compétitive la minette lorraine, est susceptible de modifier profondément l'économie sidérurgique de la région.

L'invention de procédés de fabrication de l'acier à l'oxygène présente un intérêt particulier en Lorraine, région qui dispose surtout de fonte phosphoreuse et est orientée vers la fabrication de l'acier Thomas. Dans plusieurs grandes sociétés, des essais sont actuellement en cours.

II.

Création et disparition de grosses unités économiques

En décembre 1960, mise en service par la Société nationale des chemins de fer français des lignes électrifiées Nancy-Neufchâteau et Blainville—Nancy—Bar-le-Duc.

Création en mai 1960, à Richemont, de la Centrale Oxylor de l'Air liquide qui alimentera en oxygène les industries sidérurgiques de la région de Thionville par un réseau de canalisations de 40 kilomètres de long.

Mise en place de la *Société lorraine de forgeage*, créée conjointement par les aciéries de Pompey et la Compagnie française des métaux, dans le but de réunir les moyens complémentaires que possédaient les deux grandes firmes dans un ensemble dont les capacités de production se trouveront ainsi largement accrues.

La Compagnie française des métaux va déplacer à Pompey les ateliers d'estampage de la Forge Marchal qu'elle a récemment acquise à Pantin. Les Forges et aciéries de Pompey, qui avaient décidé la construction d'une forge moderne, vont apporter leur projet à cette réalisation commune.

A Jœuf (Meurthe-et-Moselle) création, par la Compagnie de Wendel, du plus important haut fourneau de France dont la capacité journalière de charge sera de 1.000 à 1.500 tonnes ; sa mise à feu est prévue pour très prochainement.

A Florange, la Sollac va réaliser une usine nouvelle de laminage à froid permettant d'utiliser totalement la capacité des installations de laminage à chaud ; sa mise en route est prévue pour fin 1962. La production de cette usine représentera alors 60.0000 tonnes de bandes laminées à froid.

Deux nouvelles batteries de fours à coke sont en construction à Carling. Une nouvelle société est créée à parts égales par les H. B. L. et par la Société française des Matières colorantes (dite Francolor). L'objet de cette filiale est la production d'aniline et de ses dérivés.

A signaler, la disparition récente de la Société anonyme des filatures et tissages de Saint-Nicolas-de-Port. Cette firme paraît avoir été victime de l'instabilité de ses débouchés en Afrique noire. La dissolution de cette société affecte au total quelque 350 travailleurs.

PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE LORRAINE DE MARS 1961 A JUIN 1961

Les perspectives sont bonnes dans l'ensemble ; la majorité des chefs d'entreprises envisagent une augmentation de la production.

La situation toutefois est différente selon les départements : dans la Meuse et dans les Vosges, un moins grand nombre de chefs d'entreprises prévoient une augmentation de la production.

Si les perspectives demeurent médiocres pour les houillères, elles sont excellentes pour la sidérurgie et l'on prévoit dans ce secteur une expansion supérieure à celle de 5 p. 100, prévue par le plan intérimaire.

En ce qui concerne les mines de sel, des inquiétudes se font jour : du fait de l'ouverture du Marché commun, les débouchés à l'exportation risquent d'être menacés.

Les secteurs des matériaux de construction et du verre sont orientés à l'expansion et la presque totalité des chefs d'entreprises prévoient une augmentation de la production.

Les perspectives dans l'industrie du bois restent médiocres.

Dans l'industrie du lin, une certaine inquiétude se manifeste quant à l'évolution future du marché. Quant à la bonneterie, il semble que l'évolution satisfaisante de l'activité se poursuivra... De même pour les industries du cuir et de la chaussure, les prévisions à court terme laissant espérer une activité soutenue dans les prochains mois.

Dans l'industrie alimentaire, des inquiétudes se manifestent pour l'industrie laitière : la production est supérieure aux besoins et l'exportation ne progresse guère.

Demandes d'emploi non satisfaites.

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	11.986	1.083	1.325	957	767	774	878	868	1.002	1.066	1.068	1.122	1.076
1958	14.591	1.116	1.154	1.058	1.090	977	878	1.012	1.051	1.210	1.465	1.657	1.923
1959	25.033	2.466	1.790	2.491	2.254	1.826	1.666	1.593	1.668	2.090	2.228	2.411	2.550
1960	21.089	2.540	2.395	2.030	1.847	1.403	1.212	1.294	1.398	1.611	1.812	1.805	1.742
1961	»	1.751	1.812	1.326	1.230	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : Service départemental de la main-d'œuvre.

Offres d'emploi non satisfaites.

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	67.886	4.736	5.101	6.533	6.386	6.654	8.359	7.271	6.216	4.930	4.400	3.623	3.477
1958	35.402	3.488	3.724	3.726	3.543	3.664	3.818	3.100	3.234	2.772	1.662	1.290	1.381
1959	17.360	664	1.024	1.572	1.186	1.261	2.113	1.814	1.667	1.765	1.360	1.480	1.454
1960	32.145	1.321	2.407	2.727	2.488	2.651	2.926	2.837	3.134	3.246	3.057	2.084	2.667
1961	»	2.245	3.069	3.792	4.579	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : Service départemental de la main-d'œuvre.

Collecte de blé.

(Unité : 1.000 quintaux.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	1.600,4	166,8	128,1	64,2	29,3	27,3	2,1	0,6	424,9	112,7	155,2	245,2	244
1958	1.643	139,2	62,4	40,3	22,4	18	0,2	6,8	201,8	350,8	189,7	272,6	338,8
1959	2.095	205,1	120,1	86,4	35,4	17	0,5	319,4	400,2	330,6	191,1	173,3	215,9
1960	1.544,1	105,4	70,5	46,9	30	22	0,4	0,14	231,2	279,7	204,3	270,1	283,5
1961	»	174,5	139,2	88,1	69,1	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : O. N. I. C.

Production de lait.

(Unité : million d'hectolitres.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	9.839	»	2.460	»	»	2.722	»	»	2.482	»	»	2.235	»
1958	10.096	»	2.562	»	»	2.751	»	»	2.531	»	»	2.252	»
1959	10.161	820	826	886	916	1.076	1.010	902	819	710	692	706	798
1960	11.052	856	884	987	1.025	1.118	1.036	994	925	848	810	759	810
1961	»	856	859	947	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : Services agricoles.

Prêts du crédit agricole.

(En millions de nouveaux francs.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1959	3.511,1	272,7	276,3	279,5	282,6	282,3	282,6	284,2	296	309,8	312,4	314,4	318,3
1960	4.001,2	318,1	317,6	319,9	322,4	324,9	325,8	329,6	331,9	342,2	349,7	356,5	362,6
1961	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : Caisse régionale de crédit agricole.

Consommation d'électricité (H. T. auto-consommation comprise).

(Kilowattheures.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1959	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1960	6.828,2	591,8	583,6	585,3	554,5	558,7	543,8	520,9	499	583	604,9	584,2	618,5
1961	»	655	593	637,5	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : E. D. F.

Production de houille.

(Unité : 1.000 tonnes.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	14.273	1.289	1.175	1.185	1.196	1.148	1.129	1.262	1.236	1.131	1.198	1.260	1.065
1958	14.971	1.344	1.220	1.380	1.261	1.200	1.312	1.260	948	1.287	1.412	1.262	1.083
1959	15.441	1.409	1.295	1.261	1.442	1.087	1.342	1.194	920	1.315	1.395	1.321	1.160
1960	14.700	1.305	1.288	1.342	1.224	1.244	1.238	1.033	988	1.259	1.259	1 268	1.224
1961	»	1.311	1.231	1.254	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : Ministère de l'industrie et du commerce.

Production de coke.
(Unité : 1.000 tonnes.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1959	5.428,1	465,8	415,8	462,4	445	444,9	444,1	460,8	461,4	448,5	463,6	451,9	463,9
1960	5.644	470,4	523,7	471,8	457,3	473,8	452,3	465,1	463	455,3	475,2	461,2	474,9
1961	»	477,6	435,5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : Ministère de l'industrie et du commerce.

Minerai de fer (extraction).
(Unité : 1.000 tonnes.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	53.834	4.737	4.443	4.705	4.127	4.431	4.409	4.608	3.952	4.540	4.876	4.578	4.427
1958	55.902	5.169	4.658	5.065	4.687	4.399	4.736	4.564	3.674	4.806	5.085	4.484	4.576
1959	57.230	4.938	4.566	4.704	5.055	4.379	4.809	4.493	3.832	4.978	5.365	4.911	5.050
1960	62.714	5.232	5.347	5.694	5.313	5.177	5.143	4.682	4.275	5.435	5.578	5.308	5.405
1961	»	5.452	5.235	5.807	5.154	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : Chambre syndicale de la sidérurgie.

Fonte brute.
(Unité : 1.000 tonnes.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	9.197	780	713	800	699	769	754	779	720	771	814	791	807
1958	9.320	828	726	829	784	795	785	759	676	760	831	772	775
1959	9.617	782	730	809	816	789	804	789	714	842	852	845	875
1960	10.684	873	851	918	844	889	853	856	906	893	953	905	940
1961	»	956	902	984	909	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : Chambre syndicale de la sidérurgie.

Acier brut.
(Unité : 1.000 tonnes.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	9.203	791	724	806	679	745	740	776	708	782	826	809	817
1958	9.556	843	746	861	810	797	806	756	677	807	877	771	805
1959	10.159	816	763	849	868	807	875	842	741	874	927	889	908
1960	11.245	904	919	975	914	911	889	898	862	978	1.016	965	984
1961	»	1.016	964	1.061	945	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : Chambre syndicale de la sidérurgie.

Sidérurgie (production de produits finis).
(Unité : 1.000 tonnes.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1958	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1959	7.257	598	575	603	651	585	626	584	477	632	709	650	566
1960	8.542	699	703	774	711	714	691	670	579	736	772	727	766
1961	»	780	751	826	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : Chambre syndicale de la sidérurgie.

Sel raffiné.
(Unité : 1.000 tonnes.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	231,83	21,20	18,70	19,80	19,70	19,70	19,80	17,02	15,38	16,26	20,08	22,02	22,17
1958	244,96	20,39	18,83	22,20	21,20	19	20,30	17,70	17,40	21,30	23,18	21,51	21,95
1959	230,61	21,71	18,34	20,41	19,80	17,71	18,63	16,56	16,92	18,55	21,16	20,25	20,62
1960	253,57	19,95	19,88	22,34	19,74	19,26	18,67	21,61	19,28	21,87	24,09	21,47	25,41
1961	»	25	21,77	22,79	22,25	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : Chambre syndicale des sels de Meurthe-et-Moselle.

Sel gemme.
(Unité : 1.000 tonnes.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	170,4	14,7	14,7	12,6	11,5	12,3	14,2	10,7	10,4	18,3	17,8	16,5	16,8
1958	207,6	19	14,7	13,9	17,7	22,2	22,3	13,6	13,4	18,4	18,7	15,7	18,5
1959	169,31	20,64	19,17	11,44	11	11,89	15,72	12,05	10,68	13,03	15,25	14,50	13,94
1960	156,17	11,12	13,27	15,05	12,39	12,08	15,59	9,15	14,29	13,05	12,61	11,72	15,85
1961	»	10,68	10,37	14,49	14,50	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : Chambre syndicale des sels.

Cotons (filés).
(Unité : tonne.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	68.715,2	6.117,7	5.665,4	6.084,7	5.979,3	5.818,4	5.663,6	8.100,4		7.048,4	6.309	5.753,2	6.175,4
1958	67.661,8	6.517	5.988	6.552	6.554	5.812	6.257	7.895		6.128	6.017	4.730	5.211,8
1959	65.634	5.077	4.944,4	5.312,8	5.930,8	5.026,2	6.188,1	7.615,3		6.425,5	6.622,4	6.023,1	6.468,5
1960	»	»	»	»	»	»	»	»		»	»	»	»
1961	»	»	»	»	»	»	»	»		»	»	»	»

Source : Syndicat cotonnier.

Cotons (tissés).
(Unité : tonnes.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	61.689,7	5.536,3	5.135,4	5.452,7	5.379,5	5.266,8	5.188,2	7.435,4		5.498,9	5.802,1	5.230,8	5.793,6
1958	61.740,8	6.020	5.518	5.946	5.931	5.575	5.593	7.065		5.453	5.490	4.338	4.811,8
1959	59.663,3	4.483,2	4.585,1	4.891,1	5.353,1	4.590,6	5.616,1	6.992,5		5.746,8	5.979	5.501,9	5.923,9
1960	»	»	»	»	»	»	»	»		»	»	»	»
1961	»	»	»	»	»	»	»	»		»	»	»	»

Source : Syndicat cotonnier.

Montant des effets compensés.
(Unité : millions de nouveaux francs.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1958	7.581,8	651,8	592,8	602,2	632,3	654,4	626,7	673,6	602,5	613,3	660,4	631,1	639,7
1959	8.244,7	699,4	604	601,8	688,7	638,6	682,8	678,6	678,8	720	776,7	707,1	768,2
1960	9.331,1	703,2	686,1	731,7	776,6	776,7	806,9	793,5	728,8	785,9	825,4	813,1	903,2
1961	10.697,5	798,2	788,1	869,7	824,7	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : Chambre de compensation.

Caisses d'épargne (montant des avoirs).
(Unité : milliers de nouveaux francs.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1958	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1959	10.697,5	839,9	850,9	858,3	868,5	874,8	880,4	895,6	908,3	916,1	926,1	916	962,6
1960	12.799,6	1.014,7	1.028,9	1.039,1	1.046,9	1.080,9	1.054,9	1.066,2	1.078,5	1.086,1	1.093,7	1.099,3	1.110,4
1961	»	1.169	1.182,4	1.188,2	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Sources : caisses privées, P. T. T.

Wagons chargés (tonnage).
(Unité : 1.000 tonnes.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1958	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1959	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5.623	5.798
1960	71.796	5.811	5.887	6.124	5.850	5.960	5.957	5.578	5.254	6.119	6.285	6.017	5.952
1961	»	5.726	5.673,9	6.389,6	5.841,7	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : S. N. C. F.

15. — ALSACE

La conjoncture économique a continué dans l'ensemble à être orientée vers l'expansion en 1960.

La plupart des secteurs sont en progrès.

Dans l'agriculture la dernière campagne a été favorable, pour la production de produits animaux et végétaux malgré des attaques cryptogamiques pour le tabac.

Dans l'industrie, les progrès de la production pouvaient être évalués à 10 p. 100 de 1959 à 1960.

Dans l'industrie des métaux, l'année 1960 a connu une reprise.

L'industrie pétrolière a maintenu sa cadence grâce aux arrivages de pétrole étranger pour compenser les vicissitudes de l'exploitation des puits de la région. La production de potasse de 1960, malgré les grèves en fin d'année a dépassé de plus de 4 p. 100 celle de 1959 et l'extraction de sels bruts de potasse a atteint au cours du premier trimestre 1961 le tonnage record de 3.124.000 tonnes.

Sur 63.000 logements autorisés depuis le dernier recensement près de 50.000 ont été terminés. Dans cette région on a construit depuis 1954 plus de 1 logement nouveau pour 8 existants. L'activité du secteur bâtiment reste soutenue.

Les implantations d'usines ont favorisé encore l'activité de cette branche, mais aussi celle des industries mécaniques qui ont connu en 1960 une très forte expansion.

L'industrie du papier a été en léger progrès.

Dans l'industrie chimique l'expansion s'est poursuivie en 1960, la production de cette branche a dépassé celle de 1959 de plus de 10 p. 100.

L'industrie forestière a connu au cours de l'année 1960 des difficultés, notamment en raison du manque de matières premières.

Les perspectives pour 1961 sont encore assombries par l'établissement récent d'un contingentement rigoureux des exportations des résidus de bois.

Dans les industries alimentaires l'année 1960 a été une très bonne année.

Dans les transports on a observé une augmentation sensible.

Le trafic du port de Strasbourg a dépassé en 1960 celui de 1959 de plus de 8 p. 100.

Les revenus de l'année 1960 ont été en augmentation notable.

Le montant des recouvrements effectués au titre du versement forfaitaire sur les salaires a dépassé celui de 1959 de plus de 6 p. 100.

D'après le montant des taxes et les statistiques de vente de voitures, de télévision et les chiffres d'affaires des magasins à succursales, l'activité a été particulièrement soutenue en 1960 et plus encore au cours des derniers mois.

Les dépôts dans les caisses nationales et ordinaires ont augmenté de plus de 14 p. 100 au cours de l'année 1960 contre un peu moins de 10 p. 100 pour l'ensemble national.

On peut conclure que l'année 1960 a été une année de haute conjoncture pour l'Alsace et qu'une évolution très satisfaisante de la conjoncture pour les prochains mois peut être raisonnablement prévue.

Evolution de la conjoncture au cours du premier semestre 1961

Pour l'ensemble du premier semestre, le mouvement général des affaires s'est réalisé à un niveau élevé.

D'une manière générale, la situation dans *l'industrie* demeure bonne ; on assiste même à une reprise de l'expansion :

— sur le *marché du travail* les offres dépassent de loin les demandes non satisfaites, avec pénurie de main-d'œuvre qualifiée ;

— au cours des premiers mois, les *recouvrements au titre de la taxe sur la valeur ajoutée*, dépassent de 16,6 p. 100 ceux de la période correspondante de 1960.

Les industries alimentaires connaissent une reprise et recherchent de la main-d'œuvre.

Dans le *bâtiment* et les travaux publics, l'activité se traduit par des embauchages importants. Dans la transformation des matières plastiques, un regain d'activité très vif se manifeste depuis le début de mars.

Industrie des métaux : après une progression régulière depuis l'été dernier, l'indice d'activité (base 100 : décembre 1959) a atteint le chiffre 100 au début de mars, traduisant ainsi une activité égale à celle du début de 1958 qui était la plus élevée.

Textiles : situation favorable pour l'ensemble des branches : coton, laine, bonneterie.

Cuirs et chaussures : l'activité demeure bonne dans la tannerie ; les manufactures de chaussures profitent du bon démarrage des ventes de printemps.

Scieries : après une sérieuse récession en 1960, elles bénéficient d'une légère amélioration.

L'industrie du papier-carton connaît toujours une situation très satisfaisante, laissant présager la continuation de la tendance conjoncturelle expansionniste.

Activité commerciale : les chiffres d'affaires du commerce de détail accusent en 1961 une forte augmentation. D'une façon générale, les premiers mois de l'année ont été nettement meilleurs qu'en 1960.

Dans les caisses d'épargne, les versements demeurent largement supérieurs aux remboursements.

Situation de l'emploi et des salaires

On relève une augmentation importante des offres d'emploi non satisfaites et une diminution du nombre des demandes : au 1er mai 1961 le rapport des offres aux demandes était de 4 contre 1,6 il y a un an.

Les besoins de main-d'œuvre sont importants dans les industries mécaniques, le bâtiment et les travaux publics, et l'habillement.

Le chômage est pratiquement inexistant.

Cependant, 2.200 personnes, attirées par les salaires élevés, vont travailler en Allemagne ; il s'agit de frontaliers, du Nord-Est et du département du Bas-Rhin.

Les salaires sont en hausse.

Evolution des prix

Stabilité approximative des prix des viandes, des produits laitiers et des volailles ; on relève quelques hausses sur les fruits et légumes.

Sur les prix des produits industriels, on ne constate pas de mouvements notables, sauf la hausse soutenue des cours sur les peaux brutes, ce qui se traduit par un mouvement parallèle du prix des peaux tannées.

Commerce extérieur

Les exportations régionales semblent marquer une tendance favorable (mécanique, produits textiles et alimentaires). Les échanges avec l'étranger continuent de se développer. Les prévisions pour 1961 paraissent supérieures aux réalisations de 1960.

Mouvements d'unités économiques

Fermeture à Bischwiller, de la « Filature et tissage de jute » entraînant le licenciement de 500 personnes d'ici le mois de juillet. 200 travailleurs ont déjà été reclassés.

Nouvelles implantations industrielles réalisées en 1960-1961.

« Controls France » à Schirmeck (appareils de contrôle). — Emplois créés : 50 ; emplois prévus en 1965 : 500.

Société métallurgique Jeudy (soupapes), à Schirmeck. — Emplois créés : 320 ; emplois prévus en 1962 : 500.

Société Legpa (électronique), à Marmoutier. — Emplois créés : 30 ; emplois prévus en 1962 : 100.

Société allemande Usocom (réducteurs), à Merkviller et Hagueneau. — Emplois créés : 200.

« Veramont » (confection féminine), à Brumath et Hagueneau. — Emplois créés : 150 ; emplois prévus en 1962 : 300.

La construction du barrage de Krubh se poursuit, il alimentera les usines de la vallée de Saint-Amarin dans le Haut-Rhin.

Par ailleurs, on relève de nombreux projets, en cours de réalisation : deux raffineries, Polymer, Kuhlmann, Sicortra, Forges de Strasbourg, Compagnie française d'entreprises.

On peut conclure que les perspectives à court terme, comme à long terme sont favorables. C'est ce que confirment les résultats de l'enquête de l'I. N. S. E. E. auprès des chefs d'entreprise.

Ensemble de l'industrie.

Nombre d'entreprises ayant répondu : 240, représentant un chiffre d'affaires d'environ : 2.300 millions de nouveaux francs et occupant au total environ : 73.000 salariés.

	TENDANCE PRÉVUE de fin octobre 1960 à fin octobre 1961. (1)	TENDANCE constatée depuis fin octobre 1960.	TENDANCE probable d'ici les vacances d'été 1961.
Demande..	→ 32 → 56 → 12	→ 46 → 35 → 19	→ 47 → 39 → 14
Production.	→ 38 → 50 → 12	→ 48 → 39 → 13	→ 30 → 54 → 16
Effectifs....	→ 13 → 80 → 7	→ 16 → 76 → 8	→ 16 → 80 → 4
Durée du travail.	→ 10 → 82 → 8	→ 11 → 76 → 13	→ 7 → 89 → 4

(1) Lors de l'enquête précédente.

Production.

Variation moyenne constatée:

$$\frac{\text{Novembre-décembre 1960 - janvier 1961}}{\text{Novembre-décembre 1959 - janvier 1960}} + 5{,}5 \text{ p. } 100.$$

Carnet de commandes.

Le carnet de commandes moyen peut être évalué actuellement à quinze semaines de production.

Prix de ventes.

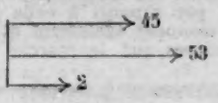
Variation moyenne constatée depuis fin octobre 1960: + 0,5 p. 100.
Variation moyenne probable d'ici les vacances d'été 1961: + 0,4 p. 100.

Taux de salaires.

Les taux de salaires n'ont pas varié dans 58 p. 100 des entreprises; dans les autres, l'augmentation moyenne a été de 4 p. 100.

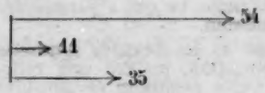
Commande de l'étranger.

Tendance probable d'ici les vacances d'été 1961:



Investissements.

Rapport année 1960/1959:



Ensemble du commerce.

Nombre d'entreprises ayant répondu: 75, représentant un chiffre d'affaires d'environ 942 millions de nouveaux francs.

	TENDANCE PRÉVUE depuis fin novembre 1960. (1)	TENDANCE constatée depuis fin novembre 1960.	TENDANCE probable au cours des prochains mois.
Prix de vente.	27 / 66 / 7	18 / 72 / 10	25 / 55 / 20

Volume des ventes:	
Tendance constatée depuis le début de l'année.	20 / 50 / 30
Tendance probable au printemps 1961....	15 / 81 / 4
Prix d'achat:	
Tendance constatée depuis fin novembre 1960.	38 / 59 / 3
Volume des achats:	
Tendance prévue au cours des prochains mois.	11 / 86 / 3
Stocks:	
Tendance constatée depuis le début de l'année.	23 / 86 / 29

Variation du chiffre d'affaires:		Variation moyenne:
Entre décembre 1959..... et décembre 1960.....	3 / 5 → 92	+ 11 0/0.
Entre janvier-février 1960.... et janvier-février 1961.....	4 / 7 → 89	+ 8 0/0.

(1) Lors de l'enquête précédente.

16. — FRANCHE-COMTE

Le bilan de l'année 1960.

Emploi

La situation du marché du travail s'est améliorée au cours de l'année 1960. Le rapport entre la moyenne mensuelle des demandes d'emploi non satisfaites et des offres d'emploi est de 1, alors qu'il atteignait 3,9 en 1959 et 1,9 en 1958. Cette amélioration est due en particulier au développement de l'activité des établissements Peugeot à Sochaux ainsi qu'à l'installation d'une usine du groupe des Machines Bull à Belfort.

Agriculture

L'agriculture de la Franche-Comté est orientée vers la production laitière dont la plus grande partie est transformée en gruyère. La collecte de lait a été supérieure de 5 p. 100 en 1960 à celle de 1959. Le problème des débouchés se pose avec acuité. Une baisse sensible des cours du gruyère a entraîné celle du lait qui a atteint 30 p. 100. Aussi les milieux agricoles du Doubs manifestent leur mécontentement au sujet du projet d'une taxe de résorption de 0,015 NF par litre de lait à la production.

La collecte du deuxième semestre 1960 a été supérieure de 11,5 p. 100 à celle de la même période de 1959.

Consommation d'énergie électrique

La consommation d'énergie haute tension par les entreprises industrielles de Franche-Comté a augmenté de 13 p. 100 pour l'ensemble de l'année 1960 par rapport à 1959 et de 10 p. 100 entre les deuxièmes semestres 1960 et 1959. Cet accroissement concerne principalement l'industrie textile (+ 16 p. 100), en particulier les Etablissements Rhodiaceta à Besançon qui fabriquent des textiles artificiels, et le secteur de la transformation des métaux (+ 14 p. 100) qui a connu une grande expansion dans cette région au cours de 1960.

Industrie

Production automobile.

La production des automobiles Peugeot a encore progressé de 7,2 p. 100 en 1960 par rapport à 1959 et de 31 p. 100 depuis 1957 en incluant les véhicules utilitaires construits dans la région parisienne, et de 12 p. 100 pour les seules voitures particulières.

	1957	1958	1959	1960
Voitures particulières.....	126.902	145.346	154.729	173.571
Voitures utilitaires.....	39.619	43.368	49.124	44.938
Total	166.521	188.714	203.853	218.509

Les exportations hors de la métropole se sont accrues de 12,4 p. 100 entre 1959 et 1960; de 15,5 p. 100 pour celles vers les pays étrangers. Pour développer les moyens de production des usines de Sochaux, le groupe Peugeot a acquis une réserve de terrains de 200 hectares dans la région de Mulhouse où pourront être construits des ateliers de mécanique. Ils fabriqueront des pièces détachées pour approvisionner les chaînes de montage qui resteront probablement à Sochaux.

Les perspectives pour 1961 envisagent une augmentation de production de l'ordre de 7 à 8 p. 100, soit plus de 1.000 véhicules par jour qui se répartiront par moitié entre la berline 404 et la 403 tous modèles. Ainsi la production des usines de Sochaux aura presque doublé en cinq ans.

Horlogerie.

La production de montres a été supérieure de 5 p. 100 à celle de l'année précédente. Actuellement des pourparlers sont en cours pour arriver à une concentration des différentes fabrications. Le volume des exportations a été moins élevé qu'il n'était prévu, en particulier au cours du second semestre 1960.

Industries électriques et mécaniques.

L'expansion a été continue dans ce secteur où l'activité des Etablissements Alsthom a été en progression par rapport à 1959 ; cependant au début de 1961 les commandes de locomotives ne sont pas aussi importantes que celles de l'année dernière.

Bâtiment. — Travaux publics.

En 1960, le nombre des logements mis en chantier dans l'ensemble de la Franche-Comté a été sensiblement le même qu'en 1959.

	1957	1958	1959	1960
Nombre de logements mis en chantier	6.739	2.279	6.306	6.178
Nombre de logements terminés	5.934	5.006	4.470	6.319

En revanche celui des logements terminés a été supérieur de 41 p. 100 à celui de l'année précédente, par suite de l'achèvement d'ensembles importants dans le Doubs et le territoire de Belfort. Malgré les nombreuses constructions de logements dans la zone de Montbéliard-Sochaux et à Besançon, le plein emploi n'a pas été réalisé par les entreprises du bâtiment pendant l'année 1960.

Textiles.

L'activité de l'industrie cotonnière de la Haute-Saône et du territoire de Belfort a permis de maintenir les horaires à 43 heures par semaine pendant toute l'année 1960. Les carnets de commande ont été toujours bien garnis. Cependant, on a pu craindre un certain fléchissement au mois de décembre. Cette situation a été due en grande partie aux résultats obtenus par les industriels sur les marchés étrangers.

Dans le Doubs, la branche de la confection continue à se développer ; une usine importante de Besançon a ouvert un atelier dans le Jura.

PRIX. — SALAIRES

Au cours du quatrième trimestre 1960 des relèvements de salaires de l'ordre de 4 à 5 p. 100 sont intervenus dans plusieurs secteurs industriels, en particulier dans l'industrie mécanique, l'industrie textile, les scieries, les papeteries ainsi que dans le bâtiment et les travaux publics.

Les prix des terrains à bâtir au centre de la ville varient entre 100 et 150 NF le mètre carré à Besançon.

CAISSE D'ÉPARGNE

Le montant des versements à la Caisse d'épargne nationale et aux caisses d'épargne ordinaire ont augmenté de 4 p. 100 entre 1959 et 1960 dans l'ensemble de la Franche-Comté, accroissement nettement inférieur à celui qui avait eu lieu entre 1958 et 1959 ; il atteignait alors 16,5 p. 100.

IMMATRICULATION DES VOITURES PARTICULIÈRES

Les immatriculations de voitures particulières ont augmenté de 24 p. 100 en 1960 par rapport à 1959 pour l'ensemble de la Franche-Comté, ce qui marque une nette reprise des achats de voitures neuves dans cette région. En effet, une baisse de l'ordre de 18 p. 100 avait été enregistrée entre 1958 et 1959. Au cours du deuxième semestre 1960 le nombre des immatriculations a été supérieur de 31 p. 100 à celui de la période correspondante de 1959.

EVOLUTION DE LA CONJONCTURE EN FRANCHE-COMTÉ AU COURS DU PREMIER SEMESTRE 1961

Les offres d'emploi non satisfaites sont supérieures aux demandes d'emploi non satisfaites. Cette situation est due entre autres, aux embauchages effectués par les usines Bull à Belfort. Le manque de main-d'œuvre masculine disponible sur place oblige certains industriels à faire appel à du personnel étranger, surtout à des Espagnols. Au cours des prochains mois la pénurie de salariés ne sera probablement pas terminée car les chefs d'entreprise envisagent d'accroître leurs effectifs pour faire face à une demande plus forte par suite d'une reprise des exportations.

L'expansion des principaux secteurs industriels se poursuit pendant le premier semestre. La production d'automobiles Peugeot progresse chaque mois par rapport à celle de l'année précédente. Les exportations se développent également et elles doivent atteindre 15.000 voitures particulières sur le marché des Etats-Unis contre 13.000 environ en 1960.

Les entreprises d'appareillage électrique voient leur activité se développer. Il n'en est pas de même dans les fabriques de quincaillerie et d'outillage à main qui rencontrent certaines difficultés par suite de la réduction du marché intérieur.

L'industrie cotonnière en revanche a pu trouver des débouchés en particulier en Afrique, ce qui a permis de maintenir les horaires à 43 heures au minimum.

Dans la confection et les textiles synthétiques la production est toujours en augmentation, malgré une réduction des exportations au début de 1961. Cette évolution se pousuivra au cours du second semestre.

Pour les scieries de résineux, l'activité est en augmentation par suite des demandes émanant de la Suisse.

FAITS IMPORTANTS INTERVENUS EN FRANCHE-COMTÉ

Création et extension d'usines nouvelles importantes :

Installation en 1960 des établissements Bull, à Belfort, qui occupent plus de 1.000 salariés en mars 1961.

Extension des établissements Rhodiaceta, à Besançon, qui emploient 1.650 salariés en avril 1961 ; en fin d'opération les effectifs atteindront 2.500 personnes.

Installation prochaine, dans la zone industrielle de Besançon dont les travaux commencent, d'une usine de montres : la Société nouvelle de montres Kelton qui occupera 2.000 salariés en fin d'opération et dès la fin de cette année 500 salariés.

Fermeture d'usines :

Les établissements Desgranges et Ce, à Raddon (Haute-Saône), (usine de tissage) ont fermé en septembre 1960. Les locaux ont été rachetés par une firme allemande qui fabriquera des machines à couler le plastique et emploiera 200 personnes.

La fonderie Girardot, à Magny-Vernois en Haute-Saône, a également cessé son activité ; elle a été reprise par un fabricant de sièges pour véhicules automobiles.

Mécontentement dans les milieux agricoles du Doubs par suite de la baisse du prix du lait et du projet de taxe de résorption.

Dans l'ensemble les perspectives sont plutôt favorables.

Offres d'emploi non satisfaites.

ANNEES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	910	904	916	1.124	1.235	1.159	1.152	814	731	945	714	606	621
1958	420	450	455	686	741	542	597	447	423	331	257	236	240
1959	322	152	202	269	341	303	380	308	315	343	245	238	766
1960	957	1.343	1.165	795	882	1.064	1.173	1.023	986	871	908	585	677
1961	»	629	863	1.237	1.106	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : Bulletin régional de statistiques.

Demandes d'emploi non satisfaites.

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	501	722	551	456	373	314	293	347	443	551	607	640	668
1958	802	736	782	634	536	652	496	603	661	877	1.105	1.233	1.314
1959	1.258	1.630	1.825	1.365	1.212	1.089	987	898	962	1.141	1.360	1.282	1.342
1960	962	1.315	1.215	1.118	968	904	747	801	890	823	897	903	971
1961	»	1.016	938	620	590	»	»	»	»	»	»	»	»

Source: Bulletin régional de statistiques.

Consommation d'énergie électrique haute tension.

(1.000 kilowattheures.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1959	352.551	29.555	29.153	29.022	29.657	26.036	31.096	27.379	15.874	31.963	35.762	32.824	34.230
1960	400.059	34.078	34.047	35.668	33.506	34.285	32.859	31.052	16.795	35.472	36.358	34.119	41.830

Source: Bulletin régional de statistiques.

Collecte de lait.

(1.000 hectolitres.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1959	6.037,0	432,1	444,6	463,2	554,8	651,3	681,7	608,3	531,9	476,3	432,1	373,5	387,2
1960	6.361,0	439	469,2	510	558	623,8	629,5	602	572,5	554,5	517	456,5	429

Source: Bulletin régional de statistiques.

Immatriculations de voitures neuves.

(Nombre.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	12.278	»	3.304	»	»	3.345	»	»	2.569	»	»	3.060	»
1958	13.123	»	3.935	»	»	3.726	»	»	2.593	»	»	2.869	»
1959	10.832	»	3.509	»	»	2.719	»	»	1.953	»	»	2.651	»
1960	13.395	»	3.374	»	»	3.981	»	»	2.614	»	»	3.426	»
1961	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source: Bulletin régional de statistiques.

Versements à la caisse d'épargne nationale et aux caisses ordinaires.

(En milliers de nouveaux francs.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	126.617	15.288	12.011	11.648	10.298	9.700	8.854	10.233	10.230	8.730	9.486	10.782	9.357
1958	155.273	15.833	13.381	13.178	13.041	10.168	10.301	12.807	13.126	11.644	15.233	12.337	14.221
1959	180.892	19.552	13.912	14.248	14.343	12.202	12.706	15.783	14.732	14.807	15.295	13.588	19.729
1960	188.498	20.398	16.148	15.513	15.175	13.958	13.100	17.086	16.019	14.925	15.592	14.525	16.059

Source: Bulletin régional de statistiques.

17. — BOURGOGNE

Le bilan de l'année 1960.

Emploi

Par rapport à 1959, l'année 1960 marque une amélioration sur le marché du travail où la moyenne mensuelle des demandes d'emplois non satisfaites est passée de 2.620 à 2.334 et celle des offres d'emplois non satisfaites de 682 à 922. Cette évolution résulte des embauchages effectués par certaines entreprises existantes, en particulier dans le secteur de la mécanique de la Saône-et-Loire, ainsi que par les nouvelles usines implantées récemment en Bourgogne. Cependant, la situation n'est pas encore aussi favorable qu'en 1957 et 1958, époques où le rapport moyen entre les demandes et les offres d'emplois non satisfaites était respectivement de 0,71 et de 1,75, alors qu'il atteignait 3,84 en 1959 et qu'il était encore de 2,53 en 1960.

Agriculture

L'année 1960 a été marquée par un été et une arrière-saison pluvieux ce qui a eu pour conséquence de retarder la rentrée des récoltes et de rendre plus difficiles leurs conservations.

La collecte de blé.

La collecte de blé a été supérieure de 11 p. 100 à celle de 1959 pour l'ensemble de la Bourgogne. Les livraisons importantes aux organismes stockeurs ont eu lieu au mois d'août alors qu'elles avaient débuté dès le mois de juillet 1959. Le montant des livraisons effectuées au cours du deuxième semestre 1960 s'est élevé à 2.988 milliers de quintaux soit 22 p. 100 de plus que pendant la période correspondante de 1959. Il est probable que les agriculteurs ont livré plus rapidement par suite des difficultés de conservation dues à l'humidité.

Les semailles d'automne n'ont pu être faites normalement, aussi celles de printemps ont été plus importantes qu'en 1960. Ainsi les surfaces emblavées en céréales sont équivalentes à celles des années précédentes.

La collecte de lait.

La sécheresse de l'été 1959 avait entraîné une réduction très sensible de la production de lait et également de la collecte. Pour l'ensemble de la Bourgogne, elle est passée de 2.869 milliers d'hectolitres en 1959 à 3.329 milliers d'hectolitres en 1960, soit une augmentation de 16 p. 100. Le problème des débouchés présente moins d'acuité dans cette région que dans d'autres. En effet, une partie de la collecte de lait sert à l'approvisionnement des villes dont la population est en constante augmentation. Dans l'Yonne, l'excédent est transformé en poudre de lait ce qui permet de régulariser les cours.

Pendant le deuxième semestre 1960, la collecte de lait a été supérieure de 19 p. 100 à celle de la même période de 1959.

Actuellement, la production laitière est un peu supérieure à celle de l'année dernière à pareille époque.

Consommation d'énergie

En Bourgogne l'accroissement de la consommation d'énergie électrique haute tension a été de 6 p. 100 en 1959 et 1960. Cependant tous les secteurs industriels n'ont pas connu la même évolution. L'augmentation a été la plus importante dans le secteur des industries textiles (+ 30 p. 100) par suite de l'activité supérieure à celle de l'année précédente dans la branche de la bonneterie chaussante de Saône-et-Loire.

L'accroissement a atteint + 12 p. 100 dans le secteur de l'industrie alimentaire ainsi que dans celui de la production et de la transformation des métaux. En revanche, la consommation d'énergie électrique par les industries chimiques a baissé de 20 p. 100, cette diminution est due au transfert hors de la région d'une partie des activités d'une usine de Saône-et-Loire, grosse consommatrice d'énergie électrique. Pendant le deuxième semestre 1960, l'ensemble de la consommation a augmenté de 4,3 p. 100 par rapport à celle de la même période de 1959.

L'industrie en Bourgogne

Industrie extractive.

La production des houillères du bassin de Blanzy diminue progressivement chaque année pour atteindre le plafond de 2,6 millions de tonnes fixé par les Charbonnages de France pour ce bassin.

Les carrières de pierre de la région, en particulier celles de Corgoloin-Comblancien en Côte-d'Or et de Chassignelles-Massangis dans l'Yonne extraient plus de 3.200 mètres cubes de blocs de pierre chaque année. Une partie de plus en plus importante est sciée dans les scieries de pierres de la région. La surface des tranches sciées est passée de 400.000 mètres carrés en 1957 à 750.000 en 1959. Cette évolution s'explique par les débouchés importants qui leur sont offerts dans les constructions nouvelles.

Constructions de logements.

L'évolution du nombre des logements mis en chantier et des logements terminés a été la suivante depuis 1957 pour l'ensemble de la Bourgogne.

	1957	1958	1959	1960
Nombre de logements mis en chantier	5.574	6.939	7.199	8.152
Nombre de logements terminés	6.155	7.598	6.460	7.210

Le nombre des logements terminés a augmenté chaque année; les principaux chantiers sont situés à Dijon, en Saône-et-Loire et dans l'Yonne, plus particulièrement à Auxerre et à Sens, villes pour lesquelles une zone à urbaniser par priorité a été décidée.

Industrie des matériaux de construction.

Ce secteur industriel est surtout important en Saône-et-Loire où une concentration s'est effectuée au cours de ces dernières années, certaines usines ont cessé leur activité, d'autres ont été reprises par des entreprises plus importantes.

Industrie métallurgique, mécanique et électrique.

La Bourgogne compte quelques entreprises importantes de ce secteur, telles que : en Saône-et-Loire, les usines Schneider, au Creusot et à Chalon-sur-Saône, les Forges de Gueugnon ; dans la Nièvre, les aciéries d'Imphy ; en Côte-d'Or, un établissement du groupe Vallourec, à Montbard ; à côté existent de nombreuses unités de production de plus faible capacité.

L'ensemble de ce secteur est en expansion, le chiffre d'affaire est passé de 1.944 à 2.194 millions de nouveaux francs entre 1957 et 1959. Cependant, toutes les branches n'ont pas suivi la même évolution. Certaines ont rencontré des difficultés, en particulier les fonderies de fonte, les entreprise de constructions de moteurs fractionnaires pour appareils ménagers ; enfin les établissements A. C. M. A. à Fourchambault, dont la production de Vespa 2 CV trouve difficilement des acquéreurs.

En revanche, le secteur métallurgique de Saône-et-Loire, malgré quelques difficultés en fin d'année, a développé sa production et ses ventes. Les horaires ont toujours été supérieurs à 45 heures par semaine. Il en est de même pour les entreprises d'appareils électriques autres que celles de petits moteurs électriques.

Textiles et bonneterie.

L'activité de la bonneterie de Saône-et-Loire a été supérieure à celle de l'année dernière. La réduction de la demande sur le marché intérieur a été compensée par une augmentation des exportations. La production a dépassé de 20 p. 100 environ celle de 1959 au cours du premier semestre 1960. Cette évolution est due en particulier à la demande importante de bas sans couture.

Dans la confection, certains marchés d'Afrique du Nord et d'Afrique Noire se sont fermés aux industriels de Saône-et-Loire qui ont été obligés de rechercher de nouveaux débouchés, en particulier à l'étranger. Les horaires ne dépassent pas 40 heures par semaine au cours du quatrième trimestre alors qu'ils étaient de 40 à 48 heures jusqu'à cette époque.

Industries alimentaires.

Le développement des industries de conserves de viande se poursuit principalement en Saône-et-Loire et en Côte-d'Or.

Les quatre sucreries de la région ont eu une grande activité ; la campagne s'est poursuivie jusqu'en février. Les tonnages de betteraves sucrières traitées dépasseront de beaucoup ceux des années précédentes.

Industries chimiques.

Les industries pharmaceutiques poursuivent le développement de leur production.

La branche des explosifs pour mines et carrières dans la Côte-d'Or augmente également son tonnage de produits fabriqués.

Industries du meuble.

Jusqu'au mois de septembre, la demande de meubles était faible, les horaires ne dépassaient pas 45 heures et les stocks augmentaient chez les industriels. Depuis cette époque, une reprise des commandes a permis une amélioration de la situation dans ce secteur. Cependant la concurrence est toujours très importante.

COMMERCE.

La concurrence est de plus en plus vive entre les différents circuits de distribution : grands magasins, magasins à succursales multiples, coopérateurs et commerces indépendants. Des accords sont conclus entre magasins à succursales multiples, ainsi les Docks de Bourgogne, les Comptoirs de Bourgogne, les Docks de l'Union française ont adhéré au groupement « J ». Deux magasins S. A. V. E. C. O. fonctionnent dans la région, l'un à Dijon, l'autre depuis quelques mois à Auxerre.

Immatriculation des voitures particulières neuves.

En 1960, le nombre des immatriculations de voitures particulières était de 16.322, supérieur de 9 p. 100 à celui de 1959. Ce pourcentage est inférieur à celui de la France entière qui est de 13 p. 100 pour cette même période. L'augmentation a été de 15 p. 100 au cours du second semestre 1960 par rapport à la même période de 1959.

BANQUES.

Le montant des crédits consentis par les banques et les établissements financiers installés en Bourgogne et en Franche-Comté a augmenté de 6,6 p. 100 en 1960 par rapport à l'année précédente — accroissement inférieur à la réalité, car, depuis le 30 juin 1960, seuls les crédits d'un montant supérieur à 100.000 NF, pour les escomptes d'effets commerciaux et les crédits garantis par la caisse des marchés, et de 50.000 NF pour tous les autres crédits : crédits à moyen terme, autres crédits mobilisables ou non, sont soumis à déclaration auprès des bureaux locaux de risque. Avant cette date, les montants étaient fixés respectivement à 50.000 NF et 20.000 NF. D'autre part, ces statistiques ne tiennent pas compte des crédits alloués aux entreprises dont le siège social est situé à l'extérieur de la région.

Les secteurs qui ont le plus bénéficié de crédit sont ceux de l'industrie chimique, du bâtiment et des travaux publics, de l'industrie et des commerces alimentaires, des textiles et enfin de la sidérurgie et de la construction mécanique.

Finances.

Le montant des versements à la caisse d'épargne nationale et aux caisses locales a baissé de 0,3 p. 100 en 1960 par rapport à 1959, alors qu'il était en augmentation de 18,7 p. 100 en 1959 par rapport à celui de 1958, ce dernier étant lui-même en accroissement de 20,6 p. 100 sur celui de 1957.

TRANSPORT.

Au cours de l'année 1960, le trafic ferroviaire des marchandises a été supérieur à celui de l'année précédente aussi bien pour les marchandises reçues qu'expédiées dans les arrondissements de Dijon et de Nevers. On note donc un renversement de la tendance ; en effet, depuis 1957, le tonnage transporté par chemin de fer diminuait chaque année. Cette évolution est liée au développement de l'activité économique de la région qui a atteint un niveau maximum en 1957. Certains secteurs ont ensuite traversé une période difficile en 1958 et 1959 et ont seulement repris leur expansion en 1960.

Les prix de détail à Dijon.

Evolution de l'indice de panier alimentaire avec la boisson.

(Base 100 : moyenne mensuelle 1958.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1958	100,0	93,8	95,5	97,3	98,2	99,5	101,2	102,7	103,5	103,4	102,8	101,4	100,7
1959	101,6	102,2	101,5	100,9	100,3	100,3	100,2	100,3	101,6	102,1	103,3	103,3	103,1
1960	103,4	103,8	103,7	102,9	102,3	102,7	103,1	103,2	103,6	103,9	104,3	104,0	104,1
1961	»	104,8	104,0	103,3	»	»	»	»	»	»	»	»	»

PRIX. — SALAIRES.

Prix.

L'évolution de l'indice du panier alimentaire à Dijon avec la boisson montre que les prix de détail sont en hausse de 1,7 p. 100 en 1960 par rapport à 1959.

Les prix des terrains à bâtir non situés au centre de la ville varient de 27 à 65 NF le mètre carré.

Salaires.

Au cours de l'année 1960 des augmentations de salaires ont eu lieu, en particulier dans les secteurs de l'industrie mécanique et de la bonneterie. Elles ont été de l'ordre de 3 à 5 p. 100 en général et ont même atteint 6 p. 100 dans le secteur du bâtiment et des travaux publics de la Saône-et-Loire.

Evolution de la conjoncture au cours du premier semestre 1961.

CONSOMMATION D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE

Selon les renseignements statistiques disponibles actuellement, la consommation d'énergie électrique a été sensiblement la même durant les premiers trimestres 1961 et 1960. Cependant, l'évolution varie selon les secteurs d'activité. Ainsi, pour le mois de février 1961, elle a été supérieure de + 63,8 p. 100 à celle de février 1960 dans le secteur des industries de mécanique de précision. Ceci est dû en partie à l'installation des Etablissements Dentzer Eden, à Tonnerre (Yonne), de 11 p. 100 dans celui des industries mécaniques et électriques, de 14 p. 100 dans les textiles, de 21 p. 100 dans le papier et la cellulose. En revanche, la consommation d'énergie électrique a été inférieure à celle de février 1960 dans les entreprises de matériaux de construction (— 0,8 p. 100) et dans celles de la verrerie (— 3,9 p. 100).

Main-d'œuvre

La situation sur le marché du travail continue à s'améliorer. Les offres d'emplois non satisfaites augmentent tandis que les demandes d'emplois non satisfaites diminuent. Pour les quatre premiers mois de cette année, le rapport entre la moyenne mensuelle des demandes et des offres d'emploi non satisfaites est de 1,8, alors qu'il était de 3,9 pour la période correspondante de 1960.

L'amélioration doit se poursuivre au cours des prochains mois car de nombreux chefs d'entreprise du secteur de la mécanique, entre autres, envisagent d'accroître leurs effectifs en particulier en Côte-d'Or et dans l'Yonne.

Industrie

Industrie des métaux, mécanique et électrique.

Le secteur des métaux est en expansion en Bourgogne où les principales entreprises ont augmenté leurs effectifs depuis la fin de l'année dernière. Une entreprise importante s'oriente vers la production de produits en acier spéciaux. Les carnets d'ordres permettent d'assurer une activité soutenue au cours du deuxième trimestre. Les horaires sont généralement supérieurs à 48 heures par semaine.

Dans la branche de l'industrie électrique, la situation est normale, cependant une forte concurrence joue sur le marché entre producteurs nationaux et étrangers. Les horaires ne dépassent pas 48 heures par semaine.

L'expansion est continue dans la branche des constructions métalliques ainsi que dans celle de la fabrication des tubes en acier.

Bâtiment et travaux publics. — Industrie du bâtiment.

La reprise saisonnière a été à peu près normale. Le nombre des logements autorisés est équivalent à celui de la période correspondante de l'année dernière dans l'ensemble de la Bourgogne.

L'activité est moyenne dans les grandes fabriques de tuiles et briques où les horaires sont le plus souvent inférieurs à 48 heures. On note également un ralentissement dans les industries du verre.

Industries textiles. — Bonneterie. — Confection.

En Saône-et-Loire les usines de bas sans couture connaissent une forte activité ; en revanche, un ralentissement très sensible est constaté dans la fabrication du bas à couture. Pour les autres articles de la bonneterie, la demande est en régression par suite d'un hiver très doux.

Dans la confection, la reprise a eu lieu dès la fin du mois de mars par suite des marchés conclus en Afrique du Nord ; actuellement, un ralentissement est à prévoir au cours des prochains mois.

Industries du bois et de l'ameublement.

La situation est stable pour les scieries de feuillus dont la production trouve difficilement des débouchés. Quelques scieries ont été obligées d'arrêter toute activité en particulier dans l'Yonne.

Les industries de l'ameublement sont obligées de s'adapter continuellement aux goûts de la clientèle ainsi qu'aux techniques nouvelles.

Industries alimentaires.

L'activité de ce secteur est normale. Les branches des jus de fruits et des conserves de viande, en particulier, développent leurs moyens de production et, par conséquent, augmentent les tonnages produits.

Transports.

Au cours du premier trimestre 1961 dans l'arrondissement ferroviaire de Dijon, le tonnage transporté par chemin de fer a été supérieur à celui de l'année dernière de 3,2 p. 100. Cependant, l'évolution a été différente pour le tonnage des marchandises expédiées et celui des marchandises reçues ; le premier a diminué alors que le second s'est accru.

Pour l'ensemble des deux arrondissements ferroviaires Dijon et Nevers, l'accroissement du tonnage transporté est dû principalement aux produits des industries textiles et alimentaires.

Prix. — Salaires

Les revendications sociales ont entraîné des augmentations de salaires de 2 p. 100 dans la métallurgie et de 3 p. 100 dans les charbonnages.

Le prix de détail, d'après le panier alimentaire à Dijon, a augmenté de 0,5 p. 100 au cours du premier trimestre 1961 par rapport à la moyenne du premier trimestre 1960. Les prix des légumes ont baissé par rapport à ceux de la même période de l'année dernière ; en revanche ceux de la viande sont en haussse, en particulier pour la viande de mouton et de porc. Cette augmentation est de l'ordre de 17 p. 100 en mars pour le gigot de mouton et l'échine de porc.

Epargne

D'après les renseignements obtenus, il semble que pendant le premier trimestre 1961 le solde des versements et des remboursements à la caisse nationale soit inférieur à celui du premier trimestre 1960. Les épargnants ont en effet retiré plus d'argent que l'année précédente pendant cette période.

Faits importants intervenus en Bourgogne au cours de l'année 1960

Développement du centre industriel Bourgogne-électronique, à Dijon, dont les effectifs ont doublé en un an.

La société C. O. F. E. L. E. C. à Beaune occupe 50 salariés depuis 1961, cet établissement est une filiale de la compagnie générale de T. S. F.

Dans l'Yonne, l'installation des établissements Dentzer-Eden, à Tonnerre se poursuit. Cette usine occupera 400 salariés en fin d'opération ; d'autres établissements industriels doivent également s'installer dans cette ville. En tout, 1.200 à 1.500 emplois nouveaux doivent y être créés.

Inauguration à Autun d'une nouvelle usine du groupe Idéal-Standard. Elle occupait, en août 1960, 200 salariés et 310 en avril 1961.

Extension de la société Kléber-Colombes à Decize (Nièvre), qui a accru ses effectifs de plus de 80 p. 100 entre janvier 1960 et mars 1961.

Fermeture des établissements Carmetall à Dijon, entreprise de construction mécanique qui occupait 300 salariés.

En Saône-et-Loire, une usine a transféré une partie de ses activités à Pont-de-Claix (Isère), ce qui explique la réduction de la consommation d'énergie électrique dans le secteur de l'industrie chimique en Bourgogne.

Réduction des effectifs aux établissement A. C. M. A. à Nevers, fabrique de Vespa.

Les établissements Parvex à Dijon, fabrique de petits moteurs électriques, ont réduit leurs effectifs de 28 p. 100 en un an.

Réduction des effectifs également aux houillères du bassin de Blanzy à Montceau-les-Mines.

Offres d'emplois non satisfaites et demandes d'emplois non satisfaites.

Offres d'emploi non satisfaites.

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	1.792	1.424	1.867	2.177	1.948	2.167	2.083	1.790	1.602	1.966	1.702	1.421	1.352
1958	1.008	1.372	1.430	1.434	996	950	1.051	860	751	1.121	728	665	716
1959	682	411	554	623	576	664	925	935	877	798	670	547	610
1960	922	563	672	747	883	1.022	1.082	1.133	882	1.206	1.034	914	921
1961	»	868	1.217	1.470	1.500	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : Bulletin régional de statistiques.

Demandes d'emplois non satisfaites.

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	1.272	1.593	1.528	1.253	1.157	1.089	1.006	981	1.123	1.253	1.398	1.396	1.493
1958	1.770	1.714	1.815	1.776	1.634	1.502	1.172	1.159	1.351	1.789	2.190	2.469	2.606
1959	2.620	3.181	3.371	3.050	2.555	2.289	2.115	2.178	2.355	2.321	2.572	2.683	2.771
1960	2.334	3.300	3.086	2.468	2.381	2.109	1.745	1.902	1.927	2.072	2.230	2.348	2.437
1961	»	2.753	2.590	2.131	1.826	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : Bulletin régional de statistiques.

Consommation d'énergie électrique haute tension.

(Unité : 1.000 kWh.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	857.739	73.457	69.854	72.167	76.238	67.153	74.454	69.941	43.201	73.496	79.515	77.984	80.279
1960	908.363	79.586	78.130	82.036	76.457	76.313	73.148	73.804	50.305	77.543	79.801	77.217	84.023

Source : Bulletin régional de statistiques.

Collecte de lait.

(Unité : 1.000 hl.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1959	2.869,4	190,4	180	198,4	245	326	312	285,5	226,8	201,5	220	215,5	268,3
1960	2.328,8	216,2	225,5	247,5	282	344	326	318	314,5	315	282,8	235,8	223,5

Source : Bulletin régional de statistiques.

Collecte de blé.

(Unité : 1.000 quintaux.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1959	3.031,6	173,5	135,8	92,6	66,7	68,7	5,21	626,6	811,1	545,5	170,8	124,8	163,4
1960	3.368,8	92,9	91,6	77,3	107,5	9,4	1,7	312,1	990,5	660	395,8	310,2	319,8

Source : Bulletin régional de statistiques.

Immatriculations de voitures neuves.

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	13.806	»	3.636	»	»	3.578	»	»	2.746	»	»	3.846	»
1958	15.179	»	3.830	»	»	3.992	»	»	3.182	»	»	4.175	»
1959	14.958	»	4.521	»	»	3.903	»	»	2.694	»	»	3.840	»
1960	16.322	»	4.119	»	»	4.704	»	»	3.284	»	»	4.215	»
1961	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : Bulletin régional de statistiques.

Versements à la caisse d'épargne nationale et aux caisses ordinaires.

(Unité : milliers de nouveaux francs.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	208.620	24.068	17.641	17.123	17.059	15.565	15.012	17.778	17.786	15.439	17.023	18.581	15.545
1958	251.605	26.906	20.435	20,809	20.830	16.611	17.770	22.620	20.002	19.715	21.353	19.008	25.546
1959	298.613	33.912	21.818	21.303	23.927	19.108	21.698	27.328	24.004	23.343	25.167	22.164	34.841
1960	297.572	29.894	23.169	22.926	25.200	22.793	22.399	27.034	26.585	23.322	26.597	22.759	24.894

Source : Bulletin régional de statistiques.

Transports ferroviaires (arrondissement d'exploitation de Dijon).

Marchandises expédiées.

(Unité : 1.000 tonnes.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	1.235,2	94,8	94,3	106,2	96,5	105,8	106,6	108,6	79,2	98,2	119,0	112,9	112,9
1958	1.206,4	93	94,2	98	98,2	96,8	104,3	101,9	75,5	100,2	122,3	115,2	106,8
1959	1.258,6	88,3	93	99,6	101,6	97,2	106	102,7	77,9	108,3	129,1	133,2	121,7
1960	1.350,9	95,3	113,4	116	109,3	105,2	112,9	112,2	80,1	114,6	132,9	127,1	131,9
1961	»	101,2	95,9	114,5	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : Bulletin régional de statistiques.

Transports ferroviaires (arrondissement d'exploitation de Dijon).

Marchandises reçues.

(Unité : 1.000 tonnes.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	2.160,7	177,8	184,5	193,4	173,8	188	172,5	198,2	170,7	167,4	164,3	188,5	184,6
1958	1.917,9	166,9	151,9	174,1	167,3	168,4	164,6	172,2	136	144,8	170,7	158,1	149,1
1959	1.808,3	160,7	137,7	149,7	140,2	142,5	132,7	155	134,2	153,8	174,2	162,6	165
1960	1.873,5	145,4	166,9	144,1	139,2	150,5	156,7	159	141,1	166,6	169,1	162,1	172,8
1961	»	160,2	170,7	164,1	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : Bulletin régional de statistiques.

Transports ferroviaires (arrondissement d'exploitation de Nevers).

Marchandises expédiées.

(Unité : 1.000 tonnes.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB
1957	2.274,1	192,7	189,8	200,3	177,9	190	192,2	193,7	161,7	187,7	210,6	194,3	183,2
1958	2.214,7	182,5	190,2	199	194,4	183,2	203,6	198,6	142,2	170,5	192,2	174,2	184,1
1959	2.205,4	178,3	169,9	175,2	179,2	164,7	207,6	194,5	134,3	185	204,8	210,4	201,2
1960	2.445,3	191,9	215,9	216,8	203,3	202,3	212,5	198,5	152,8	213,1	206,9	210,5	220,8
1961	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : Bulletin régional de statistiques.

Transports ferroviaires (arrondissement d'exploitation de Nevers).

Marchandises reçues.

(Unité : 1.000 tonnes.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	2.065,9	158,7	185,5	183,7	177,3	177,4	153,8	178,9	147,6	157,5	180,9	171,3	193,3
1958	1.900,1	173,4	157,5	166,9	179,1	152,5	165,9	188	117,4	148,1	156,4	138,9	156
1959	1.719,3	141,7	142,7	144,3	123	132,8	155	150,7	116,9	133,3	157,7	142,6	178,6
1960	1.752,5	125,7	147,5	158,4	134,8	145,1	157	159,2	106,7	140	154,4	149,5	174,2
1961	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : Bulletin régional de statistiques.

18. — AUVERGNE

Cette région dont la population était supérieure à 1,5 million d'habitants au début du siècle après être passée par un minimum, connait de nouveau un léger regain ; toutefois sa balance naissances décès, si elle est positive et de l'ordre de 3.000, la classe au vingtième rang précédée par le Languedoc et suivie par le Limousin.

La ville de Clermont a vu sa population plus que doubler depuis le début du siècle comme celle de Vichy ; celle de Montluçon sera bientôt dans la même situation. La région de Clermont-Ferrand est une région capitale mais qui, comme Montluçon, possède une firme motrice avec les avantages et les inconvénients d'une telle situation.

L'agglomération de Clermont-Ferrand avec ses 150.000 habitants n'est pas une grande capitale ; elle distance par sa population toutes les autres agglomérations urbaines de la région. Montluçon avec quelque 60.000 habitants occupe la seconde place, puis vient celle de Vichy proche de 50.000, celle de Moulins proche de 35.000 enfin viennent Le Puy, avec 24.000 et Aurillac 22.000.

En dehors de ces villes, l'Allier ne dispose que de quatre villes de plus de 5.000 habitants, le Cantal : une, la Haute-Loire : 2, le Puy-de-Dôme : cinq.

Cette région a plus de communes que la Bretagne sur une superficie à peu près égale mais avec moitié moins d'habitants.

Le bilan de 1960.

En 1960 les offres d'emploi non satisfaites ont augmenté de 60 p. 100 par rapport à celles de 1959, tandis que les demandes diminuaient de 13 p. 100 et les placements n'augmentaient que de 11 p. 100.

Dans l'agriculture la production animale a progressé de près de 15 p. 100 pour les bovins alors qu'elle baissait pour les porcins. La production de lait et des produits laitiers a connu une forte progression.

Les quantités de vins sorties des chais des producteurs ont augmenté de 70 p. 100.

La consommation du fuel léger et domestique par l'agriculture a fait un fond de 33 p. 100. La production végétale a été très bonne malgré une légère stagnation dans la production de céréales. La consommation d'énergie a connu une progression normale : + 8 p. 100 pour le gaz, 9 p. 100 pour le fuel lourd, 9 p. 100 pour l'électricité haute tension. Dans l'industrie, la consommation de fuel léger et domestique a subi une hausse de 19 p. 100.

Le développement de la consommation d'électricité par l'industrie a été de 30 p. 100 dans la production de minerais et métaux, de 17 p. 100 dans la transformation des métaux, de 9 p. 100 dans le caoutchouc, de 8 p. 100 dans les industries textiles, cuirs, bois et papier. Un plafonnement a été observé dans les industries alimentaires.

La production de charbon dans la région est tombée de 1.152.000 tonnes en 1959 à moins de 1 million en 1960 avec une réduction des effectifs de plus de 400 unités.

Dans le commerce, on peut évaluer l'augmentation du volume des affaires à 10 p. 100 environ.

D'après les indices du chiffre d'affaires, calculés par la direction régionale de l'I. N. S. E. E. pour le Puy-de-Dôme sur la base 1955 égale à 100, les variations entre 1959 et 1960 auraient été les suivantes :

Industries métalliques, mécaniques, automobiles	+ 17 p. 100.
Industries du verre, céramiques, matériaux de construction	+ 19 —
Bâtiment et travaux publics	+ 31 —
Industries chimiques et caoutchouc	+ 31 —
Industries du bois	+ 8 —
Industries diverses	+ 21 —
Industries alimentaires	+ 56 —
Commerces agricoles et alimentaires	+ 20 —
Autres commerces	+ 15 —
Hôtellerie, débits de boissons	— 1 —

Seuls l'hôtellerie et les débits de boissons ont connu une stagnation. Si le nombre des postes de radio n'a augmenté que de 2 p. 100, celui des postes de télévision est monté en flèche (73 p. 100 de 1959 à 1960).

Les avoirs des déposants dans les caisses d'épargne se sont accrus de 11 p. 100. 6 p. 100 d'effets de plus qu'en 1959 ont été compensés en 1960 pour un montant supérieur de 20 p. 100.

Si le solde des dépôts dans les caisses de crédit agricole a été plus élevé de 30 p. 100, les prêts en cours ont dépassé ceux de 1959 de 21 p. 100.

Dans son ensemble, l'année 1960 a été une année favorable pour cette région avec un rythme de croissance très voisin de celui de la France malgré quelques difficultés relatives d'ailleurs dans les industries motrices de caoutchouc.

Le bilan de 1961.

En 1961 la reprise observée à la fin de 1960 s'est poursuivie dans l'industrie comme dans le commerce.

La situation de l'emploi s'est encore améliorée ; à la fin du premier semestre les offres d'emploi non satisfaites pour la région sont quatre fois plus fortes qu'il y a un an. Les offres sont particulièrement fortes dans le Puy-de-Dôme où le rapport des offres aux demandes est monté en un an de 0,08 à 0,34.

Les consommations de produits pétroliers se poursuivent à un rythme de 13 p. 100 par an.

Pourtant la vente des voitures particulières et commerciales plafonne et celle des tracteurs agricoles est en net recul. Dans l'agriculture la production animale est toujours abondante.

La collecte de céréales panifiables dépasse celle de la campagne précédente de 25 p. 100 ; en revanche pour la campagne 1961-1962 une réduction des surfaces ensemencées de 10 p. 100 laisse prévoir un recul.

Une réduction des superficies consacrées aux pommes de terre est également à signaler.

Dans l'industrie, l'expansion se poursuit avec des craintes pour la fin de l'année.

Dans la construction, le nombre de logements autorisés est bien supérieur à celui de l'an dernier à la même époque de l'année et les perspectives sont bonnes.

Les avoirs des déposants dans les caisses d'épargne poursuivent leur progression au rythme de 11 p. 100. Dans l'ensemble malgré les craintes, les perspectives sont bonnes et laissent prévoir une expansion moyenne.

Mouvement de grosses unités économiques et sociales

A Vichy : construction d'un ensemble de 500 logements et d'un centre d'enseignement pour le regroupement des lycées et collèges de Vichy et Cusset, de la piste de l'aérodrome de Vichy-Charneil, développement de la firme Total, à Cusset.

A Sept : développement de la fonderie de Dampierre.

A Montluçon : on attend une relance de la production de pneumatiques pour la fin de l'année, de la sortie d'un nouveau type.

En revanche à Clermont-Ferrand : on craint une stagnation dans l'industrie du pneumatique par suite de l'installation d'usines en d'autres points du territoire (Troyes, Bourges).

19. — RHONE-ALPES

L'examen des différents facteurs retenus fait ressortir des éléments favorables traduisant une activité soutenue et un état de l'emploi satisfaisant si nous prenons en considération le pourcentage de 2 à 3 p. 100 de « chômage technique » qui accompagne toute économie développée et en pleine croissance.

Une enquête de la Banque de France effectuée dans les localités de Lyon, Vienne, Villefranche, Tarare, Bourgoin fait ressortir la progression des chiffres d'affaires de 1960 par rapport à 1959 :

	1959/1958	1960/1959
Industrie	+ 10	+ 16
Commerce	+ 11	+ 12

Ces pourcentages qui n'ont qu'une valeur indicative traduisent une amélioration de l'activité économique générale.

L'accroissement dans le secteur industriel a été plus marqué et s'est maintenu au même niveau pendant toute l'année ; celui du commerce, relativement important au début de l'année, s'est ensuite fortement amenuisé.

Les investissements privés se sont maintenus à un niveau satisfaisant par rapport aux années précédentes.

Les prix de gros n'ont augmenté que de 1,9 p. 100 et les prix de détail de 3,6 p. 100 en 1960 par rapport à 1959.

Pour terminer, il est utile de signaler que les salaires étaient en retrait par rapport aux prix, mais que l'activité économique régionale avait, d'une façon générale, une marche souhaitable et satisfaisante.

Le bilan de 1960.

Emploi

L'année 1957, durant laquelle la France entière, et par répercussion, la région lyonnaise, avait connu un rythme accéléré de croissance économique et un plafonnement de l'emploi, offre assez de similitudes avec l'année 1960, tout au moins sur le plan de l'emploi.

En 1960, les offres d'emploi non satisfaites s'accroissent de 64 p. 100 par rapport à 1959, ce qui était à peu près le cas de 1957 par rapport à 1956.

Les demandes d'emploi non satisfaites suivent dans les deux périodes (1956-1957 et 1959-1960) une courbe descendante avec un léger décalage vers le haut pour l'année 1960.

Les offres et les demandes d'emploi non satisfaites de 1960 par rapport à 1957 se situent respectivement à 0,75 et 1,23.

Ces chiffres sont donnés à titre indicatif, le nombre des effectifs au travail nous étant inconnu jusqu'ici pour les deux années respectives.

En 1958, l'emploi, après avoir connu le même équilibre que le deuxième semestre de 1957, amorce brusquement un fléchissement. Les offres d'emploi non satisfaites régressent et les demandes non satisfaites progressent rapidement.

L'année 1959 se caractérise plus nettement encore que 1958 par une diminution des offres d'emploi non satisfaites et une augmentation des demandes non satisfaites.

Quant aux chiffres concernant le premier trimestre 1961, ils indiquent que le plein emploi est presque atteint.

Energie.

Charbon et fuel.

Pour comprendre l'évolution du marché du chabon aussi bien dans la région Rhône-Alpes (huit départements) que dans l'ensemble de la France, il est indispensable d'évoquer les modifications profondes de la structure de ce marché, survenues depuis 1952. L'évolution de la consommation de combustibles dans le secteur industrie (sidérurgie non comprise) pour la région, reflète ces transformations de structure.

Deux faits semblent pouvoir expliquer ces transformations :

— le développement de la consommation du fuel,

— la récente mise en service du gaz de Lacq.

Il en résulte pour l'année 1960 une situation difficile pour le charbon (cf tableau).

A ces causes techniques s'ajoute une raison climatique. L'hiver particulièrement clément a aggravé la situation du marché du charbon en provoquant une réduction (10 à 15 p. 100) de la consommation domestique.

Jusqu'en 1958, les variations de l'indice de production industrielle de la région Rhône-Alpes coïncident à peu près avec les variations de l'indice des livraisons des combustibles à l'industrie ; à partir de 1959, il y a nette discordance.

Une explication, parmi tant d'autres, peut effectivement résider dans l'attitude des grands consommateurs de la région (Berliet, Rhône-Poulenc, Rhodiaceta), qui, en prévision d'une proche conversion de leurs moyens de combustion, avaient nettement entamé leurs stocks de charbon. Cette attitude a été dictée par l'arrivée du gaz de Lacq. D'où la différence entre la consommation réelle et les variations de l'indice.

Après avoir été, il n'y a pas dix ans, la première source d'énergie, le charbon perd sa prépondérance. A part 1958, qui présente une progression de 5 p. 100 par rapport à 1957, les données de 1959 et 1960 montrent une régression de 3 à 10 p. 100.

L'année 1960 indique, par rapport à 1957, une diminution de 9 p. 100.

Cependant on assiste, pendant le premier trimestre de 1961, à un certain regain d'activité pour le charbon, malgré les conversions qui ont été nécessitées par l'arrivée du gaz de Lacq.

Electricité.

La production de 1960 suit une courbe ascendante par rapport à 1959. Le taux de croissance est de + 23 p. 100.

Le pourcentage d'augmentation de la consommation d'électricité par l'industrie en 1960 par rapport à 1959, dans la région, est de 15 p. 100.

Fuel-oil domestique et léger.

Ce secteur poursuit son expansion. Le taux de progression réalisé en 1960 (+ 20 p. 100) par rapport à 1959 est presque du même ordre que le taux moyen des quatre années précédentes. Ceci est dû, d'une part aux conversions intervenues dans certaines industries, d'autre part à la construction des blocs neufs avec des chauffages collectifs qui utilise le fuel.

Prix.

Sur le plan régional, l'indice des prix à la consommation familiale (base 100 en 1957) a évolué comme suit : décembre 1959 : 111,7 ; décembre 1960 : 113,3 ; février 1961 : 113,3, soit une augmentation de 1,4 p. 100 pour l'année 1960.

Salaires distribués.

Au cours de 1960, la masse des salaires (déterminée par le versement de 5 p. 100 sur les salaires) a atteint 306 millions de nouveaux francs contre 227 millions de nouveaux francs en 1959, soit une augmentation de près de 12 p. 100 entre 1960 et 1959. En 1959, par rapport à 1958, la masse globale des salaires avait augmenté de 8 p. 100.

Epargne.

En 1960, l'accroissement des soldes des caisses privées d'épargne était de 4 p. 100 par rapport à 1959. Un léger ralentissement a été constaté les quatre derniers mois de 1960 par rapport à ceux de 1959.

Par ailleurs, le solde de la caisse nationale d'épargne a enregistré une augmentation de + 16,2 p. 100 par rapport à 1957 et un fléchissement par rapport au solde de 1959 (— 19 p. 100).

La reprise de la demande de consommation semble, pour partie, responsable du ralentissement de l'épargne en 1960.

Trafic ferroviaire.

Les expéditions de marchandises effectuées par les trois arrondissements (S. N. C. F.) de la région reflètent une augmentation du trafic pendant les années 1957, 1959 et 1960.

Seule, l'année 1958 donne une note discordante en enregistrant un ralentissement par rapport à 1957 de l'ordre de — 4 p. 100.

Quant à l'année 1960, l'augmentation par rapport à l'année 1959 est de + 2 p. 100.

Le premier trimestre 1961 présente le même pourcentage d'accroissement que la période correspondante de l'année 1960.

Toutefois, le trafic affluant vers la région a progressé un peu plus que dans le sens région lyonnaise-extérieur en notant un pourcentage d'accroissement de + 7 p. 100 entre l'année 1960 par rapport à 1959.

Perspectives pour le second trimestre.

L'analyse des tendances récentes et les opinions formulées par les chefs d'entreprise sur leurs stocks et leurs carnets de commandes permettraient de s'attendre normalement à un accroissement de la production au cours des prochains mois. Effectivement, c'est bien une prévision de progression que formulent les chefs d'entreprise.

On sait que deux questions leur sont posées : il leur est demandé d'exprimer, d'une part, leur opinion concernant l'évolution de la production industrielle française dans son ensemble, d'autre part leurs perspectives concernant leur propre firme, qui, totalisées, redonnent une idée de l'évolution probable de la production industrielle française dans son ensemble.

Nous donnons le résultat de l'enquête dans l'industrie menée par l'I. N. S. E. E. auprès des chefs d'entreprise, relative aux secteurs suivants : industries extractives, production des métaux, automobile, industries chimiques et assimilées.

Industries extractives (charbon et gaz exclus).

40 entreprises ont répondu à l'enquête, dont : 20 occupent moins de 100 salariés ; 5 occupent de 100 à 200 salariés ; 7 occupent de 200 à 500 salariés ; 6 occupent de 500 à 1.000 salariés ; 2 occupent plus de 1.000 salariés.

Elles emploient environ 24.500 salariés, et leur chiffre d'affaires total (hors taxes) est d'environ 680 millions de nouveaux francs.

Tendances observées et prévues (*) (répartitions pondérées des réponses en pourcentage).

	Tendances antérieures (juin 1960 — octobre 1960).					Tendances récentes (novembre 1960 — février 1961).					Tendances prévues (mars 1961 — vacances été 1961).				
	+	+ S	=	— S	—	+	+ S	=	— S	—	+	+ S	=	— S	—
Production	40	2	31	8	19	28	1	43	10	18	17	10	67	»	6
Demande	44	7	37	1	11	32	1	40	2	25	49	16	29	»	6
Commerce étranger	82	8	9	»	1	70	»	9	»	21	66	»	25	»	9
Stocks pour fabrication	14	3	32	8	43	25	31	40	1	3	»	»	»	»	»
Délais livraison	5	»	77	5	13	2	1	86	3	8	»	»	»	»	»
Prix de vente	2	»	78	»	20	10	»	73	»	17	27	»	72	»	1
Effectifs	»	»	91	4	5	3	»	81	»	16	4	»	79	»	17
Durée du travail	1	»	88	6	5	2	»	87	1	10	2	»	97	»	1

Variation de la production par rapport à l'année précédente.

	+ %	= %	— %	Variation moyenne.
Novembre-décembre 1960. — Janvier 1961/Novembre-décembre 1959. — Janvier 1960	69	18	13	+ 3 p. 100.
Février-mars-avril 1961/Février-mars-avril 1960	68	32	0	+ 6 p. 100.
Mai-juin 1961/Mai-juin 1960	71	29	0	+ 5 p. 100.

Opinion sur stocks produits fabriqués.

En mai 1960. — Jugés supérieurs à la normale : 11 p. 100 des cas ; inférieurs à la normale : 2 p. 100.

En octobre 1960. — Jugés supérieurs à la normale : 13 p. 100 des cas ; inférieurs à la normale : 66 p. 100.

En février 1961. — Jugés supérieurs à la normale : 19 p. 100 des cas ; inférieurs à la normale : 12 p. 100.

(*) + S : augmentation purement saisonnière ; — S : diminution purement saisonnière.

Carnets de commandes.

(Evaluation en semaines de production).

(Carnet tenu par 14 p. 100 des entreprises.)

Moyenne : 9,4 semaines (en octobre 1960 : 7, 6 semaines ; en mai 1960 : 5,5 semaines ; en février 1960 : 4 semaines).

Moins de 5 semaines dans 38 p. 100 des cas (en octobre 1960 : 30 p. 100 ; en mai 1960 : 30 p. 100).

Plus de 12 semaines dans 23 p. 100 des cas (en octobre 1960 : 3 p. 100 ; en mai 1960 : 4 p. 100).

16 p. 100 des entreprises considéraient leur carnet bien garni ; 54 p. 100 le considéraient peu garni.

Demande actuelle.

Les entreprises qui ne tiennent pas de carnet de commande (86 p. 100 des entreprises de ce secteur) considéraient, dans 41 p. 100 des cas, la demande actuelle de leurs produits comme forte, et dans 26 p. 100 des cas comme peu active.

Taux de salaires.

Hausse moyenne depuis fin octobre 1960 : 2,9 p. 100 (entre fin mai 1960 et fin octobre 1960 : 2,3 p. 100. Les taux de salaires n'ont pas varié pour 9 p. 100 des salariés).

Possibilités d'accroître la production (facteurs limitant l'activité).

54 p. 100 des entreprises pourraient produire davantage (en octobre 1960 : 91 p. 100).

11 p. 100 des entreprises sont limitées par le matériel (en octobre 1960 : 7 p. 100).

4 p. 100 des entreprises sont limitées par la main-d'œuvre (en octobre 1960 : 0 p. 100).

0 p. 100 des entreprises sont limitées par les approvisionnements (en octobre 1960 : 0 p. 100).

Les entreprises pourraient en moyenne augmenter leur production de 7 p. 100 sans embaucher de personnel supplémentaire.

Trésorerie et crédit.

51 p. 100 des entreprises éprouvent des difficultés de trésorerie (en octobre 1960 : 42 p. 100).

Parmi les entreprises qui ont recours au crédit bancaire : 4 p. 100 obtiennent du crédit plus difficilement qu'en mai 1960 : 25 p. 100 plus facilement.

Industrie pétrolière (1).

12 entreprises ont répondu à l'enquête, dont : 2 occupent moins de 100 salariés ; 1 occupe de 100 à 200 salariés ; 1 occupe de 200 à 500 salariés ; 2 occupent de 500 à 1.000 salariés ; 6 occupent plus de 1.000 salariés.

Elles emploient environ 27.500 salariés, et la valeur hors taxe de leur production est d'environ 3.400 millions de nouveaux francs.

Tendances observées et prévues (*) (répartitions pondérées des réponses en pourcentage).

	Tendances antérieures (juin 1960 — octobre 1960).					Tendances récentes (novembre 1960 — février 1961).					Tendances prévues (mars 1961 — vacances été 1961).				
	+	+ S	=	— S	—	+	+ S	=	— S	—	+	+ S	=	— S	—
Production	26	13	53	6	2	58	»	28	14	»	41	23	15	13	8
Demande	70	20	3	7	»	47	20	8	25	»	50	23	5	13	9
Commerce étranger	53	»	38	»	9	35	»	65	»	»	36	»	64	»	»
Stocks pour fabrication	46	»	39	9	6	19	»	43	14	24	»	»	»	»	»
Délais livraison	»	»	100	»	»	»	»	55	45	»	»	»	»	»	»
Prix de vente	»	»	69	»	31	32	»	33	»	35	20	»	56	»	24
Effectifs	15	»	57	»	28	»	»	54	»	46	6	»	61	»	33
Durée du travail	»	»	100	»	»	»	»	100	»	»	1	»	99	»	»

Variation de la production par rapport à l'année précédente.

	+ %	= %	— %	Variation moyenne.
Novembre-décembre 1960. — Janvier 1961/Novembre-décembre 1959. — Janvier 1960	87	2	11	+ 9 p. 100.
Février-mars-avril 1961/Février-mars-avril 1960	90	0	10	+ 10 p. 100.
Mai-juin 1961/Mai-juin 1960	90	0	10	+ 9 p. 100.

Opinion sur stocks produits fabriqués.

En mai 1960. — Jugés supérieurs à la normale : 0 p. 100 des cas ; inférieurs à la normale : 0 p. 100.

En octobre 1960. — Jugés supérieurs à la normale : 2 p. 100 des cas ; inférieurs à la normale : 0 p. 100.

En février 1961. — Jugés supérieurs à la normale : 20 p. 100 des cas ; inférieurs à la normale : 14 p. 100.

(1) « Tendances antérieures » et « tendances récentes » non rigoureusement comparables (pondération des réponses modifiée).

(*) + S : augmentation purement saisonnière ; — S : diminution purement saisonnière.

Carnets de commandes.

(Evaluation en semaines de production.)

(Carnet tenu par 0 p. 100 des entreprises.)

Moyenne : semaines (en octobre 1960 : — semaines ; en mai 1960 : — semaines ; en février 1960 : — semaines.

Moins de 5 semaines dans 0 p. 100 des cas (en octobre 1960 : 0 p. 100 ; en mai 1960 : 0 p. 100).

Plus de 12 semaines dans 0 p. 100 des cas (en octobre 1960 : 0 p. 100) ; en mai 1960 : 0 p. 100).

— p. 100 des entreprises considéraient leur carnet bien rempli ;

— p. 100 le considéraient peu garni.

Demande actuelle.

Les entreprises qui ne tiennent pas de carnet de commande (100 p. 100 des entreprises de ce secteur) considéraient, dans 43 p. 100 des cas, la demande actuelle de leurs produits comme forte, et dans 11 p. 100 des cas comme peu active.

Taux de salaires.

Hausse moyenne depuis fin octobre 1960 : 3,5 p. 100 (entre fin mai 1960 et fin octobre 1960 : 1,6 p. 100). Les taux de salaires n'ont pas varié pour 13 p. 100 des salariés.

Possibilités d'accroître la production (facteurs limitant l'activité).

78 p. 100 des entreprises pourraient produire davantage (en octobre 1960 : 84 p. 100).

8 p. 100 des entreprises sont limitées par le matériel (en octobre 1960 : 0 p. 100).

0 p. 100 des entreprises sont limitées par la main-d'œuvre (en octobre 1960 : 0 p. 100).

0 p. 100 des entreprises sont limitées par les approvisionnements (en octobre 1960 : 0 p. 100).

Les entreprises pourraient en moyenne augmenter leur production de 10 p. 100 sans embaucher de personnel supplémentaire.

Trésorerie et crédit.

9 p. 100 des entreprises éprouvent des difficultés de trésorerie (en octobre 1960 : 17 p. 100).

Parmi les entreprises qui ont recours au crédit bancaire : 0 p. 100 obtiennent du crédit plus difficilement qu'en mai 1960 ; 0 p. 100 plus facilement.

Production des métaux.

25 entreprises ont répondu à l'enquête, dont : 2 occupent moins de 100 salariés ; 1 occupe de 100 à 200 salariés ; 2 occupent de 200 à 500 salariés ; 0 occupe de 500 à 1.000 salariés ; 20 occupent plus de 1.000 salariés.

Elles emploient environ 132.500 salariés et leur chiffre d'affaires total (hors taxes) est d'environ 5.930 millions de nouveaux francs.

Tendances observées et prévues (*) (répartitions pondérées des réponses en pourcentage).

	Tendances antérieures (juin 1960 — octobre 1960).					Tendances récentes (novembre 1960 — février 1961).					Tendances prévues (mars 1961 — vacances été 1961).				
	+	+ S	=	— S	—	+	+ S	=	— S	—	+	+ S	=	— S	—
Production	59	»	39	1	1	39	»	60	»	1	58	»	40	»	1
Demande	12	»	59	»	29	28	»	67	»	5	7	»	90	»	3
Commerce étranger	5	»	35	»	60	53	»	40	»	7	»	»	64	»	36
Stocks pour fabrication	17	»	81	»	2	31	»	66	»	3	»	»	»	»	»
Délais livraison	6	»	76	1	17	1	»	94	»	5	»	»	»	»	»
Prix de vente	8	»	79	»	13	11	»	88	»	1	»	»	99	»	»
Effectifs	56	5	39	»	»	43	»	55	»	2	18	»	80	»	2
Durée du travail	2	5	93	»	»	»	»	98	»	2	»	»	100	»	»

Variation de la production par rapport à l'année précédente.

	+ %	= %	— %	Variation moyenne.
Novembre-décembre 1960. — Janvier 1961/Novembre-décembre 1959. — Janvier 1960	94	4	2	+ 11 p. 100.
Février-mars-avril 1961/Février-mars-avril 1960	63	36	1	+ 3 p. 100.
Mai-juin 1961/Mai-juin 1960	90	10	0	+ 5 p. 100.

Opinion sur stocks produits fabriqués.

En mai 1960. — Jugés supérieurs à la normale : 2 p. 100 des cas ; inférieurs à la normale : 10 p. 100.

En octobre 1960. — Jugés supérieurs à la normale : 2 p. 100 des cas ; inférieurs à la normale : 7 p. 100.

En février 1961. — Jugés supérieurs à la normale : 13 p. 100 des cas ; inférieurs à la normale : 2 p. 100.

(*) + S : augmentation purement saisonnière ; — S : diminution purement saisonnière.

Carnets de commandes.

(Evaluation en semaines de production.)

(Carnet tenu par 38 p. 100 des entreprises.)

Moyenne : 11,3 semaines (en octobre 1960 : 11,7 semaines ; en mai 1960 : 11,8 semaines ; en février 1960 : 11,9 semaines).

Moins de 5 semaines dans 2 p. 100 des cas (en octobre 1960 : 1 p. 100 ; en mai 1960 : 2 p. 100).

Plus de 12 semaines dans 6 p. 100 des cas (en octobre 1960 : 5 p. 100 ; en mai 1960 : 13 p. 100).

15 p. 100 des entreprises considéraient leur carnet bien garni : 13 p. 100 le considéraient peu garni.

Demande actuelle.

Les entreprises qui ne tiennent pas de carnet de commande (62 p. 100 des entreprises de ce secteur) considéraient, dans 11 p. 100 des cas, la demande actuelle de leurs produits comme forte, et dans 0 p. 100 des cas comme peu active.

Taux de salaires.

Hausse moyenne depuis fin octobre 1960 : 2,1 p. 100 (entre fin mai 1960 et fin octobre 1960 : 3,5 p. 100). Les taux des salaires n'ont pas varié pour 7 p. 100 des salariés.

Possibilités d'accroître la production (facteurs limitant l'activité.)

8 p. 100 des entreprises pourraient produire davantage (en octobre 1960 : 20 p. 100).

86 p. 100 des entreprises sont limitées par le matériel (en octobre 1960 : 72 p. 100).

0 p. 100 des entreprises sont limitées par la main-d'œuvre (en octobre 1960 : 3 p. 100).

0 p. 100 des entreprises sont limitées par les approvisionnements (en octobre 1960 : 0 p. 100).

Les entreprises pourraient en moyenne augmenter leur production de 1 p. 100 sans embaucher de personnel supplémentaire.

Trésorerie et crédit.

10 p. 100 des entreprises éprouvent des difficultés de trésorerie (en octobre 1960 : 14 p. 100).

Parmi les entreprises qui ont recours au crédit bancaire : 0 p. 100 obtiennent du crédit plus difficilement qu'en mai 1960 ; 0 p. 100 plus facilement.

Production des biens intermédiaires (*transformation des métaux*).

127 entreprises ont répondu à l'enquête, dont : 27 occupent moins de 100 salariés ; 23 occupent de 100 à 200 salariés ; 48 occupent de 200 à 500 salariés ; 21 occupent de 500 à 1.000 salariés ; 8 occupent plus de 1.000 salariés.

Elles emploient environ 64.000 salariés, et leur chiffre d'affaires total (hors taxes) est d'environ 5.260 millions de nouveaux francs.

Tendances observées et prévues (*) (répartitions pondérées des réponses en pourcentage).

	Tendances antérieures (juin 1960 — octobre 1960).					Tendances récentes (novembre 1960 — février 1961).					Tendances prévues (mars 1961 — vacances été 1961).				
	+	+ S	=	— S	—	+	+ S	=	— S	—	+	+ S	=	— S	—
Production	44	10	29	»	17	36	»	51	9	4	17	10	68	»	5
Demande	27	5	55	»	13	30	»	38	1	31	11	6	72	»	11
Commerce étranger	12	»	73	»	15	3	»	55	»	42	6	»	79	»	15
Stocks pour fabrication	21	7	52	1	19	34	6	54	»	6	»	»	»	»	»
Délais livraison	21	»	59	6	14	9	1	45	5	40	»	»	»	»	»
Prix de vente	12	»	64	»	24	21	»	72	»	7	15	»	83	»	2
Effectifs	32	1	60	»	7	21	»	59	14	6	13	14	68	»	5
Durée du travail	12	»	80	1	7	9	»	83	1	7	2	14	74	»	10

Variation de la production par rapport à l'année précédente.

	+ %	= %	— %	VARIATION moyenne.
Novembre-décembre 1960. — Janvier 1961/Novembre-décembre 1959. — Janvier 1960	76	11	13	+ 8 p. 100.
Février-mars-avril 1961/Février-mars-avril 1960	57	32	11	+ 4 p. 100.
Mai-juin 1961/Mai-juin 1960	56	34	10	+ 5 p. 100.

Opinion sur stocks produits fabriqués.

En mai 1960. — Jugés supérieurs à la normale : 6 p. 100 des cas ; inférieurs à la normale : 6 p. 100.

En octobre 1960. — Jugés supérieurs à la normale : 20 p. 100 des cas ; inférieurs à la normale : 15 p. 100.

En février 1961. — Jugés supérieurs à la normale : 31 p. 100 des cas ; inférieurs à la normale : 4 p. 100.

(*) + S : augmentation purement saisonnière ; — S : diminution purement saisonnière.

Carnets de commandes.

(Evaluation en semaines de production.)

(Carnet tenu par 79 p. 100 des entreprises.)

Moyenne : 11,3 semaines (en octobre 1960 : 10,6 semaines ; en mai 1960 : 13,5 semaines ; en février 1960 : 10,5 semaines).

Moins de 5 semaines dans 7 p. 100 des cas (en octobre 1960 : 9 p. 100 ; en mai 1960 : 16 p. 100).

Plus de 12 semaines dans 13 p. 100 des cas (en octobre 1960 : 23 p. 100 ; en mai 1960 : 35 p. 100).

7 p. 100 des entreprises considéraient leur carnet bien rempli : 42 p. 100 le considéraient peu garni.

Demande actuelle.

Les entreprises qui ne tiennent pas de carnet de commande (21 p. 100 des entreprises de ce secteur) considéraient, dans 7 p. 100 des cas, la demande actuelle de leurs produits comme forte, et dans 51 p. 100 des cas comme peu active.

Taux de salaires.

Hausse moyenne depuis fin octobre 1960 : 2,1 p. 100 (entre fin mai 1960 et fin octobre 1960 : 4 p. 100).

Les taux de salaires n'ont pas varié pour 30 p. 100 des salariés.

Possibilités d'accroître la production (facteurs limitant l'activité).

88 p. 100 des entreprises pourraient produire davantage (en octobre 1960 : 75 p. 100).

3 p. 100 des entreprises sont limitées par le matériel (en octobre 1960 : 16 p. 100).

8 p. 100 des entreprises sont limitées par la main-d'œuvre (en octobre 1960 : 8 p. 100).

0 p. 100 des entreprises sont limitées par les approvisionnements (en octobre 1960 : 1 p. 100).

Les entreprises pourraient en moyenne augmenter leur production de 9 p. 100 sans embaucher de personnel supplémentaire.

Trésorerie et crédit.

35 p. 100 des entreprises éprouvent des difficultés de trésorerie (en octobre 1960 : 34 p. 100).

Parmi les entreprises qui ont recours au crédit bancaire, 4 p. 100 obtiennent du crédit plus difficilement qu'en mai 1960 ; 8 p. 100 plus facilement.

Automobile (construction et pièces).

35 entreprises ont répondu à l'enquête, dont : 4 occupent moins de 100 salariés ; 0 occupent de 100 à 200 salariés ; 3 occupent de 200 à 500 salariés ; 9 occupent de 500 à 1.000 salariés ; 19 occupent plus de 1.000 salariés.

Elles emploient environ 184.500 salariés, et leur chiffre d'affaires total (hors taxes) est d'environ 7.700 millions de nouveaux francs.

Tendances observées et prévues (*) (répartitions pondérées des réponses en pourcentage).

	Tendances antérieures (juin 1960 — octobre 1960).					Tendances récentes (novembre 1960 — février 1961).					Tendances prévues (mars 1961 — vacances été 1961).				
	+	+ S	=	— S	—	+	+ S	=	— S	—	+	+ S	=	— S	—
Production	23	»	18	22	37	27	»	39	»	34	29	40	25	»	6
Demande	14	»	38	24	24	20	»	51	20	9	66	9	19	»	6
Commerce étranger	15	»	22	»	63	2	50	3	»	45	55	»	3	»	42
Stocks pour fabrication	33	23	38	»	6	47	3	19	»	31	»	»	»	»	»
Délais livraison	14	»	78	4	4	17	»	72	»	11	»	»	»	»	»
Prix de vente	9	»	34	»	57	1	»	96	»	3	19	»	81	»	»
Effectifs	25	»	17	»	58	21	»	16	»	63	4	»	48	»	48
Durée du travail	11	»	26	11	52	2	»	35	»	63	2	9	67	»	22

Variation de la production par rapport à l'année précédente.

	+ %	= %	— %	Variation moyenne.
Novembre-décembre 1960. — Janvier 1961/Novembre-décembre 1959. — Janvier 1960	41	8	48	— 1 p. 100.
Février-mars-avril 1961/Février-mars-avril 1960	41	9	50	0 p. 100.
Mai-juin 1961/Mai-juin 1960	36	12	52	— 4 p. 100.

Opinion sur stocks produits fabriqués.

En mai 1960. — Jugés supérieurs à la normale : 4 p. 100 des cas ; inférieurs à la normale : 20 p. 100.

En octobre 1960. — Jugés supérieurs à la normale : 4 p. 100 des cas ; inférieurs à la normale : 2 p. 100.

En février 1961. — Jugés supérieurs à la normale : 16 p. 100 des cas ; inférieurs à la normale : 1 p. 100.

(*) + S : augmentation purement saisonnière ; — S : diminution purement saisonnière.

Carnets de commandes.

(Evaluation en semaines de production.)

(Carnet tenu par 48 p. 100 des entreprises.)

Moyenne : 11,1 semaines (en octobre 1960 : 10,4 semaines pour le même échantillon d'entreprises).

Moins de 5 semaines dans 6 p. 100 des cas (en octobre 1960 : 47 p. 100 ; en mai 1960 : 0 p. 100).

Plus de 12 semaines dans 10 p. 100 des cas (en octobre 1960 : 4 p. 100 ; en mai 1960 : 0 p. 100).

37 p. 100 des entreprises considéraient leur carnet bien garni ; 3 p. 100 le considéraient peu garni (en novembre 1960 : respectivement 16 p. 100 et 5 p. 100).

Demande actuelle.

Les entreprises qui ne tiennent pas de carnet de commandes (52 p. 100 des entreprises de ce secteur) considéraient, dans 34 p. 100 des cas, la demande actuelle de leurs produits comme forte, et dans 53 p. 100 des cas comme peu active.

Taux de salaires.

Hausse moyenne depuis fin octobre 1960 : 1,4 p. 100 (entre fin mai 1960 et fin octobre 1960 : 1,7 p. 100). Les taux de salaires n'ont pas varié pour 22 p. 100 des salariés.

Possibilités d'accroître la production (facteurs limitant l'activité).

73 p. 100 des entreprises pourraient produire davantage (en octobre 1960 : 74 p. 100).

23 p. 100 des entreprises sont limitées par le matériel (en octobre 1960 : 18 p. 100).

4 p. 100 des entreprises sont limitées par la main-d'œuvre (en octobre 1960 : 8 p. 100).

0 p. 100 des entreprises sont limitées par les approvisionnements (en octobre 1960 : 0 p. 100).

Les entreprises pourraient en moyenne augmenter leur production de 13 p. 100 sans embaucher de personnel supplémentaire.

Trésorerie et crédit.

21 p. 100 des entreprises éprouvent des difficultés de trésorerie (en octobre 1960 : 14 p. 100).

Parmi les entreprises qui ont recours au crédit bancaire : 5 p. 100 obtiennent du crédit plus difficilement qu'en mai 1960 ; 9 p. 100 plus facilement.

Industries chimiques et assimilées.

168 entreprises ont répondu à l'enquête, dont : 41 occupent moins de 100 salariés ; 31 occupent de 100 à 200 salariés ; 40 occupent de 200 à 500 salariés ; 22 occupent de 500 à 1.000 salariés ; 34 occupent plus de 1.000 salariés.

Elles emploient environ 140.000 salariés, et leur chiffre d'affaires total (hors taxes) est d'environ 7.900 millions de nouveaux francs.

Tendances observées et prévues (*) (répartitions pondérées des réponses en pourcentage).

	Tendances antérieures (juin 1960 — octobre 1960).					Tendances récentes (novembre 1960 — février 1961).					Tendances prévues (mars 1961 — vacances été 1961).				
	+	+ S	=	— S	—	+	+ S	=	— S	—	+	+ S	=	— S	—
Production	46	4	33	9	8	33	5	47	2	13	34	4	56	3	3
Demande	43	7	34	8	8	31	7	38	4	20	33	8	47	4	8
Commerce étranger	51	5	44	»	»	40	»	43	»	17	46	»	43	»	11
Stocks pour fabrication	21	4	40	11	24	28	8	54	4	6	»	»	»	»	»
Délais livraison	11	1	86	2	»	9	»	69	1	21	»	»	»	»	»
Prix de vente	13		75	»	12	19	»	67	»	14	10	»	73	»	17
Effectifs	27	1	65	1	6	13	1	70	6	10	17	4	74	1	4
Durée du travail	5	1	89	2	2	2	2	90	2	4	2	5	91	1	1

Variation de la production par rapport à l'année précédente.

	+ %	= %	— %	Variation moyenne.
Novembre-décembre 1960. — Janvier 1961/Novembre-décembre 1959. — Janvier 1960	69	12	19	+ 7,8 p. 100.
Février-mars-avril 1961/Février-mars-avril 1960	55	27	18	+ 8,1 p. 100.
Mai-juin 1961/Mai-juin 1960	52	27	21	+ 7,2 p. 100.

Opinion sur stocks produits fabriqués.

En mai 1960. — Jugés supérieurs à la normale : 17 p. 100 des cas ; inférieurs à la normale : 18 p. 100.

En octobre 1960. — Jugés supérieurs à la normale : 6 p. 100 des cas ; inférieurs à la normale : 18 p. 100.

En février 1961. — Jugés supérieurs à la normale : 10 p. 100 des cas ; inférieurs à la normale : 9 p. 100.

(*) + S : augmentation purement saisonnière ; — S : diminution purement saisonnière.

Carnets de commandes.

(Evaluation en semaines de production.)
(Carnet tenu par 29 p. 100 des entreprises.)

Moyenne : 7,8 semaines (en octobre 1960 : 4,9 semaines ; en mai 1960 : 7,5 semaines ; en février 1960 : 4,6 semaines).

Moins de 5 semaines dans 33 p. 100 des cas (en octobre 1960 : 72 p. 100 ; en mai 1960 : 51 p. 100).

Plus de 12 semaines dans 20 p. 100 des cas (en octobre 1960 : 7 p. 100 ; en mai 1960 : 13 p. 100).

27 p. 100 des entreprises considéraient leur carnet bien garni : 21 p. 100 le considéraient peu garni.

Demande actuelle.

Les entreprises qui ne tiennent pas de carnets de commandes (71 p. 100 des entreprises de ce secteur) considéraient, dans 8 p. 100 des cas, la demande actuelle de leurs produits comme forte, et dans 13 p. 100 des cas comme peu active.

Taux de salaires.

Hausse moyenne depuis fin octobre 1960 : 1,5 p. 100 (entre fin mai 1960 et fin octobre 1960 : 3 p. 100). Les taux de salaires n'ont pas varié pour 56 p. 100 des salariés.

Possibilités d'accroître la production (facteurs limitant l'activité).

72 p. 100 des entreprises pourraient produire davantage (en octobre 1960 : 56 p. 100).

16 p. 100 des entreprises sont limitées par le matériel (en octobre 1960 : 40 p. 100).

2 p. 100 des entreprises sont limitées par la main-d'œuvre (en octobre 1960 : 3 p. 100).

1 p. 100 des entreprises sont limitées par les approvisionnements (en octobre 1960 : 1 p. 100).

Les entreprises pourraient en moyenne augmenter leur production de 9 p. 100 sans embaucher de personnel supplémentaire.

Trésorerie et crédit.

25 p. 100 des entreprises éprouvent des difficultés de trésorerie (en octobre 1960 : 30 p. 100).

Parmi les entreprises qui ont recours au crédit bancaire : 0 p. 100 obtiennent du crédit plus difficilement qu'en mai 1960 ; 12 p. 100 plus facilement.

Demandes d'emploi non satisfaites (total région).

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.	BASE 100=1957
														P. 100.
1957.....	74.457	7.792	7.615	6.945	6.347	5.983	5.673	5.238	5.236	5.413	5.733	5.762	5.720	+ 5,3
1958.....	78.471	6.309	6.184	6.070	5.740	5.473	5.370	5.327	5.479	6.288	7.827	8.879	9.555	+ 56,5
1959.....	116.787	11.871	12.284	11.373	10.726	10.002	8.592	7.799	7.968	8.809	8.797	9.304	9.271	+ 23,6
1960.....	»	6.964	10.021	9.493	8.589	7.850	7.006	6.356	6.002	6.453	6.766	7.113	7.015	»
1961.....	»	»	7.877	7.628	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : I. N. S. E. E.

Offres d'emploi non satisfaites (total région).

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.	BASE 100=1957
														P. 100.
1957.....	35.549	2.218	3.816	3.959	3.896	4.344	4.074	2.693	2.247	2.706	2.476	2.012	1.908	»
1958.....	21.586	1.790	2.447	2.463	2.575	2.491	2.448	1.800	1.475	1.676	1.084	772	565	— 40
1959.....	15.262	585	1.028	1.749	1.314	1.622	1.604	1.080	1.042	1.434	1.261	1.215	1.328	— 56,5
1960.....	25.087	1.504	1.837	2.145	2.358	2.568	2.842	1.830	1.699	2.251	2.074	1.980	2.005	— 29,5
1961.....	»	2.091	1.971	2.533	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : I. N. S. E. E.

Emploi permanent.

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957.....	27.505	2.064	2.070	2.462	3.000	2.414	2.375	2.688	1.545	1.970	2.730	1.879	1.948
1958.....	22.378	1.789	1.950	2.092	2.300	1.933	1.942	2.042	1.252	2.011	2.088	1.534	1.445
1959.....	22 838	1.291	1.673	2.106	2.476	1.658	2.352	1.985	1.125	2.106	2.106	2.214	1.746
1960.....	24.257	1.797	1.541	2.055	2.324	2.211	2.326	2.086	1.975	1.410	2.250	2.322	1.960
1961.....	»	1.456	911	1.149	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : I. N. S. E. E.

Production d'électricité (thermique et hydraulique).

(Unité : millions de kWh..)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB	BASE 100=1957
														P. 100.
1957....	12.581,8	1.060,3	791,9	1.154,9	1.147,1	1.184,7	1.241,2	1.309,1	1.026,6	939,1	898,5	858,8	969,6	»
1960....	15.705,4	962,6	1.065,6	1.233	1.087	1.336,8	1.448,2	1.455,8	1.426	1.423,4	1.512,4	1.450,5	1.304,1	»

Production de charbon (houille).

(Unité : 1.000 tonnes.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.	BASE 100=1957
														P. 100
1957....	4.132	386	338	346	340	34	336	341	305	318	339	353	387	»
1958....	4.351	410	375	394	358	337	360	335	305	353	400	350	374	+ 5
1959....	4.035	385	354	368	377	289	345	294	239	329	372	347	336	— 2,4
1960....	3.696	343	333	337	322	310	306	269	240	302	314	310	310	— 10
1961....	»	307	295	313	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : I. N. S. E. E.

Consommation d'électricité (MT + BT) par les particuliers.

(Unité : millions de kWh.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1959.....	2.840,1	279,3	248,3	245,2	233,9	206,4	217,7	205,1	167,1	219,7	255,8	270,2	291,4
1960.....	3.093,7	298,1	275	275	243,4	234,1	229,3	211,9	179,9	247,3	278,5	289	332,2

Consommation d'électricité (HT + MT) par l'industrie.

(Unité : millions de kWh.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1959.....	7.099,6	501,9	464,3	566,7	610,5	624,9	649,4	641,5	581,7	649,9	637,5	590	581,3
1960.....	8.171,4	572	553,8	667,9	694	722,7	708,3	717,9	654,4	755,4	723,2	707,4	694,4

Sources : I. N. S. E. E., E. D. F.

Vente d'essence et de supercarburant.

(Unité : mètre cube.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.	BASE 100=1957
														P. 100.
1957.....	495.015	30.483	21.685	32.931	44.780	38.790	52.971	45.834	58.907	48.163	47.973	44.471	28.027	»
1958.....	558.468	32.139	31.599	39.425	44.746	57.129	44.776	68.373	57.451	52.747	49.165	38.656	42.262	»
1959.....	595.894	36.427	35.239	45.618	49.165	50.207	52.953	67.007	68.212	53.055	48.897	44.678	44.436	»
1960.....	643.986	37.441	40.370	50.515	55.187	53.332	58.633	69.257	70.940	58.896	53.402	48.590	47.423	»
1961.....	»	43.809	44.997	63.624	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : I. N. S. E. E.

Fuel-oil domestique et léger.

(Unité : tonne.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.	BASE 100=1957
														P. 100.
1957.....	390.511	45.227	35.768	31.217	29.042	23.754	23.381	23.983	20.172	31.846	30.737	46.135	49.249	»
1958.....	495.171	60.203	47.954	51.982	39.832	35.202	25.791	29.155	18.569	27.237	43.824	47.732	67.670	+ 26,8
1959.....	502.831	69.117	57.288	40.896	33.489	23.282	23.455	23.903	20.091	32.250	46.559	60.495	72.006	+ 28,7
1960.....	616.408	87.244	67.470	53.463	42.144	32.542	26.720	26.658	24.090	40.477	56.555	65.628	93.417	+ 57,8
1961.....	»	106.456	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : I. N. S. E. E.

Indice des prix à la consommation familiale.

(Base 100 en décembre 1957.)

ANNÉES	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMB.	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
1957.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	100
1958.....	»	»	105,7	»	»	108,1	»	»	108,3	»	»	108
1959.....	»	»	109,3	»	»	107,3	»	»	109,6	»	»	111,7
1960.....	»	»	112,9	»	»	114,1	»	»	113,9	»	»	113,1
1961.....	»	113,3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

NOTA. — L'indice des prix de détail (à la consommation familiale) est propre à la commission : sa composition est déposée au secrétariat du comité.

Source : Commission de conjoncture.

Caisse nationale d'épargne (région lyonnaise).

Remboursements.

(En millions d'anciens francs.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.	BASE 100=1957
														P. 100.
1957....	17.564	1.312	1.197	1.521	1.399	1.605	1.522	1.411	1.270	1.423	1.717	1.603	1.584	»
1958....	18.447	1.476	1.406	1.538	1.538	1.938	1.578	1.553	1.163	1.498	1.680	1.395	1.684	+ 5
1959....	19.945	1.869	1.655	1.686	1.700	1.517	1.629	1.576	1.255	1.651	1.814	1.689	1.874	+ 13,3
1960....	20.711	1.432	1.638	1.878	1.697	1.783	1.772	1.691	1.421	1.744	1.878	1.911	1.866	+ 17
1961....	»	1.961	1.968	2.171	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : I. N. S. E. E.

Caisse nationale d'épargne (région lyonnaise).

Versements.

(En millions d'anciens francs.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.	BASE 100 = 1957
														P. 100.
1957....	20.351	2.269	1.763	1.729	1.614	1.518	1.440	1.853	1.755	1.582	1.631	1.659	1.538	»
1958....	24.776	2.444	2.003	2.079	1.951	1.560	1.737	2.333	2.202	1.977	2.068	1.849	2.573	+ 21,7
1959....	28.588	3.008	2.206	2.151	2.307	1.957	2.174	2.513	2.413	2.240	2.332	2.075	3.212	+ 40,4
1960....	28.093	2.520	2.307	2.308	2.215	2.035	2.154	2.810	2.578	2.420	2.388	2.051	2.307	
1961....	»	3.357	2.611	2.688	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

Bâtiments et travaux publics (région lyonnaise).

Main-d'œuvre.

(Indices base 100 = moyenne 1958.)

ANNÉES	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMB.	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
1957.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1958.....	91	98	95	107	115	112	102	86	98	99	99	87
1959.....	86	91	94	105	108	98	105	75	102	105	102	97
1960.....	89	91	94	103	104	107	114	74	105	104	99	97
1961.....	105	99	102	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

Bâtiments et travaux publics (région lyonnaise).

Chiffres d'affaires.

(Indices base 100 = moyenne 1958.)

ANNÉES	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMB.	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
1957.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1958.....	87	83	82	99	93	111	113	100	99	111	111	108
1959.....	95	92	98	101	98	101	118	95	105	122	113	119
1960.....	93	84	111	102	135	121	140	100	116	155	123	120
1961.....	»	101	135	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

Caisses d'épargne ordinaires (région lyonnaise).

Retraits.

(Unité : millions de nouveaux francs.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1959	547,93	49,94	45,45	45,23	48,81	41,06	45,08	46,48	35,05	46,15	49,14	45,33	52,21
1960	595,15	43,22	47,24	55,20	50,72	50,99	52,65	51,57	36,97	47,52	52,61	52,37	54,09
1961	»	56,32	56,94	63,90	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : I. N. S. E. E.

Caisses d'épargne ordinaires (région lyonnaise).

Versements.

(Unité : millions de nouveaux francs.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1959	793,61	91,24	61,53	58,61	65,03	50,39	63,79	79,17	61,36	57,08	63,44	55,93	86,04
1960	804,09	78,74	65,70	67,44	65,06	56,11	62,66	84,36	63,67	61,82	67,34	62,21	68,98
1961	»	97,86	74,79	74,76	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : I. N. S. E. E.

Chèques postaux (Centre Lyon).

Avoirs en fin de mois (particuliers).

(Unité : millions de nouveaux francs.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.	BASE 100=1957
														P. 100.
1959	9.411,7	754,2	730,9	737,3	735,5	773,1	761,1	820,2	844,3	788,2	803,7	803,4	859,8	»
1960	10.556	853	833	832	876	814	884	911	891	925	888	876	973	»
1961	»	916	945	994	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : I. N. S. E. E.

Caisse nationale d'épargne (région lyonnaise).

Solde (excédent + déficit —).

(Unité : millions d'anciens francs.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.	BASE 100=1957
														P. 100.
1957	2.787	957	506	208	215	— 87	— 82	442	485	159	— 86	56	— 46	»
1958	6.329	968	597	541	413	— 378	159	780	1.039	479	388	454	889	+ 127
1959	8.873	1.139	551	465	807	440	545	937	1.158	589	518	386	1.338	+ 218
1960	7.349	1.088	669	430	518	252	382	1.129	1.159	676	467	138	441	+ 162
1961	»	1.396	643	517	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : I. N. S. E. E.

Trafic ferroviaire (région lyonnaise).

Expéditions (trains S. N. C. F. : Chambéry, Lyon, Saint-Etienne).
(Unité : 1.000 tonnes.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	8.153,9	725,7	696,1	755,3	700,1	730,5	646,4	676,8	540,4	594,7	688,1	683,1	716,7
1958	7.866,6	696,5	653,4	708,1	677,3	645,1	667,3	637,8	454,2	657,7	718,1	665,8	685,3
1959	8.190,3	638,8	624,4	666,2	743,3	646	711,9	688,1	508,4	695,2	761,9	727,1	779
1960	8.378,3	665,5	735,6	784,7	744,3	672,4	722,5	649,9	555,6	682,8	717,6	717,7	729,7
1961	»	678,9	661,9	797,5	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : I. N. S. E. E.

Trafic ferroviaire (région lyonnaise).

Arrivages (trains S. N. C. F. : Chambéry, Lyon, Saint-Etienne).
(Unité : 1.000 tonnes.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1957	12.930,5	1.218,1	1.020,7	1.158	1.062,9	1.111,2	948,1	1.056	897,3	1.045,8	1.116,6	1.124,9	1.170,9
1958	11.790,6	1.001,9	972	1.036,3	995,6	1.002,4	1.029,1	951,6	728,1	928	1.026,7	994,6	1.124,3
1959	12.788,6	982,8	994,8	1.054,9	1.150,2	973,7	1.173,2	974,8	837,5	1.093,1	1.166,2	1.139,5	1.247,9
1960	13.699,9	1.055,6	1.159,7	1.258,4	1.182,2	1.168,8	1.198,2	1.082,2	961,2	1.019	1.122,2	1.226,3	1.266,1
1961	»	1.193,6	1.060	1.209,3	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : I. N. S. E. E.

Usines Berliet (production totale d'automobiles).

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.	BASE 100 = 1957
														P. 100.
1957	10.565	924	868	942	804	1.000	950	926	446	1.018	1.000	756	931	»
1958	12.112	1.138	1.071	1.122	1.134	1.054	1.115	1.210	260	1.122	1.042	927	917	+ 14,6
1959	11.216	764	849	945	1.030	846	1.100	1.075	221	1.100	1.100	1.020	1.166	+ 6,1
1960	12.779	988	1.171	1.235	1.175	934	653	339	1.087	1.276	1.192	1.292	1.437	+ 5,5
1961	»	1.276	1.160	1.334	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source : I. N. S. E. E.

Immatriculation des véhicules neufs (voitures particulières et commerciales).

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1959	49.472	4.793	5.154	5.231	4.771	3.726	4.359	3.958	1.900	2.888	4.679	4.135	3.878
1960	54.249	3.440	4.323	5.953	5.471	5.329	5.376	4.764	2.118	3.355	4.815	4.946	4.359
1961	»	4.653	5.262	7.804	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Immatriculation de tracteurs agricoles.

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1959	6.311	601	519	672	626	480	616	451	335	486	548	473	504
1960	5.266	648	348	454	474	476	498	381	370	469	413	413	322
1961	»	400	358	483	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

Immatriculation des véhicules neufs (particuliers et militaires).

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.	BASE 100=1957
														P. 100
1957	69.467	5.725	5.558	6.123	6.267	5.958	6.177	6.100	3.753	4.717	6.469	6.484	6.436	»
1958	67.409	5.894	5.462	5.789	5.915	6.046	6.754	6.514	3.339	4.175	6.837	5.388	5.296	— 3
1959	64.101	6.108	6.359	6.658	6.227	4.839	5.777	5.112	2.687	3.861	5.986	5.280	5.207	— 8
1960	70.407	4.953	5.598	7.419	6.914	6.713	6.778	6.066	3.064	4.590	6.331	6.382	5.602	+ 1,3
1961	»	6.124	6.583	9.397	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Immatriculation de camions et camionnettes.

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.
1959	8.393	714	749	755	833	633	802	710	452	487	761	672	825
1960	10.876	865	927	1.010	969	908	884	921	573	766	1.109	1.023	921
1961	»	1.071	963	1.110	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

Collecte de blé (total région).

(Unité : 1.000 quintaux.)

ANNÉES	TOTAL	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMB.	DÉCEMB.	BASE 100=1957
														P. 100.
1957	9.992	305	320	337	358	382	384	250	1.132	1.521	1.625	1.676	1.702	»
1958	19.482	1.713	1.721	1.734	1.747	1.766	1.767	303	1.243	1.748	1.872	1.919	1.949	+ 95
1959	20.467	1.964	1.976	1.995	2.025	2.058	2.060	683	1.360	1.540	1.584	1.604	1.618	+ 104
1960	18.731	1.623	1.628	1.641	1.668	1.668	1.668	659	1.410	1.616	1.683	1.724	1.743	»
1961	»	1.756	1.764	1.773	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

20. — REGION DU LANGUEDOC-ROUSSILLON

Vue d'ensemble.

La conjoncture viticole, qui occupe une large place dans la conjoncture régionale, a été moins mauvaise en 1960 par rapport à 1959 si l'on en juge par la recette monétaire des viticulteurs. Si l'on compare la situation de 1960 par rapport à 1958 et 1957, on doit conclure à une nette détérioration car les récoltes déficitaires de 1957 et 1958 avaient entraîné une conjoncture assez favorable dans le Midi.

Aujourd'hui, la conjoncture viticole est à nouveau en difficulté alors que l'économie générale marque une tendance assez favorable.

Au printemps 1961, la situation économique du Languedoc se caractérise par une certaine stabilité : les indicateurs favorables l'emportent, semble-t-il, sur les symptomes inquiétants.

Au début de 1961, la recette monétaire viticole est comparable à celle de 1960, mais, à un an de distance, les salaires et les prix des produits nécessaires à l'agriculture ont progressé.

Aspects favorables.

Parmi les aspects favorables de la conjoncture régionale, il faut citer l'activité portuaire dont l'accroissement est en liaison avec le développement du commerce extérieur, les mouvements de quelques indicateurs financiers tels que l'excédent des souscriptions sur les remboursements de bons du Trésor, les indicateurs sur les transports et le commerce et les évolutions dans la plupart des secteurs industriels : l'extraction des métaux maintient une activité normale et les industries traditionnelles de la région gardent dans l'ensemble des indicateurs stables, excepté pour les industries lainières, cotonnières et de nylon qui ont subi quelques ralentissements en début d'année ; au contraire, certains secteurs tels que la chaussure connaissent une phase de reprise.

Aspects défavorables

La situation de l'emploi enfin ne s'est pas détériorée par rapport à la fin de l'année 1960, quoiqu'il faille souligner que la conjoncture sur le marché du travail est moins bonne actuellement qu'au début de 1960. Le nombre des demandes d'emploi non satisfaites est plus élevé actuellement. Ceci est un des aspects défavorables de la conjoncture régionale auquel il faut ajouter les perspectives très sombres du bassin minier de Graissessac auxquelles on n'a pas apporté de solution véritable. Certains indices de consommation donnent l'impression d'un fléchissement du pouvoir d'achat des salariés. Enfin la situation des caisses de crédit agricole révèle un endettement accru des viticulteurs.

Cependant, en dépit de l'alourdissement de la conjoncture viticole, l'économie régionale réagit assez vigoureusement en Languedoc. La politique des zones de conversion a amené des investissements nouveaux et on dénombre 1.700 emplois créés dans l'Hérault.

La Compagnie nationale d'aménagement du Bas-Rhône Languedoc poursuit les travaux nécessaires à l'irrigation qui est déjà effective pour plusieurs milliers d'hectares.

La société régionale d'aménagement foncier et d'établissement rural, en voie de création, permettra de favoriser l'adaptation des structures foncières aux conditions nouvelles de la production agricole. Enfin la prochaine transformation du comité de liaison des comités départementaux d'expansion économique en comité régional d'expansion économique montre que les instruments et moyens d'action de la région du Languedoc-Roussilon se constituent peu à peu pour accélérer son rajeunissement économique.

Dans le court terme, les perspectives d'une récolte viticole moyenne seraient plus rassurantes et dans cette hypothèse, la conjoncture viticole devrait s'améliorer quelque peu. La conjoncture régionale dans les autres secteurs ne permet pas actuellement de parler de reprise, mais aucun indicateur ne peut interdire un espoir de reprise dans les prochains mois.

Population

La population totale de la région est passée de 1.776.000 personnes en 1959 à 1.788.000 en 1960, soit un accroissement de 0,6 p. 100 (l'Aveyron étant compris dans cette évaluation).

Le nombre des travailleurs étrangers venant s'installer de manière permanente dans la région est passé de 2.951 en 1959 à 3.401 en 1960, ce qui représente un apport de main-d'œuvre assez important. Quant à l'émigration saisonnière, très forte au cours du troisième trimestre, elle semble avoir progressé de 1959 à 1960 où l'on a compté près de 50.000 travailleurs saisonniers dans la région.

Il semble que l'on assiste à un phénomène d'émigration particulièrement marqué dans la région de montagne. Cette tendance risque de s'aggraver si les jeunes ne trouvent pas sur le marché local les emplois nécessaires.

L'emploi

La situation de l'emploi en 1960 n'a pas été très différente de celle de 1959 et elle est restée stable pendant toute l'année 1960. Les demandes d'emploi non satisfaites pour les départements viticoles (Aude, Gard, Hérault et Pyrénées-Orientales) ont décru de 13.503 au 31 décembre 1955 à 8.428 au 31 décembre 1956 et à 6.351 au 31 décembre 1960.

Pour le premier semestre 1961, la situation de l'emploi ne s'est pas dégradée par rapport au deuxième semestre 1960, mais il semble que l'on n'ait pas retrouvé le niveau d'emploi de l'année passée, malgré de légères améliorations.

La durée hebdomadaire du travail est légèrement supérieure à celle de 1960 à pareille époque. Les secteurs habituellement touchés par des difficultés chroniques (textile, habillement, cuirs et peaux) se maintiennent au rythme atteint à la fin de 1960. Le chômage partiel s'est légèrement accru par rapport au deuxième semestre 1960, mais il est inférieur à celui du premier semestre. Les demandes d'emploi non satisfaites semblent difficilement compressibles puisqu'elles se sont légèrement accrues par rapport au premier semestre 1960.

Selon les secteurs, la situation est assez variable : le secteur du bâtiment et des travaux publics continue toujours à assurer le volume d'emploi le plus considérable dans les houillères de la région ; des suppressions d'emplois au cours de 1960 et du début de l'année 1961 ont été effectuées. Dans le cadre de l'aide accordée aux efforts de reconversion ou de décentralisation par le fonds de développement économique et social, on peut souligner que 1.752 emplois ont été créés dans l'Hérault depuis les décrets de 1955.

Au cours de l'été on peut prévoir que la situation de l'emploi s'améliorera comme chaque année à la même époque, mais il est difficile de savoir quelle sera la tendance au deuxième semestre 1961. Les réductions d'effectifs aux Houillères du bassin des Cévennes se poursuivront par des mises à la retraite anticipées et des départs volontaires. Ceci ne manquera pas de peser sur le marché régional du travail car malgré le plan établi par les houillères pour l'année 1961, aucune possibilité de reclassement des mineurs sur place n'apparaît dans l'immédiat.

Agriculture

La récolte de vin en 1960 est de 23 millions d'hectolitres soit une baisse de 13 p. 100 par rapport à celle de 1959, mais plus forte que la moyenne des dix dernières années. Les cours du vin réglementé sont toutefois à un niveau peu élevé. Les productions fruitières et légumières ont été globalement bonnes, mais les cours se sont caractérisés par leur instabilité. Les récoltes céréalières ont atteint un niveau moyen. On constate une amélioration qualitative du cheptel.

La conjoncture viticole, est dominée par des cours de vin stables, depuis le premier semestre 1960, à un niveau parfois inférieur au prix minimum prévu. Les quantités de vins commercialisés au début de 1961 sont comparables à celles de la fin 1959 et du début 1960, alors qu'elles marquent un recul par rapport à celles du deuxième semestre 1960 qui s'explique par la diminution de récolte.

L'accroissement des surfaces consacrées à la culture des fruits et légumes se répercute sur les productions en début d'année. Les demandes d'emploi non satisfaites dans le secteur agricole sont en réduction par rapport à la fin 1960, mais sont encore largement supérieures à celles de la fin 1959.

C'est en 1960 qu'est entrée en vigueur la réglementation du marché du vin instaurée par les décrets de mai 1959. Le marché-gare d'intérêt national de Nîmes-Saint-Césaire a fait l'objet en 1960 des derniers aménagements. Les irrigations grâce aux eaux du canal de Bas-Rhône-Languedoc ont débuté en 1960, elles s'étendront en 1961.

Malgré les accidents météorologiques la conjoncture agricole s'annonce comme satisfaisante.

Indice des cours du vin à la production.

(Base 100 en 1948-1949.)

	1957	1958	1959	1960	1961
1er trimestre :					
Janvier	92,2	204	152,6	133,4	128,8
Février	93,2	221	145,5	135,6	128,7
Mars	93,8	242	137,5	134	129,7
2e trimestre :					
Avril	95,7	238	131,6	133,5	»
Mai	96,3	250	126	132,9	»
Juin	101,3	288	128,8	126,8	»
3e trimestre :					
Juillet	116,6	272	129,8	123	»
Août	124,7	258	128,2	117,6	»
Septembre	126,1	229,2	128,6	123,3	»
4e trimestre :					
Octobre	157,5	191,2	130,5	128,7	»
Novembre	181	165,5	131,5	126,9	»
Décembre	187,8	168,6	130,1	128,7	»
Année (indice moyen)	122,2	227,3	133,4	128,7	»

Industrie

Les statistiques de consommation d'électricité (haute tension) laissent apparaître une progression de 30 p. 100 environ par rapport à 1959, avec un niveau de 589 millions de kWh.

La consommation d'électricité (haute tension) pratiquement stable au cours de 1960 (295 milliards kWh au cours du premier semestre, 294 kWh au cours du second) est en nette progression sur ce qu'elle était au cours du premier semestre 1959 (+ 38 p. 100).

La répartition géographique, au sein de la Xe région économique, de ces consommations montre la prépondérance très marquée du département du Gard qui consomme plus des trois quarts de l'électricité (468 millions de kWh) alors que l'Hérault n'en consomme que 61 millions, l'Aude 39 millions et les Pyrénées-Orientales 20 millions.

1960.

L'industrie du charbon se caractérise en 1960 par un recul de la production nette, allié à un accroissement des stocks, alors que pour l'ensemble des autres minerais l'année 1960 a été favorable sauf peut-être pour l'extraction du minerai de fer. L'industrie lourde a connu un début d'année assez fluctuant, mais la situation s'est par la suite améliorée, sauf pour la réparation ferroviaire et la construction de machines agricoles.

Les industries chimiques ont connu après diverses fluctuations en cours d'année une production analogue à celle de 1959.

Le secteur du bâtiment et des travaux publics a connu une activité soutenue : le nombre de logements neufs est en progrès de 7 p. 100 par rapport à 1959. Alors que l'industrie lainière a témoigné d'une situation se dégradant en 1960, celle de la bonneterie de coton est restée fluctuante. Le tissage du nylon a témoigné par contre d'une expansion très nette. Les divers autres secteurs des industries légères ont connu des fortunes variables.

1961.

Les houillères ont, en 1961, une production en baisse par rapport aux années antérieures. Dans les autres secteurs de l'extraction il n'y a pas eu de variation significative ; il en est de même dans le secteur de la métallurgie et de la mécanique.

Dans l'industrie chimique, le forage pétrolier accuse en 1961 une tendance à la régression relevée dès la fin de 1960.

La construction de logements est en progrès par rapport au début de 1960 et à l'année 1959, mais en recul par rapport au deuxième semestre 1960. Pour les travaux publics la situation reste globalement la même. L'industrie lainière a disparu pratiquement alors que des difficultés apparaissent dans la bonneterie de coton de même que dans la bonneterie de nylon. Par contre le secteur de la confection semble plus sûr. Le travail reste normal dans les autres industries légères.

Le problème le plus grave reste celui du reclassement des mineurs licenciés qui ne semble pas devoir se résoudre dans un proche avenir. De même, restent préoccupantes les difficultés dont témoignent l'ensemble des industries textiles de la région et le secteur du bâtiment et des travaux publics dans l'Aveyron et l'Aude.

On doit souligner qu'on assiste dans la région à la création de nombreuses zones industrielles sur lesquelles vont s'implanter un certain nombre d'entreprises importantes. La zone de Montpellier-Béziers a été inscrite parmi les quatre zones spéciales de reconversion définies au terme du décret du 15 avril 1960.

Pour le deuxième semestre 1961 les perspectives dans l'industrie ne paraissent pas mauvaises, à l'exception de quelques secteurs d'activité dépendants de la conjoncture viticole.

Commerce. — Transport. — Communication. — Tourisme

Le mouvement des fonds de commerce est globalement comparable en 1960 à celui de 1959 et des années antérieures. Le trafic maritime de Sète est sensiblement le même en 1960 qu'en 1959, c'est-à-dire inférieur à celui des années antérieures. Les transports ferroviaires sont identiques en 1959 et 1960 en ce qui concerne les voyageurs ; les marchandises marquent une légère progression (+ 6 p. 100). Le trafic routier voyageur est constant d'une année à l'autre. Le trafic téléphonique se situe en 1960 à un niveau record en progression de 8 p. 100 par rapport à 1959. La saison touristique de 1960 est comparable à celle de 1959 à travers diverses statistiques.

L'activité commerciale, globalement satisfaisante en 1961, connaît quelques difficultés dans le secteur de l'ameublement notamment. Le trafic portuaire est en nette reprise au début de 1961, il dépasse tous les tonnages de 1960 et 1959. Les transports ferroviaires s'inscrivent dans une tendance normale en progression sur le début 1960 et 1959, en régression saisonnière par rapport à la fin 1960. Il en est de même pour le trafic routier en progression de 9 p. 100 par rapport à la période correspondante de 1960.

En 1960 a été créée une société d'étude en vue de l'aménagement touristique de la région Languedoc-Roussillon. L'équipement de notre région se poursuit, mais il semble nécessaire d'accélérer ce mouvement. L'appareil commercial se caractérise toujours par un dégonflement, surtout marqué dans le secteur de l'alimentation.

En ce qui concerne les transports et les communications, il ne semble pas qu'il y ait de grands changements à prévoir dans la tendance qui se dégage depuis les quatre ou cinq dernières années. Pour le tourisme, il est encore trop tôt pour formuler des prévisions valables.

Banque. — Assurances

L'activité des banques s'est accrue au cours de l'année 1960 par rapport aux années précédentes. Les opérations de chambres de compensation se sont accrues de 15 p. 100 pour les effets et chèques admis en 1960 par rapport à 1959.

Le recensement des crédits bancaires révèle une progression de 18 p. 100 environ en 1960 par rapport à 1959, mais il est difficile de juger de cet accroissement car les planchers de recensement des crédits ont été relevés au 1er juin 1960.

Au début *de l'année 1961*, les opérations des chambres de compensation ont progressé de 12 p. 100 pour le montant global et 5 p. 100 pour le nombre des effets et chèques admis. Toutefois par rapport à la fin de l'année 1960, on note une contraction des opérations de compensation de 5 p. 100 sur le nombre des effets de chèques admis et de 4 p. 100 sur leur montant.

Le recensement des crédits bancaires marque au contraire une légère progression par rapport au quatrième trimestre 1960 dans les cinq départements (+ 5 p. 100).

La légère régression, enregistrée au début de cette année sur les compensations bancaires, semble indiquer un ralentissement des échanges qui serait dû, en partie, à un mouvement saisonnier cette année plus accusé.

La progression des crédits bancaires recensés dans la région est constatée avec une amplitude plus ou moins grande dans tous les secteurs d'activité à l'exception de l'agriculture et du stockage des produits agricoles où ces crédits sont restés stables même s'il est possible que ce secteur ait atteint dans la région du Languedoc un plafond d'endettement qu'il lui est difficile de dépasser.

Finances publiques et privées

En 1960, la trésorerie des viticulteurs a été dans l'ensemble inférieure à celle de 1959. L'indice des prix du vin à la production, qui était de 144,5 pour la campagne 1958-1959, est tombé à 130,5 pour la campagne 1959-1960. L'endettement des viticulteurs s'est accru au cours de l'année 1960 et les augmentations des prêts à court terme des caisses de crédit agricole ont été supérieures aux dépôts, en particulier au moment de la récolte. Au mois de septembre 1960, les prêts à court terme sont supérieurs à ceux de septembre 1959 de 21 à 75 p. 100, selon les départements, alors que les dépôts étaient restés stables.

Au mois de décembre, ce mouvement d'endettement ne s'était guère atténué. D'après les souscriptions aux bons du Trésor dans la région, les finances publiques se seraient accrues dans un premier temps jusqu'au mois de juin 1960 puisque l'excédent des souscriptions sur les remboursements des bons du Trésor augmentaient ; mais, à partir de cette date, on a assisté à un renversement et, au cours du deuxième semestre 1960, l'excédent a diminué.

Pour les six départements Aude, Gard, Hérault, Pyrénées-Orientales, Aveyron, Lozère, l'excédent avait diminué de 15 p. 100 au troisième trimestre 1960 et de 22 p. 100 au quatrième trimestre par référence à 1959.

Au début de l'année 1961, la trésorerie des viticulteurs n'est pas plus mauvaise qu'au début de l'année 1960, quoique les prêts au crédit agricole à moyen et long terme, aussi bien qu'à court terme, aient progressé plus fortement que les dépôts par rapport à la période correspondante de 1960. Par rapport à la fin de l'année 1960, les prêts révèlent une certaine stabilisation.

L'évolution de la masse salariale d'après le versement forfaitaire de 5 p. 100 sur les salaires semble avoir été positive par rapport au début de l'année 1960 (+ 10 p. 100 environ, excepté dans l'Hérault) et cette même tendance ressort dans les cotisations d'assurances sociales régime général et régime agricole. Ces éléments auraient entraîné par conséquent des changements dans la structure des revenus, la situation de la viticulture s'étant quelque peu aggravée.

A la caisse nationale d'épargne, l'excédent des versements sur les retraits a suivi des mouvements divergents selon les départements ; alors que cet excédent progressait dans l'Hérault, le Gard et les Pyrénées-Orientales, il était stable dans l'Aude et diminuait dans la Lozère par rapport au début de l'année 1960.

En ce qui concerne les souscriptions et remboursements de bons du Trésor, ces deux éléments ont progressé parallèlement (+ 20 p. 100 dans les six département de la région) entraînant une progression de 25 p. 100 de l'excédent en 1961 par rapport au début de l'année 1960, phénomène qui s'inscrit dans la tendance que l'on avait notée au cours des années antérieures.

La récolte viticole de 1961 étant actuellement difficilement prévisible, il n'est pas possible de connaître quelle sera l'évolution du marché du vin. Il semble que la trésorerie des viticulteurs ne peut plus s'amenuiser beaucoup sans entraîner des troubles sociaux.

Prix. — Salaires

L'ensemble des prix dans la région semble avoir marqué, au cours de 1960, une tendance à la stabilité alors que 1959 avait enregistré des hausses sensibles sur l'ensemble des marchés d'alimentation. Les prix des produits d'épicerie n'ont guère varié ; les prix des fruits et légumes, bien qu'ayant connu des hausses irrégulières et saisonnières au cours du premier semestre, ont marqué sur la fin de l'année une tendance à la baisse.

La masse salariale globale, supérieure en 1960 à celle de 1959, a progressé au cours de 1960 : la masse salariale agricole accuse une augmentation moins nette.

Le pouvoir d'achat, qui s'était légèrement réduit en 1959, semble avoir quelque peu récupéré les pertes consécutives aux hausses de prix de cette année-là.

Prix des terrains et des logements neufs

La demande de biens immobiliers est toujours vive dans la région : aussi le prix des terrains et des logements neufs tend-il à croître et à atteindre des valeurs difficilement imaginables il y a une dizaine d'années.

Le prix des terrains, qui varie évidemment en fonction de leur situation, peut approcher et même dépasser des valeurs de l'ordre de 10 à 12.000 F le mètre carré, alors qu'il y a dix ans il dépassait rarement 1.000 F.

Les prix des logements neufs, bien que fonction de la valeur de la prime et du standing de l'appartement, semblent aussi en progression malgré certains tassements qui sont parfois purement saisonniers.

Evolution des exportations et des importations

Les trois ports les plus importants de la région sont : Sète, Port-la-Nouvelle et Port-Vendres.

Le trafic total du port de Sète est resté pratiquement stable au cours des années 1959 et 1960 : 3.634.000 tonnes en 1960 contre 3.596.000 en 1959. Les importations (2.400.000 tonnes) comprennent surtout des hydrocarbures (1.500.000 tonnes), des pondéreux (370.000 tonnes), des vins et mutés (380.000 à 400.000 tonnes). Les exportations (1.200.000 tonnes) consistent surtout en hydrocarbures (560.000 tonnes), houille (110.000 tonnes), engrais et produits chimiques (180.000 tonnes).

Au cours du premier trimestre 1961, le trafic total est en progression sur le premier trimestre 1960 de plus de 10 p. 100, l'accroissement des exportations étant de plus de 20 p. 100.

Port-la-Nouvelle, en très nette expansion, enregistre au cours de 1960 un progrès de plus de 55 p. 100 sur 1955 (445.000 tonnes en 1960 contre 285.000 en 1959) aussi bien sur les importations (313.000 tonnes) que sur les exportations (132.000 tonnes).

Quant à Port-Vendres, son trafic total en 1960 a été pratiquement équivalent à celui de 1959 (110.000 tonnes).

21. — PROVENCE. — COTE D'AZUR. — CORSE

Le rythme de l'activité économique

A priori, on peut penser que la conjoncture nationale doit être favorable à cette région, d'autant plus que l'industrie automobile n'y est pas représentée. Certes, la construction navale reste stationnaire et la minoterie supporte la dépéréquation céréalière avec beaucoup d'inquiétude.

L'évolution de la situation politique de l'Algérie provoque cependant une incertitude qui apparaît à la fois dans un accroissement local des investissements décidés par des entreprises d'Afrique du Nord et dans une stagnation des exportations de matériel.

L'activité productrice dans la région Provence-Cote d'Azur

La progression de la production industrielle en 1960 par rapport à 1959 atteint 9 p. 100 (bâtiment et travaux publics exclus). C'est la première fois que la croissance est inférieure à celle de la France (+ 11 p. 100). Rappelons qu'en 1959 la progression était à peine de 6 p. 100 (France : + 3,5 p. 100 seulement). Quant aux transports, la progression se poursuit depuis trois ans au rythme de 7 p. 100 par an.

Depuis le début 1961, l'activité d'ensemble paraît stationnaire.

Points faibles.

La production industrielle dans son ensemble se tient en retrait des niveaux très élevés du quatrième trimestre 1960, avec une légère tendance au fléchissement, sensible notamment dans le secteur énergétique, les industries mécaniques, la construction navale, la construction aéronautique, les corps gras et les industries alimentaires. Les niveaux sont cependant bien supérieurs à ceux du début de 1960.

La consommation des fuels industriels fléchit depuis janvier 1961, divergeant ainsi de la tendance nationale.

Le nombre de logements terminés reste à peu près stable, alors que le nombre de logements autorisés a baissé de 25 p. 100 depuis le printemps 1960.

L'activité du port de Marseille ne dépasse pas celle du premier trimestre 1960. Si les importations et les exportations d'hydrocarbures sont en hausse, l'importation des produits alimentaires fléchit de 8 à 10 p. 100, et l'exportation des produits non alimentaires diminue. Il est vrai que l'équipement des pipes pétroliers sahariens avait fortement majoré les années précédentes le poste « ouvrages en métaux ».

Le trafic S. N. C. F. ne donne pas de signes de faiblesse, mais il reste rigoureusement étale depuis l'automne.

Points favorables.

La faiblesse de la production industrielle globale ne saurait masquer les progrès sensibles des secteurs chimique et pétrochimique, des pâtes à papiers et cartons et des cimenteries (ce qui contraste avec la faiblesse de l'activité du bâtiment) (+ 10 p. 100 en janvier-avril par rapport à la moyenne 1960).

L'enquête de mai 1961 auprès des industriels fait ressortir une très faible capacité de production inemployée, sauf dans les corps gras. Nombreux sont les chefs d'entreprise qui ne pourraient accroître sensiblement leur production, même en embauchant une main-d'œuvre supplémentaire.

En conséquence, le niveau des investissements prévus en 1961 est très largement supérieur (+ 50 p. 100 à + 100 p. 100) à celui de 1960 lequel était déjà en progrès sur 1959.

Les investissements de 1959-1960 auraient été faits bien en dessous des besoins réels ; la production régionale semblerait se trouver en réalité devant un goulot d'étranglement : insuffisance des équipements. Le besoin d'investissements nouveaux est important.

Au chapitre des investissements, la croissance incessante du nombre des véhicules utilitaires neufs immatriculés est à signaler.

Le taux annuel de croissance de la consommation — haute tension — dans les grosses entreprises se maintient au-dessus de 10 p. 100 depuis décembre 1959. Celui des entreprises moyennes et petites est encore supérieur du fait de la création de nouveaux ateliers.

L'avenir à moyen terme est favorable du fait des créations nouvelles envisagées : augmentation des surfaces irriguées, ouverture de grands chantiers de travaux publics, installation de nouvelles industries (recherche atomique, aviation, chimie, électronique, etc).

L'activité des transports routiers est au premier trimestre 1961 à + 4 p. 100 au-dessus du quatrième trimestre 1960 et à 18 p. 100 au-dessus du premier trimestre 1960.

Conclusion

L'activité régionale paraît reprendre son souffle puisque sa croissance est relativement modérée depuis 1959. Mais ce palier a toutes chances d'être transitoire puisque les éléments favorables l'emportent sur les points faibles.

La continuation de la croissance semble garantie par les investissements projetés ou en cours. La répartition de ces investissements dans des activités variées et dans des zones géographiques diverses est un facteur supplémentaire de dynamisme. Enfin les besoins en logements sont encore suffisants pour justifier dans ce domaine une activité très soutenue.

Emploi et démographie

Le volume des demandes d'emploi non satisfaites est très légèrement inférieur à celui de l'an passé aux mêmes dates. Dans le bâtiment seulement, il y a un volume de demandes qui reste important, sans être supérieur au niveau de l'an passé. Il est bon de noter que la région n'a pas enregistré au cours de la récession de 1959, les niveaux de chômage qu'elle a connus en 1954, ce qui pourrait s'expliquer soit par une activité soutenue de l'industrie et du commerce régionaux, soit plus probablement par un coup de frein sérieux des courants d'immigration.

La durée du travail se situait au premier trimestre 1961 pour l'ensemble des activités (collège ouvrier) à quarante-six heures cinq minutes contre quarante-sept heures cinq minutes à l'automne. Ce niveau est plus élevé qu'au premier trimestre 1960.

Au cours des quatre premiers mois 1961, les naissances des villes soumises à l'enquête mensuelle dépassent de 5,4 p. 100 les naissances de la même période de 1960, elles-mêmes en baisse de 2,5 p. 100 (année bissextile corrigée) par rapport à 1959. Le coup de frein à l'immigration survenu en 1959 et deviné à travers les demandes d'emploi non satisfaites, n'a donc pas eu de lendemain.

Revenus, consommation et prix

Le nombre des automobiles neuves de tourisme immatriculées n'a augmenté que de 5 p. 100 au cours des quatre premiers mois 1961 par rapport aux quatre premiers mois 1960, alors que le pourcentage était de + 13 p. 100 pour les mêmes périodes 1960-1959.

L'achat des téléviseurs s'accélère. Pendant le premier trimestre 1961 on a enregistré + 60 p. 100 d'accroissement par rapport au premier trimestre 1960.

Le chiffre d'affaires des grands magasins continue à croître à un taux annuel un peu supérieur à 10 p. 100, qui s'explique en partie par la part de plus en plus grande prise par ce type de magasins dans l'ensemble du commerce de détail.

Vue à travers la taxe de 5 p. 100, la masse salariale s'accroît fortement depuis l'automne 1960. En tenant compte des retards dans les versements, cet accroissement apparemment récent correspond sans doute en réalité aux hauts niveaux d'activité du quatrième trimestre de l'année passée.

L'ensemble des excédents des versements dans les caisses d'épargne et des achats de bons du Trésor continue d'augmenter au rythme annuel de 16 p. 100 brut, soit 14 p. 100 environ avec correction des prix.

L'activité touristique a provoqué en 1960 un volume de consommation (mesuré à partir des variations saisonnières de farine et de tabac) supérieur à celui de 1959 et égal au niveau record de 1958. Mais la saison a été très concentrée sur le mois d'août.

Après une baisse continue assez régulière, le niveau des prix à la production des fruits et légumes est à peu près stabilisé depuis janvier 1961 (compte non tenu des variations saisonnières). Le niveau atteint pour la moyenne de janvier à mai se situe environ à 25 p. 100 en dessous du niveau moyen 1958-1960. Si l'on estime à 10 p. 100 l'accroissement du volume de la production (il ne s'agit que d'un ordre de grandeur), le principal secteur agricole aurait enregistré une baisse d'au moins 10 p. 100 de son revenu brut global, ce qui pourrait expliquer la chute des immatriculations de tracteurs agricoles.

Les perspectives à long terme restent cependant favorables, autant du fait des possibilités d'accroissement de la consommation locale ou exportée, que du fait de créations de nouvelles zones irriguées. Il reste cependant que la structure des exploitations et du commerce agricole devra être améliorée dans les vieilles zones de production.

INVESTISSEMENTS NOUVEAUX

Agriculture.

1. Augmentation des surfaces irriguées.

Energie.

2. Barrage hydro-électrique d'Oraison (Basses-Alpes) (en cours).
3. Dérivation de la Durance : Mallemort, Salon, Saint-Chamas (début des travaux).
4. Dérivation et barrage sur la Durance : Saint-Estève, Janson (en voie d'achèvement).
5. Centre de recherches atomiques de Cadarache (en cours).
6. Quatrième raffinerie de pétrole sur l'étang de Berre (en projet).

Travail des métaux.

7. Installation du département « Alouette » de Sud-Aviation à Marignane.
8. Usine de transistors à Aix-en-Provence (mise en service prévue en mai 1962).
9. Usine d'amortisseurs automobiles à Cagnes-sur-Mer (en service).
10. Centre d'études et de recherches I. B. M. à Vence (en cours).
11. Usine de tubes ronds et carrés à Gardanne (en cours).
12. Usine de matériel transporteurs et de levage à Gardanne (en cours).
13. Usine d'engins turbo-foreurs à Aix-en-Provence (projet).
14. Atelier de soudure, d'aciers spéciaux et inoxydables à Marseille (en cours).
15. Ateliers d'outils et de machines-outils : aux Pennes-Mirabeau, à Grans (Bouches-du-Rhône) (en cours).
16. Usine semi-conducteurs à Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes) (en cours).
17. Usine électronique à Gap (Hautes-Alpes).

Industrie alimentaire.

18. Usine de traitement de produits agricoles au Pontet (Vaucluse) (projet).
19. Entreprise de panification industrielle à Marseille (projet).

Industrie chimique.

20. Usine de caoutchouc synthétique à Berre (mise en service : juillet 1961).
21. Usine pétrochimique à la Mède (Rhône-Poulenc) (projet).
22. Façonnage des matières plastiques à Gardanne (en cours).

Transports.

23. Electrification S. N. C. F. : Avignon—Marseille (en cours).
24. Electrification S. N. C. F. : Marseille—Nice (projet décidé).
25. Achèvement de deux formes de radoub au port de Marseille.
26. Construction d'un quatrième môle au port pétrolier de Lavera (projet).
27. Concession des travaux de l'autoroute Lyon—Marseille.
28. Pipe pétrolier européen Lavera—Carlsrhue (en cours).

Etc.

Cette énumération incomplète n'est qu'indicative. Il n'est pas un département de la région qui ne soit concerné par de nouveaux investissements productifs. L'industrie légère (mécanique et surtout électronique) s'implante de préférence dans les Alpes-Maritimes ; les industries de base dans les Bouches-du-Rhône.

CONCLUSION GENERALE

D'une documentation aussi abondante il est difficile de tirer toutes les conclusions qui s'imposent, toutefois la plus importante nous semble être la disparité qui existe entre deux groupes extrêmes de régions :

— le premier est celui dans lequel le taux de croissance économique est plus élevé que le taux de croissance démographique comme en Alsace et en Lorraine ;

— le deuxième, où au contraire c'est le taux de croissance démographique qui est plus élevé que le taux de croissance économique, ce qui est le cas dans les régions de l'Ouest (en Bretagne notamment) mais aussi dans le Nord.

Ce dernier groupe posera des problèmes de plus en plus difficiles à résoudre avec l'arrivée des jeunes à l'âge d'activité.

On n'attirera jamais assez l'attention sur cet aspect de la conjoncture régionale.

II. — PREVISIONS POUR LE DEUXIEME SEMESTRE 1961

(POLITIQUE ECONOMIQUE)

Rapport présenté, au nom du Conseil économique et social, par M. A. Malterre.

SOMMAIRE

INTRODUCTION.

Chapitre Ier. — PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES.

I. — *La production.*

A. — Production agricole.

1° Céréales.
2° Betteraves.
3° Légumes et fruits.
4° Production animale.

B — Production industrielle

1° Etude de l'évolution de l'indice de la production industrielle au cours des trois dernières années et de la valeur de cet indice.
2° Etat actuel des facteurs de la production et perspectives de la demande.
3° Les perspectives de la demande.

II. — *Prix, finances publiques et finances extérieures*

A. — Les prix.
B. — Finances publiques.
C. — Finances extérieures.

Chapitre II. — ELÉMENTS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE.

I. — *La politique des salaires.*
II. — *La politique à l'égard du Marché commun.*
III. — *La politique agricole.*

CONCLUSIONS.

INTRODUCTION

Les prévisions du rapport de conjoncture sur l'évolution économique au premier semestre de 1961 semblent s'être, dans l'ensemble, réalisées :

a) Le Conseil avait fait part de ses craintes sur les possibilités de poursuite du mouvement de hausse de la production au rythme atteint en 1960 par rapport à 1959. Les résultats des premiers mois de l'année confirment ce jugement.

b) Le Conseil avait également exprimé des doutes sur les possibilités de hausse continue des exportations, tout en faisant remarquer qui si les exportations n'atteignaient pas le niveau prévu par le Gouvernement, il n'en résulterait pas de difficultés d'équilibre de la balance commerciale.

Les résultats des premiers mois, comme ceux du dernier trimestre 1960, montrent une certaine hésitation des exportations, malgré les résultats spectaculaires de mars. Mais l'équilibre de la balance commerciale, n'a cependant, jamais été compromis pour autant.

c) Dans le domaine des prix, le Conseil avait prévu une stabilité relative ; il lui apparaissait que la hausse de l'indice des prix ne devait atteindre 2 p. 100 par rapport au niveau actuel qu'à la fin du premier semestre de 1961.

Les résultats de ce premier semestre ne sont pas encore connus. Il est cependant certain, dès maintenant, que la hausse de l'indice atteindra ce chiffre.

⁂

La prévision économique, sans être une science exacte, permet donc en période économique normale, où les changements de tendance ne sont pas à redouter, des approximations satisfaisantes.

CHAPITRE Ier

PREVISIONS ECONOMIQUES

Les prévisions doivent porter d'une part sur l'évolution de la production, qui est l'élément essentiel de la politique économique à l'heure actuelle, d'autre part sur les prix, les finances publiques et les finances extérieures.

Elles couvrent à la fois l'évolution du deuxième semestre 1961 et les résultats d'ensemble de l'année.

I. — La production.

A. — PRODUCTION AGRICOLE

Il est encore trop tôt pour déterminer quel sera le niveau de la production agricole en 1961. Les facteurs climatiques n'ont pas encore tous produit leurs effets et des incertitudes subsistent sur l'état de certaines cultures.

Les organisations professionnelles ont déjà présenté cependant de premières prévisions, que nous reprendrons ci-dessous à titre d'information.

1° *Céréales.*

Le tableau n° 1, établi par l'Association générale des producteurs de blé, laisse prévoir une très légère baisse de la production des céréales en 1961 par rapport à 1960. Cette situation serait due à une diminution de la production de blé d'environ 10 p. 100. Par contre, la production de maïs augmenterait sensiblement et la production d'orge s'accroîtrait légèrement.

TABLEAU N° 1

Prévisions de récoltes de céréales.

(Production : en millions de quintaux.)
(Rendements : en quintaux à l'hectare.)

	1961 — Prévisions.	1960 — Chiffres provis.		1959 — Chiffres définitifs.		MOYENNE des années 1955/1959.	
	Production.	Production.	Rendement.	Production.	Rendement.	Production.	Rendement.
Blé tendre...	97	110	25,6	115,4	26	96,5	22,9
Orge	59	57	27,2	49,3	24,8	42,4	23,4
Maïs	33	26	32	18,3	25,9	13,7	25,7
Seigle	3,7	4,2	14	4,7	14,3	4,6	12,7
Avoine	28	27,6	19,3	28,1	18,7	32,6	18,1
Blé dur.....	0,74	0,65	14,9	0,59	17,05	0,18	14,118
Production totale	221,44	225,45		216,39		179,98	

Deux remarques complémentaires doivent être faites sur ce tableau.

L'accroissement général de production constaté par rapport à la moyenne des années 1955/1959 est dû essentiellement à l'accroissement sensible des rendements de ces dernières années car les surfaces totales en toutes céréales sont remarquablement constantes, oscillant autour de 9 millions d'hectares.

S'il n'y a pas eu accroissement des emblavements, il y a eu permutation entre les céréales : l'orge et le maïs (céréales à hauts rendements) ont remplacé le seigle et l'avoine (céréales à bas rendements) et même parfois du blé tendre dans le Sud-Ouest.

2° *Betteraves.*

Une importante réduction des surfaces est enregistrée : 340.000 hectares contre 422.264 en 1960, soit une réduction de 19 p. 100.

La diminution des surfaces est la suivante pour les principaux départements :

TABLEAU N° 2

DÉPARTEMENTS	POURCENTAGE	DÉPARTEMENTS	POURCENTAGE
Aisne	20	Marne	23
Ardennes	30	Pas-de-Calais	22,4
Aube	21,5	Nord	19
Bas-Rhin	»	Oise	16
Côte-d'Or	17	Puy-de-Dôme	17
Calvados	21	Somme	17,3
Drôme	5	Saône-et-Loire	30
Eure	15	Seine-et-Marne	16
Eure-et-Loir et Loire-et-Cher	12	Seine-et-Oise	19
		Seine-Maritime	25
Loiret	12	Yonne	30

Il apparaît donc certain que la production betteravière sera inférieure en 1961 à ce qu'elle a été en 1960.

3° *Légumes et fruits.*

La récolte de pommes de terre de primeurs s'annonce excellente. Les productions de haricots verts, artichauts, asperges et melons devraient être supérieures à celles de l'année dernière. Les prévisions de récoltes de fruits sont également en hausse par rapport aux résultats de l'année dernière pour les fruits suivants : abricots, pêches, prunes, fraises, cassis.

Mais la commercialisation de la récolte pose des problèmes difficiles. Ceci est particulièrement vrai pour les pommes de terre dont les cours se sont effondrés au cours de la dernière semaine de mai en raison de l'arrivée simultanée sur le marché, de productions d'origine géographique différente, qui d'ordinaire se succèdent les unes aux autres.

L'augmentation des récoltes ne peut dans ce cas être considérée comme un résultat en soi, elle pose un difficile problème d'équilibre de la production agricole française, sur lequel nous reviendrons dans le chapitre consacré à la politique économique.

4° *Production animale.*

L'augmentation du cheptel est un fait certain. Le ministère de l'agriculture estime que l'ensemble du cheptel est passé de 18.673.000 têtes en 1959 à 19.436.000 en 1960, soit une augmentation de 4 p. 100.

Des résultats d'une enquête effectuée par l'I. N. S. E. E. en 1960, il ressortait que les producteurs avaient l'intention d'augmenter leurs troupeaux de vaches, notamment de vaches laitières.

Cependant pour l'année à venir, une enquête effectuée auprès des C. E. T. A. conduit à conclure que l'effectif bovin ne devrait pas augmenter à nouveau.

Cette augmentation du cheptel au cours des dernières années se traduit nécessairement par une augmentation de la production de viande en 1961, les animaux abattus étant ceux qui sont nés vers 1958/1959 et avant.

La production de viande de bœuf qui était passée de 935.000 tonnes en 1958 à 1.100.000 tonnes en 1960 devrait atteindre 1.200.000 tonnes en 1961 d'après la Confédération nationale de l'élevage.

En ce qui concerne la production du porc, celle-ci avait atteint un niveau record en 1959 et au premier trimestre 1960 ; selon l'évolution du cycle traditionnel, elle est entrée depuis un an dans sa phase de réduction de la production. Cette phase devrait se terminer vers la fin de l'été, le cycle classique total de la production du porc étant de trois ans.

L'augmentation du cheptel a une autre conséquence : l'accroissement de la production laitière. Celui-ci se poursuit depuis quelques années au rythme de 5 p. 100 par an en moyenne.

Pour 1961, la Confédération nationale laitière évalue à 3 p. 100 l'augmentation probable de la production. D'après les centres d'études techniques agricoles, cet accroissement devrait être de 5 p. 100.

Il n'est pas possible de faire un choix entre ces deux prévisions, faute d'éléments précis suffisants d'une part, et d'autre part, parce que la fixation du prix du lait peut modifier les intentions des éleveurs et les inciter à « utiliser le lait pour l'élevage de veaux » durant les prochaines saisons d'été. Il y aurait donc de ce fait un transfert de la production de produits laitiers en viande.

En tout état de cause, la quantité de lait produite devrait être plus importante cette année que l'année dernière.

***

Au total, la production agricole devrait donc augmenter sensiblement. Toutefois, la réduction de la production de betteraves affectera le chiffre total de progression en 1961 par rapport à 1960. L'année dernière, l'augmentation de la production agricole a été très supérieure à celle prévue par le plan intérimaire : 6 p. 100 au lieu de 3 p. 100. Cette année, une augmentation de 4 p. 100 par rapport à 1960 était escomptée ; il se peut que ce chiffre ne soit pas atteint.

B. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Le plan intérimaire, qui reste le guide de l'économie française pour 1961, avait prévu que l'indice de la production industrielle (sans bâtiment) devait augmenter d'environ 7,5 p. 100 par an en 1960 et en 1961.

Le rapport de M. Dumontier a montré que l'indice de la production industrielle aurait tendance à « plafonner » depuis le début de l'année. L'industrie française, dans ce cas, n'atteindrait pas les objectifs de production qui lui ont été fixés.

Mais quelle interprétation doit être donnée à cette évolution ?

La réponse à cette question dépend d'une part de l'évolution réelle de l'indice de la production industrielle dans les années passées, compte tenu de l'analyse de la valeur représentative de cet indice, d'autre part, de l'examen actuel des facteurs de la production et des perspectives de la demande.

1° *Etude de l'évolution de l'indice de la production industrielle au cours des trois dernières années et de la valeur de cet indice.*

Dans tous ses plus récents rapports de conjoncture, le Conseil a attiré l'attention sur les insuffisances de l'indice de la production industrielle. M. Dumontier a encore rappelé celles-ci à l'occasion de son analyse de l'évolution de l'indice dans les premiers mois de l'année.

Dans la conjoncture actuelle, un problème se pose plus particulièrement, celui de la composition de l'indice. Il est certain en effet que certaines branches ont une place dans l'indice plus importante que celle qu'elles ont dans la structure actuelle de l'industrie.

Il en est ainsi surtout pour l'industrie automobile. Un tel phénomène est gênant dans la mesure où l'activité de ce secteur est actuellement en baisse. Cette baisse « pèse » sur l'évolution de l'indice plus lourdement qu'il ne serait légitime qu'elle le fît.

Le tableau n° 3 permet de comparer l'évolution de l'indice de la production industrielle au cours des derniers mois de 1960 et des premiers mois de 1961 selon que l'on inclut ou non dans l'indice le secteur de l'automobile.

TABLEAU N° 3

Indice de la production industrielle.

(En moyenne mobile sur trois mois.)
(1952 = 100.)

	SEPTEMBRE / NOVEMBRE	OCTOBRE / DÉCEMBRE	NOVEMBRE / JANVIER	DÉCEMBRE / FÉVRIER	JANVIER / MARS	FÉVRIER / AVRIL	MARS / MAI
Indice avec l'automobile..	180	180	181	181	181	182	183
Indice sans l'automobile..	175	175,5	176,5	177,5	»	»	»

L'indice sans l'automobile progresse au rythme d'un point environ par mois, ce qui montre que la tendance de la production industrielle en général est satisfaisante.

L'évolution de l'indice se trouve donc affectée de façon plus défavorable qu'elle ne devrait l'être par la place que tient dans la composition de cet indice l'industrie automobile. Par contre, l'indice ne comprend pas certaines branches, dont les unes connaissent actuellement une évolution favorable et les autres sont aux prises avec certaines difficultés.

Les principales branches exclues dans la présentation de l'indice que nous avons retenue sont le bâtiment, l'industrie du bois et de l'ameublement, les industries alimentaires.

L'activité du premier secteur a été plus soutenue au début de cette année que dans le courant de l'année dernière. L'indice de la production industrielle avec bâtiment donne des résultats plus favorables que l'indice qui exclut ce secteur.

TABLEAU N° 4

Indices bruts.

(1952 = 100.)

	1960												1961				
	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII	I	II	III	IV	V
Indice avec bâtiment.....	165	168	168	170	174	173	162	116	170	172	180	177	174	178	179	180	185
Indice sans bâtiment.....	176	177	174	179	183	181	169	119	177	181	192	189	185	189	187	190	197

Par contre, la situation paraît avoir été assez médiocre dans l'industrie du bois et de l'ameublement, et l'expansion des industries alimentaires aurait ralenti.

Ce n'est que dans un secteur mal représenté dans l'indice, le secteur des biens d'équipement, que la progression a pu être importante en 1961.

Au total, néanmoins, il n'apparaît pas que si l'indice de la production industrielle prenait en compte toutes les branches de l'industrie, la progression de cet indice aurait été supérieure à celle enregistrée dans les premiers mois de 1961.

Pour l'année 1960, pour laquelle il est possible de comparer la progression des branches comprises dans l'indice et celle de l'ensemble du secteur industriel grâce aux comptes de la nation, les résultats de cette comparaison montrent que la progression du premier groupe a été supérieure à celle du second : 11 p. 100 contre 8,5 p. 100.

Il n'y a pas de modifications suffisamment profondes dans l'évolution de l'industrie française en 1961 pour que ces tendances aient été renversées cette année.

La tendance au plafonnement de la production industrielle apparaît donc bien réelle. Mais quelle est la signification de ce mouvement. S'agit-il d'une pause dans une évolution continue de la production industrielle depuis 1959 ou une telle situation s'est-elle déjà produite ?

Le tableau n° 5 donne l'évolution de l'indice corrigé de la production industrielle des variations saisonnières depuis le début de 1959.

TABLEAU N° 5

ANNÉES	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMB.	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
1959.....	145	150	153	155	157	158	161	156	162	165	170	177
1960.....	171	169	169	171	173	175	176	178	180	178	181	180
1961.....	181	181	182	182	184	»	»	»	»	»	»	»

L'étude de ce tableau suggère les remarques suivantes :

On considère généralement que depuis le début de 1959, la production industrielle progresse de façon continue ; le terme de « vitesse de croisière » est couramment employé.

Cependant, si l'on examine les variations mois par mois de l'indice, nous voyons que celui-ci n'a pas toujours suivi ce mouvement continu de hausse qui est considéré comme la caractéristique principale de l'évolution économique des deux dernières années.

Ainsi que le remarque la note de conjoncture de la S. E. D. E. I. S. du mois de mai dernier, deux pauses sont intervenues dans cette expansion, l'une de quatre mois au cours de l'été de 1959, l'autre de sept mois, de novembre 1959 à mai 1960.

Cette seconde pause est particulièrement intéressante à étudier, car la période à laquelle elle correspond porte sur les mêmes mois que celle que nous examinons dans le présent rapport.

Si nous étudions l'évolution de l'indice de la production industrielle avant et après cette période de pause, il apparaît que celle-ci est précédée et suivie d'une période de très forte hausse de production. La fin de l'année 1959 avait été caractérisée en effet par un niveau très élevé de la production industrielle, sans doute mal apprécié par les méthodes de calcul de l'indice, mais cependant réel, comme l'avait fait remarquer dans son rapport de juin dernier le conseil économique et social. Le deuxième semestre de 1960 a enregistré également un mouvement de hausse rapide de la production.

Il apparaît donc que depuis deux ans, la vitesse de croisière, que l'on considère généralement comme une caractéristique essentielle, n'apparaît comme une donnée réelle que si l'on apprécie le mouvement de la production globalement d'une année sur l'autre.

Mais au cours de chacune des années, le mouvement de la production a été assez irrégulier.

Si l'on applique cette méthode de la comparaison année sur année par semestre, on obtient les résultats suivants :

Pour les six premiers mois de 1960 par rapport à ceux de 1959, la progression de la production industrielle est de 7 p. 100 environ. Pour les cinq premiers mois de 1961 par rapport à la période correspondante de 1960, elle est de 6 p. 100. Les résultats seraient donc quelque peu inférieurs à ceux de l'année dernière et aux objectifs fixés.

Mais ce raisonnement n'a pas grande valeur dans la mesure où les écarts qu'il fait apparaître sont dus au rythme de l'évolution de la production industrielle pendant les mois qui ne sont pas pris en considération dans cette comparaison.

En fait, la conclusion que l'on peut tirer de cette étude est double. D'une part, il apparaît que le développement de la production industrielle n'a pas toujours été régulier et que les périodes de stagnation qui sont intervenues dans cette évolution n'ont pas jusqu'à maintenant été suivies de récession, mais bien au contraire d'un vif mouvement de reprise dans les mois suivants. Ceci est vrai aussi bien pour l'année 1959 que pour l'année 1960.

D'autre part, si l'évolution de la production industrielle dans le deuxième semestre de 1961 était comparable à celle observée dans le deuxième semestre de 1960, le plafonnement intervenu dans les premiers mois de cette année n'empêcherait pas la réalisation des objectifs fixés par le plan intérimaire. Toutefois, le rythme devrait être sans doute un peu plus rapide que celui enregistré dans les derniers mois de 1960.

Il s'agit donc de savoir si l'état actuel des facteurs de la production et les perspectives de la demande peuvent laisser espérer un tel développement.

2° *Etat actuel des facteurs de la production et perspectives de la demande.*

Etat actuel des facteurs de la production.

Aucun goulot d'étranglement important n'existe à l'heure actuelle dans l'économie française, qui puisse freiner sensiblement un mouvement nouveau de progression.

Les disponibilités des banques sont considérables. L'expansion de la masse monétaire, qui avait été de 6,3 p. 100 en 1958, de 10,4 p. 100 en 1959, a atteint 12,3 p. 100 en 1960 et ce rythme de progression s'est encore accentué au cours du premier trimestre de 1961. La part la plus importante de cette expansion provient des crédits à l'économie, qui ont doublé par rapport à 1959. L'épargne des ménages a sensiblement augmenté. Les moyens financiers d'une expansion nouvelle sont donc réunis.

Aucune difficulté n'existe non plus dans le domaine de la fourniture des matières premières et demi-produits nécessaires à l'expansion de l'économie. Les fournitures en produits pétroliers de la zone franc augmentent régulièrement conformément aux prévisions. Pour l'année 1961 comme il avait été déjà indiqué dans le rapport de conjoncture de décembre, on prévoit que la production serait de 20 millions de tonnes, contre 8,5 millions en 1960.

Les importations en provenance de l'étranger peuvent augmenter quelque peu sans créer de difficultés de paiements en devises, même si le développement des exportations est quelque peu hésitant. Le niveau des importations au cours des derniers mois est d'ailleurs resté élevé. L'indice en volume corrigé des variations saisonnières a été constamment supérieur pendant les premiers mois de 1961 au niveau atteint pendant tout le cours de l'année 1959.

Sans doute, doit-on tenir compte des modifications actuelles de structures des importations et de la progression des importations de biens de consommation. Mais celle-ci n'est pas telle qu'elle explique à elle seule l'augmentation du volume des importations. Et il n'est pas vraisemblable que les achats de biens de consommation augmentent dans les prochains mois dans des proportions telles qu'elles gênent les importations de matières premières et demi-produits nécessaires à notre industrie.

C'est seulement dans le domaine de la main-d'œuvre que la situation ne paraît pas aussi bonne. Une certaine pénurie apparaît en effet peu à peu. Dans de nombreux départements, les offres d'emploi non satisfaites dépassent largement les demandes. Au 1er mai, les offres d'emploi dépassaient de 57 p. 100 le niveau atteint au 1er mai 1960. Cette pénurie relative affecte surtout les secteurs des métaux et du bâtiment.

Elle ne paraît pas toutefois devoir freiner très sensiblement le mouvement de la production. En effet, l'immigration des travailleurs étrangers augmente. D'après les indications données récemment par le ministre du travail, 7.000 travailleurs étrangers ont été introduits en France en avril contre 4.000 en avril 1960. 5.400 contrats ont été transmis pendant ce mois à l'office national d'immigration contre 2.600 en avril 1960.

Ce qui est plus grave, sans doute, dans cette situation, c'est la pénurie de travailleurs qualifiés. L'immigration ne porte pas, en effet, généralement sur des travailleurs de haute qualification et il se peut que dans les mois à venir, certaines entreprises soient gênées par l'impossibilité de recruter certain personnel.

La situation, cependant, est loin d'être comparable à celle de 1957 et du début de 1958.

3° *Les perspectives de la demande.*

Demande interne et demande externe doivent être distinguées.

a) La demande interne.

D'après les prévisions gouvernementales de la fin de l'année dernière, la consommation des ménages serait augmentée de 6 p. 100 environ et les investissements de 6,5 p. 100.

Ces prévisions se réaliseront-elles ?

Consommation des ménages.

Le rapport de M. Dumontier a montré que le principal facteur de l'expansion de l'économie française en 1960 a été l'augmentation des revenus réels. Celle-ci a atteint 10 p. 100 par rapport à 1959 pour les salaires nets et 8 p. 100 environ pour les revenus bruts des entrepreneurs individuels.

Pour les premiers mois de 1961, deux remarques doivent être présentées.

Les revenus agricoles qui dépendent de la fixation des prix de produits agricoles de base, céréales, betteraves, sucre, se sont accrus en 1960 mais sont dépensés actuellement. Ils constituent donc un appoint à la demande interne. Au second semestre, il n'est pas possible encore de savoir quel sera le niveau des revenus des agriculteurs. Celui-ci dépend, en effet, du niveau de la récolte, d'une part, des décisions en matière de prix agricoles et d'organisation des marchés, d'autre part. Comme l'expérience des pommes de terre bretonnes le montre, l'abondance de la récolte n'est pas nécessairement un facteur de haut niveau de revenus.

Les salaires ont augmenté au premier trimestre de 1961 de 1,8 p. 100 d'après l'enquête du ministère du travail. Ce chiffre est analogue à celui enregistré dans les autres trimestres de 1960. Il convient, toutefois, de remarquer que le S. M. I. G. est resté au niveau de la dernière augmentation datant d'octobre 1960. Ce salaire est encore appliqué dans les régions peu industrialisées et dans l'agriculture, alors que les salaires réels se situent à un niveau supérieur dans les régions en expansion.

La consommation doit donc continuer à augmenter. Les renseignements actuellement disponibles ne sont d'ailleurs pas défavorables à cet égard.

Les immatriculations de voitures neuves ont repris cette année plus tôt que d'habitude et sont assez satisfaisantes. Pour le premier trimestre de 1961, la hausse est d'environ 20 p. 100 par rapport au premier trimestre de 1960. Sans doute, un certain nombre de facteurs ont-ils joué dans le sens d'une anticipation des achats : les dates de Pâques et des vacances scolaires sont plus tôt que l'année dernière. Les craintes d'une hausse des prix, les conditions favorables de crédit, l'effort de développement des ventes des concessionnaires ont joué dans ce sens. Il apparaît, d'après une enquête effectuée par l'I. N. S. E. E. en février dernier, que les résultats devraient être satisfaisants pour l'ensemble de l'année. Cette enquête chiffre à 15 p. 100 l'augmentation des immatriculations de voitures neuves en 1961 par rapport à 1960. Mais la progression des immatriculations de voitures étrangères serait considérable, 100 p. 100, de sorte que les immatriculations de voitures françaises n'augmenteraient que de 12 p. 100 seulement.

Les perspectives actuelles de développement d'autres postes de la consommation non alimentaire ne sont pas non plus défavorables : Le chiffre d'affaires des grands magasins a été en hausse et on a signalé une vive reprise sur le marché des appareils électroménagers, notamment des réfrigérateurs au cours du premier trimestre. Après un léger ralentissement au mois de mai, les derniers renseignements paraissent assez satisfaisants.

Pour l'avenir, si la progression des taux des salaires se poursuit à son rythme actuel jusqu'à la fin de l'année, la consommation continuera à jouer son rôle moteur dans l'expansion, comme elle l'a joué dans le passé, et les objectifs du plan intérimaire seront facilement atteints. Dans l'hypothèse où la progression des salaires serait sensiblement plus faible que celle que nous prévoyons, les objectifs fixés à la fin de l'année dernière seraient probablement à peine atteints.

Investissements.

Les investissements des entreprises privées paraissent se maintenir à un niveau élevé en 1961. D'après l'enquête du mois de mars auprès des chefs d'entreprise, la progression de 1960 à 1961 serait de 9 à 10 p. 100 ,si l'on met à part les investissements des entreprises pétrolières, et de 8 à 9 p. 100 si on inclut ces derniers.

Comme les autres années, la progression prévue des investissements est très différente selon l'importance des entreprises:

— les entreprises de moins de 100 salariés diminuent leurs investissements, par rapport à l'an dernier, d'environ 25 p. 100 ;

— les moyennes entreprises (100 à 500) les augmentent de 15 p. 100 ;

— les grosses entreprises (plus de 500 salariés) de 25 p. 100.

Les disponibilités financières étant abondantes et les perspectives d'expansion de la production dans l'ensemble satisfaisantes, les projets d'investissements devraient se réaliser conformément aux prévisions.

Les renseignements donnés sont d'ailleurs assez bons. C'est ainsi qu'au cours du premier trimestre de 1961, l'indice des commandes de machines-outils a dépassé en moyenne de 40 p. 100 celui du trimestre correspondant de 1960. L'une des raisons essentielles de cet essor est une demande intérieure très soutenue, qui s'explique par le désir des industriels français de s'équiper en machines neuves pour supporter la concurrence de leurs rivaux de la Communauté économique européenne.

Les carnets de commande de l'industrie du matériel agricole sont plus fournis que par le passé dans certains secteurs de cette branche d'activité.

Dans le domaine de la construction, les carnets de commande de la construction métallique sont garnis. D'une manière générale, dans ce secteur, on constate une augmentation du nombre des permis de construire délivrés et les mises en chantier ont progressé de 22 p. 100 au premier trimestre par rapport à 1960.

Dans le secteur des travaux publics, la situation est moins favorable. Les programmes de travaux routiers ne pourront commencer à être mis en service qu'à la fin de l'année, quand les expropriations seront terminées.

Comme les autres années, l'influence des dépenses publiques au deuxième semestre de l'année sera plus sensible qu'au premier ; en effet, les administrations dépenseront surtout leurs crédits au cours de cette période.

Au total, la progression des investissements devrait suivre le rythme prévu.

b) La demande externe.

Une distinction doit être faite entre les perspectives d'exportations vers les pays étrangers et celles vers la zone franc.

Exportations vers les pays étrangers.

Au cours des deux dernières années, les exportations ont augmenté dans des proportions considérables : 25 p. 100 en 1959 et 20 p. 100 environ en 1960. Il est évident qu'un tel mouvement ne peut se poursuivre indéfiniment. Le haut niveau d'exportations atteint est difficile à dépasser.

Cependant, l'augmentation des exportations, probablement encore importante, est assez proche du taux de 10 p. 100 prévu à la fin de 1960 dans le budget économique pour cette année.

En effet, les perspectives ne sont pas mauvaises. Si l'on examine la situation de nos principaux acheteurs, il apparaît que dans l'ensemble celle-ci est satisfaisante.

L'Allemagne, notre principal client, connaît toujours une expansion soutenue et la demande est très vive. La situation de la Belgique, notre second client, est sans doute beaucoup moins bonne ; cependant, la crise que ce pays traverse ne se traduit pas par une baisse sensible de la demande à l'exportation. L'Italie, troisième client de la France, a actuellement une économie en pleine expansion. La Grande-Bretagne, par contre, est dans une situation beaucoup moins satisfaisante ; cependant, ses achats à l'étranger ne paraissent pas actuellement se ralentir sensiblement. Enfin, dernier de nos clients européens importants, la Suisse est actuellement en pleine prospérité.

Nos relations avec les Etats-Unis posent un problème plus délicat. Pour le moment, le marché américain ne nous est pas fermé, pas plus qu'il ne l'est aux autres pays européens dont les ventes continuent à progresser aux Etats-Unis, mais il enregistre un ralentissement des ventes françaises. Il semble que ce mouvement soit dû au fait que les exportateurs français craignent le retour à une politique protectionniste plus active de la part du Gouvernement américain.

Au total, la conjoncture de tous ces pays, dont les achats représentent environ 60 p. 100 de nos exportations, n'est pas défavorable et les perspectives de développement de nos ventes sur ces marchés n'ont pas à être pessimistes.

Une analyse des prévisions pour quelques grands produits montre, notamment, que les exportations d'automobiles françaises ne diminuent qu'aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. Dans les principaux autres pays acheteurs elles augmentent. Les perspectives de ventes de l'industrie aéronautique continuent à être bonnes pour 1961 comme pour 1962.

TABLEAU N° 5 *bis*

Evolution des échanges avec l'étranger pendant les premiers mois de 1960 et de 1961.

	5 MOIS 1960	5 MOIS 1961	VARIATION
1° En valeur (millions de nouveaux francs) :			
Importations	10.221	10.618	+ 4 %
Exportations	10.122	10.637	+ 5 %
	4 MOIS 1960	4 MOIS 1961	VARIATION
2° En volume (1956 = 100) :			
Importations	130	136	+ 4,5 %
Exportations	161	176	+ 10 %

Exportations vers la zone franc.

Pendant les cinq premiers mois de l'année, comme le montre le tableau ci-après, les exportations avec les pays de la zone franc ont quelque peu diminué : 10 p. 100 environ.

TABLEAU N° 6

Evolution des échanges avec les pays de la zone franc au cours des cinq premiers mois de 1960 et de 1961.

1° Evolution par produits.
(En millions de nouveaux francs.)

	IMPORTATIONS			EXPORTATIONS		
	CINQ MOIS 1960	CINQ MOIS 1961	VARIATION 1961/1960. P. 100.	CINQ MOIS 1960	CINQ MOIS 1961	VARIATION 1961/1960. P. 100.
Alimentation	1.855	1.736	— 6,5	709	737,5	+ 4
Energie	265	522	+ 97	257,5	247	— 4
Produits bruts	811	824,5	+ 2	97	111	+ 14
Produits manufacturés	175	210	+ 20	3.333	2.887	— 13,5
dont:						
Demi-produits	151	189	+ 25	877	791,5	— 10
Produits finis	24,5	21	— 14	2.456	2.095,5	— 15
(Pour l'équipement)	(6,5)	(7)	(+ 8)	(870)	(786,5)	(— 10)
(Pour la consommation)	(18)	(14)	(— 8)	(1.580)	(1.309)	(— 17)
Ensemble	3.106	3.293	+ 6	4.399	3.984,5	— 9,5

TABLEAU N° 6 *bis*

2° Evolution des exportations par pays.
(En millions de nouveaux francs.)

	CINQ MOIS 1960	CINQ MOIS 1961	POURCENTAGE de variation.
Total zone franc	4.399	3.984,5	— 9,5
dont:			
Algérie	2.371	1.863	— 21,5
Maroc	380	432	+ 14
Tunisie	270	280	+ 4
Sénégal	243	210	— 14
Côte-d'Ivoire	172	247	+ 44
République soudanaise	27	33	+ 22
Autres États d'Afrique noire	233,7	281,2	+ 20
République malgache	141,5	117,5	— 17
République du Viet-Nam	101	79	— 22

TABLEAU N° 6 *ter*

3° Evolution du volume des échanges avec les pays de la zone franc au cours des quatre premiers mois de 1960 et de 1961.

INDICES DU VOLUME (1956 = 100)	QUATRE MOIS 1961	QUATRE MOIS 1961/1960
Importations	238	+ 9 p. 100.
Exportations	145	— 13 p. 100.

TABLEAU N° 7

Exportations vers l'Algérie.
(En millions de nouveaux francs.)

ANNÉES	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMB	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
1960	479,3	499,6	505,3	445,3	441,8	412,9	401,4	321,9	424	500	467,4	457,2
1961	351,2	367	426,9	318,8	393	»	»	»	»	»	»	»

Cette régression couvre des mouvements divergents. Elle porte essentiellement sur le montant des ventes faites par la métropole en Algérie, qui représentent à elles seules 50 p. 100 environ des exportations destinées à la zone franc. On enregistre également des réductions sensibles des exportations intéressant le Sénégal, par suite de l'éclatement du Mali, et Madagascar, où la situation économique est mauvaise par suite des conditions climatiques, ainsi que le Viet-Nam selon un processus constant, remontant à la rupture des liens politiques avec la France.

Par contre de sérieuses augmentations d'exportations sont enregistrées en direction des pays d'Afrique Noire, notamment de la Côte-d'Ivoire, ainsi que vers le Maroc.

Après d'assez importants achats de gros matériel d'équipement (machines, matériel de chemin de fer, équipement pour les mines de phosphates du Dahomey et du Togo, matériels nécessaires à la construction du port de Cotonou au Dahomey), la demande s'oriente actuellement vers d'autres postes.

On observe, en effet, une demande sans cesse croissante de matériel de construction électrique, de machines plus spécialisées, de produits chimiques et pharmaceutiques et d'appareils d'optique.

En ce qui concerne le matériel de transport, l'évolution paraît beaucoup moins nette. Les exportations d'automobiles sont en augmentation certains mois et en régression à d'autres moments. Il semble que les modèles exportables français ne soient pas toujours adaptés aux conditions de ces pays chauds et à leurs routes.

De plus, les exportations de produits alimentaires sont en régression. Les réductions portent en grande partie sur les produits laitiers qui, de plus en plus, se produisent sur place.

Enfin, les exportations de textiles, en raison de la concurrence étrangère, sont en réduction.

Les prévisions concernant l'évolution des exportations françaises destinées à la zone franc sont délicates à formuler car elles sont très sensibles à des données politiques, qui ne sont pas de notre compétence. Cette constatation est particulièrement vraie pour l'Algérie, moins pour la plupart des Etats d'Afrique Noire. Il est, toutefois, permis de penser, en ce qui concerne ces derniers pays, qu'une reprise des achats de produits français se développera au cours des prochains mois, leurs disponibilités en francs étant plus abondantes que celles en devises.

Il n'en demeure pas moins que la France métropolitaine devra choisir dans un avenir assez rapproché entre la continuation d'une politique de présence économique sur le continent africain, ce qui suppose une aide financière et technique importante, et le transfert de cet effort sur d'autres continents.

Il s'agit là d'un problème à la fois politique et économique, qui doit être présent à l'esprit de nos gouvernements lors des années à venir, et qui peut, du reste, être résolu d'une manière différente selon les Etats intéressés !

⁂

Au total, aucun goulot d'étranglement ne semble devoir apparaître dans les mois à venir et freiner l'expansion de la production industrielle. Le rythme de cette expansion peut être approximativement celui prévu par le plan intérimaire, si les mesures nécessaires au développement de la consommation sont prises. Sinon, compte tenu des perspectives de la demande externe, les résultats de la production industrielle risquent d'être quelque peu inférieurs à ceux prévus.

Les possibilités de réaliser l'objectif global d'expansion fixé à l'économie française par le plan intérimaire (5,5 p. 100 par rapport à l'année dernière) ne peuvent être appréciées de façon précise, tant que des informations plus complètes ne seront pas disponibles sur la production agricole.

Il apparaît, cependant, dès maintenant très probable, compte tenu de l'évolution de la production intérieure en 1960, qu'en tout état de cause les objectifs du plan intérimaire pour les deux années 1960 et 1961 devraient être atteints, le haut niveau de production obtenu en 1960 compensant éventuellement l'insuffisance de la production par rapport aux objectifs de 1961.

II. — Prix. — Finances publiques et finances extérieures.

Les perspectives dans les domaines des prix, des finances publiques et des finances extérieures apparaissent plus clairement que les perspectives de production.

A. — Les prix

Le premier semestre a été marqué par une stabilité à peu près complète du niveau des prix. Sans doute, ceci n'est-il vrai que globalement : en fait, certaines hausses se sont produites, qui ont été compensées par des baisses comme par exemple celle du coût de la consultation médicale enregistrée dans l'indice.

Pour le prochain semestre, il semble que cette stabilité ne pourra pas être maintenue.

Dans le domaine agricole, il n'est pas encore possible de faire des prévisions précises, les prix des grands produits agricoles n'étant pas encore fixés. Il est probable, cependant, que des hausses de prix devront être accordées.

Par ailleurs, certaines augmentations conjoncturelles, c'est-à-dire ne tenant pas à des décisions du Gouvernement, seront enregistrées probablement pour les œufs, les fruits, les légumes et les pommes de terre, par rapport à l'année dernière. Les cours de la fin de l'année 1960 avaient été, en effet, particulièrement bas. La place de ces produits dans l'indice des prix est telle qu'elle peut suffire à le faire monter d'un point dans le deuxième semestre.

Du côté des produits industriels, les seuls facteurs de hausse des prix, qui peuvent être envisagés à l'heure actuelle, ont trait au charbon. Le retour au prix d'hiver amènera une hausse de 3/10 de point de l'indice. Si de plus le prix du coke était augmenté afin de diminuer le déficit des Charbonnages de France, la hausse de ce poste serait encore plus forte.

En outre, d'une façon générale, la hausse faible, mais continue, des prix industriels qui est caractéristique de notre économie depuis plusieurs années, se poursuivra.

Enfin, dans le domaine des services, le même phénomène se produira et, de plus, la hausse semestrielle des loyers, en juillet, viendra augmenter l'indice de 3/10 de point.

Ainsi, il est très probable que l'indice des prix augmentera d'environ 2 p. 100 dans le deuxième semestre, ce qui suffira à amener une augmentation du S. M. I. G. dans le courant de l'automne ou à la fin de l'année.

Cette hausse du S. M. I. G. ne devrait pas avoir cependant pour conséquence une hausse générale des salaires effectifs ; ceux-ci sont, en effet, cette année comme l'année dernière, largement au-dessus des salaires minima dans les régions industrialisées.

B. — Finances publiques

Comme l'année dernière, l'impasse en ce début d'année est négative. L'excédent total est même légèrement supérieur à celui enregistré l'année dernière à la même époque, alors que le montant total du découvert est légèrement supérieur : 6,8 millions de nouveaux francs.

Sans doute, des dispositions supplémentaires doivent-elles être prévues si satisfaction est donnée aux fonctionnaires d'une part et, d'autre part, pour financer l'appprovisionnement en céréales de l'Algérie, qui est très déficitaire cette année.

Mais ces dépenses nouvelles devraient être couvertes sans difficultés majeures, cette année au moins.

C. — Finances extérieures

Les prévisions dans le domaine de la balance commerciale étant les mêmes que celles faites pour 1960 et les opérations non commerciales devant évoluer comme l'année dernière, il apparaît que les avoirs en devises de la France devront s'accroître à un rythme analogue à celui de 1960, peut-être même un peu plus rapide, si les bons résultats actuellement enregistrés dans le domaine du tourisme se trouvent confirmés.

Un fait nouveau toutefois se produit, c'est que les gains en devises réalisés cette année sont des gains nets, c'est-à-dire qu'ils représentent un accroissement net des réserves de notre pays ; le total de nos réserves a, en effet, atteint le total de nos dettes à la fin de l'année dernière. C'est là un résultat très brillant que peu de pays ont atteint.

⁂

Les perspectives économiques de fin d'année seraient donc, malgré certains points sombres, satisfaisantes sur le plan purement économique dans le cadre d'une analyse globale de la situation. Toutefois la conjoncture n'est pas une science exacte ; elle est une science de l'homme. Celui-ci ne vit pas dans l'absolu, mais dans le relatif ; son sort matériel l'intéresse moins en valeur absolue que comparé à celui des autres hommes. La justice sociale elle-même est une notion relative variant selon les époques, mais il suffit qu'une catégorie sociale éprouve un sentiment très vif de frustration pour que l'ordre acquis soit mis en cause. Il en est ainsi actuellement des fonctionnaires et de la paysannerie, surtout de celle de nos régions de l'Ouest. Mais quand la passion fait irruption, les prévisions économiques les plus solidement étayées peuvent être infirmées et c'est là une première réserve qu'il faut faire.

La deuxième réserve à formuler est que l'évolution politique de la situation en Algérie peut également avoir des répercussions sur la conjoncture économique, mais il est difficile d'en dire plus sur cette question dans un rapport destiné au conseil économique et social.

CHAPITRE II

ELEMENTS DE POLITIQUE ECONOMIQUE

Au cours des deux dernières années, l'économie française a incontestablement connu une évolution favorable. Un certain nombre des objectifs qui avaient été fixés au début de 1959 ont été atteints : équilibre de la balance des comptes, croissance de la production, stabilité de la valeur de la monnaie.

Ces résultats sont-ils définitivement acquis ? Certainement pas. En premier lieu, l'équilibre de la balance des comptes dans une économie en expansion suppose un progrès continu des exportations pour que les importations nécessaires de matières premières et de demi-produits puissent être effectuées. Ce progrès doit être d'autant plus considérable que les droits de douanes sont réduits et que les importations de produits fabriqués, contre lesquelles la France se protégeait au cours des dernières années, se développeront nécessairement dans l'avenir.

Ensuite, la croissance de la production exige un accroissement substantiel de l'équipement productif du pays, surtout à un moment où la population active n'augmente pas. Ce renforcement du potentiel productif est rendu plus nécessaire encore par la concurrence étrangère.

Enfin, la stabilité des prix n'est un fait acquis dans aucun pays du monde. Plusieurs raisons expliquent ce phénomène. Il est inévitable, à terme, que les prix des grandes matières premières mondiales, en provenance des pays sous-développés, augmentent. Cette évolution est même souhaitable si l'on tient compte des impératifs de la croissance de ces pays ; or ces hausses des prix ont une répercussion sur les prix de revient de l'industrie. L'augmentation des salaires pèse parfois aussi sur le niveau des prix, notamment dans le secteur des services, où les prix de revient sont constitués presque uniquement par les salaires et peu influencés par les gains de productivité.

Les résultats récemment acquis par l'économie française sont donc fragiles. Ils peuvent être constamment remis en cause. Pour ces raisons, les problèmes fondamentaux de l'économie française sont donc les mêmes en 1961 qu'en 1960 et en 1959. Les impératifs de la politique économique française restent donc :

— une grande vigilance en matière de prix ;

— la nécessité de stimuler les investissements des entreprises comme les investissements en logements ;

— la nécessité de conquérir de nouveaux marchés extérieurs et de se maintenir sur les marchés où les produits français sont connus et appréciés.

Les moyens nécessaires à la mise en œuvre de cette politique ont déjà été définis par le conseil dans ses précédents rapports. Certains relèvent du Gouvernement : incitation à l'investissement des entreprises privées, haut niveau de crédits pour les investissements publics, ceux des entreprises nationalisées et ceux concernant les logements. D'autres sont à l'initiative des entreprises elles-mêmes et de leurs organisations professionnelles : création d'organismes d'exportation, prospection de marchés, etc.

Il n'est pas nécessaire de revenir sur les différents points qui relèvent d'actions de base, maintenant bien définies. Toutefois certains aspects de cette politique doivent être précisés, au fur et à mesure que la croissance de l'économie française transforme les données fondamentales de notre économie. Par ailleurs, cette croissance de l'économie, l'arrivée à leur échéance des décisions de politique économique prises il y a quelques années dans le domaine du Marché commun, posent des problèmes nouveaux.

C'est pourquoi nous examinons avec plus de détails certains aspects de notre politique économique :

— la politique des salaires, qui est un des éléments essentiels de la politique économique à l'heure actuelle ;

— la politique de mise en place du Marché commun, pour laquelle d'importantes décisions doivent être prises prochainement ;

— enfin la politique agricole en général, car la crise de ce secteur, qui dure maintenant depuis plusieurs années, revêt à nouveau un caractère aigu.

I. — La politique des salaires.

Il est certain que dans une économie en expansion et proche du plein emploi l'évolution des salaires joue un rôle essentiel sur deux plans : l'augmentation des salaires stimule le développement de la consommation et apparaît ainsi comme un facteur de progrès économique. Cependant, un risque existe car cet accroissement des salaires peut dépasser les possibilités de l'offre et de ce fait provoquer des hausses de prix, elles-mêmes génératrices d'un processus d'inflation.

De la présence de ce risque nait le désir de mettre en place une politique de réglage des salaires qui permette d'atteindre à coup sûr le premier objectif — l'augmentation de la consommation, tout en évitant les risques inflationnistes. Un pourcentage donné d'augmentation considéré comme techniquement réalisable, c'est-à-dire compatible avec le maintien de la stabilité monétaire, serait fixé chaque année pour l'ensemble des salaires. Les augmentations de salaires ne pourraient être supérieurses au taux ainsi arrêté.

En premier lieu, il faut rappeler que les salaires ne sont qu'un des éléments constitutifs des revenus de l'ensemble de la Nation. Le déséquilibre entre les revenus distribués et la production disponible, qui reste la cause fondamentale de l'inflation, peut avoir pour origine une croissance des revenus autres que les salaires. Une politique de lutte contre l'inflation, pour être logique, devrait donc porter sur l'ensemble des revenus et non sur les seuls salaires.

Or, une grande partie des revenus non salariaux est déterminée par le niveau des prix. Une politique de réglementation des revenus mène de ce fait nécessairement à un contrôle strict des prix à tous les échelons. Une politique d'économie étroitement dirigée se trouverait ainsi peu à peu établie par l'enchaînement logique et inéluctable des actions engagées pour prévenir un mouvement de hausse des revenus, jugé excessif. Ceci ne paraît ni souhaitable, ni possible dans la conjoncture actuelle. En tout état de cause, si une politique de contrôle strict des salaires devait être établie, elle devrait être complétée par cette politique de contrôle de l'ensemble des revenus.

Une seconde objection peut être présentée au principe d'une augmentation uniforme et fixée à l'avance, des salaires. La situation des salariés à l'heure actuelle est très inégale selon les secteurs. D'importantes disparités existent entre les rémunérations du secteur privé et celles du secteur public. Aussi faut-il se préoccuper du problème de la revalorisation de la rémunération des agents de l'Etat, tant des petits fonctionnaires que des cadres. L'on constate, en effet, dans cette catégorie une certaine diminution du nombre des candidats aux concours de recrutement ainsi que des départs de jeunes fonctionnaires de valeur. Cette évolution est due aux différences de rémunérations entre le secteur public et le secteur privé. Si cet état de chose se prolongeait, les conséquences risquent d'être assez graves dans l'avenir pour le bon fonctionnement de l'administration. De même, la situation des travailleurs payés au S. M. I. G. ne peut être comparée à celle des travailleurs qualifiés. Donc appliquer chaque année un même pourcentage d'augmentation à tous les salaires, revient à cristalliser les disparités actuelles alors qu'il est nécessaire de procéder à une remise en ordre.

Par ailleurs, la politique qui consiste à augmenter dans les mêmes proportions tous les salaires, chaque année, peut ne pas permettre d'atteindre l'objectif qu'elle poursuit, c'est-à-dire éviter des hausses de salaires supérieures à celles que peuvent « absorber » les entreprises ou le budget de l'Etat. En effet, à moins que le pourcentage ne soit fixé systématiquement très bas, il se peut qu'il soit trop élevé pour certains secteurs dont les possibilités de supporter une augmentation de leurs charges sont très faibles.

Enfin, un dernier obstacle apparaît à la mise en œuvre de cette politique. Celle-ci conduit à une discussion d'ensemble de la totalité des salaires une fois par an, au moment de la fixation du pourcentage d'accroissement autorisé. On peut se demander si, sur le plan économique et social, une telle méthode n'est pas dangereuse. Elle « accumule les échéances » à une seule période de l'année, alors qu'il paraît bien préférable que des discussions partielles aient lieu dans chaque branche, au moment le plus opportun pour chacune selon les méthodes de négociation qui lui sont propres, ce qui permet de corriger progressivement les erreurs de prévision.

L'application d'une politique d'ensemble des salaires amène inévitablement à recourir aux méthodes de négociation employées pour la fonction publique et les entreprises nationalisées, et la procédure employée dans ce cas n'est certainement pas la meilleure. Elle se traduirait au moins une fois chaque année par une épreuve de force, entre l'Etat et ses serviteurs, au détriment de l'autorité de l'un, et du moral des autres. Généraliser cette façon de faire reviendrait à organiser une situation révolutionnaire annuelle où les décisions seraient prises plus en fonction de l'équilibre des forces en présence que de considérations de justice sociale et d'efficacité économique. « Le mieux est l'ennemi du bien ».

La libre discussion des salaires n'exclut pas, du reste, la possibilité de définir les grandes lignes annuelles de l'évolution des salaires dans le cadre de conversations entre représentants du gouvernement et des organisations patronales et de salariés. Certes, les pouvoirs publics n'ont pas qualité pour

intervenir dans la discussion des conventions collectives du secteur privé, mais ils peuvent influencer le contexte économique et partant l'évolution des salaires. A défaut d'une économie concertée, il faut au moins pratiquer une politique consciente des salaires aussi bien au niveau du gouvernement qu'à celui des organisations syndicales.

Au total, il apparaît donc souhaitable que le taux des salaires et traitements soit déterminé selon des méthodes de négociations propres à chaque branche et en fonction, d'une part, de la situation réelle des salariés, d'autre part, des possibilités d'absorption des hausses possibles des salaires de la branche considérée.

II. — La politique à l'égard du Marché commun.

En 1957, lors de la signature du Traité de Rome, la position de la France était très claire. Dans l'esprit des négociateurs français, le Marché commun n'avait pas pour seul objet la création d'une zone de libre échange, mais il exigeait la définition d'une politique économique commune des pays signataires et l'harmonisation des structures économiques de ces pays.

Ces deux éléments fondamentaux du Marché commun devaient être mis en place parallèlement.

En ce qui concerne le premier d'entre eux, le Traité posait deux principes : d'une part, l'élimination complète et progressive des droits de douane à l'entrée et à la sortie, sur les échanges entre les Etats membres, d'autre part, l'institution d'un tarif extérieur commun applicable aux relations entre la Communauté et les pays tiers. Trois étapes, de quatre ans chacune, étaient prévues pour la réalisation de ces projets.

La première période se termine cette année. Les mesures suivantes ont été prises : dans les relations avec les Etats membres, une première réduction des droits d'importation a été effectuée le 1er janvier 1959, une seconde le 1er juillet 1960. Elles ont été chacune de 10 p. 100. Selon les règles du Traité de Rome, la troisième réduction des droits devrait avoir lieu à la fin de la quatrième année, c'est-à-dire en janvier 1962.

En ce qui concerne les relations avec les pays tiers, le calendrier du Traité prévoyait que les droits nationaux devraient être rapprochés pour la première fois du tarif douanier commun le 1er janvier 1962.

Mais dès la fin de 1959, il a été envisagé d'accélérer la réalisation du Marché commun et des décisions en ce sens ont été prises le 12 mai et le 20 décembre 1960 par le Conseil de la Communauté économique européenne. Ces décisions ont eu pour conséquence d'avancer d'une année la mise en œuvre du Traité en matière tarifaire, c'est-à-dire que la troisième réduction des droits de douane entre les six pays membres et le premier rapprochement par rapport au tarif extérieur commun ont pris effet au 1er janvier 1961 au lieu du 1er janvier 1962.

L'addition de ces mesures se traduit par une réduction de 30 p. 100 des droits de douane entre les pays membres pour les produits industriels. Le rapprochement vers le tarif extérieur a été effectué en prenant pour base le tarif extérieur commun réduit de 20 p. 100.

Pour les produits agricoles, les baisses de droits de douane sont moins fortes car la dernière réduction a été limitée à 50 p. 100 et le premier rapprochement des tarifs applicables aux pays tiers a été maintenu au 1er janvier 1962.

Ces décisions ont été prises à l'initiative de la France. Par ailleurs, il faut rappeler qu'à ces mesures de réduction des droits de douane, prises dans le cadre du Traité de Rome, s'ajoute la baisse unilatérale des droits décidée le 1er avril par le Gouvernement français à l'égard de tous les pays, sous réserve de la limite du tarif extérieur commun. Cette mesure, qui était prise parallèlement à des décisions de remise en liberté des prix intérieurs, a été nuancée. La baisse est de 10 p. 100 pour les produits dont la libération sur le marché intérieur était décidée simultanément. Elle a été de 5 p. 100 pour les autres produits industriels et nulle pour les produits agricoles et alimentaires. Cette décision, qui s'explique par des motifs de politique économique interne, contribue cependant à l'accélération du désarmement douanier.

Les mesures prises pour l'accélération de l'application du Traité de Rome ont été approuvées, dans leur ensemble, par le Conseil économique et social, le 27 juillet 1960, encore que celui-ci se soit déclaré assez réservé sur l'abaissement de 20 p. 100 au 1er janvier 1961 sur le niveau du tarif extérieur commun.

Mais, le Conseil, estimait que cette accélération, sur l'initiative de la France, de la mise en place du Marché commun rendait encore plus urgente l'harmonisation des législations et la coordination des politiques économiques des Etats membres. Le Conseil rappelait, en effet, qu'un décalage dangereux était en train de s'établir entre la réalisation de l'union douanière et celle de l'union économique, qui serait désavantageux pour la France.

Les propositions suivantes étaient présentées :

a) Devraient être arrêtées, dès avant la fin de la première étape, c'est-à-dire avant le 31 décembre 1961 :

— les dispositions relatives à l'égalisation des salaires masculins et féminins ;

— les dispositions relatives à la rémunération des heures supplémentaires ;

— les dispositions concernant le contrôle et la police des ententes.

b) Le calendrier prévu pour la définition et l'application d'une politique agricole commune, tel qu'il avait été arrêté dans la déclaration du 12 mai 1960, devrait être respecté.

c) Conformément à cette même déclaration du 12 mai, la C. E. E. devrait être en mesure de présenter, dans un délai de trois mois, des propositions concrètes sur l'ensemble de la politique sociale, la politique commune des transports, la politique à poursuivre vis-à-vis des pays et territoires d'outre-mer qui sont ou pourraient être associés à la communauté économique européenne.

Or, il apparaît qu'un assez grand retard a été pris dans la mise en œuvre de ces propositions et que des difficultés fondamentales subsistent.

Sans doute, certaines des mesures demandées exigent-elles de longs délais d'étude. Il en est ainsi pour l'élaboration des dispositions relatives à la fiscalité, aux ententes et même à la politique commerciale commune.

Mais il est regrettable de constater que l'égalisation des salaires masculins et féminins ne pourra sans doute pas être réalisée à la date prévue par le traité. Or, cette mesure est d'une très grande importance pour l'économie française, pays où l'égalisation des salaires est acquise et risquerait, de ce fait, d'avoir des charges supérieures à celles de ses partenaires.

Enfin et surtout, la définition d'une politique agricole commune est loin d'être mise au point. Or, la définition de cette politique était l'une des conditions mises par la délégation française à l'accélération du Marché commun.

M. le ministre de l'agriculture a déclaré à la tribune de l'Assemblée nationale, le 14 juin dernier, « qu'en dehors du contrat céréalier franco-allemand, aucun progrès véritable n'a été, en fait, constaté dans la voie d'un rapprochement des politiques agricoles, depuis le début de 1958, c'est-à-dire depuis la conférence de Stresa, en dépit de multiples réunions consacrées à l'harmonisation desdites politiques et en dépit d'efforts multiples tentés en ce sens ».

La politique agricole commune est fondée sur trois éléments : les prélèvements, les garanties de prix, les interventions d'un fonds commun pour régulariser les marchés.

Le principe des prélèvements a été admis à la suite de la réunion du conseil des ministres de la communauté du 20 décembre dernier. Il a pour objet d'égaliser les prix entre les pays membres et, à l'égard des pays tiers, de créer une préférence en faveur des produits des pays membres. Des propositions précises pour la mise en œuvre de ces prélèvements viennent d'être faites par la commission pour deux catégories de produits : les céréales, d'une part, la viande de porc, d'autre part. D'autres propositions doivent être présentées, en principe avant le 31 juillet, pour le sucre, les œufs et les volailles.

Mais, il apparaît, dès maintenant que la discussion de ces propositions sera très difficile. Nos partenaires, en effet, sont réticents. Il suffit de rappeler, ainsi que le faisait le rapporteur de la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale, « que l'Allemagne hésite à abandonner un système qui lui permet tout à la fois d'exporter vers les pays tiers des produits industriels et d'acheter en contrepartie à bas prix des produits agricoles grâce à quoi, par compensation, elle peut payer cher ses propres producteurs. L'Italie, qui a une main-d'œuvre agricole importante, redoute une réglementation trop stricte des marchés... Les Hollandais voudraient de leur côté continuer à acheter des céréales sur le marché international pour les transformer à bon compte en produits animaux ».

Le retard apporté à la réalisation de l'union économique, se trouve renforcé par l'incertitude dans laquelle nous nous trouvons à l'heure actuelle sur les perspectives d'extension du Marché commun à d'autres pays que les six pays actuellement signataires du traité de Rome.

L'éventuelle entrée de la Grande-Bretagne dans ce marché rend encore plus nécessaire que soient prises, au préalable, les mesures concernant l'harmonisation des structures notamment celles relatives à la politique agricole commune.

Il apparaît nécessaire, dans ces conditions, à un moment où est en jeu le passage à la deuxième étape du Marché commun à la fin de cette année, que la France obtienne que toutes les clauses du traité soient appliquées par ses partenaires.

III. — La politique agricole.

La politique agricole de la France ne peut se réduire à la seule définition de la politique agricole commune du Marché commun. Sans doute, cette dernière est-elle un élément important de la crise agricole actuelle de notre pays.

Mais cette crise déborde largement le problème des exportations de produits agricoles. La caractéristique fondamentale de notre agriculture est, en effet, la baisse continue du revenu des agriculteurs par rapport à la variation du revenu national. Cette évolution s'explique en partie par la baisse des effectifs employés dans l'agriculture. Il est certain, cependant, que le revenu des agriculteurs par tête ne progresse pas aussi vite que celui des non-agriculteurs.

Le rapport de conjoncture ne peut analyser les causes de cette situation qui avaient d'ailleurs fait l'année dernière l'objet d'un rapport détaillé de M. Jules Milhau.

Cette situation a été à l'origine du vote de la loi d'orientation agricole du 5 août 1960, qui avait pour but principal « d'établir la parité entre l'agriculture et les autres activités économiques » (art. 1er de la loi).

Un an après le vote de cette loi, il apparaît qu'elle est restée pour une large part lettre morte. Seuls quelques textes sont parus, notamment ceux sur l'enseignement agricole, les décrets relatifs à l'organisation du fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles, les textes relatifs aux sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural et à la détermination des zones spéciales d'activité rurale.

Mais des dispositions d'application importantes manquent qui concernent :

— la mise sur pied des comptabilités moyennes représentatives ;
— l'élaboration dans les délais fixés du rapport annuel d'exécution ;
— la définition de l'exploitation agricole rentable ;
— la prévision des moyens matériels et financiers de stockage ;
— l'élaboration du projet de loi déterminant les conditions suivant lesquelles seront fixés les prochains prix agricoles objectifs.

Il importe que ces textes soient établis très rapidement, conformément aux avis émis à plusieurs reprises par le Conseil économique et social. Le rapport annuel d'information, notamment, n'est pas seulement dans la conception de la loi d'orientation un constat de l'évolution passée. Il doit, en effet, aussi « indiquer les moyens que le Gouvernement s'engage à inscrire dans la plus prochaine loi de finances ou dans une loi de finances rectificative ou dans des lois particulières pour, éventuellement, modifier les orientations de production, remédier aux disparités, constituer et rétablir la parité des revenus ».

En dehors de ces texte d'application de la loi d'orientation agricole du 5 août 1960, qui visent à réformer la structure de l'agriculture française, d'autres dispositions doivent être prises pour compléter l'action entreprise sur le plan institutionnel pour le développement des exportations de produits agricoles.

Il est certain, en effet, qu'il ne suffira pas de prévoir des mécanismes favorables à nos exportations, pour que celles-ci se trouvent de ce fait automatiquement développées. Des mesures tendant à réformer les conditions de ventes des produits agricoles sont aussi indispensables.

Il est anormal qu'en 1960, les importations agricoles de la France aient été supérieures à ses exportations, même compte tenu des difficultés auxquelles nous nous heurtons sur les marchés européens.

TABLEAU N° 8

Excédents des importations sur les exportations de la France métropolitaine.

(En milliards de francs anciens.)

ANNÉES	PRODUITS alimentaires.	PRODUITS agricoles non alimentaires.	ENSEMBLE des produits agricoles.
1957.....	287,8	301,7	589,5
1958.....	396,8	263,3	660,1
1959.....	350,5	229,8	580,3
1960.....	293,8	275,5	569,3

Cette situation est due pour une large part à la mauvaise organisation de nos circuits commerciaux. Un important effort de groupement et de rationalisation des produits vendus à l'étranger doit donc être réalisé très rapidement dans le domaine de la viande et des produits laitiers notamment. Un effort d'adaptation des produits aux besoins des marchés extérieurs doit être également entrepris, notamment dans le domaine des fruits et des légumes de sorte que l'agriculture française offre sur les marchés étrangers les produits qui sont effectivement demandés.

La crise agricole provient essentiellement d'un accroissement de la productivité au stade de la production sans qu'un effort de modernisation analogue ait été réalisé au stade de la commercialisation et des industries de transformation. Le don des excédents à des pays sous-développés ne résoudra pas le problème de l'amélioration du niveau de vie de la paysannerie, à moins que l'Etat paye la différence ; mais qui payera l'Etat? Il ne peut donc s'agir que d'un expédient. Il faut également se souvenir qu'une amélioration des allocations familiales accroîtrait la demande solvable.

CONCLUSIONS

Si un historien de l'économie se penche sur notre époque, il considérera que les années 1959, 1960 et 1961 sont très semblables. Faut-il en conclure que toutes les difficultés d'ordre économique sont surmontées et que, sauf accidents d'ordre politique, l'économie française est entrée dans des eaux calmes? Ce serait faire preuve d'un optimisme excessif. Il existe actuellement suffisamment de difficultés pour rompre l'équilibre actuel pour peu qu'elles s'accumulent et s'amplifient.

L'expansion économique française n'est pas harmonieuse. L'influence du Marché commun ne peut que favoriser l'Est de la France si des pôles d'attraction suffisamment importants, autres que Paris, ne sont pas créés dans le Sud-Ouest, le Sud et le Sud-Est de la France ; mais là, on retrouve le problème des relations à déterminer avec l'Afrique. La France doit-elle s'efforcer d'avoir une vocation maritime ou se replier sur l'actuelle communauté économique européenne ?

Le problème de l'agriculture française est aussi loin d'être résolu, et s'il s'aggrave, c'est l'équilibre économique et social français qui est en cause.

A ces difficultés propres à la France, s'ajoute l'éternelle question commune à tout le monde occidental : comment concilier un taux élevé d'expansion économique et la stabilité monétaire ? Il est malaisé d'affirmer que l'étude récemment faite par l'O. E. C. E. éclaire ce problème d'une lumière fulgurante ; la stabilité de la monnaie ne dépend pas uniquement de l'évolution des salaires ! Que sera celle des prix des matières premières et de l'énergie dans la mesure où le monde occidental perd le contrôle des sources de ces produits de base ? Ne faudra-t-il pas envisager de payer plus cher, ou de rechercher des produits de remplacement ?

Il n'y a rien d'étonnant, devant des difficultés communes, qu'un rapprochement s'opère entre peuples voisins de la vieille Europe, mais les meilleurs traités, du moins, ceux qui méritent cet épithète, ne pourront les dispenser de la nécessité d'élaborer une politique européenne cohérente ; sinon cette tâche appartiendra à d'autres !

III. — AVIS ADOPTE PAR LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL, AU COURS DE SA SEANCE DU 12 JUILLET 1961,

sur la situation économique en juin 1961, les prévisions pour le deuxième semestre 1961 et la politique économique.

Vu l'article 2 du décret du 5 mai 1959 relatif à l'organisation du Conseil économique et social,

Après avoir entendu les rapports présentés par MM. Jacques Dumontier et André Malterre, au nom de la section de la conjoncture et du revenu national (1),

I. — Le Conseil économique et social constate que l'évolution de l'économie française au cours du premier semestre de 1961 a été caractérisée par les faits suivants :

A. — Production

1° Le premier semestre de 1961 a été marqué par une progression plus faible de la production industrielle que celle enregistrée au deuxième semestre de l'année précédente. Un tel changement de rythme fut déjà observé l'an dernier à même époque.

2° Aucun indice d'une tendance à la récession n'est toutefois enregistré. Notamment, les résultats des enquêtes auprès des chefs d'entreprise montrent que ceux-ci restent confiants. De même, l'évolution de l'emploi n'est pas défavorable.

3° Cette évolution d'ensemble correspond à des mouvements en sens différent de la production des diverses branches :

— l'industrie automobile a vu sa production baisser dans les premiers mois de l'année ;

— d'autres industries, par contre, restent dans une situation d'expansion (construction électrique, industrie chimique) ; la croissance de ces secteurs paraît cependant moins forte que l'année dernière ;

— la situation du bâtiment est nettement meilleure qu'en 1960 et une reprise est enregistrée dans de nombreuses industries de biens de consommation.

Cette évolution est plus conforme dans ses grandes lignes au troisième plan quadriennal, que ne pouvait l'être la situation de l'économie française au cours des dernières années car celle-ci était soutenue par l'avance importante sur les prévisions du plan d'un certain nombre de secteurs dont notamment l'industrie automobile .

Cependant, ceci ne veut pas dire que cette situation ne soit pas sans danger car l'économie française s'était « habituée » à certaines modalités de développement reposant sur un progrès constant de l'industrie automobile et des facilités d'exportation d'acier. L'acheminement vers une structure, peut-être plus « saine » au point de vue technique, risque de s'accompagner néanmoins d'une certaine crise de reconversion.

B. — Relations économiques et financières avec l'extérieur

1° Dans les premiers mois de 1961, l'équilibre de la balance commerciale a été maintenu dans des conditions semblables à celles de 1960, c'est-à-dire que, compte tenu du mode de calcul des importations et des exportations, cette balance a été, en fait, en excédent.

Ce résultat a été obtenu malgré une évolution défavorable des exportations d'automobiles et de produits sidérurgiques par rapport aux périodes correspondantes des années précédentes.

2° Les réserves en or et en devises ont continué à s'accroître dans les derniers mois d'environ cent millions de dollars par mois. Il faut noter qu'il s'agit maintenant de gains nets, nos réserves en devises ayant atteint le chiffre de nos dettes en devises à la fin de 1960.

Mais il faut tenir compte que l'augmentation récente de notre stock en or et en devises peut être attribuée, dans une certaine mesure, à des entrées de capitaux flottants.

3° Depuis le début de l'année, on constate une tendance à une certaine diminution des exportations vers les pays de la zone franc, alors que les importations en provenance de ces mêmes pays augmentent quelque peu.

C. — Consommation et pouvoir d'achat

1° Du 1er janvier au 1er avril 1961, l'indice du taux des salaires horaires établi à partir de l'enquête trimestrielle du ministère du travail, a augmenté de 1,8 p. 100. Cette augmentation est comparable à celle observée pendant chacun des quatre trimestres de 1960.

Le S. M. I. G. n'a pas varié.

Les allocations familiales ont été augmentées de 2 p. 100, mais cette majoration ne porte que sur la moitié environ de la masse des prestations familiales.

2° Les indices officiels des prix de détail sont restés stables depuis le début de l'année. Cette stabilité des indices concerne aussi bien les dépenses alimentaires que les dépenses non alimentaires.

3° Sur ces bases, et sous réserve de ce qui est dit ci-après, le pouvoir d'achat réel des salaires a augmenté dans les derniers mois. La hausse du taux horaire des salaires est supérieure à celle des budgets-types. Il en est de même si l'on étudie l'évolution de ce pouvoir d'achat depuis un an.

Par contre, la référence au 1er juillet 1957 ne laisse apparaître qu'un léger gain du pouvoir d'achat du salaire horaire par rapport à l'évolution de l'indice officiel des prix et fait ressortir une diminution de ce pouvoir d'achat par rapport aux budgets-types.

Cet écart est encore rendu plus sensible par la moindre augmentation des prestations familiales par rapport à celle des salaires.

D. — Moyens de financement et investissements

1° Les finances publiques sont marquées en 1961, comme en 1960, par un excédent de recettes sur les dépenses courantes. Cette situation s'accompagne d'une diminution progressive des besoins de Trésorerie.

2° La situation monétaire et financière de l'économie française est caractérisée par une grande liquidité. L'expansion de la masse monétaire, qui avait été d'environ 10 p. 100 et 6 p. 100 les années précédentes, a atteint près de 12 p. 100 environ en 1960 et le mouvement s'est accentué au premier trimestre de 1961.

3° L'effort d'investissement au premier semestre de 1961 semble se maintenir à peu près au même rythme qu'en 1960. Les investissements publics et ceux des ménages sont en progression moins forte, mais parmi les investissements privés, ceux des grandes et moyennes entreprises qui en constituent la plus grosse part, continuent à être soutenus.

(1) Le Conseil économique et social a adopté l'ensemble de ce texte par un vote au scrutin public par 148 voix et 14 abstentions (voir le résultat du scrutin en annexe, scrutin n° 3).

II. — Le Conseil économique et social estime que l'évolution économique du deuxième semestre de 1961 devrait être caractérisée par les faits suivants :

A. — PRODUCTION

1° *Production agricole.*

Il est encore trop tôt pour déterminer avec précision quel sera le niveau de la production agricole en 1961. Les facteurs climatiques n'ont pas encore tous produits leurs effets et des incertitudes subsistent sur l'Etat de certaines cultures.

Les récoltes de pommes de terre et de blé, comme la production de betteraves, qui avait été exceptionnelle l'année dernière, seront notablement inférieures aux résultats obtenus en 1960. De ce fait, la progression de la production agricole d'une année sur l'autre ne sera pas très sensible, même si les prévisions favorables actuelles sont confirmées par les faits.

2° *Production industrielle.*

a) Aucun goulot d'étranglement sérieux n'existe à l'heure actuelle dans l'économie française qui puisse freiner sensiblement une expansion nouvelle de cette économie.

Les disponibilités des banques sont importantes.

Aucune difficulté n'existe non plus dans le domaine de la fourniture des matières premières et demi-produits nécessaires à l'expansion de l'économie :

— les fournitures en produits pétroliers de la zone franc augmentent régulièrement ;

— les importations de biens de consommation progressent conformément aux prévisions du Marché commun, mais elles ne se développent pas à un rythme tel qu'elles puissent gêner les importations de matières premières et de demi-produits.

C'est seulement dans le domaine de la main-d'œuvre que la situation n'est pas aussi bonne. La pénurie de main-d'œuvre qualifiée s'accentue malgré les apports récents de travailleurs immigrés. La situation est cependant loin d'être comparable à celles de 1957 et de 1958.

Il existe, du reste, une main-d'œuvre qui n'est pas totalement employée, soit dans certaines régions, soit dans certaines branches, mais sa mobilité géographique et professionnelle est trop faible pour faciliter l'accroissement de la production.

b) Dans ces conditions, le niveau de la production dépendra essentiellement du niveau de la demande.

La demande extérieure ne pourra être le principal stimulant de cette expansion ; on ne peut espérer en effet un nouveau développement très rapide des exportations.

Les investissements continueront sans doute à progresser selon le rythme atteint en 1960.

Aussi, le facteur principal de l'expansion sera la consommation. Le développement de l'économie française dépendra donc du niveau des revenus, et notamment des salaires tant directs qu'indirects sous réserve que la stabilité des prix puisse être maintenue.

Le progrès des revenus des salariés dépassera selon toute vraisemblance dans une certaine mesure les prévisions gouvernementales, il est donc probable que les objectifs du plan intérimaire dans le domaine de la production industrielle seront atteints (1).

B. — PRIX

Les prochains mois enregistreront probablement une hausse des prix, sans doute légère, mais néanmoins suffisante pour entraîner d'ici la fin de l'année une augmentation du S. M. I. G en application des dispositions sur l'échelle mobile.

C. — FINANCES PUBLIQUES

Comme l'année dernière, la charge de couvrir l'impasse est entièrement reportée sur le deuxième semestre de l'année. Cependant aucune difficulté de trésorerie n'est prévisible.

(1) Cet alinéa a été modifié à la suite de l'adoption d'un amendement par un vote à main levée. Le texte initial était le suivant :

« Aussi, le facteur principal de l'expansion sera la consommation. Le développement de l'économie française dépendra donc du niveau des revenus, et notamment des salaires tant directs qu'indirects. Le progrès de ceux-ci dépassera selon toute vraisemblance dans une certaine mesure les prévisions gouvernementales. Il est donc probable que les objectifs du plan intérimaire dans le domaine de la production industrielle seront atteints. »

D. — ECHANGES EXTÉRIEURS AVEC L'ÉTRANGER

1° L'augmentation des exportations sera sans doute inférieure à celle constatée au cours des deux années précédentes, mais sera certainement encore importante et assez proche du taux de 10 p. 100 prévu à la fin de 1960. Dans ce cas, la part de l'exportation dans la production nationale serait légèrement supérieure à celle de 1960 (1).

2° La balance commerciale continuera très probablement à être légèrement excédentaire, comme elle l'a été en 1960 et au début de 1961.

3° Les avoirs en or et en devises devraient continuer à augmenter dans le cours de l'année.

III. — Le Conseil économique et social estime que dans les mois à venir la politique économique suivante devrait être mise en œuvre.

A. — ACTION DE BASE

1° Au cours des dernières années, l'économie française a atteint un certain nombre des objectifs qui avaient été fixés à la fin de 1958 : l'équilibre de la balance des comptes, la croissance de la production, une relative stabilité des prix. Toutefois, ces résultats restent fragiles, car ils peuvent être constamment remis en cause.

Pour cette raison, les impératifs fondamentaux de la politique économique française sont les mêmes en 1961 qu'en 1960 et en 1959 :

— une grande vigilance en matière de prix ;

— la nécessité de stimuler les investissements publics et privés et, plus spécialement, d'accroître les investissements en logements ;

— la nécessité de répartir l'expansion, de façon à obtenir sur tous les points du territoire le plein emploi des hommes et des ressources, en faisant un effort particulier dans les régions présentant des excédents de main-d'œuvre (2) ;

— la nécessité de répondre aux besoins croissants de la jeunesse, le nombre des adolescents étant désormais chaque année plus élevé (3) ;

— la nécessité de faciliter la promotion sociale et de développer l'enseignement, notamment dans les domaines scientifique, technique et économique ;

— la nécessité de conquérir de nouveaux marchés extérieurs et de maintenir les succès obtenus sur les marchés où les produits français sont connus et appréciés.

Mais ils impliquent désormais un développement de la demande dans les secteurs où il existe soit des excédents soit des possibilités immédiates d'accroissement de la production ;

2° Les moyens nécessaires à la mise en œuvre de cette politique ont déjà été définis par les précédents avis de conjoncture du Conseil économique.

Il suffit de rappeler, au moment de la préparation du budget de 1962, que certains relèvent du Gouvernement et doivent faire l'objet de mesures spécifiques dans ce budget : incitation à l'investissement des entreprises privées, haut niveau de crédits pour les investissements publics en faveur de certaines entreprises nationalisées, de la construction, de l'enseignement et de l'agriculture (4).

D'autres sont à l'initiative des entreprises elles-mêmes et de leurs organisations professionnelles : création d'organismes d'exportation, prospection de marchés, etc.

B. — PROBLÈMES SPÉCIFIQUES POSÉS PAR LA CROISSANCE ACTUELLE DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

1° *Politique du pouvoir d'achat et des débouchés.*

Un développement des ressources des consommateurs les plus défavorisés doit leur permettre d'améliorer leur niveau de vie et de procurer des débouchés aux productions excédentaires notamment à celles de l'agriculture.

(1) Cet alinéa résulte de l'adoption d'un amendement par un vote à main levée. Le texte initial était le suivant :

« 1° Le niveau des exportations sera sans doute inférieur aux prévisions établies à la fin de l'année 1960. Leur progrès sera cependant encore sensible et proche du taux d'expansion global de l'économie française pendant l'année 1961. Ceci veut dire que la part de l'exportation dans l'ensemble de la production nationale restera la même qu'en 1960. »

(2) La deuxième partie de cet alinéa a été ajoutée à la suite de l'adoption d'un amendement par un vote à main levée.

(3) Cet alinéa résulte de l'adoption d'un amendement présenté par un vote à main-levée.

(4) Le membre de phrase : « de l'enseignement et de l'agriculture » a été ajouté à la suite de l'adoption d'un amendement par un vote à main levée.

Une croissance équilibrée n'est pas compatible avec l'existence d'une fraction de la population dont les ressources par unité de consommation représentent moins d'un tiers de celles d'un salarié rémunéré au taux horaire du S. M. I. G. pour une durée normale de travail (1).

C'est pourquoi en ce qui concerne les revenus salariaux :

a) Salaires indirects.

En tout état de cause, une amélioration progressive des ressources doit être recherchée. La poursuite de cet objectif est actuellement facilitée par l'élasticité de la production de la plupart des biens de première nécessité, en particulier des produits agricoles (2).

b) Salaires directs (3).

1° La politique des salaires doit répondre sur le plan économique à deux objectifs :

— l'augmentation des revenus salariaux doit stimuler le développement de la production ;

— l'augmentation des charges salariales ne doit pas être un facteur de hausse systématique des prix (4).

(1) Cet alinéa a été modifié à la suite de l'adoption d'un amendement par un vote à mainlevée.

Le texte initial était le suivant :

« Une croissance équilibrée n'est pas compatible avec l'existence d'une fraction de la population dont les ressources ne représentent que le tiers ou la moitié de celles d'un salarié rémunéré au taux horaire du S. M. I. G. pour une durée normale de travail. »

(2) Cet alinéa résulte de l'adoption d'un amendement par un vote à main-levée.

Il se substitue au texte ci-dessous :

« Une amélioration progressive des ressources des deshérités doit être recherchée en fonction des possibilités d'accroissement de production des biens de première nécessité, la plus grande partie des revenus de ces catégories devant être employée à l'achat de ces biens. »

(3) Un amendement proposant une rédaction nouvelle à l'ensemble du chapitre relatif aux salaires directs a été rejeté par un vote au scrutin public par 107 voix contre 35 et 14 abstentions (voir le résultat du scrutin en annexe, scrutin n° 1). Le texte proposé était le suivant :

« *b*) Salaires directs :

« 1° La politique des salaires doit répondre aux objectifs économiques et sociaux suivants :

« — stimuler le développement de la production sans être un facteur de hausse systématique des prix ;

« — faire bénéficier l'ensemble des travailleurs de cet accroissement de production, en s'efforçant d'atténuer les disparités non justifiées existant actuellement entre les salaires de différents secteurs et régions ;

« 2° Pour atteindre ces objectifs, certains proposent une politique de direction de l'ensemble des salaires. Elle ne paraît pas pouvoir être retenue dans les circonstances présentes, car elle devrait logiquement s'insérer dans une politique d'ensemble tendant à contrôler à la fois les différentes catégories de revenus et les divers éléments des prix de revient — politique rejetée par les pouvoirs publics ;

« 3° Cette solution étant actuellement écartée, une politique des salaires doit, pour atteindre les objectifs indiqués ci-dessus :

« — permettre une revalorisation du S. M. I. G. dans les conditions précédemment définies par le Conseil économique ;

« — conduire à la suppression progressive des abattements de zone ;

« — conduire à l'harmonisation des salaires entre le secteur privé et les secteurs public et nationalisé ;

« — permettre, dans le secteur privé et dans le cadre des conventions collectives, la conclusion de contrats portant sur la totalité des salaires en assurant l'intégration des diverses primes dans le salaire contractuel et la revision des classifications périmées, dont le maintien ne peut que renforcer les disparités entre salaire contractuel et salaire réel ;

« 4° Un large effort d'information des réalités économiques, financières et sociales doit se poursuivre en utilisant et en développant ce qui se fait actuellement : travaux du Conseil économique, de la commission des comptes de la nation, du plan... »

(4) Un amendement tendant à compléter cet alinéa a été rejeté par un vote au scrutin public par 89 voix contre 60 et 1 abstention. (Voir le résultat du vote en annexe, scrutin n° 2.)

Le texte de l'amendement était le suivant :

« Ajouter à la suite des mots « systématique des prix » : « les salaires n'étant qu'un des éléments des coûts, la hausse des prix peut être due à un accroissement trop fort d'autres revenus que les salaires ».

2° Sur le plan social, la politique des salaires devrait avoir, en premier lieu, pour but de rattraper pour toutes les catégories sociales le pouvoir d'achat déjà atteint en juillet 1957 (1).

Le Conseil économique et social rappelle à ce sujet son précédent avis de conjoncture en date du 21 décembre 1960 sur les problèmes des traitements de la fonction publique et du S. M. I. G, ainsi que sur ce dernier point son avis en date du 21 mars 1961 (1).

3° Une politique de direction autoritaire de l'ensemble des salaires présente les inconvénients suivants :

— les salaires ne sont qu'un des éléments des revenus ; la hausse des prix peut être due à un accroissement trop fort d'autres revenus que les salaires. Une politique de direction autoritaire des salaires ayant pour objet de limiter les dangers de hausse des prix aurait pour conséquence une politique de contrôle de l'ensemble des revenus. Elle mènerait de ce fait à une main-mise de l'Etat sur l'économie.

— une politique de direction autoritaire des salaires, fondée sur le principe d'une augmentation uniforme des salaires fixée à un certain pourcentage pour l'année, serait injuste dans la mesure où des disparités importantes, et non fondées, existent à l'heure actuelle entre les diverses catégories de rémunérations et où une telle politique laisserait subsister ces disparités.

— enfin, cette politique peut être dangereuse :

— dans la mesure où elle conduit à une discussion d'ensemble de toutes les rémunérations salariales, au moins une fois par an, en opposant le Gouvernement à l'ensemble des salariés ;

— dans la mesure où le pourcentage d'augmentation des salaires admis sur le plan national, à moins qu'il ne soit systématiquement fixé à un niveau très bas, peut être trop élevé pour certains secteurs dont les possibilités de supporter une aggravation de leurs charges sont très faibles.

4° Plutôt que de mettre en place une politique de direction autoritaire des salaires, il est préférable de s'en tenir à la libre discussion des conventions de salaire qui permet d'adapter les hausses aux possibilités de chaque secteur.

Il faut toutefois corriger les défauts du système actuel en s'orientant vers une fixation concertée des objectifs au moyen de réunions périodiques entre le Gouvernement et les représentants des grandes organisations patronales et syndicales afin de les éclairer sur les possibilités économiques du pays.

Cet effort d'information doit viser également l'opinion publique.

2° *Politique à l'égard du Marché commun.*

a) Non seulement la France a tenu ses engagements à l'égard de ses partenaires du Marché commun dans le domaine du désarmement douanier, mais elle a elle-même proposé l'année dernière une accélération de la réalisation du Marché commun.

b) Cependant, les contreparties demandées par la France, notamment dans le domaine de la définition et de la mise en œuvre d'une politique agricole commune, n'ont pas été fournies et il apparaît que la négociation avec nos partenaires sera très difficile.

c) Il apparaît nécessaire, dans ces conditions, qu'au moment où est en jeu, le passage à la deuxième étape du Marché commun à la fin de l'année, la France obtienne que toutes les clauses du traité soient appliquées par ses partenaires (2).

(1) Le texte du point 2 a été ajouté à la suite de l'adoption d'un amendement par un vote à main levée.

(2) Cet alinéa résulte de l'adoption de deux amendements par des votes à main levée. Le texte initial était le suivant :

« *c*) Il apparaît souhaitable, dans ces conditions, que la France n'accepte pas le passage à la seconde étape de la réalisation du Marché commun à la fin de l'année si les clauses du traité intéressant nos intérêts ne sont pas respectées ».

3° *Politique agricole.*

a) La politique agricole extérieure de la France ne peut se réduire à la seule définition de la politique agricole commune du Marché commun.

Mais il faut remarquer que toute élaboration d'une politique agricole suppose un examen attentif des postes de la balance commerciale agricole tant à l'importation qu'à l'exportation, de façon :

1° Que soit appliqué le point 1 de l'article 1er de la loi d'orientation agricole ;

2° Que l'agriculture puisse savoir ce qu'on attend d'elle pour faire face aux prévisions en matière de consommation intérieure.

b) Il est nécessaire que les dispositions d'application de la loi d'orientation agricole du 5 août 1960 soient fixées au plus tôt, notamment dans les domaines suivants :

— la mise sur pied des comptabilités moyennes représentatives ;

— l'élaboration sans retard supplémentaire du rapport annuel d'exécution ;

— la définition de « l'exploitation agricole rentable » ;

— la définition des mesures sociales et de promotion professionnelle ;

— le dégagement des crédits d'investissement destinés aux zones spéciales d'action rurale et aux régions sous-développées ;

— l'aménagement foncier rural des moyens de stockage, de transformation et de commercialisation des produits agricoles et alimentaires ;

— et surtout, l'élaboration du projet de loi déterminant les conditions suivant lesquelles seront fixés les prochains prix agricoles objectifs.

c) Il est aussi nécessaire de mener une action de nature à diminuer les écarts entre les prix à la production et les prix à la consommation par la rationalisation de certains circuits de distribution (1).

d) Des mesures tendant à moderniser les conditions de vente des produits agricoles à l'étranger doivent être prises par la profession. Ces mesures doivent porter sur la normalisation et le groupement des produits, leur adaptation aux besoins des marchés extérieurs et la prospection de ces marchés.

La réforme du fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles est indispensable pour assurer l'équilibre permanent du marché.

(1) Cet alinéa a été ajouté à la suite de l'adoption d'un amendement par un vote à main-levée.

ANNEXE A L'AVIS

SCRUTIN N° 1

Sur un amendement proposant une rédaction nouvelle au chapitre relatif aux salaires directs.

Nombre de votants..... 156

Ont voté pour..... 35
Ont voté contre..... 107
Se sont abstenus..... 14

Le Conseil économique et social n'a pas adopté.

Ont voté pour (35).

Groupe des travailleurs :

C. F. T. C. — MM. Alidières, Braun, Cavelier, Charuau, Chaulet, Descamps, Esperet, Jeanson, Lagandré, Levard, Mathevet, Quirin, Sulter.

C. G. T.-F. O. et apparentés. — MM. Ammour, Beyaert, Blaise, Bothereau, Cucuel, Delamarre, Delaplace, Richard, Sidro, Triblé, Ventejol.

Groupe des personnalités choisies en raison de leur compétence. — MM. Byé, May, Thomas.

Groupe de l'U. N. A. F. — MM. Dary, de Loynes, Leroy, Si Hassen, Vinot.

Groupe de la coopération. — M. Gaussel.

Groupe des personnalités outre-mer et zone franc. — M. Vignes.

Groupe des activités diverses et classes moyennes. — M. Martial.

Ont voté contre (107).

Groupe des travailleurs :

C. G. T. — MM. Barjonet, Dautriche, Delon, Duret, Ehni, Furst, Mme Joannès, MM. Le Brun, Miniou, Monjauvis, Treins.

C. G. C. — MM. Aguilhon, Bicheron, Hervouet, Le Ferme, Malterre.

Groupe des entreprises privées. — MM. Ansieau, Belrachid, Cagniard, Charvet, Chauchard, Defond, Deleau (G.), Demmerlé, Ducros, Gingembre, Guillard, Glotin, Goudaert, Halff, Kruger, Laguionie, Lalou, Lemaire-Audoire, Mayolle, Mersch, Meunier, Paquette, Parfait, Pisson, Prêcheur, Rogliano, de Rosen, Saintigny, Stoll, Tassin de Montaigu, Trocmé.

Groupe de l'agriculture. — MM. Biset, de Boissard, Bouchard, Chatras, Chégut, Collet, Dalle, Deleau (J.), Deneux, du Douet de Graville, Ferré, Ferté, Guellati, Guy-Charon, Hervieu, Lacaille, Lescourret, Najah, Nové-Josserand, Robin, Van Graefschepe.

Groupe des entreprises nationalisées. — MM. Bour, Brémond, Goetze, Le Hénaff, Lutfalla, Moch, Verret.

Groupe de l'artisanat. — MM. Chareille, Colomer, Jeudon, Ressicaud, Séné.

Groupe des personnalités choisies en raison de leur compétence. — MM. Alexandre, Aumonier, Dumontier, Goussault, Laurens, Mercier, Perroux, Ramonet, Sauvy, Vallon.

Groupe de la coopération. — MM. Lamy, Martin, Raffarin, Schatz, Viaux-Cambuzat.

Groupe des personnalités outre-mer et zone franc. — MM. Aubé, Fillon, Laurent-Eynac, Malbrant, Raingeard.

Groupe des activités diverses et classes moyennes. — MM. Boucoiran, Chardonnet, Millot, Polti, Senet.

Se sont abstenus (14).

Groupe de l'agriculture. — MM. Bidau, Bonjean, Debatisse, Desbarats, Forget, Génin, Labonde, Pateau.

Groupe de la coopération. — MM. Antoni, Benoist, Brot, Harasse.

Groupe des personnalités outre-mer et zone franc. — MM. Gaumont, Junillon.

SCRUTIN N° 2

Sur amendement tendant à compléter le point 1 du chapitre relatif aux salaires indirects.

Nombre de votants..... 150

Ont voté pour..... 60
Ont voté contre..... 89
S'est abstenu..... 1

Le Conseil économique et social n'a pas adopté.

Ont voté pour (60).

Groupe des travailleurs :

C. F. T. C. — MM. Alidières, Braun, Cavelier, Chaulet, Descamps, Espéret, Jeanson, Lagandré, Levard, Mathevet, Quirin, Sulter.

C. G. T. — MM. Barjonet, Caille, Dautriche, Delon, Duret, Ehni, Furst, Mme Joannès, Le Brun, Miniou, Monjauvis, Treins.

C. G. T.-F. O. et apparentés. — MM. Ammour, Beyaert, Blaise, Bothereau, Cucuel, Delamarre, Delaplace, Richard, Sidro, Tribie, Ventejol.

Groupe des entreprises nationalisées. — MM. Bour, Brémond, Goetze, Le Hénaff, Lutfalla, Moch, Verret.

Groupe des personnalités choisies en raison de leur compétence. — MM. Sauvy, Thomas, Vallon.

Groupe de l'U. N. A. F. — MM. Dary, de Loynes, Leroy, Si Hassen, Vinot.

Groupe des personnalités outre-mer et zone franc. — MM. Aubé, Fillon, Gaumont, Junillon, Laurent-Eynac, Malbrant, Raingeard, Vignes.

Groupe des activités diverses et classes moyennes. — MM. Martial, Senet.

Ont voté contre (89).

Groupe des travailleurs :

C. G. C. — MM. Aguilhon, Bicheron, Hervouet, Le Ferme, Malterre.

Groupe des entreprises privées. — MM. Ansieau, Belrachid, Cagniard, Charvet, Chauchard, Defond, Deleau (G.), Demmerlé, Ducros, Gingembre, Guillard, Glotin, Goudaert, Halff, Kruger, Laguionie, Lalou, Lemaire-Audoire, Mayolle, Mersch, Meunier, Paquette, Parfait, Pisson, Prêcheur, Rogliano, de Rosen, Saintigny, Stoll, Tassin de Montaigu, Trocmé.

Groupe de l'agriculture. — MM. Bidau, Biset, de Boissard, Bonjean, Bouchard, Chatras, Chégut, Collet, Dalle, Debatisse, Deleau (J.), Deneux, Desbarats, Du Douet de Graville, Ferré, Ferté, Forget, Génin, Guellati, Guy-Charon, Hervieu, Labonde, Lacaille, Lescourret, Najah, Nové-Josserand, Pateau, Robin, Van Graefschepe.

Groupe de l'artisanat. — MM. Chareille, Colomer, Jeudon, Ressicaud, Séné.

Groupe des personnalités choisies en raison de leur compétence. — MM. Alexandre, Aumonier, Dumontier, Goussault, Laurens, Mercier, Ramonet.

Groupe de la coopérative. — MM. Antoni, Benoist, Brot, Durand, Gaussel, Harasse, Lamy, Martin, Raffarin, Schatz, Viaux-Cambuzat.

Groupe des activités diverses et classes moyennes. — M. Boucoiran.

S'est abstenu (1).

Groupe des personnalités choisies en raison de leur compétence. — M. Perroux.

SCRUTIN N° 3.

Sur l'ensemble du projet d'avis.

Nombre de votants..... 162

Ont voté pour..... 148
Se sont abstenus..... 14

Le Conseil économique et social a adopté.

Ont voté pour (148).

Groupe des travailleurs :

C. G. T. — MM. Barjonet, Caille, Delon, Duret, Ehni, Furst, Mme Joannès, MM. Le Brun, Miniou, Moujauvis, Treins.

C. G. T.-F. O. et apparentés. — MM. Ammour, Beyaert, Blaise, Bothereau, Cucuel, Delamarre, Delaplace, Richard, Sidro, Tribié, Ventejol.

C. G. C. — MM. Aguilhon, Bicheron, Hervouet, Le Ferme, Malterre.

Groupe des entreprises privées. — MM. Ansieau, Belrachid, Cagniard, Charvet, Chauchard, Defond, Deleau (G.), Demmerlé, Ducros, Gingembre, Guillard, Glotin, Goudaert, Halff, Kruger, Laguionie, Lalou, Lemaire-Audoire, Mayolle, Mersch, Meunier, Paquette, Parfait, Pisson, Prêcheur, Rogliano, de Rosen, Saintigny, Stoll, Tassin de Montaigu, Trocmé.

Groupe de l'agriculture. — MM. Bidau, Biset, de Boissard, Bonjean, Bouchard, Chatras, Chégut, Collet, Dalle, Debatisse, Deleau (J.), Deneux, Desbarats, du Douet de Graville, Ferré, Ferté, Forget, Génin, Guellati, Guy-Charon, Hervieu, Labonde, Lacaille, Lescourret, Najah, Nové-Josserand, Pateau, Robin, Van Graefschepe.

Groupe des entreprises nationalisées. — MM. Bour, Brémond, Goetze, Le Hénaff, Lutfalla, Moch, Verret.

Groupe de l'artisanat. — MM. Chareille, Colomer, Jeudon, Ressicaud, Séné.

Groupe des personnalités choisies en raison de leur compétence. — MM. Alexandre, Aumonier, Byé, Dumontier, Goussault, Laurens, May, Mercier, Perroux, Ramonet, Thomas, Vallon.

Groupe de l'U. N. A. F. — MM. Dary, de Loynes, Leroy, Si Hassen, Vinot.

Groupe de la coopération. — MM. Antoni, Benoist, Brot, Durand, Gaussel, Harasse, Lamy, Martin, Raffarin, Schatz, Viaux-Cambuzat.

Groupe des départements et territoires d'outre-mer. — MM. Abelin, Buy, Jourdain, Mohamed, Sanglier.

Groupe des personnalités outre-mer et zone franc. — MM. Aubé, Fillon, Gaumont, Junillon, Laurent-Eynac, Malbrant, Raingeard, Vignes.

Groupe des activités diverses et classes moyennes. — MM. Boucoiran, Chardonnet, Durand-Réville, Martial, Millot, Polti, Senet, Tisserand.

Se sont abstenus (14).

Groupe des travailleurs C. F. T. C. — MM. Alidières, Braun, Cavelier, Charuau, Chaulet, Descamps, Espéret, Jeanson, Lagandré, Levard, Mathevet, Quirin, Sulter.

Groupe des personnalités choisies en raison de leur compétence. — M. Sauvy.

IV. — Annexes statistiques.

A. — FRANCE

N. B. — Les résultats présentés sont généralement des moyennes mensuelles par trimestre.
(Les chiffres entre parenthèses ont un caractère provisoire.)

SOMMAIRE

Pages.

I. — **Population.**

A. — Données démographiques :
1° Population totale de la France 886
2° Mouvement naturel de la population 886
3° Immigration 886
4° Répartition de la population par groupes d'âge 887

B. — Population active :
1° Résultats du recensement de 1954 887
2° Résultats des enquêtes par sondages faites par l'I. N. S. E. E. 888
1. Evolution de la répartition de la population occupée par secteur d'activités collectives de 1951 à 1956 888
2. Nombre de personnes occupées pour 1959 (estimation) 888
3. Effectifs par catégories socio-professionnelles. 888

II. — **Activité et production.**

I. — Production agricole :
A. — Production végétale 889
1° Volume de la production 889
2° Rendements à l'hectare 889
B. — Production animale 889
1° Production annuelle 889
2° Etat du cheptel 889
C. — Indices d'ensemble de la production agricole nette finale 890

II. — Production industrielle :
A. — Indices annuels de la production industrielle 890
B. — Evolution trimestrielle récente de l'indice d'ensemble 891
C. — Energie 891
1° Indices d'ensemble 891
2° Production totale d'énergie 891
D. — Production des mines et carrières 891
1° Indices d'ensemble 891
2° Productions totales des mines et carrières ... 892

Pages

E. — Production et transformation des métaux 892
1. Production des métaux 892
1° Indices d'ensemble 892
2° Productions totales de métaux ferreux et autres 892
2. Transformation des métaux 893
1° Indices d'ensemble 893
2° Productions totales des fonderies autonomes de véhicules automobiles et de machines agricoles 893
F. — Industrie du verre 893
G. — Céramique et fabrication de matériaux de construction 893
H. — Bâtiment et travaux publics 893
I. — Caoutchouc 894
J. — Industries chimiques 894
K. — Industrie textile 894
L. — Corps gras 895
M. — Cuirs 895
N. — Papiers et cartons 895
O. — Presse-édition 895
P. — Tabacs et allumettes 895
Q. — Estimation du niveau d'ensemble de la production industrielle 896

III. — Activité :
A. — Résultats de l'enquête trimestrielle du ministère du travail 896
1° Evolution d'ensemble (toutes activités) 896
2° Evolution récente par secteur ou branche d'activité 897
1. Effectifs 897
2. Durée hebdomadaire du travail (heures). 898
3. Activité 899
B. — Données récentes sur l'emploi et le chômage 900
1° Données d'ensemble 900
2° Chômage partiel (évaluation des effectifs ouvriers occupés moins de 40 heures) 900
3° Chômage partiel indemnisé 901
4° Conflits de travail 901

IV. — Productivité 901

Pages.

V. — Echanges extérieurs en nature :

A. — Résultats globaux 902
1° Evolution d'ensemble des importations et des exportations (or inclus) 902
2° Les indices du volume 903
a) Définition 903
b) Evolution des indices du volume du commerce extérieur (or inclus) :
1. Indices bruts de 1913 à 1942 903
2. Indices bruts de 1938 à 1945 903
3. Indices corrigés de 1946 à 1960 903
3° Répartition des échanges extérieurs par produits et selon l'origine ou la destination de la marchandise 904

B. — Echanges agricoles en nature 905
1° Part des divers produits agricoles dans le commerce extérieur avec l'étranger 905
a) Importations de l'étranger de produits de l'agriculture 905
b) Exportations vers l'étranger des produits agricoles et des industries alimentaires 905
2° Echanges de produits alimentaires 906
a) Ensemble 906
b) Répartition par produits 906

C. — Echanges industriels en nature 907
1° Part des divers produits industriels dans le commerce extérieur avec l'étranger 907
a) Importations de l'étranger de produits de l'industrie (années 1958, 1959 et 1960) 907
b) Exportations vers l'étranger de produits de l'industrie 908
2° Evolution des échanges industriels par produits 908
a) Energie et lubrifiants 908
b) Produits bruts 909
3° Produits manufacturés 909
a) Ensemble 909
b) Répartition pour quelques produits manufacturés 910
4° Produits textiles 911
5° Cuirs et peaux 911
6° Papiers et cartons 912

VI. — Distribution. — Commerce :

Importance et répartition des entreprises commerciales. 912
1. Répartition en 1960 des établissements commerciaux 912
2. Indices du chiffre d'affaires 913
3. Evolution du commerce intérieur 913

VII. — Transports :

A. — Trafic par mode de transport 914
1° Fer (S. N. C. F.) 914
2° Voies navigables 915
3° Mer 915
4° Air 916

B. — Routes 917
1° Parc routier estimé en service 917
2° Livraison de carburants à la clientèle civile et métropolitaine (années 1938 à 1960) 917

III. — Finances. — Crédit. — Monnaie. — Finances extérieures.

I. — Finances publiques :

A. — Budget de l'Etat et trésorerie de 1955 à 1958 918
1° Situation budgétaire 918
2° Situation des finances publiques et opérations du Trésor à la fin des années 1958 et 1959 918

Pages.

B. — Budget général de l'Etat suivant la nouvelle présentation adoptée par la loi de finances pour 1960. 919
1. Tableau général des charges et des ressources de la loi de finances de 1960 comparée à celle de 1959 919
2. Loi de finances pour les années 1959 et 1960. 920
3. Exécution de la loi de finances pour 1961 comparée au budget de 1960 921

C. — Evolution des recettes de l'Etat 921
1. Tableau d'ensemble de 1958 à 1960 921
2. Evolution de 1958 à 1960 922
3. Recettes budgétaires applicables au budget général d'après la loi de finances pour 1961 922
4. Evolution du taux de prélèvement fiscal par rapport au produit national brut 922
a) Dette publique 922
b) Collectivités locales 923

D. — Services publics :
1. S. N. C. F. 923
2. Postes et télécommunications 924

E. — Services sociaux :
Evolution du bilan du régime général de la sécurité sociale 924

II. — Crédit. — Banque. — Monnaie :

A. — Evolution d'ensemble des disponibilités monétaires et de leur contrepartie 925
1. Disponibilités monétaires et dépôts à terme. 925
2. Contrepartie 925
3. Rapport au produit national brut 926
4. Evolution du produit national brut et de la masse monétaire 926
5. Proportion dans la masse monétaire des billets et des dépôts à vue et à terme 926

B. — Epargne 926
1. Epargne totale 926
a) Variations annuelles 926
b) Variations des emplois liquides de l'épargne 927
2. Actions et obligations 927

C. — Crédit 928
1. Répartition de 1956 à 1959 des crédits aux entreprises et aux particuliers 928
2. Répartition des crédits selon leur durée 928
a) Crédits à court terme 928
b) Crédits à moyen terme 929
c) Crédits à long terme 929
3. Répartition du crédit selon l'activité utilisatrice 929
1° Le crédit à l'agriculture 929
2° Le crédit aux entreprises industrielles et commerciales 930
a) Durée des engagements 930
b) Destination économique des prêts. 930
4. Crédits à la consommation 930
Répartition des crédits des ventes à tempérament 930

D. — Banque de France 931
E. — Crédit agricole 932
F. — Franc 933
1. Définition du franc 933
2. Pouvoir d'achat du franc 933
a) Evolution 1914-1959 933
b) Evolution 1938-1959 934

III. — Investissements et construction :

A. — Formation brute de capital fixe et produit national. 934
1° Evolution de la formation brute de capital fixe (stocks compris) par rapport au produit national brut aux prix de marché. 934
2° Répartition des investissements de 1949 à 1960 935
3° Répartition des investissements par secteurs. 935

Pages.

B. — Ressources d'origine métropolitaine consacrées au financement d'investissements dans la métropole et dans les pays d'outre-mer 936
1. Ensemble 936
2. Prêts des organismes spécialisés 936
3. Emission sur le marché financier métropolitain 937
4. Répartition des crédits de paiements en 1960. 937
5. Répartition économique des crédits d'équipement en 1960 et 1961 938
6. Répartition des prêts F. D. E. S. 938

C. — Investissements dans les pays d'outre-mer 939
1. Afrique du Nord 939
a) Algérie et Sahara 939
b) Tunisie et Maroc 939
2. Territoires d'outre-mer 940
3. Départements d'outre-mer 940
4. Investissements hors France 941

D. — Logement 941
1. Part de la construction de logements et des réparations d'immeubles dans les investissements totaux de la nation depuis 1956. 941
2. Financement total de la construction de logements 941
3. Nombre de logements mis en chantier et achevés depuis 1955 941

IV. — Marché monétaire :
A. — Marché monétaire (données d'ensemble) 942
B. — Ensemble des devises 943
C. — Valeurs mobilières 943
D. — Marché financier (taux) 944

V. — Finances extérieures :
A. — Balance commerciale 944
1. Résultats globaux (or inclus) 944
a) Pourcentages de couverture des importations par les exportations 944
b) Evolutions annuelles 944
2. Valeur des échanges par groupements d'utilisation 945
3. Commerce extérieur de la France avec les principaux pays étrangers 946
B. — Indices des valeurs moyennes et taux de l'échange. 947
C. — Balance des paiements 948
1. Evolution d'ensemble 948
2. Evolution de la balance des paiements avec les différentes zones de 1951 à 1959 948
3. Evolution des soldes des règlements non commerciaux 949
4. Balance du tourisme 949

IV. — **Prix. — Coût de la vie.**

I. — Prix :
A. — Prix de gros 950
1. Indices des prix de gros 950
a) Indices d'ensemble des 488 articles... 950
b) Indices annuels des prix des produits de la pêche 951
c) Indices des prix de gros agricoles à la production 952
B. — Indices des prix de détail 952
1. Prix de détail à Paris 952
a) Indice des 250 articles 952
b) Evolutions annuelles de 1950 à 1956 de l'indice des 213 articles 952
c) Indices des 179 articles 953
2. Prix de détail dans les agglomérations importantes de province 953
3. Indices des prix des véhicules à moteur 953
4. Indices des prix de détail à Paris des appareils d'équipement ménager 954
5. Indices des prix des produits industriels nécessaires aux exploitants agricoles 954
6. Indices des prix de vente au détail des spécialités pharmaceutiques 954
7. Indices des prix de certains objets manufacturés 955
8. Indices des prix des chambres d'hôtel 955
9. Indices annuels des prix des repas dans les établissements de tourisme 956
10. Indices du coût de la construction 956
11. Indices des transports S. N. C. F. pour l'usager 957

II. — Coût de la vie :
A. — Indices de l'I. N. S. E. E. (rappel) 957
Indice d'ensemble des prix à la consommation familiale à Paris 957
B. — Budgets types établis par les organisations syndicales et l'institut d'observation économique 958
1. Budget type d'un célibataire à Paris 958
2. Budget type d'une famille de quatre personnes 958

V. — **Salaires. — Revenus.**

I. — Salaires :
A. — Résultats de l'enquête du ministère du travail 959
1. Indices moyens annuels 959
2. Evolution trimestrielle de l'indice général du taux des salaires horaires 959
3. Evolution trimestrielle des indices des taux des salaires horaires masculins et féminins. 959
4. Indices des taux de salaires horaires 960
5. Indices des salaires horaires par sexe et qualification 960
6. Ecart moyen des salaires des femmes par rapport à ceux des hommes 961
7. Abattements moyens des salaires de province par rapport à ceux de Paris 961
B. — Indices des salaires horaires établis par les syndicats professionnels 961
1. Indices des salaires horaires par profession. 961
2. Indices des salaires horaires par qualification individuelle 962
3. Charges sociales dans la construction mécanique 962
C. — Evolution du S. M. I. G. dans la région parisienne de 1950 à 1960 962
D. — Revenus mensuels nets des salariés 963
E. — Salaires agricoles 964

II. — Revenus de l'agriculture :
1. Evolution globale 964
2. Recettes de l'agriculture 965
3. Dépenses de l'agriculture 966

VI. — **Comptabilité nationale.**

1. Produit national (francs courants) 967
2. Produit national (francs constants) 967
3. Revenu national et revenu disponible 968
4. Dépense nationale 968
5. Evolution du revenu national de 1901 à 1953 969

VII. — **Consommation.**

1. Evolution de la consommation des ménages 970
2. Consommation des administrations 970
3. Consommation territoriale aux prix de 1954 (en milliards de francs) 971
4. Consommation territoriale aux prix de 1954 (répartition en pourcentage) 971

I. — POPULATION

A. — DONNEES DEMOGRAPHIQUES

1° Population totale de la France.

La population totale de la France, telle qu'elle est mesurée par les recensements, était de 41.900.000 personnes en 1936, de 40.135.000 personnes en 1949 et de 42.900.000 personnes en 1954 (y compris pour ces deux dernières années les militaires du contingent hors métropole, les fonctionnaires civils et militaires de carrière et leur famille en zone d'occupation). Sur la base de ces évaluations, l'évolution annuelle de la population totale de la France peut être calculée.

Evolution de la population totale de la France. (En milliers.)

ANNÉES	POPULATION au 1er janvier.	POPULATION moyenne évaluée.	ANNÉES	POPULATION au 1er janvier.	POPULATION moyenne évaluée.
1936-1938	»	41.900	1953	42.518	42.652
1946	40.125	40.282	1954	42.785	43.000
1947	40.438	40.644	1955	43.117	43.300
1948	40.851	41.044	1956	43.442	43.600
1949	41.238	41.400	1957	43.854	44.100
1950	41.562	41.736	1958	44.328	44.600
1951	41.910	42.055	1959	44.840	45.100
1952	42.201	42.360	1960	45.355	45.540

Source: I. N. S. E. E.

2° Mouvement naturel de la population.

DÉSIGNATION	1934-1938	1949	1954	1957	1958	1959	1960 Évaluation.
Taux (pour 1.000 habitants):							
Nuptialité	13,2	16,3	14,6	14,1	14	14,2	»
Natalité	14,8	20,9	18,8	18,4	18,1	18,3	»
Mortalité:							
Générale	15,3	13,7	12	12	11,1	11,2	»
Moins d'un an (pour 1.000 nés vivants)	65,7	5,6	36,6	29,2	27,1	25,3	»
Nombres absolus (en milliers):							
Nombre de naissances	620	865	807,2	813	808,6	825,6	»
Nombre de décès	640	568	515,3	528,2	496,9	816	»
Excédent de naissances sur les décès	— 19	+ 297	+ 291,9	+ 284	+ 311,6	+ 299	»

Source: Institut national d'études démographiques.

3° Immigration. (En milliers.)

DÉSIGNATION	1946	1949	1954	1957	1958	1959	1960
Immigration contrôlée (office national d'immigration):							
Travailleurs non saisonniers	30	59	12	112	83	44	49
Membres de leur famille	»	27	»	9,5	11	9	6
	30	86	16	119,5	94	53	55
Algériens (immigration nette)	(1) 44	8	25	20	10	22	23,6

(1) 1947.

Source: Institut national d'études démographiques.

4° **Répartition de la population par groupes d'âge.**

ANNÉES	A. — POPULATION (en milliers).				B. — RÉPARTITION (en pourcentage).			
	Total.	Jeunes (0—19 ans).	Adultes (20—64 ans).	Vieillards (65 ans et plus).	Total.	Jeunes.	Adultes.	Vieillards.
1861 (b).....	37.386	13.389	21.494	2.503	100	35,8	57,2	7
1901 (a) (b)...	38.451	13.313	21.983	3.155	100	34,6	57,2	8,2
1921 (b).....	38.797	12.271	23.013	3.513	100	31,6	59,3	9,1
1936 (b).....	41.183	12.446	24.679	4.058	100	30,2	59,9	9,9
1949 (c).....	40.150	11.847	23.680	4.443	100	29,5	59,4	11,1
1955 (c).....	43.115	13.328	24.798	4.989	100	30,9	57,5	11,6
1957 (c).....	43.854	13.758	25.029	5.067	100	31,4	57,1	11,5
1958 (c).....	44.328	14.010	25.210	5.108	100	31,6	56,9	11,5
1959 (c).....	44.480	14.288	25.367	5.185	100	31,8	56,6	11,6
1960 (c).....	45.355	14.584	25.517	5.254	100	32,1	56,3	11,6
1961 (c) (d)....	45.730	14.881	25.544	5.305	100	32,5	55,9	11,6

(a) 87 départements. — (b) Au recensement. — (c) Au 1er janvier. — (d) Evaluation provisoire.
Source: I. N. S. E. E.

B. — POPULATION ACTIVE

La population active et sa répartition par secteur d'activité collective et par catégories sociales ont été calculées à l'aide des résultats du sondage au 1/2 sur le recensement de 1954. Ces données sont mises à jour par les résultats de l'enquête par sondage sur l'emploi de février 1956.

1° **Résultats du recensement de 1954.**

a) *Population active par sexe et catégorie socio-professionnelle* (en milliers).
(Exploitation par sondage de l'I. N. S. E. E.)

DÉSIGNATION	HOMMES	FEMMES	ENSEMBLE
1. Agriculteurs	2.342	1.642	3.984
2. Salariés agricoles	984	169	1.153
3. Patrons de l'industrie et du commerce	1.443	858	2.301
4. Professions libérales et cadres supérieurs	483	74	557
5. Cadres moyens	714	430	1.144
6. Employés	985	1.096	2.081
7. Ouvriers:			
Qualifiés et contremaîtres	334	23	357
Apprentis	169	44	213
Manœuvres	865	228	1.093
Autres	3.627	1.164	4.791
	4.995	1.459	6.454
8. Personnel de service	199	809	1.008
9. Artistes	30	16	46
10. Clergé	58	119	177
11. Armée et police	299	5	304
Total	12.537	6.682	19.220
12. Militaires du contingent	300	»	300
Population active totale	12.837	6.682	19.520

N. B. — Population active: personnes ayant déclaré exercer une profession et personnes sans travail cherchant un emploi. Ont échappé, en fait, une part de celles qui ne travaillent que quelques heures par semaine, femmes de ménage occupées partiellement, conjoints d'agriculteurs, artisans ou commerçants. En 1946, étaient classés « aides familiaux », donc actifs, les épouses d'agriculteurs et enfants de plus de quatorze ans n'ayant pas déclaré une profession ou poursuivant leurs études. En 1954, ont été classées actives seulement les personnes s'étant déclarées comme telles.

2° Résultats des enquêtes par sondages faites par l'I. N. S. E. E.

1. *Evolution de la répartition de la population occupée par secteurs d'activités collectives de 1951 à 1956.*

BRANCHES D'ACTIVITES COLLECTIVES	DECEMBRE 1951	OCTOBRE 1952	JUIN 1953	OCTOBRE 1954	MARS 1955	FEVRIER 1956
Agriculture, forêts, pêche (01 à 05)	31,8	31,6	31,5	29,5	28,9	29,4
Industrie (06 à 61)	35,1	34,7	34,9	37	34,9	34,7
Dont :						
Bâtiment, travaux publics (33 et 34)	5,4	6,3	6,3	6,4	6,8	7,6
Textiles, habillement, travail des étoffes, cuirs et peaux (47 à 52)	8,7	7,7	7,5	7,3	7	6,6
Transports (62 à 68)	4,8	5,3	5,1	5	4,7	5,4
Commerce (69 à 81)	12,8	13	13,4	12,9	13,9	13,6
Professions administratives et libérales (82 à 88 et 91 à 99)	9,4	10,1	9,8	11,1	11,8	12,1
Services domestiques, hygiène (89, 90)	4,7	4,5	4,1	3,9	5	4,3
Non déclarée	1,3	0,8	1,2	0,6	0,8	0,5
Ensemble (1)	100 (20,1)	100 (19,6)	100 (18,9)	100 (20,0)	100 (20,2)	100 (19,4)

(1) Entre parenthèses : nombres absolus en millions.

Source : I. N. S. E. E., enquêtes par sondage sur l'emploi.

2. *Nombre de personnes occupées pour 1959.* (Estimation.) (Unité : milliers.)

BRANCHE D'ACTIVITE	TOTAL	DONT SALARIES	
		Du secteur privé nationalisé et sécurité sociale (1).	De l'Etat et des collectivités locales.
Agriculture et pêche	4.630	1.032	15
Energie	421	417	4
Industrie	6.700	5.587	206
Transport	983	683	251
Commerce	2.556	1.345	8
Services	3.266	1.482	1.379
Total	18.556	10.546	1.863

(1) Les services publics comprennent essentiellement la S. N. C. F., la R. A. T. P., l'E. D. F., le Gaz de France, les houillères, les banques nationalisées, la sécurité sociale.

3. *Effectifs par catégories socio-professionnelles.* (Unité : milliers.)

	ENQUETE SUR L'EMPLOI DE :		
	1954 (1).	1958 (2).	1959 (2).
Agriculteurs exploitants	4.418	3.696	3.815
Salariés agricoles	1.172	874	871
Patrons de l'industrie et du commerce	2.593	2.670	2.758
Cadres supérieurs et professions libérales	531	703	699
Cadres moyens	1.142	1.292	1.294
Employés	1.916	1.984	2.090
Ouvriers	6.384	6.302	5.861
Personnel de service	1.146	1.161	1.082
Autres personnes actives	284	299	257
Personnes inactives	12.062	12.801	13.070
Non déclaré	»	18	3
Total	31.648	31.800	31.800

(1) Corrigé de façon à atteindre l'effectif donné par le recensement des personnes de 14 ans et plus habitant dans des ménages ordinaires.

(2) Corrigé pour tenir compte d'une sous-estimation de certains membres du ménage assez difficiles à saisir (domestiques, salariés logés, pensionnaires, parents éloignés du chef de ménage) et pour arriver à l'estimation de 31.800.000 personnes.

II. — ACTIVITE ET PRODUCTION

I. — PRODUCTION AGRICOLE

A. — Production végétale

1° *Volume de la production* (en millions de quintaux).

PRODUITS	MOYENNE 1930-1939.	1954	1957	1958	1959	1960 1er octobre (P).
Blé	80,5	105,7	110,8	96	115,4	107,6 (1er-9)
Céréales secondaires:						
Seigle	7,9	5,2	4,8	4,3	4,7	4,2
Orge	11,04	25,2	36,3	39	49,3	55,7
Avoine	47,5	35,7	25,8	26,4	28,1	27,5
Maïs	5,35	9,6	13,9	16,7	18,2	26,1
Plantes sarclées:						
Pommes de terre (plein champ).	156	159	129,9	127,5	122,1	138
Betteraves industrielles	91,1	116,6	112,5	128,8	77,6	154 (début août)
Riz	»	0,52	0,1	1,4	1,3	»
Oléagineux	(1) 0,133	1,08	2	2,3	1,5	1,2 (1er-7)
Légumes secs (2)	2,5	2,3	2,3	2,2	2	2,2 (1er-8)
Plantes industrielles (1.000 quintaux):						
Houblon	22,47	19,6	»	22,4	23,8	19,3
Chanvre	38,4	17,6	23,5	22,6	15,2	11,4
Lin	180	341	296,6	209,4	238,4	295,4
Production fourragère:						
Prairies artificielles et temporaires, fourrages annuels, prés naturels	354	405	439	493,5	431,7	»
Cultures fruitières:						
Pommes et poires à cidre	332,1	35	7	50	13,7	47,5
Pommes de table.	2,44	4,4	1,8	6,3	4,3	6,1
Poires de table..	0,46	1,48	1,29	2,2	1,8	2,4
Pêches	0,57	1,37	2,72	2	3	2,7
Prunes	0,5	1,36	0,60	0,6	0,7	0,6
Raisin de table..	»	2,42	1,6	2,1	2,3	2,6 (1er-7)
Vin (en millions d'hectolitres)	58,9	61,1	33,3	47,7	60,3	(60,5)

(1) Moyenne 1934-1938.
(2) Haricots, lentilles, pois, fèves, féveroles, autres légumes secs de plein champ.
Source: Ministère de l'agriculture.

2° *Rendements à l'hectare* (quintaux).

PRODUITS	MOYENNE 1930-1939.	1954	1957	1958	1959
Blé	15,4	23,5	23,7	20,8	26
Céréales secondaires:					
Seigle	11,6	12,7	13,2	12,4	14,3
Orge	14,7	20,5	22,1	21,8	21,8
Avoine	14,3	16,6	16	17,7	18,7
Maïs	15,8	23,2	25,6	28,4	25,9
Plantes sarclées:					
Pommes de terre (plein champ)	111	166	153	144,1	137,6
Betteraves industrielles	287	307	323,8	353,1	200,3
Riz	»	26,7	»	48,2	»
Oléagineux	»	12,3	13,9	13	13,4
Légumes secs	9,9	10,4	10,8	11	10,1
Plantes industrielles:					
Houblon	10,1	13,7	11,5	15,7	18,3
Chanvre filasse	11,3	10,8	13,3	12,1	10
Lin filasse	6,6	7,5	6,4	5,2	8,4
Production fourragère:					
Prairies artificielles et temporaires, fourrages annuels, prés naturels fauchés en sec	34,5	43,7	174,2	198,7	173,6

Source: Ministère de l'agriculture.

B. — Production animale.

1° *Production annuelle.*

DÉSIGNATION	AVANT GUERRE (moyenne).	1949	1955	1957	1958	1959	1960 (P).
1. Lait (millions d'hectolitres)	138 (Moyenne 1937-1938.)	132,5	178	206	205	190	210
2. Viande (millions de tonnes)	1,7	1,86	2,54	2,6	2,6	2,7	3,8
Bœufs	0,60	0,68	1,02	0,96	0,93	1	1
Veaux	0,27	0,29	0,37	0,34	0,32	0,35	0,38
Moutons	0,1	0,07	0,11	0,11	0,11	0,12	0,13
Porcs	0,68	0,77	0,95	0,8	1	1,2	1,3
Chevaux	»	»	»	0,08	0,09	0,08	0,08

Source: Ministère de l'agriculture.

2° *Etat du cheptel.*
(Moyenne en millions de têtes.)

DÉSIGNATION	1934-1938	1949	1955	1957	1958	1959	1960
Chevaux	2,77	2,41	2,46	2	2	2	»
Bovins	15,7	15,43	17,57	18	18,5	18,7	»
Ovins	9,75	7,48	8,22	8,6	8,7	8,9	»
Porcins	7,08	6,76	7,73	8,1	8,5	8,3	»
Chèvres	»	»	1,3	1,2	1,2	1,2	»

Source: Ministère de l'agriculture.

C. — Indices d'ensemble de la production agricole nette finale.

(Ensemble des produits allant aux consommateurs ou à l'industrie.)

Bases { Moyenne 1934-1938 = 100 (pour tous les produits sauf le vin et les fruits).
Moyenne 1936-1939 = 100 (pour le vin et les fruits).

DESIGNATION	PRODUCTION végétale (sans le vin).	PRODUCTION de vin.	PRODUCTION végétale totale.	PRODUCTION animale (non compris poisson).	PRODUCTION totale (y compris poisson).
Campagne 1951-1952 (récolte 1951)	95 à 100	88 à 93	92 à 97	107 à 112	100 à 105
Campagne 1952-1953 (récolte 1952)	105 à 110	88 à 93	102 à 107	110 à 115	105 à 110
Campagne 1954-1955 (récolte 1954)	120 à 125	100 à 105	115 à 120	130 à 135	122 à 127
Campagne 1955-1956 (récolte 1955)	118 à 123	100 à 105	113 à 118	130 à 135	121 à 126 (121-126)
Campagne 1956-1957 (récolte 1956)	100 à 105	85 à 90	95 à 100	132 à 137	115 à 120
Campagne 1957-1958 (récolte 1957)	114 à 119	57	98 à 103	138 à 143	119 à 124
Campagne 1958-1959 (récolte 1958) (1)	111 à 116	81	102 à 107	136 à 141	119 à 124
Campagne 1959-1960 (récolte 1960) (1)	»	»	»	»	121 à 126

(1) Chiffres provisoires.
Source: I. N. S. E. E.

II. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

A. — Indices annuels de la production industrielle.

1° *Indices* 1952 = 100.

DESIGNATION	1938	1949	1953	1956	1957	1958	1959	1960
Ensemble avec bâtiment	75	84	101	130	141	147	152	167
Ensemble sans bâtiment	75	83	101	134	146	152	158	176
1. Energie	»	83	99	116	121	132	145	164
Electricité	52	74	102	132	141	152	158	177
Gaz	51	95	101	127	147	181	276	393
Pétrole et carburants	32	53	105	132	127	151	169	195
Combustibles minéraux solides	83	92	95	100	103	105	104	102
2. Mines et carrières	»	85	97	107	112	114	115	116
Extraction de minerais métalliques	75	77	103	125	137	143	146	161
Extraction et préparation de minéraux divers	60	86	101	134	142	152	151	159
Extraction de matériaux de construction	72	58	99	117	125	122	130	133
3. Production et transformation des métaux:								
Production des métaux	56	79	92	124	134	139	144	168
Transformation des métaux	65	81	96	142	153	164	165	177
4. Verre	80	97	100	139	157	162	172	192
5. Céramique et fabrication de matériaux de construction	74	86	99	128	141	149	146	150
6. Bâtiment et travaux publics	(65)	89	101	112	121	121	121	124
7. Caoutchouc	57	80	101	134	146	153	160	172
8. Industries chimiques	67	82	107	163	184	209	239	310
9. Industries textiles	104	95	106	119	132	128	123	135
10. Corps gras	189	110	113	133	132	128	117	123
11. Cuirs	127	85	100	103	114	106	105	103
12. Papiers et cartons	94	93	115	159	173	180	196	221
13. Presse et édition	88	88	101	155	166	173	175	192
14. Tabacs et allumettes	78	88	101	114	121	130	127	132

Source: I. N. S. E. E.

B. — **Evolution trimestrielle récente de l'indice d'ensemble.**

(Indices bruts.)

1952 = 100 (moyennes mensuelles).

DÉSIGNATION	I	II	III	IV
1. Ensemble (avec bâtiment) :				
1958	154	153	132	154
1959	145	155	136	170
1960	166	171	152	181
1961	(177)	»	»	»
2. Ensemble (sans bâtiment) :				
1958	160	158	135	160
1959	158	155	143	177
1960	175	180	158	192
1961	(187)	»	»	»
Dont Energie				
1958	137	127	123	141
1959	143	149	137	160
1960	165	156	154	181
1961	(184)	»	»	»
3. Mines et carrières :				
1958	118	113	109	116
1959	116	117	108	120
1960	118	117	110	117
1961	(128)	»	»	»

1959. — Janvier : 145; février : 150; mars : 153; avril : 155; mai : 157; juin : 158; juillet : 161; août : 156; septembre : 162; octobre : 165; novembre : 170; décembre : 177; moyenne annuelle : 159.

1960. — Janvier : 171; février : 169; mars : 169; avril : 171; mai : 173; juin : 175; juillet : 176; août : 178; septembre : 180; octobre : 178; novembre : 181; décembre : 180; moyenne annuelle : 175.

1961. — Janvier : 181; février : 181; mars : 182; avril : 182.

Source : I. N. S. E. E.

C. — **Energie.**

1° *Indices* 1952 = 100 (moyennes mensuelles).

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
1. Combustibles minéraux solides (ensemble) :					
1958	112	101	99	107	105
1959	110	103	96	108	104
1960	108	101	93	106	»
1961	(102)	»	»	»	»
2. Electricité (ensemble) :					
1958	156	149	137	164	152
1959	158	155	143	177	158
1960	180	169	162	196	177
1961	(199)	»	»	»	»
3. Gaz (ensemble), gaz naturel et d'usine :					
1958	186	158	159	221	181
1959	242	256	271	335	276
1960	375	359	366	471	393
1961	(498)	»	»	»	»
4. Pétrole et carburants (ensemble) :					
1958	145	146	156	159	151
1959	158	157	176	181	169
1960	185	181	198	214	195
1961	(224)	»	»	»	»
5. Production métropolitaine de pétrole brut :					
1958	383	395	406	408	398
1959	406	446	492	515	465
1960	531	565	592	(584)	568
1961	»	»	»	»	»
6. Pétrole traité dans les raffineries :					
1958	134	135	142	143	139
1959	139	133	148	152	143
1960	150	142	155	(165)	153
1961	»	»	»	»	»

Source : I. N. S. E. E.

2° *Production totale d'énergie.*

(Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1952	1954	1958	1959	1960
Houille et lignite (1.000 tonnes) : production nette = vente de houille crue aux tiers + consommation des mines + variation des stocks.....	3.963	4.720	4.693	5.003	4.982	4.853
Cokes (1.000 tonnes) : production totale disponible de semi-coke, coke de four, coke de gaz	806	899	850	1.059,8	1.103,1	1.151
Pétrole (1.000 tonnes) :						
Production métropolitaine de brut.	6	29,1	42,4	115,8	135,2	165,3
Pétrole traité dans les raffineries (importations) ..	582	1.791	1.987	2.483	2.563,8	2.601,3
Electricité (millions de kWh) :						
Production totale..	1.733	3.400	3.797	5.150	5.380	6.010
Centrales thermiques : 5.000 kWh (puissance installée).						
Centrales hydrauliques : 1.000 kWh (puissance installée).						
Statistique partielle	1.548	3.208	3.567	4.879	5.159	5.801
Gaz (millions de m³) :						
Gaz d'usine (distillation de la houille seule)....	149	207	216	238,6	232	247
Gaz naturels.....	»	22,2	21,6	87,8	217,4	229

Source : Ministère de l'industrie et du commerce.

D. — **Production des mines et carrières.**

1° *Indices* 1952 = 100 (moyennes mensuelles).

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
1. Extraction de minerais métalliques (ensemble) :					
1958	151	142	133	145	143
1959	145	147	136	156	146
1960	165	164	148	165	161
1961	(167)	»	»	»	»
Dont :					
Minerai de fer :					
1958	156	145	136	148	146
1959	149	150	139	160	150
1960	170	167	149	(173)	164
1961	»	»	»	»	»
Bauxite :					
1958	175	174	137	163	162
1959	161	165	139	170	156
1960	169	208	172	(185)	183
1961	»	»	»	»	»
2. Extraction de matériaux de construction (ensemble) :					
1958	105	135	130	120	122
1959	109	145	134	131	130
1960	113	147	141	130	133
1961	(129)	»	»	»	»
3. Extraction et préparation de minéraux divers (ensemble) :					
1958	158	153	138	158	152
1959	158	152	133	161	151
1960	167	166	148	153	159
1961	(181)	»	»	»	»

Source : I. N. S. E. E.

2° *Productions totales des mines et carrières.*
(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1952	1954	1958	1959	1960
1. Extractions de minerais métalliques:						
Minerai de fer (production totale de minerai marchand)	2.574	3.393	3.632	4.954,6	5.075,1	5.575,9
Bauxite	54	93	106	151,4	145,4	169,9
2. Extraction de matériaux de construction:						
Ardoises de couverture	10,9	13,1	11,6	11,1	10,4	8,9
Pierres à bâtir (1)	127	131	130	142,7	131,9	125,4
Sables et graviers d'alluvions	1.244	2.537	2.740	4.730	4.421	4.677
Matériaux de viabilité	1.109	1.826	1.980	2.337	2.697	2.792

(1) Calcaires (pierres de taille, moellons, enrochements et meulières à bâtir).
Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

E. — **Production et transformation des métaux.**

1. Production des métaux

1° *Indices* 1952 = 100 (moyennes mensuelles).

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
I. Production des métaux (ensemble):					
1958	143	143	128	141	139
1959	137	148	136	155	144
1960	164	170	159	179	168
1961	(183)	»	»	»	»
Dont:					
1. Sidérurgie (ensemble):					
1958	140	134	119	135	132
1959	133	139	128	152	138
1960	161	160	146	(169)	159
Fonte:					
1958	127	124	114	125	122
1959	122	128	121	139	128
1960	146	144	137	(151)	145
Acier:					
1958	141	136	124	136	134
1959	134	142	131	154	140
1960	160	159	149	(167)	159
Produits finis laminés:					
1958	148	140	120	141	137
1959	139	145	131	161	144
1960	172	172	150	(183)	169
2. Métallurgie des métaux non ferreux (ensemble):					
1958	156	161	162	164	165
1959	156	183	171	167	169
1960	177	215	204	213	203
Dont aluminium:					
1958	163	167	159	173	166
1959	168	174	166	180	172
1960	194	219	225	243	220

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.
Source: I. N. S. E. E.

2° *Productions totales de métaux ferreux et autres.*
(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1952	1954	1958	1959	1960
1. Sidérurgie:						
Fonte (production totale de fonte brute) (1)	501	814	737	997	1.039	1.179
Acier (production totale d'acier brut)	518	906	886	1.217	1.268	1.440
Produits finis (2)	343	647	606	888	932	1.094
2. Métallurgie de métaux non ferreux:						
Aluminium (production totale 1re et 2e fusion)	4,233	10,554	12,258	17,479	18,128	23.272
Cuivre (production de cuivre électrolytique en cathodes et production de cuivre affiné 2e fusion) (3)	1,772	1,987	2,313	2,397	2,720	2.824
Zinc (production totale 1re et 2e fusion)	6,568	7,786	11,312	15,058	14,886	16.036
Plomb (production totale de plomb doux, 1re et 2e fusion) (4)	4,723	5,936	6,849	7,760	7,881	8.304

(1) Fonte de moulage, fonte d'affinage, spiegel, ferro-manganèse, autres fontes.
(2) Productions totales de laminés à chaud et tôles minces laminées à froid.
(3) La production est une transformation d'une partie du métal importé et de vieilles matières.
(4) Le plomb antimonieux est fabriqué à partir de plomb de première et deuxième fusion, soit de déchets ou d'alliages.
Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

2. Transformation des métaux

1° *Indices* 1952 = 100 (moyennes mensuelles).

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
II. — Transformation des métaux (ensemble):					
1958	172	171	139	173	164
1959	158	171	140	189	165
1960	177	187	152	192	177
1961	(182)	»	»	»	»
Dont:					
Première transformation (métaux ferreux et autres):					
1958	172	165	130	163	157
1959	150	163	140	186	160
1960	184	187	146	(193)	177
1961	»	»	»	»	»
Fonderie (métaux ferreux et autres):					
1958	139	134	103	129	126
1959	120	119	94	128	115
1960	126	126	102	(138)	123
1961	»	»	»	»	»
Construction automobile:					
1958	214	224	167	219	206
1959	200	227	167	234	207
1960	(251)	(261)	(182)	(229)	229
1961	»	»	»	»	»
Construction aéronautique:					
1958	152	137	100	113	125
1959	112	141	107	165	131
1960	110	129	(91)	(100)	103
1961	»	»	»	»	»
Construction électrique:					
1958	202	200	173	235	202
1959	197	207	182	257	211
1960	222	(249)	(206)	(282)	240
1961	»	»	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

2° *Productions totales des fonderies autonomes de véhicules automobiles et de machines agricoles.*

(Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1952	1954	1958	1959	1960
Productions totales des fonderies autonomes de fonte et d'acier (1.000 tonnes)	78	108	101	128	115	126,8
Automobiles (1.000):						
Voitures particulières	15,2 (1)	30,8	36,4	77,2	90,4	93
Véhicules utilitaires (camions et camionnettes)	3,3	10,3	13,1	16,4	16,1	19
Machines agricoles (pièces):						
Tracteurs à roues	145 (2)	2.086	2.387	7.634	6.590	5.145
Motoculteurs et mototreuils	36	396	352	2.211	2.160	2.295

(1) Moyenne du 1er octobre 1937 au 10 septembre 1938.
(2) Tracteurs à roues et à chenilles.
Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

F. — **Industrie du verre.**

	I	II	III	IV	ANNÉE
Indices 1952 = 100 (moyenne mensuelle):					
1958	168	174	150	153	162
1959	165	170	160	191	172
1960	196	190	172	209	192
1961	(209)	»	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

G. — **Céramique et fabrication de matériaux de construction.**

1° *Indices* 1952 = 100 (moyennes mensuelles).

	I	II	III	IV	ANNÉE
Ensemble:					
1958	145	155	145	152	149
1959	143	152	138	150	146
1960	141	158	143	158	150
1961	(159)	»	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

2° *Productions totales* (1.000 tonnes).

(Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

	1938	1952	1954	1958	1959	1960
Ciment	296	720	781	1.118	1.166,6	1.181
Briques et tuiles	346	390	417	512,3	501,4	495,5

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

H. — **Bâtiment et travaux publics.**

	I	II	III	IV	ANNÉE
Indices 1952 = 100 (moyenne mensuelle):					
1958	119	127	116	122	121
1959	114	124	117	137	121
1960	119	129	121	127	124
1961	(128)	»	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

I. — **Caoutchouc.**

1° *Indices* 1952 = 100 (moyennes mensuelles).

	I	II	III	IV	ANNÉE
Ensemble :					
1958	165	161	126	162	153
1959	160	168	133	177	160
1960	180	180	141	187	172
1961	(178)	»	»	»	»

Source : I. N. S. E. E.

2° *Productions totales* (1.000 tonnes).

(Moyennes mensuelles. — Evolutions annuelles.)

	1938	1952	1954	1958	1959	1960
Productions totales de pneumatiques et bandages	6,7	13,4	14,5	19,6	20	21,3

Source : Ministère de l'industrie et du commerce.

J. — **Industries chimiques.**

1° *Indices* (base 100 en 1952).

(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
Industries chimiques (ensemble) :					
1958	205	216	193	221	209
1959	216	228	230	282	239
1960	285	302	316	338	310
1961	(325)	»	»	»	»
Dont :					
Produits chimiques minéraux (1) :					
1958	168	172	158	170	167
1959	174	180	170	191	179
1960	192	197	190	(209)	197
1961	»	»	»	»	»
Produits chimiques organiques (2) :					
1958	342	373	328	379	356
1959	365	392	436	573	442
1960	595	656	739	(758)	688
1961	»	»	»	»	»
Industries parachimiques (3) :					
1958	155	161	144	172	158
1959	164	173	160	187	171
1960	186	188	168	(196)	185
1961	»	»	»	»	»

(1) Acide sulfurique, carbonate de soude, carbure de calcium, engrais phosphatés, engrais azotés, phosphate trisodique, chlore gazeux, oxygène comprimé, acétylène dissous.

(2) Organiques de synthèse, matière plastique, colorants, goudrons et benzols.

(3) Lessives, abrasifs (carborundum), peintures et vernis, surfaces sensibles.

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source : I. N. S. E. E.

2° *Productions totales d'engrais.*

(Moyennes mensuelles en milliers de tonnes.)

(Evolutions annuelles.)

PRODUITS	1938	1952	1954	1955	1956	1958	1959	1960
Engrais azotés (1)	14,7	23,7	26,5	31,9	34	42,6	44,7	47,1
Engrais phosphatés (2)	312	304,1	417	459	508	605,6	576,2	618,8

(1) Production totale d'engrais azotés de synthèse (sulfate d'ammoniaque, nitrates de chaux, de soude, d'ammoniaque, ammonitrates), de cyanamite calcique et de sulfate d'ammoniaque de récupération (évalués en tonnes d'azote).

(2) Production totale de superphosphates, phosphates moulus, scories de déphosphoration et engrais composés.

Source : Ministère de l'industrie et du commerce.

K. — **Industrie textile** (ensemble).

1° *Indices* 1952 = 100.

(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
Industrie textile (ensemble) :					
1958	144	137	107	125	128
1959	112	128	107	144	123
1960	140	140	113	146	135
1961	(143)	»	»	»	»
Dont :					
Jute (tissus, filés) :					
1958	120	118	95	108	110
1959	100	101	82	113	99
1960	112	110	79	(109)	103
1961	»	»	»	»	»
Lin et chanvre (tissus et filés) :					
1958	115	98	74	88	94
1959	74	80	63	89	77
1960	80	76	60	(85)	76
1961	»	»	»	»	»
Coton (filés de coton) :					
1958	138	133	99	110	120
1959	99	116	94	130	110
1960	129	130	(130)	(132)	123
1961	»	»	»	»	»
Coton (tissus de coton) :					
1958	137	132	100	118	122
1959	110	123	99	137	117
1960	(129)	(128)	(99)	(133)	122
1961	»	»	»	»	»
Laine (filés de laine) :					
1958	136	127	99	125	122
1959	105	134	111	145	124
1960	137	138	105	(140)	130
1961	»	»	»	»	»
Tissus de laine :					
1958	118	113	86	103	105
1959	91	102	88	110	98
1960	100	107	90	(108)	101
1961	»	»	»	»	»
Rayonne :					
1958	148	143	110	144	136
1959	135	133	102	141	128
1960	140	141	107	(144)	133
1961	»	»	»	»	»

Source : I. N. S. E. E.

2° *Productions totales de laine et coton* (1.000 tonnes).
(Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

DESIGNATION	1938	1952	1954	1958	1959	1960
1. Laine:						
Laine peignée.....	5,25	4,7	6,2	6,5	6,7	7,3
Filés (filés purs et mélangés pour tissage, bonneterie et mercerie)	9,8	9,2	10,7	11,2	11,4	11,9
Tissus (tissus bruts).	6,65	6,1	6	6,4	6	6
2. Coton:						
Filés (production totale de filés de cotons purs ou mélangés fibranne)...	20,8	21,4	24,6	25,7	23,4	26,2
Tissus (production totale de tissus de cotons purs ou mélangés fibranne)...	13,2	12,5	14.5	15,05	14,6	15,9

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

L. — **Corps gras** (ensemble).

	I	II	III	IV	ANNÉE
Indices 1952 = 100 (moyennes mensuelles):					
1958	139	132	111	132	128
1959	120	120	106	122	117
1960	125	126	109	132	123
1961	(126)	»	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

M. — **Cuirs.**

1° *Indices* 1952 = 100 (Moyennes mensuelles.)

	I	II	III	IV	ANNÉE
Cuirs (ensemble):					
1958	125	110	87	103	106
1959	103	114	93	111	105
1960	110	101	84	117	103
1961	(114)	»	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

2° *Productions totales* (1.000 tonnes.)
(Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

	1938	1952	1954	1955	1956	1958	1959	1960
Cuirs et peaux finies de bovins.....	5,3	3,5	3,5	3,2	3,1	3,2	3	2,5

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

N. — **Papiers et cartons.**

1° *Indices* 1952 = 100. (Moyennes mensuelles.)

DESIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
Papiers et cartons (ensemble):					
1958	188	182	156	196	180
1959	198	204	167	215	196
1960	226	227	187	241	221
1961	(243)	»	»	»	»
Dont:					
Papier journal, impression et écriture:					
1958	158	149	133	180	155
1959	184	186	147	185	176
1960	200	200	162	(212)	193
1961	»	»	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

2° *Productions totales* (1.000 tonnes.)
(Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

DESIGNATION	1938	1952	1954	1955	1956	1958	1959	1960
Pâtes à papier (production totale évaluée en 1.000 tonnes de pâtes sèches) (1)....	28,9	43	56,3	61,2	67	76,1	86,8	98,7
Papier d'impression et d'écriture	48,7	49,2	62,1	67,1	70,7	76,3	86,5	95,2
Papier paille et d'emballage	26,6	29	39,8	45	50,4	60,7	67,9	77,3

(1) Production totale de pâtes mécaniques et mi-chimiques de pâtes au bisulfite, de pâte Kraft à la soude et autres pâtes chimiques.
Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

O. — **Presse-édition.**

	I	II	III	IV	ANNÉE
Indice 1952 = 100 (moyenne mensuelle):					
1958	176	176	158	182	173
1959	184	185	142	187	175
1960	190	190	170	218	192
1961	(214)	»	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

P. — **Tabacs et allumettes.**

	I	II	III	IV	ANNÉE
Indice 1952 = 100 (moyenne mensuelle):					
1958	140	134	99	149	130
1959	138	136	94	140	127
1960	138	142	101	146	132
1961	(143)	»	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

Q. — Estimation du niveau d'ensemble de la production industrielle.

L'indice mensuel de la production industrielle ne couvre pas les branches: industries alimentaires, industries du bois et de l'ameublement, habillement et travail des étoffes, dont l'activité est difficile à saisir au rythme mensuel ou n'est connu qu'avec retard.

Pour les *industries alimentaires*, un indice a cependant été calculé sur la base de mesures en volume de la production, à l'exception de certaines productions pour lesquelles il a fallu se contenter d'évaluation (laiteries, conserves de poissons...).

L'indice des *industries de l'habillement* et du *travail des étoffes* est calculé d'après les approvisionnements en tissus et les consommations apparentes.

L'activité des industries du bois et de l'ameublement est particulièrement difficile à apprécier, par insuffisance des informations. L'indice correspondant est obtenu à partir de la consommation apparente de bois ou des livraisons de contreplaqués et les consommations d'électricité haute tension.

Un indice d'ensemble est enfin calculé pour ces trois branches.

(1952 = 100.)

DÉSIGNATION	PONDÉRATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Industries alimentaires	70	95	109	109	100	110	110	116	117	126	128	126	141
Habillement et travail des étoffes	61	96	106	112	100	108	108	103	110	123	117	110	121
Bois et ameublement	35	91	95	100	100	102	109	115	120	132	143	152	160
Ensemble	166	95	105	108	100	105	109	111	115	126	127	126	138

A partir de cet indice d'ensemble des trois branches ci-dessus et de l'indice mensuel de la production industrielle (vingt branches), l'indice complet de la production industrielle a été calculé par l'institut national de la statistique et des études économiques (vingt-trois branches).

Indice complet de la production industrielle.

(1952 = 100.)

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Indices d'ensemble: industries alimentaires, habillement et travail des étoffes, bois et ameublement (trois branches compris)	85	91	100	100	101	110	118	128	139	144	148	163

Source: I. N. S. E. E.

III. — ACTIVITE

A. — Résultats de l'enquête trimestrielle du ministère du travail (1).

1° Evolution d'ensemble (toutes activités).

DÉSIGNATION	1960				1961				ANNÉES (moyenne).								
	I — 1er janvier.	II — 1er avril.	III — 1er juillet.	IV — 1er octobre.	I — 1er janvier.	II — 1er avril.	III — 1er juillet.	IV — 1er octobre.	1949	1952	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
1. Effectifs (indices 1954 = 100)	104,1	104,5	105,2	105,7	105	105	»	»	97,2	100,2	100	101	102,3	105,1	105,9	104,4	105
2. Durée hebdomadaire du travail (heures)	45,6	45,7	46	46,1	45,7	45,8	»	»	44,6	44,9	45,2	45,4	45,7	46	45,6	45,5	45,9
3. Niveau de l'activité (indices 1954=100).	105	105,6	107,1	107,8	106,2	106,4	»	»	96,8	99,5	100	101,3	103,6	106,9	106,9	105,1	106,5

(1) Enquête trimestrielle effectuée par voie de questionnaires aux employeurs et portant sur des établissements de plus de dix salariés, représentant environ 58 p. 100 de l'effectif du personnel travaillant dans les secteurs professionnels considérés. Ceux-ci comprennent l'ensemble des activités, à l'exclusion de l'agriculture, du gaz et des services publics (pour lesquels aucune donnée valable n'a pu être recueillie sur un rythme trimestriel); la C. F., les houillères et la R. A. T. P. sont comprises dans l'enquête. Les travailleurs isolés et le personnel domestique sont de même exclus. Sont d'autre part considérés les effectifs et la durée du travail des ouvriers de plus de dix-huit ans, payés à l'heure.

Source: I. N. S. E. E.

2° Evolution récente par secteur ou branche d'activité

N. B. — Les observations données ci-après concernent, autant que possible, ceux des secteurs de production dont les résultats ont été exposés précédemment (production industrielle) et, en outre, les transports et les activités commerciales et libérales:

(Indice 1954 = 100.)

1. *Effectifs.*

DÉSIGNATION	I (Premier jour du trimestre.)	II	III	IV	MOYENNE annuelle.
1. Energie:					
Combustibles minéraux solides:					
1959	92,3	91,7	90,8	89,7	90,8
1960	89,4	88,1	86,6	84,4	86,4
1961	83,3	81,8	»	»	»
Eau, gaz, électricité:					
1959	102,9	103	103,5	104,3	103,6
1960	104,2	104	104,1	104,7	104,3
1961	104,5	104,4	»	»	»
Pétrole et carburants liquides:					
1959	102,5	102,4	102,9	102,3	102,3
1960	100,8	101,2	101	100,2	100,6
1961	99	98,8	»	»	»
Ensemble:					
1959	96,1	95,7	95,3	94,8	95,3
1960	94,5	93,7	92,7	91,4	92,6
1961	90,6	89,6	»	»	»
2. Industrie d'équipement:					
Extraction de minerais divers:					
1959	93	91,6	92,3	92,1	92,1
1960	91,5	89,9	89,9	89,3	89,7
1961	87,7	87,5	»	»	»
Verre, céramique, matériaux de construction:					
1959	104,1	104,1	104,5	104,3	104,2
1960	103,7	103,8	104,3	104,3	104,1
1961	104	104,7	»	»	»
Production de métaux:					
1959	108,9	107,8	108,1	109,2	108,6
1960	109,7	110,7	111,1	112,7	111,5
1961	113,2	114	»	»	»
Industries mécaniques et électriques:					
1959	110,9	110	109,6	109,6	109,9
1960	110	110,6	110,8	111,7	111,1
1961	112,2	112,5	»	»	»
Bâtiment et travaux publics:					
1959	104,2	105,1	106,8	107,5	105,8
1960	103,5	105,2	106,7	107	105,6
1961	103,7	105,5	»	»	»
3. Industries de consommation:					
Industrie chimique et caoutchouc:					
1959	106,9	107,2	107,5	107,9	107,5
1960	108	109,4	110,3	110,4	109,8
1961	110,4	111	»	»	»
Industrie textile:					
1959	88,2	86,6	86,3	86,9	86,9
1960	87,5	87,6	87,2	87,2	87,3
1961	87,2	86,9	»	»	»
Cuirs et peaux:					
1959	92,5	92,2	91,7	92,2	92,1
1960	92,4	92,9	91,8	91,2	92
1961	92,1	92,1	»	»	»
Papiers et cartons:					
1959	106,1	105,6	106,3	106,5	106,2
1960	106,8	107,8	108,4	108,9	108,3
1961	109,3	109,6	»	»	»
Industries agricoles et alimentaires:					
1959	115,3	115	122,1	124,2	119,3
1960	116,1	116,1	121,4	127,2	120,9
1961	121,5	115,1	»	»	»
Industrie du bois et ameublement:					
1959	99,6	99,3	98,4	98,2	98,6
1960	97,6	97	95,8	95,5	96,2
1961	95,5	94,9	»	»	»
Habillement, travail des étoffes:					
1959	94,4	94,2	93,6	94,4	94,2
1960	94,4	95,3	94,8	95,7	95,2
1961	95,8	96,4	»	»	»
4. Industries de transformation (bâtiment inclus):					
Ensemble:					
1959	104,2	103,8	104,5	105	104,3
1960	103,8	104,5	105,2	106,2	105,1
1961	105,3	105,3	»	»	»
5. Transports:					
S. N. C. F.:					
1959	93,3	92,4	92,2	91,9	92,3
1960	91,8	91	91,1	90,9	91,1
1961	90,7	89,8	»	»	»
Ensemble:					
1959	97	96,5	97,1	97	96,9
1960	96,6	96,3	97,2	97,3	96,9
1961	96,9	96,7	»	»	»
6. Activités commerciales et libérales:					
1959	109,1	109,3	110,9	111	110,2
1960	110,3	110,6	111,9	111,6	111,2
1961	111,4	111,5	»	»	»

Source: Ministère du travail.

2. *Durée hebdomadaire du travail* (heures).

DÉSIGNATION	I (Premier jour du trimestre.)	II	III	IV	MOYENNE annuelle.
1. Energie:					
Combustibles minéraux solides:					
1959	47,1	47,1	47,1	47,1	47,1
1960	47,1	47,1	47,1	47,1	47,1
1961	47,1	47,3	»	»	»
Eau, gaz, électricité:					
1959	48	48	48	48	48
1960	48	48	48	48	48
1961	48	48	»	»	»
Pétrole et carburants liquides:					
1959	47,4	47,1	47,5	47,2	47,3
1960	47,4	47	47	47,2	47,1
1961	46,9	47,4	»	»	»
Ensemble:					
1959	47,4	47,4	47,4	47,4	47,4
1960	47,4	47,4	47,4	47,4	47,4
1961	47,4	44,9	»	»	»
2. Industrie d'équipement:					
Extraction de minerais divers:					
1959	47,1	47,2	48,6	48,8	48
1960	47,7	48,3	49,3	48,9	48,6
1961	47,8	48	»	»	»
Verre, céramique, matériaux de construction:					
1959	45,6	45,9	46,2	46,5	46,2
1960	46,4	46,5	46,8	46,9	46,7
1961	46,4	46,8	»	»	»
Production de métaux:					
1959	47,6	47,2	47,5	47,9	47,6
1960	47,8	48	48,2	48	48
1961	47,8	48	»	»	»
Industries mécaniques et électriques:					
1959	46,1	46,1	46,6	46,6	46,4
1960	46,7	46,9	47,1	47	47
1961	46,9	47	»	»	»
Bâtiment et travaux publics:					
1959	47,2	48	49,2	49,2	48,4
1960	47,4	48,5	49,5	49,5	48,7
1961	47,3	49,1	»	»	»
3. Industries de consommation:					
Industrie chimique et caoutchouc:					
1959	44,9	45	45,2	45,3	45,1
1960	45,2	45,4	45,7	45,6	45,5
1961	45,1	45,3	»	»	»
Industrie textile:					
1959	40	41	42,5	42,9	42
1960	43,4	43,2	43,4	43,4	43,3
1961	43,2	43,1	»	»	»
Cuirs et peaux:					
1959	41,4	41,9	43	43,2	42,6
1960	42,9	42,8	43,1	43,3	43
1961	42,9	43,8	»	»	»
Papiers et cartons:					
1959	44,9	45	45,6	45,5	45,4
1960	45,8	46	46,4	46,1	46,1
1961	46,1	46	»	»	»
Industries agricoles et alimentaires:					
1959	46,2	44,9	46,6	46,5	46
1960	45,6	45,3	46,8	47	46,3
1961	46,7	45,7	»	»	»
Industrie du bois et ameublement:					
1959	45,4	45,9	46,7	46,6	46,3
1960	46,3	46,2	46,8	46,9	46,6
1961	46,6	46,9	»	»	»
Habillement, travail des étoffes:					
1959	38,9	40,7	41,6	41,6	41
1960	41,3	41,5	41,7	42	41,6
1961	41,2	42,3	»	»	»
4. Industries de transformation (bâtiment inclus):					
Ensemble:					
1959	44,7	45,1	46	46	45,6
1960	45,7	45,9	46,3	46,4	46,1
1961	45,8	46,2	»	»	»
5. Transport:					
S. N. C. F.:					
1959	48	48	48	48	48
1960	48	48	48	48	48
1961	48	48	»	»	»
Ensemble:					
1959	47,7	47,7	47,8	47,7	47,7
1960	47,7	47,7	47,8	47,8	47,8
1961	47,9	47,8	»	»	»
6. Activités commerciales et libérales:					
1959	43,8	43,7	43,9	43,9	43,9
1960	44	44	44	44	44
1961	44,1	44,1	»	»	»

Source: Ministère du travail.

3. *Activité.*

(Indices 1954 = 100.)

DÉSIGNATION	I (Premier jour du trimestre.)	II	III	IV	MOYENNE annuelle.
1. Energie:					
Combustibles minéraux solides:					
1959	92,3	91,7	90,8	89,7	90,8
1960	89,4	88,1	86,6	84,4	86,4
1961	83,3	75,2	»	»	»
Eau, gaz, électricité:					
1959	102,9	103	103,5	104,3	103,6
1960	104,2	104	104,1	104,7	104,3
1961	104,5	104,4	»	»	»
Pétrole et carburants liquides:					
1959	103,4	102,6	104	102,7	103
1960	101,7	101,2	101	100,6	100,8
1961	98,8	99,7	»	»	»
Ensemble:					
1959	96,1	95,7	95,3	94,8	95,3
1960	94,5	93,7	92,7	91,4	92,6
1961	90,6	84,9	»	»	»
2. Industrie d'équipement:					
Extraction de minerais divers:					
1959	92,8	91,6	95,1	95,2	93,6
1960	92,5	92	93,9	92,5	92,3
1961	88,8	89	»	»	»
Verre, céramique, matériaux de construction:					
1959	103,7	104,3	105,4	105,9	105
1960	105	105,4	106,6	106,8	106
1961	105,4	107	»	»	»
Production de métaux:					
1959	110,3	108,2	109,8	111,3	109,9
1960	111,6	113	114	115,1	113,9
1961	115,1	116,4	»	»	»
Industries mécaniques et électriques:					
1959	110,5	109,6	110,3	110,3	110,2
1960	111	112	112,7	113,4	112,6
1961	113,7	114,2	»	»	»
Bâtiment et travaux publics:					
1959	102,8	105,5	109,9	110,6	107,2
1960	102,7	106,8	110,5	110,9	107,7
1961	102,7	108,3	»	»	»

DÉSIGNATION	I (Premier jour du trimestre.)	II	III	IV	MOYENNE annuelle.
3. Industries de consommation:					
Industrie chimique et caoutchouc:					
1959	106,9	107,4	108,3	108,9	108,1
1960	108,8	110,6	112,3	112,2	111,2
1961	110,8	112	»	»	»
Industrie textile:					
1959	83,2	83,7	86,5	87,9	86,1
1960	89,6	89,3	89,3	89,3	89,3
1961	88,9	88,4	»	»	»
Cuirs et peaux:					
1959	92	92,8	94,8	95,7	94,2
1960	95,3	95,6	95,1	94,9	95,3
1961	95	97	»	»	»
Papiers et cartons:					
1959	106,1	105,8	108	107,9	107,3
1960	108,9	110,4	112	111,8	111,2
1961	95	97	»	»	»
Industries agricoles et alimentaires:					
1959	117,8	114,2	125,9	127,8	121,3
1960	117,1	116,3	125,6	132,3	123,9
1961	112,3	112,2	»	»	»
Industrie du bois et ameublement:					
1959	99,2	100	100,8	100,4	100,1
1960	99,1	98,3	98,3	98,3	98,3
1961	97,6	97,7	»	»	»
Habillement, travail des étoffes:					
1959	90,2	94,2	95,7	96,5	94,9
1960	95,8	97,2	97,2	98,8	97,4
1961	96,9	100,2	»	»	»
4. Industries de transformation (bâtiment inclus):					
Ensemble:					
1959	103,1	103,6	106,4	106,9	105,2
1960	104,9	106,1	107,7	108,1	107,2
1961	106,7	107,6	»	»	»
5. Transport:					
S. N. C. F.:					
1959	93,3	92,4	92,2	91,9	92,3
1960	91,8	91	91,1	90,9	91,1
1961	»	»	»	»	»
Ensemble:					
1959	97,6	97,1	97,9	97,6	97,5
1960	97,2	96,9	98	98,3	97,7
1961	98	97,5	»	»	»
6. Activités commerciales et libérales:					
1959	109,6	109,5	111,7	111,8	110,9
1960	111,3	111,6	112,9	112,6	112,3
1961	112,6	112,7	»	»	»

B. — **Données récentes sur l'emploi et le chômage.**

1° *Données d'ensemble.*

DÉSIGNATION	1960				1961				ANNÉES							
	I — 1er janvier.	II — 1er avril.	III — 1er juillet.	IV — 1er octobre.	I — 1er janvier.	II — 1er avril.	III — 1er juillet.	IV — 1er octobre.	1938	1949	1952	1955	1957	1958	1959	1960
Chômeurs secourus.																
Total France entière (1.000) (1).....	39,5	43,7	31,6	26,4	32,8	35,5	»	»	373,6	39,7	37,8	52	18,6	18,7	36,2	34,8
Dont:																
Hommes de moins de 60 ans aptes au travail	22,1	25,4	16,2	12,6	17,1	18,9	»	»	»	»	»	24,3	5,3	7,1	19	18,8
Demandes d'emploi non satisfaites (1.000) (2).....	156,10	152,9	108,1	107	132,9	129,7	»	»	402	80,5	132	158,6	80,7	93,1	139,7	131,1
Offres d'emploi non satisfaites (1.000)...	16,4	24,5	30,4	30,6	23,1	34,5	»	»	»	»	»	19,8	50,8	29,2	17,7	24,8

(1) Cette statistique ne donne pas l'ensemble des personnes en chômage, les fonds de chômage n'existant pas partout et un certain nombre de ces personnes ne s'inscrivant pas à ces fonds.

(2) Les statistiques des demandes d'emploi proviennent des relevés effectués dans les bureaux de main-d'œuvre. Elles ne sauraient apporter une estimation exacte du nombre des personnes réellement en chômage; elles comprennent, en effet, des personnes ayant un emploi et en recherchant un autre, d'autres personnes, effectivement en chômage, n'ayant pas recours aux offres de placement. Toutefois les enquêteurs par sondage sur l'emploi de l'I. N. S. E. E. semblent faire apparaître la validité relative d'une évaluation du nombre des chômeurs complets à une fois et demie celui des demandeurs d'emploi.

(3) Septembre.

Sources: Ministère du travail, I. N. S. E. E.

2° *Chômage partiel, évaluation des effectifs ouvriers occupés moins de quarante heures par semaine selon l'activité.*

BRANCHE D'ACTIVITÉ	ENSEMBLE				
	1er janvier 1960.	1er avril 1960.	1er juillet 1960.	1er octobre 1960.	1er janvier 1961.
Extraction de minerais divers.....	1.200	600	100	400	1.700
Production des métaux.....	200	300	200	400	200
Première transformation des métaux.....	3.000	5.900	4.200	900	700
Mécanique générale.....	600	900	1.300	600	600
Construction de machines.....	500	4.200	3.100	3.200	39.700
Construction électrique.....	200	200	800	»	»
Verre, céramique, matériaux de construction.....	600	600	500	»	300
Bâtiment et travaux publics.....	5.500	1.900	900	2.000	12.000
Industrie chimique, caoutchouc.....	1.400	1.300	1.700	1.500	1.500
Industries agricoles et alimentaires.....	11.400	8.400	6.500	10.000	5.000
Industrie textile.....	11.000	16.300	9.700	14.900	9.700
Habillement et travail des étoffes.....	18.400	14.200	12.400	6.200	12.100
Cuirs et peaux.....	6.700	9.400	4.000	7.300	5.200
Industrie du bois, ameublement.....	1.300	3.000	2.000	800	500
Papier, carton.....	100	200	600	1.200	»
Industrie polygraphique.....	15.800	15.900	17.700	17.900	18.400
Industries diverses.....	3.000	1.800	1.700	3.200	1.300
Transports (sauf S. N. C. F. et R. A. T. P.).....	200	400	»	500	»
Commerces agricoles et alimentaires.....	400	100	200	200	500
Commerces non alimentaires.....	1.200	1.200	1.500	4.400	1.200
Spectacles	»	»	200	100	100
Hygiène	28.700	30.200	25.400	27.600	27.600
Professions libérales.....	600	»	4.300	700	700
Industries de transformation (y compris le bâtiment).....	79.700	84.500	67.300	70.100	107.200
Toutes activités.....	112.000	117.000	99.000	104.000	139.000

Source: Ministère du travail, enquête trimestrielle.

3° *Chômage partiel indemnisé.*
(Fin de mois.)

	I — (Janvier.)	II — (Avril.)	III — (Juillet.)	IV — (Octobre.)
Nombre de journées indemnisées (1) (1.000):				
Ensemble:				
1959	1.028,9	652	311,8	134,9
1960	223,6	20,8	124,9	100,1
1961	157,1	»	»	»
Dont:				
Textiles et annexes:				
1959	631,8	398,4	159,1	50,2
1960	86,7	66,04	51,8	41,3
1961	66,9	»	»	»
Habillement et travail des étoffes:				
1959	148,7	78,1	44,4	17,3
1960	50,6	30,3	11,3	9
1961	»	»	»	»
Industrie du cuir et de la chaussure:				
1959	42,2	54,04	22,1	22,5
1960	26	46,8	21,2	29
1961	18,1	»	»	»

(1) Sur la base d'une journée pour huit heures indemnisées. La statistique ne remonte pas au-delà de janvier 1952.
Source: Ministère du travail.

4° *Conflits de travail.*

	I — (Janvier.)	II — (Avril.)	III — (Juillet.)	IV — (Octobre.)
Nombre de journées perdues (1.000):				
1958	57,1	491,5	14,4	15,5
1959	205	122,5	45,5	79,4
1960	8,2	70,7	52,4	119
1961	17,4	(131,1)	»	»

N. B. — Moyenne mensuelle: 1949 = 594. — 1955 = 265,5.
Sources: Ministère du travail, I. N. S. E. E.

IV. — PRODUCTIVITE

1. *Indices de la productivité globale des facteurs entre 1949 et 1960.*
(Origine 100 en 1949. — Pondération 1956.)

ANNÉES	PRODUCTION finale brute.	VARIANTE AVEC PONDÉRATION des heures de travail.			VARIANTE SANS PONDÉRATION des heures de travail.		
		Facteurs de production.	Productivité globale.		Facteurs de production.	Productivité globale.	
			Indices.	Variations annuelles (p. 100).		Indices.	Variations annuelles (p. 100).
1949	100	100	»	»	100	100	
1950	107,5	101	106,6	+ 6,6	100,5	107	+ 7
1951	115	103,5	111	+ 4,2	103	112	+ 4,5
1952	117,5	103,5	113,5	+ 2,3	103	114,5	+ 2,4
1953	121	102,5	117,5	+ 3,6	101,5	119	+ 3,8
1954	127,5	104,5	122,5	+ 3,9	103	124	+ 4,2
1955	136	106,5	128	+ 4,5	104,5	130	+ 4,9
1956	144,5	110	131,5	+ 3,1	108	134	+ 3,1
1957	153,5	112,5	137	+ 3,9	110	140	+ 4,3
1958	156	112,5	138,5	+ 1	109,5	142	+ 1,6
1959	158,5	111	142,5	+ 3	108,5	146	+ 3
1960	170	115,5	147,5	+ 3,7	112	151,5	+ 3,8
Variations annuelles moyennes 1949-1960 (1).	+ 5	+ 1,3	+ 3,6		+ 1	+ 3,9	

(1) Indices provisoires.
Source: I. N. S. E. E.

V. — ECHANGES EXTERIEURS EN NATURE

A. — Résultats globaux.

Les échanges sont observés ici en nature. Les valeurs ne sont données que pour l'ensemble et à titre complémentaire, les finances extérieures et la balance des comptes faisant l'objet d'une étude particulière (III).

Commerce spécial, c'est-à-dire importations mises sur le marché intérieur ou livrées à des usines métropolitaines pour transformation et exportations des marchandises nationales ou nationalisées et des produits fabriqués dans des usines métropolitaines avec des matières premières importées.

Les statistiques douanières se rapportent, à partir de janvier 1956, au mois calendaire ordinaire.

Auparavant, elles étaient arrêtées le 20 du mois pour les exportations et au 25 pour les importations, ce qui donnait aux mois douaniers la longueur du mois précédent.

D'autre part, entre le mouvement des marchandises et leur enregistrement, des délais variables et différents selon les cas peuvent être observés pour les importations et les exportations.

Enfin, des variations accidentelles telles que retards d'horaire dus au mauvais temps peuvent affecter considérablement les relevés douaniers pour un mois donné.

Ces considérations expliquent l'intérêt de n'employer que des chiffres trimestriels, beaucoup moins affectés par les causes d'erreurs signalées ci-dessus que des chiffres mensuels.

1° Evolution d'ensemble des importations et des exportations (or inclus)

1. *Evolutions annuelles* (Moyennes mensuelles).

DESIGNATION	1928	1929	1938	1949	1950	1954	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Quantités (1.000 tonnes):															
Importations	4.111	4.925	3.952	3.850	3.257	4.054	4.365	4.082	4.380	4.879	5.685	5.990	5.806	5.719	6.412
Exportations	3.427	3.525	2.249	2.251	2.858	3.324	3.116	3.403	3.760	4.753	4.000	3.972	3.966	4.610	5.615
Valeurs (milliards de francs):															
Importations	44,5	48,5	38,4	160,2	893,9	1.336,4	1.326,4	1.215,2	1.268,4	1.380,4	1.647	1.888	1.961,5	209,6	258,5
Exportations	42,8	41,8	25,5	65,1	893,9	1.232,4	1.160,4	1.172,4	1.290,3	1.413,2	1.352,2	1.574,5	1.792	231,3	282,5

Source: Ministère des finances.

2. *Indices de la productivité nette du travail entre* 1949 *et* 1960.

(Origine 100 en 1949. — Pondération 1956.)

ANNEES	PRODUCTION finale nette (1).	VARIANTE AVEC PONDERATION des heures de travail.			VARIANTE SANS PONDERATION des heures de travail.		
		Heures de travail (2).	Productivité nette. Indices.	Productivité nette. Variations annuelles (p. 100).	Heures de travail (3).	Productivité nette. Indices.	Productivité nette. Variations annuelles (p. 100).
1949	100	100	100		100	100	
1950	100,5	100,5	108,5	+ 8,4	100	108,5	+ 8,7
1951	116,5	102	114	+ 5,2	101	115	+ 5,8
1952	119	101,5	117,5	+ 3,1	100,5	118,5	+ 3
1953	123	100	123	+ 4,6	99	124,5	+ 5
1954	130	101	129	+ 5	99,5	131	+ 5,5
1955	139	101,5	136,5	+ 6	99,5	139,5	+ 6,5
1956	146	102,5	142,5	+ 4,1	100,5	145,5	+ 4,5
1957	156	104,5	149,5	+ 5	101,5	153,5	+ 5,6
1958	159	104	153	+ 2,3	101	157,5	+ 2,6
1959	162	102,5	157,5	+ 3,1	99	163,5	+ 3,8
1960 (4)	172	104	165,5	+ 4,5	100	172	+ 5,2
Variations annuelles moyennes 1949-1960 (p. 100)	+ 5,1	+ 0,4	+ 4,7		0	+ 5,1	

(1) La production finale nette ou production intérieure nette est composée des mêmes éléments que la production finale brute, mais sous déduction de l'amortissement du capital et des importations.

(2) Ces indices résultent d'une estimation des heures totales de travail pour trois grands secteurs.

(3) Ces indices résultent d'une totalisation des heures de travail estimées comme ci-dessus.

(4) Indices provisoires.

Source: I. N. S. E. E.

2. *Evolutions trimestrielles (or inclus).*

(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	I	II	III	IV
A. — Quantités (1.000 tonnes) :				
Importations :				
1959	16.384	16.716	16.561	18.964
1960	19.300	18.828	18.759	20.059
1961	20.655	»	»	»
Exportations :				
1959	11.818	13.024	14.859	15.623
1960	16.972	16.563	16.396	17.447
1961	16.372	»	»	»
B. — Valeurs (millions de nouveaux francs) :				
Importations :				
1959	5.924	6.474	5.622	7.129
1960	8.002	7.788	7.225	8.000
1961	8.223	»	»	»
Exportations :				
1959	5.862	7.038	6.576	8.276
1960	8.929	8.324	7.624	9.023
1961	8.789	»	»	»

Sources : Ministère des finances, I. N. S. E. E.

2° LES INDICES DU VOLUME

a) *Définition.*

Les indices du *volume du commerce extérieur*, calculés dans presque tous les pays publiant des indices de ce commerce, sont caractérisés par la comparaison des valeurs échangées, ces valeurs étant calculées à prix constant.

En effet, un indice ne tenant compte que du tonnage de l'ensemble des marchandises échangées donnerait une part prépondérante et injustifiée aux matières pondéreuses et de prix relativement faible.

Un indice basé sur les valeurs n'aurait de sens que si les prix étaient stables, afin que ne soient pas masquées, par le mouvement des prix, des variations dues à l'évolution des quantités échangées.

Les indices du volume calculés par l'I. N. S. E. E. sont des moyennes arithmétiques pondérées des indices de quantité relatifs aux différentes marchandises, les coefficients de pondération étant proportionnels aux valeurs échangées pendant l'année de base. La base 1949 a été adoptée, 1949 étant la première des années d'après guerre marquée par une stabilité relative de l'économie et plus spécialement des prix.

Le nombre des marchandises ou de groupements de marchandises utilisées dans le calcul est largement supérieur à celui retenu pour les anciens indices : 274 à l'importation, 338 à l'exportation, contre 131 et 104 auparavant.

A partir de 1951, pour accorder les indices base 100 en 1949 à ceux de base 1938, il faut multiplier les indices des exportations (base 100 en 1949) par 1,21 pour obtenir les indices à base 1938, ceux des importations restant identiques. Une nouvelle série a été calculée de 1946 à 1950 pour tenir compte des variations du nombre et de la valeur des marchandises utilisées pour le calcul des indices (voir ci-après).

Pour la période antérieure à 1938, on obtiendra des indices à base 1938 en multipliant les indices à base 1913 par 0,934 pour les importations et 1,105 pour les exportations (voir *Bulletin de la statistique générale* de décembre 1945 pour ces séries).

Enfin, les nouveaux indices publiés sur la base 100 en 1956 tiennent compte, désormais, de la valeur de la totalité des marchandises dont ils prétendent représenter les variations de volume et ne sont donc plus calculés avec une « couverture » incomplète comme les précédents.

b) *Evolution des indices du volume du commerce extérieur depuis 1913 (or inclus.)*

(Valeurs échangées à prix constants.)

1. Indices bruts (1913 = 100) de 1913 à 1942.

ANNÉES	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
1913	100	100
1919	121	45
1920	114	86
1921	82	83
1922	108	86
1923	109	103
1924	115	119
1925	106	124
1926	111	134
1927	109	146
1928	116	148
1929	133	147
1930	143	132
1931	141	112
1932	118	86
1933	123	88
1934	106	91
1935	103	81,5
1936	113	78
1937	120	84
1938	107	90,5
1939	94	87,5
1940	»	40
1941	30	30
1942	24	45

N. B. — Indice très approximatif de 1940 à 1945 (occupation).

Sources : Statistique générale de la France, I. N. S. E. E.

2. Indices bruts (1938 = 100) de 1938 à 1945.

ANNÉES	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
1938	100	100
1939	87,6	99,1
1940	64	44,5
1941	28,3	34,9
1942	22,8	50,2
1943	2,1	46,3
1944	5,8	26,7
1945	86,4	15,3

N. B. — Indice très approximatif de 1940 à 1945 (occupation).

3. Indices corrigés (1938 = 100) de 1946 à 1960.

ANNÉES	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
1946	109	40
1947	116	70
1948	98	82
1949	101	118
1950	105	164
1951	123	195
1952	125	172
1953	126	182
1954	132	206
1955	144	226
1956	166	202
1957	175	223
1958	174	233
1959	170	280
1960	204	327

Source : I. N. S. E. E.

3° RÉPARTITION DES ÉCHANGES EXTÉRIEURS PAR PRODUITS ET SELON L'ORIGINE OU LA DESTINATION DE LA MARCHANDISE
(Indices du volume du commerce extérieur) (or exclu).

DÉSIGNATION	INDICE BASE 100 EN 1956								
	Pondération de l'indice.	1958	1959	1960	1960				1961
					1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.	1er trimestre.
Exportations.									
Alimentation, boissons, tabacs:									
Etranger	853	89	100	147	127	131	150	179	179
Zone franc	577	130	134	171	177	133	144	232	188
Ensemble	1.430	105	113	157	147	132	148	200	182
Produits bruts:									
Etranger	867	90	120	142	152	145	129	144	147
Zone franc	81	130	132	137	163	139	43	132	171
Ensemble	948	93	121	142	153	144	128	143	149
Energie, lubrifiants:									
Etranger	481	92	75	71	66	67	72	79	74
Zone franc	219	117	121	129	137	129	124	127	135
Ensemble	700	100	89	89	88	87	88	94	93
Produits manufacturés:									
Etranger	4.522	113	153	180	188	180	164	187	193
Zone franc	2.400	139	143	156	174	151	134	164	144
Ensemble	6.922	122	150	172	184	170	153	179	176
Comprenant:									
Demi-produits:									
Etranger	2.445	101	139	158	163	156	145	168	171
Zone franc	571	134	145	164	194	163	134	166	170
Ensemble	3.016	107	140	159	169	157	143	167	176
Produits finis:									
Equipement:									
Etranger	956	113	131	176	167	179	166	192	226
Zone franc	546	147	154	164	192	160	141	162	157
Ensemble	1.502	125	139	172	176	172	157	181	201
Consommation:									
Etranger	1.121	138	196	231	260	234	199	229	215
Zone franc	1.283	137	139	149	159	142	131	165	128
Ensemble	2.404	137	165	187	206	185	162	195	168
Total des exportations:									
Etranger	6.723	105	136	163	167	162	151	173	177
Zone franc	3.277	136	140	156	172	146	134	173	152
Ensemble	10.000	115	138	161	169	157	145	173	169
Importations.									
Alimentation, boissons, tabacs:									
Etranger	997	99	93	102	135	38	71	106	103
Zone franc	1.461	113	112	114	122	132	87	116	113
Ensemble	2.458	107	104	128	127	118	81	112	109
Produits bruts:									
Etranger	2.086	94	91	113	125	116	97	116	126
Zone franc	746	115	107	102	108	115	98	87	117
Ensemble	2.832	100	95	110	121	116	97	108	124
Energie, lubrifiants:									
Etranger	1.788	103	101	98	102	94	97	98	98
Zone franc	7	443	729	3.130	2.426	2.690	3.332	4.113	7.605
Ensemble	1.795	105	104	110	111	104	109	114	127
Produits manufacturés:									
Etranger	2.752	110	111	155	152	154	151	165	174
Zone franc	163	103	93	132	111	130	138	146	125
Ensemble	2.915	109	110	154	150	152	151	164	171
Comprenant:									
Demi-produits:									
Etranger	1.323	116	118	176	167	178	176	183	197
Zone franc	148	103	92	127	112	121	136	140	126
Ensemble	1.471	114	115	171	161	172	172	179	190
Produits finis:									
Equipement:									
Etranger	998	118	110	138	144	134	135	140	136
Consommation:									
Etranger	431	83	98	146	130	135	133	187	191
Total des importations:									
Etranger	7.623	102	101	123	131	123	113	128	134
Zone franc	2.377	114	111	120	124	134	105	120	137
Ensemble	10.000	105	103	123	129	125	111	126	134

Source: I. N. S. E. E.

B. — Echanges agricoles en nature.

1° Part des divers produits agricoles dans le commerce extérieur avec l'étranger

a) *Importations de l'étranger de produits de l'agriculture.*

DESIGNATION	VALEURS (Milliards de francs.)			POURCENTAGE du total des importations (1).		
	1958	1959	1960	1958	1959	1960
Produits de l'agriculture et des industries alimentaires	2.158	2.640	3.129	12,6	13,8	1,3
Dont:						
Fruits et légumes (y compris conserves) et pommes de terre	445	542	622	2,6	2,9	2,6
Boissons	285	60	58	1,7	0,3	0,2
Café, cacao, thé et épices	227	235	253	1,3	1,2	1,1
Viandes (y compris conserves)	173	195	273	1	1	1,1
Graines et fruits oléagineux	151	200	305	0,9	1	1,5
Tabac	121	130	118	0,7	0,7	0,5
Produits laitiers et œufs	114	272	230	0,7	1,4	1
Corps gras	103	130	209	0,6	0,7	0,9
Céréales, produits de minoterie et préparations à base de céréales	84	197	171	0,5	1	0,7
Sucres et sucreries	55	98	168	0,3	0,5	0,7
N. B. — Poissons, crustacés (y compris conserves)	93	126	151	0,5	0,7	0,6

(1) Le total des importations est de 17.070 millions de nouveaux francs en 1958, de 19.063 millions de nouveaux francs en 1959 et de 23.988 millions de nouveaux francs en 1960.

Source: Ministère des finances.

b) *Exportations vers l'étranger des produits de l'agriculture et des industries alimentaires.*

DESIGNATION	VALEURS (Milliards de francs.)			POURCENTAGE du total des exportations (1).		
	1958	1959	1960	1958	1959	1960
Produits de l'agriculture	1.648	2.064	2.902	12,2	10,9	12,2
Dont:						
Boissons	565	698	851	4,2	3,7	3,6
Céréales, produits de minoterie et préparations à base de céréales	394	301	601	2,9	1,6	2,5
Fruits, légumes (y compris conserves) et pommes de terre	174	261	337	1,3	1,4	1,4
Corps gras	71	74	76	0,5	0,6	0,3
Viandes (y compris conserves)	62	145	232	0,5	0,8	1
Produits laitiers, œufs	60	101	200	0,5	0,5	0,9
Sucres et sucreries	58	80	104	0,4	0,4	0,4
Plantes vivantes et produits de la floriculture	47	52	56	0,3	0,3	0,2
Animaux vivants	17	86	132	0,1	0,4	0,6
N. B. — Poissons et crustacés (y compris conserves)	33	42	52	0,2	0,2	0,2

(1) Le total des exportations est de 13.456 millions de nouveaux francs en 1958, de 18.923 millions de nouveaux francs en 1959 et de 23.744 millions de nouveaux francs en 1960

Source: Ministère des finances.

2° ECHANGES DE PRODUITS ALIMENTAIRES

a) *Ensemble.*

(Indice du volume : 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	1958	1959	1960	1960			
				1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.
Alimentation, boissons, tabac.							
Importations :							
Etranger	99	93	102	135	100	71	106
Zone franc	113	112	114	122	132	87	116
Ensemble	107	104	109	127	119	81	112
Exportations :							
Etranger	89	100	147	127	131	150	179
Zone franc	130	134	171	177	133	144	232
Ensemble	105	113	157	147	132	148	200

Source : I. N. S. E. E.

b) *Répartition par produits.*

(Indice du volume : 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	1958	1959	1960	1960			
				1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.
1. *Céréales.*							
Importations :							
Etranger	13	28	25	21	29	18	30
Zone franc	117	96	58	71	70	34	58
Ensemble	42	47	34	34	40	23	38
Exportations :							
Etranger	26	59	125	111	124	104	162
Zone franc	342	528	1.134	1.461	902	754	1.417
Ensemble	115	95	202	215	133	154	258
2. *Fruits et légumes.*							
Importations :							
Etranger	107	144	162	269	190	72	131
Zone franc	120	121	125	143	184	49	123
Ensemble	116	128	136	182	186	56	126
Exportations :							
Etranger	95	154	189	133	167	168	270
Zone franc	123	104	155	100	51	168	297
Ensemble	105	135	176	120	135	168	280
3. *Sucres.*							
Importations :							
Etranger	133	247	381	571	488	360	104
Zone franc	133	128	159	196	214	122	104
Ensemble	133	149	197	261	262	163	104
Exportations :							
Etranger	37	48	64	50	53	57	97
Zone franc	111	92	121	91	76	106	209
Ensemble	88	79	103	78	69	91	174
4. *Conserves alimentaires.*							
Importations :							
Etranger	67	83	91	107	81	66	111
Zone franc	104	124	133	123	124	159	128
Ensemble	91	110	119	117	109	127	122
Exportations :							
Etranger	103	108	123	103	101	124	162
Zone franc	139	130	149	153	125	129	187
Ensemble	121	119	135	128	113	126	175

(Indices 1900 = 100 du volume.)

DÉSIGNATION	1958	1959	1960	1960 1er trimestre.	1960 2e trimestre.	1960 3e trimestre.	1960 4e trimestre.
5. *Boissons.*							
Importations:							
Etranger	2.051	145	112	102	108	99	139
Zone franc	102	104	113	113	103	108	130
Ensemble	178	106	113	113	103	107	130
Exportations:							
Etranger	79	93	118	114	107	112	135
Zone franc	104	97	110	113	104	104	119
Ensemble	85	94	115	114	106	110	131
6. *Produits animaux.*							
Produits laitiers, œufs, miel.							
Importations:							
Etranger	51	110	91	203	54	40	67
Zone franc	141	59	95	62	38	106	182
Ensemble	51	109	91	199	54	42	70
Exportations:							
Etranger	186	215	485	219	289	949	453
Zone franc	168	196	181	198	164	155	207
Ensemble	172	200	251	203	193	337	264
Viandes.							
Importations:							
Etranger	142	118	163	138	162	150	200
Zone franc	126	66	83	5	76	130	120
Ensemble	141	114	157	129	157	149	194
Exportations:							
Etranger	20	148	295	195	251	370	363
Zone franc	188	294	441	455	365	366	579
Ensemble	79	199	346	286	291	369	438

Source: I. N. S. E. E.

C. — Echanges industriels en nature.

1° Part des divers produits industriels dans le commerce extérieur avec l'étranger:

a) *Importations de l'étranger de produits de l'industrie* (*années* 1958-1959-1960).

DÉSIGNATION	VALEURS (Millions de nouveaux francs.) 1958.	1959.	1960.	POURCENTAGE des importations (1). 1958.	1959.	1960.
Produits de l'industrie	14.912	16.424	20.859	87,4	86,2	87
Dont:						
Energie	4.533	4.788	4.491	26,5	25,1	18,8
Combustibles minéraux solides	1.678	1.647	1.764	9,8	8,6	7,4
Produits pétroliers	2.855	3.141	2.727	16,7	16,5	11,4
Industrie métallurgique	3.965	4.504	6.405	23,2	23,6	26,7
Industrie textile	2.003	2.424	2.887	11,7	11,2	12
Industries chimiques et parachimiques	915	1.082	1.444	5,4	5,7	6
Pâtes, papiers et leurs applications	75	695	891	4,4	3,6	3,7
Matériel de transport	586	593	1.320	3,4	3,1	3,5
Caoutchouc et ouvrages	38	534	720	2,2	2,8	3
Cuirs et peaux	322	428	506	1,9	2,3	2,1
Bois et ouvrages	296	284	343	1,7	1,5	1,4
Industrie céramique	78	94	141	0,5	0,5	0,6
Chaussures	14	24	39	0,1	0,1	0,2
Industrie du verre	27	38	64	0,2	0,2	0,3

(1) Pour 1958, le total des importations de l'étranger est 17.070 millions de nouveaux francs, de 19.063 millions de nouveaux francs pour 1959 et de 23.988 millions de nouveaux francs pour 1960.

Source: Ministère des finances.

b) *Exportations vers l'étranger de produits de l'industrie.*

DÉSIGNATION	VALEURS (Millions de francs.)			POURCENTAGE des exportations (1).		
	1958.	1959.	1960.	1958.	1959.	1960.
Produits de l'industrie	11.808	16.859	20.842	87,8	89,1	87,8
Dont:						
Industrie métallurgique	4.191	6.455	7.566	31,1	32,5	31,9
Matériel de transport	1.627	2.772	(2.426)	12,1	14,6	13,5
Dont:						
Automobiles, tracteurs et cycles	11.765	(2.305)	2.928	(8,7)	(12,2)	10,2
Industrie textile	1.609	2.289	2.192	11,9	12,1	12,3
Industries chimiques et parachimiques	1.254	1.674	670	9,3	8,8	9,2
Energie: produits pétroliers et combustibles minéraux solides	844	749	768	6,3	4	2,8
Industrie électrique	480	569	520	3,6	3	3,2
Pâtes, papiers et leurs applications	290	375	527	2,2	2	2,2
Cuirs et peaux	285	453	514	2,1	2,4	2,2
Bois et ouvrages	241	342	250	1,8	1,8	2,2
Industrie du verre	138	216	282	1	1,1	1
Caoutchouc et ouvrages	119	190		0,9	1	1,2
Industrie céramique	55	72	86	0,4	0,4	0,4
Chaussures	24	53	80	0,2	0,3	0,4

(1) En 1958, le total des exportations est de 13.456 millions de nouveaux francs, en 1959 de 18.923 millions de nouveaux francs et en 1960 de 23.744 millions de nouveaux francs.

2° Evolution des échanges industriels par produits

a) *Energie. — Lubrifiants.*

(Indices du volume: 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	1958	1959	1960	1960			
				1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.
Total.							
Importations:							
Etranger	103	101	98	102	94	97	98
Zone franc	443	729	3.130	2.426	2.690	3.332	4.113
Ensemble	105	104	110	111	104	111	114
Exportations:							
Etranger	92	75	71	66	67	72	79
Zone franc	117	121	129	137	129	124	127
Ensemble	100	89	89	88	87	88	94
Dont:							
1. *Combustibles minéraux solides.*							
Importations:							
Etranger	85	77	84	83	83	83	88
Zone franc	116	142	39	29	45	42	39
Ensemble	86	77	84	83	82	83	88
Exportations:							
Etranger	65	40	21	20	20	20	24
Zone franc	201	148	65	78	52	60	68
Ensemble	70	44	22	22	21	21	26
2. *Produits pétroliers, gaz, électricité.*							
Importations:							
Etranger	113	115	106	113	101	105	104
Zone franc	2.408	4.253	21.676	16.805	18.557	23.072	28.558
Ensemble	115	119	124	128	117	125	129
Exportations:							
Etranger	117	107	119	110	113	121	131
Zone franc	114	120	132	139	132	126	130
Ensemble	115	113	125	123	121	123	131

Source: I. N. S. E. E.

b) *Produits bruts.*

(Indices du volume; 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	1958	1959	1960	1960			
				1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.
Total des produits bruts.							
Importations:							
Etranger	94	91	113	125	116	97	116
Zone franc	115	107	102	108	115	98	87
Ensemble	100	95	110	121	116	97	108
Exportations:							
Etranger	90	120	142	152	146	129	144
Zone franc	130	132	137	163	139	113	132
Ensemble	93	121	142	153	145	128	143
Dont:							
Caoutchouc.							
Importations:							
Etranger	106	120	145	159	165	124	134
Zone franc	116	77	84	111	41	78	105
Ensemble	110	106	125	143	126	109	125
Bois.							
Importations:							
Etranger	96	86	93	43	69	136	122
Zone franc	151	150	165	153	185	156	166
Ensemble	111	105	113	75	102	142	135
Exportations:							
Etranger	63	86	127	107	150	135	115
Zone franc	117	103	126	127	123	130	124
Ensemble	73	89	127	110	145	134	116

N. B. — Voir les échanges de filés textiles et de pâtes à papier ci-après.

Source: I. N. S. E. E.

3° PRODUITS MANUFACTURÉS

a) *Ensemble.*

(Indices du volume; 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	1958	1959	1960	1960			
				1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.
Produits manufacturés.							
Importations:							
Etranger	110	111	155	152	154	151	165
Zone franc	103	93	132	111	130	138	146
Ensemble	109	110	154	150	152	151	164
Exportations:							
Etranger	113	153	180	188	180	164	187
Zone franc	139	143	156	174	151	134	164
Ensemble	122	150	172	184	170	153	179

Source: I. N. S. E. E.

b) *Répartition pour quelques produits manufacturés.*
(Indices du volume: 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	1958	1959	1960	1960 1er trimestre.	1960 2e trimestre.	1960 3e trimestre.	1960 4e trimestre.
1. *Métaux non ferreux.*							
Importations:							
Etranger	130	107	140	138	143	142	135
Zone franc	133	121	188	161	170	195	227
Ensemble	131	108	145	141	146	148	146
Exportations:							
Etranger	206	352	463	470	457	430	497
Zone franc	149	140	177	204	171	139	194
Ensemble	193	303	397	408	391	363	427
2. *Produits sidérurgiques.*							
Sidérurgie.							
Importations:							
Etranger	141	169	308	282	312	315	325
Exportations:							
Etranger	97	130	127	138	123	114	131
Zone franc	148	158	186	247	183	136	180
Ensemble	104	134	134	151	131	117	137
3. *Ouvrages en métaux* (armes exclues).							
Importations:							
Etranger	89	190	277	294	293	255	268
Exportations:							
Etranger	101	126	168	146	148	180	196
Zone franc	139	136	132	158	116	105	149
Ensemble	122	132	148	153	130	138	169
4. *Machines.*							
Importations:							
Etranger	106	105	121	115	117	118	132
Exportations:							
Etranger	100	125	188	186	191	162	215
Zone franc	164	191	202	220	197	180	210
Ensemble	120	145	193	196	193	167	214
5. *Tracteurs, autos, cycles.*							
Importations:							
Etranger	77	85	136	115	143	121	163
Exportations:							
Etranger	189	316	313	439	350	222	230
Zone franc	167	168	185	205	195	156	104
Ensemble	179	246	253	329	277	191	213
6. *Construction électrique.*							
Importations:							
Etranger	99	92	133	109	122	144	158
Exportations:							
Etranger	152	162	194	206	201	170	169
Zone franc	129	147	159	188	153	138	160
Ensemble	141	155	176	197	177	154	164
7. *Produits chimiques.*							
Importations:							
Etranger	107	106	137	131	141	131	145
Exportations:							
Etranger	113	158	210	209	211	202	216
Zone franc	163	170	189	216	187	166	187
Ensemble	124	160	205	210	206	195	210
8. *Produits de la parachimie.*							
Importations:							
Etranger	122	133	167	173	163	147	194
Exportations:							
Etranger	111	131	154	163	157	135	162
Zone franc	128	130	151	164	139	129	171
Ensemble	120	131	153	164	148	132	167

Source: I. N. S. E. E.

4° Produits textiles

(Indices du volume: 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	1958	1959	1960	1960			
				1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.
1. Filés et fils textiles.							
Importations:							
Etranger	39	78	166	191	161	173	138
Exportations:							
Etranger	88	114	150	139	149	138	171
Zone franc	120	127	131	141	118	125	141
Ensemble	90	115	148	139	146	137	169
2. Tissus.							
Importations:							
Etranger	92	77	136	109	131	135	171
Exportations:							
Etranger	105	135	181	192	177	179	178
Zone franc	105	109	111	117	108	102	119
Ensemble	105	121	144	152	140	137	146
3. Vêtements et autres articles textiles.							
Importations:							
Etranger	70	113	165	163	142	145	210
Exportations:							
Etranger	105	152	212	187	202	216	246
Zone franc	145	143	152	140	148	143	178
Ensemble	130	146	175	158	169	171	204

Source: I. N. S. E. E.

5° Cuirs et peaux

(Indices du volume: 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	1958	1959	1960	1960			
				1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.
1. Peaux et pelleteries non apprêtées.							
Importations:							
Etranger	87	101	109	133	111	88	107
Zone franc	100	107	98	92	122	85	94
Ensemble	89	102	108	128	112	87	105
Exportations:							
Etranger	112	132	155	144	162	134	179
2. Cuirs et chaussures.							
Importations:							
Etranger	71	78	120	148	139	92	103
Exportations:							
Etranger	112	167	212	203	199	185	262
Zone franc	152	145	168	196	159	138	176
Ensemble	130	157	192	200	181	163	223

Source: I. N. S. E. E.

6° Papiers et cartons

(Indices du volume: 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	1958	1959	1960	1960			
				1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.
1. *Pâtes à papier.*							
Importations:							
Etranger	106	94	121	121	128	106	128
2. *Papiers-cartons.*							
Importations:							
Etranger	92	64	97	87	68	95	118
Exportations:							
Etranger	122	177	282	317	288	247	277
Zone franc	129	130	153	155	159	142	157
Ensemble	126	150	207	223	213	186	207

Source: I. N. S. E. E.

VI. — DISTRIBUTION. — COMMERCE

Importance et répartition des entreprises commerciales.

1. Répartition en 1960 des établissements commerciaux d'après leur importance et le groupe d'activités collectives

(En milliers.)

GROUPES D'ACTIVITES collectives.	NOMBRE total.	NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS OCCUPANT DES SALARIES									
		0	1	2	3	4	5	6 à 10	11 à 20	Plus de 20.	Non déclaré.
Ensemble	1.041,9	628,7	226,3	73,1	31,7	18,6	12,1	26,1	12,6	9,1	3,7
Dont:											
Commerces agricoles et alimentaires	327,4	179,2	89	28,1	9,8	5,4	3,4	6,8	2,9	1,9	0,9
Commerces multiples et commerces S. A. I.	7	4,1	1,1	0,3	0,2	0,1	0,08	0,2	0,2	0,6	0,02
Commerces et spectacles non sédentaires	95,5	82,7	9,9	1,7	0,6	0,2	0,1	0,2	0,02	0,01	0,1
Commerces des matières premières, matériaux combustibles, de quincaillerie, machines, véhicules	104,8	39,4	25,1	11,5	6,2	4,2	2,9	7,4	4,4	3,4	0,4
Commerces des textiles, de l'habillement et des cuirs	93,7	50,5	19,8	8	4,2	2,6	1,7	3,7	1,6	0,9	0,6
Commerces divers (antiquités, céramiques, livres, journaux, droguerie, horlogerie, orfèvrerie, bijouterie, maroquinerie).	75,6	44,7	16,6	5,4	2,7	1,6	1	1,9	0,7	0,4	0,5
Hôtellerie	108,7	52,9	31,6	9,5	4,4	2,6	1,7	3,4	1,5	0,9	0,3
Débits de boisson, tabac	171,6	140,2	23,6	4,6	1,3	0,6	0,3	0,5	0,2	0,04	0,3
Industries et commerces de récupération	12,6	8	1,9	0,7	0,4	0,3	0,2	0,6	0,3	0,2	0,02
Intermédiaires et auxiliaires du commerce et de l'industrie	44,8	26,9	7,8	3,2	1,8	1,1	0,7	1,6	0,7	0,6	0,5

Source: I. N. S. E. E.

2. Indices du chiffre d'affaires

(Chiffre d'affaires moyen quotidien.) (1950 = 100.) (Moyennes mensuelles.)

DESIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
1. *Commerces alimentaires.*					
Succursalistes:					
1959	290	304	324	332	313
1960	314	335	337	353	335
1961					
Coopératives de consommation:					
1959	391	376	400	456	406
1960	418	413	417	480	432
1961					
Détaillants indépendants:					
1959	222	232	233	253	235
1960	243	255	236	257	247
1961					
Grossistes:					
1959	188	210	240	229	217
1960	214	238	259	248	240
1961					

DESIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
2. *Commerces non alimentaires.* (Indice du chiffre d'affaires moyen quotidien.)					
Commerces multiples:					
Grands magasins:					
Paris:					
1959	313	306	269	462	337
1960	327	349	335	524	384
1961					
Province:					
1959	298	316	332	434	345
1960	330	373	384	475	391
1961					
Autres commerces:					
Textiles:					
1959	173	184	181	247	196
1960	180	208	206	274	217
1961					
Chaussures (détaillants et indépendants):					
1959	164	207	183	253	202
1960	161	243	195	281	220
1961					
Droguerie, quincaillerie:					
1959	224	272	292	277	266
1960	249	295	308	280	283
1961					
Ameublement:					
1959	348	328	362	433	368
1960	349	351	405	480	396
1961					

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

3. Evolution du commerce intérieur (1)

(Moyennes mensuelles.)

DESIGNATION	1960				1961		1938	1949	1952	1957	1958	1959	1960
	I	II	III	IV	I	II							
1. Création de fonds (France entière)	5.316	5.634	4.684	6.125	6.865	»	»	»	4.690	4.140	4.467	5.117	5.440
Actes de constitution de sociétés (Seine)	480	430	335	409	488	»	294	650	484	375	357	380	413
2. Dissolution et radiation (1):													
Radiation de fonds (France entière)	4.923	4.392	3.160	5.394	6.218	»	»	»	3.380	3.985	4.306	4.172	4.467
Actes de dissolution de sociétés (Seine)	223	164	144	206	260	»	147	247	228	284	201	182	184
3. Liquidations judiciaires (déclarées)	348	330	189	318	355	»	145	98	125	263	270	294	296
Dont:													
Commerces agricoles et alimentaires	56	57	30	53	53	»	38	»	22	42	36	45	49
4. Faillites (déclarées)	383	322	223	330	368	»	405	283	369	297	301	294	315
Dont:													
Commerces agricoles et alimentaires	52	46	31	46	52	»	70	58	66	37	35	38	44

(1) Intermédiaires exclus.

Source: I. N. S. E. E.

VII. — TRANSPORTS

A. — Trafic par mode de transport.

1° Fer (S. N. C. F.)

a) *Evolution du trafic et de la productivité de la S. N. C. F.* (Moyennes mensuelles.)

DESIGNATION	1960				1961		1929	1938	1949	1952	1958	1959	1960
	I	II	III	IV	I	II							
A. — *Trafic.*													
Trafic voyageurs/kilomètre (millions de voyageurs/kilomètre)	2.112	2.723	3.283	2.437	(1) 2.195	»	2.350	1.837	2.456	2.380	2.692	2.620	2.610
Trafic marchandises/kilomètre (millions de kilomètres)	4.650	4.756	4.463	5.107	4.933	»	3.480	2.210	3.420	3.675	4.407	4.448	4.744
Tonnages chargés et entrés chargés (moyenne journalière des transports commerciaux) (1.000 tonnes)	613	616	577	673	650	»	»	362	»	474	581	583	620
B. — *Productivité* (indices 1929 = 100).													
Du travail	»	»	»	»	»	»	100	83	»	»	»	»	»
De la consommation d'énergie	»	»	»	»	»	»	100	85	»	»	»	»	»

(1) Moyenne janvier-février.
Source: I. N. S. E. E.

b) *Evolution du parc du matériel roulant de la S. N. C. F.* (1).

CATEGORIES DE MATERIEL	1929	1938	1946	1952	1957	(1958)
Locomotives à vapeur	19.800	17.200	13.800	10.460	7.560	7.300
Locomotives et automotrices électriques	790	1.120	1.180	1.360	1.710	1.760
Locomotives Diesel (de 500 CV et au-dessus)	64	7	16	155	350	390
Autorails		664	618	780	996	1.010
Voitures à voyageurs (y compris remorques d'autorails et d'automotrices électriques)	35.200	30.800	18.000	16.800	15.050	14.880
Wagons et fourgons	521.000	485.000	329.000	379.000	335.500	332.600

(1) Effectif en exploitation, moyenne annuelle.
Source: Commissariat général du plan.

2° VOIES NAVIGABLES

a) *Trafic kilométrique total.*

(Millions de tonnes kilomètre.) (Moyennes mensuelles.)

DESIGNATION	1960				1961		1929	1938	1949	1952	1955	1958	1959	1960
	I	II	III	IV	I	II								
1. Trafic kilométrique total (millions de tonnes kilométriques)	799	943	904	937,3	(880)	»	567	629	521	640	737	776,9	779	(892)

Source: I. N. S. E. E.

b) *Composition de la flotte fluviale à la fin de 1957.*

TYPES DE BATEAUX	UNITES		TONNAGES (Milliers de tonnes.)	
	Navigation intérieure Rhin inclus.	Rhin.	Navigation intérieure Rhin inclus.	Rhin.
Bateaux de transport:				
Marchandises générales:				
Tractionnées	5.451	202	1.949	251,5
Automoteurs	3.616	150	1.291	122,5
Citernes:				
Tractionnées	169	11	92	13
Automoteurs	671	5	258	5
Remorqueurs	460	73	»	»
Total (dont 3.104 bateaux bois)	10.367	441	»	»
Tonnage équivalent en péniches			4.623,477	

Source: Commissariat général du plan.

3° MER

a) *Evolution du trafic.* (Moyennes mensuelles.)

DESIGNATION	1960				1961		1938	1949	1952	1955	1958	1959	1960
	I	II	III	IV	I	II							
Voyageurs (grande navigation) (1.000):													
Débarquements	7,92	19	21,8	9,31	(1) 7,90	»	16,9	16,4	21,6	21,4	16,4	15,94	14,49
Embarquements	7,55	12,41	22,4	12,35	(1) 7,04	»	18,6	22,4	23,1	22,2	16,1	15,78	13,67
Marchandises (toutes) (1.000 tonnes):													
Débarquements	4.868	4.810	4.890	5.129	(1) 5.517	»	2.989	3.006	3.538	3.856	4.831	4.707	(4.924)
Embarquements	2.247	2.185	2.260	2.513	(1) 2.551	»	1.050	1.266	1.860	2.255	2.131	2.133	(2.298)

(1) Moyenne janvier-février.

Source: I. N. S. E. E.

b) *Evolution marchande.* (Evolution en tonnage.)

(Les chiffres placés entre parenthèses sont ceux du nombre de navires.)

Navires de plus de 100 tonneaux de jauge brute.

ANNÉES	PÉTROLIERS	NAVIRES à passagers.	AUTRES cargos.	TOTAL
	(1.000)	(1.000)	(1.000)	(1.000)
1er janvier:				
1929	1.300	170	1.600	3.870
1938	1.210	260	1.220	2.690
1939 (1/9).....	1.166 (146)	323 (72)	1.244 (452)	2.734 (670)
1945 (1/8).....	365	102	375	842
1946	Pas de statistiques (Cf. août 1945).			
1947	421	176	859	1.456
1948	457	276	1.267	2.000
1949	569 (4)	434 (67)	1.421 (447)	2.424 (585)
1950	608	538	1.562	2.708
1951	709	612	1.645	2.966
1952	739	711	1.723	3.173
1953	784	849	1.760	3.395
1954	873	869	1.803	3.545
1955	860 (89)	998 (119)	1.714 (520)	3.572 (728)
1956	800 (82)	1.195 (127)	1.714 (510)	3.709 (719)
1957	729 (73)	1.276 (132)	1.762 (320)	3.767 (725)
1958	1.396 (141)	664 (68)	1.858 (537)	3.919 (746)
1959	1.650 (155)	668 (69)	1.962 (567)	4.280 (791)
1960	1.789 (160)	608 (67)	2.063 (571)	4.461 (798)
1961 ..... Avril	1.986 (169)	683 (64)	2.104 (570)	4.674 (803)

Source: Ministère de la marine marchande.

4° AIR

a) *Evolution du trafic.* (Moyennes mensuelles.)

TRANSPORTEURS FRANÇAIS	1959				1960				1955	1958	1959	1960
	I	II	III	IV	I	II	III	IV				
Toutes compagnies:												
Passagers (millions de voyageurs-kilomètres)...	279,5	390,9	542,2	365	304,2	470,5	609,2	422,7	266,3	359,8	394,4	(453,8)
Marchandises (millions de tonnes-kilomètres transportés)	370,2	477,3	594,4	471,2	402	552,3	665,8	535,2	»	439	478	(542)
Dont:												
Fret (millions de tonnes-kilomètres).....	88,5	96,5	82,6	105,5	101,1	102,8	926,6	122,4	7	86	93	(106)

Source: I. N. S. E. E.

B. — **Routes** (indication).

1° Parc routier estimé en service (1.000)

DESIGNATION	1er JANVIER 1961	1er JANVIER 1960	1er JANVIER 1959	1er JANVIER 1958	1er JANVIER 1957
Voitures particulières et commerciales	5.550	5.018	4.511,9	3.972,2	3.476,5
Autocars et autobus	36,9	35,5	34,4	32,9	31,2
Camionnettes, camions et véhicules spéciaux	1.572	1.484	1.408,4	1.319,1	1.228,7
Tracteurs routiers	24,9	23,1	21,3	19,4	17,7
Tracteurs agricoles, forestiers et autres	705,1	636,4	559,9	474,8	376,2
Total véhicules à moteur	7.889	7.197,6	6.535,9	5.818,4	5.130,3
Remorques	151	143	736,2	134	125,7
Semi-remorques	33,6	30,5	27,9	25,3	22,7
Total tous véhicules	8.073	7.371	6.700	5.974,7	5.278,7

Source: I. N. S. E. E.

2° Livraison de carburants a la clientèle civile et métropolitaine

(1.000 tonnes). (Moyennes mensuelles.)

ANNEES	ESSENCE AUTO	SUPERCARBURANT	GAS-OIL
1938	225 (avec le super)	»	253
1949	148	»	63
1952	205,3	57	85
1953	216	77	101
1954	207	108	110
1955	223	130	124,4
1956	251,2	123	129,7
1957	277,6	84	126,7
1958	277	123,8	134,1
1959	283	135,4	129,2
1960	290,8	158,8	139,9

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

III. — FINANCES — CREDIT — MONNAIE — FINANCES EXTERIEURES

I. — FINANCES PUBLIQUES

A. — Budget de l'Etat et trésorerie de 1955 à 1958.

1. Situations budgétaires

(En milliards de francs.)

NATURE DES CHARGES ET DES RESSOURCES	1955 — SITUATION définitive des crédits ouverts.	1956 — RESULTATS en décembre 1956.	1957 — SITUATION fin décembre.	1957 — SITUATION fin février 1958.	1958 — SITUATION fin décembre.
I. — *Opérations budgétaires.*					
Budget ordinaire (1)	1.927	2.253	2.602	2.548	2.928
Budget civil en capital	660	649	655	653	697
Budget militaire (normal)	1.008	969	1.364	1.358	1.450
Total	3.595	3.871	4.621	4.561	5.075
Recettes ordinaires et extraordinaires (y compris aide américaine)	3.217	3.530	4.130	4.112	4.932
Solde des opérations budgétaires	— 378	— 341	— 491	— 449	— 143
II. — *Opérations propres du Trésor.*					
Découvert des comptes spéciaux	70	93	144	144	»
Fonds de développement économique et H. L. M.	307	307	322	322	462 (3)
Total	377	400	466	466	462
Total des charges de trésorerie	755	741	957	915	605
Dépenses spéciales d'Algérie	48	315	(3)	(3)	(2)
Ressources y affectées	»	— 22	»	»	»
Total de l'impasse	808	1.034	957	915	605

(1) Dépenses d'Algérie comprises. — (2) Voir dépenses militaires. — (3) Y compris consolidation de prêts à la construction.

2. Situation des finances publiques et opérations du trésor a la fin des années 1958 et 1959

a) *Résultats de l'exécution de la loi de finances en 1958 et 1959.*

(En milliards de francs [fin de période].)

	ANNEE 1958	ANNEE 1959
Ressources:		
Ressources fiscales et diverses	5.108	5.753
Période complémentaire	113	121
Total	5.221	5.874
Dépenses:		
Fonds de développement économique et social	473	611
Dommages de guerre	185	197
Dépenses militaires	1.424	1.526
Dépenses civiles	3.294	3.691
Période complémentaire	297	268
Total	5.673	6.293
Impasse:		
Exécution du budget	— 452	— 419
Comptes spéciaux	— 55	— 181
Total	— 507	— 600

b) *Moyens de trésorerie nécessaires pour couvrir les dépenses de l'Etat en 1958 et 1959.*

(En milliards de francs [fin de période].)

	ANNEE 1958	ANNEE 1959
Appel à l'épargne:		
Emprunts à moyen terme et long terme	+ 294	»
Charges d'amortissement de la dette	— 218	— 284
Bons du trésor sur formules	+ 116	+ 322
Apports du marché monétaire:		
Bons du trésor en comptes courants	— 37	+ 225
Opérations des correspondants	+ 130	+ 553
Apports divers	+ 218	— 45
Avances directes de la banque de France	+ 4	— 171
Excédent des charges (+) ou des ressources (—).		
Total	+ 507	+ 600

B. — **Budget général de l'Etat suivant la nouvelle présentation adoptée par la loi de finances pour 1960.**

Le budget de 1960 — qui est exprimé en nouveaux francs — se distingue des précédents par la forme dans laquelle il est présenté, conformément aux dispositions de l'ordonnance portant loi organique relative à la présentation des lois de finances.

Les opérations budgétaires à caractère définitif sont désormais distinguées des opérations à caractère temporaire.

La notion connue sous l'appellation familière d'impasse constitue un élément d'appréciation utile de la politique financière du Gouvernement dans la mesure où elle permet de comparer les charges totales du Trésor aux possibilités de l'épargne.

Mais cette présentation pouvait donner une vue inexacte de la situation véritable des finances publiques. Dans la mesure où les charges du Trésor correspondent à des prêts ou à des opérations de caractère remboursable, elles revêtent un caractère temporaire, non seulement par les possibilités de remboursement qu'elles comportent, mais aussi parce que leur volume varie sensiblement d'un exercice à l'autre suivant les mécanismes de financement utilisés, la situation du marché financier et les disponibilités des établissements spécialisés. L'activité de l'Etat banquier ne répond pas au même objet et ne doit pas être jugée suivant les mêmes critères que l'activité de l'Etat dépensier. Pour apprécier la situation véritable des finances publiques, il faut comparer aux recettes budgétaires le montant des dépenses présentant un caractère définitif.

C'est pourquoi le budget de 1960 comprend, conformément à la distinction prévue par la loi organique, d'une part, les opérations à caractère définitif du budget général de l'Etat, d'autre part, les opérations à caractère temporaire.

Le budget général de l'Etat retrace en dépenses toutes les charges budgétaires ne donnant pas lieu à un remboursement ultérieur, qu'il s'agisse de dépenses ordinaires ou de dépenses d'équipement; dépenses ordinaires civiles, dépenses militaires, dommages de guerre, dépenses d'équipement exécutées par l'Etat et subventions d'équipement. En recettes, figurent toutes les recettes, à l'exception des remboursements de prêts antérieurement consentis. Les opérations de caractère définitif imputées sur les comptes d'affectation spéciale sont ajoutées, en recettes et en dépenses, au budget général de l'Etat.

Les opérations à caractère temporaire comprennent toutes les catégories de prêts: prêts figurant antérieurement au titre VI B du budget du F. D. E. S., contributions du Trésor à la consolidation des prêts consentis pour le financement de la construction, charges nettes de la partie des comptes d'affectation spéciale retraçant des opérations de prêts, et charges nettes des autres catégories de comptes spéciaux du Trésor; en diminution figurent les sommes encaissées au titre de remboursement de prêts antérieurs.

D'autre part, en application de l'ordonnance portant loi organique relative à la présentation de la loi de finances, une autre modification est apportée à la présentation budgétaire traditionnelle: les dépenses qui figuraient précédemment au titre VIII du budget (dépenses sur ressources affectées) sont désormais incorporées dans le budget général, les ressources correspondantes étant comprises dans l'évaluation des recettes. Dans les cas où il a paru nécessaire de maintenir l'affectation de certaines ressources à certaines dépenses — notamment pour le fonds routier — c'est la procédure des comptes spéciaux du Trésor d'affectation spéciale qui est désormais utilisée.

Qu'elles aient ou non figuré antérieurement au titre VIII du budget, les opérations de caractère définitif retracées à des comptes d'affectation spéciale sont décrites en recettes et en dépenses et non plus en solde; les dépenses sont classées de la même manière que les dépenses budgétaires proprement dites.

Enfin, il a paru préférable de faire figurer les bonifications d'intérêt non plus au titre Ier (dette publique) mais au titre IV du budget (interventions); bien que les crédits correspondants conservent un caractère évaluatif et résultent, pour leur plus grande part, d'engagements antérieurs, ces dépenses constituent une aide apportée aux bénéficiaires, en application de la législation, au même titre que les subventions de caractère économique ou administratif.

Source: Projet de loi de finances pour 1960.

1. Tableau général des charges et des ressources de la loi de finances de 1960 comparée a celle de 1959

(En millions de nouveaux francs arrondis.)

NATURE DES OPERATIONS	LOI DE FINANCES 1960		LOI DE FINANCES 1959	
	Charges.	Ressources.	Charges.	Ressources.
I. — Opérations de caractère définitif				
1° *Budget général.*				
Dépenses ordinaires civiles (titres I, II, III, IV)	33.611		31.319	
Dépenses civiles en capital (titres V, VI, VII)	7.866		7.583	
Dépenses militaires (titres III, IV, V)	16.534		15.900	
Total des dépenses	58.011		54.802	
Recettes fiscales		51.971		49.916
Autres recettes (remboursements de prêts exclus)		6.604		5.925
Total des recettes		58.575		55.841
Solde des opérations du budget général	+ 564		+ 1.039	
2° *Budgets annexes.*				
Total des charges et des recettes des budgets annexes	9.745	9.601	7.447	7.307
Solde des opérations des budgets annexes	— 144		— 140	
3° *Compte d'affectation spéciale* (partie).				
Dépenses civiles ordinaires	1.313			
Dépenses en capital	609			
Dépenses militaires	620			
Total des dépenses	2.542			
Ressources affectées à ces comptes		2.682		
Solde des opérations des comptes d'affectation spéciale	+ 140		+ 21	
Solde des opérations de caractère définitif	+ 560		+ 920	

NATURE DES OPÉRATIONS	LOI DE FINANCES 1960		LOI DE FINANCES 1959	
	Charges.	Ressources.	Charges.	Ressources.
II. — OPÉRATIONS DE CARACTÈRE TEMPORAIRE				
1° *Comptes de prêts et de consolidation.*				
Prêts aux organismes d'H.L.M.	2.150	117	1.840	90
Consolidation des prêts spéciaux à la construction	1.450	»	1.600	»
Prêts du fonds de développement économique et social	3.250	606	3.350	510
Prêts divers de l'Etat:				
Prêts du titre VIII nouveau (ancien titre VI B)	273	»	327	»
Prêts directs du Trésor	35	2	41	41
Avances du Trésor consolidées par transformation en prêts	44	30	170	31
	7.202	755	7.328	672
Opérations d'ordre de consolidation		44		170
Montant brut des charges et des ressources	7.202	799	7.328	842
Variation nette d'encours des prêts	— 6.403		— 6.486	
2° *Comptes d'avances.*				
Variation nette d'encours des avances	— 94		— 97	
3° *Comptes d'affectation spéciale* (partie).				
Variation nette d'encours de ces prêts	— 79		— 78	
4° *Autres comptes spéciaux.*				
Solde des comptes de commerce	— 177		— 199	
Solde des comptes d'opérations monétaires	— 30		— 20	
Solde des comptes de règlement avec les gouvernements étrangers	— 40		— 60	
Compte de liquidation			+ 12	
Solde des opérations des autres comptes spéciaux	— 127		— 267	
Solde des opérations de caractère temporaire	— 6.823		— 6.928	
Solde général des opérations de la loi de finances (2)	— 6.263		— 6.008	

(1) Caisse nationale d'épargne, Imprimerie nationale, Légion d'honneur, ordre de la Libération, monnaies et médailles, postes et télécommunications, prestations sociales agricoles, R. T. F., essences, poudres.

(2) Soit solde de la loi de finances de 1959: 578 milliards ou 5.870 millions de nouveaux francs + 140 millions de nouveaux francs du solde des budgets annexes.

2. EXÉCUTION DE LA LOI DE FINANCES POUR LES ANNÉES 1959 ET 1960

(En millions de nouveaux francs.) (Fin de période.)

	NEUF MOIS	
	1959	1960
I. — *Opérations à caractère définitif.*		
Recettes:		
Recettes du budget général	56.780	61.370
Exercice précédent	1.440	950
Comptes d'affectation spéciale (solde créditeur)	10	370
	57.930	62.690
Dépenses:		
Dépenses civiles	38.170	39.960
Dépenses militaires	14.520	15.700
Dommages de guerre	2.120	2.010
Exercice précédent	2.620	2.430
Compte d'affectation spéciale (solde débiteur)	»	»
	57.430	60.100

	NEUF MOIS	
	1959	1960
II. — *Opérations à caractère temporaire.*		
Recettes:		
Remboursements de prêts	900	740
Autres comptes spéciaux (solde créditeur)	210	»
	1.110	740
Dépenses:		
Comptes de prêts	7.890	7.430
Autres comptes spéciaux (solde créditeur)	»	50
	7.890	7.480
III. — *Solde général.*		
Solde des opérations à caractère définitif	+ 500	+ 2.590
Solde des opérations à caractère temporaire	— 6.780	— 6.740
Solde général	— 6.280	+ 4.190

3. Loi de finances pour 1961 comparée au budget de 1960

Opérations à caractère définitif.
(En millions de nouveaux francs.)

	1960	1961	ECART 1960-1961
Dépenses ordinaires civiles	33.611	35.756	+ 3.965
Dépenses d'équipement civil non remboursables	6.296	7.141	+ 845
Dommages de guerre	1.570	1.316	— 254
Dépenses militaires	16.534	16.818	+ 284
Comptes spéciaux du Trésor	— 140	— 40	+ 100
Total des charges	57.871	62.811	+ 4.940
Recettes:			
Fiscales	51.971	55.550	+ 3.759
Non fiscales	6.604	7.035	+ 431
Total des recettes	58.575	62.585	+ 4.010
Différence	— 704	+ 226	+ 930

Opérations à caractère temporaire.
(En millions de nouveaux francs.)

	1960	LOI de finances de 1961.
Prêts divers de l'Etat (titre VIII du budget)	273	224
Prêts du F. D. E. S.	3.250	3.050
Prêts aux H. L. M.	2.150	2.380
Total	5.673	5.654
A déduire: remboursements	— 723	— 1.022
Variation d'encours des prêts ci-dessus	+ 4.950	+ 4.632
Consolidation des prêts à la construction	+ 1.450	+ 1.350
Excédent de dépenses des comptes d'affectation spéciale, des comptes d'avance et des autres comptes retraçant des opérations à caractère temporaire	+ 423	+ 555
Total général	+ 6.823	+ 6.537

Source: projet de loi de finances pour 1961.

C. — **Evolution des recettes de l'Etat.**

1. Tableau d'ensemble de 1958 a 1960
(En milliards de francs.)

	1955 (1)	1956 (2)	1957 (2)
I. — Recettes fiscales	2.776,4	3.121,8	3.684,3
A. — Ventilation administrative:			
1. Contributions directes	974,8	1.148,4	1.353,1
2. Enregistrement	122,7	139,7	166,2
3. Timbre	27,5	57,1	75,2
4. Impôts sur les opérations de bourse et de solidarité nationale	10,5	9,6	16,4
5. Douanes	325,9	394,8	519,0
6. Contributions indirectes	54,1	58,3	78,8
7. Taxe sur les transports de marchandises	»	1,5	17,0
8. Taxes sur le chiffre d'affaires	1.160,6	1.208,7	1.375,7
9. Taxes uniques	100,3	103,7	82,9
10. Recettes imputées à des comptes d'attente	»	»	»
B. — Classification économique:			
Impôts sur le revenu (4)	723,9	866,9	1.031,9
Impôts sur la fortune (5)	160,7	206,5	257,8
Impôts sur la consommation	1.640,9	1.765,5	2.073,4
Versement sur les salaires (6)	250,9	282,9	321,2
II. — Autres recettes budgétaires	673,7	755,9	1.300,9
1. Monopole des poudres et exploitations industrielles de l'Etat	31,9	83,8	94,0
2. Produits et revenus du domaine de l'Etat	24,0	26,1	24,4
3. Produits divers	185,2	220,1	194,6
4. Ressources exceptionnelles	200,4	164,5	746,0
5. Fonds de concours	112,4	118,5	101,0
6. Ressources affectées à diverses dépenses	119,8	136,9	140,9
Total général	3.450,1	3.877,7	4.985,2

Nota. — Le tableau I ci-dessus comprend exclusivement les recettes du budget général de l'Etat. Il ne tient pas compte des ressources fiscales attribuées soit à des établissements dotés de la personnalité financière, tels que la Caisse autonome d'amortissement et les offices, soit à des comptes spéciaux du Trésor. Il comprend en revanche des dégrèvements accordés qui sont imputés en dépenses à un crédit budgétaire figurant au budget des charges communes du ministère des finances. Les recettes des deux principaux budgets annexes (postes, télégraphes et téléphones et prestations familiales agricoles), ainsi que celles de la Caisse autonome et de la sécurité sociale, sont données au tableau 3: « Principales autres recettes publiques ».

(1) Projet de loi de règlement définitif du budget. Il est rappelé que les recettes budgétaires sont en principe soumises à la règle de la gestion. Toutefois, certaines opérations de régularisation peuvent intervenir au cours de l'année suivante. La date limite, qui était le 31 mai jusqu'en 1955, a été ramenée au dernier jour de février par le décret du 14 novembre 1955 portant application de la gestion.

(2) Compte définitif des recettes du budget général.

(3) Situation définitive publiée au *Journal officiel*.

(4) Contributions directes à l'exclusion du versement forfaitaire sur les salaires.

(5) Produits de l'enregistrement, du timbre, des impôts sur les opérations de bourse et de solidarité nationale.

(6) Le versement forfaitaire qui est historiquement un impôt sur le revenu est considéré par certains comme un impôt indirect sur la consommation. Aussi a-t-il été isolé dans cette ventilation économique pour permettre l'une et l'autre classification.

Source: Ministère des finances.

2. Evolution de 1958 a 1960

	IMPOTS DIRECTS				IMPOTS INDIRECTS					TOTAL général.
	Sur les bénéfices des sociétés.	Sur le revenu des personnes physiques.	Autres impôts.	Total.	Taxes sur le chiffre d'affaires.	Taxes uniques et diverses taxes spécifiques.	Versement forfaitaire sur les salaires.	Autres impôts indirects.	Total.	
En millions de nouveaux francs:										
1958	5.580	7.020	2.840	15.440	19.280	9.600	3.550	7.910	40.340	55.780
1959	6.180	8.180	3.000	17.360	21.490	10.270	3.910	8.870	44.540	61.900
1960 (*)	8.860	8.350	3.100	18.310	23.540	10.850	4.320	10.430	49.140	67.450
En pourcentage du total:										
1958	10	12,6	5,1	27,7	34,5	17,2	6,4	14,2	72,3	100
1959	10	13,2	4,8	28	34,8	16,6	6,3	14,3	72	100
1960 (*)	10,1	12,4	4,6	27,1	34,9	16,1	6,4	15,5	72,9	100

(*) Chiffres provisoires.
Source: Ministère des finances.

3. Recettes budgétaires applicables au budget général d'après la loi de finances pour 1961
(En millions de nouveaux francs.)

PRODUITS	LOI DE FINANCES 1961
Impôts directs perçus par voie de rôle	9.250
Retenues à la source sur les revenus de valeurs mobilières	1.000
Impôt sur les sociétés	6.230
Versement forfaitaire	4.690
Enregistrement, timbre et Bourse	3.590
Douanes	7.230
T. V. A. — T. P. S.	20.230
Autres impôts indirects	3.330
Total pour les ressources fiscales	55.550
Produits fiscaux	7.035
Economies	»
Total pour les ressources budgétaires (1)	62.585

(1) Compte non tenu des remboursements de prêts (1960): 720; 1961: 1.022).
Source: Projet de loi de finances pour 1961.

4. Evolution du taux de prélèvement fiscal par rapport au produit national brut

ANNÉES	I — PRODUIT NATIONAL brut.	II — IMPOT D'ÉTAT (1).	III — PRESSION FISCALE (Pourcentage col. II/col. I).
1956	188.400	28.420	15,1
1957	210.500	34.310	16,3
1958	238.300	42.230	17,7
1959	257.900	49.500	19,2
1960	280.800	51.970	18,5
1961 (prévisions)	302.600	55.550	18,3

(1) Chiffres retenus dans les lois de finances compte non tenu des impôts supplémentaires votés en cours d'année (1956-1957-1958).
Source: Projet de loi de finances pour 1961.

a) Dette publique
(Etat, caisse autonome d'amortissement, postes et télécommunications.)
Montant (fin d'année).
(En millions de nouveaux francs.)

DÉSIGNATION	1938	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (novemb.)
Dette intérieure	4.140	41.770	45.290	48.400	55.730	53.690	58.390	60.110	58.976
Dette extérieure	»	»	»	8.340	7.950	7.520	10.320	10.830	10.069

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

b) COLLECTIVITÉS LOCALES (ÉTABLISSEMENTS PUBLICS COMPRIS)

Situation financière à la clôture de l'exercice.
(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1948	1949	1952	1953	1954	1955	1956
Départements.							
Recettes	»	168,0	305	340,1	385,6	433,7	513,7
Dépenses	»	155,7	290,8	330,1	374,3	423,7	515,2
Disponibilités au 31 décembre	3,3	15,6	58,4	68,4	79,7	91,3	83,8
Communes.							
Recettes	»	464,6	930,8	1.029,7	1.189,7	1.284,6	1.398,6
Dépenses	»	425,2	899,2	974,7	1.104,5	1.228,7	1.363,9
Disponibilités au 31 décembre	36,9	76,3	252,7	317,6	414,1	483,1	504,1

Source: Ministère des finances.

D. — Services publics.

1. SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Evolution trimestrielle des recettes.

RECETTES (en millions de nouveaux francs).	I	II	III	IV
		(Moyennes mensuelles.)		
Voyageurs:				
1959	115,8	141	188,3	127
1960	114,3	151,8	192	136,7
1961	(130)	»	»	»
Marchandises (2):				
1959	304,3	310	285,3	368
1960	312,5	316,9	298,1	364,6
1961	(350,5)	»	»	»
Total (1):				
1959	441,4	474,1	497,4	498
1960	456,8	492,4	513,9	528,7
1961	(506)	»	»	»

INDICES DES RECETTES A PRIX CONSTANT (3) (1938 = 100)	I	II	III	IV
		(Moyennes mensuelles.)		
Voyageurs:				
1959	162	138	131	154
1960	159	148	132	158
1961	(171)	»	»	»
Marchandises (2):				
1959	155	157	152	157
1960	163	160	159	164
1961	(166)	»	»	»
Total (1):				
1959	157	150	144	155
1960	162	156	148	162
1961	(171)	»	»	»

Evolution annuelle des recettes.

	1938	1949	1952	1955	1958	1959	1960
Voyageurs	3,44	58	86	99	127,6	143,6	148,7
Marchandises	8,40	156	195	227	279,3	311	325,2
Total (1)	12,87	222	324	341	427,9	477,7	498

	1949	1952	1955	1958	1959	1960
Voyageurs	133	133	130	150	143	146
Marchandises	144	156	142	157	155	164
Total	141	150	138	154	151	157

(1) L'indication totale des recettes ne couvre pas exactement les chiffres « voyageurs » et « marchandises ». Elle comprend les recettes voyageurs, marchandises, bagages et consigne, colis postaux, petits colis.
(2) Marchandises détail et wagons.
(3) Cet indice est le quotient (multiplié par 100) des recettes de la période considérée par les recettes de la période correspondante de 1938 ramenées aux taux de la période considérée. Les indices mensuels successifs ne sont donc pas comparables entre eux et la comparaison doit se faire seulement par rapport à 1938.

Sources: S. N. C. F., I. N. S. E. E.

2. Postes et télécommunications

Recettes totales (postes, téléphones, services financiers.)
(Mois cumulés.) (En millions de nouveaux francs.)

ANNÉES	I	II	III	IV
	(Fin de trimestre.)			(Année entière.)
1958	571	1.280	1.961	3.095
1959	732	1.782	2.678	3.930
1960	772	1.873	2.836	3.549 (nov.)
1961	952	»	»	»

N. B. — Année 1951 = 85,9. — Année 1952 = 143. — Année 1953 = 150,2. — Année 1954 = 183,2. — Année 1955 = 202,3.
Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

E. — **Services sociaux.**

Evolution du bilan du régime général de la sécurité sociale

(Y compris le régime des fonctionnaires et celui des étudiants, non compris les professions agricoles.)
(En millions de nouveaux francs.)

DESIGNATION	1938	1949	1954	1956	1957	1958	1959	1960
I. — *Recettes.*								
Assurances sociales	»	2.168	4.414	5.483	6.085	6.974	870,4	2.564,4
Accidents du travail	»	836	652	948	1.123	1.382	152,8	456,5
Prestations familiales:								
1° Salariés	»	1.926	4.343	5.407	5.936	6.796	649,6	1.864,7
2° Employeurs et travailleurs indépendants	»	86	298	334	385	416	46,2	167,8
Ensemble	»	4.516	9.715	12.172	13.529	15.569	1.719	5.053,4
II. — *Dépenses.*								
Assurances sociales	26	2.170	4.883	5.941	6.727	7.545	(1) 870,9	2.676,4
Accidents du travail	»	337	668	965	1.111	1.311	149,7	446,6
Prestations familiales:								
1° Salariés	»	1.852	4.028	4.917	5.208	5.731	619	1.714,7
2° Employeurs et travailleurs indépendants	»	97	277	327	392	440	46,4	136,6
Ensemble	26	4.456	9.856	12.150	13.438	15.027	1.685,2	4.974,3
Patrimoine	»	1.388	1.620	2.186	2.430	»	»	»

(1) Y compris les prestations du fonds national de solidarité.
Sources: Ministère du travail, I. N. S. E. E.

II. — CREDIT. — BANQUE. — MONNAIE

A. — Evolution d'ensemble des disponibilités monétaires et de leur contrepartie.

1. Disponibilités monétaires et dépôts a terme

(En millions de nouveaux francs.)

ANNÉES	MONTANT (Fin de trimestre.) I	II	III	IV
Billets en circulation.				
1958	32.860	33.700	34.310	34.690
1959	33.840	34.420	34.520	34.950
1960	34.670	35.936	37.550	39.320
1961	39.260	»	»	»
Monnaies divisionnaires.				
1958	740	750	760	780
1959	760	750	750	760
1960	790	870	990	1.130
1961	1.210	»	»	»
Dépôts à vue (1).				
1958	36.520	37.340	36.680	40.640
1959	41.700	40.070	44.600	49.040
1960 (1)	48.260	51.800	51.810	55.310
1961	55.630	»	»	»
Dépôts à terme.				
1958	4.290	4.060	3.810	4.130
1959	4.610	4.970	5.030	5.490
1960	6.180	6.760	6.990	7.580
1961	8.680	»	»	»
Ensemble: disponibilités monétaires et dépôts à terme.				
1958	74.410	75.850	75.560	80.240
1959	80.910	84.210	84.900	90.240
1960	89.900	96.810	(2) 88.620	104.800
1961	106.370	»	»	»

N. B. — Sarre exclue depuis 1959. Total en décembre 1958 sans la Sarre = 79.280 millions de nouveaux francs.

(1) Comptes courants créditeurs des particuliers et des entreprises à la Banque de France. — Dépôts à vue dans les banques. — Dépôts ou comptes courants postaux. — Dépôts de fonds particuliers au Trésor.

(2) Y compris comptes spéciaux: septembre 1960, 1.280; décembre 1960, 1.430; mars 1961, 1.590.

Source: Conseil national du crédit.

2. Contrepartie des disponibilités monétaires et dépôts a terme

(En millions de nouveaux francs.)

ANNÉES	MONTANT (Fin de trimestre.) I	II	III	IV
Créances sur le Trésor public (1).				
1958	31.080	31.500	30.860	31.100
1959	32.630	33.400	32.950	31.310
1960	30.930	32.080	33.000	33.350
1961	32.320	»	»	»
Crédits à l'économie.				
1958	44.270	45.400	44.680	48.680
1959	46.920	47.400	47.580	53.700
1960	53.030	55.010	57.060	62.040
1961	62.620	»	»	»
Or et devises (actif).				
1958 (2)	3.130	3.130	3.740	3.830
1959 (2)	4.490	4.490	8.640	8.290
1960 (2)	8.940	8.790	10.900	10.720
1961 (2)	12.380	»	»	»
Total (y compris balance de divers éléments non indiqués dans les rubriques ci-dessous.)				
1958	74.410	75.850	75.560	80.240
1959	80.910	84.210	84.900	90.240
1960	89.900	94.170	98.620	104.800
1961	106.370	»	»	»

(1) Créances de la Banque de France. — Portefeuille d'effets publics de la Banque de France et des banques, créances d'entreprises ou de particuliers (avoirs aux chèques postaux et au Trésor, monnaie divisionnaire en circulation).

(2) Net en déduisant les comptes courants du fonds de stabilisation des changes et des banques et institutions financières étrangères comptées dans le passif:

Or et devises.	Mars 1958.	Juin 1958.	Sept. 1958.	Déc. 1958.	Mars 1959.	Juin 1959.	Sept. 1959.	Déc. 1959.
	— 210	— 300	+ 810	— 70	+ 2.600	+ 2.740	+ 6.460	+ 7.160
	Mars 1960.	Juin 1960.	Sept. 1960.	Déc. 1960.	Mars 1961.			
	+ 7.850	+ 8.790	+10.110	+10.480	+12.170			

Source: Conseil national du crédit.

3. Rapport au produit national brut (évolutions annuelles). (En millions de nouveaux francs.)

PRODUITS	1952	1955	1956	1957	1958 (2)	1959 (2)	1960 (2)
Produit national brut	144.000	170.500	188.400	210.600	239.600	259.900	285.000
Disponibilités monétaires (1)	38.990	55.360	62.360	67.350	61.600	77.640	87.180
Rapport: Produit national brut (pourcentage) / Disponibilités monétaires	3,70	3,08	3,02	3,20	2,6	3	3,05

N. B. — Hausse du rapport: la même quantité de monnaies permet d'alimenter un volume de transactions établies à un niveau de prix plus élevé. Baisse du rapport: une fraction plus importante de la monnaie est conservée inactive dans les encaisses.

(1) Moyenne des douze mois.
(2) Sarre exclue.

Source: Conseil national du crédit.

4. Evolution du produit national brut et de la masse monétaire
(En pourcentage.)

	1952	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Taux de progression du produit national brut ou des moyens de paiements utilisés dans les transactions	4,4	7,1	10,5	11,7	13,2	8,5	9,7
Taux de progression de la masse monétaire	12,2	14	12,6	8	6	8,7	12,3

Source: Conseil national du crédit.

5. Proportion dans la masse monétaire des billets et des dépôts a vue et a terme
(En pourcentage.)

DÉSIGNATION	1956	1957	1958	1959	1960
Billets et monnaies divisionnaires en circulation	33,5	31,9	31,1	27,2	26,6
Dépôts bancaires:	30,6	31,9	30,7	33,5	33,9
A vue	(28,1)	(28,1)	(26,9)	(28,7)	(28)
A terme et comptes spéciaux	(2,5)	(3,8)	(3,8)	(4,8)	(5,9)
Autres dépôts à vue (Banque de France + comptes courants postaux + Trésor)	7,7	8	8,3	8,1	8,3
Bons du Trésor sur formules et dépôts dans les caisses d'épargne	28,2	28,2	29,9	31,2	31,2
	100	100	100	100	100

Source: Conseil national du crédit.

B. — Epargne.

1. Epargne totale

a) *Variations annuelles respectives des différentes formes recensables de l'épargne.*
(En millions de nouveaux francs.)

DÉSIGNATION	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Epargne liquide	4.820	3.520	4.680	4.970	9.900	10.280
Epargne nette recueillie par les compagnies d'assurances (à l'exclusion de l'apport des compagnies à des émissions placées dans le public)	400	470	600	630	650	680
Epargne investie en valeurs mobilières	3.270	6.940	5.790	6.940	5.440	4.630
Totaux	8.490	10.930	11.070	12.540	15.990	15.590
Rapport de l'épargne totale au revenu national (en pourcentage)	6,5	7,6	6,9	6,9	8,2	12

Source: Conseil national du crédit.

b) *Variation des emplois liquides de l'épargne.* (En millions de nouveaux francs.)

VARIATIONS ANNUELLES	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Dépôts bancaires à terme et bons de caisse	+ 330	+ 320	+ 1.510	+ 300	+ 1.490	+ 2.150
Dépôts dans des caisses d'épargne	+ 2.830	+ 2.330	+ 1.760	+ 3.040	+ 3.850	+ 3.330
Bons du Trésor (excédent des souscriptions sur les remboursements):						
a) Bons sur formules (1)	+ 1.400	+ 1.070	+ 1.070	+ 1.150	+ 3.230	+ 3.380
b) Bons en comptes courants détenus par les entreprises	+ 160	— 330	+ 30	+ 40	+ 460	+ 180
Bons à trois ans et cinq ans de la caisse nationale de crédit agricole (2)	+ 100	+ 130	+ 160	+ 210	+ 400	+ 660
Total	+ 4.820	+ 3.520	+ 4.680	+ 4.970	+ 9.900	+ 10.280

(1) Cette rubrique comprend les bons à un an, les bons à deux ans, les bons à intérêt progressif.

(2) Les chiffres indiqués ne comprennent que la part souscrite par le public: les bons qui se trouvent dans le portefeuille-titres des caisses régionales en sont exclus.

Source: Conseil national du crédit.

2. Actions et obligations

Souscriptions nouvelles du public en numéraire. (En millions de nouveaux francs.)

DESIGNATION	1938	1949	1955	1956	1957	1958	1959	1960
	(Montant par année.)							
Actions émises contre espèces (1)	15	390	1.068	1.145	2.509	1.717	2.831	2.029
Obligations	13	281	2.002	2.247	2.984	3.380	4.432	4.525
Dont:								
Sociétés privées (obligations) (2)	5	98	882	744	596	914	1.741	1.885
Total actions et obligations (3)	28	671	307	3.892	5.493	5.095	7.263	6.555
+ Collectivités locales et groupements de sinistrés	16,3	»	143 (4)	46	24	165	24	24,35
+ Emprunts du Trésor à long et à moyen terme	75	»	854	4.231	1.084	3.193	»	»
+ Sociétés à responsabilité limitée (versements approximatifs en espèces) (5)	»	»	116	134	227	196	186	225
Total de l'épargne apparente investie sur le marché financier.	»	»	4.180	7.873	6.868	8.703	7.689	6.925

(1) Appels de fonds sur actions partiellement libérées antérieurement à la période exclus. Sont seuls considérés les versements au titre d'actions émises au cours de la période.

(2) Toutes sociétés non nationalisées ou dont le capital n'est pas détenu en majorité par l'Etat.

(3) Appels de fonds sur actions antérieures partiellement libérées exclus.

(4) Compte tenu de petits emprunts locaux n'ayant pas été publiés au cours de l'année.

(5) A l'exclusion des apports et incorporations de réserves.

Sources: Crédit lyonnais, I. N. S. E. E.

C. — Crédit.

1. Répartition de 1956 a 1959 des crédits aux entreprises et aux particuliers

(En millions de nouveaux francs.)

	ENCOURS AU				
	31 décembre 1956.	31 décembre 1957.	31 décembre 1958.	31 décembre 1959.	31 décembre 1960.
I. — *Selon la durée des crédits.*					
Crédits à court terme (mobilisables ou non)	29.130	32.010	33.750	38.790	46.920
Crédits à moyen terme mobilisables par nature	12.330	15.450	18.190	18.840	20.160
Prêts à long terme	25.310	33.630	29.800	37.590	47.000
Total	66.770	71.090	80.740	95.160	114.080
II. — *Selon les organismes distributeurs.*					
Banques et établissements financiers (sauf Banque de France)	34.590	38.970	41.050	47.350	56.550
Organismes spécialisés et F. D. S.	31.960	31.910	39.700	47.640	57.380
Banque de France	220	210	210	170	150
Total	66.770	71.090	80.740	95.160	114.080
III. — *Selon les organismes porteurs* (montant des portefeuilles).					
Banques	21.870	26.180	26.600	36.080	41.020
Banque de France	18.370	19.590	21.510	17.730	21.020
Total des moyens monétaires	40.240	45.770	48.110	53.810	60.040
Organismes spécialisés F. D. S. et C. A. C. O. N. et établissements financiers	26.530	25.320	32.630	41.350	52.040
Total général	66.770	71.090	80.740	95.160	114.080
IV. — *Selon les bénéficiaires.*					
Agriculture	5.270	6.050	6.890	8.210	9.970
Entreprises industrielles et commerciales	39.910	38.570	44.130	48.160	56.470
Construction	12.530	16.540	20.870	26.540	32.050
Ventes à tempérament	1.300	1.690	1.780	2.380	3.540
Entreprises sarroises	970	780	890	»	»
Bénéficiaires non recensés (1)	6.790	7.460	7.070	9.870	12.050
Total	66.770	71.090	80.740	95.160	114.080

(1) Les crédits compris sous cette rubrique ont été distribués essentiellement aux entreprises métropolitaines.

Source: Conseil national du crédit

2. Répartition des crédits selon leur durée

a) *Crédits à court terme.*

(En millions de nouveaux francs.)

Répartition des crédits a court terme par bénéficiaire.	ENCOURS AU				
	31 décembre 1956.	31 mars 1958.	31 décembre 1958.	31 décembre 1959.	31 décembre 1960.
I. — *Crédits à la construction de logements*	190	180	220	280	370
II. — *Crédits aux entreprises françaises:*					
Agriculture	2.550	2.560	2.620	3.070	3.590
Industrie et commerce	18.790	20.690	22.990	24.470	29.440
Total II	21.340	23.250	25.610	27.540	33.030
III. — *Crédits aux entreprises sarroises*	870	720	830	260	»
IV. — *Financement des ventes à tempérament*	1.300	1.690	1.780	2.380	3.540
Crédits non recensés	5.430	6.170	4.830	8.530	9.980
Ensemble des crédits à court terme	29.130	32.010	33.260	38.730	46.920

Source: Conseil national du crédit.

b) *Crédits à moyen terme.*
Montants en millions de nouveaux francs (crédits mobilisables).

REPARTITION DES CREDITS A MOYEN TERME PAR BENEFICIAIRES	EN COURS AU 31 décembre 1955.	31 décembre 1956.	31 décembre 1957.	31 décembre 1958.	31 décembre 1959.	31 décembre 1960.
I. — *Crédits à la construction de logements:*						
Prêts spéciaux	4.110	5.770	7.210	8.340	8.450	8.450
Autres crédits	780	860	950	1.080	1.260	1.209
Total I	4.890	6.630	8.160	9.420	9.710	9.740
II. — *Crédits aux entreprises françaises:*						
Agriculture	490	550	650	810	1.070	1.130
Industrie et commerce	4.540	5.160	6.580	7.960	8.000	8.800
Dont:						
Entreprises nationalisées	2.180	2.480	3.100	»	»	»
Total II	5.030	5.710	7.290	8.090	9.010	9.930
III. — *Creaits aux entreprises sarroises*	40	70	60	»	»	»
Ensemble des crédits a moyen terme	9.960	12.410	15.450	17.420	18.720	20.040
Crédits non recensés	»	»	»	»	120	120
Total général	»	»	»	»	18.840	20.160
(1) Dont: Financement de l'équipement	4.620	5.190	6.580	7.230	7.220	7.640
Financement des exportations	410	520	650	730	780	1.160

c) *Crédits à long terme.*
(En millions de nouveaux francs.)

REPARTITION DES PRETS A LONG TERME PAR BENEFICIAIRES	EN COURS AU 31 décembre 1955.	31 décembre 1956.	31 décembre 1957.	31 décembre 1958.	31 décembre 1959.	31 décembre 1960.
I. — *Crédits à la construction de logements:*						
Prêts spéciaux des lois de 1950 et 1953 après consolidation	»	190	700	1.400	3.210	4.950
Prêts H. L. M.	3.820	5.220	6.960	9.020	11.600	14.210
Autres prêts	130	300	540	810	1.740	2.410
Total I	3.950	5.710	8.200	11.230	16.550	21.570
II. — *Crédits aux entreprises françaises:*						
Agriculture	1.590	2.170	2.840	6.460	4.130	5.250
Industrie et commerce:						
Secteur nationalisé (1)	11.200	12.460	13.640	13.180	15.690	18.230
Secteur privé	3.010	3.500	4.160			
Total II (1)	15.800	18.130	20.640	16.640	19.820	21.890
III. — *Crédits non recensés*	1.150	1.440	1.290	1.930	1.220	1.950
Ensemble des prêts à long terme	20.930	25.310	(1) 30.130	29.800	37.590	47.000
Crédits aux entreprises sarroises	30	30	390	»	»	»

(1) Ce chiffre comprend 6.500 millions de nouveaux francs de prêts antérieurement accordés à des entreprises nationalisées et qui ont été convertis en 1957 en dotations de capital, en application de l'article 110 de la loi du 4 août 1956.
Source: Conseil national du crédit.

3. RÉPARTITION DU CRÉDIT SELON L'ACTIVITÉ UTILISATRICE

1° *Le crédit à l'agriculture.*
(En millions de nouveaux francs.)

CRÉDITS RECENSÉS	ENCOURS 31 décembre 1956.	31 décembre 1957.	31 décembre 1958 (1).	31 décembre 1959 (1).	31 décembre 1960 (1).
Agriculture.					
Court terme	2.550	2.560	2.620	3.070	3.590
Moyen terme	550	650	810	1.010	1.130
Long terme	2.170	2.840	3.460	4.130	5.250
Total	5.270	6.050	6.890	8.210	9.970

(1) Sarre exclue.
Source: Conseil national du crédit.

2° *Le crédit aux entreprises industrielles et commerciales.*

a) Durée des engagements.

(En millions de nouveaux francs.)

CRÉDITS RECENSÉS	ENCOURS				
	31 décembre 1956.	31 décembre 1957.	31 décembre 1958 (1).	31 décembre 1959 (1).	31 décembre 1960 (1).
Industrie et commerce.					
Court terme	18.790	20.690	22.990	24.470	29.440
Moyen terme	5.160	6.580	7.960	8.000	8.800
Long terme	15.960	11.300	13.180	15.960	18.230
Total	39.910	38.570	44.130	48.160	56.470

(1) Sarre exclue.

Source: Conseil national du crédit.

b) Destination économique des prêts.

(En millions de nouveaux francs.)

CRÉDITS RECENSÉS	ENCOURS				
	31 décembre 1956.	31 décembre 1957.	31 décembre 1958.	31 décembre 1959.	31 décembre 1960.
Industrie et commerce.					
Financement des fonds de roulement (y compris financement court terme exportations)	18.790	20.690	23.720	25.250	30.600
Financement de l'équipement	21.820	17.850	21.440	22.910	25.870
Dont:					
Financement à moyen terme des exportations	(520)	(650)	(730)	(2.580)	(3.410)
Total	39.910	38.570	44.120	48.160	56.470

Source: Conseil national du crédit.

4. Crédits a la consommation *

Répartition des crédits des ventes à tempérament.

(En millions de nouveaux francs.)

DÉSIGNATION	31 DÉCEMBRE 1956	31 DÉCEMBRE 1957	31 DÉCEMBRE 1958	31 DÉCEMBRE 1959	31 DÉCEMBRE 1960
Biens à usage professionnel:					
Matériel d'équipement professionnel (1)	253	300	330	440	570
Véhicules utilitaires (camions, tracteurs, cars):					
Neufs	417	450	430	450	690
D'occasion	82	70	80	120	170
Biens généralement destinés à l'usage des particuliers:					
Véhicules de tourisme:					
Neufs	377	390	430	530	850
D'occasion	171	170	190	330	500
Véhicules à deux roues	80	50	30	40	40
Appareils ménagers	134	130	140	220	310
Radiodiffusion, télévision	50	50	60	130	220
Meubles et divers	95	80	90	120	140
Total	1.660	1.690	1.780	2.580	3.540

(1) Non compris les biens classés sous la rubrique « Crédits à moyen terme ».

Source: Conseil national du crédit.

D. — Banque de France.

SITUATION MENSUELLE (FIN DE MOIS)

(En millions de nouveaux francs.)

DÉSIGNATION	I			II			III			IV		
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Septemb.	Octobre.	Novemb.	Décemb.
ACTIF												
1° Or, devises (total):												
1959	4.490	4.490	4.490	4.490	5.310	6.090	6.920	7.470	8.640	8.910	8.320	8.290
1960	8.390	8.560	8.940	9.310	9.770	9.610	10.110	10.650	10.900	11.050	10.720	10.720
1961	11.130	11.560	12.360	12.730	13.370	»	»	»	»	»	»	»
Encaisse or:												
1959	»	»	2.910	»	»	2.910	»	»	4.320	»	»	4.320
1960	»	»	1.410	»	»	1.410	»	»	4.320	»	»	4.320
1961	»	»	4.320	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Disponibilités à vue à l'étranger et avoirs à l'U. E. P.:												
1959	»	»	170	»	»	1.770	»	»	3.260	»	»	3.970
1960	»	»	4.620	»	»	5.290	»	»	5.920	»	»	»
1961	»	»	4.620	»	»	»	»	»	»	»	»	»
2° Créances sur le Trésor (total):												
1959	15.610	15.450	15.800	15.640	14.760	15.640	15.400	15.900	14.330	13.700	13.380	11.650
1960	11.910	11.170	11.070	9.830	10.770	11.090	10.890	11.610	11.040	9.700	9.280	9.650
1961	10.540	10.530	10.760	9.320	8.950	»	»	»	»	»	»	»
Dont:												
Avances spéciales:												
1959	»	»	3.800	»	»	3.800	»	»	3.500	»	»	2.640
1960	»	»	6.000	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1961	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Comptes courants postaux:												
1959	»	»	520	»	»	600	»	»	430	»	»	670
1960	»	»	490	»	»	530	»	»	530	»	»	560
1961	»	»	470	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Effets publics de l'open market:												
1959	»	»	1.710	»	»	1.730	»	»	1.820	»	»	1.570
1960	»	»	1.250	»	»	1.550	»	»	910	»	»	1.450
1961	»	»	1.270	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Escompte de traites fiscales:												
1959	»	»	1.470	»	»	1.230	»	»	1.050	»	»	»
1960	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1961	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Monnaies divisionnaires:												
1959	90	100	110	110	110	110	100	110	100	100	100	100
1960	90	80	70	60	30	30	20	100	100	20	100	30
1961	100	»	100	20	100	»	»	»	»	»	»	»
3° Crédits à l'économie (total):												
1959	18.780	17.690	16.610	16.040	15.960	14.950	15.020	13.480	15.010	15.580	14.850	17.730
1960	16.640	16.870	17.090	18.170	16.780	17.680	18.970	16.500	17.960	19.350	18.570	21.020
1961	18.560	17.950	17.750	19.170	18.300	»	»	»	»	»	»	»
Effets de commerce escomptés:												
1959	»	»	15.430	»	»	13.890	»	»	13.720	»	»	16.390
1960	»	»	15.590	»	»	15.870	»	»	15.990	»	»	18.850
1961	»	»	15.860	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Avances sur titres:												
1959	»	»	90	»	»	90	»	»	90	»	»	80
1960	»	»	80	»	»	90	»	»	80	»	»	70
1961	»	»	70	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Effets de commerce négociables achetés en France:												
1959	»	»	1.090	»	»	970	»	»	1.200	»	»	1.260
1960	»	»	1.420	»	»	1.720	»	»	1.890	»	»	2.100
1961	»	»	1.820	»	»	»	»	»	»	»	»	»
PASSIF												
Engagements à vue (total):												
1959	38.740	37.460	37.060	36.320	35.970	36.780	37.930	36.860	38.190	37.930	36.520	37.890
1960	36.860	36.600	37.230	37.460	37.030	38.490	39.720	39.060	39.930	39.800	38.920	41.320
1961	40.290	39.270	41.120	41.620	»	»	»	»	»	»	»	»
Billets en circulation:												
1959	33.620	33.430	33.840	33.880	33.690	34.420	34.490	34.410	34.520	34.360	33.900	34.950
1960	34.140	34.090	34.670	34.870	34.680	35.930	37.340	36.820	37.550	37.550	37.250	39.310
1961	38.510	38.440	39.260	39.790	39.510	»	»	»	»	»	»	»
Comptes courants créditeurs:												
1959	5.120	4.030	3.200	2.440	2.270	2.360	2.440	2.450	3.670	3.570	2.630	2.940
1960	2.720	2.590	2.560	2.590	2.350	2.560	2.380	2.240	2.380	2.250	1.670	2.070
1961	1.780	1.830	1.860	1.830	2.470	»	»	»	»	»	»	»

E. — **Crédit agricole.**

(En millions de nouveaux francs.)

DESIGNATION	FIN DE TRIMESTRE I	II	III	IV
1. *Solde des dépôts.*				
A vue:				
1958	3.105	3.088	3.472	3.453
1959	3.444	3.505	4.228	4.085
1960	4.162	4.284	5.112	5.054
1961	5.032	»	»	»
Fin 1952 = 1.270.				
Fin 1953 = 1.480.				
Fin 1954 = 1.764.				
Fin 1955 = 2.127.				
Fin 1956 = 2.437.				
Fin 1957 = 3.096.				
A échéance:				
1958	166	184	173	148
1959	145	170	179	169
1960	184	196	202	193
1961	201	»	»	»
Fin 1951 = 26.				
Fin 1952 = 57.				
Fin 1953 = 86.				
Fin 1954 = 102.				
Fin 1955 = 169.				
Fin 1956 = 118.				
Fin 1957 = 168.				
2. *Bons à 5 ans.*				
Montant, depuis l'origine, des souscriptions:				
1958	884	958	1.036	1.144
1959	1.263	1.388	1.523	1.702
1960	1.848	2.036	2.294	2.492
1961	2.568	»	»	»
Fin 1951 = 214.				
Fin 1952 = 248.				
Fin 1953 = 306.				
Fin 1954 = 403.				
Fin 1955 = 5.311.				
Fin 1956 = 680.				
Fin 1957 = 840.				
3. *Bons à 3 ans.*				
Montant, depuis l'origine, des souscriptions:				
1958	1.804	2.050	2.280	2.434
1959	2.563	2.803	3.076	3.233
1960	3.428	3.740	4.071	4.303
1961	4.359	»	»	»
Fin 1954 = 210.				
Fin 1955 = 537.				
Fin 1956 = 1.042.				
Fin 1957 = 1.657.				

DESIGNATION	FIN DE TRIMESTRE I	II	III	IV
4. — *Soldes des prêts.*				
A court terme:				
1958	2.431	2.126	2.320	2.671
1959	2.607	2.408	3.076	3.268
1960	3.103	2.813	3.481	3.951
1961	3.875	»	»	»
Fin 1951 = 1.340.				
Fin 1952 = 1.870.				
Fin 1953 = 2.060.				
Fin 1954 = 2.010.				
Fin 1955 = 2.095.				
Fin 1956 = 2.000.				
Fin 1957 = 2.562.				
A moyen terme:				
1958	2.643	2.815	2.951	3.073
1959	3.211	3.421	3.599	3.761
1960	3.909	4.162	4.429	4.692
1961	4.760	»	»	»
Fin 1951 = 586.				
Fin 1952 = 727.				
Fin 1953 = 842.				
Fin 1954 = 1.028.				
Fin 1955 = 1.316.				
Fin 1956 = 1.764.				
Fin 1957 = 2.475.				
A long terme (individuels):				
1958	627	666	706	735
1959	772	815	851	891
1960	942	987	1.038	1.102
1961	1.121	»	»	»
Fin 1951 = 91.				
Fin 1952 = 124.				
Fin 1953 = 148.				
Fin 1954 = 197.				
Fin 1955 = 316.				
Fin 1956 = 460.				
Fin 1957 = 596.				
A long terme (collectifs) (1):				
1958	1.503	1.533	1.569	1.607
1959	1.638	1.666	1.708	1.764
1960	1.805	1.836	1.878	1.906
1961	1.916	»	»	»
Fin 1951 = 308.				
Fin 1952 = 476.				
Fin 1953 = 687.				
Fin 1954 = 942.				
Fin 1955 = 1.114.				
Fin 1956 = 1.275.				
Fin 1957 = 1.447.				
Prêts de modernisation et d'équipement de caractéristiques spéciales:				
1958	218	227	231	235
1959	238	242	249	255
1960	250	263	268	270
1961	270	»	»	»
Fin 1951 = 56.				
Fin 1952 = 98.				
Fin 1953 = 140.				
Fin 1954 = 172.				
Fin 1955 = 185.				
Fin 1956 = 197.				
Fin 1957 = 212.				

(1) Y compris les prêts d'électrification rurale.

Source: Caisse nationale de crédit agricole.

F. — Franc.

1. Définition du franc

DATES	DÉNOMINATIONS	DÉFINITION DU FRANC En milligrammes d'or		PARITÉ OFFICIELLE	
		à 0,900.	fin.	du dollar.	de la livre.
Germinal an XI à août 1914	Bonaparte	322,58	290,3225	5,182	25,121
25 juin 1928	Poincaré	65,5	58,95	25,224	124,213
1er octobre 1936	Auriol	49	44,1	(1) 15,19	»
22 juillet 1937	Bonnet	43	38,7	»	»
5 mai 1938	Marchandeau	»	»	»	»
12 novembre 1938	Reynaud	27,5	24,75	»	179
9 septembre 1939	Reynaud	»	»	»	»
29 février 1940	Reynaud	23,34	21	43,80	176,625
8 novembre 1942	Alger	»	»	»	»
2 février 1943	Alger	»	»	75	300
26 décembre 1945	Pleven	8,29	7,46	50	200
26 janvier 1948	Mayer	»	»	119,10	480
18 octobre 1948	Queuille	»	»	214,39	864
27 avril 1949	Petsche	»	»	263,50	1.062
20 septembre 1949	Petsche	»	»	272	(2) 1.097
16 août 1950	Petsche	2,80	2,52	350	(2) 980
10 août 1957	Gaillard	»	»	»	»
24 juillet 1958	Pinay	2,35	2,115	(3) 420	(3) 1.176
27 décembre 1958	Pinay	2	1,80	»	»
1er janvier 1960	Pinay	200	180	493,705	1.382,376
				4,937	13,823

(1) Après la dévaluation américaine du 30 janvier 1934.
(2) Après la dévaluation britannique du 18 septembre 1949.
(3) Compte tenu du prélèvement ou du versement de 20 p. 100.

2. Pouvoir d'achat du franc

Les mouvements du niveau général des prix constituent l'élément d'appréciation le moins contestable, bien qu'imparfait, de l'évolution du pouvoir d'achat du franc.

L'imperfection du calcul est due, en premier lieu, à l'absence d'indices continus des prix de gros ou de détail, depuis 1914, en raison des progrès des procédés statistiques et des modifications intervenues dans l'utilisation des diverses marchandises (changements dans les habitudes, etc.). Elle s'explique encore par le fait que le calcul des indices ne tient compte, pour la période de guerre et d'après guerre, que des prix officiels, inférieurs aux prix moyens effectivement payés par les acheteurs.

Il n'y a donc pas d'indice unique susceptible de fournir une base de conversion générale. Suivant les cas, il y aurait lieu de se référer soit à un indice des prix de gros, soit à un indice des prix de détail, soit encore à un indice industriel ou agricole.

a) *Evolution* 1914-1959 (base prix de détail).

N. B. — Indications *très approximatives*, en raison de l'absence d'indice continu des prix de détail.

ANNÉES	INDICE des prix de détail (Paris).	INDICE de la valeur du franc.	COEFFICIENTS de transformation des francs courants.	
			En francs 1914.	En francs 1952.
1914 (1)	100	100	1	174
1915	(2) 120	83,3	0,833	145
1916	135	74	0,74	129
1917	163	61,3	0,613	107
1918	213	46,9	0,469	82
1919	268	37,3	0,373	65
1920	371	27	0,270	47
1921	337	29,7	0,297	52
1922	301	33,2	0,332	58
1923	332	30,1	0,301	52
1924	370	26,3	0,263	46
1925	425	23,5	0,235	41
1926	554	18,1	0,181	31
1927	556	18	0,180	31
1928	(549)	(18,2)	(0,182)	32
. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .
1928	(3) 584	17,1	0,171	29,79
1929	621	16,1	0,161	28,01
1930	618	16,2	0,162	28,15
1931	609	16,4	0,164	28,56
1932	546	18,3	0,183	31,86
1933	520	19,2	0,192	33,45
1934	491	20,4	0,204	35,43
1935	440	22,7	0,227	39,54
1936	480	20,8	0,208	36,24
1937	611	16,4	0,164	28,47
1938	706	14,2	0,142	24,64
1939	763	13,1	0,131	22,8
1940	909	11	0,110	19,14
1941	1.062	9,4	0,094	16,38
1942	1.236	8,1	0,081	14,07
1943	1.578	6,3	0,063	11,02
1944	2.013	5	0,050	8,64
1945	2.778	3,6	0,036	6,26
1946	4.553	2,2	0,022	3,82
1947	7.273	1,4	0,014	2,39
1948	11.529	0,86	0,0086	1,51
1949	12.830	0,77	0,0077	1,35
1950	13.730	0,72	0,0072	1,27
1951	16.097	0,62	0,0062	1,08
1952	17.396	0,57	0,0057	1
1953	17.085	0,58	0,0058	1,02
1954	16.958	0,59	0,0059	1,03
1955 (4)	17.142	0,58	0,0058	1,01
1956 (4)	17.473	0,57	0,0057	0,99
1957 (5)	17.939	0,56	0,0056	0,97
1958 (5)	30.650	0,49	0,0049	0,84
1959	21.914	0,46	0,0046	0,79
1960	22.719	0,44	0,0046	0,76

(1) Juillet 1914.
(2) Indice pondéré de 13 articles (Paris).
(3) Indice pondéré des 34 articles (Paris).
(4) Sur la base de l'indice 1949 = 100 multipliée par le coefficient de conversion en base 1938 = soit × 16,76.
(5) Sur la base de l'indice des 250 articles multipliée par le coefficient de conversion, base 1938 = 24,60.

b) *Evolution* 1938-1959.

(Base: moyenne des prix de gros et de détail.)

ANNÉES	INDICE des prix de gros (1).	INDICE des prix de détail (2).	MOYENNE des deux indices.	INDICE de la valeur du franc.	COEFFICIENTS DE TRANSFORMATION des francs courants. En francs 1938.	En francs 1952.
1938	100	100	100	100	1	26,21
1939	105	108	106	94,3	0,943	24,73
1940	139	129	134	74,6	0,746	19,56
1941	171	150	161	62,1	0,621	16,28
1942	201	175	188	53,2	0,532	13,94
1943	234	224	229	43,7	0,437	11,44
1944	264	285	275	36,4	0,364	9,53
1945	375	393	384	26	0,260	6,82
1946	648	645	647	15,5	0,155	4,05
1947	989	1.030	1.010	9,9	0,099	2,59
1948	1.712	1.632	1.672	6	0,060	1,57
1949	1.917	1.817	1.867	5,4	0,054	1,4
1950	2.166	1.945	2.056	4,9	0,049	1,27
1951	2.651	2.279	2.465	4,1	0,041	1,06
1952	2.778	2.464	2.621	3,8	0,038	1
1953	2.651	2.420	2.535	3,9	0,039	1,03
1954	2.605	2.402	2.504	3,9	0,039	1,03
1955	2.601	2.428 (3)	2.514	3,9	0,039	1,03
1956	2.714	2.475	2.595	3,85	0,038	0,99
1957	2.870	2.541 (4)	2.705	3,70	0,037	0,97
1958	3.199	2.925 (4)	3.060	3,27	0,033	0,86
1959	3.353	3.104 (4)	3.228	3,1	0,031	0,81
1960	3.439	3.218 (4)	3.328	3	0,030	0,79

(1) Indice général pondéré des prix de gros de 135 marchandises. A partir de 1951, les indices donnés sont le produit de l'indice actuel (319 articles), base 100 en 1949, par le coefficient de conversion 19,17.

(2) Indice des prix de détail à Paris (34 articles).

(3) Indice 1949 = 100 × 16,76.

(4) Indices des 250 articles × 24,60.

N. B. — Pour retrouver, avec ces indices, la base 100 en juillet 1914, il faut multiplier les indices des prix de gros par 6,40, les indices des prix de détail par 7,6, la moyenne par 6,73.

Pour obtenir le coefficient de transformation des francs courants en francs 1914, il faut diviser par 6,73 les coefficients indiqués pour la conversion en francs 1938 ou les multiplier par 0,148.

III. — INVESTISSEMENTS ET CONSTRUCTION

A. — Formation brute de capital fixe et produit national.

1. Evolution de la formation brute de capital fixe (stocks compris) par rapport au produit national brut aux prix de marché

ANNÉES	INVESTISSEMENTS en milliards de NF aux prix courants.	INDICE DES PRIX (base 100 en 1956).	INVESTISSEMENTS en milliards de NF aux prix de 1956.	INDICE DE VOLUME (base 100 en 1956).	PRODUIT NATIONAL brut aux prix de 1956.	PARTS des investissements dans le produit national brut. Pourcentage.
1949	15	60,8	24,6	73	134,3	18,3
1950	15,9	64,1	24,9	73,6	144,5	17,3
1951	20,8	79,4	26,2	77,6	153,3	17
1952	24,2	95,8	25,2	74,7	157,3	16
1953	24,1	95,1	25,4	75,2	161,7	15,7
1954	26,1	94,8	27,6	81,7	169,6	16,3
1955	29,9	95,9	31,2	92,3	179,4	17,4
1956	33,8	100	33,8	100	188,4	17,9
1957	39,8	107	37,2	110,2	199,3	18,7
1958	43,9	115,9	37,8	112,1	201,9	18,8
1959	45,9	120,7	38	112,6	206,2	18,4
1960 (prévisions)	49,3	122,6	40,2	118,8	217	18,5
1961 (hypothèse)	»	»	(42,7)	(126,5)	(228)	(18,7)
Variation 1959 à 1960	+ 7,4 %	+ 1,6 %	+ 5,6 %	»	+ 5,2 %	»
Variation 1960 à 1961	»	»	(+ 6,5 %)	»	+ 5 %	»

Source: F. D. E. S.

2. Répartition des investissements de 1949 a 1960

(En milliards de nouveaux francs.)

ANNÉES	PRIX COURANTS				PRIX DE 1956			
	Investissements des administrations	Constructions de logements et réparation d'immeubles.	Investissements productifs.	Total.	Investissements des administrations. (a).	Constructions de logements et réparation d'immeubles.	Investissements productifs.	Total.
1949	1,4	1,9	11,7	15	2,4	3,4	18,8	24,6
1950	1,5	2,3	12,1	15,9	2,4	3,8	18,7	24,9
1951	1,9	3,6	15,3	20,8	2,4	4,9	18,9	26,2
1952	2,6	5,2	16,4	24,2	2,8	5,6	16,8	25,2
1953	2,7	5,3	16,1	24,1	2,9	5,8	16,7	25,4
1954	3,2	6,4	16,5	26,1	3,4	7	17,2	27,6
1955	3,6	7,5	18,8	29,9	3,8	8	19,4	31,2
1956	4,1	8,1	21,6	33,8	4,1	8,1	21,6	33,8
1957	4,5	9,7	25,6	39,8	4,2	9	24	37,2
1958	4,8	10,8	28,3	43,9	4,1	9	24,7	37,8
1959	5,3	11,2	29,4	45,9	4,4	9,2	24,4	38
1960 (prévision)	5,8	11,7	31,8	49,3	4,8	9,5	25,9	40,2
Variation 1959-1958	10,6	4,2	3,7	4,5	7,9	1,8	— 1,3	0,4
Variation 1960-1959	10,3	4	8,2	7,4	9,2	2,9	5,6	5,6

(a) Parmi ces investissements figurent les charges supportées par l'Etat et les collectivités pour la construction d'écoles, de routes, etc.
Source: F. D. E. S.

3. Répartition des investissements par secteurs

PRODUITS	1956	1957	1958	1959	1960
	(En millions de nouveaux francs courants.)				
07. — Mines de fer et sidérurgie	140	154	141	147	177
09. — Industries mécaniques et électriques	15.159	17.968	20.129	21.412	23.286
12. — Bois, papier, industries diverses	187	208	253	250	254
13. — Bâtiment et travaux publiques	18.086	21.264	23.416	24.405	25.771
NV. — Echanges entre utilisateurs finals	184	208	131	157	185
Total	33.756	39.802	44.070	46.071	49.673
	(En millions de nouveaux francs 1956.)				
07. — Mines de fer et sidérurgie	140	143	120	115	133
09. — Industries mécaniques et électriques	15.159	17.115	17.799	17.434	18.837
12. — Bois, papier, industries diverses	187	198	216	206	196
13. — Bâtiment et travaux publics	18.086	19.528	19.774	20.115	20.992
NV. — Echanges entre utilisateurs finals	184	200	116	132	153
Total	33.756	37.184	38.025	38.002	40.311

Source: Comptabilité nationale.

B. — **Ressources d'origine métropolitaine consacrées au financement d'investissements dans la métropole et dans les pays d'outre-mer.**

1. Ensemble

(En milliards de nouveaux francs.)

DÉSIGNATION	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (P).	1960 (prévisions).	1961
Fonds publics (3)	7,4	7,5	8,6	9,3	10,3	12,2	12,5	12,4
Organismes spécialisés et compagnies d'assurances (4)	2,1	2,6	3,2	3,7	3,6	4,2	4,7	»
Marché financier (1)	2,1	2,6	2,8	4	4,4	6,5	6	»
Crédit à moyen terme (2)	2,8	3,5	3,6	5,5	5,5	4,9	5,8	13
Solde des autres emplois et ressources	12,3	14	15,8	17,2	20,3	17,8	19,3	»
Total (formation brute de capital fixe en métropole)	26,7	30,2	34	39,7	44,1	45,8	49,3	»
Pourcentage du montant de la formation de capital fixe en métropole.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	
Fonds publics	27,5	25	25	23,4	23,4	27	24,4	»
Organismes spécialisés et assurances	7,5	9	10	9,3	8,2	9,2	11,6	»
Marché financier	7,5	9	8,5	10,1	10	14,2	12,2	»
Crédit à moyen terme (2)	10,5	11	12,3	13,8	12,4	10,7	10,7	»
Autofinancement et ressources diverses	47	46	44,2	43,4	46	38,9	39,1	»
Total	100	100	100	100	100	100	100	»

(1) Ne sont pas comprises dans les ressources fournies par le marché financier les sommes fournies à l'Etat par la vente de certificats pétroliers, les emprunts d'Etat et des postes, télégraphes et téléphones et des établissements spécialisés ainsi que les émissions et augmentations de capital des sociétés de financement de recherche pétrolière et des sociétés exerçant leur activité principale hors de la métropole ainsi que les emprunts unifiés des collectivités locales souscrits par les compagnies d'assurances.

(2) Non compris les crédits à l'exportation et à la Sarre. Montant brut des crédits utilisés dans l'année (variation d'encours plus amortissement).

(3) Non compris la consolidation des prêts spéciaux à la construction.

(4) Ne sont pas compris les prêts de la Caisse des dépôts au budget annexe des postes, télégraphes et téléphones (100 millions de nouveaux francs en 1957 et 110 millions de nouveaux francs en 1958, des compagnies d'assurances au budget annexe de la radiodiffusion (30 millions de nouveaux francs en 1957), ni la consolidation des prêts spéciaux à la construction par le Crédit foncier.

Source: F. D. E. S.

2. Prêts des organismes spécialisés

(En milliards de nouveaux francs.)

ETABLISSEMENTS	1954	1956	1957	1958	1959	1960
Caisse des dépôts et consignations (sauf P. T. T. et Algérie)	1,35	2,03	2,29	2,43	2,81	3,73
Crédit foncier	0,3	0,31	0,28	0,22	0,21	0,21
Crédit national	0,14	0,28	0,34	0,2	0,24	0,49
Caisse nationale de crédit agricole	0,19	0,55	0,7	0,63	0,87	1,20
Caisse centrale de crédit hôtelier, commercial et industriel	0,01	0,02	0,02	0,02	0,03	0,04
Compagnies d'assurances	0,11	0,02	0,05	0,11	0,07	0,03
Total	2,17	3,21	3,68	3,61	4,23	5,70
Consolidation de prêts spéciaux à la construction par le Crédit foncier	»	(0,18)	(0,3)	(0,14)	0,14	0,15
Prêts de la caisse des dépôts aux P. T. T.			(0,1)	(0,11)	0,16	0,15
Hors métropole	(0,06)	(0,1)	(0,03)	(0,04)	0,10	0,13

3. Emission sur le marché financier métropolitain

Versements en espèces. — Souscriptions nouvelles du public.

(En milliards de nouveaux francs.)

DÉSIGNATION	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (chiffres provisoires).
I. — Emprunts du Trésor	0,6	4,01	0,84	2,94	»	»
II. — Emprunts du secteur public et semi-public:						
Postes, télégraphes et téléphones	0,24	0,22	0,24	0,26	»	»
Collectivités publiques	0,14	0,02	0,02	0,17	0,02	0,02
Entreprises nationales	0,49	0,9	1,45	1,66	1,54	1,58
Crédit national, Crédit foncier, Crédit agricole et divers	0,64	0,59	1	0,81	1,03	1,06
Caisse d'équipement pour le développement de l'Algérie	»	»	»	»	0,12	»
III. — Emprunts secteur privé	0,84	0,74	0,59	0,91	1,75	1,88
IV. — Valeurs à revenu variable:						
Actions	1,1	1,2	2,35	1,77	3,05	2,15
Parts de S. A. R. L.	0,12	0,13	0,23	0,19	0,18	0,22
Valeurs étrangères	0,04	0,07	»	»	»	»
Totaux généraux	4,22	7,88	6,92	8,71	7,69	6,91

4. Répartition des crédits de paiement en 1960

(Prévisions) et hypothèses pour 1961.

(En millions de nouveaux francs.)

	AUTORISATIONS DE PROGRAMME		CRÉDITS DE PAIEMENT	
	1960 (1)	1961 (1)	1960	1961
I. — *Charges définitives.*				
A. — Dépenses d'équipement des titres V et IV	6.557	8.012	6.225	7.092
B. — Dommages de guerre:				
Règlements en espèces (*a*)	621	492	877	825
Emissions de titres (*a*)	460	416	460	416
C. — Titre IV	432	466	432	466
D. — Budgets annexes civils	735	850	645	586
E. — Comptes spéciaux (dépenses définitives)	626	1.160	541	702
G. — Dépenses définitives sur ressources affectées	»	»	»	»
Total I	9.431	11.396	9.180	10.087
II. — *Charges temporaires.*				
Prêts du titre VIII (titre VI B en 1959)	167	178	273	223
Prêts du F. D. E. S.	3.250	3.050	3.250	3.050
Prêts aux organismes H. L. M.	2.080	2.120	2.150	2.380
F. N. A. T.	320	320	215	295
Autres comptes spéciaux	85	102	84	106
Total II	5.902	5.770	5.972	6.054
Total crédits d'investissement	15.333	17.166	15.152	16.141
Pour mémoire: consolidation des prêts spéciaux à la construction	»	»	(1.450)	(1.350)

(*a*) Non compris diverses dépenses de fonctionnement et les dommages mobiliers.

(1) Les chiffres cités dans ce tableau et dans les tableaux suivants concernent les autorisations de programme et les crédits de paiement fixés par les lois de finances.

Source: F. D. E. S.

5. Répartition économique des crédits d'équipement de 1960 à 1961

(En millions de nouveaux francs.)

DÉSIGNATION	CRÉDITS DE PAIEMENT				
	1958 (définitif).	1959 (initial).	1959 (définitif).	1960 (P.)	1961 (hypothèse).
Agriculture	1.545	1.140	1.164	1.318	1.550
Energie et mines	2.372	3.241	3.123	3.119	3.022
Transports	948	1.249	1.394	1.271	1.431
P. T. T.	489	543	583	630	576
Industrie, commerce et tourisme	629	536	610	551	655
Logement et urbanisme	2.698	3.026	3.318	3.297	3.562
Equipement culturel et social	1.412	1.821	1.827	2.019	1.948
Equipement administratif	203	227	224	282	307
Investissements hors de France métropolitaine	2.216	2.612	2.576	2.564	2.751
Versements à la Banque européenne d'investissement	126	126			
Divers non ventilés	»	114	257	191	338
Total	12.638	14.635	15.076	15.242	16.141

Source: F. D. E. S.

6. Répartition des prêts du F. D. E. S.

(En millions de nouveaux francs.)

SECTEURS	1957	1958	1959	1960	1961
A. — *Entreprises nationales.*					
Charbonnages	131	150	240	150	150
Electricité de France	775	1.150	1.490	1.080	1.650
Compagnie nationale du Rhône	30	65	160	130	110
Gaz de France	218	180	215	180	»
Gaz du Sud-Ouest	»	15	»	»	»
Commissariat à l'énergie atomique	»	120	140	180	180
S. N. C. F.	»	»	200	100	150
Air France	29	20	100	150	60
Aéroport de Paris	20	30	70	50	»
Total A	1.205	1.730	2.615	2.510	2.300
B. — *Autres secteurs.*					
Habitat rural	35	80	85	105	120
Calamités agricoles	20	70	80	45	30
Electrification rurale (régies et S. I. C. A. E.)	»	»	»	10	10
Regroupement foncier	»	»	»	»	20
Ports	10	10	30	45	50
Société internationale de la Moselle	»	»	5	30	95
Tourisme	20	15	25	38,5	55
Crédit maritime	4,5	8,5	11	13	15
Petites et moyennes entreprises	38	35	70	85	95
Artisanat individuel	14	13	35	45	50
Prêts sociaux divers	7,3	6,5	15	20,5	25
Industrie, conversion et productivité	70	207	143	68	90
Réinstallation française d'A. F. N.	20	»	»	»	»
CAPER et Nemours	45	»	»	»	»
Productivité	10	17	13	13	»
Caisse centrale de coopération économique	90	150	120	120	»
Sahara	»	»	»	»	130
Autres postes	»	5	6,7	6,7	»
Total B	572	600	625	625,7	738
C. — *Non réparti.*					
Relance	»	»	100	100	»
Solde non réparti	»	»	9,3	19,4	12
Total C	»	»	109,3	119,4	12
Total général	1.775	2.330	3.350	3.154	3.050

Source: F. D. E. S.

C. — **Investissements dans les pays d'outre-mer** (1).

1° Investissements de 1952 a 1957

1. *Afrique du Nord.*

a) Algérie et Sahara. (En milliards de francs courants.)

DÉSIGNATION	1952	1954	1955	1956	1957
A. — Fonds publics métropolitains	20,2	38,4	52,8	56,4	83,5
B. — Ressources privées mixtes recensées:					
Institutions financières métropolitaines	4,4	8,5	6	7,2	1,8
Augmentations de capital et émissions publiées au *B. A. L. O.* de la métropole	0,1	1,5	20,3	20	17,6
Financement privé de la recherche pétrolière	0,7	7	3,8	3,6	(1) 21,5
Autres recours des sociétés locales au marché financier métropolitain et local	»	7	»	»	»
Total	25,4	24	30,1	30,8	40,9
C. — Ressources locales:					
Crédits des budgets locaux et bons d'équipement	20,7	14,8	15,6	14,2	19,5
Ressources de trésorerie	2,4	0,3	2,7	1,6	10,2
Prêts des établissements de crédit semi-publics locaux	4,6	0,6	1,7	2,1	3,5
Excédent de caisses d'épargne	»	»	»	»	6,4
Crédits bancaires	11,6	2,8	1,6	2,3	4,7
Ressources propres des établissements et collectivités	7,8	7	5,3	4	4
Habitat	»	7	7,5	9,7	»
Autofinancement recensé	»	»	»	»	6,7
Total	46,8	32,5	34,4	33,9	55
D. — Ressources étrangères	0,3	»	3	6	»
Total ressources recensées ou évaluées	81,5	94,9	120,3	127,4	179,4
Pour évaluation: volume total de l'investissement	»	»	140	160	190

Nota. — Les chiffres autres que ceux de fonds publics métropolitains ont été fournis par la direction des finances, à Alger.

(1) 30 milliards — 8,5 milliards: évaluation de la participation du bureau de recherche de pétrole dans les investissements pétroliers au Sahara en 1957.

Source: F. D. E. S.

b) Tunisie et Maroc. (En milliards de francs courants.)

DÉSIGNATION	TUNISIE						MAROC					
	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1952	1953	1954	1955	1956	1957
A. — Fonds publics métropolitains	12	15,1	14,5	13	5,8	(1)	14,6	22,2	20,9	23,8	19	(1)
B. — Ressources privées mixtes:												
Institutions financières métropolitaines	1,2	0,8	1,5	2,4	»		3,8	5,1	4,5	4,7	1,6	
Augmentations de capital et émissions publiées au *Bulletin des Annonces légales obligatoires* métropolitain	1,2	1	»	»	0,7		0,9	3,4	1,1	2,4	3	
Financement privé de la recherche pétrolière	1	1,6	0,9	»	0,3		0,4	»	0,1	»	»	
Autres recours des sociétés locales au marché financier métropolitain et local	»	»	»	»	»		10	7,5	7	6	»	
C. — Ressources locales	3,8	4,4	5,2	2,9	6,8		38,8	33,3	35,6	23	11,5	
Total	19,2	22,9	18,2	12,8	»		68,5	71,5	69,2	50,6	35,6	
D. — Ressources étrangères	0,9	1,4	1,1	1,6	»		»	2,4	1	»	»	

(1) Le montant des fonds publics consacrés à des investissements en 1957 peut être évalué à 24,8 milliards pour le Maroc et la Tunisie.

Source: Fonds de développement économique et social.

2. Territoires d'outre-mer

(En milliards de francs courants.)

DESIGNATION	1954	1955	1956	1957
A. — Fonds publics métropolitains	68	72,3	80,3	100,6
B. — Fonds publics locaux	31,5	33,6	27	36,6
C. — Ressources privées recensées:				
Augmentations de capital et émissions publiées au *B. A. L. O.* métropolitain	3,7	2,7	0,7	0,7
Crédits bancaires	3,4	4,8	8,7	9,9
Apports propres des bénéficiaires de crédits bancaires	3,5	5	9	10
Apport propre des sociétés aidées par la caisse centrale de la France d'outre-mer	1,9	2,3	2,5	7,4
Financement privé de la recherche pétrolière	»	0,5	2,8	6
Total	12,5	15,3	23,7	34
D. — Financement étranger:				
Prêts B. I. R. D.	0,2	1,4	0,9	»
Sociétés aidées par la C. C. F. O. M.	»	»	2	2,2
Recherche pétrolière	»	»	»	0,5
Total	0,2	1,4	2,9	2,7
E. — Autres ressources	98,8	104,4	132,1	163
F. — Volume total des investissements	211	227	266	336,9

Source: F. D. E. S.

3. Départements d'outre-mer

(En milliards de francs courants.)

DESIGNATION	1954	1955	1956	1957	1958
A. — Fonds publics métropolitains	6,6	8,3	10,4	(P)	(1)
B. — Ressources mixtes et locales					
Augmentations de capital d'émission publiées au *B. A. L. O.*	»	»	0,5		
Caisse des dépôts et consignations	»	»	0,1		
Fonds publics locaux	0,5	0,8	0,2		
Total	7,1	9,1	11,2	12,9	

(1) Crédits ouverts en 1958 = 16,1 milliards.

Source: Fonds de développement économique et social.

4. Investissements hors de France métropolitaine de 1959 et 1960

(En millions de nouveaux francs.)

Répartition géographique	1959			1960	
	Autorisations de programme.	Crédits de paiement.	Dépenses.	Autorisations de programme.	Crédits de paiement.
Algérie	1.057	1.059	1.480	1.140	1.095
Sahara	317	202	188	140	166
Départements d'outre-mer	80	72	73	108	116
Territoire d'outre-mer				29	37
Etats de la Communauté, Togo et Cameroun	538	731	669	464	636
Maroc et Tunisie	96	99	66	80	78
Viet-Nam, Laos, Cambodge	5	37	22	20	24
Fonds de développement pour les pays d'outre-mer	124	124	124	163	163
Dépenses non réparties	265	252	280	256	249
Total	2.482	2.576	2.902	2.400	2.564

Source: F. D. E. S.

D. — Logement.

1. Part de la construction de logements et des réparations d'immeubles dans les investissements totaux de la nation depuis 1956

Données statistiques extraites de la comptabilité nationale. (En millions de nouveaux francs.)

	1956	1957	1958	1959	(1960)
Formation brute de capital fixe	33.756	39.802	44.070	46.071	49.673
Bâtiment et travaux publics	18.086	21.264	23.426	24.405	25.771
Dont: Constructions de logements et réparations d'immeubles	8.100	9.700	10.800	11.200	11.700

2. Financement total de la construction de logements

(En milliards de nouveaux francs).

	1956	1957	1958	1959	1960
A. — Crédits nouveaux:					
Prêts H. L. M.:					
Avances à taux réduit de l'Etat	1,00	1,43	1,75	2,44	2,13
Prêts complémentaires à taux normal (1)	0,17	0,27	0,21	0,25	0,35
Prêts bonifiés (2)	0,18	0,22	0,26	0,26	0,36
Prêts spéciaux (loi 21 juillet 1950)	1,95	2,15	2,08	2,22	2,25
Autres crédits:					
Long terme	0,17	0,24	0,60	0,66	0,70
Moyen terme	0,28	0,31	0,35	0,45	0,60
Court terme	0,05	»	0,04	0,07	0,11
Total des crédits	3,80	4,62	5,29	6,05	6,50
B. — Autres ressources (évaluation) (3)	3,95	4,18	4,91	4,85	4,80
C. — Total (évaluation)	7,75	8,80	10,20	10,90	11,30

(1) Prêts accordés par la caisse des dépôts, les caisses d'épargne et les collectivités locales. Une très faible partie de ces prêts n'est pas mise — directement ou par l'intermédiaire de collectivités publiques — à la disposition d'organismes H. L. M., bien que la totalité des sommes incluses sous cette rubrique soit affectée à l'aide à la construction.

(2) Prêts consentis sur l'initiative des caisses d'épargne et qui font l'objet de bonifications d'intérêts de la part du Trésor.

(3) Cette ligne comprend non seulement l'apport personnel des maîtres d'ouvrage, mais aussi les sommes versées par l'Etat et consacrées à la construction directe de logements, certains prêts ou subventions attribuées par des organismes publics (caisses d'allocations familiales, crédit agricole, etc.) et les sommes en provenance de la contribution de 1 p. 100 des employeurs.

3. Nombre de logements mis en chantier et achevés depuis 1955

	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Nombre de (1.000) logements:						
Mis en chantier	282	321	309	302	318	336
Achevés	210	236	274	290	320	314

Source: M. R. L.

IV. — MARCHE MONETAIRE

A. — Marché monétaire. (Données d'ensemble.)

(Moyennes mensuelles.)

DESIGNATION	1938	1952	1958	1959	1960	1961 I	1961 II	1961 III	1961 IV
A. — *Banque de France.*									
Taux d'escompte de la Banque de France (1)	2,66	4	5	4,42	»	3,50	»	»	»
Avances sur titres (2)	3,7	4,5	7	6,33	»	5	»	»	»
Avances à trente jours (3)	2,66	3,5	3	3	3	3	»	»	»
Argent au jour le jour (7)	2,16	3,79	5	3,82	3,86	3,62	»	»	»
B. — *Or fin* (francs).									
1 gramme d'après le prix du kilogramme	39,15	526	523	562	5,63	5,64	»	»	»
C. — *Devises.*									
Dollar (cours parallèle) (4)	34,95 (cours libre)	4,15	4,48	4,90	4,89	4,88	»	»	»
Franc suisse (cours parallèle) (5)	7,99 (cours libre)	0,96	1,07	1,14	1,14	1,13	»	»	»
Livre sterling (cours parallèle) (6)	170,9 (cours libre)	10,10	12,463	13,801	13,722	13,739	»	»	»

(1) 3 p. 100 à partir du 11 octobre 1951 et 4 p. 100 à partir du 8 novembre 1951; 3,50 p. 100 (15 septembre 1953); 3,25 p. 100 (4 février 1954); 3 p. 100 (3 décembre 1954).

(2) A partir du 11 octobre 1951 et 4,5 p. 100 à partir du 8 novembre 1951.

(3) 3 p. 100 à partir du 9 octobre 1951 et 3,5 p. 100 à partir du 8 novembre 1951. — *N. B.*: Le taux des bons du Trésor a été abaissé de 0,25 p. 100 le 5 décembre 1954.

(4) Cours libre officiel moyen: 1954-1955-1956: 350.

(5) Cours libre officiel moyen: 1954-1955-1956: 350.

(6) Cours libre officiel moyen: 1954-1955-1956: 980.

(7) Effets publics plus effets privés.

Sources: Banque de France, I. N. S. E. E.

B. — Ensemble des devises.

Cours de l'or et des principales monnaies étrangères. (Cours moyen en centaines de francs français ou en nouveaux francs.)

PAYS	UNITES ET DIVISIONS	1938	1952	1954	1956	1957	1958	1959	1960
	Or: pièce française de 20 F (5,806 g de fin)	22,56	40,78	27,54	34	40	36,50	36	39,80
Afrique du Sud	1 livre sud-africaine (20 shillings)	171	9,79	9,79	9,80	9,80	13,73	13,72	13,72
Allemagne occidentale	1 deutschmark (100 pfennigs)	0,140	0,833	0,833	0,833	0,833	1,174	1,175	1,175
Argentine	1 peso argentin (100 centavos)	0,089	0,250	0,25	0,194	0,194	»	0,018	0,059
Australie	1 livre australienne (20 shillings)	1,364	7,825	7,825	7,84	7,84	10,97	10,97	10,97
Autriche	1 schilling (100 groschen)	0,050	0,135	0,135	0,135	0,135	0,189	0,189	0,188
Belgique-Luxembourg	1 franc belge (100 centimes). Libre	0,01	0,07	0,07	0,07	0,07	0,098	0,098	0,099
	1 franc belge (100 centimes). Parallèle	»	0,07	0,07	0,079	0,096	0,098	0,097	0,096
Brésil	1 cruzeiro (100 centavos)	0,020	0,18	0,082	0,189	0,189	0,035	0,025	0,026
Canada	1 dollar canadien (100 cents)	0,35	3,575	3,595	3,643	3,550	5,088	5,152	4,92
Danemark	1 couronne danoise (100 öre)	0,076	0,507	0,507	0,507	0,507	0,711	0,711	0,711
Egypte	1 livre égyptienne (100 piastres)	17,50	1,005	10,05	10,05	10,05	14,18	14,14	14,08
Espagne	1 peseta (100 centimos)	»	8,93	0,092	0,092	(1)0,100	0,118	0,082	0,082
Etats-Unis	1 dollar (100 cents). Libre	3,50	3,50	3,50	3,50	3,50	4,937	4,908	4,900
	1 dollar (100 cents). Parallèle	0,008	4,15	3,69	3,99	4,71	4,930	4,892	4,894
Finlande	1 mark finlandais (100 penni)	»	0,015	0,015	0,015	0,011	0,015	0,015	0,015
Grande-Bretagne	1 livre sterling (20 shillings). Officiel	1,71	9,80	9,80	9,80	9,80	13,75	13,74	13,74
	1 livre sterling (20 shillings). Parallèle	»	100,98	99,52	10,4	12,80	13,80	13,74	13,74
Grèce	1 drachme (100 lepta)	0,0031	0,0023	0,116	0,117	0,117	0,165	0,165	0,163
Inde	1 roupie (16 annas = 64 pice)	0,127	0,735	0,735	0,735	0,735	1,031	1,031	1,031
Irak	1 livre irakienne (5 rials = 20 dirhams)	17,1	9,80	9,80	9,80	9,80	13,74	13,74	13,75
Israël	1 livre israélienne (1.000 prutot)	»	3,50	1,944	1,944	1,944	2,743	2,743	2,723
Italie	1 lire (100 centesimi)	0,018	0,0056	0,0056	0,0056	0,0056	0,0078	0,0079	0,0079
Japon	1 yen (100 sen = 1.000 rin)	0,099	0,0098	0,0098	0,0097	0,0097	0,0137	0,0137	0,0137
Mexique	1 peso mexicain (100 centavos)	0,81	4,06	(1)0,28	0,28	0,28	0,39	0,395	0,0392
Norvège	1 couronne norvégienne (100 öre)	0,89	0,49	0,49	0,49	0,49	0,69	0,69	0,686
Nouvelle-Zélande	1 livre néo-zélandaise (20 shillings)	1,37	9,73	9,73	9,80	9,80	13,65	13,65	13,65
Pakistan	1 roupie (16 annas = 64 pice)	0,128	1,06	1,06	0,735	0,735	1,031	1,030	1,031
Pays-Bas	1 florin (100 cents)	0,192	0,921	0,875	0,921	0,921	1,285	1,300	1,300
Pologne	1 zloty (100 groszy)	0,066	0,875	0,921	0,875	0,875	1,234	1,227	1,235
Portugal	1 escudo (100 centavos)	0,015	0,122	0,121	0,122	0,122	0,169	0,171	0,171
Suède	1 couronne suédoise (100 öre)	0,0088	0,676	0,676	0,676	0,676	0,949	0,948	0,948
Suisse	1 franc suisse (100 centimes). Libre	0,080	0,801	0,803	0,800	0,800	1,139	1,135	1,139
	1 franc suisse (100 centimes). Parallèle	»	0,960	0,860	0,965	1,1222	1,155	1,135	1,139
Turquie	1 livre turque (100 piastres)	0,28	1,24	1,24	1,25	1,25	1,75	1,75	1,83
Union soviétique	1 rouble (100 kopecks)	»	0,875	0,875	0,875	0,875	1,234	1,234	1,235
Venezuela	1 bolivar (100 centimos)	0,11	1,047	1,045	1,045	1,045	1,410	1,471	1,152
Yougoslavie	1 dinar (100 paras)	0,008	0,012	0,012	0,012	0,012	0,012	0,017	0,016

N. B. — Depuis 1948, le franc n'était plus rattaché à l'or, mais au dollar des Etats-Unis. Sur la base de 1 dollar = 888,67 mg d'or fin, il valait donc, jusqu'à la dévaluation du 23 juin 1958, 2,539 mg d'or fin. Le franc a été une nouvelle fois dévalué en décemtre 1958. Une ordonnance du 27 décembre 1958 a, d'autre part, créé une nouvelle unité monétaire, le nouveau franc (NF), qui vaut 100 F anciens. Le nouveau franc introduit depuis le 1er janvier 1960 correspond à 18 mg d'or fin (sur la base de sa teneur en or, il représente à peu près les 62/100 du franc de germinal an XI). Il a cours non seulement en France métropolitaine, mais en Algérie, à la Guadeloupe, en Guyane et à la Martinique.

Les autres monnaies existant actuellement dans la zone franc sont les suivantes:

1° Le dirham valant 100 F marocains, soit depuis la dévaluation marocaine du 17 octobre 1959, 97,57 F français, ou 0,9756 NF;

2° Le franc C. F. A. (Communauté française d'Afrique), dans les républiques de l'ancienne A. O. F. et de l'ancienne A. E. F., au Togo, au Cameroun, à Madagascar, aux Comores, à Saint-Pierre et Miquelon, valant 2 centimes métropolitains (100 F C. F. A. = 2 NF);

3° Le franc C. F. P. (Communauté française du Pacifique) en Nouvelle-Calédonie, dans la Polynésie française, dans les condominiums des Nouvelles-Hébrides valant 5,50 centimes (100 F C. F. P. = 5,50 NF);

4° Le dinar tunisien valant 11,75 NF français (depuis le 29 décembre 1958).

Le franc de Djibouti, au contraire, est rattaché au dollar des Etats-Unis sur la base de 214,4 F pour un dollar, soit 100 F Djibouti = 2,303 NF métropolitains.

Pour la plupart des monnaies citées, le cours moyen indiqué est la moyenne des cours limites ou des cours « achats » et « ventes » pratiqués par la Banque de France ou, à défaut, les cours pratiqués par l'institut d'émission du pays intéressé. Les cours de la Banque de France s'entendent sous réserve, pour 1957, du versement ou du prélèvement de 20 p. 100 institué par le décret du 10 août 1957, jusqu'au 20 juin 1958, date de fixation du nouveau taux de change de 420 F français pour un dollar américain.

Les cours cotés à l'étranger tiennent déjà compte, au contraire, de ces mesures: ils sont signalés par un astérisque;

5° Nouveau rouble soviétique à compter du 1er janvier 1961.

(1) Fin de période.

Source: Ministère des finances.

C. — Valeurs mobilières.

Indices des cours à la Bourse de Paris. (Moyennes hebdomadaires.) 1. Moyenne 1949 = 100.

DESIGNATION	COEFFICIENT de raccord (*).	1950	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
1. *Indice de 295 valeurs françaises à revenu variable.*	11,4	90	143	159	214	302	308	390	350	»	»
185 valeurs métropolitaines	10,22	98	155	175	248	364	375	479	427	466	562
2. *Indice de 25 valeurs étrangères*	6,78	97	156	150	173	237	269	291	258	322	»

(*) Ces coefficients, multipliés par les indices hebdomadaires base 100 en 1949, permettent d'obtenir des indices base 100 fin 1938 (31/12).

Les coefficients de raccord à la base 100 = moyenne 1938 sont les suivants:

Indice d'ensemble: 13,11; valeurs métropolitaines: 11,96; valeurs étrangères: 6,78; valeurs P. O. M.: 14,41; sociétés françaises à l'étranger: 15,43.

Les indices base 100 = moyenne 1938 doivent être divisés par les coefficients suivants si l'on veut les ramener à la base 100 = 1929: Indice d'ensemble: 2,43; valeurs étrangères: 1,64; valeurs P. O. M.: 2,25; sociétés françaises à l'étranger: 2,49.

D. — **Marché financier (taux).**

(Moyennes hebdomadaires. — Pourcentages.)

DÉSIGNATION	1938	1950	1952	1956	1958	1959	1960	1961 I	1961 II	1961 III	1961 IV
Valeurs à revenu variable (295) (actions)	4,29	5,08	5,47	3,38	3,31	2,37	1,96	1,58	»	»	»
Valeurs à revenu fixe et indexé (62)	»	»	»	4,73	5,57	4,53	»	»	»	»	»
Rentes perpétuelles	»	6,44	5,54	5,23	5,48	(1) 5,27	5,15	(1) 5,12	»	»	»
Secteur industriel public à revenu indexé	»	5,72	5,18	3,13	3,77	3,16	»	»	»	»	»
Secteur libre	»	8,49	8,12	6,70	7,59	6,42	»	»	»	»	»
Obligations émises dans le mois non indexées	6,93	7,02	6,61	5,94	6,66	»	»	»	»	»	»
Taux nominal d'émission des bons du Trésor à 1 an	3,13	2,5	2,5	3,25	3,25	3,25	»	3	»	»	»

(1) Rentes à 5 p. 100.
Source: I. N. S. E. E.

V. — FINANCES EXTERIEURES

A. — **Balance commerciale** (or inclus).

(En millions de nouveaux francs.)

1. Résultats globaux

(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1949	1952	1958	1959	1960	1960 1er trim.	1960 2e trim.	1960 3e trim.	1960 4e trim.	1961 1er trim.
Balance générale:										
Importations	771,9	1.326,4	1.962,6	2.093	2.585	2.667	2.596	2.408	2.666,7	2.741
Exportations	653,3	1.180,4	1.794,2	2.310	2.825	2.976	2.775	2.541	3.007,8	2.930
Balance	— 118,6	— 146	— 168,4	+ 217	+ 240	+ 309	+ 179	+ 133	+ 341,4	+ 189
Balance avec l'étranger:										
Importations	571,4	1.026,3	1.421,1	1.586	2.000	2.070	1.962	1.893	2.071	2.103
Exportations	381	681,8	1.121,6	1.577	1.979	2.052	1.975	1.804	2.084	2.107
Balance	— 190,4	— 344,5	— 299,5	— 9	— 21	— 18	+ 13	+ 89	+ 13	+ 4
Balance avec la zone franc:										
Importations	200,5	300,1	541,5	507,2	585,6	597	634	516	924	638
Exportations	272,3	498,6	672,6	733	846	924	799	738	596	822
Balance	+ 71,8	+ 198,5	+ 131,1	+ 226,4	+ 260,4	+ 327	+ 165	+ 222	+ 328	+ 184

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

a) *Pourcentages de couverture des importations par les exportations.*

(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1929	1938	1949	1952	1956	1958	1959	1960
Echanges avec l'étranger	79,4	66,1	66,7	68,5	73	79	99	99
Echanges avec l'Union française outre-mer	134	68	130	166	112,9	124	144	144
Echanges globaux	90	67	85	89	82	91	110	109

b) *Evolutions annuelles.* (En milliards de francs courants.)

DÉSIGNATION	1929	1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Importations:														
Etranger	510	340	6.820	7.930	12.720	12.320	10.930	11.110	12.480	15.140	17.270	17.050	19.060	23.988
Union française outre-mer	70	120	2.400	2.800	3.350	3.600	3.650	4.110	4.080	4.620	5.390	6.500	6.080	7.028
Total	580	460	19.220	10.730	16.070	15.920	14.580	15.220	16.560	19.760	22.660	23.550	25.140	31.016
Exportations:														
Etranger	410	220	4.560	6.860	9.330	8.180	8.870	9.650	11.610	11.010	12.340	13.460	18.950	33.744
Union française outre-mer	90	80	3.260	3.870	5.460	5.980	5.200	5.470	5.350	5.220	6.550	8.070	8.800	10.157
Total	500	300	7.820	10.730	14.790	14.160	14.070	15.120	16.960	16.230	18.890	21.530	27.750	33.901
Solde:														
Etranger	— 110	— 120	—2.260	—1.070	—3.390	—4.140	—2.060	—1.460	— 860	—4.130	—4.930	—3.590	— 110	— 344
Union française outre-mer	+ 30	— 40	+ 860	+1.070	+2.110	+2.380	+1.550	+1.360	+1.260	+ 600	+1.160	+1.570	+2.720	+3.129
Ensemble	— 80	— 160	—1.400	0	—1.280	—1.760	— 510	— 100	+ 400	—3.530	—3.770	—2.020	+2.610	—2.885

Source: Ministère des finances.

2. Valeurs des échanges par groupements d'utilisation

(Moyennes mensuelles.) (En millions de nouveaux francs.)

DÉSIGNATION	1949	1952	1956	1958	1959	1960				1961	
						I	II	III	IV	I	II
Importations.											
Alimentation humaine, boissons, tabacs:											
Etranger	76,1	123	161,5	143,3	174,4	192	182,12	133,5	207	192	»
U. F. O. M.	148,2	213,8	236,7	352	319,2	334,1	375,44	262,6	343,1	337,6	»
Total	409,6	336,8	398,2	495,3	493,6	353,3	557,56	396,1	550,1	529,6	»
Matières premières et demi-produits (or inclus) (total):											
Etranger	224,3	751,2	869	968,2	1.062,1	1.312,05	1.316,4	1.236	1.329,5	1.389	»
U. F. O. M.	49	81,1	146	186,6	185,4	246,83	252,6	215	247,3	298	»
Total	273,3	832,3	1.015	1.154,8	1.247,5	1.558,88	1.569	1.451	1.576,8	1.687	»
Dont:											
a) Energie, lubrifiant:											
Etranger	»	»	289,7	379	401	374,8	363,2	366,7	368,6	371,5	»
U. F. O. M.	»	»	1,1	8,1	15	64,6	55,4	68,7	83	106,8	»
Total	»	»	290,8	387,1	416	439,4	418,6	435,4	451,6	478,3	»
b) Demi-produits manufacturés:											
Etranger	»	»	214,4	249,1	296,5	458,1	462	464	480	494,3	»
U. F. O. M.	»	»	23,9	28,8	24,4	34,5	33	36,5	38,4	35	»
Total	»	»	238,3	277,9	320,9	492,6	495	497,5	518,4	529,3	»
Produits finis manufacturés:											
Etranger	85,7	152,1	231,3	309,5	354,6	495,3	466,6	523,4	534,5	521,6	»
U. F. O. M.	2,9	5,1	2,3	3,1	2,7	4,7	6,2	4,7	5,2	3	»
Total	88,6	157,2	233,6	312,6	357,3	500	469,5	758,5	539,7	524,6	»
Exportations.											
Alimentation humaine, boissons, tabacs:											
Etranger	42,6	58,3	113,1	123,5	156,8	225,2	206	225,3	274	252,6	»
U. F. O. M.	39,5	72,8	76,4	109,5	116,3	146,8	116,2	127,1	187,7	151,3	»
Total	82,1	131,1	189,5	233	273,1	372	322,2	352,4	461,7	403,9	»
Matières premières et demi-produits (or inclus) (total):											
Etranger	210,2	420,3	529,6	563,2	801	950,8	948	870,7	992,5	993	»
U. F. O. M.	63	136,8	115,4	171,7	196,8	225,3	225,8	193,1	227,3	242,4	»
Total	273,2	557,1	645	734,9	997,8	1.176,1	1.173,8	1.063,8	1.219,8	1.235,4	»
Dont:											
a) Energie, lubrifiant:											
Etranger	»	»	63,8	72,4	65	59,2	55,4	59,7	65,5	63	»
U. F. O. M.	»	»	29	39,9	46	49,6	49,6	47,5	48,8	52	»
Total	»	»	92,8	112,3	111	108,8	105	107,2	114,3	115	»
b) Demi-produits manufacturés:											
Etranger	»	»	322,9	375,1	560	670	665,2	612,1	709,4	706,6	»
U. F. O. M.	»	»	75,6	115,4	133	157,7	158	129,7	160,2	167,8	»
Total	»	»	399,5	490,5	693	224,7	823,2	741,8	869,6	874,4	»
Produits finis manufacturés:											
Etranger	128,2	203,2	275	434,9	622	802,7	821,3	707,4	817,4	861,4	»
U. F. O. M.	167,8	289,1	242,4	391,4	420	474,3	457,5	418,7	510	428,6	»
Total	296	492,3	517,4	826,3	1.042	948,3	1.278,8	1.126,1	1.327,4	1.290	»

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

3. Commerce extérieur de la France avec les principaux pays étrangers (or exclu).

(Unité: millions de nouveaux francs.)

PAYS	1949	1952	1956	1958	1959	1960
Allemagne:						
Importations	684	1.167	2.001,6	2.740,8	3.648	4.887,24
Exportations	399	799	1.681,2	2.251,2	3.633,6	4.655,28
Grande-Bretagne:						
Importations	325	532	805,2	834	945,6	1.132,68
Exportations	701	751	972	1.052,4	1.237,2	1.710,96
Italie:						
Importations	177	339	498	553,2	877,2	1.247
Exportations	157	376	652,8	726	1.320	1.979,28
Pays-Bas:						
Importations	225	334	542,4	595,2	874,2	1.151,64
Exportations	355	276	456	435,6	712,8	913,56
Suède:						
Importations	142	346	442,8	424,2	432	530,04
Exportations	162	222	249,6	344,4	490,8	583,20
Suisse:						
Importations	154	274	415,2	481,2	562,8	626,64
Exportations	273	471	788,4	808,8	1.134	1.549,92
U. E. B. L.:						
Importations	322	584	1.071,6	1.262,4	1.329,6	1.837,20
Exportations	451	795	1.246,8	1.363,2	1.855,2	2.531,40
Arabie séoudite et Koweit (1):						
Importations	515	1.163	A. S.: 225,6 K.: 618	A. S.: 390 K.: 782,4	A. S. I.: 337,2 K.: 732	A. S. I.: 319,68 K. I.: 702,84
Exportations	7	28	»	»	»	»
Irak:						
Importations	155	523	733,2	756	918	781,80
Exportations	4	11	»	»		
Malaisie et anciens territoires britanniques d'Asie:						
Importations	65	243	228	154,8	229,2	358,92
Exportations	14	29	50,4	252	240	36,24
Pakistan et Union indienne (1):						
Importations	101	220	202,8	241,2	309,6	242,28
Exportations	32	134	219,6	294	256,8	315
Egypte:						
Importations	112	181	118,8	55,2	43,2	601,20
Exportations	111	176	86,4	64,8	87,6	144,36
Argentine:						
Importations	120	196	268,8	134,4	214,8	277,56
Exportations	554	126	110,4	145,2	236,4	310,44
Brésil:						
Importations	90	300	211,2	235,2	246	305,76
Exportations	57	254	115,2	205,2	260,4	321,96
Canada:						
Importations	104	251	241,2	238,8	258	450,60
Exportations	33	67	105,6	178,8	282	260,52
Etats-Unis:						
Importations	1.627	1.596	2.382	2.364	2.115,6	3.677,16
Exportations	157	548	783,6	1.263,6	2.292	1.953,72
Australie et Nouvelle-Zélande:						
Importations	528	629	A.: 63	A.: 568,8	A.: 663,6	A.: 694,92
Exportations	56	96	74,4	98,4	112,8	183
			N.-Z.: 196,8	N.-Z.: 207,6	N.-Z.: 260,4	N.-Z.: 342,96
Ensemble des pays étrangers:			15,6	20,4	16,8	28,32
Importations	68.110	11.534	14.816,4	17.040	19.068	23.974,8
Exportations	45.540	7.425	10.687,2	13.440	18.948	23.730

(1) Les résultats de 1948 ont été publiés en utilisant un classement par pays différent du classement actuel. C'est pourquoi il n'a pas été possible, pour cette même année, d'isoler les chiffres relatifs au commerce de la France avec ces pays.

Source: I. N. S. E. E.

B. — **Indices des valeurs moyennes et taux de l'échange.**

L'institut national de la statistique et des études économiques calcule un indice du taux de l'échange, appelé aussi parfois « termes de l'échange », par traduction de l'expression anglo-saxonne « terms of trade », constitué par le rapport de l'indice des valeurs moyennes à l'exportation à l'indice des valeurs moyennes à l'importation.

Ces derniers indices sont établis à partir des données élaborées pour le calcul des indices du volume du commerce extérieur et « diffèrent largement de ceux qui pourraient être établis spécialement pour mesurer le niveau des prix à l'importation ou l'exportation ».

Ils sont affectés d'erreurs dues à la rigueur variable des contrôles douaniers et des évaluations douanières de prix, et sont établis à partir de groupes de marchandises dont l'homogénéité est rarement parfaite.

Ces indices des valeurs moyennes à l'importation et à l'exportation ne doivent donc être considérés que comme des « ordres de grandeur » et utilisés avec le « maximum de prudence ». « Il sera judicieux », précise l'I. N. S. E. E., « de ne tenir compte que des tendances se manifestant avec continuité pendant une assez longue période ». Les indices partiels relatifs aux produits fabriqués sont particulièrement approximatifs.

La validité de l'indice du taux de l'échange est donc liée à celle des indices des valeurs moyennes.

Si l'on prend : t = Taux de l'échange,
Ie = Indice des valeurs moyennes à l'exportation,
Ii = Indice des valeurs moyennes à l'importation,

On a : $t = 100 \frac{Ie}{Ii}$

Si $t > 100$, cela veut dire que, depuis l'année de base, le prix moyen de la masse des produits exportés a crû plus rapidement que le prix moyen de la masse des produits importés. Le taux de l'échange s'est amélioré. Il faut en moyenne exporter moins de produits nationaux pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers.

Si $t < 100$, le taux de l'échange se dégrade et la situation devient moins favorable.

Mais il faut toujours, précise l'I. N. S. E. E., rapprocher l'examen des variations du taux de l'échange de celui des variations de la balance commerciale.

En effet, l'amélioration du taux marque la hausse relative des prix nationaux et peut donc rendre déficitaire la balance commerciale ou aggraver le déficit existant en restreignant les exportations. Inversement, la dégradation du taux, qui peut d'ailleurs résulter d'une dévaluation monétaire, peut faciliter le rétablissement de l'équilibre.

1. *Indices de valeurs moyennes* (1) (or exclu).

Indices 1956 : 160.

DÉSIGNATION	EXPORTATIONS							IMPORTATIONS						
	1958	1959	1960	1960				1958	1959	1960	1960			
				1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.				1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
Alimentation, boissons, tabacs :														
Etranger	123	139	136	136	139	133	136	90	116	116	112	116	117	121
Zone franc	110	114	112	116	115	115	106	132	121	124	123	121	127	125
Ensemble	117	127	125	126	129	126	122	116	119	121	118	119	123	124
Produits bruts :														
Etranger	111	126	135	138	135	134	131	107	118	125	127	125	124	123
Zone franc	114	116	119	118	119	120	120	107	113	120	121	118	121	120
Ensemble	111	125	133	136	134	133	130	107	116	124	125	123	123	122
Energie, lubrifiants :														
Etranger	124	137	130	133	129	130	130	127	137	132	135	133	131	130
Zone franc	117	132	133	133	133	133	132	155	184	106	190	185	185	184
Ensemble	122	135	131	133	131	131	131	127	138	138	140	138	137	136
Produits manufacturés :														
Etranger	118	129	137	138	138	135	137	114	131	138	131	135	146	138
Zone franc	117	122	128	125	128	129	128	117	110	113	112	115	113	113
Ensemble	118	127	134	134	135	133	134	114	131	137	131	134	144	137
Indices globaux :														
Etranger	118	130	136	138	137	134	136	112	128	131	128	130	135	131
Zone franc	116	120	125	124	126	126	123	123	119	126	126	123	129	129
Ensemble	117	127	130	133	134	132	131	115	125	130	128	128	134	130

(1) Il est rappelé que les indices des valeurs moyennes sont des indices à pondérations variables dont les fluctuations peuvent traduire non seulement un mouvement du niveau moyen des prix, mais encore des changements intervenus dans la composition des échanges. Les prix utilisés pour le calcul de ces indices étant, en outre, relatifs à des marchandises dont la comparabilité dans le temps n'est pas toujours parfaite, les résultats donnés ci-dessus doivent être interprétés avec précaution. En particulier, les indices relatifs aux produits manufacturés doivent être considérés comme assez approximatifs.

Source : I. N. S. E. E.

2. *Termes de l'échange* (or exclu).

DÉSIGNATION	1956 = 100.					
	Année 1958.	Année 1959.	1960			
			1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.
Etranger	105	102	108	105	99	104
Zone franc	94	101	98	102	98	95
Ensemble	102	102	104	105	99	»

Source: I. N. S. E. E.

C. — **Balance des paiements.**

1. Evolution d'ensemble de 1947 a 1959

a) *Métropole.* (En millions de dollars, monnaie de compte.)

DÉSIGNATION	1947	1949	1950	1952 (1)	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Exportations (métropole)	1.040	1.567	1.880	2.024	2.545	3.450	3.279	3.327	3.239	3.810
Importations (métropole)	2.492	— 158	1.958	2.643	2.724	3.064	4.087	4.276	3.534	3.375
Solde commercial de la métropole	— 1.452	2.035	— 78	— 619	— 179	+ 86	— 808	— 949	— 295	+ 435
Solde des éléments non commerciaux (métropole)	— 61	— 71	— 37	+ 28	+ 441	+ 517	+ 125	— 254	— 48	+ 257
Solde des paiements courants des P. O. M.	— 163	— 167	— 123	— 68	— 68	— 196	— 151	— 208	— 179	— 33
Solde des paiements courants	— 1.676	— 706	— 238	— 659	+ 194	+ 407	— 835	— 1.411	— 522	+ 659

(1) A partir de l'année 1952, la rubrique « déficit des P. O. M. » ne représente plus que le solde des paiements courants des pays d'outre-mer. Les sommes inscrites pour les années antérieures comprenaient en outre le solde des opérations en capital qui ne pouvait être ventilé, mais restait d'un ordre de grandeur insignifiant.

b) *Pays d'outre-mer.* (En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1952	1954	1955	1956	1957	1958	1959 1er semestre.
Exportations	391	483	472	409	425	413	452
Importations	470	540	655	533	609	545	474
Solde commercial	— 73	— 57	— 183	— 124	— 184	— 132	— 22
Solde des éléments non commerciaux	+ 9	— 11	— 13	— 27	— 24	— 47	— 11
Solde des paiements courants	— 68	— 68	— 196	— 151	— 208	— 179	— 33

Source: Office des changes.

2. Evolution de la balance des paiements avec les différentes zones de 1951 a 1959

a) *Zone dollar* (y compris le Canada). (En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1952	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Exportations	343	433	527	632	525	509	855
Importations	680	753	837	1.090	1.119	747	667
Balance commerciale	— 337	— 320	— 310	— 458	— 594	— 138	+ 180
Solde des éléments non commerciaux	+ 175	+ 503	+ 640	+ 472	+ 272	+ 306	+ 369
Solde des paiements courants	— 162	+ 183	+ 330	+ 14	+ 322	+ 168	+ 557

b) *Zone sterling.* (En millions de dollars.)

DESIGNATION	1952	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Exportations	600	643	804	806	703	628	594
Importations	828	862	959	1.081	1.147	892	776
Balance commerciale	— 228	— 219	— 155	— 275	444	— 264	— 182
Solde des éléments non commerciaux	+ 31	+ 67	+ 112	+ 28	— 44	+ 34	+ 119
Solde des paiements courants	— 197	— 152	— 43	— 247	— 488	— 230	— 63

Source: Office des changes.

3. Evolution des soldes des règlements non commerciaux (En millions de dollars.)

DESIGNATION	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Touristes et voyageurs	+ 26,1	— 78	— 90	+ 62	+ 186	»
Transports	— 144,2	— 262,5	— 399	— 135	— 72	»
Assurances	— 7,3	— 9,6	— 11	— 11	— 5	»
Revenus du capital	+ 64,9	+ 95,7	+ 101	+ 74	+ 76	»
Revenus du travail	— 93,4	— 119	— 169	— 188	— 133	»
Revenus de la propriété intellectuelle	— 37	— 39,6	— 36	— 37	— 26	»
Intérêts des emprunts publics	— 60,8	— 46,2	— 60	— 295	— 83	»
Dépenses et recettes de gouvernements étrangers	+ 672,2	+ 547,6	+ 392	+ 354	+ 368	»
Règlements d'opérations nées pendant la période des hostilités	— 2,3	— 0,2	— 3	— 1,3	—	»
Divers (1)	+ 86,2	+ 9,4	— 8	— 193	+ 125	»

(1) Postes, télégraphes et téléphones, radio et services divers, recettes et dépenses des postes français à l'étranger, contribution à des organismes internationaux, recettes et dépenses administratives diverses, opérations diverses.

Source: Ministère des finances.

4. Balance du tourisme

a) *Balance officielle en devises (Office des changes).* (En millions de dollars.)

DESIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Recettes (étrangers en France)	128	186	188	136	124	185	195	154,721	138,2	163	318
Dépenses (Français à l'étranger)	— 22	— 44	— 113	— 116	— 137	— 131	169,2	232,706	228,6	101	231
Totaux	+ 106	+ 142	+ 75	+ 20	— 13	+ 54	+ 26,1	— 78	— 90,4	+ 62	— 51

b) *Estimations globales de la direction générale du tourisme.*

Dépenses des touristes étrangers en France. (En millions de dollars.)

DESIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Dépenses comptabilisées par l'office des changes	128	186	188	136	174	185	195	154,721	138,2	163	318
Autres dépenses (1)	128	128	160	214	(1) 217	200	371	446	412	454	»

(1) Estimation.

IV. — PRIX — COUT DE LA VIE

I. — PRIX

A. — Prix de gros.

OBSERVATIONS PRÉALABLES

Les indices des prix de gros permettent de mesurer l'évolution du pouvoir d'achat de la monnaie à l'intérieur du circuit de la production et de la distribution

L'indice publié par l'I. N. S. E. E. sur une base de 100 en 1949 suivait les variations des cours de 319 articles, choisis parmi ceux faisant l'objet des transactions « les plus importantes, les plus constantes ou les plus faciles à observer ». Des aménagements successifs de la liste des articles de référence de l'indice ont porté le niveau de ceux-ci à 373 en janvier 1953 et 488 en janvier 1954.

Un même produit peut figurer dans l'indice à chacun des stades successifs de sa préparation, mais sans qu'il y ait double emploi dans les pondérations (celles-ci étant établies d'après les transactions au dernier stade de vente en gros en 1949).

Les transactions sur les matières premières et les produits demi-finis sont assez bien représentées. Par contre, peu de produits manufacturés ont pu être considérés; ainsi l'indice métallurgique ne concerne que quelques produits finis peu ouvragés, tels que rails, poutrelles et tubes.

L'indice général des prix de gros recouvre trois secteurs essentiels: alimentaires (54 articles), énergétique (58 articles), industriel (207 articles). L'indice des prix des produits alimentaires est basé sur les prix du commerce de gros et ne saurait donc représenter les prix agricoles à la production. Aucune correction saisonnière n'est faite en raison de l'influence des conditions économiques générales, au moins aussi actives que les facteurs saisonniers, malgré l'intérêt reconnu d'un indice tenant compte de ces facteurs.

Les prix retenus sont soit des prix officiels, lorsqu'ils existent, soit, en général, les derniers en cours connus à la fin de chaque mois. Les taxes sont incluses le plus souvent possible.

INDICES DES PRIX DE GROS

a) *Indices d'ensemble des 488 articles et ses composants.*

(1949 = 100.)

DÉSIGNATION	1960				1961			
	Mars.	Juin.	Octobre.	Décembre.	Mars.	Juin.	Octobre.	Décembre.
1. *Ensemble* (488 articles)	178,4	177,4	179,6	182,5	181,8	»	»	»
2. *Indices partiels par branches de production:*								
A. — Produits alimentaires (112 articles)	165,5	162,9	165,6	169,6	166,4	»	»	»
B. — Combustibles et énergie (57 articles)	197,2	193,5	197,6	199,8	198	»	»	»
C. — Produits industriels (319 articles):								
Ensemble	183,6	185	186,1	(188,3)	190,1	»	»	»
Produits métallurgiques	211	219	217	(217)	217	»	»	»
Produits chimiques	160,8	157,1	160,1	(161,5)	164,4	»	»	»
Caoutchouc	237	237	219	(218)	216	»	»	»
Cuirs	139,2	131,8	128,2	(138)	138,9	»	»	»
Corps gras industriels	112,9	107,1	105,9	(103,8)	103,9	»	»	»
Bois	255	265	282	(291)	298	»	»	»
Textiles	146,9	145,2	145,1	(145,1)	147,8	»	»	»
Pâtes à papier	202	205	205	(206)	210	»	»	»
3. *Indices des matières premières industrielles* (73 articles)	202	201	199,3	(203)	206	»	»	»
4. *Indices des produits importés* (1):								
Ensemble (43 articles)	184,5	181,2	176	(175)	176,4	»	»	»
Matières premières industrielles importées	184,2	180,4	170,6	(170,5)	173,2	»	»	»
5. *Indices des fruits et légumes frais à Paris* (base 100 en 1957)	94,5	92,7	83	(94,5)	83,5	»	»	»
6. *Indices des prix de gros des salaisons et de la charcuterie* (2) (3)	153	153	156	(158)	»	»	»	»

Voir les notes à la fin du tableau.

DÉSIGNATION	ANNÉES						
	1950	1952	1956	1957	1958	1959	1960
	(Moyenne mensuelle.)						
1. *Ensemble* (448 articles)	108,3	144,9	141,6	149,7	166,9	174,9	179,4
2. *Indices partiels par branches de production:*							
A. — Produits alimentaires (112 articles).	103,2	131	129,3	135,2	163,1	162,3	166,7
B. — Combustibles et énergie (57 articles).	105,6	142,3	144,3	161	176,8	196	196,1
C. — Produits industriels (319 articles):							
Ensemble	103,7	158,2	151,6	158,9	166,9	179,1	185,3
Produits métallurgiques	104,9	161,8	170,5	176,7	188,3	207	217
Produits chimiques	104,2	148,9	137,5	137,7	148	157,7	159,8
Caoutchouc	211	185	171,1	171,5	177,6	216	230
Cuirs	124,8	91,2	90,4	94	106,3	148,1	134,9
Corps gras industriels	97,2	93,7	87,8	91,2	100,7	115,2	109,1
Bois	104,1	219	227	234	252	253	268
Textiles	135,7	144	126	139,3	136,2	138,7	145,8
Pâtes à papier et vieux papiers	110,1	222	177,7	170,9	182,1	201	204
3. *Indices des matières premières industrielles* (73 articles)	125,2	175,4	169,5	177,1	180,5	195,7	201
4. *Indices des produits importés* (1):							
Ensemble (43 articles)	132,5	154,1	138,4	151,9	164,8	179,2	180,7
Matières premières industrielles importées	145,7	158,4	142,5	151,7	149,7	174,5	178,4
5. *Indices des fruits et légumes frais à Paris* (base 100 en 1957)	97,4	118,7	180	100	104,8	97,3	92,1
6. *Indices des prix de gros des salaisons et de la charcuterie* (2) (3)	97,5	129,7	125,7	128	148,1	149,1	155,2

(1) (Voir plus loin l'évolution des indices U. S. A. et Grande-Bretagne). Cet indice ne constitue pas un indice des prix à l'importation; les cours ne sont pas, en effet, observés toujours directement au stade de l'importation et, d'autre part, seules les marchandises donnant lieu à des échanges réguliers et stables ont été prises en considération. L'indice a donc la signification limitée d'un indice des prix intérieurs de certains produits importés. Il permet d'observer le sens des tendances, d'autant plus qu'il concerne surtout des matières premières.

(2) Prix départ usine, toutes taxes comprises, relevés le 15 de chaque mois auprès d'un échantillon de producteurs par un syndicat professionnel; livraisons à certaines collectivités (intendance) exclues; coefficients de pondération établis sur évaluation des productions commercialisées en 1953; aux prix en vigueur en 1949.

(3) Evolution des prix du bétail: 1950: 93; 1951: 131,7; 1952: 133,1; 1953: 112. — Evolution des prix du porc sur pied: 1950: 95; 1951: 142,7; 1952: 136; 1953: 120.

Source: I. N. S. E. E.

b) *Indices annuels des prix des produits de la pêche.*

(Base 100 en 1949.)

MARCHÉS	GROUPES	1952	1956	1957	1958	1959	1960
Débarquement	Morue et poissons saisonniers	110,4	137,6	158	171,6	168,8	186,7
	Poissons frais non saisonniers	128,1	148,9	162,6	168,4	171,8	173,9
	Crustacés et mollusques	189,5	277	327,2	351,9	358,6	396,2
	Ensemble	130,4	165,8	189,1	201,8	202,9	218,6
Marché de gros de Paris	Poissons frais	127,6	144,6	159	176,8	179,5	194,1
	Crustacés et mollusques	162,7	194,9	232,7	247,3	272,6	315,3
	Ensemble	135,6	155,9	175,6	192,6	200,4	221,3
Ensemble des marchés de gros		125,9	143,5	160,9	175	180,4	193,3

Source: I. N. S. E. E.

c) *Indices des prix de gros agricoles à la production.*

(Base 100 en 1955.)

DÉSIGNATION	1949	1952	1956	1957	1958	1959	1960
Indice général	85,9	109,6	109,5	117,4	142,8	134,6	(139,8)
Production d'origine végétale	98,5	116,9	115,7	124,9	174	148	(146,3)
Dont:							
Blé	75,8	111,7	113,9	94,2	103,5	113,1	(117,5)
Pommes de terre	49,3	189	167,1	189,3	343,6	286,1	(200,3)
Vin	28	110,4	119,1	168,7	292,6	183	(193,3)
Betteraves industrielles	»	119,9	102,9	120,5	138,2	163,7	(132,2)
Production d'origine animale	80,4	106,4	106,8	114,2	129,5	129,2	(137,3)
Dont:							
Bétail sur pied	73,6	105,2	105,2	119,8	140,1	132,1	(142,4)
Lait	98	111,4	108,1	108,6	116,2	134	(140,3)
Volailles et lapins	74,9	102,6	105,7	101,8	112,4	106,7	(109,3)
Œufs	82,3	103,2	114,8	110,2	126,9	112,7	(120,2)

Source: I. N. S. E. E.

B. — **Indice des prix de détail.**

1. Prix de détail a Paris

(Base 100 du 1er juillet 1956 au 30 juin 1957.)

a) *Indice des 250 articles.*

(Nouvel indice d'ensemble des prix de détail dans l'agglomération parisienne.)

DÉSIGNATION	1960				1961	1957	1958	1959	1960
	Mars.	Juin.	Octobre.	Décembre.	Mars.				
Indices d'ensemble	130,4	130,2	132,3	133	133,1	103,3	118,9	126,2	130,8
Dont:									
Aliments, boissons	129,3	129,2	129,8	130,6	131	103,5	122	126,1	128,8
Habitation	133,3	131,1	133,8	136	138	104,8	117,1	127,4	133,3
Hygiène et soins	145,5	146,6	144,8	141,4	134,4	101	115,9	133,7	145,4
Transports	124,9	125,1	143,6	143,7	143,3	102,8	115	122,7	132,6
Habillement, linge	118,4	119,2	120,5	121,2	121,8	102,7	109,7	114,5	119,4
Distractions et divers	143,6	144,3	147,7	148	148	102,8	127,8	140,4	145,5

Source: I. N. S. E. E.

b) *Evolutions annuelles de 1950 à 1956 de l'indice des 213 articles* (1).

DÉSIGNATION	ANNEES (Moyenne mensuelle.)				
	1950	1952	1954	1955	1956
1. Indice d'ensemble des prix à la consommation familiale (213 articles) (1949 = 100)	111,2	145,4	143,3	144,9	147,7
2. Indice du prix des denrées alimentaires (41 articles)	110,6	140,7	135	135,9	138,2
3. Indice des prix des objets manufacturés (115 articles)	102	131	126,3	126,5	128,5
4. Indice du prix du chauffage et de l'éclairage (7 articles)	109,8	172,5	171,8	170,2	164,5
5. Indice du prix des services (47 articles)	124	176	190	198	205
6. Indice « Fruits et légumes » frais (2)	103,3	136,1	144,6	144,7	195,2

(1) Cet indice n'est plus calculé depuis le mois de juillet, date à partir de laquelle il a été remplacé par l'indice des 250 articles (voir tableau suivant).

(2) Cet indice résulte de la comparaison du coût d'achat de paniers, dont la composition varie chaque mois, au prix de ces mêmes paniers le mois correspondant de l'année 1949. Il ne donne que des valeurs moyennes, alors que les cours des fruits et légumes frais sont très variables les uns par rapport aux autres.

Source: I. N. S. E. E.

c) *Indices des 179 articles servant de référence à l'indexation du salaire minimum national interprofessionnel garanti.*

(Base 100 en juillet 1957.)

	1957	1958		1959		1960		1961	
	Décembre.	Mars.	Décembre.	Mars.	Décembre.	Mars.	Décembre.	Mars.	Décembre.
Ensemble	107,37	111,39	113,65	118,43	121,24	122,26	123,09	123,39	»

Source: I. N. S. E. E.

2. Prix de détail dans les agglomérations importantes de province

(Indices 1957 = 100.)

	Année 1958.	Année 1959.	1959				1960			
			Mars.	Juin.	Septembre.	Décembre.	Mars.	Juin.	Septembre.	Décembre.
Indices d'ensemble	113,5	118,8	121,9	122,5	123,5	123,5	123,4	»	»	»
Aliments et boissons	118	120,4	123,4	124,3	125,2	125,6	124,4	»	»	»
Habitation	110,7	119,6	123,7	122,8	125,1	126,1	127,9	»	»	»
Hygiène et soins	108,9	117,8	120,8	123,1	122,2	116,1	116,7	»	»	»
Habillement et linge	106,1	110,5	114,1	114,6	115,6	116,3	117	»	»	»
Distractions et divers	120,9	130,1	132	132,3	133,1	134,2	134,9	»	»	»

Source: I. N. S. E E

3. Indices des prix des véhicules a moteur

(Base 100 en 1949.)

Ces indices se rapportent aux ventes sur le marché intérieur des produits de l'industrie française des automobiles et des motocycles, vélomoteurs et cyclomoteurs pour les principaux modèles des grandes firmes.

Les coefficients de pondération sont établis d'après la valeur des différentes productions, calculée au tarif moyen de 1949 et compte tenu du nombre moyen annuel de véhicules livrés sur le marché français en 1949 et 1951 (l'année 1949 ne représentant pas une activité normale pour certains modèles nouveaux).

Ces tarifs adoptés correspondent aux prix-client départ usine. Ils ne comprennent ni les frais de sortie d'usine, ni le montant de la taxe locale. Des accords de prix ont été effectués pour tenir compte du prix de revient des modifications apportées à certains modèles.

Désignation	Nouvelle pondération.	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1960				1961
								Mars.	Juin.	Sept.	Déc.	Mars.
Voitures particulières	53	140,3	142,6	147,7	153,5	159	158,7	158,6	159,1	158,5	158,6	158,7
Véhicule utilitaires	29	154,5	160,7	169,6	183,8	197,3	201,4	199,3	201,8	201,8	202,7	203
Motocycles	18	135,8	137,7	141,5	144,6	144,9	145,6	145,6	145,6	145,6	145,6	146,2
Ensemble	100	143,7	147,3	153,2	161,1	168,2	169,3	168,7	169,7	169,3	169,6	»

N. B. — Le calcul de ces indices a subi, à partir de mars 1958, les modifications suivantes:

	Ensemble.	Voitures particulières.	Véhicules utilitaires.	Motocycles.
Nombre de modèles de référence	64	17	27	20
Pondération (1957)	100	56	32	12

Les indices sont établis sur base 100 en 1957 et transformés en indices de base 100 en 1949 en les multipliant par le niveau moyen 1957 des indices précédemment calculés sur base 100 en 1949.

Source: I. N. S. E. E.

4. Indices des prix de détail a Paris des appareils d'équipement ménager

Ces indices ont pour objet de représenter, de façon plus complète, les variations des cours des appareils ménagers, qui constituent une part importante de la construction mécanique et électrique, et ne sont compris que pour une petite fraction dans l'indice d'ensemble des prix à la consommation familiale, établi pour suivre l'évolution des prix des denrées et services communément utilisés par les familles de condition modeste.

L'indice exclut les installations de chauffage central et les éléments constituant les salles de bains, mis généralement par le propriétaire à la disposition des occupants. Il comprend huit groupes distincts d'appareils, comprenant au total 191 modèles différents. Les indices de groupe sont des moyennes arithmétiques simples des indices établis pour chaque modèle de référence. L'indice d'ensemble est une moyenne arithmétique pondérée des indices de groupes. Les coefficients de pondération attribués aux groupes ont été déterminés compte tenu des chiffres d'affaires des producteurs français en 1950 et de la valeur des importations à la même date. Les appareils ménagers étant soumis à de fréquentes modifications de construction et de présentation, de nombreux raccords ont dû être effectués entre séries de prix légèrement différentes. Les prix retenus sont ceux affichés par les concessionnaires ou ceux découlant des barèmes établis par les fabricants majorés du montant des taxes applicables à la vente au détail.

Ces indices sont donnés avec une marge d'erreur qui n'est pas négligeable.

DÉSIGNATION	PONDÉRATION	1950	1952	1956	1957	1958	1959	1960	1960				1961
									Mars.	Juin.	Sept.	Déc.	Mars.
Appareils de chauffage (38)	17	104,4	160,5	158,7	166,4	176,4	184,5	186	187,2	184,7	185,4	186,5	185,9
Cuisinières (35)	27	105,3	167,3	165,7	173,3	179,9	188,3	191,7	191,6	189,1	193	193	197,4
Réfrigérateurs (18)	6	102,9	120,9	102,8	105	109,4	108,3	102,5	105,8	104,7	102,4	97,2	93,6
Aspirateurs et cireuses (21)	5	105,4	114,7	143,4	141,6	149,2	157,8	153,9	156,2	151,7	152,9	154,2	154,2
Machines à laver (15)	4	108,5	153,8	153,9	154,1	164,7	170,9	175,1	176,2	177,4	173,9	173	173,6
Petits appareils électriques (29)	6	105,7	151,6	147,4	148	149,7	156,5	150,3	156,6	150	147,2	147,4	146,7
Machines à coudre (10)	9	110,7	142,4	147,2	154,2	171,1	180,3	183,5	181,9	183,2	184,5	184,5	183,2
Récepteurs radio (25)	26	102,1	143,6	136,9	140,4	153,1	159,6	159,3	160,4	160,2	157,6	158,8	160,6
Ensemble (191)	100	104,8	152,2	148,5	152,7	161,5	167,5	167,6	169	167,7	167,2	166,5	166,9

Source: I. N. S. E. E.

5. Indices des prix des produits industriels nécessaires aux exploitants agricoles

(1949 = 100.)

PONDÉRATION	DÉSIGNATION	1950	1952	1956	1957	1958	1959	1960	1960			
									Mars.	Juin.	Sept.	Déc. (1).
192	Energie	102,9	115,2	112,6	121,7	125,2	136,2	139,5	136	135,6	136	136,1
140	Entretien et renouvellement des bâtiments	102,8	152,4	148,7	155,8	169,6	181,4	185,4	182,1	183,9	185,1	190,4
310	Engrais et antiparasitaires	103,1	147,1	125,3	124,3	133,4	145	146,3	152,5	138,6	144,4	149,8
255	Machines et outils	101,6	151,1	139,5	144,9	160,9	182,2	185,4	183,2	183,2	187,3	187,9
103	Divers	106,3	171,6	146,2	144,1	157	182,9	182,8	180,9	182,8	185	182,4
	Ensemble	103	145,3	131,9	135,5	146,4	161,8	163,5	164,2	160,3	163,6	165,9

Source: I. N. S. E. E.

6. Indices des prix de vente au détail des spécialités pharmaceutiques

N. B. — L'indice est établi d'après les articles réellement en vente chaque année à Paris dans les pharmacies au mois de février.

Indices des prix de 100 spécialités remboursées par la sécurité sociale.

1949	100	1955	161
1950	115	1956	161
1951	132	1957	161
1952	164	1958	157
1953	161	1959	168
1954	161	1960	177

Indice des prix des produits antibiotiques.

1949	100	1955	43
1950	78	1956	42
1951	64	1957	41
1952	62	1958	39
1953	51	1959	39
1954	46	1960	40

Source: I. N. S. E. E.

7. Indices des prix de détail des objets manufacturés

L'I. N. S. E. E. a calculé un indice annuel portant sur 1.173 articles témoins, d'après le dépouillement du catalogue publié chaque année entre mai et juillet par une maison de commerce spécialisée dans la vente par correspondance.

Indices annuels des prix de détail de certains objets manufacturés.

(Base 100 en 1949.)

NUMÉRO du groupe.	GROUPES	NOMBRE d'articles.	1950	1952	1956	1957	1958	1959	1960
1	Articles de cuisine, chauffage	107	94,4	142,9	137,5	142,3	162,4	173,3	172,9
2	Articles de ménage et d'équipement ménager	51	98,9	139,7	133	135,9	152,2	162	162,7
3	Mobilier et literie, y compris tapis	31	90,5	139,0	134,7	141,3	156,1	168,3	169
4	Produits d'entretien et de toilette, y compris parfumerie	62	105,5	153,7	153,1	161,3	180	193,2	192,9
5	Papeterie, articles de bureau	97	106,4	165,5	153	157,7	173,3	186,4	187,3
6	Librairie (ouvrages techniques)	56	123,0	177,5	198,1	206,4	224,8	247,3	264,6
7	Maroquinerie et articles de voyage	50	97,6	134,1	130,4	129,1	141,1	149,4	154
8	Petit outillage, quincaillerie, éclairage	153	107,9	168,6	162,3	166,3	188,3	202,1	203,6
9	Petit outillage agricole, jardinage	61	107,1	173,2	163,3	172,2	193,6	209,4	215,1
10	Armes, munitions, accessoires de chasse	98	113,4	166,4	166,6	171,3	211	226,3	234,2
11	Cycles, sports, camping	102	105,8	156,8	146,3	149,1	164,5	176,7	179,7
12	Jeux et jouets	50	105,7	171,0	153,5	158,6	186,5	192,9	193,3
13	Articles et engins de pêche, bateaux	66	110,6	169,8	165,6	172,4	201,9	219,6	226,4
14	Photographie, optique, instruments de mesure	67	113,8	171,8	170	170,7	197,2	207,4	210,5
15	Lingerie, bonneterie, mercerie	75	98,5	125,9	110,3	115,2	125,5	128,1	128,3
16	Habillement, chaussures	53	95,4	126,0	114,4	116,9	123,7	129,7	131,7
	Ensemble	1.173	105,4	157,0	151	155,5	176	188,1	191,3

Source: I. N. S. E. E.

8. Indices des prix des chambres d'hôtel

(1949 = 100.)

DÉSIGNATION	PONDÉRATION	NOMBRE moyen d'hôtels suivis.	1950	1952	1956	1957	1958	1959	1960
France entière:									
Catégorie luxe	28	100	126	166	205	216	252	288	318
Catégorie grand confort	58	790	124	171	215	226	262	303	324
Catégorie confort moyen	14	664	127	179	240	254	274	316	335
Ensemble	100	1.554	125	171	216	227	261	301	324

Source: I. N. S. E. E.

9. INDICES ANNUELS DES PRIX DES REPAS DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE TOURISME (1949 = 100.)

DÉSIGNATION	PONDÉRATION	NOMBRES moyens d'établiss. suivis.	1950	1952	1956	1957	1958	1959	1960
France entière	100	247	112	140	161	169	188	207	221
I. Indices par catégories d'établissements:									
Catégorie luxe	28	26	114	143	165	169	199	215	230
Catégorie grand confort	58	115	112	140	160	169	184	205	220
Catégorie confort moyen	14	106	109	136	160	167	180	198	208
II. Indices par groupes d'agglomérations:									
Paris	30	28	107	135	140	147	167	185	202
Villes de plus de 100.000 habitants	17	43	144	146	168	177	190	211	228
Villes touristiques de moins de 100.000 habitants	53	176	115	142	171	178	199	218	229

Source: I. N. S. E. E.

10. INDICES DU COUT DE LA CONSTRUCTION

Immeubles à usage d'habitation (IVe trimestre 1953 = 100).

ANNEES	PREMIER TRIMESTRE	DEUXIÈME TRIMESTRE	TROISIEME TRIMESTRE	QUATRIÈME TRIMESTRE	ANNEE
1954	99	100	98	98	99
1955	101	102	104	106	103
1956	111	115	119	120	116
1957	122	125	128	132	127
1958	137	138	139	140	139
1959	142	142	142	142	142
1960	144	141	142	142	142,3
1961	143	»	»	»	»

N. B. — Si 1944 = 1; 1938 = 9,78; 1954 = 237 (soit base 4e trimestre 1953 = 239).
Sources : M. R. L. — I. N. S. E. E.

11. Indices des prix des transports S. N. C. F. pour l'usager

(Base 100 en 1949.)

ANNÉES	PRIX DU KILOMÈTRE VOYAGEUR — Grandes lignes. — Place entière (tarifs de base).			INDICE DU PRIX MOYEN DU KILOMÈTRE VOYAGEUR			INDICE PONDÉRÉ du prix moyen de la tonne/kilomètre marchandises.
	1re classe.	2e classe.	3e classe.	Grandes lignes. — Tous tarifs (indice pondéré).	Banlieue et Paris — Tous tarifs (indice pondéré).	Ensemble. — Tous tarifs (indice pondéré).	
1949 (au 1er janvier)	6,40	4,20	3	100	100	100	100
1950 (depuis le 23 janvier)	7,43	5,18	3,94	128,1	135,6	128,7	95,6
1951	7,50	5,25	4	129,2	163,6	131,5	112,0
1952 (depuis le 28 janvier)	8,42	6,17	4,92	157,2	196,9	159,8	136,3
1953 (depuis le 15 mai)	9,99	7,35	5,89	179	205	181	137
1954	10,60	7,80	6,25	193	206	194	136
1955	10,60	7,80	6,25	192	203	193	131
	1re classe.	2e classe.					
1956 (depuis le 3 juin)	8,75	6,25		191	203	192	132
1957	8,75	6,25		192	203	193	132
1958 (depuis le 6 janvier)	10,48	6,79		214	244	216	145
1959 (depuis le 5 janvier)	12	8		248	251	248	161

Sources: I. N. S. E. E., S. N. C. F.

II. — COUT DE LA VIE

A. — Indices de l'I. N. S. E. E.

Indice d'ensemble des prix a la consommation familiale a Paris (rappel) (1949 = 100.)

ANNÉES	I (mars.)	II (juin.)	III (septembre.)	IV (décembre.)	ANNÉE
1950	107,5	106,9	113,7	117,4	111,2
1951	123,6	129,2	133	142,9	130,1
1952	148,1	143,1	145,7	145,4	145,4
1953	145,2	145,4	141	142,1	143,7
1954	141,6	143,8	142,6	144,9	143,3
1955	144,9	144,7	145,5	146,3	144,8
1956	148,1	147	148,3	148	147,7 (1)
1957 (1)	147,3	149	153,7	163,1	151,6
1958 (1)	172,8	175,3	177	177,6	174,5
1959 (1)	184,1	183,4	185,7	188,5	185,3
1960 (1)	191,4	191,1	193,9	192,2	192
1961	195,4	»	»	»	»

(1) Indice calculé d'après l'indice des 250 articles à l'aide du coefficient de raccord sur juillet 1957 = soit multiplié par 1,468.

B. — **Budgets types établis par les organisations syndicales et l'institut d'observation économique.**

1. Budget type d'un célibataire a Paris

(Montant en nouveaux francs.)

DÉSIGNATION	MARS	JUIN	SEPTEMBRE	DÉCEMBRE
1958.				
C. G. T. (1)	330,70	343,47	345,28	346,94
C. G. T.-F. O. (1er jour du mois)	351,17	365,19	369,34	370,97
I. O. E. (2)	329,57	343,42	339,59	346,03
C. F. T. C. (fin de mois)	205,4	215,4	211,8	213,1
1959				
C. G. T. (1)	357,87	368,53	372,59	378,79
C. G. T.-F. O. (1er jour du mois)	389,37	384,24	388,51	399,63
I. O. E. (2)	362,93	365,36	372,14	376,61
C. F. T. C. (fin de mois)	222,3	225,5	228,9	234
1960.				
C. G. T. (1)	385,43	383,88	393,05	410,67
C. G. T.-F. O. (1er jour du mois)	410,89	411,60	416,98	427,93
I. O. E. (2)	381,85	386,85	388,75	393,55
C. F. T. C. (fin de mois)	226,2	238,5	241,9	243,5
1961.				
C. G. T. (1)	414,74	416,85	»	»
C. G. T.-F. O. (1er jour du mois) (2)	434,56	434,55	»	»
I. O. E. (2)	399,34	»	»	»
C. F. T. C. (fin de mois)	247,5	»	»	»

(1) 15 du mois. A partir de 1959 le budget est calculé une fois par trimestre (janvier, avril, juillet, octobre).
(2) Budget du manœuvre. Base nouvelle depuis 1956.

2. Budget type d'une famille de quatre personnes

(Nouvelle base en janvier 1952. Puis en janvier 1954.) (Evaluation de l'U. N. A. F.)

(Premier jour du mois.)

(En nouveaux francs.)

ANNÉES	MARS	JUIN	SEPTEMBRE	DÉCEMBRE
1958	836,70	862,33	858,20	856,92
1959	846,31	892,94	901,08	922,32
1960	936,80	971,39	951,60	969,96
1961	982,75	1.031,45	»	»

V. — SALAIRES. — REVENUS

I. — SALAIRES

A. — Résultats de l'enquête du ministère du travail sur les taux des salaires horaires (1).

1. Indices moyens annuels depuis 1946

(1er janvier 1946 = 100.)

ANNÉES	HOMMES	FEMMES	ENSEMBLE (dont industries de transformation, bâtiment exclu) (1).
1946	121	125	122
1947	165	180	169
1948	251	278	259
1949	283	312	292
1950	311	343	321
1951	396	441	410
1952	464	510	478
1953	477	518	489
1954	506	559	522
1955	543	605	562
1956	592	648	609
1957	642	692	658
1958	719	773	737
1959	763	819	783
1960	813	874	838

(1) L'enquête sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre est menée trimestriellement par la division statistique du secrétariat d'Etat au travail et à la sécurité sociale.

Effectuée par voie de questionnaires adressés aux employeurs, elle a porté sur 30.000 établissements de plus de dix salariés occupant plus de 4.200.000 personnes, y compris les houillères, les mines de fer, la Société nationale des chemins de fer français, la Régie autonome des transports parisiens, le Gaz de France, l'Electricité de France, soit approximativement 80 p. 100 de l'effectif du personnel travaillant dans les établissements de plus de dix salariés qui relèvent des secteurs professionnels considérés. Toutefois, en ce qui concerne les secteurs nationalisés cités ci-dessus, les renseignements sur les taux de salaires ne sont pas recueillis.

L'enquête couvre l'ensemble des activités, à l'exclusion de l'agriculture et des services publics. Elle ne touche ni les travailleurs isolés, ni le personnel domestique.

Source: Ministère du travail.

2. Evolution trimestrielle de l'indice général du taux des salaires horaires depuis 1951

(1er janvier 1946 = 100.)

ANNÉES	1er janvier.	1er avril.	1er juillet.	1er octobre.	MOYENNE annuelle.
1951	354	374	407	458	410
1952	470	475	479	481	478
1953	481	486	488	493	489
1954	500	516	521	522	522
1955	539	543	560	754	562
1956	589	597	610	620	609
1957	629	639	656	675	658
1958	700	727	745	751	737
1959	757	772	784	790	783
1960	808	820	825	851	838
1961	866	»	»	»	»

Source: Ministère du travail.

3. Evolution trimestrielle des indices des taux de salaires horaires masculins et féminins depuis 1952

(1er janvier 1946 = 100.)

DATES	SALAIRES HORAIRES masculins.	SALAIRES HORAIRES féminins.
1952. — 1er janvier	456	504
1er avril	461	508
1er juillet	465	510
1er octobre	468	512
1956. — 1er janvier	570	633
1er avril	579	639
1er juillet	592	648
1er octobre	603	655
1957. — 1er janvier	612	665
1er avril	623	672
1er juillet	640	687
1er octobre	658	709
1958. — 1er janvier	683	734
1er avril	709	765
1er juillet	727	780
1er octobre	732	786
1959. — 1er janvier	739	791
1er avril	754	808
1er juillet	765	821
1er octobre	771	827
1960. — 1er janvier	788	848
1er avril	800	857
1er juillet	815	869
1er octobre	829	891
1961. — 1er janvier	845	907

4. Indices des taux de salaires horaires
(1er janvier 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	1er janvier.	1er avril.	1er juillet.	1er octobre.	ANNÉE (Moy.)
Indices par secteurs.					
Production des métaux:					
1958	119	123,2	124,5	124,8	123,6
1959	126,5	129,7	132,5	132,8	132,2
1960	138,2	139,3	143,3	146	142,9
1961	148,1	152,1	»	»	»
Cuirs et peaux:					
1958	117,1	121,3	124,3	125,5	123
1959	126,1	129,7	130,9	133,1	131,5
1960	136,4	138,1	139,4	141,5	139,8
1961	143,8	146,7	»	»	»
Industries chimiques, caoutchouc:					
1958	118,1	123,8	126,3	127,2	124,8
1959	127,9	131	132,4	133,6	133
1960	139,1	142	146,8	148,7	145,6
1961	151	153,5	»	»	»
Bâtiment et travaux publics:					
1958	121,1	125,6	129,2	130,4	127,8
1959	132,2	134,1	136	136,6	135,8
1960	139,1	140,6	143,3	145,1	143,1
1961	147,8	150,4	»	»	»
Industrie textile:					
1958	116	119,6	121,4	121,9	120,4
1959	122,2	124,2	127,8	128,6	127
1960	130,9	134	135,4	139,9	136,4
1961	141,7	143,9	»	»	»
Transports:					
1958	121,3	124,2	128,5	130,3	127,3
1959	131,7	135,3	137,7	139,6	137,6
1960	142,1	143,1	146,3	149,5	146,5
1961	151,9	153,1	»	»	»
Papier, carton:					
1958	117,4	122,9	126,1	127,2	124,5
1959	128,4	130,3	132,4	133,1	132,3
1960	136,4	138,8	140,6	143,5	141,1
1961	146,6	148,9	»	»	»
Commerces alimentaires:					
1958	117,8	123,2	127,2	127,4	125
1959	128,7	131,9	133,5	134	133,4
1960	137,3	139,2	141,9	144,1	141,8
1961	146,3	148,2	»	»	»

Sources: Ministère du travail, I. N. S. E. E.

5. Indices des salaires horaires par sexe et qualification
(1er janvier 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	1er janvier.	1er avril.	1er juillet.	1er octobre.	ANNÉE (Moy.)
A. — *Hommes.*					
Manœuvre ordinaire:					
1958	117,5	122,2	125,6	126,5	124
1959	127,4	130,6	132,2	133	132,1
1960	135,9	137,5	139,4	141,5	139,6
1961	144,1	145,9	»	»	»
Manœuvre spécialisé:					
1958	118,6	123,1	126,2	127,2	124,8
1959	128,3	131	132,8	133,7	132,8
1960	136,8	138,7	141,1	143,4	141,2
1961	146	148,3	»	»	»
Ouvrier spécialisé:					
1958	119,6	124	127,1	127,9	125,7
1959	129,2	131,6	133,8	134,6	133,6
1960	137,9	140	142,8	145,5	142,8
1961	148	150,8	»	»	»
Ouvrier qualifié:					
1958	120,9	125,5	128,7	129,8	127,3
1959	131,1	133,3	135,3	136,6	135,3
1960	139,5	141,9	144,8	147,3	144,7
1961	150,2	153,2	»	»	»
Ouvrier hautement qualifié:					
1958	121,7	126,4	129,4	130,8	128,2
1959	132,3	134,2	136,3	137,6	136,3
1960	140,6	143	145,5	148,1	145,6
1961	151,1	153,9	»	»	»
B. — *Femmes.*					
Manœuvre ordinaire:					
1958	114,4	119,33	122,4	123	120,7
1959	123,6	127,3	128,5	129,3	128,6
1960	132,5	134,1	135,5	137,7	135,9
1961	140,1	141,4	»	»	»
Manœuvre spécialisée:					
1958	115	119,9	122,4	123,5	121,1
1959	123,9	127,2	128,7	129,6	128,8
1960	133,2	134,9	136,9	139,5	137,2
1961	142	143,3	»	»	»
Ouvrière spécialisée:					
1958	116,5	121,1	123,5	124,3	122,2
1959	125	127,4	130	130,8	129,7
1960	134,2	136,3	138,3	141,5	138,8
1961	144,1	147,1	»	»	»
Ouvrière qualifiée:					
1958	118,4	123,5	125,1	126,2	124,2
1959	127,3	129,3	131,4	133,4	131,7
1960	136,7	139,3	141,1	144	141,5
1961	146,7	150,1	»	»	»

Source: Ministère du travail.

6. Ecart moyen, a qualification égale, des salaires des femmes par rapport a ceux des hommes (écart en pourcentage des salaires masculins)

DATES	ÉCART MOYEN en pourcentage des salaires des hommes.	DATES	ÉCART MOYEN en pourcentage des salaires des hommes.
Ancienne série.		*Nouvelle série.*	
1er janvier 1946	15,0	1er janvier 1956	6,8
1er janvier 1947	8,8	1er janvier 1957	7,8
15 février 1948	6,3	1er janvier 1958	8,6
1er janvier 1949	7,2	1er janvier 1959	8,9
1er janvier 1950	7,8	1er avril 1959	8,8
1er janvier 1951	7,2	1er juillet 1959	9,2
1er janvier 1952	7,3	1er octobre 1959	9,2
1er janvier 1953	8,0	1er janvier 1960	8,9
1er janvier 1954	8,4	1er juillet 1960	9,1
1er janvier 1955	6,2	1er octobre 1960	9,5
1er janvier 1956	6,4	1er janvier 1961	9,5

Source: Ministère du travail.

7. Abattements moyens des salaires de province par rapport a ceux de Paris depuis le 1er janvier 1952

ABATTEMENTS LÉGAUX à appliquer au salaire minimum interprofessionnel garanti (à partir du 1er avril 1956).	1er JANVIER 1952	1er JANVIER 1953.	1er JANVIER 1954.	1er JANVIER 1955.	1er JANVIER 1956.	1er JANVIER 1957.	1er JANVIER 1958.	1er JANVIER 1959.	1er JANVIER 1960.	1er AVRIL 1960.	1er JUILLET 1960.	1er OCTOBRE 1960.	1er JANVIER 1961.
2,22 p. 100	9,7	11,7	13,3	13,1	12,7	15,6	16,2	16,8	16,4	16,7	17	16,5	17,1
4,44 p. 100	15,6	17,8	18,4	16,8	16,0	18,4	19,1	19,2	19,1	19	19,4	19,3	19,5
6,67 p. 100	20,3	21,7	22,8	20,6	20,1	22,4	23,3	23,3	22,8	23,3	23,7	23,6	23,9
8 p. 100	23,5	25,0	25,6	22,3	22,3	24,3	25,1	24,9	24,6	25	25,3	25,2	25,7

Source: Ministère du travail.

B. — Indices des salaires horaires établis par les syndicats professionnels.

1. Indices des salaires horaires par profession (1)

Métaux (région parisienne). (T = temps, R = rendement.)

DÉSIGNATION	1960								1961							
	Janvier.		Avril.		Juillet.		Octobre.		Janvier.		Avril.		Juillet.		Octobre.	
	T	R	T	R	T	R	T	R	T	R	T	R	T	R	T	R
Ajusteur	303	285	311	292	317	298	324	305	332	313	»	»	»	»	»	»
Modeleur-mécanicien	272	289	277	295	282	303	285	311	294	320	»	»	»	»	»	»
Mouleur à main	291	269	294	275	298	279	302	286	310	295	»	»	»	»	»	»
Lamineur à froid	»	301	»	309	»	316	»	322	»	324	»	»	»	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

DÉSIGNATION	ANNÉES (Moyenne mensuelle.)															
	1952		1956		1957		1958		1959		1960					
	T	R	T	R	T	R	T	R	T	R	T	R	T	R	T	R
Ajusteur	174	169	227	223	249	241	273	262	292	274	316	297	»	»	»	»
Modeleur-mécanicien	171	172	214	225	229	238	249	259	264	277	280	302	»	»	»	»
Mouleur à main	166	165	214	211	238	232	262	257	278	265	297	279	»	»	»	»
Lamineur à froid	»	167	»	223	»	246	»	276	»	290	»	314	»	»	»	»

(1) Salaires ouvriers masculins, y compris indemnités, mais majorations pour heures supplémentaires et prime de transport exclues.
Sources: Syndicats professionnels, I. N. S. E. E.

2. Indices des salaires horaires par qualification individuelle (1)

Métaux (région parisienne) (1949 = 100).

DÉSIGNATION	1960				1961				ANNÉES					
	Février.	Mai.	Août.	Nov.	Fév.	Mai.	Août.	Nov	1952	1956	1957	1958	1959	1960
Manœuvre ordinaire:														
Temps	290	296	297	306	311	»	»	»	171	217	235	260	276	297
Rendement	290	293	298	308	313	»	»	»	172	223	246	271	282	298
Ouvrier spécialisé: temps et rendement	288	293	296	303	308	»	»	»	198	218	236	260	275	295
Professionnel: temps et rendement	294	299	304	312	318	»	»	»	»	223	243	267	281	302
Ensemble des ouvriers: temps et rendement	290	296	300	307	313	»	»	»	»	220	239	263	277	298

(1) Salaires ouvriers masculins, y compris indemnités, mais majorations pour heures supplémentaires et prime de transport exclues.

Sources: Syndicats professionnels, I. N. S. E. E.

3. Charges sociales dans la construction mécanique

(Base 100 en octobre 1957.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1961				ANNÉES (moyennes mensuelles).					
	I Janvier.	II Avril.	III Juillet.	IV Octobre.	1952	1956	1957	1958	1959	1960
Indices (salaires et charges) (1)	131	»	»	»	»	»	»	109	117	125
Charges patronales (p. 100 du salaire)	47,26	»	»	»	38,92	41,47	42,97	45,48	48	47,56

(1) Cet indice est calculé mensuellement à partir des rémunérations et des charges sociales obligatoires constatées dans un certain nombre d'entreprises témoins; il tient compte des majorations pour heures supplémentaires, des charges sociales patronales obligatoires, des primes diverses à l'exception de celles à caractère permanent occasionnel.

Sources: Ministère du travail, I. N. S. E. E.

C. — **Evolution du S. M. I. G. dans la région parisienne de 1950 à 1959.**

AVANT septembre 1950.	DE SEPTEMBRE 1950 à mars 1951.	DE MARS 1951 à sept. 1951.	DE SEPTEMBRE 1951 à février 1954.	DE FEVRIER 1954 à octobre 1954.	D'OCTOBRE 1954 à avril 1955.	D'AVRIL 1955 à août 1957.	D'AOUT 1957 à janvier 1958.	DE JANVIER 1958 à mars 1958.	DE MARS 1958 à juin 1958.	DEPUIS juin 1958.	DEPUIS février 1959.	DEPUIS novembre 1959.	DEPUIS octobre 1960.
0,5950	0,0078	0,0087	0,0100	0,0115	1.2150	0,0126	1,3345	1,3920	1.4480	1,4925	0,0156	1,6015	1,6385

D. — Revenus mensuels nets des salariés.

Indice des salaires mensuels nets

(Ensemble professionnels et manœuvres.)

Cet indice calculé par le ministère du travail tient compte des taux de salaire horaire, de la durée du travail, des retenues de sécurité sociale, de la surtaxe progressive, des primes de transport et prestations familiales.

Nouvelle série. (Bases et pondérations modifiées.) (Janvier 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	I — Janvier.	II — Avril.	III — Juillet.	IV — Octobre.
1958				
Zone 0 p. 100:				
Célibataire	125,1	128,4	131	131,9
Père de deux enfants	120,5	123,8	125,7	126,3
Père de cinq enfants	116,6	118,7	120	120,4
Zone 4,44 p. 100:				
Célibataire	121,4	125,8	128,8	129,8
Père de deux enfants	117,8	121,3	123,4	124,1
Père de cinq enfants	115,5	117,7	119	119,4
1959				
Zone 0 p. 100:				
Célibataire	129,5	130,7	136,8	138,6
Père de deux enfants	124,6	126,4	130,9	133,2
Père de cinq enfants	119,3	120,5	123,4	127,9
Zone 4,44 p. 100:				
Célibataire	127,3	130,1	135,4	136,7
Père de deux enfants	122,3	124,9	128,6	130,6
Père de cinq enfants	118,3	119,9	122,3	126,8
1960				
Zone 0 p. 100:				
Célibataire	139,5	143,4	147,5	152,5
Père de deux enfants	133,8	136,7	139,7	143,9
Père de cinq enfants	128,4	130,3	132,2	136,6
Zone 4,44 p. 100:				
Célibataire	138	141,8	145,9	148,6
Père de deux enfants	131,6	134,4	137,3	139,7
Père de cinq enfants	127,4	129,2	131	134,3
1961				
Zone 0 p. 100:				
Célibataire	153,1	»	»	»
Père de deux enfants	144,6	»	»	»
Père de cinq enfants	138	»	»	»
Zone 4,44 p. 100:				
Célibataire	149,3	»	»	»
Père de deux enfants	140,6	»	»	»
Père de cinq enfants	136	»	»	»

Source: Ministère du travail.

E. — Salaires agricoles.

Salaires bruts mensuels moyens des principales catégories de salaires (membres et non membres de la famille de l'exploitant) d'après les différentes enquêtes.

Salaires en milliers de francs (anciens) et variations depuis 1951.

	DOMESTIQUE DE FERME et ouvriers agricoles non spécialisés, logés et nourris.		SERVANTES DE FERME et ouvrières spécialisées ou non, logées et nourries.		MAITRES VALETS, ouvriers qualifiés et ouvriers spécialisés, logés ou non mais non nourris.	
	Milliers de francs.	Indice.	Milliers de francs.	Indice.	Milliers de francs.	Indice.
Mars 1951	7,2	100	5,8	100	15,5	100
Mars 1952	9,3	129	7,7	132	17,4	112
Mars 1953	9,9	139	7,9	136	19,2	124
Mars 1954	10,5	146	8,1	140	20,3	131
Mars 1955	11,3	158	9,3	161	21,4	138
Mars 1956	12,4	173	9,9	170	24	155
Mars 1957	13,8	194	11,2	193	29,9	174
Avril 1958	16,7	234	13,5	232	32,6	211
Avril 1959	18,9	264	15,2	262	34,2	221

Source: I. N. S. E. E. (enquête par sondages).

II. — REVENUS DE L'AGRICULTURE

1. Evolution globale

a) *Estimation grossière.*

(En ordre de grandeur de la production nette au coût des facteurs.) (En millions de nouveaux francs.)

DÉSIGNATION	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953	1953-1954	1954-1955	1955-1956	1956-1957	1957-1958	1958-1959	1959-1960
Recettes	15.750	17.300	20.300	22.050	22.500	23.050	24.500	25.550	30.700	31.550	34.000
Dépenses	4.000	4.600	5.800	6.050	6.250	6.700	7.450	8.450	9.850	10.400	10.700
Solde global	11.750	12.700	14.500	16.000	16.250	16.350	17.050	17.100	20.850	21.150	23.300

DÉFINITIONS

Recettes = valeur des ventes de l'agriculture aux autres secteurs économiques + valeur des produits récoltés et consommés à la ferme.
Dépenses = valeur des achats de matières, services et biens d'équipement par l'agriculture aux autres secteurs de l'économie.
Revenu net ou balance de trésorerie = recettes — dépenses.

N. B. — Autoconsommation:

1937-1939	185	1952-1953	4.150	1956-1957	4.650
1948-1949	3.150	1953-1954	4.050	1957-1958	5.300
1949-1950	3.250	1954-1955	4.000	1958-1959	5.200
1950-1951	3.350				
1951-1952	3.850	1955-1956	4.400	1959-1960	5.200

b) *Répartition du revenu de l'agriculture (autoconsommation comprise).*

(En ordre de grandeur, avec une marge d'erreur importante.) (En millions de nouveaux francs.)

DÉSIGNATION	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953	1953-1954	1954-1955	1955-1956	1956-1957	1957-1958	1958-1959	1959-1960
Propriétaires	1.100	1.200	1.550	(1) 1.600	(2) 1.500	(3) 1.300	(5) 1.250	1.400	1.300	1.450	1.600
Salariés	1.600	1.750	2.050	2.150	2.250	2.400	2.450	2.350	2.850	3.000	3.100
Exploitants	9.050	9.750	10.900	12.250	12.500	12.700	(4) 13.350	13.150	16.700	16.700	18.600

(1) Impôt foncier: 200 millions de nouveaux francs.
(2) Impôt foncier: 220 millions de nouveaux francs.
(3) Impôt foncier: 230 millions de nouveaux francs.
(4) Compte non tenu de la sécurité sociale.
(5) Impôt foncier: 250 millions de nouveaux francs.

Source: I. N. S. E. E.

c) *Production finale.*

Produit brut et produit net de l'agriculture (selon la terminologie internationale).
(En millions de nouveaux francs.)

	1956-1957	1957-1958	1958-1959	1959-1960
1. — Ventes effectives (1)	20.500	25.000	25.850	28.150
2. — Ventes imputées	4.650	5.300	5.200	5.200
3. — Variation des stocks (2)	200	0	500	200
4. — Construction pour compte propre (3)	200	250	250	250
5. — Production finale de l'agriculture	25.550	30.550	31.800	33.800
A déduire:				
6. — Achats à d'autres secteurs (à l'exception de l'équipement)	6.300	7.200	7.900	7.950
7. — Produit brut de l'agriculture (aux prix du marché)	19.250	23.350	23.900	25.850
A déduire:				
8. — Provisions pour amortissements (4)	2.000	2.200	2.500	2.600
9. — Produit net de l'agriculture (aux prix du marché)	17.250	21.150	21.400	23.250

(1) Après défalcation de la valeur de certains produits rachetés par l'agriculture (son, lait écrémé, etc.).
(2) Bétail et vin.
(3) D'après les résultats de l'enquête par sondage sur les investissements de l'année 1952.
(4) Y compris les bâtiments d'exploitation.

Source: I. N. S. E. E.

2. Recettes de l'agriculture

(En millions de nouveaux francs.)

a) *Evolution du montant des recettes de l'agriculture.*

PRODUITS	1952-1953	1953-1954	1954-1955	1955-1956	1956-1957	1957-1958	1958-1959	1959-1960
Produits végétaux.								
Blé	2.300	2.550	2.800	2.500	2.000	2.350	2.300	2.800
Betteraves industrielles	500	600	530	520	440	640	650	600
Pommes de terre	800	580	360	570	590	950	1.170	1.060
Légumes frais	1.600	1.550	1.650	2.100	1.800	2.200	2.000	2.500
Légumes secs	100	100	100	100	120	120	160	140
Fruits	750	700	750	700	850	950	1.000	950
Vin	1.650	2.000	1.850	2.000	2.200	3.350	3.900	2.750
Autres produits végétaux	1.050	900	900	1.000	1.350	1.000	1.350	1.450
Total produits végétaux	8.750	9.000	8.950	9.500	9.350	11.550	11.600	12.250
Produits animaux.								
Viande	6.150	6.250	7.000	7.400	8.100	10.000	10.200	10.950
Produits laitiers	4.400	4.600	4.300	4.550	5.000	5.600	4.200	7.650
Volailles et lapins	1.500	1.450	1.500	1.650	1.850	2.000	2.000	2.100
Œufs	1.450	1.100	1.200	1.300	1.150	1.400	1.400	1.450
Autres produits animaux	100	100	100	100	100	150	150	200
Total produits animaux	13.300	13.500	14.100	15.000	16.200	19.150	19.950	21.750
Total général	22.050	22.500	23.050	24.500	25.550	30.700	31.550	34.000
			22.000 à 27.000					

Source: I. N. S. E. E.

b) *Part des principales productions dans les recettes de l'agriculture.*
(En pourcentage.)

PRODUITS	1937-1938 et 1938-1939	1953-1954	1954-1955	1955-1956	1956-1957	1957-1958	1958-1959	1959-1960
Viande	22,5	22	30,5	30	31,5	32,5	32,5	3,2
Blé	17	11,5	12	10	8	7,5	7,5	8
Lait	13,5	20,5	18,5	18,5	19,5	18	19,5	20,5
Vin	11,5	9	8	8	8,5	11	9	8
Volailles et œufs	11,5	11,5	11,5	12	11,5	11	10,5	10,5
Légumes	9,5	7,5	7,5	9	7,5	7,5	7	7,5
Pommes de terre	4	2,5	1,5	2,5	2,5	3	3,5	3
Fruits	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3	3	3
Betteraves industrielles	2,5	2,5	2,5	2,5	1,5	2	2	2

Source: I. N. S. E. E.

3. Dépenses de l'agriculture

Analyse détaillée des dépenses (En millions de nouveaux francs.)

N. B. — Erreur possible en plus ou moins de l'ordre d'au moins 20 p. 100 (évaluation).

DÉSIGNATION	1956-1957	1957-1958	1958-1959	1959-1960
Matières.				
Semences et plants	160	150	180	200
Aliments du bétail	1.200	1.300	1.650	1.650
Engrais et antiparasitaires	1.450	1.800	1.950	2.100
Carburants	600	700	750	750
Travaux et services.				
Battages	200	250	250	300
Frais d'assurances	300	420	470	500
Echanges de bétail	500	500	500	500
Frais d'entretien et de renouvellement.				
Capital foncier	700	850	800	850
Capital d'exploitation:				
Achats de matériel	1.850	2.000	1.850	1.750
Frais de réparation	500	600	650	700
Dépenses non évaluées séparément	1.150	1.300	1.350	1.400
Total (nombres arrondis)	8.450	9.850	10.400	10.700

Source: I. N. S. E. E.

VI. — COMPTABILITE NATIONALE

1. Produit national.

(En milliards de nouveaux francs.)

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Production nationale	77,5	89,6	109,5	128,3	133,4	141,2	151,4	166,5	186,4	211,4	228,8	251
Services finals des institutions financières	0,6	0,7	1	1,1	1,4	1,5	1,7	1,8	2,2	2,9	3,1	3,4
Services rendus par les salariés des administrations publiques	7,2	8,6	10,9	13	13,8	14,6	15,1	17,4	19,3	22,3	24,7	26,8
Services rendus par les salariés des ménages et des administrations privées	1,3	1,5	1,9	2,1	2,2	2,5	2,7	3	3,3	3,6	3,9	4,3
Autres éléments du produit national	»	— 0,2	— 0,4	— 0,5	— 0,4	— 0,6	— 0,4	— 0,4	— 0,6	— 0,6	— 0,6	— 0,5
= Produit national brut aux prix du marché	86,6	100,2	122,9	144	150,4	159,2	170,5	188,3	210,6	239,6	259,9	285
— Amortissements	— 8,8	— 9,5	— 12,3	— 14,7	— 14,8	— 15	— 15,3	— 16,7	— 18,5	— 20,5	— 23,1	— 24,7
= Produit national net aux prix du marché	77,8	90,7	110,6	129,3	135,6	144,2	155,2	171,6	192,1	219,1	236,8	260,3
— Impôts indirects nets de subventions	— 11,7	— 14,3	— 18,6	— 22,4	— 23,8	— 24,9	— 25,6	— 27,8	— 31,7	— 36,8	— 41,6	— 45,7
= Revenu national	66,1	76,4	92	106,9	111,8	119,3	129,6	143,8	160,4	182,3	195,2	214,6

2. Produit national.

(En francs constants au prix de 1956, milliards de nouveaux francs.)

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
1. Production nationale	117	126,3	134,4	137,5	141,7	149,4	158,3	166,5	177,1	180,2	184,7	196,4
2. Services finals des institutions financières	1,4	1,5	1,4	1,4	1,7	1,8	1,8	1,8	2,1	2,5	2,4	2,6
3. Services rendus par les salariés des administrations publiques	13,6	14,6	15,3	16,2	16,2	16,4	16,8	17,4	17,7	17,8	17,7	18,3
4. Services rendus par les salariés des ménages et des administrations privées	2,7	2,7	2,7	2,8	2,8	2,8	2,8	3	3,1	3,1	3,2	3,3
5. Autres éléments du produit national	— 0,5	— 0,7	— 0,7	— 0,8	— 0,7	— 0,9	— 0,5	— 0,4	— 0,5	— 0,5	— 0,3	— 0,2
Produit national brut aux prix du marché	134,2	144,4	153,1	157,1	161,7	169,5	179,3	188,3	199,5	203,1	207,7	220,4
6. Amortissements	— 14,5	— 14,8	— 15,1	— 15,4	— 15,6	— 15,9	— 16,2	— 16,7	— 17,3	— 17,8	— 19,1	— 20
Produit national net aux prix du marché	119,7	129,6	138	141,7	146,1	153,6	163,1	171,6	182,2	185,3	188,6	200,4

3. Revenu national et revenu disponible.

(En milliards de nouveaux francs courants.)

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
1. Rémunération des salariés....	35,9	40,3	51,3	61,5	64,1	69,5	75,4	84,9	95	109,2	120	131,8
2. Revenu de la propriété et de l'entreprise allant aux ménages	26,5	31,8	36,3	40,05	40,9	43,8	47	51	55,7	62,5	64,6	70,3
3. Revenu de la propriété et de l'entreprise allant aux sociétés.....	4,3	5,1	5,1	6	7,7	7,1	8,3	9,4	11,3	12,6	12,8	14,6
4. Revenu de la propriété et de l'entreprise allant aux administrations	— 0,6	— 0,8	— 0,7	— 1,1	— 0,9	— 1,1	— 1,1	— 1,5	— 1,6	— 2	— 2,2	— 2,1
Revenu national	66,1	76,4	92	106,9	111,8	119,3	129,6	143,8	160,4	182,3	195,2	214,6
Impôts directs	— 4,1	— 5,4	— 6	— 6,7	— 8,1	— 7,9	— 8,1	— 9,9	— 11,8	— 15,4	— 17,3	— 18,3
Revenu national net disponible après impôts	62	71	86	100,2	103,7	111,4	121,5	133,9	148,6	166,9	177,9	196,3
Impôts allant aux administrations	15,8	19,7	24,6	29,1	31,9	32,8	33,7	37,7	43,5	52,2	58,9	64
Solde des transferts et prêts reçu du reste du monde	— 0,2	— 0,7	0,9	1,7	0,2	— 2,1	— 2,6	3,3	4,4	2,2	— 2,9	— 3,1
Disponibilités nationales nettes ou dépense nationale nette....	77,6	90	111,5	131	135,8	142,1	152,6	174,9	196,5	221,3	233,9	257,2
Plus amortissement	8,8	9,5	12,3	14,7	14,8	15	15,3	16,7	18,5	20,6	23,1	24,7
Disponibilités nationales brutes ou dépense nationale brute....	86,4	99,5	123,8	145,7	150,6	157,1	167,9	191,6	215	241,9	257	281,9

4. Dépense nationale.

(En milliards de nouveaux francs.)

	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Francs courants.												
Consommation privée	58,7	67,3	83,8	96,9	101,5	106,6	114,1	126,4	140,3	158,2	169,7	185,2
Consommation des administrations publiques	10,4	12,9	16,7	22,2	23,7	22,4	22,2	27,4	31,1	34,2	38,9	41,6
Formation de capital	17,3	19,3	23,3	26,6	25,4	28,4	31,6	37,8	43,6	49,5	48,4	55,1
Dépense nationale brute...	86,4	99,5	123,8	145,7	150,6	157,1	167,9	191,6	215	241,9	257	281,9
Exportations et paiement de revenus par l'extérieur	13,4	16,4	21,2	21,8	21,9	25,5	27	26	28,3	32,6	39,3	45,5
Importations et paiement de revenus à l'extérieur	— 13,2	— 15,7	— 22,4	— 23,5	— 22,4	— 23,4	— 24,4	— 29,3	— 32,7	— 34,9	— 36,4	— 42,4
Produit national brut	86,6	100,2	122,9	144	150,4	159,2	170,5	188,3	210,6	239,6	259,9	285
Francs au prix de 1956.												
Consommation privée	88,7	94,1	101,3	104,4	108,9	112,9	119,3	126,4	133,3	134,2	136,5	143,8
Consommation des administrations publiques	19,1	21	22,2	25,8	26,6	24,2	24,1	27,4	28,8	28	29,3	30,3
Formation de capital	27,9	28,6	28,7	27,7	26,5	30	32,9	37,8	41,1	42,5	40,1	44,9
Dépense nationale brute...	135,7	143,7	152,2	157,9	162	167,1	176,3	191,6	203,2	204,7	205,9	219
Exportations et paiement de revenus par l'extérieur	16,7	20,2	22,9	22,3	22,6	26,5	28,2	26	27,3	28,2	31,3	35,6
Importations et paiement de revenus à l'extérieur	— 18,2	— 19,5	— 22	— 23,1	— 22,9	— 24,1	— 25,2	— 29,3	— 31	— 29,8	— 29,5	— 34,2
Produit national brut	134,2	144,4	153,1	157,1	161,7	169,5	179,3	188,3	199,5	203,1	207,7	220,4

5. Evolution du revenu national de 1901 à 1953.

M. A. Sauvy a présenté, dans son rapport au Conseil économique de mars 1954, une évaluation en francs constants 1938 des chiffres du revenu national estimés par les années 1901 à 1913.

« Pour les années 1938 et 1948 à 1952, ont été utilisés les chiffres du produit national net malgré les critiques que soulèvent ces chiffres. Pour les années 1921 à 1947, les chiffres calculés par le commissariat au plan, il s'agit cette fois de la production nette au coût des facteurs, il aurait mieux valu suivre la même série qu'après 1949, les éléments n'en ont pas été retrouvés. Les chiffres ont été raccordés en tout cas de façon à assurer une bonne comparabilité. Mais il est possible que de 1921 à 1938, une légère distorsion ait résulté de la non-identité des définitions.

« Enfin pour 1901 à 1913, il s'agit de calculs personnels correspondant à la notion de production brute. Le raccord a été fait d'après les données directes de 1913 à 1938.

« Telle qu'elle est, la série n'est donc pas absolument homogène. Elle donne cependant une idée du développement de la richesse française depuis le début du siècle. »

a) *Evolution du revenu national de 1901 à 1953.*

ANNÉES	EN milliards de francs 1936.	BASE 100 en 1913.	BASE 100 en 1929.	BASE 100 en 1938.	REVENU par tête (en milliers de francs 1938).	ANNÉES	EN milliards de francs 1936.	BASE 100 en 1913.	BASE 100 en 1929.	BASE 100 en 1938.	REVENU par tête (en milliers de francs 1938).
1901.....	242	73	»	»	5,5	1931.....	428	130,5	91,5	»	10,2
1902.....	240	73,1	»	»	5,8	1932.....	398	121,3	87,8	»	9,5
1903.....	247	75,3	»	»	6	1933.....	400	121,9	88,2	»	9,5
1904.....	267	81,4	»	»	6,5	1934.....	392	119,5	86,5	»	9,3
1905.....	264	80,5	»	»	6,4	1935.....	375	114,3	82,7	»	8,9
1906.....	270	82,3	»	»	6,5	1936.....	374	113,1	81,8	»	8,8
1907.....	277	84,5	»	»	6,7	1937.....	384	117	85	»	9,1
1908.....	279	85,1	»	»	6,7	1938.....	380	115,8	83,9	100	9
1909.....	288	87,8	»	»	6,9	1939.....	407	124,1	89,8	107	9,7
1910.....	288	87,8	»	»	6,9	1940.....	336	102,4	74,2	88,4	8,2
1911.....	300	91,5	»	»	7,2	1941.....	266	81	58,7	70	6,7
1912.....	328	100	»	»	7,8	1942.....	238	72,6	52,5	62,6	6
1913.....	328	100	»	»	7,8	1943.....	226	68,9	49,9	59,5	5,8
1920.....	270	82,3	»	»	6,9	1944.....	191	58,2	42,1	50,3	4,9
1921.....	250	76,2	»	»	6,3	1945.....	207	63,1	45,7	54,4	5,2
1922.....	304	92,7	»	»	7,7	1946.....	315	96	69,5	82,9	7,8
1923.....	329	100,3	»	»	8,2	1947.....	341	104	75,2	89,7	8,4
1924.....	381	116,1	»	»	9,4	1948.....	366	111,6	80,7	96,2	8,8
1925.....	384	117,1	»	»	9,5	1949.....	414	126,2	91,4	109	9,9
1926.....	401	122,2	»	»	9,8	1950.....	447	136,2	98,7	117,6	10,6
1927.....	387	118	»	»	9,4	1951.....	462	140,8	102	121,6	10,9
1928.....	410	125	»	»	9,9	1952.....	470	143,3	103,8	123,7	11
1929.....	453	138,1	100	»	10,9	1953.....	475	144,8	104,8	125	11,1
1930.....	447	136,3	98,7	»	10,7						

Source : C. E., rapport M. A. Sauvy, mars 1953.

b) *Extrapolation et mise à jour de la série du rapport de M. Sauvy par l'I. N. S. E. E.*

ANNÉES	REVENU NATIONAL (1)	REVENU NATIONAL par habitant.	ANNÉES	REVENU NATIONAL (1)	REVENU NATIONAL par habitant.
		Milliers de francs.			Milliers de francs.
1949	414	9,9	1955	564	13
1950	448	10,6	1956	593	13,6
1951	477	11,2	1957	629	14,3
1952	490	11,5	1958	636	14,3
1953	505	11,8	1959	648	14,4
1954	531	12,3	1960 (2).....	680	14,9

(1) Raccordement de la série calculée par le S. E. E. F pour le produit national net aux prix du marché en francs 1956, aux chiffres donnés par M. Sauvy pour le revenu national de 1949 en francs 1938. Ce procédé doit être considéré comme ne pouvant donner que des ordres de grandeur particulièrement approximatifs.

(2) Chiffres calculés à partir des comptes prévisionnels pour 1960.

VII. — CONSOMMATION

1. Evolution de la consommation des ménages.

a) *Depuis* 1956.

DÉSIGNATION	1956	1957		1958	1959	1960	
	Millions de nouveaux francs courants.	Millions de nouveaux francs courants.	Millions de nouveaux francs prix 1956.	Millions de nouveaux francs courants.	Millions de nouveaux francs courants.	Millions de nouveaux francs courants.	Millions de nouveaux francs prix 1959.
0. Produits agricoles	12.810	13.010	13.090	»	»	»	»
1. Produits des industries alimentaires	36.760	39.140	38.030	»	»	»	»
2. Energie	5.620	6.110	5.630	»	»	»	»
3. Produits des industries des métaux	7.960	8.990	8.690	»	»	»	»
4. Produits des industries chimiques	4.550	5.020	5.050	»	»	»	»
5. Textiles et cuirs	17.610	19.720	18.890	»	»	»	»
6. Produits des industries diverses	9.750	11.220	10.730	»	»	»	»
7. Bâtiment et travaux publics	1.070	1.220	1.160	»	»	»	»
8. Transports et télécommunications	3.240	3.560	3.460	»	»	»	»
9. Services	22.110	24.430	23.450	»	»	»	»
Totaux	121.510	132.480	128.180	151.250	160.510	173.370	166.860

Source: Projet de loi de finances 1960-1961.

b) *De* 1958 *à* 1960.

	VALEUR EN 1958	VARIATION EN VOLUME de 1958 à 1959.	VARIATION EN VOLUME de 1959 à 1960.
	Milliards de nouveaux francs.	Pourcentage.	Pourcentage.
Alimentation	60,75	+ 0,5	+ 3
Habillement	19,15	— 1	+ 3,5
Habitation	22,95	+ 1	+ 4,5
Hygiène et soins	11,50	+ 5	+ 7
Transports et communications	11,50	— 1	+ 6
Culture et loisirs	10,95	0	+ 6
Hôtels, cafés, restaurants et divers	14,45	— 0,5	+ 3
Total	151,25	+ 0,5	+ 4,5

Source: Projet de loi de finances pour 1961.

2. Consommation des administrations.

(En millions de nouveaux francs.)

DÉSIGNATION	DÉPENSES MILITAIRES			DÉPENSES CIVILES			TOTAL		
	1955	1956	1957	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Bâtiments et travaux publics	350	450	460	1.430	1.520	1.980	»	»	»
Produits des industries des métaux	3.090	4.040	(1) 4.780	220	260	260	»	»	»
Autres produits	1.050	1.320	1.610	1.550	1.730	1.610	»	»	»
Totaux (2)	4.490	5.810	6.850	3.200	3.510	3.850	10.510	12.220	12.900

(1) Sur les 74 milliards d'augmentation de ce poste de 1956 à 1957, 43 apparaissent dans les mouvements divergents du solde du compte des fabrications d'armement (créditeur de 13 en 1956, débiteur de 30 en 1957).

(2) Total en 1958: 1051 milliards de francs courants. — Total en 1959: 2.222 milliards de francs courants; 1.141 milliards de francs prix 1958.

Source: Projet de loi de finances pour 1958 (rapport économique).

3. Consommation territoriale, aux prix de 1954.
(En milliards de francs.)

DESIGNATION	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
1. Alimentation et boissons:									
11. Produits à base de céréales	479	511	507	529	538	537	559	570	565
12. Légumes	504	495	480	493	496	518	514	518	532
13. Fruits	274	289	313	319	300	330	292	327	352
14. Viandes, volailles, œufs, poissons	1.206	1.236	1.333	1.438	1.511	1.593	1.655	1.688	1.691
15. Lait, fromages	361	379	369	379	400	413	418	430	448
16. Corps gras	364	384	375	415	437	449	471	491	497
17. Produits à base de sucre et de cacao	171	183	187	209	225	233	263	280	276
18. Produits alimentaires divers	44	45	47	50	50	51	56	55	56
19. Boissons	750	816	835	848	855	883	914	941	888
Total Alimentation et boissons	4.153	4.338	4.436	4.680	4.812	5.007	5.142	5.300	5.325
2. Habillement	1.212	1.325	1.334	1.386	1.426	1.526	1.643	1.770	1.712
3. Habitation	1.328	1.424	1.454	1.490	1.574	1.707	1.854	2.005	1 988
4. Hygiène et soins	500	540	586	642	683	721	814	887	917
5. Transports et communications	539	624	678	687	746	824	881	903	944
6. Culture, loisirs, distractions	606	641	645	671	688	745	811	883	906
7. Hôtels, cafés, restaurants	312	350	370	383	384	403	412	423	421
8. Consommations diverses	188	201	212	222	230	245	264	279	262
Total Consommations non alimentaires	4.685	5.105	5.279	5.481	5.731	6.171	6.676	7.150	7.150
Consommation territoriale totale	8.838	9.443	9.725	10.161	10.543	11.178	11.878	12.450	12.475

Source: C. R. E. D. O. C.

4. Consommation territoriale, aux prix de 1954.
(Répartition en pourcentage.)

DESIGNATION	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
1. Alimentation et boissons:									
11. Produits à base de céréales	5,4	5,4	5,2	5,2	5,1	4,8	4,7	4,6	4,5
12. Légumes	5,7	5,2	4,9	4,9	4,7	4,6	4,4	4,2	4,4
13. Fruits	3,1	3,1	3,2	3,1	2,9	3	2,5	2,6	2,8
14. Viandes, volailles, œufs, poissons	13,7	13,1	13,7	14,2	14,3	14,2	14	13,6	13,6
15. Lait, fromages	4,1	4	3,8	3,7	3,8	3,7	3,5	3,5	3,6
16. Corps gras	4,1	4,1	3,9	4,1	4,1	4	4	3,9	4
17. Produits à base de sucre et de cacao	1,9	1,9	1,9	2	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2
18. Produits alimentaires divers	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5
19. Boissons	8,5	8,6	8,6	8,4	8,1	7,9	7,7	7,6	7,1
Total Alimentation et boissons	47	45,9	45,7	46,1	45,6	44,8	43,5	42,6	42,7
2. Habillement	13,7	14,1	13,7	13,6	13,5	13,6	13,9	14,2	13,7
3. Habitation	15	15,1	15	14,7	14,9	15,3	15,7	16,6	15,9
4. Hygiène et soins	5,7	5,7	6	6,3	6,5	6,5	6,9	7,1	7,3
5. Transports et communications	6,1	6,6	7	6,7	7,1	7,4	7,5	7,3	7,6
6. Culture, loisirs, distractions	6,9	6,8	6,6	6,6	6,5	6,6	6,9	7,1	7,3
7. Hôtels, cafés, restaurants	3,5	3,7	3,8	3,8	3,7	3,6	3,5	3,4	3,4
8. Consommations diverses	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,1
Total Consommations non alimentaires	53	54,1	54,3	53,9	54,4	55,2	56,5	57,4	57,3
Consommation territoriale totale	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source: C. R. E. D. O. C.

B. — DONNEES ETRANGERES COMPARATIVES

CADRE DE PRESENTATION

N. B. — Les chiffres entre parenthèses ont un caractère provisoire.

Pages.

1° *Population:*

a) Taux de natalité et de mortalité dans quelques pays. 973
b) Estimation de la population totale pour quelques pays 973

2° *Production:*

a) Résultats agricoles..... 974
b) Production industrielle..... 978

3° *Activité de la main-d'œuvre:*

a) Indice de l'emploi..... 983
b) Durée hebdomadaire du travail..... 983
c) Chômage 984

4° *Commerce extérieur:*

a) Indices du quantum..... 984
b) Indices de valeur unitaire..... 984
c) Pourcentage de couverture des importations par les exportations 985
d) Balance des paiements..... 985

5° *Transports:*

a) Transports ferroviaires..... 986
b) Flotte marchande mondiale..... 986
c) Tonnage marchand en construction dans le monde au 1er juillet 1959..... 986
d) Flotte pétrolière mondiale aux 1er juillet 1958 et 1er janvier 1959..... 986
e) Transports aériens..... 986
f) Parc automobile..... 987

6° *Prix et coût de la vie:*

a) Indices des prix de gros..... 987
b) Indices du coût de la vie..... 987
c) Prix agricoles et prix généraux..... 987
d) Indices des matières premières..... 988
e) Rapport prix reçus/prix payés par les agriculteurs ... 988

Pages.

7° *Salaires et revenus:*

Gains dans les industries manufacturières..... 988

8° *Consommation:*

a) Répartition des dépenses de consommation privée dans quelques pays..... 989
b) Laine (consommation mondiale)..... 990
c) Coton (consommation mondiale)..... 990
d) Acier (consommation apparente)..... 990
e) Consommation d'énergie par habitant..... 990
f) Consommation de produits pétroliers..... 990

9° *Commerce intérieur*..... 991

10° *Données monétaires et financières:*

a) Cours des changes..... 991
b) Réserves or-devises..... 992
c) Cours des actions industrielles..... 992
d) Comptes budgétaires et dette publique dans quelques pays 993

11° *Revenu national:*

a) Estimation du revenu national de 1948 à 1958..... 993
b) Répartition du revenu national..... 994
c) Origine par branche d'activité du produit intérieur brut 995
d) Dépense imputée au produit intérieur brut..... 996
e) Formation brute de capital intérieur..... 998

12° *Logement et construction:*

a) Evolution de la construction de logements dans quelques pays..... 999
b) Indices des prix de gros des matériaux de construction 999

1° POPULATION

a) Taux de natalité et de mortalité dans quelques pays. (P. 1.000.)

PAYS	1938		1954		1959		1960	
	N	M	N	M	N	M	N	M
Allemagne occidentale	19,7	11,4	16,1	10,6	17,6	10,8	17,7	11,4
Australie	17,5	9,6	22,5	9,1	22,6	8,9	»	»
Autriche	13,9	14	14,9	12,1	17,6	12,5	17,7	12,6
Belgique	16	13,2	16,8	11,9	17,4	11,8	16,9	12,9
Canada	20,7	9,7	28,5	8,2	27,5	8	26,8	7,8
Espagne	20,1	19,3	20	9,1	21,8	9	21,9	8,9
France	14,9	15,8	19,8	12,1	18,4	11,3	»	»
Italie	(1) 23,8	14,1	18,2	9,2	18,4	9,3	18,4	9,6
Pays-Bas	20,5	8,5	21,6	7,5	21,3	7,6	20,1	7,6
Royaume-Uni	15,5	11,8	15,6	11,4	16,9	11,7	»	»
Suède	14,9	11,5	14,6	9,6	14,1	9,5	13,6	10
U. S. A.	17,6	10,6	24,9	9,2	24,1	9,4	23,5	9,4

(1) Territoire d'avant guerre.
Source: O. N. U.

b) Estimation de la population totale pour quelques pays.

(En millions.)

PAYS	ANNÉES				
	1938	1946	1949	1959	1960
Allemagne occidentale	(1)	43,93	47,1	52,8	53,4
Allemagne orientale	(1)	16,89	17,68	16,2	»
Argentine	13,72	15,65	16,74	20,61	20,96
Australie	6,90	7,46	7,90	10,1	10,3
Autriche	6,76	7	6,94	7,05	»
Belgique	8,37	8,36	8,61	9,10	»
Brésil	39,48	47,31	50,77	64,22	65,74
Bulgarie	6,25	7	7,21	7,80	»
Canada	11,45	12,62	13,45	17,4	17,8
Chili	4,91	5,64	5,96	7,5	7,6
Chine	(2)	»	536,4	»	»
Egypte	16,29	18,79	19,88	»	»
Espagne	25,28	27,01	27,65	29,9	30,1
Grèce	7,12	»	7,48	8,2	»
France	41,10	40,28	41,40	45,1	45,5
Hongrie	9,17	9,04	9,25	9,95	10
Inde	307,69	340,80	353,83	402,7	408
Indonésie	68,41	»	74,80	90,3	92,6
Iran	»	17,41	18,46	20,1	20,6
Italie	42,98	45,29	46,31	49,05	49,4
Japon	70,53	75,80	81,3	92,74	93,6
Mexique	19,07	23,18	25,13	33,20	34,6
Pakistan	»	»	74,25	86,82	»
Pays-Bas	8,68	9,42	9,96	11,3	11,5
Pologne	»	23,96	24,41	29,2	»
Portugal	7,50	8,12	8,33	9,05	9,12
Roumanie	15,75	15,8	16,05	18,2	»
Suède	6,30	6,72	6,95	7,45	7,48
Suisse	4,19	4,41	4,64	5,24	5,30
Thaïlande	14,75	17,04	18,14	21,9	25,5
Turquie	(3) 17,02	19,20	20,48	26,9	27,8
Royaume-Uni	47,49	49,22	50,36	52	52,4
U. R. S. S.	(4)	»	»	210,5	214,4
U. S. A.	129,97	141,39	149,18	177,7	180,5
Yougoslavie	15,38	»	16,13	18,4	18,6
Monde	2.560	2.603	2.647	2.905	»

N. B. — On a retenu les principaux pays dont la population était dans l'ensemble égale à au moins 5 millions d'habitants.

(1) Population totale de l'ensemble de l'Allemagne en 1939: 59.657 millions d'habitants.
(2) Population de la Chine en 1937: 452,5 millions d'habitants, et en 1948: 456,8.
(3) Estimation au 1er octobre 1937-1938: non compris le Habay (environ 204.000 habitants au moment du transfert).
(4) Population de l'U. R. S. S. en 1939: 170,5 millions d'habitants.
Source: O. N. U.

2° PRODUCTION

a) Résultats agricoles.

1. INDICES DE LA PRODUCTION AGRICOLE PAR RÉGION

a) *Production alimentaire.* (1952-1953, 1956-1957 = 100.)

RÉGIONS	AVANT GUERRE	1948-1949 1952-1953	1955-1956	1957-1958	1958-1959	1959-1960
Europe occidentale	83	87	103	107	109	(113)
Amérique du Nord	66	91	101	103	110	(111)
Amérique latine	70	89	101	111	114	(112)
Extrême-Orient (Chine exclue)	85	87	103	105	109	(113)
Proche-Orient	72	84	100	112	115	(114)
Afrique	72	88	101	102	105	(103)
Océanie	83	93	104	98	115	(111)
Ensemble des régions	»	88	102	108	114	(115)

b) *Production agricole totale.* (1952-1953, 1956-1957 = 100.)

RÉGIONS	AVANT GUERRE	1948-1949 1952-1953	1955-1956	1957-1958	1958-1959	1959-1960
Europe occidentale	83	87	103	107	109	(113)
Amérique du Nord	68	92	101	98	106	(109)
Amérique latine	73	89	102	112	115	(117)
Extrême-Orient (Chine exclue)	86	87	104	105	109	(113)
Proche-Orient	72	84	100	112	116	(116)
Afrique	70	87	102	103	107	(106)
Océanie	78	90	104	102	116	(116)
Ensemble des régions	»	88	103	107	113	(115)

c) *Production alimentaire par personne.* (1952-1953, 1956-1957 = 100.)

RÉGIONS	AVANT GUERRE	1948-1949 1952-1953	1955-1956	1957-1958	1958-1959	1959-1960
Europe occidentale	93	89	102	105	106	(109)
Amérique du Nord	85	98	99	96	102	(101)
Amérique latine	104	97	99	103	103	(100)
Extrême-Orient (Chine exclue)	108	92	102	100	103	(105)
Proche-Orient	94	89	98	105	105	(103)
Afrique	95	96	99	96	96	(92)
Océanie	110	102	101	92	105	(99)
Ensemble des régions	»	94	101	103	104	(107)

d) *Production agricole totale par personne.* (1952-1953, 1956-1957 = 100.)

RÉGIONS	AVANT GUERRE	1948-1949 1952-1953	1955-1956	1957-1958	1958-1959	1959-1960
Europe occidentale	93	89	102	105	105	(109)
Amérique du Nord	87	99	99	93	99	(99)
Amérique latine	109	98	100	104	105	(104)
Extrême-Orient (Chine exclue)	111	92	102	101	103	(105)
Proche-Orient	94	90	98	105	106	(104)
Afrique	92	94	100	97	98	(95)
Océanie	104	99	101	95	106	(104)
Ensemble des régions	»	94	101	102	106	(106)

2. Indices de la production agricole pour quelques pays

(1952-1953, 1956-1957 = 100.)

PAYS	1952-1953	1955-1956	1957-1958	1958-1959	1959-1960 P
Allemagne occidentale.	95	100	105	111	106
Australie	97	104	99	119	118
Autriche	91	102	112	120	113
Belgique-Luxembourg	93	107	108	113	104
Canada	110	99	93	97	100
Danemark	99	97	113	112	115
Espagne	100	99	108	111	118
France	91	104	105	104	109
Italie	92	105	101	116	119
Pays-Bas	99	103	105	112	113
Royaume-Uni	96	99	106	102	108
Suède	104	91	100	97	95
Suisse	101	99	98	108	109
U. S. A.	98	101	99	107	110

Source: O. N. U.

3. Céréales

a) *Blé.*

(1.000 tonnes.)

PAYS	1934-1938	1949	1954	1957	1959	1960
Allemagne occidentale.	2.505	2.471	2.983	3.843	4.495	4.964
Australie	4.200	5.939	4.589	2.655	5.391	6.124
Autriche	417	350	452	574	589	702
Belgique	450	596	589	766	813	648
Canada	7.170	9.999	8.407	10.492	11.254	13.326
Espagne	4.364	2.580	4.798	4.911	4.644	3.674
France	8.143	8.082	10.566	11.082	11.544	10.882
Italie	7.254	7.020	7.283	8.478	8.466	6.803
Pays-Bas	430	425	397	393	494	571
Royaume-Uni	1.743	2.239	2.828	2.726	2.830	3.054
Suède	696	698	1.021	711	836	926
U. S. A.	19.476	31.262	26.778	25.873	30.704	37.106
U. R. S. S.	38.090	»	»	58.113	69.101	»
Europe	42.300	»	45.980	53.820	56.640	53.110
Monde (U. R. S. S. exclue)	128.600	139.200	152.200	163.200	249.700	»

Source: O. N. U. (F. A. O.).

b) *Avoine.*

Production (1.000 tonnes).

PAYS	1948-1952	1954	1957	1959	1960
Allemagne occidentale.	2.500	2.473	2.228	2.020	2.133
Australie	560	596	570	699	998
Autriche	275	334	340	312	345
Belgique	483	452	454	428	439
Canada	6.328	4.731	5.870	6.445	7.034
Espagne	519	526	535	524	500
France	3.393	3.574	2.579	2.845	2.767
Italie	495	546	582	541	433
Pays-Bas	419	465	505	319	382
Royaume-Uni	2.852	2.479	2.179	2.222	2.174
Suède	804	863	847	787	954
U. S. A.	18.970	20.460	18.883	15.789	17.100
U. R. S. S.	»	»	»	13.500	»
Europe	19.970	19.440	18.560	17.810	18.240
Monde (U. R. S. S. exclue)	49.100	50.100	47.800	45.000	47.800

Source: O. N. U. (F. A. O.).

c) *Orge.*

Production (1.000 tonnes).

PAYS	1948-1952	1954	1957	1959	1960
Allemagne occidentale.	1.397	1.920	2.504	2.834	3.162
Australie	531	667	691	703	1.406
Autriche	210	312	392	405	596
Belgique	244	247	296	399	377
Canada	4.282	3.821	4.703	4.911	4.508
Espagne	1.909	2.205	1.881	2.092	1.851
France	1.534	2.525	3.626	4.931	5.698
Italie	258	278	296	279	232
Pays-Bas	202	207	292	268	290
Royaume-Uni	2.060	2.280	3.004	4.080	4.190
Suède	231	361	557	664	764
U. S. A.	5.843	8.257	9.518	9.148	9.034
Europe	15.050	18.030	22.860	20.010	27.330
Monde (U. R. S. S. exclue)	52.500	67.200	69.100	73.300	74.800

Source: O. N. U. (F. A. O.).

d) *Maïs.*

(En millions de tonnes.)

PAYS	1934-1938 (moyenne)	1949	1954	1957	1959	1960
Argentine	7,9	8,4	2,5	4,8	4,1	»
Brésil	5,7	6,2	6,7	7,4	7,7	»
France	0,5	0,2	0,9	1,4	1,8	2,4
Italie	3	2,2	3	3,5	3,9	»
Roumanie	4	»	»	6,3	5,7	»
U. R. S. S.	4,6	»	»	7	1,2	»
U. S. A.	53,7	85,8	77,6	86,9	110,8	111,2
Yougoslavie	4,7	3,7	3	5,7	6,7	6
Europe	17,4	15,4	15,8	24	25,8	»
Monde (U. R. S. S. exclue)	110,4	137,8	149,3	171,7	207,3	»

Source: O. N. U. (F. A. O.).

e) *Riz.*

(En millions de tonnes.)

PAYS	1934-1938 (moyenne)	1949	1954	1957	1959	1960
Afrique	2,2	3,3	3,8	4,7	»	»
Chine (22 provinces)	(1) 50	44,5	70,8	86,8	»	»
Inde	34,2	34,7	37,3	37,9	44,7	»
Japon	11,5	(3) 12,2	11,4	14,3	15,6	16,2
Pakistan	(2) 11,1	12,4	12,8	12,9	14,4	»
U. S. A.	1	1,8	2,9	1,9	2,4	2,4
Europe	1,1	1,1	1,7	1,6	1,6	»
Monde (U. R. S. S. exclue)	151,2	151,2	189,4	211,8	265,9	»

(1) Moyenne 1931-1937.
(2) Moyenne 1936-1938.
(3) Iles Ryu-Kyû exclues.

Source: O. N. U. (F. A. O.).

4. Pommes de terre

(En millions de tonnes.)

PAYS	1934-1938 (moyenne)	1949	1954	1957	1959	1960	PAYS	1934-1938 (moyenne)	1949	1954	1957	1959	1960
Allemagne occidentale	19,6	20,9	26,8	26,3	22,7	24,5(3)	Pays-Bas	2,7	4,6	4,1	3,7	3,1	»
Australie	0,3	0,5	0,5	0,6	0,54	»	Royaume-Uni	5	9,2	7,4	5,8	7	»
Autriche	2,8	2	2,8	4	3	3,6	Suède	1,8	1,7	1,4	1,5	1,4	1,8
Belgique	3,2	2	2,6	2	1,5	»	U. S. A.	10	11,2	9,9	10,9	11	11,5
Canada	1,9	2,4	1,4	2	1,6	2	U. R. S. S.	74	»	»	87,8	86,5	»
Espagne	(2) 4,8	2,6	4	3,9	4,6	»	Europe	135	116	143,3	143	132,8	»
France (1)	17,2	11	17	15 1	13,3	15,1	Monde (U. R. S. S. exclue)	159	146	173	193,6	186,6	»
Italie	2,6	2,6	3,2	3,1	3,9	3,9							

(1) Production des jardins incluse. — (2) Moyenne 1931-1935. — (3) Y compris la Sarre.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

5. Matières grasses

a) *Production mondiale de matières grasses utilisables pour l'alimentation, par catégorie.*

(En millions de tonnes.)

PRODUITS	1955	1957	1959	1960 (1)
Ensemble du monde. (non compris le bloc soviétique).				
Beurre	3,1	3,1	3,2	3,3
Saindoux	2,5	2,6	2,8	2,7
Huiles fluides (huile de soja, huile d'arachide, huile d'olive)	7	7,8	8,6	8,8
Huile à acide laurique	2,5	2,6	2,3	2,4
Autres matières grasses pour l'alimentation et la savonnerie (suif et graisses animales incluses) (2)	4	4,3	4,4	4,6
Total général	20,8	22,3	23,1	23,6
Bloc soviétique	5,6	6,8	7,7	7,5
Total mondial	26,4	29,1	30,8	31,1

(1) Données préliminaires.
(2) Comprenant toutes huiles secondaires.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

b) *Arachides.*

(En millions de tonnes.)

PAYS	1934-38 (moyenne)	1949	1954	1957	1958	1959	1960
A. O. F.	(1) 0,71	0,85	0,79	1,4	1,2	»	»
Chine	(2) 2,74	2,98	2,83	2,6	2,8	2,3	»
Inde	(3) 3,19	3,43	3,88	4,51	4,89	4,66	4,50
U. S. A.	0,54	0,85	0,46	0,65	0,83	0,72	0,80
Monde (U. R. S. S. exclue).	8,9	10,3	10,6	13,6	14	12,8	»

(1) 1937.
(2) Moyenne 1931-1937.
(3) Moyenne 1936-1938.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

6. Produits laitiers

(Moyennes mensuelles.)

a) *Lait* (lait de vache) (millions de tonnes).

PAYS	1938	1949	1954	1957	1958	1959	1960
Allemagne occidentale	»	0,9	1,42	1,44	1,49	1,54	»
Australie (1)	0,45	0,46	0,46	0,53	0,49	0,53	»
Autriche	0,2	0,14	0,2	0,22	0,22	0,22	»
Canada	0,6	0,62	0,64	0,65	0,68	0,69	»
Pays-Bas	»	0,36	0,41	0,43	0,45	0,46	»
Royaume-Uni	0,49	0,66	0,77	0,86	0,84	0,81	»
Suède	0,25	0,3	0,3	0,3	0,3	0,27	»
U. S. A.	4	4,3	4,6	4,8	4,7	4,6	»

(1) Chiffres annuels: 12 mois finissant le 30 juin de l'année indiquée.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

b) *Beurre* (laitier) (1.000 tonnes). (Moyennes mensuelles.)

PAYS	1938	1949	1954	1957	1958	1959	1960
Allemagne occidentale	»	19,7	25,3	26	30	31,3	»
Australie (1)	14	13,6	13,2	16,1	14,6	16,2	»
Autriche	(2) 2,2	2,1	1,9	2,6	2,6	2,5	»
Canada	9,3	10,6	11,9	11,5	12,7	12,3	»
Danemark	15,3	13	15,1	14,5	13,1	14	»
Nouvelle-Zélande (1)	15	14	15,3	16,8	18,2	18,4	»
Pays-Bas	8,4	7	6,8	6,4	7,6	6,7	»
Royaume-Uni	1,6	0,9	1,9	2,8	2,5	1,2	»
Suède	6,1	8,2	7,7	7,3	7,2	6,5	»
U. S. A.	61,4	53,4	54,8	53,5	52,5	50,4	»

(1) Moyenne pour une période de 12 mois finissant le 30 juin.
(2) 1934-1938.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

c) *Fromages* (1.000 tonnes). (Moyennes mensuelles).

PAYS	1938	1949	1954	1957	1958	1959	1960
Allemagne occidentale	»	12,5	13	12,9	12	12,9	»
Australie (1)	(2) 1,7	3,65	4,15	3,8	3	3,7	»
Canada	4,9	4,3	3,2	3	3,5	4,1	»
Danemark	(2) 2,6	5,3	6,8	8,2	8,9	9,5	»
Nouvelle-Zélande	(2) 7,7	8,4	8,8	8	8,2	7,2	»
Pays-Bas	10,4	11,7	12,3	13,5	14,5	15,9	»
Royaume-Uni	3,2	2,8	6,9	9,6	8,1	7,4	»
Suède	3	5,5	4,6	4,3	4,3	4,4	»
Suisse	4,4	4,5	4,2	4,9	4,8	5,1	»
U. S. A.	24,5	45,3	52,3	53,2	52,7	52,2	»

(1) Moyenne pour une période de 12 mois finissant le 30 juin.
(2) Moyenne 1934-1938.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

7. INDICATIONS SUR LE CHEPTEL MONDIAL

Effectifs.
(Millions de têtes.)

PAYS	1939 (1)				1956-1957				1958-1959				1959-1960			
	Bovins.	Porcs.	Ovins.	Chevaux	Bovins.	Porcs.	Ovins.	Chevaux	Bovins.	Porcs.	Ovins.	Chevaux	Bovins.	Porcs.	Ovins.	Chevaux
Allemagne occidentale	12,2	5,7	1,8	2,4	11,8	14,4	1,15	1	12,1	(3)14,7	1,11	1	12,5	15(3)	1,1	»
Australie (2)	12,8	1,15	111	1,7	17,2	1,3	149,8	0,7	16,2	1,3	152,7	0,7	16,5	1,4	155,2	»
Argentine	33	4	44	8,3	44,2	3,5	(3)45,9	5,4	40	3,5	47,7	»	»	»	49	»
Brésil	40,7	21,7	10,7	6,6	66,7	41,4	18,9	7,9	71,4	45,3	19,9	8,1	72,8	46,8	19	»
Canada (fermes)	8,2	4,8	2,7	2,8	10,4	4,6	1,1	0,7	10,1	7	1,1	0,6	10,5	6,4	1,2	»
France	15,6	7,1	9,9	2,7	17,7	7,7	8,4	2	18,5	8.5	8,7	1,9	18,7	8,3	8,9	»
Nouvelle-Zélande	4,5	»	32	»	5,8	0,6	42,4	0,1	6	0,7	46,9	»	»	»	»	»
Royaume-Uni	8,9	4,7	20,8	1,1	11	6	24,8	0,2	11,3	6	27,6	»	11,8	5,7	28	»
Turquie	9,3	»	25,2	0,96	11,5	»	28	1,2	12,5	»	30,8	1,3	13,1	»	33,6	»
U. R. S. S.	163	30	57	17,5	61,4	40,8	108,2	13	70,8	48,7	125	11,5	74,2	53,4	139,1	»
U. S. A. (fermes)	66	50	52	10,6	94,5	51,7	30,8	2,5	96,6	56,9	32,9	2,1	101,2	58,5	33,6	»
Europe (U. R. S. S. exclue)	102	79	126	»	107,8	98,5	130	14,4	111,2	100,5	134	13,9	113,6	104,3	134	»
Amérique du Nord et centrale	95	64	60	»	137,5	71,6	39	8,1	141,2	79,9	41,2	»	146,3	80,8	41,8	»
Amérique du Sud	106	30	97	»	152,7	53,2	119	17,8	153,1	57,4	121,5	»	154,1	58,9	122	»
Asie	227	85	130	»	275	113,5	194	13,8	27,8	191,6	20,5	6,4	275,7	211,7	206	»
Afrique	78	3	107	»	104,5	4,2	136	3	112,7	4,2	135	»	110,8	4,2	136	»
Océanie	18	2	143	»	23,5	2,3	192	1	22,5	2,2	199,6	»	22,9	2,4	»	»
Monde (U. R. S. S. exclue)	626	262	660	74	814,5	313,4	810	58	818,7	436,8	836	»	823,4	462,3	841	»

(1) Dernières estimations avant le 31 décembre 1939. — (2) Quelques Etats seulement. — (3) Y compris la Sarre.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

8. PRODUCTION TOTALE DE VIANDE

(Milliers de tonnes.) (Moyennes mensuelles.)

PAYS	1948-1952	1954	1957	1958	1959
Argentine	96,2	98,4	126,9	118,7	91,8
Australie	85,3	97,6	107,5	120,8	123,9
Canada	51,4	57,6	66,2	69,1	76,3
Danemark	39,7	57,9	65	69,6	74,7
Allemagne occidentale	(1) 95,3	144	175	182,6	182,3
Italie	38,2	45,9	52,6	53,7	58,6
Royaume-Uni	85,6	137,4	139,6	144,4	140,3
Etats-Unis	764,3	900	965	922	984

(1) Moyenne de quatre années.
Source: O. N. U.

9. Café

Productions.

(En milliers de tonnes.)

PAYS	MOYENNE 1948/52.	1958/59	1959/60	1960/61 (1)	1961/62 (2)
Production.					
Brésil	1.077	1.696	2.646	1.800	2.400
Autres pays de l'Amérique latine	803	1.054	1.112	1.150	1.180
Afrique	285	640	661	715	740
Asie et Océanie	80	143	152	162	160
Total mondial	2.245	3.503	4.573	3.827	4.470
Dont: Robusta	220	615	675	720	740

(1) Données en partie estimées.
(2) Prévisions préliminaires.

10. Moyens de production

Tracteurs agricoles (répartition par groupes continentaux) (1.000).

PAYS	1952	1953	1954	1955	1956
Amérique du Nord et Amérique centrale	4.550	4.710	4.898	5.121	5.257
Europe	1.265	1.430	1.733	2.009	2.341
Océanie	200	230	250	273	295
Afrique	125	140	154	169	182
Amérique du Sud	115	137	150	170	189
Asie (1)	50	65	73	83	96
Monde (2)	6.300	7.951	8.596	9.274	9.937

(1) Non compris la Chine continentale.
(2) Non compris l'U. R. S. S.
Source: F. A. O.

b) **Production industrielle.**

1. Indices de la production industrielle pour quelques pays (1)

(1953 = 100.)

PAYS	1948	1954	1958	1959	1960
Allemagne occidentale	39	112	151	162	180
Autriche	54	114	150	156	169
Belgique	90	106	115	119	»
Canada	75	100	118	128	130
Espagne (2)	80	103	132	123	»
France	76	110	150	156	173
Italie	62	109	142	158	182
Japon	36	108	168	208	261
Pays-Bas	71	110	127	139	157
Royaume-Uni	83	106	113	120	128
U. S. A.	75	106	102	116	119
U. R. S. S.	45	114	172	193	212
Europe	68	110	»	»	»
Monde (U. R. S. S. incluse)	73	100	118	130	»

(1) Bâtiment exclu, sauf pour le Royaume-Uni.
(2) Mines seulement.
Source: O. N. U.

2. Production mondiale de matières premières et électricité (1)

(En volume.)

PRODUITS	UNITÉS	MONDE (U. S. A. compris.) (Moyennes trimestrielles.)				
		1938	1954	1957	1958	1959
Houille et lignite (2)	Millions de tonnes	287	322	362	329	337
Pétrole brut	—	61	158	196	198	211
Electricité (8)	10^9 kWh.	106	306	392	409	448
Fonte (2) (3)	Millions de tonnes	17	32	42	37	40
Acier (2) (4)	—	23	45	59	52	58
Cuivre (5)	Milliers de tonnes	476	620	762	731	773
Plomb (5)	—	393	435	487	475	445
Zinc (5)	—	373	538	637	592	606
Etain (6)	—	41	47	40	31	28
Caoutchouc (7)	—	231	458	482	497	525
Ciment (2)	Millions de tonnes	20	42	50	55	58

(1) Chacune des séries figurant au tableau exclut l'U. R. S. S. dont les données ne sont pas disponibles.
(2) Non compris la Chine. Y compris l'équivalent en houille de charbon brun et de lignite.
(3) Y compris les ferro-alliages.
(4) Lingots et moulages bruts.
(5) Production de fonderies.
(6) Contenu en métal du minerai d'étain ou des concentrés d'étain.
(7) Caoutchouc naturel.
(8) Non compris la Chine. Electricité hydraulique et thermique produite par les stations publiques et par les établissements produisant l'énergie pour leur propre usage.
Sources: O. N. U., I. N. S. E. E.

3. Charbon (houille)

(Moyennes mensuelles.) (Millions de tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1959	1960
Allemagne occidentale	11,4	8,6	10,7	10,5	11,8
Belgique	2,5	2,3	2,4	2	2
Canada	1	1,3	0,97	0,65	0,67
Espagne	0,5	0,9	1	1,1	»
France	3,9	4,3	4,5	4,8	4,7
Italie	(1) 0,1	0,9	0,9	0,062	0,061
Japon	4	3,2	3,6	3,9	4,2
Pays-Bas	1,1	1	1	1	1
Royaume-Uni (2)	19,2	18,2	19	17,4	16,4
Suède	0,036	0,026	0,022	0,022	0,020
U. S. A. (3)	29,8	36,3	31,6	32,5	31,1
U. R. S. S.	11,1	»	20,3	(3) 30,4	42,8

(1) Vénétie julienne incluse.
(2) Irlande du Nord exclue.
(3) Lignite inclus à partir de 1960, 28 p. 100 de la production totale de 1959.
Source: O. N. U.

4. Electricité (1)

(Moyennes mensuelles.) (Millions de kilowatts-heure.)

PAYS	1938	1949	1954	1959	1960
Allemagne occidentale.	»	»	5.710	8.488	9.574
Autriche	158	350	643	1.018	1.093
Belgique	440	680	922	1.178	»
Canada	2.180	3.889	6.150	8.655	9.501
Espagne	229	469	873	1.446	1.461
France	1.548	2.380	3.798	5.376	»
Italie	1.295	1.732	2.964	4.088	4.524
Japon	2.723	3.006	5.006	8.259	»
Pays-Bas (3)	307	390	882	1.248	1.366
Royaume-Uni (2)	2.031	4.050	6.075	8.764	9.904
Suède (3)	680	1.337	1.996	2.688	2.900
U. S. A.	9.484	24.258	45.387	66.209	70.038
U. R. S. S.	3.300	»	12.558	22.093	24.300

(1) Centrales et autres productions en général.
(2) Irlande du Nord exclue.
(3) Importation plus production.

Source: O. N. U.

5. Pétrole

1° *Production de pétrole brut.*

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1959	1960
Allemagne occidentale.	46	70	222	425	461
Arabie séoudite	6	1.995	3.906	4.514	5.140
Bahreïn	94	125	125	188	188
Canada	73	228	1.082	2.081	»
Colombie	248	349	461	617	643
France	6	4,8	42,4	135	165
Indonésie	616	494	898	1.518	»
Irak	358	339	2.552	3.478	»
Iran (1)	863	2.270	292	3.837	4.267
Koweït	»	1.032	3.977	5.794	6.812
Mexique	459	652	997	1.163	1.196
Pérou	175	165	191	199	»
Qatar	»	8	398	666	»
U. S. A.	13.676	»	26.070	28.994	28.979
U. R. S. S.	2.520	»	4.940	10.796	12.300
Venezuela	2.292	5.751	8.432	12.328	12.771

Source: O. N. U. (1) à partir de 1960, chiffres environ 98 p. 100.

2° *Production nette des raffineries.*

(En milliers de tonnes.) (Tous produits pétroliers.)

PAYS	1948	1954	1959	1960
Royaume-Uni	4.062	25.910	35.589	»
France	7.580	21.847	27.931	»
Italie	2.170	15.041	24.731	»
Pays-Bas	1.557	10.422	14.991	»
République fédérale (Sarre exclue)	646	7.857	19.666	»
Belgique	270	3.530	6.228	»
Suède	505	1.803	2.546	»
Autriche	338	1.293	1.817	»
Portugal	284	697	1.473	»
Canada	10.300	21.000	31.600	»
U. S. A.	261.500	330.500	381.600	»

Source: O. E. C. E.

6. Acier brut

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1959	1960
Allemagne occidentale.	1.492	763	1.453	2.152	2.842
Belgique	190	321	414	536	598
Canada	98	241	242	448	438
France	518	763	886	1.268	1.440
Italie	194	171	351	563	685
Japon	539	259	646	1.386	1.845
Luxembourg	120	189	236	305	340
Royaume-Uni	880	1.347	1.568	1.709	2.058
Suède	82	114	155	237	268
U. S. A.	2.400	5.895	6.676	7.064	7.506
U. R. S. S.	1.500	1.942	3.453	4.996	5.440
Monde (U. R. S. S. et Chine exclues	7.625	11.300	21.564	27.672	»

Source: O. N. U.

7. ALUMINIUM (1)

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1959	1960
Allemagne occidentale (1re fusion)	6,72	2,42	10,77	12,60	14,08
Autriche	(2) 0,37	1,23	4	5,46	5,66
Canada	5,4	28	42,2	45,3	»
France (1re fusion)	3,78	4,51	10,02	14,42	19,61
Italie	2,15	2,14	4,79	6,25	6,97
Japon (1re fusion)	1,20	1,77	4,43	8,3	11,1
Norvège	2,42	2,98	5,44	12,07	13,8
Royaume-Uni (1re fusion)	1,95	2,57	2,67	2,08	2,45
Suisse	2,2	1,8	2,2	2,9	»
U. S. A. (1re fusion)	10,8	45,6	110,4	147,7	152,3
Monde (U. R. S. S. et Chine exclues)	45	96	2.740	»	»

(1) Aluminium (production des fonderies).
(2) 1937.

Source: O. N. U.

8. CUIVRE (1)

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1959	1960
Allemagne occidentale (1re fusion)	11,48	8,59	13,7	17,6	19,5
Belgique	»	»	12,8	15,5	17,6
Canada	17,2	17,3	19,2	27,6	31,5
Chili	28,1	29,3	28,2	42,7	42,2
Congo	10,33	11,78	18,6	23,5	»
France (2e fusion)	0,52	0,41	0,80	0,41	0,45
Japon (1re fusion)	»	3,21	5,39	12,9	15,7
Mexique	3,49	4,77	3,65	4,62	4,86
Rhodésie du Nord	18	21,9	32,1	8,1	»
Royaume-Uni (1re fusion)	»	»	11,6	8,1	9,3
U. S. A.	43,8	58,4	71,5	63,6	93,3
Monde (U. R. S. S. et Chine exclues)	160	173	2.480	3.090	»

Source: O. N. U.

9. CAOUTCHOUC NATUREL

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1959	1960
Canada (1)	»	3,95	7,33	8,5	13,5
Ceylan	4	8	8	7,8	8,2
Indochine (1) (3)	5,10	3,64	6,61	9,15	9,61
Indonésie	27	36,6	63	61,1	»
Malaisie	30,4	57	49,7	59,1	60,2
Thaïlande (2)	3,52	7,98	9,9	14,4	14,2
U. S. A. (1)	»	33,3	52,7	116,8	121,6
Monde (caoutchouc naturel)	77	126	1.840	2.101	»

(1) Synthétique. — (2) Exportation nette. — (3) Cambodge et Viet-Nam.

Source: O. N. U.

10. LAINE

a) *Production totale de filés de laine.*

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1959	1960
Allemagne occidentale.	3,94	5,42	8,77	9,39	9,39
Belgique	2,15	2,97	3,23	3,87	»
France	9,8	10,2	10,7	11,4	»
Japon	4,48	1,37	6,38	9,66	11,15
Royaume-Uni	21,4	20	20,4	20,6	20,7
U. S. A.	21,8	26	23,2	(29,1)	(26,1)

Source: O. N. U.

11. Production de filés de coton

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1958	1959	1960
Allemagne occidentale	22,2	19	30,8	32,7	33,2	35,1
Argentine	2	5,8	7,05	8,2	7,3	»
Belgique (1)	»	»	9,4	7,2	8,1	»
Canada	4,5	6,7	5,2	5	5,2	5
Espagne	»	5	4,4	6,3	6	»
France (1)	20,8	19	24,6	25,7	23,5	»
Inde	(2) 49,3	50,3	59	63,7	65,1	»
Italie	11,6	15,2	14,1	13,5	14,6	16,4
Japon	46,2	13,1	37,7	36,6	39,6	46
Pays-Bas (1)	4,3	4,7	5,7	5,7	5,9	6,36
Royaume-Uni (3)	(4) 39,7	»	29,4	23,9	22,9	22,4
U. R .S. S.	»	»	971	1.040	»	»

(1) Purs ou mélangés. — (2) Inde britannique et Etats indiens. — (3) A partir de 1953 production de l'Etat seulement. — (4) Production totale dont production de l'Etat: 70 p. 100.

Source: O. N. U.

12. Ciment

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1959	1960
Allemagne occidentale (1)	711	705	1.302	1.904	2.088
Argentine	103	121	140	197	221
Autriche	54	91	135	201	235
Belgique	250	244	365	370	366
Brésil	51	107	206	»	»
Canada	73	211	299	474	445
Espagne	»	155	277	430	»
France	343	556	796	1.182	1.195
Inde	(2) 119	221	372	578	653
Italie	384	336	731	1.173	1.303
Japon	494	273	890	1.439	1.878
Royaume-Uni	653	780	1.013	1.066	1.125
U. S. A.	1.497	2.952	3.869	4.980	4.670
U. R. S. S. (1)	487	(3) 849	1.583	3.232	3.790
Monde (Chine et U. R. S. S. exclues)	6.683	9.000	2.040	2.868	»

(1) 1936. — (2) Inde britannique et Etats indiens. — (3) 1950.

Source· O. N. U.

13. Automobiles

1° *Production de véhicules automobiles* (1). (En milliers d'unités.)

a) Voitures de tourisme.

PAYS	1938	1948	1954	1959	1960
Etats-Unis	2.001	3.909,3	5.558,4	5.590,8	6.674,4
Canada	123,8	166,8	283,9	301,8	325,8
Royaume-Uni	341	328,5	769,2	1.190,4	1.352,4
Allemagne occidentale	274,9	29,9	518,4	1.356	1.674
France	182,4	100,1	437	1.084,8	1.118,4
Italie	59	43,1	180,8	470,6	595,9
U. R. S. S.	»	(2)	94,7	124,6	139,2
Monde	2.987,7	4.582,1	9.432	12.480	»

(1) Non compris l'U. R. S. S., l'Europe orientale et la Chine continentale.
(2) 1950 = 64,6.

b) Véhicules utilitaires.

PAYS	1938	1948	1954	1959	1960
Etats-Unis	488,1	1.376,3	1.041,6	1.137,6	1.195,2
Canada	42,3	96,9	68,2	67,2	70,6
Royaume-Uni	104	170	268,8	370,8	448,4
Allemagne occidentale	63,5	29,6	162	362,4	380,4
France	45	98,3	163	198	234
Italie	11,8	16,3	36,2	30,2	48,8
U. R. S. S.	»	(1)	354	480,4	384
Monde	783,4	1.819,1	2.268	3.048	»

(1) 1950 = 294,4.
Source: O. N. U.

14. C. E. C. A.

a) *Fonte et acier.*

DESIGNATION	ALLEMAGNE (République fédérale) sans la Sarre.	SARRE	BELGIQUE	FRANCE	ITALIE	PAYS-BAS	COMMUNAUTÉ
a) Extraction brute du minerai de fer (1.000 tonnes):							
1952	15.408	»	132	41.184	1.320	»	65.292
1957	18.326	»	138	58.525	2.610	»	87.435
1959	18.063	»	142	61.597	2.045	»	88.356
1960	18.969	»	160	67.723	(2.137)	»	(95.867)
b) Fonte brute (1) (1.000 tonnes):							
1952	12.877	2.550	4.784	9.772	1.143	539	34.738
1957	18.358	3.125	5.579	11.884	2.438	701	45.114
1959	18.393	3.209	5.965	12.438	2.121	1.139	46.676
1960	(4) (25.739)	»	(6.518)	(14.016)	(2.716)	(1.348)	(54.651)
c) Acier brut (1.000 tonnes):							
1952	15.806	2.823	5.170	10.867	3.535	693	41.896
1955	21.336	3.166	5.894	12.631	5.395	979	52.627
1957	24.507	3.466	6.267	14.100	6.787	1.185	59.805
1959	25.822	3.613	6.434	15.497	6.762	1.670	63.161
1960	(34.100)	»	(7.176)	(17.294)	(8.219)	(1.940)	(72.813)
d) Nombre d'ouvriers dans l'industrie sidérurgique (2) (1.000) (fin de période):							
1955 (3)	152.518	24.805	49.507	122.355	53.302	6.984	426.968
1957	175.682	26.215	52.538	127.963	54.929	7.587	463.701
1959	170.978	27.526	52.192	125.667	50.413	8.421	454.246
1960 (11 mois)	211.757	»	53.993	129.571	(5) 52.309	9.123	(5) 475.528

(1) Y compris ferro-manganèse carburé, la production de fonte, de spiegel et de ferro-manganèse des fours électriques à fonte et pour l'Allemagne (République fédérale), ferro-silicium au haut fourneau.
(2) Au sens du traité.
(3) En décembre.
(4) Sarre comprise.
(5) Dix mois.
Source: C. E. C. A.

b) *Houille.*

DESIGNATION	ALLEMAGNE (République fédérale) sans la Sarre.	SARRE	BELGIQUE	FRANCE	ITALIE	PAYS-BAS LUXEMBOURG	COMMUNAUTÉ
a) Production de la houille (1.000 tonnes):							
1952	123.278	16.235	30.384	55.365	1.089	12.532	238.883
1955	130.728	17.329	29.978	55.335	1.136	11.895	246.401
1957	133.156	16.455	29.086	56.795	1.019	11.376	247.888
1959	125.586	16.246	22.757	57.606	735	11.978	234.908
1960	(126.054)	(16.234)	(22.458)	(55.961)	(734)	(12.498)	(233.908)
b) Ouvriers inscrits au fond dans les mines de houille (1.000) (fin de période):							
1952	322,1	38,4	119,4	165,9	7,9	29,6	683,5
1955	328,8	37,2	101,9	144,5	5,7	30,6	648,7
1957	340,7	37,2	102,8	142,1	4,9	30,7	658,5
1959	308,2	37,7	91	138,6	2,9	30,2	608,6
1960	(273,6)	(35,5)	(77,2)	(130,1)	(2,6)	(28,8)	(547,8)
c) Stocks totaux de houille (fin de période) (1.000 tonnes) (1):							
1952	465	462	1.673	4.213	53	237	7.103
1955	572	228	371	5.983	65	292	7.511
1957	735	181	1.413	4.583	50	312	7.273
1959	10.330	1.436	7.496	10.955	111	864	31.193
1960	(5.749)	(1.394)	(6.570)	(13.264)	(93)	(655)	(27.725)

(1) Stocks totaux de houille aux mines de la Communauté, non compris les stocks de houille des cokeries minières et fabriqués d'agglomérés miniers.

Source: C. E. C. A.

3° ACTIVITE DE LA MAIN-D'ŒUVRE

a) **Indice de l'emploi** (agriculture exclue). (1953 = 100.)

PAYS	1948	1954	1959	1960
Allemagne occidentale.	82	105	128	132
Australie (1)	92	104	113	116
Autriche	98	104	121	»
Canada	85	100	118	120
France (2)	96	101	105	106
Japon	83	103	140	»
Royaume-Uni (3)	96	102	105	107
U. S. A. (4)	92	98	108	110

(1) Sylviculture et pêche comprises.
(2) Certains semis exclus.
(3) Irlande du Nord exclue. Employeurs et personnes travaillant pour leur propre compte compris.
(4) Comptes employeurs, sylviculteurs, pêche. Basé sur les enquêtes sur la main-d'œuvre et y compris les employeurs, les personnes travaillant pour leur propre compte et les travailleurs de famille non rétribués.

b) **Durée hebdomadaire du travail** (industries manufacturières). (Heures.)

PAYS	1938	1949	1954	1959	1960
Allemagne occidentale.	49,6	46,5	48,7	45,8	45,6
Canada	»	42,3	40,7	40,9	»
France	38,8	43,8	44,6	44,9	45,5
Japon	»	(1) 47,9	48,5	50,5	»
Royaume-Uni	46,3	45	46,3	46,1	»
Suisse	46,3	47,4	47,7	46,6	46,1
U. S. A.	35,6	39,2	39,7	40,3	39,7

(1) 1950.

Source: O. N. U.

c) Chômage.

Nombre de chômeurs enregistrés, secourus ou assurés (1).

Moyennes mensuelles (1.000).

PAYS	1938	1949	1954	1959	1960
Allemagne occidentale	»	1.230	1.221	480	237
Belgique (2)	»	174	224,8	199,2	157,2
Espagne	»	160	122,6	79,9	»
France (chômeurs secourus)	373,6	39,7	62,6	36,2	34,8
Italie	810	1.673	1.959	1.689	»
Pays-Bas	324 (1937)	42	60,2	63	41,3
Suède	67	26	25,4	26,5	18,9
Suisse	52,6	8,1	4,3	2,4	1,2
Royaume-Uni	1.786,5	338	317,8	512,1	392,8
U. S. A.	10.390	3.395	3.578	3.813	3.931

(1) Tableau valable pour suivre l'évolution d'un même pays.
(2) Moyennes journalières, y compris les chômeurs partiels.
Source: O. N. U.

4° COMMERCE EXTERIEUR

a) Indices du quantum.

Ces indices reflètent les variations dans le volume des marchandises importées et exportées après élimination de l'effet des variations des prix (commerce spécial).

(1953 = 100.)

PAYS	1948		1950		1954		1959		1960	
	I	E	I	E	I	E	I	E	I	E
Allemagne occidentale (1)	»	»	75	55	123	122	247	222	294	256
Australie	97	82	135	91	136	98	147	137	169	140
Belgique-Luxembourg	86	69	92	83	110	109	154	154	»	»
Canada (2)	66	88	72	83	93	97	122	119	»	124
France	84	48	89	95	108	116	146	165	»	»
Italie	57	66	73	92	105	112	159	231	229	280
Pays-Bas	64	34	92	69	125	114	168	167	194	192
Royaume-Uni (2)	»	»	90	106	101	104	124	121	140	127
Suède	85	69	92	99	115	105	156	150	»	»
Suisse	92	66	101	77	115	105	168	151	»	»
U. S. A.	78	81	92	73	93	97	142	104	137	120

(1) Or inclus.
(2) Importations spéciales, exportations nationales.
Source: O. N. U.

b) Indices de valeur unitaire.

Ces indices reflètent les variations des prix moyens des marchandises importées et exportées, compte tenu des variations de volume des importations et des exportations.

(Commerce spécial.) (1953 = 100.)

PAYS	1948		1950		1954		1959		1960	
	I	E	I	E	I	E	I	E	I	E
Allemagne occidentale	»	»	95	81	98	98	91	100	91	101
Australie (1)	68	59	78	79	98	98	106	70	107	78
Belgique-Luxembourg	84	95	87	89	96	94	93	95	»	»
Canada (2)	91	85	101	92	100	97	105	104	»	104
France	59	68	87	85	99	94	127	126	»	»
Italie	98	103	88	94	96	97	87	83	85	86
Pays-Bas	85	96	93	95	98	98	98	100	99	99
Royaume-Uni (2)	»	»	84	84	99	99	97	108	98	110
Suède	72	76	82	75	99	98	99	99	101	102
Suisse	112	101	91	93	99	99	96	96	»	»
U. S. A. (3)	85	98	88	88	103	99	99	107	100	108

(1) Commerce général.
(2) Importations générales, exportations nationales.
(3) Importations spéciales, exportations nationales.
N. B. — En principe, évaluation C. I. F. des importations et F. O. B. des exportations.
Source: O. N. U.

c) **Pourcentage de couverture des importations (C. I. F.) par les exportations (F. O. B.).**

PAYS	1952	1957	1959	1960
Allemagne occidentale	105	114	115	112
Belgique-Luxembourg	100	94	(3) 96	95,6
Canada (1)	108	78	91,1	»
Danemark	89	85	86	81,5
France (2)	68	71	90,6	91,4
Italie	59	71	86,8	77,2
Japon	63	67	91	89
Pays-Bas	95	76	92	89
Royaume-Uni	82	81	83,6	77,6
Suède	91	89	92	69
Suisse	91	79	88	84
U. S. A. (1)	142	160	115	140

(1) Importation F. O. B.
(2) Commerce avec l'étranger (or inclus).

d) **Balance des paiements.**

Balance des règlements courants (en millions d'unités monétaires nationales, sauf indications contraires).

DÉSIGNATION	U. S. A. (1)	ROYAUME-UNI	FRANCE	ALLEMAGNE
		(Milliards de francs.)		
Exportations de marchandises:				
1954	12.844	2.820	690,6	22.450
1957	19.390	3.543	3.752	35.953
1958	16.253	3.392	3.652	36.974
1959	16.225	3.509	4.262	41.164
1960 (P)	19.411	3.711	»	47.922
Importations de marchandises:				
1954	— 10.354	— 3.006	— 953,4	— 18.462
1957	— 13.291	— 3.570	— 4.885	— 31.675
1958	— 12.951	— 3.330	— 4.079	— 31.819
1959	— 15.315	— 3.578	— 3.849	— 35.607
1960 (P)	— 14.717	— 4.077	»	— 42.386
Solde des règlements commerciaux:				
1954	+ 2.460	— 186	— 62,8	+ 3.997
1957	+ 6.099	— 27	— 1.133	+ 4.278
1958	+ 3.302	+ 62	— 427	+ 5.155
1959	+ 917	— 69	+ 413	+ 6.057
1960 (P)	+ 4.694	— 366	»	+ 5.536
Services (net):				
1954	— 739	+ 421	+ 150,5	— 15
1957	— 438	+ 256	— 267	+ 3.235
1958	— 1.212	+ 229	+ 127	+ 2.725
1959	— 1.229	+ 127	+ 206	+ 1.120
1960 (P)	— 1.057	+ 22	»	+ 2.132
Solde des règlements courants de marchandises et services:				
1954	+ 1.721	+ 235	+ 87,7	+ 3.982
1957	+ 5.651	+ 229	— 1.400	+ 7.513
1958	+ 2.090	+ 291	— 300	+ 7.880
1959	— 312	+ 51	+ 619	+ 7.177
1960 (P)	+ 3.637	— 344	»	+ 7.668

(1) Aide étrangère exclue de la statistique pour biens et services. Dépenses militaires comprises dans les services, à l'exclusion de l'aide étrangère. Le chiffre des règlements commerciaux comprend l'or monétaire.

N. B. — Les présentations ne sont pas exactement comparables, surtout pour les postes invisibles et l'or « non monétaire ».

Source: International Financial Statistics.

5° TRANSPORTS

a) Transports ferroviaires.

Trafic marchandises.

Tonnes-kilomètre nettes (millions).

PAYS	1954	1959	1960
Allemagne occidentale (1)	3.581	3.998	4.370
Autriche (1)	509	554	»
Belgique (2)	470	501	»
Canada	7.001	8.268	»
Danemark (3)	99	112	»
France	3.461	4.448	4.729
Italie (4) (1)	1.072	1.194	1.317
Pays-Bas	281	268	»
Suède	727	754	844
U. S. A. (5)	66.825	70.022	»

(1) Chemin de fer de l'Etat.
(2) S. N. C. B.: non compris les transports militaires.
(3) 12 mois commençant le 1er avril de l'année indiquée.
(4) Non compris le bétail.
(5) Réseaux de catégorie I.

Source: O. N. U.

b) Flotte marchande mondiale.

(D'après l'American Bureau of Shipping.)

Evolution de la flotte marchande mondiale.

(En milliers de tonneaux de jauge brute.)

ANNÉE	NOMBRE	TONNAGE
1914	30.758	49.074
1920	31.484	57.281
1925	33.905	64.638
1929	32.482	68.074
1935	30.979	64.886
1938	30.990	67.847
1947	60.633	84.356
1949	31.253	83.346
1954	33.210	98.046
1957	33.804	110.246
1958	35.202	118.034
1959	36.221	124.935

Source: Lloyd's Register.

c) Tonnage marchand en construction dans le monde au 1er juillet 1959.

Navires de plus de 100 tonneaux de jauge brute.

PAVILLON	TONNAGE	(*)	POURCENTAGE du tonnage mondial.
Britannique	2.093.745	(— 115.107)	20,88
Japonais	1.169.764	(— 10.678)	12,01
Allemand	990.454	(— 71.561)	10,17
Italien	902.422	(+ 63.933)	9,27
Hollandais	790.877	(+ 26.386)	8,12
Suédois	768.968	(+ 37.156)	7,90
Américain	648.806	(— 94.967)	6,66
Français	548.990	(+ 4.924)	5,64
Norvégien	313.497	(— 12.209)	3,22
Espagnol	269.317	(— 12.555)	2,76
Danois	250.095	(— 36.765)	2,57
Polonais	233.784	(+ 3.332)	2,40
Belge	203.079	(+ 6.773)	2,08
Yougoslave	199.518	(+ 5.761)	2,05
Finlandais	101.086	(— 14.223)	1,04
Autres pavillons	304.634		
Total mondial	9,739.036		

(*) Les nombres entre parenthèses représentent la différence par rapport au trimestre précédent.

Source: Lloyd's Register of Shipping.

d) Flotte pétrolière mondiale aux 1er juillet 1958 et 1er janvier 1959.

Navires de 2.000 tdw et au-dessus.

(En tonnes de port en lourd.)

PAVILLON	AU 1er JANVIER 1959			AU 1er JUILLET 1958	
	Nombre.	Tonnage.	Pourcentage.	Tonnage.	Pourcentage.
Libéria	407	10.531.300	18,90	9.712.000	18,47
Grande-Bretagne	564	8.725.700	15,66	8.353.500	15,89
Etats-Unis	501	8.376.500	15,03	8.088.700	15,38
Norvège	467	8.262.100	14,83	7.881.800	14,99
Panama	189	3.690.800	6,62	3.593.100	6,83
France	140	2.602.300	4,67	2.454.400	4,67
Italie	138	2.299.300	4,13	2.180.600	4,14
Suède	101	1.858.800	3,34	1.603.000	3,05
Pays-Bas	115	1.707.400	3,06	1.688.100	3,21
Japon	85	1.552.700	2,79	1.382.400	2,63
Danemark	59	1.083.300	1,94	1.057.950	2,01
U. R. S. S.	84	792.000	1,42	768.200	1,46
Allemagne	43	685.400	1,23	590.100	1,12
Autres pays	338	3.548.400	6,38	3 224.650	6,15
Total	3.231	55.716.000	100	52.578.500	100

Source: Norwegian Shipping News.

e) Transports aériens.

Trafic de l'aviation civile.

Moyennes mensuelles (en millions).

PAYS	VOYAGEURS-KILOMETRE				
	1938	1954	1957	1959	1960
Australie	5,8	129,8	172,1	216,6	»
Belgique	1,5	40,7	77,4	88,7	»
Canada	1,5	135,4	230,2	314,6	»
France	6,1	226	319,4	375,5	»
Pays-Bas	5	113,5	164,5	185,8	»
Suède	1,15	31,6	64,8	73,4	»
Suisse	1,13	37,3	72,8	80,5	»
Royaume-Uni	7,1	203,2	324,8	413,4	»
U. S. A.	72	2.764,05	4.192,3	4.877,6	»

PAYS	FRET TONNES-KILOMETRE				
	1938	1954	1957	1959	1960
Australie	»	6,5	6,8	7,1	»
Belgique	0,07	2	2,8	3	»
Canada	0,18	2,6	4,1	4,7	»
France (Air France)	0,2	7,6	9,1	10,3	»
Pays-Bas	0,25	4,4	6,4	8,2	»
Suède	0,065	0,93	1,4	1,9	»
Suisse	0,022	0,75	1,8	2,5	»
Royaume-Uni	1,3	6,7	9,8	11,6	»
U. S. A.	»	61,4	92,9	109,2	»

Source: O. N. U.

f) Parc automobile.

1. Voitures de tourisme

(1.000)

PAYS	1938	1953	1955	1957	1958
Etats-Unis	25.250	46.460	52.136	55.906	56.871
Royaume-Uni	1.979	2.800	3.550	4.205	4.566
Canada	1.160	2.514	2.935	3.383	3.573
France (1)	1.818	2.020	3.016	3.972	4.512
Allemagne occidentale (2)	1.272	1.251	1.843	2.682	3.253
Australie (3)	535	1.108	1.347	1.564	1.676

(1) A partir de 1949 les véhicules destinés au transport mixte des personnes et marchandises sont compris avec les voitures tourisme.
(2) A partir de 1956, Sarre comprise.
(3) Depuis 1954, y compris le territoire du Nord.
Source: O. N. U.

2. Véhicules utilitaires

(Camions, autobus, cars, tracteurs, remorques et semi-remorques.)

(1.000)

PAYS	1938	1953	1955	1957	1958
Etats-Unis	4.563	9.820	10.558	11.225	11.429
Royaume-Uni	544	1.070	1.182	1.206	1.349
Canada	223	877	977	1.041	»
France	448	1.037	1.191	1.371	1.464
Allemagne occidentale (1)	422	667	680	718	731
Australie (2)	242	579	650	707	735

(1) A partir de 1956, Sarre comprise.
(2) Depuis 1954, y compris le territoire du Nord.
Source: O. N. U.

6° PRIX ET COUT DE LA VIE

a) Indices des prix de gros.

Indice général (1953 = 100).

PAYS	1948	1950	1954	1959	1960
Allemagne occidentale	90	85	98	105	107
Belgique	94	93	99	101	102
Canada	88	96	98	104	104
France	65	78	98	126	»
Espagne	57	72	100	149	151
Grèce	»	71	»	130	132
Italie	104	93	99	98	99
Japon	36	70	99	99	101
Pays-Bas	75	87	101	106	103
Royaume-Uni (1)	67	80	100	102	102
Suède	72	76	99	108	111
Suisse	102	95	101	100	101
U. S. A.	95	94	100	108	109

(1) Produits finis.

N. B. — Ces notices ne sont pas exactement comparables: leur évolution doit donc être observée en ordre de grandeur.

Source: O. N. U.

b) Indices du coût de la vie.

(Indices des prix de biens et services achetés en général par les familles des travailleurs résidant dans les agglomérations urbaines.)

(1953 = 100.)

PAYS	1948	1950	1954	1959	1960
Allemagne occidentale	93	93	100	112	114
Autriche (Vienne)	50	70	103	101	103
Belgique (1)	95	91	101	110	110
Canada	84	89	101	110	111
Espagne	79	92	101	150	152
France (Paris)	60	77	100	129	134
Grèce (2)	63	78	115	134	102
Italie	86	86	103	113	115
Japon	62	77	106	110	114
Pays-Bas	77	91	104	119	121
Royaume-Uni	77	81	102	120	121
Suède	77	79	101	120	124
Suisse	96	94	101	106	108
U. S. A.	90	90	100	109	111

(1) Loyer exclu.
(2) A partir de 1960: base juin 1959 = 100.
Source: O. N. U.

c) Prix agricoles et prix généraux: évolution comparée.

(1953 = 100.)

PAYS	1948	1951	1952	1954	1957	1958	1959
I. — Nombres indices des prix des produits agricoles							
A. — *Grands exportateurs de produits agricoles.*							
Canada	105	121	113	96	96	99	98
Etats-Unis	111	117	110	99	94	98	92
B. — *Pays importateurs.*							
Belgique	106	105	103	98	99	96	95
Finlande	81	93	101	100	122	127	127
Norvège	71	98	103	108	»	»	»
Pays-Bas (1949 = 100)	81	99	105	101	101	98	105
C. — *Autres pays.*							
Italie	93	101	100	99	»	»	»
Suède	71	89	98	98	109	108	113
France	80	96	105	99	108	130	130

PAYS	1948	1951	1952	1954	1957	1958	1959
II. — PRIX DE GROS							
A. — *Grands exportateurs de produits agricoles.*							
Canada	88	109	102	98	103	103	104
Etats-Unis	95	104	101	100	107	108	108
B. — *Pays importateurs.*							
Belgique	94	113	107	99	106	102	101
Finlande	63	105	104	100	113	122	121
Norvège	66	94	101	102	113	111	111
Suisse	75	107	104	101	»	»	»
C. — *Autres pays.*							
Italie	104	106	100	99	103	101	98
Suède	72	100	106	99	110	107	108
France	65	100	105	98	108	121	126

Source: F. A. O.

d) Indices des matières premières.

1. U. S. A.

Indice « Moody's » des prix de gros à New York.

Cet indice, publié quotidiennement par Moody's, société privée spécialisée dans les études financières, est une moyenne pondérée des prix des quinze principales marchandises pour lesquelles il y a un commerce actif et qui présentent un intérêt spéculatif.

Les marchandises prises en considération ont les coefficients de pondération suivants:

Blé	13	Laine	7	Maïs	4
Coton	13	Cuirs	5	Soie	4
Porcs	13	Cuivre	5	Argent	3
Ferraille	10	Café	4	Plomb	3
Sucre	10	Caoutchouc	4	Cacao	2

31 décembre 1931 = 100. (Moyennes mensuelles.)

	TRIMESTRES I	II	III	IV	ANNÉE
1950	355	380	456	481	418
1952	445,5	434	434	410	431
1953	411	417	419	400	412
1954	423	437	421	408	422
1955	407	404	404	403	405
1956	400,5	418	421	428	418
1957	421	414	420	389	411
1958	396	397	397	392	395
1959	386	389	383	379	384
1960	376	377	370	370	373
1961	364	»	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

2. GRANDE-BRETAGNE

Indice « Reuter » des prix de gros à l'importation en Grande-Bretagne.

Cet indice, publié quotidiennement par l'agence d'information Reuter, est basé sur la moyenne géométrique pondérée des prix de vingt et un articles, avec les coefficients de pondération suivants:

Blé	17	Laine	5	Cacao	2
Coton	14	Etain	5	Coprah	2
Sucre	9	Argent	4	Plomb	2
Or	8	Graines de lin	4	Zinc	1
Cuivre	6	Arachides	3	Poivre	1
Riz	6	Jute	2	Chanvre	1
Maïs	5	Graine de soja	2	Shellac	1

La pondération a été établie en fonction de l'importance des diverses marchandises intervenant dans le commerce mondial. La base de l'indice est le 18 septembre 1931 = 100, dernier jour ouvrable avant que le Royaume-Uni ait abandonné l'étalon or.

(Moyennes mensuelles.)

	TRIMESTRES I	II	III	IV	ANNÉE
1950	471	488	530,5	563	513
1952	579	544,5	541	518	546
1953	511	498	489	480	494,5
1954	487	489	488	493	488
1955	505	497	486	486	493
1956	485	486	479	490	485
1957	491	473	449	426	460
1958	416	413	413	416	414
1959	409	415	416	432	418
1960	433	419	419	407	419
1961	411	»	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

e) Rapport prix reçus/prix payés par les agriculteurs.

(Avant guerre = 100.)

PAYS	1952	1953	1954	1957	1958	1959
Norvège (1938-1939 = 100)	119	96	103	93	94	98
Canada (1935-1939 = 100)	119	111	106	98	100	97
Etats-Unis (1935-1939 = 100)	117	107	104	96	100	94
Allemagne occidentale (1950-1951 = 100)	99	97	100	107	103	»
Belgique (1951-1952 = 100)	97	93	91	80	76	(80)
Autriche (1937 = 100)	88	86	87	79	79	»

Source: O. N. U. (F. A. O.).

7° SALAIRES ET REVENUS

Gains dans les industries manufacturières.

Taux horaires.

PAYS	1952	1953	1954	1959	1960
Allemagne occidentale (marks) (1)	1,56	1,63	1,63	2,36	2,61
Canada (cents) (2)	130	136	141	172	»
France (3)	120,7	124,2	192	195	2,09
Italie (lires)	165	169	175	221	»
Royaume-Uni (pence)	39,6	41,7	44,3	59,2	»
U. S. A. (cents) (4)	1,67	1,77	1,81	2,22	»

(1) Construction, carrières et services publics à partir de 1957. Allocations familiales comprises.

(2) Non compris paiement en nature.

(3) A partir de 1956, série revisée.

(4) Non compris paiements en nature et certains paiements en espèces.

Source: O. N. U.

8° CONSOMMATION

a) Répartition des dépenses de consommation privée dans quelques pays.

PAYS ET UNITÉ MONÉTAIRE	ANNÉES	TOTAL Valeur.	ALIMENTS	TABACS Boissons.	HABILLEMENT	LOYER, EAU	CHAUFFAGE, éclairage.	MÉNAGE	SANTÉ	TRANSPORTS, communications.	RÉCRÉATIONS, loisirs.	AUTRES
Australie (millions de livres (1)..	1950.....	2.071	(2) 25	(2) 10	16	7	4	12	(5)	(4) 3	»	(3) 26
	1953.....	2.848	(2) 26	(2) 11	14	7	2	11	(5)	(4) 3	(5)	26
	1954.....	(4) (3) 3.057	(2) 26	(2) 11	14	8	2	11	(5)	(4) 3	(5)	25
	1955.....	3.560	(2) 26	(2) 11	13	8	2	11	(5)	(4) 2	(5)	27
	1956.....	3.566	26	(2) 11	12	8	2	11	(5)	(4) 3	»	(3) 27
	1957.....	3.833	(2) 25	(2) 11	12	8	2	11	(5)	(4) 3	»	(3) 28
	1958.....	4.019	(2) 25	(2) 10	12	9	2	11	(5)	(4) 3	»	(3) 28
Belgique (1.000 millions de francs).	1950.....	282,2	30	8	13	11	5	12	5	6	»	10
	1953.....	316,2	30	7	10	13	5	12	5	7	»	11
	1954.....	305	32	9	10	14	5	11	5	7	5	3
	1956.....	363,3	29	7	10	13	5	12	6	7	»	11
	1957.....	389,4	29	7	11	13	5	12	5	7	»	11
	1958.....	382,8	29	7	10	13	5	13	6	7	»	10
Canada (millions de dollars)...	1951.....	13.462	26	8	11	12	4	10	6	12	»	11
	1953.....	15.592	24	8	11	13	3	10	6	13	»	12
	1954.....	15.814	23	9	11	13	4	11	6	14	4	5
	1955.....	16.880	22	8	10	14	4	12	6	14	4	6
	1956.....	18.830	23	8	10	14	4	8	7	14	»	12
	1957.....	19.960	23	8	9	15	4	8	7	14	»	12
	1958.....	21.007	23	8	9	15	4	8	7	14	»	12
France (1.000 millions de francs).	1950.....	6.760	42	11	15	3	3	8	5	6	»	7
	1951.....	8.130	39	8	16	3	4	9	6	7	7	1
	1953.....	10.180	39	9	14	4	3	9	6	7	»	9
	1956.....	12.690	37	9	13	4	4	10	7	7	»	9
	1957.....	13.990	35	9	14	5	3	11	7	7	»	9
	1958.....	15.730	36	10	12	5	4	10	7	8	»	9
Japon (1.000 millions de yen)...	1951.....	2.863	61		9	(6) 6	4	(6)	(5)	(5)	»	(7) 20
	1953.....	4.217	56		9	(7) 7	4	(6)	(5)	(5)	»	(7) 24
	1954.....	4.716	56		8	(7) 8	4	(6)	»	»	»	24
	1955.....	5.040	55		8	(6) 8	4	(6)	»	»	»	25
	1956.....	5.345	52		8	(6) 9	4	(6)	(5)	(5)	»	(7) 27
	1957.....	5.781	51		8	(6) 9	4	(6)	(5)	(5)	»	(7) 28
Pays-Bas (millions de florins)....	1950.....	12.792	33	6	21	6	4	12	4	4	»	10
	1953.....	14.646	35	7	17	6	5	12	5	4	»	9
	1954.....	15.460	38	»	16	7	»	8	»	»	»	31
	1955.....	16.700	38	»	17	7	»	8	»	»	»	30
	1956.....	19.629	32	7	17	7	5	13	5	5	»	9
	1957.....	20.600	32	7	16	7	5	14	5	4	»	10
	1958.....	21.160	32	7	15	8	5	14	6	4	»	9
Royaume-Uni (millions de livres).	1950.....	9.373	(2) 29	(2) 16	13	8	4	12	2	7	»	9
	1953.....	11.239	(2) 31	(2) 15	11	9	4	12	2	8	»	8
	1954.....	11.970	31	16	11	9	4	11	2	8	5	3
	1955.....	12.757	31	15	12	8	4	11	2	9	5	3
	1956.....	13.514	(2) 33	(2) 14	12	8	4	11	2	8	»	8
	1957.....	14.177	(2) 32	(2) 14	11	9	4	11	2	9	»	8
	1958.....	14.892	(2) 32	(2) 13	11	9	5	11	2	9	»	8
Etats-Unis (millions de dollars)..	1950.....	193.049	(2) 24	(2) 6	11	11	3	13	6	14	»	(4) 12
	1953.....	229.535	(2) 25	(2) 6	10	12	3	12	6	14	»	(4) 12
	1954.....	233.552	(2) 27	(2) 6	9	13	3	11	6	13	5	(4) 7
	1955.....	250.601	(2) 27	(2) 6	9	12	3	11	6	14	5	(4) 7
	1956.....	265.552	(2) 23	5	10	12	4	12	7	14	»	(4) 13
	1957.....	280.035	(2) 25	5	10	13	4	11	7	14	»	(4) 13
	1958.....	288.196	(2) 23	(2) 6	10	13	4	11	7	13	»	(4) 13

(1) Année fiscale commençant le 1er juillet.
(2) Tabacs et boissons alcooliques seulement, les boissons non alcooliques sont comprises dans les aliments.
(3) Y compris les dépenses des entreprises financières, intérêts sur dette des consommateurs et les transferts courants des ménages à l'Etat.
(4) Y compris les véhicules automobiles privés.
(5) Compris sous la rubrique « autres ».
(6) Les meubles et équipement de maison sont compris dans le loyer.
(7) Résidu de la répartition.
(8) Y compris les impôts sur la propriété personnelle.

Source: O. N. U.

b) **Laine (consommation mondiale).**

Estimation de la consommation mondiale.
(Milliers de tonnes.)

PRINCIPAUX consommateurs	1934-1938	1950	1954	1957	1958
Allemagne occidentale	81,5	57,9	68,8	82,1	68,8
Australie	16	26,5	25,4	31,3	28,6
Belgique	27	36,5	28,7	36,2	31,9
Canada	9	14,5	9,1	8,2	7,3
France	105	115	116,3	140,8	120,7
Italie	26	57,2	53,8	73	70,8
Japon	49	49,2	49,9	85,4	73,2
Pays-Bas	5,6	16,8	11,3	11,8	9,7
Suède	5	10,2	4	3,5	4
Royaume-Uni	197,5	235	109,4	218,3	201,6
U. S. A.	140,5	164	160	154	140,5
Total mondial	919	1.197	1.163	1.338	1.272

Source: O. N. U.

c) **Coton.**

Consommation mondiale.
(En milliers de tonnes.)

RÉGIONS	1934-1935 1938-1939	1954-1955	1957-1958	1958-1959
U. S. A.	1.436,7	1.936,1	1.756,1	1.901,4
U. R. S. S.	654,9	1.116,6	1.257,5	1.279,2
Chine continentale	780,5	1.160	1.517,7	1.843
Total mondial	6.500	8.670	9.390	9.900

Source: O. N. U.

d) **Acier.**

Consommation apparente exprimée en équivalent d'acier brut.
(1.000 tonnes.)

PAYS	MOYENNE 1936-1938	MOYENNE 1950-1952	MOYENNE 1953-1955	1957	1958
Australie	1.221	2.287	2.616	3.125	2.437
Allemagne occidentale (1).	»	11.933	17.507	21.097	20.136
Belgique-Luxembourg	1.555	2.290	2.506	2.929	2.318
Canada	1.702	4.808	4.778	6.689	5.386
Chine continentale	1.504	1.242	2.823	5.544	8.000
France	5.457	8.426	9.478	13.570	14.486
Espagne	377	887	1.214	1.614	1.820
Italie	2.280	3.479	4.865	6.733	6.250
Japon	5.590	4.827	6.808	12.627	10.278
Pays-Bas	1.167	1.768	2.259	2.876	2.324
Royaume-Uni	10.921	14.661	17.139	19.116	17.326
Suède	1.367	2.282	2.591	3.096	2.897
Suisse	436	838	900	1.360	983
U. S. A.	40.999	87.211	93.260	97.178	75.529
U. R. S. S.	17.523	»	»	49.337	53.344

(1) A partir de 1958, y compris la Sarre.
Source: O. N. U.

e) **Consommation d'énergie par habitant.**

Consommation totale, en tonnes d'équivalence, houille.

PAYS	1937	1949	1955	1958
Autriche	1,04	1,47	1,86	1,93
Belgique-Luxembourg	4,02	3,45	4,08	3,8
France	2,12	2,11	2,17	2,4
Allemagne	(1) 3,02	2,35	3,25	3,44
Italie	0,66	0,58	1,03	1,12
Pays-Bas	1,79	1,83	2,38	2,45
Norvège	3,44	3,97	2,33	2,38
Espagne	0,40 (1935)	0,56	0,61	0,71
Suède	2,5	2,82	2,74	2,97
Suisse	1,81	1,89	1,42	1,67
Royaume-Uni	4,28	4,30	4,99	4,74
Europe (U. R. S. S. exclue)	2,16	»	2,32	2,40
Afrique	0,15	0,20	0,30	0,32
Canada	4,91	6,4	5,3	5,2
U. S. A.	5,89	6,92	7,8	7,6
Amérique du Sud	0,25	0,38	0,67	0,79
Asie	0,18	0,16	0,20	0,22
Monde	0,94	»	1,20	1,31

(1) Allemagne entière y compris Sarre.
Source: O. N. U.

f) **Consommation de produits pétroliers.**

(1.000 tonnes) (*).

PAYS	TOUS PRODUITS					
	1947	1954	1955	1957	1958	1959
Royaume-Uni	11.972	19.427	21.513	23.031	29.000	33.974
France et Sarre	5.019	14.283	16.005	17.931	19.963	(1) 20.895
Italie	2.877	8.319	9.323	11.806	13.197	15.108
Allemagne (République fédérale)	1.623	8.145	10.220	14.452	18.466	22.786
Suède	3.228	6.493	8.078	8.837	9.770	10.582
Pays-Bas	2.049	3.630	4.838	5.548	6.374	7.310
Belgique-Luxembourg	1.258	3.518	4.013	5.050	5.796	6.184
Danemark	1.065	2.183	2.862	3.490	4.080	4.405
Norvège	751	1.979	2.436	2.405	2.877	3.083
Suisse	884	1.756	2.050	2.780	3.215	3.297
Autriche	350	1.316	1.644	1.948	2.127	2.438
Grèce	507	1.487	1.215	1.443	1.562	1.672
Turquie	310	1.128	1.494	1.375	1.581	1.408
Portugal	603	847	906	1.010	1.078	1.125
Irlande	435	810	898	947	958	1.083
Ensemble des pays.	33.031	75.021	87.195	101.076	120.044	135.345

(*) Sans la consommation des raffineries et le fuel oil.
(1) Sans la Sarre.
Source: O. E. C. E.

9° COMMERCE INTERIEUR

(Indices de la valeur.)

(1953 = 100.)

DÉSIGNATION	1948	1954	1959	1960
1. *Gros.*				
Allemagne occidentale (1)	»	107	172	191
Australie	50	114	160	178
Belgique (2)	89	107	146	155
Canada	78	97	132	134
Pays-Bas (2)	56	112	169	178
Royaume-Uni (3)	88	100	105	112
Etats-Unis	85	99	125	126

DÉSIGNATION	1948	1954	1959	1960
2. *Détail.*				
Allemagne occidentale (1)	»	100	143	151
Australie	42	110	151	165
Belgique	71	106	144	156
Canada	65	100	132	134
France (2)	77	111	222	236
Norvège	66	107	115	124
Pays-Bas (2)	80	110	148	154
Suisse	88	105	138	150
Royaume-Uni (4)	»	106	107	111
Etats-Unis	»	100	127	130

(1) Alimentation. — (2) Grandes épiceries. — (3) Textiles. — (4) Non compris l'Irlande du Nord.
Source: O. N. U.

10° DONNEES MONETAIRES ET FINANCIERES

a) Cours des changes.

Bourse de Zurich.

(Moyenne achats et ventes en fin de mois ou d'année.)

(Valeur en francs suisses pour 100 unités nationales.)

PAYS	1949	1954	1957	1960	1961 (Mars).
Allemagne occidentale (deutschmark)	73,50	99	100,5	103,25	109
Belgique (franc belge)	8,59	8,50	8,45	8,55	8,425
Canada (dollar canadien)	375	4,42	4,34	31 1/2	4,34 1/2
Etats-Unis (dollar)	429	4,29	4,29	4,30	4,32
France (nouveaux francs)	1,10	1,14	0,89	0,870	0,875
Pays-Bas (florin)	101	112	113,25	114	120,25
Italie (lire)	0,66	0,67	0,69	0,69 1/2	0,6925
Royaume-Uni (livre)	1.000	11,45	11,60	12,10	12,10

Sources: *Neue Zürcher Zeitung*, I. N. S. E. E.

b) **Réserves or-devises** (officielles).

(Millions de dollars fin de période.)

PAYS	1929	1938	1949	1958	1959	1960
1. Etats-Unis	3.900	(1) 1.459	24.560	(3) 20.582	(3) 19.507	17.804 (3)
2. Allemagne occidentale	»	»	200	6.321	5.014	7.199
3. Royaume-Uni (5)	(2) 710	(2) 2.875	1.690	(3) 3.069	2.736	3.245
4. Canada	(3) 78	220	1.120	1.948	1.877	1.836
5. Inde	(3) 217	485	1.980	722	844	670
6. France	(3) 1.633	2.790	(4) 800	1.050	1.720	2.070
7. Italie	»	»	»	2.082	2.953	»
8. Belgique	(3) 169	736	900	1.497	1.222	1.422
9. Pays-Bas	(2) 180	1.005	385	1.492	1.355	1.753

(1) A partir de 1938, réserves en or du Trésor et de la partie active du fonds de stabilisation.
(2) Réserves or de la banque d'Angleterre (et du fonds d'égalisation en 1938) or et dollars en 1949, 1954...
(3) Or.
(4) Cotisations du fonds monétaire international.
(5) Avant 1958, dollars des E.-U. et du Canada seulement.

Sources: Fonds monétaire international, O. N. U.

c) **Cours des actions industrielles.**

(1953 = 100.)

PAYS	1948	1954	1959	1960
Canada (1)	67	114	170	160
Etats-Unis (2)	64	122	247	239
France (6)	68	140	324	392
Pays-Bas (3)	173	125	214	297
Royaume-Uni (4)	98	130	207	250
Suisse (5)	90	111	162	229

(1) Moyenne des cotations du jeudi.
(2) Moyenne des cotations du mercredi.
(3) Moyenne des cotations journalières.
(4) Cotations du dernier jeudi du mois.
(5) Moyenne des cotations du vendredi.
(6) Dernier vendredi du mois.

Sources: Fonds monétaire international, O. N. U.

d) **Comptes budgétaires et dette publique dans quelques pays.**

(En millions d'unités monétaires nationales.)

	ALLEMAGNE occidentale (1)	BELGIQUE (4)	CANADA (2)	FRANCE (4)	INDES (2-3)	ITALIE (1)	JAPON (2)	PAYS-BAS (4)	ROYAUME-UNI (2)	U. S. A. (1)
1955. Recettes	23.692	82.065	4.000	3.114	»	2.330,2	1.007	6.810	4.929	60.390
Dépenses	21.123	95.272	4.151,8	3.241	»	2.744	1.052	6.885	4.997	64.570
Solde	+ 2.569	— 13.207	— 151,8	— 127	»	— 413,8	— 45	— 75	— 68	— 4.180
Dette intérieure	10.699	287.300	17.551,7	4.529,2	27.384	4.257,4	441	17.571	25.103,4	274.418
Dette extérieure	9.432	24.298	399,8	1.119,7	1.189	»	96	2.013	2.130,4	»
1957. Recettes	28.198	99.955	4.966,5	4.164	7.658	2.860	1.188	7.494	5.393	71.029
Dépenses	27.855	111.805	4.709	4.626	11.678	3.035	1.099	7.315	5.704	69.433
Solde	+ 343	— 11.805	+ 257,5	— 462	— 4.020	— 175	+ 89	+ 179	— 331	+ 1.596
Dette intérieure	12.848	296.511	17.983,9	6.043	33.099	4.835,8	409	16.148	25.203 3	270.634
Dette extérieure	9.430	27.210	351,8	997	1.403	»	84	2.084	2.065,3	»
1958. Recettes	29.198	95.449	4.896	4.936	9.219	3.149	1.332	7.283	5.604	69.117
Dépenses	32.126	113.034	4.934	4.939	16.032	3.431	1.221	7.770	5.816	71.936
Solde	— 2.976	— 17.965	— 38	— 3	— 813	— 282	— 111	— 487	— 212	— 2.819
Dette intérieure	12.195	315.286	18.066	6.589	38.519	5.094	406	16.812	25.310	276.444
Dette extérieure	9.241	30.361	352	1.383	1.897	»	81	1.721	2.163,1	»
1959. Recettes	38.851	101.879	4.615	5.386	9.554	3.173	1.286	7.677	5.806	68.158
Dépenses	34.427	125.816	5.231	5.324	18.121	3.388	1.353	8.957	5.988	80.699
Solde	— 2.576	— 23.937	— 616	— 62	— 8.567	— 215	— 67	— 1.280	— 182	— 12.541
Dette intérieure	13.929	»	20.018	»	45.965	5.348	400	17.381	(5) 5.239,1	284.817
Dette extérieure	9.021	»	202	»	3.707	»	87	1.704	2.187	»
1960. Recettes	32.467	»	5.103	»	9.881	»	1.422	8.265	5.707	79.000
Dépenses	36.660	»	5.432	»	19.162	»	1.499	8.799	6.428	78.905
Solde	— 4.199	»	— 329	»	— 9.281	»	— 77	— 534	— 721	— 95
Dette intérieure	»	»	»	»	48.635	»	»	»	»	(6) 284.700
Dette extérieure	»	»	»	»	6.611	»	»	»	»	»

(1) Année finissant le 30 juin. — (2) Année finissant le 31 mars. — (3) Gouvernement central. — (4) Année civile — (5) A court terme seul. — (6) Total des dettes.

Source: O. N. U.

11° REVENU NATIONAL

a) **Estimation du revenu national de 1948 à 1958.**

(= Somme des revenus échéant pendant l'année aux facteurs de production fournis par les résidents, avant déduction des impôts indirects; = rémunération du travail + revenu des entreprises individuelles + loyers, intérêts et dividendes + épargne et impôts directs des sociétés + revenu de l'Etat et des collectivités locales.)

Le classement par ordre décroissant est approximatif.

(N = Monnaie nationale.)

PAYS	REVENU GLOBAL (en millions)						
	1948	1952	1954	1955	1957	1958	1959
1. Etats-Unis (dollar)	223,5	292,2	300,3	328,4	364,4	365,1	396,6
2. Royaume-Uni (livre)	9.507	12.689	14.580	15.416	17.635	18.341	18.931
3. France (NF)	»	107	119	129,2	159,6	180	193,4
4. Allemagne occidentale (deutschmark)	»	101,4	119,7	137,5	165,8	177,5	192,2
5. Canada (livre canadienne)	12.003	18.623	19.002	20.690	23.799	24.677	26.234
6. Italie (lire)	6.051	8.368	9.881	10.789	12.319	13.177	13.914
7. Australie (2)	1.928	3.561	4.061	4.347	4.624	4.950	5.368
8. Suède (couronne) (1)	23.673	36.113	38.760	41.574	48.332	50.235	53.335
9. Belgique (franc belge) (1)	257,8	320,5	347,2	367,8	411,9	414,8	427,2
10. Pays-Bas (guilder)	12.166	17.739	21.606	24.565	29.045	29.990	31.860
11. Suisse (franc suisse)	17.340	20.320	22.150	23.670	26.900	28.020	29.250
12. Danemark (kroner) (1)	»	20.928	22.939	23.617	27.086	28.222	31.165

(1) Produit national brut au coût des facteurs. Estimations officielles ajustées conformément aux définitions des Nations Unies.
(2) Année commençant le 1er juillet.

Source: O. N. U.

b) **Répartition du revenu national.**

PAYS	REVENUS des ménages et rémunération des travailleurs.	ENTREPRISES individuelles.	LOYERS et intérêts.	DIVIDENDES	ÉPARGNE sociétés.	IMPOTS directs sociétés.	REVENU NET ÉTAT Collectivités locales.	REVENU NET ÉTAT Moins intérêts de la dette publique et de la dette des consommateurs.
	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Australie:								
1938	59	20	16	4	5	2	5	(— 8) (1)
1949	53	31	8	3	5	4	1	(— 5)
1952	59	28	5	2	3	5	1	(— 3)
1954	60	23	6	3	5	4	2	(— 3)
1956	60	23	7	3	3	5	2	(— 3)
1957	63	20	7	3	3	5	2	(— 3)
Belgique:								
1938	»	»	»	»	»	»	»	»
1949	55	30	10	3	2	2	1	(— 3)
1952	55	30	9	5	2	3	1	(— 2)
1954	54	30	11	3	2	2	»	(— 3)
1956	55	29	11	3	3	2	»	(— 3)
1957	56	28	11	3	2	2	»	(— 2)
Canada:								
1938	62	20	»	»	2	2	3	(— 4)
1949	60	22	»	»	4	6	3	(— 4)
1952	62	19	6	2	4	7	3	(— 3)
1954	68	14	8	1	4	6	3	(— 4)
1956	65	15	9	1	5	6	3	(— 4)
1957	68	12	9	1	4	6	3	(— 3)
France:								
1938	51	33	»	1,5	4	1	1	(— 5)
1949	53	»	»	»	6	6	»	»
1952	57	33	2	3	3	2	1	(— 1)
1954	58	31	2	3	3	3	1	(— 1)
1956	59	30	3	3	3	3	1	(— 2)
1957	59	30	2	3	4	3	1	(— 2)
Japon:								
1938	39	31	16	5	3	4	2	»
1949	42	49	2	1	1	3	2	»
1952	45	44	2	1	3	5	1	(— 1)
1954	50	38	4	1	3	4	1	(— 1)
1956	49	36	4	2	5	4	1	(— 1)
1957	49	34	5	2	5	5	1	(— 1)
Pays-Bas:								
1938	51		41		4	1	4	(— 3)
1949	54		42		(2)	5	2	(— 2)
1952	54		35		5	7	3	(— 4)
1954	54		36		7	4	2	(— 3)
1956	55		36		5	5	2	(— 2)
1957	55		36		5	5	2	(— 3)
Suisse:								
1938	49	21	17	6	5	2	(2)	»
1949	60	21	10	2	3	2	(2)	»
1952	61	19	8	5	5	2	(2)	»
1954	60	19	8	5	5	3	(2)	»
1956	61	18	8	4	6	3	(2)	»
1957	»	»	»	»	»	»	»	»
Royaume-Uni:								
1938	63	»	22		»	2	»	(— 6)
1949	63	12	11		»	6	1	(— 5)
1952	72	11	10		3	8	1	(— 5)
1954	72	10	10		6	6	1	(— 4)
1956	74	9	10		6	5	1	(— 5)
1957	74	9	10		6	5	1	(— 5)
Etats-Unis:								
1938	67	17	12	5	»	2	»	(— 3)
1949	65	16	8	3	5	5	»	(— 2)
1952	67	14	8	3	3	7	»	(— 2)
1954	69	14	9	3	2	6	»	(— 3)
1956	70	12	9	3	2	7	»	(— 3)
1957	71	12	9	3	2	7	»	(— 3)

(1) Ensemble: loyers et intérêts, dividendes, épargne des sociétés, impôts directs des sociétés, revenu Etat et collectivités locales = 20.
(2) Revenu des entreprises publiques inclus dans les « loyers et intérêts » et « dividendes ».

Source: O. N. U.

c) **Origine par branche d'activité du produit intérieur brut.**

PAYS	PRODUIT intérieur net.	ORIGINE							
		Agricult., Sylvicult., Pêche.	Ind. extr.	Ind. manuf.	Constr.	Transp. et communications.	Com. gros, détail.	Admin. publique et Défense.	Autres services.
		P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Canada (millions de dollars) (3):									
1938	4.259	13	6	24	4	11	13	10	(1) 19
1952	20.825	13	4	29	6	11	13	6	(1) 13
1954	21.818	10	4	28	6	12	13	7	(1) 20
1956	27.189	9	4	28	7	12	14	6	(1) 20
1957	28.298	7	4	28	7	12	14	7	(1) 21
1958	29.029	7	4	26	7	13	14	7	(1) 22
Allemagne occidentale (millions de deutschmarks) (*):									
1952	92.024	12	49		6	8	9	8	6
1954	132.124	9	43		6	10	12	9	11
1956	194.026	8	6	41	6	7	13	7	12
1957	210.178	7	6	41	6	7	14	7	12
1958	222.700	7	6	41	6	7	14	7	12
Italie (milliards de lires):									
1952	9.258	25	1	24	4	7	11	10	4
1954	10.943	24	1	32	6	9	9	10	9
1956	12.746	21	1	32	6	10	9	11	10
1957	13.698	21	1	31	7	10	9	11	10
1958	14.552	21	1	31	7	10	9	11	10
Royaume-Uni (millions de livres sterling):									
1952	13.785	5	4	36	6	10	12	7	20
1954	15.671	5	4	38	5	10	12	7	19
1956	18.023	4	4	36	6	11	12	7	20
1957	19.130	4	4	36	6	11	12	7	20
1958	19.778	4	4	35	6	11	12	7	21
Etats-Unis (milliards de dollars) (2) (3):									
1938	67,2	9	2	22	3	10	18	13	23
1952	288	6	2	31	5	9	17	12	18
1954	297,1	6	2	30	5	8	17	12	20
1956	346,5	4	2	32	6	8	17	12	19
1957	361,6	4	2	31	6	9	17	12	19
1958	361,4	5	1	29	5	9	17	13	21

(*) Produit intérieur brut au prix de marché.
(1) Administration, défense, justice, police (les entreprises publiques et autres services sont classés avec les industries correspondantes).
(2) Produit intérieur brut au coût des facteurs.
(3) Bénéfice des entreprises de l'Etat exclu.
Source: O. N. U.

d) **Dépense imputée au produit intérieur brut.**

	1950	1955	1956	1957
Canada. (Millions de dollars.)				
Dépenses de consommation:				
Privée	12.031	15.592	18.692	19.764
De l'Etat	1.798	3.677	4.146	4.308
Formation brute de capital fixe:				
Entreprises privées (1)	2.921	4.351	5.826	6.183
Entreprises de l'Etat	987	1.401	2.040	2.488
Augmentation des stocks	531	559	813	126
Exportations de biens et services	4.077	5.213	6.176	6.200
Moins importations de biens et services	3.997	5.359	7.058	7.024
P. I. B. au prix du marché	18.348	25.434	30.635	32.045
Revenu de facteur net reçu de l'étranger (2)	438	293	458	545
P. M. B. au prix du marché	17.910	25.141	30.177	31.500
Allemagne occidentale. (Millions de D. M.)				
Dépenses de consommation:				
Privée	61.255	85.277	113.480	121.950
De l'Etat	14.940	22.170	26.450	29.050
Formation brute de capital fixe:				
Entreprises privées / Entreprises de l'Etat	18.455	28.665	44.300	46.100
Augmentation des stocks	3.721	2.129	2.590	4.200
Exportations de biens et services	11.751	25.849	43.944	52.274
Moins importations de biens et services	12.971	20.484	36.738	43.396
P. I. B. au prix du marché (estimation au 31 décembre)	97.151	143.606	194.026	210.178
Revenu de facteur net reçu de l'étranger	49	144	— 626	— 578
P. M. B. au prix du marché	97.200	143.750	193.400	209.600
Italie.				
Dépenses de consommation:				
Privée	6.231	8.393	9.925	10.449
De l'Etat	859	1.355	1.808	1.903
Formation brute de capital fixe:				
Entreprises privées (3)	1.352	1.902	2.713	3.017
Entreprises de l'Etat (3)	175	352	333	364
Augmentation des stocks	123	30	105	75
Exportations de biens et services	941	1.289	1.850	2.249
Moins importations de biens et services	1.023	1.658	2.128	2.470
P. I. B. au prix du marché	8.658	11.663	14.606	15.587
Revenu de facteur net reçu de l'étranger	12	29	28	40
P. M. B. au prix du marché	8.670	11.691	14.634	15.627

(1) La formation brute de capital fixe des entreprises publiques est comprise sous la rubrique de l'Etat.
(2) Ne comprend que les dividendes et les intérêts.
(3) « Formation brute de capital fixe des entreprises de l'Etat » est compris sous « entreprises privées ».

	1950	1953	1956	1957
Royaume-Uni.				
Dépenses de consommation:				
Privée	9.355	11.212	13.490	14.142
De l'Etat	2.107	3.170	3.577	3.684
Formation brute de capital fixe:				
Entreprises privées				
Entreprises de l'Etat	1.697	2.297	3.087	3.333
Augmentation des stocks	— 210	125	275	450
Exportations de biens et services	2.785	3.397	4.386	4.532
Moins importations de biens et services	2.810	3.444	4.286	4.446
P. I. B. aux prix du marché	12.924	16.757	20.529	21.695
Revenu de facteurs nets reçus de l'étranger	337	163	203	226
P. N. B. aux prix du marché	13.261	16.920	20.732	21.921
Dépenses de consommation:				
Privée	193,1	229,5	265	279,7
De l'Etat	35	74,5	72,6	79,1
Formation brute de capital fixe:				
Entreprises privées	43,1	49,9	62,7	64,3
Entreprises de l'Etat (1)	6,6	8,7	1,3	12,7
Augmentation des stocks (1)	6,4	4,4	5,1	0,2
Exportations de biens et services	12,3	15,1	20.8	23,6
Moins importations de biens et services	11,7	16,1	19,3	20,2
P. I. B. aux prix du marché	284,8	365,9	418,3	439,4
Revenu de facteurs nets reçus de l'étranger	1,2	1,3	2	2,3
P. N. B. aux prix du marché	286	367,2	420,3	441,7
France.				
Dépenses de consommation:				
Privée	6.760	10.180	12.690	13.920
De l'Etat	1.340	2.350	2.750	2.990
Formation brute de capital fixe:				
Entreprises privées (2)	1.420	2.120	2.970	3.460
Entreprises de l'Etat (2)	140	260	390	410
Augmentation des stocks	230	110	200	180
Exportations de biens et services	1.450	2.000	2.340	2.610
Moins importations de biens et services	1.470	2.050	2.680	2.960
P. I. B. aux prix du marché	9.870	14.970	18.660	20.610
P. N. B. aux prix du marché	9.850	14.930	18.590	20.520
Revenu de facteurs nets reçus de l'étranger	— 20	— 40	— 70	— 90

(1) Les dépenses de l'Etat en équipement et l'augmentation des stocks de quelques organismes de l'Etat sont inclus dans les dépenses de consommation de l'Etat et des collectivités locales.

(2) « Formation brute de capital fixe des entreprises de l'Etat » est compris sous « entreprises privées ».

Source: O. N. U.

e) **Formation brute de capital intérieur.**

	ANNÉES	TOTAL	CAPITAL FIXE (Répartition en pourcentage). Logements.	Bâtiments non résidentiels.	Autres constructions.	Matériel de transport.	Machines.	ACCROISSEMENT des stocks. — Valeur.
France (1.000 millions de francs)	1953	2.380	24	28		14	34	110
	1956	3.370	25	28		13	34	200
	1957	3.980	25	29		12	34	150
	1958	4.410	25	28		13	34	360
Canada (millions de dollars)	1953	5.731	20	42		11	27	497
	1956	7.847	20	45		9	26	1.052
	1957	8.590	16	50		9	25	189
	1958	8.330	21	49		9	21	— 394
Allemagne occidentale (1.000 millions de deutsche marks)	1953	29,3	»	48	»	52		2,1
	1956	45	»	47	»	53		4,3
	1957	46,7	»	48	»	52		5,3
	1958	49,9	»	49	»	51		3,2
Italie (1.000 millions de lires)	1953	2.254	20	6	26	13	35	30
	1956	3.046	27	7	22	13	31	105
	1957	3.434	28	7	22	12	31	84
	1958	3.430	28	8	24	11	29	116
Pays-Bas (millions de florins)	1953	5.046	21	17	17	12	33	— 196
	1956	8.074	19	16	12	19	34	816
	1957	8.910	21	16	12	20	31	1.100
	1958	8.210	22	18	12	18	30	250
Royaume-Uni (millions de livres)	1953	(1) 2.384	26	25		14	35	— 125
	1956	(1) 3.137	20	29		15	36	275
	1957	(1) 3.400	18	29		15	38	360
	1958	(1) 3.516	17	30		16	37	50
Etats-Unis (millions de dollars)	1953	58.583	26	16	20	11	27	4.361
	1956	73.742	25	19	19	(2) 37		4.317
	1957	76.996	24	19	20	(2) 37		1.224
	1958	72.248	27	19	22	(2) 32		— 2.339

(1) Y compris les dépenses de capital fixe pour défense militaire.

(2) Non compris les achats de machines et de matériel par l'Etat; ces achats sont considérés comme une partie des dépenses de consommation de l'Etat.

Source: O. N. U.

12° LOGEMENT ET CONSTRUCTION

a) Evolution de la construction de logements dans quelques pays.

(Moyenne mensuelle.)

PAYS	1950	1952	1958	1959	1960
Allemagne occidentale (1)	25.164	36.900	40.500	46.300	45.912
Belgique (2)	2.984	2.232	2.803	2.998	2.952
Canada	7.418	6.091	12.224	12.139	10.313
France (3)	7.660	10.700	28.800	28.600	»
Italie (4)	6.119	9.677	22.998	24.586	»
Japon (5)	29.907	22.733	28.166	31.715	»
Pays-Bas (6)	3.942	4.550	7.420	6.969	6.985
Suisse (7)	1.111	1.190	1.035	1.197	1.552
Royaume-Uni	17.119	20.693	23.219	23.464	25.355
U. S. A. (8)	116,3	93,9	100,8	127,6	105,1

(1) Construction achevée y compris reconstruction et restauration.
(2) Construction achevée y compris reconstruction, transformation et extension.
(3) Autorisations de bâtir délivrées.
(4) Construction achevée. A partir de 1954, y compris les logements dans les bâtiments à usage autre que l'habitation.
(5) Construction commencée.
(6) Construction achevée y compris les habitations reconstruites.
(7) Construction achevée dans quarante-deux villes.
(8) Logements commencés (non compris les fermes). Depuis 1954, basé sur un échantillon revisé.
(9) 270.000 au total.

Source: O. N. U.

b) Indices des prix de gros des matériaux de construction.

(1953 = 100.)

PAYS	1948	1954	1958	1959
Suisse	91	101	122	118
U. S. A.	87	100	109	112
Italie	85	101	102	99
Canada (1)	77	98	104	106
Belgique	81	104	115	115
Royaume-Uni	77	101	116	115
France	58	100	119	127

(1) Construction non résidentielle.
Source: O. N. U.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 26, rue Desaix.